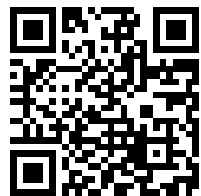

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

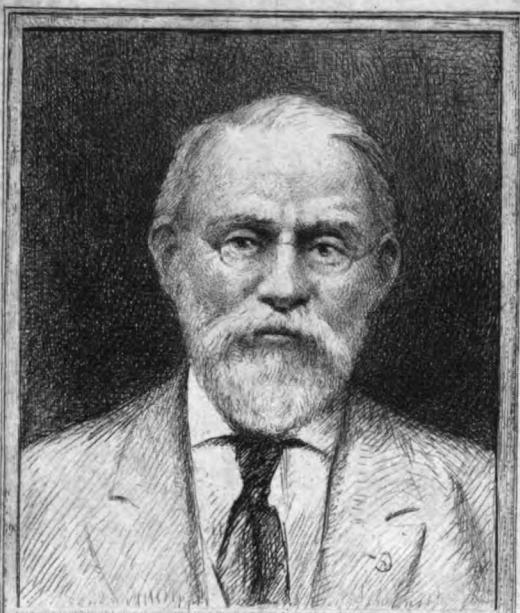
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 49526 7 DUPL



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1914 R. B. Krell 1910

611
F16
F2-

REVUE DE L'AGENAIS

TOME XXI. — 1894.

1

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Tome vingt-unième. — Année 1894.

AGEN

IMPRIMERIE P. NOUBEL. — V^o LAMY, SUCCESSEUR

43, Rue Voltaire. 43

1894

Dammig
Nykoff
10-11-26
13603

LES

ENCEINTES SUCCESSIVES

DE LA VILLE D'AGEN

C'est à une promenade autour des anciens remparts de la ville d'Agen que nous convions aujourd'hui nos lecteurs.

Quoi de plus pittoresque, en effet, que l'aspect d'une ville, telle qu'elle se présentait au moyen-âge avec ses courtines inégales le plus souvent ébréchées, ses tours rondes ou rectangulaires surmontées de pignons aigus ou de plateformes crénelées, ses portes ouvertes tantôt entre deux tours demi-circulaires, tantôt cintrées sous une haute tour carrée, ses fossés pleins d'eau, ses ravelins, ses barbicanes, ses ouvrages avancés, le tout éclairé la plupart du temps, comme la ville d'Agen, par un beau soleil, dont les rayons se reflétaient en tons chauds et lumineux sur toutes ces pierres grises, jaunes ou rouges, suivant la morsure plus ou moins profonde du temps ? Quoi de plus intéressant que de faire revivre un instant sa physionomie changeante et d'évoquer les souvenirs qui se réveillent en foule à chacun des grands siècles de son histoire ?

Agen, comme la plupart des cités gallo-romaines, eut, à n'en pas douter, plusieurs enceintes successives. Mais s'il est facile, grâce au plan que nous reproduisons en tête de ce travail ¹ et au document de 1612 que l'on trouvera plus loin *in extenso*, de donner une des-

¹ L'original de ce plan, dû au célèbre ingénieur Lomet, appartient aujourd'hui à M. L. Payen, architecte départemental. Il n'en existe que deux copies. L'une, que nous ne connaissons pas, est déposée dans les cartons du cabinet de M. le Maire d'Agen. L'autre est la propriété du très regretté M. Ad. Magen, qui, de son vivant, a bien voulu nous la prêter et nous autoriser à la reproduire. Tirée à 500 exemplaires, nous

cription minutieuse de la dernière enceinte, telle qu'elle fut construite à la fin du ^{xiv}^e siècle et telle qu'elle s'est maintenue jusqu'au moment où l'ingénieur Lomet la releva à la veille de la Révolution, il est beaucoup moins aisé de fournir sur les enceintes primitives des données aussi exactes, d'indiquer même seulement quels étaient et le tracé vrai de leurs contours, et le nombre de tours qui les défendaient, et le nom des portes qui les enclavaient. Sur ces époques lointaines la plupart des documents nous font défaut. A peine quelques noms oubliés relatés çà et là dans les anciens textes, quelques vieux pans de murailles encore debout, quelques rares objets découverts dans les fouilles, nous permettront-ils d'échafauder une hypothèse, pouvant amener à la vérité. Ce n'est donc qu'avec la plus extrême prudence que nous nous aventurerons sur ce chemin périlleux et que nous chercherons à établir quelles furent, depuis les premiers siècles, les lignes successives des fortifications d'Agen. Nous n'oublierons pas d'invoquer le témoignage de tous ceux de nos annalistes qui se sont, d'une façon souvent diamétralement opposée, occupés de la question. Nous essaierons de conclure, après eux, dans le sens qui nous paraîtra le plus raisonnable.

I

VILLE ROMAINE

(DU PREMIER AU QUATRIÈME SIÈCLE)

Agen fut, on le sait, sous la domination romaine, une des villes les plus florissantes de l'Aquitaine, la seconde même en importance, après Bordeaux, de toute la province.

Sans remonter à ses origines celtiques et gauloises, ni même chercher à déterminer à ces époques l'emplacement de la capitale des Nitobriges soit sur le coteau de Pompéjac, où elle aurait formé un vaste *oppidum*, soit au pied de ce coteau, où le confluent de la

avons donné la moitié de ces planches en tête du Tome II de notre travail sur les *Couvents d'Agen avant 1789*. Pour l'intelligence de notre étude, nous offrons aujourd'hui à nos lecteurs l'autre moitié, qui, ainsi qu'ils le verront, est diversement coloriée, suivant l'extension progressive des murs d'Agen.

Masse avec la Garonne aurait constitué une défense naturelle que ne devaient point dédaigner ses premiers habitants, il est de tradition constante que, dès le II^e siècle, l'Aginum Romain occupait tout un vaste emplacement limité: à l'ouest par la Garonne ; au sud, par les champs de Renaut, aujourd'hui l'hôpital Saint-Jacques ; à l'est par le quartier de Sembel, les jardins de Malconte et une partie de la ville actuelle ; au nord par une ligne partant de la porte Saint-Antoine, traversant la ville dans sa plus grande largeur, en y comprenant Saint-Etienne, et aboutissant aux alentours de la porte du Pin.

Si tous nos chroniqueurs sont d'accord sur les trois premières délimitations, à l'ouest, au sud et à l'est, il n'en est pas cependant de même en ce qui concerne la limite septentrionale. Se basant uniquement sur les découvertes faites lors des fouilles opérées au moment de la construction du Grand Séminaire, de la Préfecture et de la Manufacture à voiles, aujourd'hui la Remonte, c'est-à-dire dans la seconde moitié du dernier siècle, Argenton et, après lui, Labrunie n'étendent guère la ville romaine au-delà de la ligne de la dernière enceinte, c'est-à-dire de la porte Saint-Louis à la porte du Pin, en passant par la Porte-Neuve¹. Beaumesnil, qui écrivait son curieux manuscrit sur les Antiquités d'Agen en 1772-1773², réfute l'opinion première de Labénazie, insoutenable il faut bien le dire, et d'après laquelle la ville Romaine aurait été formée sur cette éminence où s'éleva plus tard l'église Saint-Etienne et dont nous reparlerons à propos du *Castrum sancti Stephani*. Et il invoque à son tour, à l'appui de sa thèse, qui se trouve en parfait accord avec celle d'Argenton, la quantité énorme de médailles, vases antiques, mosaïques, marbres et objets précieux de toutes sortes, que l'on trouvait à foison de son temps dans les champs qui avoisinent le Grand Séminaire.

« On voit, dit-il, que depuis la porte Saint-Louis jusqu'à la porte du Pin les murs de la ville actuelle coupent presque partout d'autres murs d'une structure vraiment antique... Malconte, le Séminaire, la Manufacture à voiles, la chapelle Renaut, le Grand Hôpital, l'entrée du chemin de

¹ Argenton, *Essais historiques et critiques*, publiés par M. Magen, dans le tome VIII, p. 109, du recueil de la Société académique d'Agen. Id. Labrunie, *Abrégé chronologique*, p. 34 et suiv.

² Ce précieux manuscrit, orné de très jolis dessins sur les antiquités d'Agen, ce qui en fait son unique valeur, appartient à la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, dans la bibliothèque de laquelle il est déposé.

Layrac, et tout le terrain depuis l'angle où est la porte Saint-Louis jusqu'à la porte du Pin, est rempli de ruines de fondemens d'anciens édifices, de murs romains, de médailles. Car tout ce qu'on a trouvé près de Saint-Caprais, quoique très ancien, porte l'empreinte du christianisme... Ce n'est donc que dans le terrain désigné par un carré ponctué sur mon plan, que l'on a trouvé des inscriptions et des monuments du paganisme. »

Et Beaumesnil dessine, en effet, dans son manuscrit un croquis, assez exact, de la dernière enceinte féodale d'Agen, au-dessous de laquelle il précise l'emplacement de la ville romaine, depuis la Garonne à l'ouest, l'Hôpital au sud, Malconte à l'est, et une ligne qui traverse une partie de la ville depuis la porte de la Garonne à gauche, jusqu'à la tour de Marmande, plus tard tour du bourreau, au coin de la rue Saint-Martial. Dans ce plan, Beaumesnil, laisse hors des murs romains le *Castrum Sancti Stephani*, c'est-à-dire la cathédrale Saint-Etienne, à plus forte raison tout le quartier de Saint-Caprais.

Du reste Labénazie lui-même semble plus tard s'être rallié à cette opinion, puisqu'au chapitre II, livre second, de son *Histoire de la ville d'Agen et pays d'Agenois*, il limite à son tour la ville romaine, au nord, au château de Monrevel ¹ et à la chapelle de Notre-Dame du Bourg « qui est la chapelle, dit-il, d'un des premiers cimetières des chrétiens. qui, suivant la pratique de la primitive Eglise, plaçaient les cimetières hors les villes, dans lesquels ils faisaient bastir une chapelle pour y faire les prières pour les morts ² ».

Il est superflu de relever l'erreur grossière commise ici par le bon prieur de Saint-Caprais, non en ce qu'il circonscrit au château de Monrevel, du côté nord, la première enceinte romaine, ce qui est controversable, mais en ce qu'il fixe à cette date l'existence de la chapelle Notre-Dame du Bourg, qui n'est, on le sait, que du XIII^e siècle, et qui ne fut bâtie que longtemps après, alors que les Agenais, renfermés autour du *Castrum Sancti Stephani*, établirent, au sud de leur ville, leur cimetière du moyen-âge.

En résumé, tout concorde donc pour déterminer, au sud de la ville actuelle, et dans les limites à peu près carrées, indiquées déjà par nous, l'emplacement du vieil Aginnum Romain. C'est sur les bords

¹ Le château de Monrevel occupait l'emplacement où se trouve aujourd'hui la Mairie d'Agen.

² Labénazie, *Histoire de la ville d'Agen et du pays d'Agenois*, p. 38, (1888. Edition publiée par M. de Dampierre).

de la Garonne, si favorables au commerce, que nos ancêtres des deux premiers siècles durent élever leurs maisons somptueuses, leurs temples, leurs centres de réunions habituelles ; et c'est là, en effet, autour de la Manufacture à voiles, de la Caserne actuelle, du Grand Séminaire, de la Plateforme, que se dressaient ces beaux monuments, où l'on a cru reconnaître un temple de Diane, un temple de Bacchus, un autre de la Fortune, un vaste cirque au-dessous de la Plateforme, des débris d'amphithéâtre, etc., et où l'on a trouvé des marbres très précieux, des mosaïques, d'artistiques poteries Samiennes, une jolie statuette en bronze de la Fortune, des chapiteaux, des aqueducs, des briques à rebords, des urnes sépulcrales, et par dessus tout « une quantité prodigieuse de médailles du Haut et du Bas-Empire » dont la plupart, cependant, remontaient aux règnes de Trajan, d'Adrien, d'Antonin et de Marc-Aurèle ¹.

Mais les découvertes, faites postérieurement, d'abord d'une inscription relative à un temple de Jupiter, trouvée beaucoup plus loin à Saint-Antoine, sur l'emplacement où s'élevèrent plus tard la chapelle des Antoninset un prieuré Bénédictin ; puis de ce que l'on croit être les Arènes, près la rue Molinier ; enfin, de nos jours, celle d'une belle mosaïque au centre même du *Castrum Sancti Stephani*, mise au jour en creusant un puits contre la cathédrale de Saint-Étienne ; les fondements en pe it appareil de presque toutes les maisons qui avoisinent cette cathédrale ; d'autres mosaïques trouvées près du Pont-Canal ; et enfin les deux inscriptions romaines découvertes, l'une près de l'église Saint-Hilaire actuelle, l'autre ² dans le jardin de la maison

¹ Voir Labrunie, *Abrégé chronologique*, p. 35. — Voir aussi : *Essai sur les Antiquités du département de Lot-et-Garonne*, par Salot-Amans. Art. Agennum.

² Voici la teneur de cette inscription, trouvée le 17 mars 1891 chez M. J. Meynot, en creusant un puisard au coin de la rue de la Reine et du Grand Boulevard, à six mètres au-dessous de la surface du sol. Quoique publiée déjà par M. Allmer dans sa *Revue épigraphique du Midi de la France*, nous la donnons ici, comme n'ayant été reproduite par aucune de nos feuilles locales :

I V N o N I B V S
AUGVSTALIB
PoRTICVM.ET
MACERIAM
CAPITo·LVCI·F
E·IVLIA·VXSor
V. S. L. M.

« *Iunonibus Augustalibus porticum et maceriam Capito, Lucii filius, et Julia urso, votum solverunt libentes merito.*

de Monsieur J. Meynot, à ce même quartier Saint-Hilaire et au nord-ouest de la ville actuelle. tout cela ne nous autorise-t-il pas à conclure que la ville romaine primitive s'étendait vers le nord, beaucoup plus loin que ne l'ont supposé Darnalt, Argenton, Labénazie, Beaumesnil, Labrunie, Saint-Amans, etc., et qu'on peut affirmer que, commençant vers l'hôpital actuel, elle allait jusqu'aux pieds mêmes du coteau de Saint-Vincent. Jusqu'au III^e siècle du reste. Aginnum, comme Burdigala, Tolosa et toutes les cités romaines, était une *ville ouverte*, n'ayant eu jusque là rien à craindre de ses ennemis. Et ce ne fut que lorsque les premiers Barbares l'eurent dévastée qu'elle songea à se limiter dans une première enceinte et à se fortifier contre leurs invasions sans cesse renouvelées.

II

PREMIÈRE ENCEINTE

(DU CINQUIÈME AU DOUZIÈME SIÈCLE)

Lorsque, à la fin du IV^e siècle, au moment par conséquent des premières invasions, le poète Ausone veut décrire sa patrie : « L'enceinte carrée de ses murailles, dit-il, élève si haut ses tours superbes que leurs sommets percent les nues :

Quadrupla murorum species, sic turribus altis
Ardua, ut aërias intrent fustigia nubes ¹.

Bordeaux offrait donc, vers 390, une enceinte carrée, beaucoup plus restreinte que ne l'avait été la première ville ouverte, et qui, en vue des dangers nouveaux et de la marche toujours plus envahissante des Barbares, venait d'être puissamment fortifiée. Elle se présentait déjà à cette époque hérissée de tours.

Bien que notre ville d'Agen n'ait pas été chantée par Ausone, et

« Aux Junons Augustales Capito, fils de Lucius, et Julia son épouse (ont donné) ce portique et ce mur de clôture avec reconnaissance, en accomplissement de leur vœu. »

Hauteur : 0 m. 34 ; largeur : 0 m. 37 ; épaisseur : 0 m. 03.

« Cette inscription, ajoute M. Allmer, appartient probablement au deuxième siècle. En tous cas elle remonte avant l'époque de la première partie du troisième, où Caracalla accorda à tous les sujets libres de l'Empire le droit de cité romaine. »

¹ Ausone. Trad. de E. F. Corpet. T. I, p. 249.

que nul document ne nous apprenne quels étaient ses moyens de défense au moment du premier passage des Barbares, il n'est pas téméraire de supposer qu'elle avait dû suivre l'exemple de sa puissante voisine, et comme elle « sacrifier une portion de la ville et des monuments qui l'embellissaient, et, avec leurs matériaux, construire des tours et des remparts ». »

Où cette première enceinte s'éleva-t-elle ? Quel point de l'Aginnum Romain fut-il choisi par les malheureux habitants, victimes des ravages des Alains, des Vandales, puis des Wisigoths ? C'est ce qu'il est impossible de préciser, nul écrit ne nous ayant transmis les péripéties de cette phase de notre histoire locale.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'ancien emplacement de la ville romaine était beaucoup trop vaste, qu'il était non seulement dangereux mais absolument ruineux d'en fortifier le périmètre, et que l'on dû songer à se grouper dans un endroit aussi restreint que possible, protégé autant que faire se pouvait par quelque escarpement ou défense naturelle.

Alors que la plupart des villes gallo-romaines abandonnèrent à ce moment leur ancienne position, sise presque toujours sur les bords des fleuves et des rivières, pour s'établir sur quelque coteau voisin, comment notre cité, à l'exemple de Lectoure, d'Eauze, de Périgueux, et de tant d'autres villes de l'Aquitaine et de la Gascogne, ne songea-t-elle pas à revenir sur la montagne de Pompéjac, où les envahisseurs l'auraient certes plus difficilement assiégée ? Pourquoi ses habitants, terrifiés cependant par les hordes sauvages et déjà ruinés par elles, préférèrent-ils reconstruire leur cité dans la plaine, sinon tout à fait sur les bords du fleuve comme autrefois, du moins sur quelque élévation de minime importance et qui, ne présentant aucune défense naturelle sérieuse, ne pouvait leur offrir aucune sécurité.

Il est indubitable, en effet, que la première enceinte fortifiée d'Agen dut être construite, ou bien tout autour de ce monticule naturel, qui vit s'élever plus tard la cathédrale Saint-Etienne (aujourd'hui le Grand-Marché) et qui, dès cette époque, devint un *Castrum* ; ou bien sur ce tertre plus bas encore et plus rapproché du fleuve que l'on a toujours appelé le *Château*, et qui, situé au-dessus du confluent de la Masse et de la Garonne, offrait un semblant de position stratégique. Peut-être même la ville, comme quelques-uns le

¹ Voir le bel ouvrage de M. Léo Drouyn : *Bordeaux vers 1450* (1874).

pensent, se reforma-t-elle entre ces deux *Castra*, dans le quartier appelé plus tard « de la Grande-Horloge », protégée ainsi par ces deux ouvrages avancés, l'un à l'est, l'autre à l'ouest ? Mais cette opinion, faiblement soutenue du reste, ne s'appuie sur aucune raison sérieuse.

Bien qu'encore une fois nous en soyons réduit à de simples conjectures, puisque aucune muraille de cette époque, aucun débris de courtine n'a pu nous fixer à cet égard, nous croyons, quant à nous, que la première enceinte fortifiée d'Agen, après les premières invasions Barbares, c'est-à-dire dès la seconde moitié du v^e siècle, s'éleva autour du *Castrum Sancti Stephani*, et que, malgré bien des vicissitudes postérieures, des sièges, des démolitions, des ruines, et par suite des adjonctions et des modifications dans son système défensif, elle dût conserver cet emplacement jusqu'au moment où nous l'y retrouvons, authentiquement cette fois, au x^e et au xi^e siècles.

Ce n'est pas impunément, en effet, qu'une ville comme celle d'Agen, populeuse, commerçante, riche, fort développée par suite, aurait pu, à chaque siècle, transporter ainsi en maint endroit différent son assiette principale, c'est-à-dire modifier du tout au tout ses habitudes, sa vie municipale, en un mot son existence proprement dite.

S'il est donc prouvé, et ceci est incontestable, que les Barbares ruinèrent de fond en comble, aux iv^e et v^e siècles, la riche cité romaine, dont le centre se trouvait autour des constructions actuelles du Grand-Séminaire, et que ses habitants, par le seul instinct de prudence et de conservation, se groupèrent, aussitôt l'orage passé, non plus sur les débris informes de leur ville, mais tout à côté, sur quelque tertre défensif, c'est bien en cet endroit où nous les retrouverons plus tard, autour de ce *Castrum* (mot qu'il faut interpréter ici non pas dans le sens de *château* ou de *forteresse*, mais bien dans celui de *refuge* ou de *simple retranchement*) qu'ils durent transporter leurs anciens matériaux, leurs petits appareils cubiques, si communs encore au dernier siècle ¹, et réédifier à cette époque leur ville, non

¹ Dans ses *Essais historiques et critiques sur l'Agenais*, Argenton, réfutant l'opinion de Labénazie « qui pensait que toutes les maisons de la ville étaient primitivement en bois, construites en très grande partie par les prêtres dont elles constituaient, dit-il, par leur loyer tout le revenu, » se demande quel était l'état de la ville d'Agen au x^e siècle. Et jetant les yeux sur les divers édifices publics, dont beaucoup existaient encore de son temps, il conclut qu'ils avaient été construits à différentes époques avec les débris de la ville Romaine, c'est-à-dire avec le petit appareil. Et il cite ; — les

plus en la laissant ouverte comme autrefois, mais bien en l'enserrant, à l'exemple de Bordeaux et de Toulouse, dans une solide enceinte de murailles.

Le sol romain se trouve, il ne faut pas l'oublier, et la mosaïque de la place Saint-Etienne comme l'inscription de Monsieur J. Meynot sont là pour l'attester, à *six mètres* environ au-dessous du niveau actuel. Qui nous dit alors que le tertre définitif de Saint-Etienne, comme aussi celui du Château, n'aurait pas été formé en terre rapportée, c'est-à-dire à main d'homme, cet emplacement prouvant une fois de plus combien durent se presser pour se défendre, se grouper et se fortifier les habitants d'Agen, à l'époque du terrible et incessant passage des Barbares du Nord.

On a beaucoup discuté sur l'origine, l'emplacement, l'existence même de ce *Castrum*, appelé plus tard *Castrum Sancti Stephani*, lorsqu'y fut élevée l'église de ce nom, et aussi *Castrum Cathedralis Aginni*. Se trouvait-il au lieu et place de la première cathédrale Agenaise? Cette dernière, comme le prétend à tort Labénazie, ne fut-elle pas érigée au contraire, dès ses débuts, à côté de la porte et de la tour de la Grande-Horloge? Bien que cette question ne rentre

cloîtres des églises Cathédrale et Collégiale, — le clocher de Saint-Hilaire, — le sanctuaire de l'église Saint-Antoine, — quelques parties de la porte Neuve, — presque tout l'hôpital Saint-Jacques, avant sa réédification, — le mur qui terminait la Cathédrale du côté de la rue des Embans, — la façade du palais épiscopal, etc., etc.

Dans une note très substantielle, M. Ad. Magen ajoute : « La plupart de ces indications peuvent être contrôlées (1856). Le mur de clôture des maisons dont la façade se développe autour de la Halle, de la rue de la Vieille Triperie, carrefour Lalande, à la rue du Marché au blé, laisse voir sur une grande partie de son étendue le petit appareil ou *opus reticulatum* des anciens. La base du clocher des Pénitents Blancs et celle de l'abside de la chapelle Saint-Antoine en sont aussi formées. On en voit au moulin de Cajar, dans la maison du Refuge, chez MM. Londie, rue Saint-Hilaire; du Trille, rue Grande-Horloge; Andrieu, rue de la Reine. Enfin, la base de la porte de la Grande-Horloge en était entièrement construite, etc., etc. »

D'accord avec tous nos chroniqueurs, nous concluons donc que la ville féodale fut réédifiée en grande partie avec les débris de la ville romaine, transportés du quartier de la Plateforme au cœur de la nouvelle cité. Mais de ce que certains de ces monuments ne furent construits qu'aux *x^e*, *xi^e* et même *xii^e* siècles, il ne s'ensuit pas que tous datent de cette époque. Et la base de la tour de la Grande Horloge notamment, celles des clochers de Saint-Hilaire et de Saint-Antoine, le mur de clôture de la rue Lalande, etc., pourraient bien avoir été élevés à une époque de beaucoup antérieure, c'est-à-dire aux *viii^e*, *vii^e*, *vi^e* et même *v^e* siècles. en un mot aussitôt après la première destruction de la ville romaine.

pâs dans le cadre de ce travail uniquement consacré aux enceintes successives de la ville d'Agen, disons simplement, en renvoyant nos lecteurs aux nombreuses dissertations écrites sur ce sujet¹, qu'il semble désormais établi que la première basilique d'Agen fut construite dans l'enceinte du *Castrum*, dit alors *Castrum Sancti Stephani*, sinon sur les ruines d'un château-fort primitif fort problématique et qui était destiné à défendre la cité nouvelle, du moins à ses côtés ; qu'elle devait exister, en tout cas, dès le commencement du x^e siècle ; qu'au xi^e elle présentait l'aspect d'une église romane, de dimensions fort restreintes, si l'on en juge par les soubassements de sa nef primitive retrouvés de nos jours ; qu'enfin sa dernière transformation ne date que du milieu du xiii^e siècle, telle alors qu'elle s'est conservée dans ses grandes lignes jusqu'à son entière destruction, arrivée, on le sait, de notre temps, en l'année 1835².

Ce fut donc là cette première enceinte, contre laquelle vinrent se butter d'abord les Barbares du v^e siècle, puis les armées franques des successeurs de Clovis et celles des premiers Comtes de Toulouse ; là que se signalèrent, aux vi^e et vii^e siècles, les preux de l'époque chevaleresque, les Didier, les Renaut ; ce sont ces tours maintes et maintes fois détruites et réédifiées, qui durent supporter les attaques furieuses des Sarrasins au viii^e siècle et des ducs de Gascogne quelques temps après ; ce sont ces remparts qui, d'après une légende peu véridique, soutinrent le siège de la formidable armée, conduite par Charlemagne en personne, et qui furent témoins de la lutte épique et fabuleuse du grand Empereur contre le farouche Aygoland³ ; ce sont ces murs enfin, qui s'écroulèrent en 853 sous le choc terrible des Normands, qui, selon la tradition généralement admise, détruisirent cette fois de fond en comble la ville d'Agen, et, plus encore que

¹ Saint-Amans, *Histoire ancienne et moderne du département de Lot-et-Garonne*, T. II, appendice, p. 340 ; — Idem : Abbé Barrère, *Histoire Religieuse et Monumentale du diocèse d'Agen*, T. I, p. 223 ; — Idem : Argenton, *Essais historiques et critiques* ; — Idem : Labrunie, *Abrégé chronologique* ; — Idem : Labénazie, *Histoire de la ville d'Agen* ; — Idem : Brécy, *Esquisses archéologiques, historiques et pittoresques sur Saint-Etienne d'Agen*, etc., etc.

² Voir sur la Cathédrale Saint-Etienne d'Agen la remarquable étude de M. G. Tholin, dans son bon et beau volume : *Etudes sur l'architecture religieuse de l'Agenais*, p. 189 et suivantes.

³ Labénazie, *Histoire de la Ville d'Agen*, p. 58. Le bon prieur se fait ici l'écho de la chronique du faux Turpin.

leurs prédécesseurs du ^v^e siècle, n'y laissèrent qu'un monceau de ruines.

D'après la plupart de nos chroniqueurs, ce fut, en effet, dans cette dernière invasion que l'ancienne ville fut entièrement démolie, « aucune ville de l'Aquitaine, dit Adrevalde, n'ayant échappé à leurs ravages, et tout ayant été détruit » ; et que, « les malheureux habitants d'Aginnum se réunirent près les ruines de leur cité ; mais au lieu de les relever, *préférèrent bâtir une ville nouvelle à côté des débris de l'ancienne* »¹.

Cette opinion d'Argenton, et après lui de Labrunie, ne repose sur aucun texte sérieux. Nous ne la partageons pas. Le premier de ces chroniqueurs du reste est si peu fixé sur l'étendue des ravages occasionnés par les Normands qu'il a soin d'ajouter : « Je ne connais aucun historien qui nous apprenne comment et en quel temps Aginnum ait disparu ; mais *je ne doute pas* que cette première ville n'ait été détruite par les Normands, dans les courses qu'ils firent vers le milieu du ^{ix}^e siècle en Aquitaine, ou pendant cinquante ans ils ravagèrent tout »².

Ce doute d'Argenton ne nous paraît point suffisant pour fixer ici ce point capital.

Certes, Agen ne dut pas échapper au sort des autres villes de la province. Avec tous nos annalistes, nous croyons qu'elle dut être pillée, ravagée, brûlée, détruite même en partie par les terribles envahisseurs du Nord, comme elle l'avait été auparavant par les Sarrasins, et bien avant par les Goths, les Vandales, les Alains. Mais nous ne pouvons admettre que ce ne fut qu'après la dernière invasion, c'est-à-dire au ^{ix}^e siècle seulement, qu'elle songea à se fortifier, à abandonner sa première enceinte et à se rapprocher du coteau de Saint-Vincent. Depuis le ^v^e siècle, la nécessité de se grouper le plus possible et de se défendre sérieusement s'était trop souvent hélas ! impérieusement fait sentir, pour ne pas que ses habitants ne s'y soient depuis longtemps déjà entièrement soumis. Ce n'est donc pas « une *ville nouvelle*, sur un *emplacement nouveau* », qu'ils durent construire alors, après le passage des derniers envahisseurs. Ils se contentèrent, comme leurs ancêtres l'avaient fait maintes fois avant

¹ Argenton, *Essais historiques*, recueil de la Société, tome VIII, p. 111. — Id. Labrunie, *Abrégé chronologique*, p. 36.

² Idem.

eux, de cicatriser les plaies béantes, c'est-à-dire de reconstruire les tours démolies, de relever les pans de murs renversés, de fermer les brèches des courtines, de fortifier, avec les nouveaux moyens usités, leurs portes déjà bien vieilles, peut-être en quelque endroit trop faible et trop défectueux, de modifier les contours de leurs lignes défensives, en un mot de se prémunir contre de futurs dangers, et d'enserrer leur ville dans une enceinte telle que nous la trouvons au ^x^e siècle, et dont nous allons essayer, malgré quelques lacunes, de donner ici l'entière description.

— Le plus ancien document authentique sur lequel nous puissions nous reposer est le testament de Raymond, seigneur de Toulouse, marquis de Gothie, comte de Rouergue, Gévaudan, Narbonne, etc., mort en 961, lequel, en renfermant des libéralités aux églises de Saint-Etienne et de Saint-Caprais d'Agen, prouve que la cité d'Agen possédait déjà à cette date une Cathédrale, placée sous l'invocation de Saint-Etienne, et une autre église dédiée à Saint-Caprais¹.

Partons de là ; considérons le *Castrum Sancti Stephani* ou *Cathedralis Aginni* comme le centre de la ville féodale ; et, commençant par le côté du midi, tâchons de délimiter cette première enceinte.

Dans cette rapide excursion nous prendrons pour guides : d'abord les *aqueducs* de la ville, qui sont, à n'en pas douter, les restes des fossés primitifs, et qui, là où nous les retrouverons, selon le plan très exact de la mairie d'Agen, détermineront d'une façon absolument certaine notre premier tracé ; puis, les *documents* fort nombreux que renferme le premier registre de nos Jurades de 1345 à 1355, à l'époque où l'administration municipale jugea cette première enceinte insuffisante, et, aussi bien pour la défense que pour l'agrandissement de la cité, ordonna de la démolir et de la reporter plus au loin².

Si donc, partant de la place fort restreinte qui s'étend devant la façade de la Cathédrale Saint-Etienne, nous nous dirigeons, aux ^x^e et

¹ Histoire générale du Languedoc. T. III, p. 154-155.

² Ce premier registre de nos jurades, d'une importance capitale pour l'histoire de notre ville au moyen-âge, avait été transcrit depuis longtemps par notre regretté doyen M. Ad. Magen, qui en avait déjà commencé la publication. Interrompue un instant par son décès, cette œuvre ne tardera pas à paraître en son entier, grâce aux soins empressés, à la sollicitude toute paternelle et à la haute compétence de son digne continuateur, M. Georges Tholin.

xii^e siècles, vers le côté sud de la ville, nous rencontrons en première ligne et tout à fait contre le palais épiscopal, les maisons du sieur *Monin de La Cassaigne*, qui furent plus tard l'objet de nombreux débats. Ces immeubles, en effet, ainsi que nous l'apprend l'acte suivant dont nous reproduisons la cote et qui nous donne d'utiles renseignements sur la topographie de ce quartier du vieil Agen, furent d'abord confisqués, puis démolis en 1340, par suite de la trahison de leur propriétaire, qui avait pris parti pour le roi d'Angleterre. Aussi le roi de France, en réponse, envoya-t-il à cette date des « Lettres en parchemin, faisant mention d'autres lettres de Guillaume, archevêque d'Aux, de Pierre de Palu et du seigneur de Varenbon, seneschal de Tolose et d'Albigeois, par lesquelles est dict qu'un certain Monin Cassaigne, habitant d'Agen, par information faicte contre luy, ayant rompu la foy audict sieur Roy et de nouveau s'en estang fouy, c'estant rendu et déclaré ennemy et rebelle dudict sieur Roy et notoirement proditeur et criminel de leze-Majesté, feust déclaré ledit Monin ennemy nothoire dudict sieur Roy, ses biens confisqués audict sieur Roy, et toute la matière des maisons paternelles dudict Monin de Cassaigne, tant desmolies qu'à desmolir, *estant au lieu appelé à la Cortine à la porte appelée à Sainte-Inguille, estre pourtée et convertie a la fermeture et fortaresse de ladicte cité d'Agen, à la porte appelée de La Croix et aultres fortaresses de la cité, etc* ¹. »

De tout ce texte. et sans entrer dans les détails de cette affaire ², nous ne retiendrons qu'une chose, c'est qu'avant 1340, c'est-à-dire la démolition de la maison Monin de La Cassaigne et son remplacement par une place plus grande, « le lieu du devant Saint-Etienne estant trop estroict pour la multitude des bledz qu'on y apporte et autres denrées ». il se trouvait au midi de cette église un vaste immeuble, qui touchait à la courtine et à la porte Sainte-Anguille. Les remparts d'Agen, à cette première époque. étaient donc très rapprochés, au sud, du *Castrum Sancti Stephani*. Peut-être même se rattachaient-ils par cette courtine à la vieille forteresse, devenue depuis la résidence de nos Evêques ?

La première porte que nous rencontrons est donc la *Porte Sainte-Inguille* ou *Sainte-Anguille*, dénommée aussi plus tard *Porte du Chapeau-Rouge*, à cause, dit Labrunie, de l'enseigne de l'auberge

(1) Archives municipales, II, 37, reg.

(2) Voir dans la *Revue de l'Agenais*, tome IX, pages 81 et suivantes, l'article de MM. Magen et Tholin, *sur la place de la Halle à Agen et les édifices qui ont existé sur son emplacement*.

qui y était adossée ¹. Elle était située, ainsi qu'on peut s'en rendre encore très facilement compte, à la partie la plus étroite de la rue Porte-Neuve actuelle (rue Montesquieu de nos jours) et s'appuyait d'un côté sur la maison de M. Laurent, peintre, et de l'autre sur celle du docteur Cortès. Aucun dessin, aucun plan ne nous en a été conservé. Mais il n'est pas téméraire de supposer que, comme presque toutes ses semblables, cette porte, voûtée probablement en berceau, supportait une tour carrée, couronnée de créneaux et défendue par des meurtrières en croix pattée, des machicoulis, une herse et un pont-levis qui se rabattait sur les fossés pleins d'eau. Elle existait encore, quoique modifiée sans doute et ne présentant plus ses défenses extérieures, au milieu du xvii^e siècle. Un acte de cette époque (1648) nous apprend en effet que la municipalité d'Agen fut assignée devant le Parlement de Bordeaux « à la requête de Florens de Nort, qui s'oppose à la démolition du portail de Sainte-Anguille, votée par la Jurade ². » Il est probable que ce dernier dut obtenir gain de cause, puisque ce n'est que plus d'un siècle après que ce portail fut détruit.

Dans une note de son *Abrégé chronologique*, Labrunie nous apprend en effet que : « Les portes de l'Hôpital et de Sainte-Anguille ont été démolies en 1772 et 1773 ³. »

C'est sous la Porte Sainte-Anguille que passaient les défunts pour arriver au champ des Morts, établi en face, de l'autre côté du fossé, c'est-à-dire sur tout l'emplacement occupé aujourd'hui par la maison Massias jusqu'à la rue Saint-François. Là se trouvait en effet au moyen-âge et l'est demeuré jusqu'au xviii^e siècle le cimetière principal d'Agen. La chapelle Notre-Dame du Bourg, dont les bâtisses actuelles ne datent que du xiii^e, avait été construite autrefois comme chapelle de cimetière et se trouvait encore, à l'époque qui nous occupe, c'est-à-dire en plein xii^e siècle, de l'avis de tous, *hors les murs de la ville*.

De la porte Sainte-Anguille, et allant vers l'ouest, les remparts de la première enceinte se continuaient sans interruption jusqu'à l'entrée de la rue Moncorny (aujourd'hui le Théâtre municipal), suivant

¹ Labrunie, *Abrégé chronologique*, p. 36. Voir aussi Brécy, *Esquisses sur Saint-Etienne d'Agen*, plan de 1350.

² Archives municipales, FF. 181.

³ *Abrégé chronologique*, p. 36.

une ligne à distance à peu près égale entre la rue des Juifs à l'intérieur et la rue de la Loi à l'extérieur. Arrivés en cet endroit, ils faisaient face à l'antique *château de Monrevel*, bâti comme la chapelle de Notre-Dame du Bourg, hors de l'enceinte primitive, et qui est, « dit Darnalt dans ses *Antiquités d'Agen*, pour le jourd'hui le Palais Royal ou le siège Présidial est et s'y exerce la justice, étant situé hors la vieille enceinte de cette ville, sur le bord du fossé d'icelle ¹. »

Au bout de la rue Moncorny existe actuellement la première bouche d'un égout ou aqueduc, dont nous allons suivre les méandres assez capricieux, et qui, se trouvant être l'ancien fossé de ville, nous délimitera par son cours seul, de ce côté, la primitive enceinte de la ville d'Agen.

Cet aqueduc, ainsi que l'indique très nettement le plan municipal et que nos lecteurs pourront facilement retrouver tracé en bleu sur le plan de Lomet donné par nous en tête de cet article, commence au carrefour formé par les rues Garonne, Saint-Antoine et Pont-de-Garonne ², et pénètre dans l'intérieur de la maison Noubel. Là, il tourne brusquement au nord, arrive sous la petite rue de la Reine la suit jusqu'à sa jonction avec le grand boulevard, traverse, en se dirigeant de nouveau vers l'ouest, cette nouvelle voie depuis le grande, maison Chaumeil jusqu'au coin de la rue Maillé, autrefois rue des Jésuites, pénètre sous les maisons qui bordent cette rue au nord,

¹ Darnalt, *Antiquités d'Agen*. La mairie actuelle d'Agen occupe l'emplacement de l'ancien château de Monrevel, vendu, le 29 juillet 1584, pour la somme de 400 écus, par Madame de Vigier au sieur Delpech, procureur du roi, pour y établir le Présidial. Ces antiques murailles, souvenirs d'un autre temps, furent démolies en 1666 par l'intendant Pellot.

² Au début de ce travail où nous aurons à citer, souvent plus d'une fois, toutes ou presque toutes les rues d'Agen, nous devons faire observer que nous nous sentons dans l'impossibilité absolue, et cela sans parti pris aucun, de les désigner sous les appellations nouvelles que leurs ont données depuis si maladroitement nos édiles. Outre que nous n'avons pu pour notre part, depuis plus de dix ans, nous habituer à la plupart de ces noms étranges, quelques uns d'entre eux, comme ceux de Raspail, de Barbès, de Cambon, de Danton, etc., sont tellement grotesques et odieux, ils choquent d'une façon si révoltante les sentiments intimes de tant de nos concitoyens, ils sont si peu en rapport avec notre histoire locale, dont les faits les plus mémorables étaient tous au contraire rappelés par les anciens noms, que, dans cette étude historique et archéologique, nous croirions véritablement faire injure à nos lecteurs, tous Agenais de longue date, si nous ne continuions pas, pour l'intelligence même de notre texte, à donner aux rues de notre ville leurs anciennes dénominations.

et, prenant sa direction vers le nord-ouest, traverse le jardin de l'ancien hôtel de Sabaros, arrive à la rue des Trois-Gonelles et aboutit, par la rue Fon-de-Raché qu'il longe dans tout son parcours en contournant au nord le monticule dit du *château*, au mur d'enceinte du xiv^e siècle, qu'il baigne depuis l'extrémité de cette dernière rue jusqu'au ruisseau de la Masse, où il va se jeter en ligne droite, au pied même du coteau.

Cet aqueduc, un des plus anciens d'Agen et dénommé sur le plan municipal *Aqueduc du Pont d'Angoyne*, constituait, à n'en pas douter, à une certaine époque, le fossé de la ville de ce côté, délimitant par suite très exactement le tracé d'une de ses premières enceintes. Là, au carrefour de la rue de Garonne et de la rue Saint-Antoine, se trouvait en effet un pont, dit le *Pont d'Angoyne*, précédé d'une porte du même nom, ou plus souvent *Porte de Bézat*, et qui autrefois pont-levis, plus tard construit sur le fossé de ville, est indiqué dans nos vieux actes comme permettant aux mariniers de la Garonne de venir jusque sous ses arches, en remontant par suite l'aqueduc précédent, amarrer leurs bateaux. Quand, dans la suite, tout ce faubourg fut incorporé dans la ville, le pont d'Angoyne, recouvert par une rue, ne forma plus qu'une bouche d'égout « qui s'ouvrait en un large plein cintre au travers de la maison Noubel, en face de la rue Moncorny¹ ». Chanté d'abord par l'auteur de l'*Epernonisme berné*², puis à son tour par Jasmin³, il a été supprimé ou du moins recouvert entièrement au commencement de ce siècle. Il n'en continue pas moins toujours les fonctions de bouche d'égout, l'eau de la Garonne y affluant avec violence les jours de grande inondation.

En face du Pont d'Angoyne et sur le pan coupé de la maison actuelle de la Belle Jardinière s'élevait également autrefois la pittoresque Tour de l'horloge de la Mairie d'Agen, qu'il ne faut pas confondre avec la Tour de la Grande-Horloge, que nous allons trouver sous peu. Mais construite très postérieurement à l'époque qui nous occupe, elle n'a jamais fait partie du système défensif d'Agen au moyen-âge. Elle avait sans doute remplacé à une époque que nous ne pouvons préciser la vieille porte de ville dite du *Pont d'Angoyne* ou de *Bézat*.

Au début, l'enceinte de la ville longait-elle tout le parcours

¹ Voir note de M. A. Magen : *Annales de la ville d'Agen*, par Proché, p. 191.

² Labrunie : *Abrégé chronologique*, p. 146-147.

³ Jasmin : *Lou Chalibari*.

de ce premier aqueduc et aboutissait-elle, comme lui, à l'extrémité nord-ouest du Couvent des Cordeliers, aujourd'hui l'église Saint-Hilaire? Nous ne le pensons pas. Suivons, en effet, toujours sur le plan municipal, le second aqueduc, dit *Aqueduc du Chapelet et des Augustins*, et qui a également baigné à un moment donné les murs d'Agen du côté nord. Que voyons-nous? Parti du couvent du Chapelet, aujourd'hui la maison du docteur Labesque, cet aqueduc longe à ses débuts la petite rue d'Amour, traverse au bout des Cornières la rue Neuve-du-Chapelet, baigne la tour romane qui avant la Révolution servait de clocher aux religieuses Dominicaines¹, laisse sur sa droite toute la rue des Augustins traversant de l'est à l'ouest l'extrémité des nombreux jardins qui appartiennent aux hôtels de la rue Floirac, arrive à la place des Augustins, franchit la rue de ce nom à la hauteur des numéros 2 et 4, laisse sur sa gauche la rue Saint-Hilaire, aboutit, derrière les trois absides de la vieille église de ce nom, aujourd'hui la droguerie Thomas, au mur de ville du xiv^e siècle, et longe enfin ce mur sur tout son parcours, en passant devant la porte Saint-Georges, pour aller rejoindre un peu au sud-ouest de cette porte l'aqueduc du pont d'Angoyne, à l'extrémité nord-ouest du jardin des Cordeliers.

Si l'on teinte, comme nous l'avons fait sur notre plan, d'un crayon bleu le parcours de ces deux aqueducs, on remarquera que, vers le milieu de leur tracé, c'est-à-dire l'un avant de laisser la rue de la Reine, l'autre au travers de la rue des Augustins, ils semblent vouloir se rapprocher l'un de l'autre, et ne se quitter en quelque sorte qu'à regret. Or, si par une ligne on réunit ces deux points, on s'apercevra que cette ligne comprend la fin de la rue de la Reine et toute la rue Quillou, c'est-à-dire un espace d'à peine deux cents mètres, et qu'elle coupe la rue Grande Horloge précisément à l'endroit où se trouvait la tour de ce nom, la plus importante de la cité. De plus, au dire de quelques-uns, un fossé ou ancien aqueduc existerait même le long de ces deux rues, quoique il ne soit pas indiqué sur le plan.

Il est donc permis de conclure que primitivement l'enceinte d'Agen ne s'étendait pas au-delà de cette dernière ligne, et que, partie du pont d'Angoyne, elle suivait dans tout son parcours la rue de la Reine (qui est en contre-bas, du reste, avec la rue Maillé, des terrains avoisinants, ce qui indique très certainement la position

¹ Voir le tome II de nos *Couvents d'Agen*, chapitre II.

d'un ancien fossé de ville), pour aboutir à la *Porte* et à la *Tour Grande-Horloge* qui, vu son importance, nous arrêtera un moment.

La *Tour de la Grande-Horloge*, qui n'a été démolie qu'en 1832, était en effet une ancienne porte de ville, carrée comme celle de Sainte-Anguille et située à peu près au milieu de la rue Grande-Horloge actuelle, entre la maison de M. Rivals d'un côté, et de l'autre celle de Madame de Montesquiou.

« Une large ouverture cintrée, écrit M. Ad. Magen, qui l'avait encore vue dans son jeune âge, permettait même aux charrettes lourdement et hautement chargées de circuler d'un bout de la rue à l'autre. On montait à la cloche par un escalier qui était extérieur et en saillie jusqu'au niveau du premier étage. Le couvre-feu y était sonné tous les soirs à dix heures (nous l'avons entendu dans notre enfance), et le tocsin dans les cas d'incendie ¹. » D'après les registres de nos Archives municipales ², l'Horloge aurait été construite ou reconstruite en 1498 par un certain Jean Moyse, qui intenta dans la suite un procès aux Consuls pour n'avoir pas reçu tout l'argent qui lui était dû à cet égard. Nous trouvons d'un autre côté aux Archives départementales la copie faite par M. Bosvieux d'un acte du 10 avril 1498, dont l'original est malheureusement perdu, et qui a rapport « à une obligation d'une somme de 487 livres, 18 sols tournois, consentie par les consuls à Jean de Mas (et non Jean Moyse), marchand et voiturier, pour le prix d'une cloche pesant trente-deux quintaux et trente livres, qu'il leur avait fournie pour l'horloge de la ville ³. » Cette horloge, du reste, qu'il ne faut pas confondre avec celle qui était placée dans le grand clocher de la cathédrale Saint-Etienne, était loin d'être parfaite, puisque nous voyons les Consuls des années suivantes s'en préoccuper dans chacun de leurs Testaments et la recommander à leurs successeurs : « Faites couvrir l'horloge, disent nos édiles de 1501. Les étrangers lui font un mauvais renom, et l'appellent le *pendu d'Agen*. Elle est fausse et ne se peut gouverner. »

Il n'existe aucun plan, aucun dessin authentique de la tour de la Grande-Horloge. Cependant, dans la vue cavalière de la ville

¹ La halle d'Agen, par MM. Magen et Tholin, Revue de l'Agenais, tome ix, p. 90. Voir aussi M. Andrieu, *Histoire de l'Agenais*, p. 47, note.

² Archives municipales, BB. 19 et 22.

³ Notes d'archives par M. Bosvieux (Archives départementales).

d'Agen en 1648, dont l'original appartient à Madame de Boëry, née Martinelli, et que nous avons reproduite en tête de notre premier volume sur les *Couvents d'Agen avant 1789*, elle est représentée carrée, surmontée d'un clocheton également carré, mais plus étroit, percé de deux baies cintrées, et dont la toiture en pyramide tronquée protégeait le beffroi. Sa base, toujours au dire de Monsieur Ad. Magen, qui l'avait constaté de *visu*, était entièrement construite en petit appareil romain¹.

De la porte Grande-Horloge, la première enceinte d'Agen suivait dans tout son long la petite rue Quillou ; et elle venait rejoindre, aux premières maisons de la rue des Augustins, le second aqueduc, dit *Aqueduc des Augustins*, qui n'est, comme nous l'avons dit, que l'ancien fossé de la ville à cette époque. Là, à l'extrémité de la rue du Saumon, se trouvait à coup sûr une autre porte, dont le nom ne nous a malheureusement pas été conservé. Nous verrons au paragraphe relatif aux agrandissements successifs d'Agen aux *xiii^e* et *xiv^e* siècles que cette porte pourrait bien être la *Porte de la Croix*, dont il est souvent question dans les actes de cette époque. Retournant brusquement vers l'Est, les remparts se prolongeaient sur tout le côté droit de ce nouvel aqueduc, c'est-à-dire le long des jardins, et à leur extrémité, des hôtels de la rue Floirac, et, traversant la rue Fon-Nouvelle, ils aboutissaient à la tour du Chapelet.

La *Tour carrée du Chapelet* est encore de nos jours absolument intacte. Elle est même rattachée, ainsi qu'on peut s'en rendre facilement compte, du côté de l'Ouest à un pan de murailles qui, construit en vieil appareil, est le seul débris existant de la première enceinte d'Agen, avant le *xiii^e* siècle. A ce titre donc, cette tour a une importance capitale, et elle constitue, pour notre étude, avec ces derniers restes de remparts, un point de repère des plus significatifs.

« Antérieure de près de quatre siècles à la fondation du Couvent du Chapelet (1580), avons-nous déjà écrit dans notre histoire du *Chapelet d'Agen*², la tour qui nous occupe en ce moment présente tous les caractères de l'époque romane, c'est-à-dire du commencement du *xii^e* siècle. A peu près carrée, elle est bâtie en moyen appareil ; ses murs mesurent 1,25 d'épaisseur. Une grande salle, fort élevée, voûtée en berceau légèrement brisée et percée d'ouver-

¹ Recueil de la Société académique d'Agen, tome viii, p. 119, note.

² *Les Couvents d'Agen avant 1789*, tome II, p. 83.

tures à plein-cintre, constitue le rez-de-chaussée ; au premier étage se remarque une élégante fenêtre géminée, dont la colonnette en marbre blanc dans sa partie supérieure, en pierre dans le bas, est terminée à ses deux extrémités par deux jolis chapiteaux romans, qui lui servent de base et de couronnement. Un second étage la termine, éclairé par quatre croisées à meneaux, dont quelques-unes semblent postérieures à l'époque du rez-de-chaussée. Cette ancienne tour se relie au mur occidental, qui n'est autre chose qu'une partie des murailles de la primitive enceinte d'Agen. C'était donc une tour d'enceinte ou tour de garde, qu'utilisèrent plus tard comme clocher de leur couvent, bien qu'il ne fut pas attenant à l'église, les religieuses Dominicaines du Chapelet. »

Encore bien conservée, la tour du Chapelet est enclavée dans un amas de maisons modernes. On y accède par l'entrée de la maison Riberot, rue Neuve-du-Chapelet.

Partant de cette tour et nous dirigeant toujours vers l'est, quel était l'ancien tracé de la première enceinte d'Agen ? L'église collégiale de Saint-Caprais, qui, ainsi que nous l'avons vu, existait authentiquement en 961 ¹, était-elle comprise avec la maison prioriale dans cette enceinte ? A l'exemple de Sainte-Foy, de Saint-Phébadé, de Saint-Hilaire, des Jacobins et des grandes basiliques latines de Rome, comme de la plupart des villes chrétiennes, se trouvait-elle à cette époque *hors les murs* ? Aucun document ne peut nous fixer à cet égard. Nous en sommes réduit à de simples conjectures.

A première vue, à la lecture attentive du plan d'Agen, il semble que l'enceinte primitive ait dû contourner cette tour du Chapelet, en la faisant saillante, ce qui était conforme à toutes les règles de stratégie militaire, pour gagner la petite rue d'Amour, dont le parcours, parallèle à celui de la rue Molinier, semble bien indiquer un tracé de courtines, de fossés et de fortifications, semblable à tous ceux que nous avons déjà rencontrés. Elle arrivait ainsi à la place Caillives, et un peu plus loin à la place dite du Poids de la ville où, là, elle se butait au fossé oriental, dont le souvenir est conservé encore par le troisième aqueduc que nous trouvons en cet endroit et dont il sera bientôt parlé. Dans cette première hypothèse, ce mur d'enceinte aurait été percé d'une porte à l'extrémité septentrionale des Cornières.

¹ Testament de Raymond, marquis de Gothie. *Histoire Générale du Languedoc*, t. III.

res, qui est indiquée plus d'une fois dans les actes du ^{xiv}^e siècle sous le nom de *Porte de la petite Boucherie*. On sait en effet que la place de la petite Boucherie, qui s'appelait antérieurement le *petit Mazel*, faisait angle droit avec l'extrémité de la Cornière, s'étendant jusqu'à la rue Molinié, au bout de la rue La Lande¹.

D'un autre côté, comment admettre que, dès les premiers temps, les fidèles d'Agen, qui avaient un culte tout particulier pour saint Caprais et un pieux respect pour l'église qui renfermait ses reliques, n'aient pas cherché à l'englober dans une de leurs premières enceintes, la mettant ainsi à l'abri d'un coup de main ennemi ?

Labrunie, qui n'écrit que d'après Argenton, semble bien partager cette manière de voir, lorsqu'il nous dit dans son Discours préliminaire : « On réunit, après le traité de 1229, les deux faubourgs à la ville par une nouvelle enceinte, et on y renferma les églises situées hors de l'ancienne, *Sainte-Foy, Saint-Phébade*, démoli en 1562, *Saint-Hilaire, Saint-Georges* où étaient les Cordeliers, *Saint-Antoine* où étaient les Pénitents, *Saint-Michel* aux Capucins, et la chapelle Notre-Dame du Bourg². » En excluant *Saint-Caprais* de cette nomenclature, notre chroniqueur fait bien supposer qu'il le considérait, depuis longtemps déjà à cette époque, comme compris dans l'intérieur de la cité. Le même auteur nous dit du reste à ce propos : « La seconde ville fut construite sur l'emplacement de la ville actuelle, dans l'espace circonscrit par les portes de la *Grande Horloge*, du *Moulin de Saint-Caprais*, de l'*Hôpital*, de la *Petite Boucherie* et de *Sainte-Anguille*. On voit encore les restes de cette enceinte dans la rue Bézat ou de Garonne, en montant à la Place, dans celle des Prêtres et des Arènes, à la place Caillives, et dans la *maison prioriale de Saint-Caprais*. »

En laissant de côté l'hypothèse de la porte de la Petite-Boucherie, en contradiction formelle avec celle du moulin de Saint-Caprais, et que Labrunie a dû prendre pour celle de la Grande-Boucherie, ne retenant de ce passage que les deux indications suivantes : d'abord celle des portes du moulin de Saint-Caprais et de l'hôpital ; puis les restes de l'enceinte autour de la maison prioriale. Dès lors, le second tracé semble tout indiqué, à savoir : que l'enceinte primitive, aussitôt après la tour du Chapelet, qui formait alors non plus un angle sail-

¹ *Comment Agen mangeait au temps des derniers Valois*, p. 27, par M. F. Habasque.

² Labrunie, *Abrégé chronologique*, p. 38,

lant, mais bien un angle rentrant, montait brusquement au nord se dirigeant sur l'emplacement actuel des maisons de MM. L. Bourgeat et Laboulbène, vers le moulin de Saint-Caprais ; que là, devant le moulin actuel se trouvait la porte dite du *moulin de Saint-Caprais* ; qu'elle tournait alors directement vers l'est, en suivant très probablement le cours de la Masse qui lui servait de fossé, contournant au nord « la maison prioriale », aujourd'hui le collège Saint-Caprais, et qu'elle aboutissait à l'hôpital du Martyre, contre la chapelle duquel s'élevait la seconde porte dite *Porte de l'Hôpital*.

En se reportant à notre plan, nos lecteurs verront que nous avons pointillé en rouge le tracé de ce nouveau périmètre.

Cette *porte de l'Hôpital*, dont parle Labrunie, existait encore en 1772. C'est l'année, dit-il, où elle fut abattue, en même temps que la porte Sainte-Anguille. Elle s'ouvrait tout à côté de l'hôpital, entre cet établissement et la collégiale, et laissait par conséquent hors les murs l'église de Sainte-Foy.

Continuant vers l'est, l'enceinte se dirigeait du côté des Tanneries et venait rejoindre, au pont de Cajarc, *l'aqueduc dit de Truelle* qui, en cet endroit, se jette encore dans la Masse. Le cours de ce troisième aqueduc, ancien fossé de ville, va nous donner maintenant le tracé exact de notre première enceinte sur tout ce côté oriental.

Laissant donc de côté la Masse un peu au-dessous du pont de Cajarc, l'aqueduc, ainsi qu'il est indiqué en bleu sur notre plan, se dirige en droite ligne vers le sud-sud-ouest, longe un instant à droite la petite rue Cajarc, franchit la rue Molinier à son extrémité, un peu au-dessus de la place du Poids de la Ville, et aboutit entre la rue Grenouilla et la rue des Embans, à égale distance à peu près de ces deux rues, quoique un peu plus rapproché de cette dernière, à la place Lafayette, dite autrefois de la *Grande Boucherie*. Franchissant cette place et la rue du Temple, il traverse ensuite dans toute leur largeur les jardins situés derrière les maisons des rues Pontarique et des Prêtres, et il termine ce parcours rectiligne, un peu avant d'arriver à la place Paulin, contre le mur septentrional de l'ancienne église des religieuses de Notre-Dame, aujourd'hui la demeure de M. Xavier de Lassalle.

Trois portes s'ouvriraient sur ce tracé, toutes trois probablement cintrées et surmontées, comme les précédentes, d'une tour carrée, couronnée de créneaux :

La première se trouvait à l'extrémité de la rue Molinier, avant la place du Poids de la Ville et s'appelait porte *Molinier*. Elle est citée comme telle dans « *le despartement des quartiers de la ville pour estre visités par les depputés cy-après nommés, faict le XIII novembre 1575* » où il est dit : « Despuys le portail des Carmes, jusques au *portail de Mouliné* ¹. » Elle ne fut démolie qu'en 1612 par ordre des Consuls ².

La seconde était la porte de la *Grande Boucherie*, avant la place actuelle Lafayette, à l'extrémité des rues Saint-Gillis et des Embaas : Elle était dénommée aussi *Portail Saint-Gilis*. C'est le nom que lui donne l'état de 1575, cité précédemment.

La troisième enfin, qui s'ouvrait à l'extrémité de ce parcours et au bout de la rue actuelle du Marché au Blé, sur la place Paulin, était la porte dite *del Pichet*, nom inconnu jusqu'à ce jour et sur le compte de laquelle nous avons à donner les renseignements suivants. Le 15 mars 1338, en effet, des lettres royales prescrivent que

« doivent estre plantés deux ormeaux sur la place de Pauly, qui est près l'esglise *Sainte Marie de la Chapelle*, place *vacua et solitudinaria*, et en laquelle tombe un gorbault qui doit estre escoulé et aplany sans y bastir aucun eddifce. La place s'étend du chemin par lequel on va de la chapelle Notre-Dame au *Pont Neuf*, jusques à l'arrière fossé qui est au dessus de ce pont d'ung costé ; et de l'autre, depuis la maison de Jean des Fieux, en suivant l'alignement du mur jusques à la porte de ville, appelée *del Pichet*, qui est derrière Saint-Etienne : « *Usque ad portam ville vocatam del Pichet, qui est retro Sanctum Stephanum, et usque ad murum hospitii Stephani et Joannis Pelicerii* ³. »

Cette cote seule, dont il est superflu de signaler ici toute l'importance, nous apprend donc qu'autour de la place Paulin se trouvait encore, en 1338, et la *Porte del Pichet* entre cette place et l'église Saint-Etienne, c'est-à-dire au bout de la rue de l'Evêché, aujourd'hui rue du Marché au Blé, et un pont, appelé le *Pont-Neuf*, probablement sur le fossé de ville comme le pont d'Angoyne, que l'on a depuis plusieurs fois confondu avec le pont de Garonne au Gravier, mais

¹ Archives municipales d'Agen, EE 16. — Idem : recueil de la Société d'Agen, tome vu, p. 377,

² Idem, BB. 42.

³ Idem, II, 37. Voir aussi aux Archives départementales les notes manuscrites de M. Bosvieux,

qui, ainsi que nous le verrons en traitant des agrandissements de la ville aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, devait se trouver, au contraire, vers l'est de la place Paulin, non loin de l'hôtel de Raymond actuel, et près de ce qu'on appelait encore à cette époque le *Castrum Pontis Novi*.

Une dernière ligne, partant de la porte del Pichet, passant par l'ancien couvent des Tierçaires, aujourd'hui la maison Bertrand-Piret, et traversant la rue des Cailles pour aller, par le vaste jardin de la maison Lamouroux, aujourd'hui la maison de la famille de Sevin-Talives, aboutir à la porte Sainte-Anguille, notre point de départ, terminera le périmètre de la première enceinte fortifiée d'Agen.

— En résumé, de huit à neuf portes s'ouvraient encore, au ^{xii}^e siècle, autour de cette primitive enceinte. Elles étaient les points extrêmes des grandes artères qui toutes, comme autant de rayons émanant d'un foyer principal, émergeaient de la cathédrale Saint-Étienne, centre de la ville et de la vie municipale. C'était : au midi, la *Porte Sainte-Anguille*, au bout de la rue du même nom ; au sud-ouest, la *Porte de Bézat* ou d'*Angoyne*, à l'extrémité de la rue Bézat, aujourd'hui rue Garonne ; à l'ouest, d'abord la *Porte de la Grande-Horloge*, au bout de la rue ainsi dénommée, puis, probablement, sans que rien de précis nous l'indique, la *Porte de la Croix*, au bout de la rue du Saumon ; au nord, dans l'hypothèse de la Collégiale laissée hors des murs, la *Porte de la Petite Boucherie*, au bout des Cornières ; dans l'hypothèse contraire, la *Porte du moulin de Saint-Caprais* et la *Porte de l'Hôpital* ; enfin, à l'est, la *Porte Molinier*, la *Porte Saint-Gillis* ou de la *Petite Boucherie*, et enfin la *Porte del Pichet*, sur la place Paulin.

Chacune de ces portes était, très vraisemblablement, surmontée d'une tour carrée, dont la plateforme supérieure se trouvait ceinte de créneaux. Elles étaient reliées entre elles par de hautes et massives courtines qui avaient peu à peu remplacé de simples palissades et qui, également crénelées, supportaient un chemin de ronde dont le parapet extérieur pouvait recevoir des hourds. Enfin, d'autres tours de formes diverses, mais plus souvent carrées que rondes à cette époque encore toute romane, s'espaçaient entre ces différents points principaux, presque toutes à l'extrémité des saillants et destinées à protéger les remparts voisins. Aucun plan d'Agen à cette époque n'ayant été conservé, aucun document précis ne venant à notre aide, nous ne pouvons, à notre grand regret, ni les dénom-

mer comme il le conviendrait, ni même indiquer exactement la place de chacune de ces tours, qui, à en juger par les villes voisines, Bordeaux, Périgueux, Toulouse, etc., devaient être fort rapprochées les unes des autres.

— La plupart des grandes villes, au moyen-âge, avaient deux et souvent trois enceintes. Était-ce le cas pour Agen ? Nous ne le croyons pas. Mais si cette précaution n'avait pu être prise, faute de ressources pécuniaires probablement, par ses habitants, nous ne pensons pas que, durant cette longue période d'invasions, de sièges et d'alarmes continuelles, qui s'étend du ^{v^e} au ^{xiii^e} siècle, ils aient laissé leur cité ceinte d'une simple muraille, sans avoir élevé, en dehors d'elle, quelque système de fortifications, sortes de postes défensifs, destinés à la protéger du côté par où les ennemis pouvaient le plus facilement l'atteindre. Nous estimons donc qu'aussi bien à l'ouest qu'à l'est, et peut-être même au midi, la ville d'Agen était défendue dès cette époque par plusieurs ouvrages avancés. Quels étaient-ils ? et où se trouvaient-ils situés ?

D'abord, à l'ouest, du côté de la grande route de Bordeaux, il était indispensable de protéger la presqu'île formée par la jonction du cours d'eau de la Masse avec la Garonne. Les Agenais le comprirent de bonne heure. Aussi, sur cette petite éminence qui se trouve entre la rue Saint-Antoine au midi, le mur de ville à l'ouest, la rue Fon de Raché au nord, et la rue Caillou à l'est, élevèrent-ils de bonne heure un poste fortifié, que de tout temps nos annalistes ont désigné sous le nom de *Château*. Pointillant en rouge sur notre plan le périmètre de cet espace, nos lecteurs verront facilement que ce tracé est presque circulaire, évoquant ainsi l'idée d'un ouvrage avancé, ceint de fossés et entièrement isolé, à cent mètres à peine du reste de la ville.

C'est bien là, en effet, à n'en pas douter, la forme d'une barbacane ou d'un simple boulevard, destiné à supporter de ce côté de la ville la première attaque de l'ennemi, comme aussi à faciliter en même temps la sortie ou bien à soutenir la retraite de la garnison.

« *Le Château* » existait-il, comme tout semble le faire supposer, dès le ^{viii^e} siècle, et était-il ce « *Palatium exterior* » dont il est question dans le prétendu diplôme de Pépin pour la fondation de l'abbaye de Clairac ? Il est dit, en effet, dans cette charte que pendant qu'il octroyait à cette abbaye, alors en voie de formation, de nombreux privilèges en vue de faciliter son éclosion, Pépin aurait ré-

sidé à Agen, « dans un palais extérieur, *in palatio exteriori*¹ ». Darnalt, dans ses *Antiquités d'Agen*, confirme l'existence au moyen-âge de ce *palais extérieur*². Duchesne de son côté nous dit : « Le temps qui ruine tout a ruiné et dévoré les marques et la mémoire du château de cette ville, tant renommé et mentionné par les histoires des Anglais, et de plus loué par Turpin, archevêque de Reims, chroniqueur de Charles le Grand, qui chassa et défit le grand roi des Sarrazins, qui s'était emparé de la cité et château d'Agen³ ». D'après ce même auteur, ce château aurait été imprenable, et les Sarrazins, après un siège de sept mois, se seraient vus dans la nécessité de se retirer.

De toutes ces assertions, sans preuves bien établies, il semble donc résulter qu'il existait au moyen-âge, en dehors de l'enceinte de la cité proprement dite, un palais extérieur, citadelle ou simple poste que l'étude attentive de notre plan, sa topographie, comme son assiette rationnelle, semblent établir un peu en arrière du confluent de la Masse et de la Garonne, sur cette éminence appelée de tout temps « le Château. »

Cet ouvrage défensif était-il le seul en dehors des murs d'Agen ? Il est permis d'en douter. Du côté opposé, en effet, du côté de l'est, se trouvait à peu près également à une centaine de mètres des murs, un autre château, appelé *Château de Lassaigne*, dont la rue actuelle, qui porte encore ce nom, précise l'assiette primitive. C'est, en effet, entre la place du Poids de la Ville et le couvent des Grands Carmes, sur une éminence, formée au nord par la rue des Arènes et au midi par la rue du Temple, que ce château devait être situé. Mais, dit Labrunie, d'après Argenton : « le château de Lassaigne, qui était hors des anciens murs situé près des Grands Carmes, est si parfaitement ruiné que l'on pardonnerait presque à un étranger de douter de l'antiquité de notre ville, si elle n'était attestée par les anciens auteurs⁴ ».

Il en est de même du *château de Renaud*⁵, près de la manufacture

¹ Voir dans le recueil de la Société d'Agen, tome II, 2^e série. p. 162 et suivantes. le savant article de M. A. Moullié : *Notice sur le diplôme de Pépin le Bref.*

² Darnalt, *Antiquités d'Agen*.

³ A. Duchesne, *Villes et Châteaux*, p. 80. Id. abbé Barrère, tome I, p. 141 et suiv.

⁴ Labrunie, *Abrégé Chronologique*.

⁵ Idem. Voir sur le château de Renaud notre Chapitre I^{er} du tome II des *Couvents d'Agen avant 1789*.

de Las qui pourrait également constituer au sud-ouest un troisième ouvrage avancé, destiné comme les deux autres, à arrêter le premier choc de l'ennemi.

Enfin un dernier *Castrum*, (château ou simple retranchement, comme on le voudra), hors de l'enceinte primitive, signalé également par nos vieilles chartes, est encore ce *Castrum Pontis-Novî* ou *château du Pont-Neuf*, dont nous avons déjà parlé et dont il est difficile de déterminer au vrai l'emplacement. Argenton et Labrunie le placent dans le faubourg occidental. « Le château du Pont-Neuf, disent-ils, dont il est souvent parlé dans le nécrologe de l'ancienne cathédrale, était renfermé dans le faubourg occidental, qui ne fut apparemment commencé qu'à la fin du XIII^e siècle ¹ ». Bien au contraire, nous pensons, quant à nous, qu'il devait se trouver dans le faubourg oriental, l'acte cité précédemment à propos de la porte *del Pichet* et de la place Paulin en faisant mention et semblant le fixer à l'extrémité du chemin qui part de la petite Chapelle, dans la direction de l'est, c'est-à-dire dans le quartier de l'École Vieille ². Ainsi placé, il formerait au sud-est, avec les castra de *Renaut* au sud-ouest, de *Lassaigne* au nord-est, et le *château* proprement dit au nord-ouest, le quatrième coin d'un véritable quadrilatère, établi hors des murs, en vue de la défense de la cité d'Agen.

Car c'était bien la *Cité d'Agen*, *Civitas Aginnensis*, par opposition à la *Ville*, qui, à la fin du XII^e siècle, se trouvait encore, avant les modifications survenues aux deux siècles suivants, hermétiquement close dans l'enceinte primitive, dont nous venons d'établir les contours. Elle renfermait dans son sein, la Cathédrale avec toutes ses dépendances, les maisons canoniales, le palais épiscopal, les restes de l'antique château « aux deux hautes tours » dont parle Darnalt, l'hôtel-de-ville, la grande place, les Cornières, etc., en un mot, elle était l'âme même de la population, le centre de la vie religieuse, municipale, aristocratique. Mais à ses côtés, tout autour d'elle et hors de ses murs, s'étaient peu à peu formés depuis longtemps et s'étendaient déjà fort au loin, les *faubourgs* dont l'ensemble constituait ce qu'on nommait la *Ville*, et qui plus actifs, plus commerçants que la Cité, se trouvaient privés de défenses et à la merci du

¹ Labrunie, *Abrégé chronologique*, p. 38. Idem: Argenton, recueil de la Société, tome viii, p. 114.

² Archives municipales, II, 37.

premier coup de main. Aussi demandaient-ils à hauts cris à être protégés, c'est-à-dire englobés dans les murailles. Nous arrivons à l'époque où leurs vœux allaient être exaucés et où les tabellions futurs pourraient désormais inscrire en tête de leurs actes ces mots traditionnels : « *Dans la ville et cité d'Agen.* »

C'est ce travail d'agrandissement, cette incorporation des faubourgs dans l'enceinte primitive, que nous allons essayer de faire comprendre en traitant au chapitre suivant de ce que nous appellerons *l'enceinte de transition*.

PH. LAUZUN.

(A suivre.)

PIERRE DE CHINIAC

Le 29 décembre 1811, dans une modeste habitation des environs de Port-Sainte-Marie (au Colombier, commune de Clermont-Des-sous), mourait, à l'âge de soixante-dix ans, M. Pierre de Chiniac, juge de la Cour d'Appel d'Agen, né à Allassac, en Bas-Limousin. Etabli en Agenais depuis environ vingt ans, il avait une honorable notoriété comme magistrat et comme écrivain ; on n'ignorait pas qu'il avait joué un rôle de quelque importance, dans son pays d'origine, au début de la Révolution, et qu'antérieurement et dès sa jeunesse il s'était fait connaître avec avantage par d'importants ouvrages témoignant d'une science précoce et d'une grande ouverture d'esprit. Quelques lignes, non exemptes d'erreur, dans les recueils biographiques n'ajoutent guère à ces notions superficielles. Elles sont insuffisantes pour rappeler une existence remplie de nobles labeurs, traversée par de cruelles épreuves et dont le sillon interrompu et bouleversé promettait une plus riche moisson.

Né le 4 mai 1741, à Allassac, gros bourg du voisinage de Brive, dans la région fertile du Bas-Limousin, Pierre de Chiniac appartenait à une de ces familles aisées de la bourgeoisie rurale qui vivaient de pair avec la noblesse et en avaient presque tous les privilèges. Son père, du même prénom que lui, conseiller du roi, rapporteur du point d'honneur, charge de pure gloriole, s'intitulait seigneur du Claux et de la Bastide, et même coseigneur d'Allassac, fief de haubert qui s'était émietté entre les anciens tenanciers des puissants seigneurs de Comborn et de Chanac. Ce conseiller du roi, pour l'honneur, avait une belle famille : une fille mariée dans la noble maison de Bruchard, quatre fils qui reçurent une éducation complète et furent destinés aux professions libérales. Mathieu, l'aîné,

fut avocat au Parlement, membre de la Commune de Paris, juge au Tribunal Criminel de la Seine, écrivain estimé¹. Jérôme était conseiller au Présidial de Brive en 1789. Jean-Baptiste mourut jeune, ayant déjà fait ses preuves dans les Lettres². Nous retrouverons les deux premiers, Mathieu et Jérôme.

En qualité de cadet, Pierre de Chiniac fut dirigé vers l'état ecclésiastique et en 1765, à vingt-quatre ans, il portait le petit collet et se faisait nommer l'abbé de Chiniac de la Bastide. Comme il avait l'étude facile et une grande puissance d'assimilation, en même temps qu'il suivait ses cours de théologie il prenait ses diplômes de droit, et dans l'une et l'autre matière, acquérait de solides connaissances dont il devait faire montre de bonne heure. Il se sentait déjà de force à présenter au public le fruit de ses travaux en philosophie, en histoire, en droit canon, il avait le goût d'écrire et cette année même il faisait ses premières armes par une publication qui ne passa pas inaperçue.

L'abbé Fleury, le célèbre auteur de l'*Histoire ecclésiastique*, avait laissé une œuvre posthume sur un sujet qui passionnait alors très vivement les esprits. Son *Discours sur les libertés de l'Eglise gallicane*, publié après sa mort, avait soulevé de graves controverses. La première édition donnée en 1723 par l'oratorien Bonnaire³ et conte-

¹ Mathieu de Chiniac de la Bastide, né le 16 septembre 1739 à Allassac, avocat au Parlement de Paris, de l'Académie de Montauban, membre de la Commune de Paris en 1790, juge au Tribunal criminel de la Seine en 1796, remplit les fonctions de président dans l'affaire de Richer-Sérizy, compromis dans la révolte du 13 Vendémiaire an iv, et qui fut acquitté. Mathieu Chiniac fut inquiété à raison de cet acquittement. Après le 18 Brumaire, il fut nommé substitut près le même Tribunal, puis magistrat de sûreté du cinquième arrondissement, et mourut dans les derniers jours de juin 1802. Il est auteur, entre autres ouvrages, d'une *Dissertation sur les Basques* (Paris, 1786, in-8°, 502 pp.), volume rare et curieux. V. Quérard, *France littéraire*.

² Jean, dit Jean-Baptiste de Chiniac de la Bastide, né à Allassac le 23 octobre 1742 (et non 1745 ou 1747), mort en 1768, Auteur de *Le Miroir fidèle ou Entretiens d'Ariste et de Philindre, avec la Critique du Plan d'éducation de J.-J. Rousseau*. Londres et Paris, 1766, in-12. — Les dates de naissance des trois frères Chiniac, Mathieu, Pierre et Jean, sont données d'une manière inexacte ou incomplète par les Dictionnaires biographiques. Les nôtres ont été relevées, à notre demande, sur les registres paroissiaux, par M. l'abbé Marche, curé d'Allassac, auteur de savants travaux historiques. Elles sont donc certaines et définitives.

³ D'après Chiniac, cette première édition aurait été publiée par M. Petit, qui avait dérobé le manuscrit de l'abbé Fleury.

nant « des notes d'une doctrine dangereuse » fut supprimée par arrêt du Conseil du 9 septembre, même année, et le Discours lui-même fut mis à l'index, à Rome, par décret du 13 février 1725. L'œuvre de Fleury fut réimprimée plusieurs fois, notamment en 1763 par Boucher d'Argis qui en altéra le texte dans un sens contraire aux idées ultramontaines. Pierre de Chiniac jugea à propos de dire son mot dans cette dispute et mit au jour un texte revu du Discours avec un commentaire de sa façon. L'ouvrage parut sous ce titre : *Discours sur les libertés de l'Eglise gallicane, par M. l'abbé Fleury, prieur d'Argenteuil... avec un commentaire, par M. l'abbé de C*** de L****. — Au-delà des Monts, à l'Enseigne de la Vérité ¹.

La publication était faite clandestinement, sans nom d'imprimeur ni privilège, et l'auteur n'osait pas se déclarer ouvertement. Le texte de Chiniac ne diffère pas sensiblement de celui de la première édition ², le commentaire beaucoup plus étendu que le texte est écrit dans l'esprit janséniste et parlementaire. Les droits gallicans y sont défendus contre l'ultramontanisme avec une grande hardiesse, parfois même avec une violence excessive. Il semble que l'auteur ait été lui-même effrayé de sa vivacité, car le volume contient de nombreux cartons, c'est-à-dire des pages imprimées après coup avec changements et collées en place de celles dont la suppression avait paru opportune. Ces corrections adoucissaient certains passages contre la cour de Rome.

Le livre attira l'attention. Chiniac avait déjà quelques relations dans le monde des Lettres. L'abbé Goujet auquel il avait montré son manuscrit l'avait approuvé. Le *Journal de Trévoux*, *Les Annonces pour la Province* consacrèrent au commentaire des articles bienveillants, mais les *Nouvelles ecclésiastiques*, feuille janséniste, le signalèrent au contraire avec défaveur, promettant de relever en détail ses erreurs nombreuses « parce que l'ouvrage pouvoit faire du bruit ». Chiniac qui croyait les jansénistes de ses amis fut très mortifié : d'ailleurs, comme nous le verrons, il ne supportait pas aisément la critique. Les explications annoncées ne paraissant pas, il somma le rédacteur des *Nouvelles* de justifier sa brève censure. On ne reparla plus du commentaire dans ce journal, mais la rédaction répondit à la main et l'auteur mécontent reçut un long factum d'observations

¹ Nous renvoyons à la fin de la notice la description bibliographique détaillée des ouvrages de Chiniac.

² Le véritable texte du Discours, retrouvé par l'abbé Emery, n'a été publié qu'en 1807.

assez sévères. Avec son tempérament, la querelle ne pouvait s'arrêter là, il la porta devant le public par une nouvelle production : *Réflexions importantes et apologiques* (sic) *sur le nouveau Commentaire du Discours de M. l'abbé Fleury, touchant les libertés de l'Eglise gallicane, imprimé en 1765; avec une Lettre à l'auteur des Nouvelles ecclésiastiques*, par l'auteur du Commentaire, avocat en Parlement. Paris, 1766. — On voit que Chiniac avait changé l'orientation de sa carrière et abandonné la cléricature. Son langage se ressent toujours de la fougue de la jeunesse, il reproduit bravement les observations anonymes et y répond en détail avec un grand étalage d'érudition et de mauvaise humeur. Il reconnaît à peine et sans aucune bonne grâce que quelques erreurs insignifiantes lui ont échappé. De son côté, le critique n'était pas resté à l'abri de tout écart de plume. On lisait dans les observations des passages tels que ceux-ci : « . . . Vous n'avez peut-être rencontré que des gens formés à la façon de l'impie Société des ci-devant soi-disant Jésuites... mais cette malheureuse société n'a jamais servi qu'à faire blasphémer Dieu et la religion ». La feuille ecclésiastique gardait vraiment trop de fiel contre ses ennemis vaincus. Les *Réflexions* elles-mêmes amenèrent des controverses. (Voir aux notes bibliographiques.)

L'accueil fait à son livre par ceux dont il croyait mériter au moins l'indulgence ne ralentit pas le zèle du jeune auteur et ne changea pas les convictions qu'il s'était formées et qu'il devait conserver toute sa vie. Cette même année il publia une *Dissertation sur la prééminence de l'épiscopat sur la prêtrise*. Je ne connais cet ouvrage que par la mention des bibliographes Quérard et Barbier, mais je devine les idées qui y étaient exposées. Elles percent dans le *Commentaire* et les *Réflexions*. On connaît la question. Saint Pierre a été ordonné souverain pontife par Jésus-Christ et la Papauté est d'institution divine. En est-il de même des évêques et des prêtres? Chiniac soutient la doctrine des parlements. De même que saint Pierre a été créé souverain pontife, tous les apôtres ont été ordonnés évêques immédiatement par Jésus-Christ qui a aussi institué l'ordre des curés, de sorte que ces trois ordres sont dans l'Eglise de droit divin. Quant aux cardinaux, ils sont, d'après l'auteur, d'institution purement humaine, et à ce point de vue, bien au-dessous des évêques.

Le premier livre de Chiniac avait, il est vrai, fait du bruit. Il parait néanmoins qu'une grande partie des exemplaires étaient restés en magasin. Il put ainsi, à peu de frais, faire une nouvelle édition. Le *Commentaire* et les *Réflexions* reparurent en 1767 chez le libraire

Delalain en trois parties. Pour former ces trois parties, on a réimprimé les titres ainsi que quelques feuillets et ajouté un catalogue des sources bibliographiques. Les *Réflexions*, avec un nouveau titre, composent la troisième partie. C'est un véritable *retapage*. Cette fois, l'auteur se dénonce sans voile : M^e Pierre de Chiniac de la Bastide Duclaux, avocat en Parlement. Les cartons n'existent plus. Nous avons le texte du Commentaire dans sa hardiesse primitive. Voilà tout le fruit qu'avaient produit les critiques.

Cette publication, sous une forme nouvelle, fit un peu plus connaître l'ouvrage, et Chiniac s'attira un ennemi d'autre importance que le rédacteur des *Nouvelles ecclésiastiques*. Il faut avouer qu'il l'avait cherché, comme on dit. Ce jeune homme de vingt-quatre ans avait osé s'attaquer à Voltaire, chargé d'ans et de gloire, et dans des termes fort peu mesurés. A propos d'un point d'histoire qui n'est pas à l'abri de controverse (la donation de l'exarchat de Ravenne au pape Etienne II par Pépin le Bref), il avait traité très irrévérencieusement l'irritable vieillard. Citons un fragment du passage pour en montrer le caractère outré : « ... Si l'on ne consultait que les Voltaire et deux de son bord, on ne trouverait, en effet, que problèmes et qu'impostures dans nos historiens et nous aboutirions enfin au Pyrrhonisme universel qu'il voudrait établir et qu'il essaye d'accréditer par cette multiplicité d'écrits dont il ne cesse d'empoisonner son siècle. Mais ce n'est point un Voltaire que nous consulterons sur un point d'histoire, il est ou trop peu versé dans cette connaissance ou trop fourbe pour mériter quelque attention '... »

Voltaire ne connut sans doute cette attaque que par l'édition de 1767. En tout cas, il n'y répondit qu'en 1768, dans l'ouvrage intitulé *Le Pyrrhonisme de l'Histoire*, dont le titre semblait avoir été prévu par Chiniac. Il faut qu'il eût été piqué au vif, probablement par la réfutation très serrée de son opinion plus que par des outrages qu'il pouvait dédaigner, car il ne consacre pas moins de trois chapitres, non à défendre sa thèse, mais à administrer une volée d'importance au téméraire écrivain qui l'avait traité avec si peu d'égards.

Chapitre xxvii. Bêtise infâme de l'écrivain qui a pris le nom de Chiniac de la Bastide Duclaux, avocat en Parlement.

Chapitre xxviii. D'une calomnie abominable et d'une impiété horrible du prétendu Chiniac.

Chapitre xxix. Bévue énorme de Chiniac.

¹ *Nouveau Commentaire*, p. 477, dans les deux éditions.

On voit sur ce simple énoncé comment l'auteur du *Commentaire* devait être fustigé. Pour mieux accabler de ses sarcasmes cet adversaire obscur, Voltaire feignait de croire que ses noms et qualités étaient usurpés. « Il n'y a point assurément d'avocat qui écrive de ce style », disait-il, et il le nommait tout le temps : le prétendu Chiniaac. L'invective est trop longue pour être citée. Il n'est pas besoin de dire qu'elle est d'un ton enragé ¹.

Chiniaac écrivait plus tard au sujet de de son premier ouvrage : « Les dévots me blamèrent. Les Jésuites et les jansénistes furent mécontents. Ceux qui avaient le cœur droit furent les seuls qui m'applaudirent ² ». Voltaire n'en était pas.

Chiniaac continua d'écrire et de faire imprimer avec une grande fécondité. En 1769, il publia un *Discours sur la nature et les dogmes de la religion gauloise*, in-12, une *Histoire de l'église gallicane*, un volume in-8°, et quelques opuscules qu'on trouvera aux notes bibliographiques. En 1770, parut un de ses ouvrages les plus recommandables et dont le *Discours sur la religion gauloise* était la préparation : l'édition commentée de l'*Histoire des Celtes* de Pelloutier, augmentée d'importantes dissertations, huit volumes in-12, 1770-1771, et deux volumes in-4°, 1771. Il prend toujours le titre d'avocat au Parlement, mais à partir de 1771 il y ajoute celui de membre de l'Académie Royale des Belles Lettres de Montauban. D'après Quérard, il publia aussi en 1770, une manière de roman : *Liébrose ou l'épreuve de la vertu, histoire scythe traduite de l'allemand*, in-12.

L'*Histoire des Celtes* de Pelloutier eut une grande réputation en son temps. Chiniaac avait acquis les manuscrits de l'auteur après sa mort, ce qui lui permit d'enrichir son édition de parties inédites auxquelles il ajouta quelques travaux personnels. La première, beaucoup moins complète et très incorrecte ³, n'est plus consultée par les travailleurs. Chiniaac reçut de nombreux éloges, mais eut encore maille à partir avec la critique. Il ne nous a pas fait grâce de sa polémique avec le

¹ Voltaire, édition Beuchot, t. XLVI, pp. 453 et suiv. — Les éditeurs de Kehl ont ajouté en note : « C'est un zélé défenseur de l'Eglise janséniste qui a essuyé une accusation juridique d'adultère et quoique ces procès fassent toujours rire, il n'en est pas plus connu et n'a jamais pu réussir à occuper le public ni de ses ouvrages ni de ses aventures ».

² *Lettre à Jérôme Chiniaac*.

³ Elle avait été publiée à la Haye, 1740-1750, 2 vol. in-12.

Journal de Bouillon : elle est insérée tout au long dans ses éditions in-12 et in-4^e.

C'est vers cette époque que se place la fâcheuse aventure à laquelle les annotateurs de Voltaire font allusion. Chiniac, âgé de 32 ans, fut impliqué dans une retentissante plainte en adultère. Il y avait quelques apparences contre lui. L'affaire dura plusieurs années, occupa longtemps l'opinion publique. La riche veuve du comte de la Guette s'était remariée, dans un âge déjà mûr, à un capitaine de dragons, sorte de capitaine Fracasse, le comte de Pernet de Blercourt, dont elle dut bientôt se séparer de fait. Après cette séparation, ce mari violent et prodigue ne cessait de persécuter sa femme pour en obtenir de l'argent. Elle était exposée chaque jour à des scandales et même à des sévices. Chiniac ayant eu l'occasion, comme avocat, de lui donner ses conseils, accepta d'être son défenseur attitré, son protecteur juridique contre les exigences de son mari et, en cette qualité, alla habiter dans la maison de sa cliente, sous la même clé. Après une foule d'incidents, dans lesquels Chiniac remplit son rôle de défenseur contre le comte de Pernet, celui-ci, ne pouvant obtenir de sa femme de nouveaux abandons, porta plainte en adultère contre la comtesse et son commensal. Il produisit des témoins qui justifièrent son accusation. Madame de Pernet, qui approchait de la cinquantaine et son amant prétendu, alors âgé de 33 ans, furent décrétés de prise de corps et enfermés au Châtelet le 21 mai 1774.

L'avocat au Parlement, l'écrivain avait déjà de la notoriété, la dame était apparentée à la haute magistrature, cousine du président Rolland ¹, de M. de la Mouche, auditeur des Comptes ; l'éclat fut énorme. Chiniac mis au secret, interrogé le lendemain, jour de la Pentecôte, chargé par des témoignages écrasants, ne se laissa pas abattre, fit tête avec une extraordinaire énergie. Il affirme son innocence devant le Lieutenant-Criminel, porte plainte de son côté pour faux témoignage et subornation, réclame sa liberté. Il l'obtient ainsi que Madame de Pernet, le 11 juin. Son information est poussée par lui avec entrain et, le 2 août, le comte de Pernet et les faux témoins ses complices sont, à leur tour, décrétés de prise de corps et enfermés au Grand-Châtelet. Nous ne connaissons pas la fin de l'affaire, mais nous avons un des mémoires du procès. Malgré les

¹ Rolland d'Erceville, l'ennemi des Jésuites,

apparences primitives, l'innocence de Chiniac ne paraît pas douteuse ; la subornation de témoins est établie clairement. Mathieu de Chiniac fut l'avocat de son frère, il a signé le mémoire, mais c'est Pierre qui l'a rédigé. Son style se reconnaît aisément ¹.

Cette liaison, en tout bien tout honneur, avait jeté le jeune écrivain hors de sa voie. Absorbé d'abord par les discussions conjugales de Mad^e de Pernet, puis par leur défense commune, il avait perdu trois années pour ses études, tout au moins pour sa réputation littéraire, car il ne fit imprimer dans cet intervalle que des mémoires judiciaires dans sa propre cause. Quoiqu'il sortit indemne de la bataille, elle avait fait un bruit déplaisant autour de son nom. Il venait d'ailleurs d'éprouver d'autres mécomptes, avait perdu une partie de sa fortune dans la banqueroute d'un libraire ². Ces considérations le décidèrent-elles à changer de théâtre, à quitter définitivement la capitale, toujours est-il qu'un an à peine après la fin du procès, il était fixé en province par l'achat d'une charge. La résolution dut lui coûter, il avait sur le chantier d'importants travaux pour lesquels le secours des grandes bibliothèques et le commerce des savants lui étaient utiles. La préparation d'une nouvelle édition des *Capitulaires des Rois de France*, de Baluze, et du *Traité de l'autorité du Pape*, de Burigny, l'occupaient depuis longtemps. Cependant, le 12 mars 1776, il était nommé lieutenant général civil et de police de la sénéchaussée d'Uzerche, en Bas-Limousin, et s'installait aussitôt dans cette petite ville. L'opinion peut paraître paradoxale, mais je crois que la province était alors moins déshéritée qu'aujourd'hui au point de vue des ressources bibliographiques et des recherches historiques ou d'érudition. Pour le Bas-Limousin, c'est ma conviction. Tous les couvents, quelques châteaux avaient de bonnes bibliothèques, soigneusement

¹ *Second Mémoire. Pour M^e Pierre de Chiniac, avocat au Parlement, Honoraire des Belles-Lettres de Montauban, accusateur ; contre le sieur Jacques Pernet de Blercourt, chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, ancien capitaine de dragons, accusé de subornation, détenu es prisons du Grand-Châtelet ; et contre messire Benjamin-Ferdinand-Hyacinthe de Challemaison, mousquetaire de la première compagnie de la Garde du Roi, accusé de subornation ; et contre Louis Le Fort, cordonnier de la Ferté-Gaucher, détenu es prisons du Petit-Châtelet ; Marie-Jeanne Dupressoir, dite Sophie, femme de Jean-Nicolas Landrot, compagnon cordonnier, détenue es prisons du Grand-Châtelet ; la fille Françoise Labouré... (etc., etc.), faux témoins, etc., aussi accusés. — Paris, Le Couturier, s. d. (1775), 83 pp., in-4°.*

² Page 33 du *Mémoire*.

composées. Uzerche avait une collégiale héritière de l'ancien couvent, la Chartreuse de Glandier était proche ainsi que les monastères de Tulle et de Limoges qui possédaient de savants religieux et des collections renommées. Ce qui est certain, c'est que de 1776 à 1789, Chiniac, sans quitter son poste, publia six ouvrages, de ce nombre deux œuvres considérables dont nous signalions ci-dessus le projet. La nouvelle édition des *Capitulaires* parut en 1780 en deux volumes in-folio. Le meilleur éloge qu'on puisse en faire est de constater qu'elle est préférée par tous les savants à celle donnée par Baluze en 1677. L'honneur n'en revient pas moins au savant bibliothécaire de Colbert, car Chiniac, ainsi qu'il le déclare, a corrigé Baluze à l'aide de Baluze lui-même, au moyen des notes très abondantes consignées par celui-ci en marge d'un exemplaire de son ouvrage. Dans l'Avertissement, le nouvel éditeur énonce qu'il avait d'abord l'intention de refondre l'œuvre de son devancier, de la compléter par l'interpolation, à leur date, des nombreux textes découverts depuis 1677, mais qu'il lui a paru plus convenable de respecter le plan et l'ordonnance de la première édition et de réimprimer simplement, page par page, avec les corrections et explications nécessaires les deux volumes in-folio qui la composent. Les additions auraient noyé la matière primitive, car, ajoute-t-il. « elles devaient former deux autres volumes in-folio dont la publication prochaine sera faite sous ce titre : *Supplementa Capitularium Baluzii, seu Novus Codex veterum legum, Diplomatum Chartarumque ad Jus publicum Gallicanum Germanumque spectantium*. Tous les diplômes et chartes relatifs au Droit public, jusqu'à la troisième race, qu'il aura été possible de découvrir, y seront imprimés, de sorte que ce Recueil puisse servir d'introduction à la Collection des Ordonnances du Louvre »¹. Malheureusement, la promesse n'a pas été tenue, les deux tomes supplémentaires n'ont pas paru. Quoique l'édition de Chiniac consiste principalement en un travail de recension de textes, il n'est pas besoin de faire ressortir que pour y réussir, comme il l'a fait, il y fallait la science d'un linguiste, d'un paléographe et d'un juriste.

Dès ses débuts dans les Lettres, Chiniac avait trouvé des censeurs, mais il avait aussi reçu des encouragements et gagné des protecteurs. Levesque de Burigny, membre de l'Académie des Inscriptions, apprécia favorablement le Commentaire sur Fleury. Cet académicien était

Avertissement de la nouvelle édition des *Capitulaires*.

auteur d'un *Traité sur l'autorité du Pape*, paru en 1720, en quatre volumes in-12, mis à l'index en 1722, et qui avait eu ses contradicteurs. Né en 1692, Burigny se sentait trop âgé pour en faire une nouvelle publication améliorée et augmentée de manière à justifier ses doctrines. Il confia ce soin au jeune apologiste, lui remit ses mémoires et, dès 1767, Chiniac annonçait qu'il ferait paraître cette seconde édition en quatre volumes in-4°¹. Elle ne parut pourtant qu'en 1782, en cinq volumes in-8°, et donna lieu à des critiques qui ne restèrent pas sans réponse.

Le lieutenant général d'Uzerche remplissait sa charge avec distinction et avec zèle, consacrant tous ses loisirs à la préparation de ses ouvrages, se distrayant, entre-temps, dans des recherches d'histoire locale. Il nous a ainsi conservé de précieux documents dont les originaux allaient être bientôt détruits par les nouveaux Vandales². On connaît déjà son caractère : ardent et ferme dans ses convictions, libéral et philosophe, tout en restant profondément religieux et chrétien, il avait l'esprit de la vieille magistrature. Son tribunal fut de ceux qui refusèrent d'enregistrer les fameux édits de 1788, malgré les menaces de suppression et de rigueurs personnelles. L'intendant fit accomplir la formalité de force. Le lieutenant général dut apposer sa signature *du très exprès commandement du roi*, mais la fit suivre d'une protestation énergique.

La Révolution de 1789 ne pouvait trouver en lui qu'un adepte convaincu. Il l'accueillit avec enthousiasme et se mit à la tête du mouvement dans sa circonscription. La convocation des Etats Généraux, impatiemment réclamée dans les groupes éclairés et remuants, laissa d'abord l'opinion assez froide en province, surtout dans les campagnes. L'institution n'avait pas fonctionné depuis 1614, on ne se doutait pas qu'elle pût être un si puissant levier. Le lieutenant général d'Uzerche écrivait au ministre : « Ni bourgeois, ni vicaires, ni curés ne savent ce que c'est... » Il se chargea de le leur apprendre, tant comme magistrat préposé aux convocations préliminaires que comme particulier convaincu de l'importance majeure de l'événement. Dès la fin de février il publia une *Lettre d'un magistrat à MM. les curés de son ressort en leur envoyant la lettre du roi pour la convocation aux Etats-Généraux... avec un projet d'instructions et doléances*. Cet écrit témoignait clairement des principes libéraux de son auteur.

¹ Seconde édition du *Commentaire*, *Catalogue des sources*, p. 497.

² Voir aux notes bibliographiques pour l'ouvrage intitulé ; *Histoire des Capitulaires*.

Il devait faire quelque sensation, éveiller des susceptibilités. Le lieutenant général se hâta ensuite de réunir son assemblée de sénéchaussée. Elle siégea avant toutes les autres, le 4 mars. Chiniac y présida, prit part à la rédaction des cahiers, fut nommé député à l'Assemblée générale à Tulle. Celle-ci eut lieu le 16 mars. La Lettre aux curés y souleva un grave incident.

Le corps de la noblesse avait été offensé du ton général de l'écrit, et particulièrement d'un passage concernant le règlement qui excluait les non nobles du service militaire. Le passage était ainsi conçu : « Ce règlement est flétrissant pour le Tiers : il a été enfanté dans le délire des préjugés par un gentilhomme qui n'était pas patriote. Il ôte toute émulation et persuade aux petits esprits qu'il suffit d'avoir un morceau de parchemin qui donne le droit de prendre un titre d'écuyer ou de chevalier pour avoir du cœur et de l'honneur. De là vient que dans le royaume il y a si peu de bons officiers. Tous les Français naissent libres et par conséquent nobles tant qu'on ne cherchera pas à les avilir en les asservissant ; un homme du Tiers, bien éduqué, a souvent plus de cœur et plus d'honneur qu'un gentilhomme. Et lorsque le Tiers pourra prétendre aux emplois militaires, on verra naître l'émulation, nos armées seront mieux commandées et l'état de soldat ne sera plus celui d'un mauvais sujet et d'un homme sans ressources. . . »

La Noblesse avait dénoncé l'écrit au Garde des Sceaux en réclamant des poursuites contre l'auteur, mais le ministre fit la sourde oreille, ayant des soucis plus importants. Quelques gentilshommes plus vifs montrèrent d'une façon plus directe leur mécontentement, et Chiniac eut à subir de leur part, c'est lui qui nous l'apprend, diverses « mortifications »¹. L'Ordre, réuni à Tulle, en même temps que le Tiers, renouvela sa plainte devant l'assemblée des communes. L'opinion avait marché, d'autres dissentiments s'étaient glissés entre les deux corps, cependant le Tiers ne refusa pas d'examiner officiellement la requête. Chiniac, mandé à la barre, se reconnut loyalement l'auteur de la pièce incriminée. Malgré certaines excitations qui le poussaient, ainsi que l'assemblée, à refuser toute satisfaction, il se prêta aux idées conciliatrices et déclara rétracter « les expressions qui lui avaient échappé dans le feu de la composition ». L'assemblée suivit cet exemple de modération et rendit un jugement qui fut ac-

¹ *Lettre à Jérôme Chiniac*, p. 3, et la *Démon-cratie des incendiaires de la ville de Brive*, p. 131,

cepté par la Noblesse ¹. L'affaire n'eut pas d'autre suite. Chiniac n'en fut pas moins nommé par l'assemblée des trois sénéchaussées commissaire pour la rédaction des cahiers.

Il continua de prendre, par ses actes officiels et par ses écrits, une part considérable à tous les événements de cette période si agitée, et pour suivre en détail ses manifestations, il ne faudrait rien moins que raconter par le menu l'histoire révolutionnaire de la Corrèze. Ce n'est pas le lieu. Il suffit pour reconstituer le personnage de relever quelques faits saillants qui font ressortir ses convictions et son caractère.

Le Bas-Limousin fut une des provinces les plus remuées par le nouveau courant. La classe rurale, ignorante, crédule, était facile aux entraînements. Depuis quelques années déjà, elle était travaillée par une sourde révolte contre l'organisation de la propriété foncière, et, dans ces réformes générales entreprises avec élan, elle s'attachait surtout à l'espérance d'une révolution agraire, qu'elle croyait naïvement devoir tourner à son profit. La prise de la Bastille surexcita les esprits. Le fait ne causait que de l'enthousiasme, il symbolisait l'écroulement d'un ordre de choses que le populaire ne pouvait regretter, et pourtant il déclencha dans les provinces un vent de terreur, une panique inexplicable. La grande peur de 1789 ! On a beaucoup disserté sur cette peur étrange et chimérique qui courut tout à coup, comme une folie endémique, sur toute la France, de l'Alsace au fond du Languedoc ². Je n'y vois pour ma part que la crainte suggérée par un concert de manœuvres et poussée au paroxysme, de ce qu'on appelait déjà la contre-révolution, d'un mouvement de recul, d'une terrible réaction ruinant les conquêtes acquises, balayant les ambitions et les convoitises prêtes à la curée. Le Bas-Limousin fut atteint des premiers. A Brive, à Tulle, à Uzerche, le peuple se crut à la veille des plus affreux désastres. En Auvergne, dit Taine, « des paroisses entières se sauvent dans les bois,

¹ Ce jugement fut rédigé et publié par Chiniac lui-même, ainsi qu'il est dit dans la *Démon-cratie*, p. 132.

² V. Taine, *La Révolution*, t. 1 ; Gustave Bord, *La prise de la Bastille et les conséquences de cet événement dans les provinces* ; et pour le Bas-Limousin en particulier : *La peur en 1789, la Journée des brigands en Limousin*, par Pierre de Witt et *Scènes et portraits de la Révolution en Bas-Limousin*, par V. de Seilhac. — L'Agenais fut aussi touché par ce mouvement. V. les *Annales de la ville d'Agen*, de Proché. Agen, 1884, p. 3.

abandonnant leurs maisons, emportant leurs meubles ; les fuyards ont foulé, abîmé leurs propres moissons, des femmes enceintes se sont blessées dans les bois, d'autres sont devenues folles. • De même en Limousin. On ignore quel est le fléau si redouté, mais l'épouvante qui le précède prouve qu'il s'avance avec furie. Ici c'est une horde de brigands qui a déjà incendié et pillé la moitié de la province et n'est plus qu'à quelques heures de marche ; ailleurs une armée d'Autrichiens, ou d'Anglais, ou de Suisses qui a envahi la France et met tout à feu et à sang, ou encore, dans des termes plus vagues mais non moins effrayants, *l'ennemi*, dont on rapporte des atrocités inouïes, commises la veille, dans la ville voisine ; toutes les inventions que le délire de la peur peut concevoir. A Uzerche, le 30 juillet, le bruit se répandit que le comte d'Artois, frère du roi, à la tête de 16.000 hommes, avait déjà pris et brûlé Périgueux, Excideuil, Ségur et poursuivait ses ravages pour détruire tout le Bas-Limousin. Le lieutenant général essaya vainement de ramener le calme, de faire entendre la voix de la raison. Il ne put empêcher les hommes de s'armer, les femmes, les vieillards de s'enfuir portant dans les environs ces sinistres nouvelles. Le tocsin sonnait, de grands feux étaient allumés sur les hauteurs pour appeler le secours dans toutes les directions. Les paysans de plus de 50 communes jusqu'à Tulle et Limoges accoururent avec des fusils, des faulx, des fourches. Ils étaient plus de 10.000. Le comte d'Artois (déjà émigré) ne parut pas. Ces insensés vociférant, pleurant, voulaient rester en permanence, attendre l'attaque trop certaine sans se séparer, mais dès le premier jour les vivres manquèrent et la faim plus que les exhortations des gens sensés les dispersa¹.

Pierre de Chiniac s'apercevait déjà que le mouvement qui s'annonçait d'abord comme salulaire et généreux prenait une très mauvaise direction ; que le fleuve, qui devait féconder et régénérer le sol, allait devenir un torrent dévastateur s'il n'était contenu et réglé. Son influence était encore prépondérante dans le rayon où il exerçait ses fonctions, il réussit à maintenir la ville d'Uzerche et ses environs dans les idées modérées. Le 8 septembre 1789, le corps de ville, agissant sous son inspiration, prit une délibération pour blâmer et défendre tout soulèvement, toute entreprise sur la vie, l'honneur ou les propriétés des citoyens, « flétrir du sceau odieux de la révolte et

¹ Seilbac, *Scènes de la Révolution*, p. 96, et pièces manuscrites.

du crime » les communautés qui encourageraient ces désordres, les mettre hors la loi... les frapper « d'excommunication civile ». C'était se placer nettement dans le camp de la réaction. Lors de l'organisation des municipalités (décembre 1789), Chiniac fut nommé premier maire de la ville d'Uzerche.

L'effervescence se tournait maintenant vers un but plus précis. Nous l'avons dit, la question agraire était l'âme de toutes ces agitations rurales. La liberté, l'égalité civile touchaient peu le paysan, d'ailleurs elles étaient gagnées ; l'affranchissement de la propriété le passionnait davantage. Les tenanciers n'entendaient plus payer, ni dîmes, ni rentes, ni redevances. Dès la fin de 1789, la résolution était manifeste. Poussés par les mauvais conseils, enhardis par l'impunité, les paysans s'insurgèrent partout pour molester les seigneurs, les rentiers nobles ou bourgeois. Ils se présentaient en troupes armées devant les châteaux, faisaient abattre les girouettes, forçaient les portes pour vider les caves, exigeaient la renonciation aux rentes, démolissaient les chaussées des étangs, brûlaient les bancs seigneuriaux des églises. Tantôt on leur cédait, et, suivant les circonstances, les dégâts étaient bornés ou allaient jusqu'au pillage en règle ; tantôt on leur résistait et parfois se produisaient des collisions, qui faisaient parmi eux les plus nombreuses victimes, car ils étaient mal armés et le plus souvent en état d'ivresse.

La dénonciation de Mirabeau cadet à l'Assemblée Nationale¹, fit connaître en leur temps une partie de ces excès, qui furent très nombreux dès les derniers mois de 1789, particulièrement en Bas-Limousin. L'opinion se partageait en deux courants très hostiles : les partisans d'une répression légitime contre les auteurs de ces attentats criminels, ceux de l'indulgence et de l'impunité en faveur d'un peuple égaré et surexcité par l'oppression. A Tulle, à Uzerche les idées de défense sociale prévalaient ; à Brive, la municipalité, qui dominait l'esprit public, ne voyait dans ces désordres que la marche inéluctable de la Révolution, la revanche du passé. La lutte était acharnée dans les réunions populaires ou au moyen de brochures incessamment répandues, la presse périodique locale n'étant pas née. Le parti qui voulait l'ordre, le respect de la loi était encore le plus nombreux, surtout dans les municipalités rurales, mais il luttait presque sans espoir contre la vitesse acquise ; l'autre plus ardent, plus actif se sentait poussé par le vent.

¹ Réimpression du *Moniteur*, t. III et IV.

Déjà plusieurs jacqueries meurtrières avaient eu lieu. Le 24 janvier 1790, les paysans révoltés envahirent le bourg d'Allasac, arrachèrent les bancs et les balustrades de l'église, les brûlèrent sur la place publique. Les officiers municipaux, voulant faire cesser ce tumulte, furent chassés à coups de pierres. Restée maîtresse du terrain, la troupe saccagea et pillà les maisons des principaux bourgeois, puis mit le siège devant le château de Roffignac, contigu au bourg, et où la municipalité et les notables s'étaient réfugiés. L'assaut fut tenté contre les portes, une grêle de pierres fut lancée sur les toits pour faire brèche, des coups de feu furent tirés dans les fenêtres. Le propriétaire, M. de Lamaze, craignant de ne pouvoir tenir longtemps, envoya demander des secours, de la manière la plus pressante, à la municipalité de Brive. Celle-ci refusa d'en envoyer. Le soir, vers huit heures, les assaillants, tambour en tête, avec une avant-garde munie de torches incendiaires, firent une nouvelle attaque. Les gens du château, redoutant l'incendie, sortirent, usèrent de leurs armes. Trois engagements eurent lieu. Il y eut des morts du côté du peuple. L'attroupement fut dispersé, s'éloigna, annonçant son retour en force pour le lendemain.

Le bruit de ce grave désordre parvint à Uzerche. M. de Chinias comme lieutenant général et maire crut de son devoir d'aller secourir son bourg natal, où il avait sa maison patrimoniale, sa chapelle seigneuriale, ses propriétés, ses amis. M. de Lamaze était son prédécesseur immédiat dans la lieutenance générale. Il partit de nuit avec quelques officiers municipaux et un détachement de la garde nationale. Toute la ville l'aurait suivi (a-t-il écrit plus tard), à cause de l'attachement qu'elle avait pour lui. Sur la nouvelle de l'échauffourée, la commune de Brive s'était décidée à envoyer quelque milice avec deux délégués de son comité. Les insurgés s'étaient reformés dès le matin, mais l'arrivée des troupes les contenait. La contradiction s'établit aussitôt entre les opinions. Chinias demandait que le rassemblement fût dispersé, au besoin par la proclamation de la loi martiale, et qu'une compagnie de gardes nationaux restât à Allasac pour maintenir la tranquillité. Les délégués de Brive plaidaient la cause des paysans, blâmaient les bourgeois d'avoir fait usage de leur armes. Pendant la délibération, le tambour-major de la milice de Brive, un nommé Durieu, fraternisait avec les insurgés, les rassurait sur les intentions de ses camarades, les excitait même à venger les morts et les blessés de la veille. Un des délégués de Brive, vice-président du Comité, était le propre frère du lieutenant

général, Jérôme de Chiniac, dit Des Ailleux. Dès ce moment les deux frères classés dans des camps opposés devinrent d'irréconciliables ennemis. On ne put s'entendre. Les troupes se retirèrent laissant les choses en l'état. M. de Lamaze et sa famille abandonnèrent aussi la place. Les paysans, livrés à eux-mêmes, pillèrent le château la nuit suivante, détruisirent tout ce qu'ils ne pouvaient emporter.

Ce même jour 25 janvier, au château de Favars près de Tulle, se produisaient des faits presque identiques, mais la municipalité et la garde nationale de Tulle intervenaient et réprimaient énergiquement le désordre. Il y eut encore des morts et des blessés. A la suite une information prévôtale fut ouverte englobant le tambour-major Durieu qui s'était hâté de se transporter à Favars pour y répandre les mêmes excitations.

Cette affaire passionna les esprits au plus haut degré, surtout après que le tribunal prévôtal, par arrêt du 20 février, eut condamné à mort deux des émeutiers qui furent exécutés, l'information se poursuivant contre Durieu et autres tenant prison. Un conflit des plus violents s'engagea au sujet de la poursuite contre Durieu et ses co-détenus. Il fut débattu dans la presse de la capitale, devant la commune de Paris, au club des Jacobins et porté devant l'Assemblée Nationale. Les écrits publiés à cette occasion forment une liste interminable. Il faut reconnaître que Chiniac avait été des premiers à ouvrir le feu. Après avoir signé à Allasac, par condescendance, un procès-verbal dans lequel les torts principaux étaient donnés aux « gens du château », de retour à Uzerche, instruit des événements de la nuit suivante, il dressa un nouvel acte pour mettre les faits à leur point et fixer les responsabilités. Il y critiquait en termes modérés la conduite des délégués de Brive, blâmait sévèrement les manœuvres de Durieu, attribuait en somme l'importance prise par le désordre à l'inaction des Brivistes. d'abord en refusant le secours réclamé, puis le lendemain en gardant une attitude équivoque qui avait encouragé les insurgés. La réponse ne se fit pas attendre et dans la polémique outrée qui s'engagea pour durer de longs mois, Pierre de Chiniac fut on ne peut plus maltraité. Qualifié d'« intrigant .. de partisan de l'ancien régime... d'aristocrate... d'esprit despotique, organisant autour de lui une coalition anti-populaire », il fut accusé par son frère lui-même « d'être entré dans une lutte impie contre les amis du peuple et d'avoir fait des manifestes favorables aux ennemis de la Constitution. »

Le Comité de Brive adressa le 24 avril à l'Assemblée Nationale une

dénonciation motivée contre lui et dont son frère Des Ailleux se fit le truchement¹. Dans la capitale, il trouva encore un autre de ses frères pour ennemi. Mathieu de Chiniaac partageait les idées de Des Ailleux, était membre de la commune de Paris et seconda chandement la campagne du Comité de Brive contre les municipalités de Tulle et d'Uzerche. Pierre de Chiniaac, comme on l'a vu, ne donnait pas volontiers le dernier mot à ceux qui l'attaquaient, il ne laissa aucun écrit sans réplique, stigmatisa les membres du Comité du nom d'*incendiaries* qui leur resta, répondit à son frère Des Ailleux par une lettre imprimée, d'un ton virulent, présenta des mémoires, réussit à se justifier devant la Constituante. Mais l'avenir de chacun des partis était déjà fatalement marqué : d'un côté, les « patriotes », les futurs terroristes, les proscripteurs, les hommes de haine et de sang ; de l'autre les « aristocrates », les victimes prochaines, les suspects, les accusés du tribunal révolutionnaire.

Chiniaac venait pourtant d'être nommé par le roi commissaire au département de la Corrèze, pour l'organisation des corps administratifs. Ce choix ne plut pas à l'opinion avancée. Comme commissaire, il fut l'objet d'attaques répandues à profusion par la voie de l'impression. Il se défendit par les mêmes armes. Cet échange incessant de libelles montrait l'importance de sa personnalité : dangereuse notoriété qui le désignait aux vengeances de l'avenir. Il ne fut pas nommé administrateur, mais Uzerche lui resta fidèle et il fit partie du directoire de cette ville (juillet 1790).

Les événements marchaient. Bientôt après, l'ordre judiciaire fut réorganisé et il perdit sa place de lieutenant général, qui constituait une notable partie de ses ressources. Son influence devait en souffrir : les idées qu'il représentait n'avait plus aucune chance de triompher. A quelque temps de là se produisit un fait qui jeta un nouveau trouble dans sa vie.

Jérôme Chiniaac des Ailleux, procureur de la commune de Brive, président de la Société des Amis de la Constitution, récemment élu juge du district, quittait son club, le 19 novembre 1790, pour rentrer dîner chez lui où l'attendaient des invités. Un de ses amis l'accompagna jusqu'auprès de son domicile. Mais Des Ailleux ne rentra pas et le lendemain et les jours suivants il ne put être retrouvé. Cette disparition causa le plus vif émoi. Des Ailleux était très populaire.

¹ *Mémoire pour la commune de Brive*. Signé : Chiniaac des Ailleux, procureur de la commune de Brive et son député extraordinaire. — Paris, 1790, in-8°.

La ville de Brive fut mise de fait sous le régime de l'état de siège. La municipalité s'établit en permanence, des sentinelles veillaient nuit et jour au coin de chaque rue, des perquisitions rigoureuses furent faites dans les maisons suspectes, c'est-à-dire celles des « aristocrates », quelques citoyens furent arrêtés. Jérôme Chiniac ne fut pas retrouvé.

On émit l'hypothèse d'un suicide, d'un accident, mais le Comité, les Amis de la Constitution protestèrent violemment. Ce patriote militant avait été certainement assassiné par ses ennemis les « aristocrates » : c'était la représaille de l'affaire d'Allasac. Il se pouvait même que la vengeance fût plus atroce, que le malheureux Des Ailleux eût encore, qu'il eût été enlevé par M. de Lamaze ou ses adhérents, jeté peut-être dans les basses-fosses du château de Roffignac où on le ferait périr lentement. On peut voir au *Moniteur*, les suppositions fantastiques suggérées par cette disparition¹. Les soupçons allaient par ricochet jusqu'à Pierre Chiniac. Heureusement il n'habitait pas Brive. Il fit imprimer et répandre une circulaire dans laquelle il promettait cent louis d'or à quiconque retrouverait son frère mort ou vivant. Le 27 novembre, le cadavre fut découvert dans la rivière de Corrèze au-dessous de la ville. Cette mort fut exploitée par les « patriotes ». Un mausolée fut érigé à Des Ailleux, avec manifestations exaltées. Jacques Brival (plus tard conventionnel) parlait d'aller prendre le cadavre, de le charger sur ses épaules et de le montrer ainsi au peuple... Et Vergniaud, plaidant à Bordeaux pour le fameux Durieu, terminait une période en s'écriant : « Je vous présenterai un holocauste encore plus pur, le déplorable Des Ailleux expirant dans les angoisses de la faim !... » Pierre de Chiniac crut à un crime, mais loin d'en accuser les « aristocrates », il l'imputait aux plus forcenés parmi ces « incendiaires » qui allaient devenir les séides de Robespierre. Ce qui est certain, d'après le rapport médical contemporain, c'est que Des Ailleux était mort noyé et que son corps ne présentait aucune trace de violence. En somme, l'événement resta mystérieux.

Le rôle des modérés touchait à sa fin. Pierre de Chiniac n'avait plus que des craintes à concevoir sur sa destinée, sa sécurité personnelle, sa liberté. Il se retira de la vie active et songeait déjà, sans doute, à s'éloigner d'un théâtre où il se sentait constamment

¹ *Ancien Moniteur*, t. vi, pp. 397, 461, 565.

menacé. Quoiqu'il se fût attaché depuis quelque temps à faire le silence autour de lui, il fut dénoncé de nouveau, en 1792, à la Législative. Brival et un autre député, Chassaignac, étaient ses ennemis, devaient appuyer la plainte. Son frère Mathieu, engagé dans le parti jacobin, ne songea pas à le défendre. Il fit valoir par lui-même tous les gages qu'il avait donnés aux idées de justice, d'égalité, de liberté, alors qu'elles n'étaient pas si répandues. La dénonciation n'eut pas de suite, mais il jugea que le moment était venu de quitter la Corrèze.

G. CLÉMENT-SIMON.

(A suivre.)

UNE COMMUNE GASCONNE

PENDANT

LES GUERRES DE RELIGION

D'APRÈS LES ARCHIVES DE LAPLUME

(SUITE)

1589. — 4 janvier. — On accomodera les guérites de toutes les choses nécessaires et les habitants seront contraints à la garde de nuit et de jour et devront se munir d'armes. On porte les gages de la sentinelle du clocher à sept livres par mois.

26. — On donnera de la poudre et de la corde ² à ceux qui ayant arquebuses n'ont moyen d'en acheter.

2 Février. — Arrêté que la guérite qui est au-dessus de la porte de la ville sera refaite de pierre avec machicoulis.

23. — Le sieur de Monluc étant devant les portes de la ville, rend compte aux Consuls qu'il y a une commission du maréchal de Matignon, pour faire à Laplume magasin de foin et avoine pour sa compagnie. Après avoir consulté M. de Roquepine on se décide à obéir.

1^{er} Mars. — Sur un avis qu'il y a des trous dangereux aux murs de la ville, on décide de visiter les murailles avec un maître maçon, et faire fermer lesdits trous. Obliger les habitants à avoir des armes.

(Les comptes de 1589, portent qu'on fit alors murer les arquères crainte que les ennemis ne fissent sauter les murailles en y introduisant des saucisses ¹ ; ensemble les canonnières de la porte du pont levis).

7. — M. de Monluc, faisant une assemblée de gens de guerre de

¹ La saucisse ou saucisson était une forme de pétard.

² C'était une mèche que le soldat tenait d'abord à la main et qu'on ajusta plus tard au chien. Elle servait à enflammer la poudre du bassinet avant l'invention de la pierre à fusil, qui n'eut lieu qu'un siècle plus tard.

pied et de cheval pour aller au secours du moulin de Bialères, près de Moncrabeau, prie la ville de loger une partie de ses gens pour une nuit. On les logera même plus longtemps s'il le faut et on fera magasin de foin et de paille et on distribuera les soldats aux hôtelleries en payant, et s'ils ne paient, la ville paiera.

10. — Ceux de Nérac prétendent tirer le canon dehors pour nous venir assiéger, pourceque nous sommes dépourvus de soldats et d'armes. On décide de demander du secours aux voisins, d'acheter des armes et d'en faire acheter à ceux de la juridiction. Faire accommoder les mousquets de fonte¹ et faire remplir de terre et fagots la barbacane du Marcadiou². Réparer les fossés et acheter du fillet pour faire de la corde d'arquebuse.

18. — Un Consul ira à Agen acheter des arquebuses et on les distribuera aux habitants qui n'en auront pas et on les leur fera payer.

16 Avril. — Les ennemis mirent dernièrement le pétard au derrière du rebellin des portes de la ville³, il y eut deux hommes blessés. On fait accommoder les fossés et les murs. On met sur les rôles de la garde les personnes qui ont des maisons dans la ville et ne s'y tiennent pas. On entretiendra quinze ou⁴ vingt soldats aux dépens des paroissiens de Fontarrède qui ne veulent venir à la garde. Arrêté qu'aucun habitant de la ville et juridiction, n'aura d'intelligence secrète, ni fréquence avec les ennemis qui sont aux villes circonvoisines, qui sont Nérac, Lectoure, Layrac et autres, ni mander aucune lettre que les Consuls n'en soient avertis.

4 Mai. — On renouvelle les defenses de communiquer avec ceux de la religion qui sont aux villes ennemies. On fait mettre un rateau⁵ aux portes. On fait la visite des maisons et fermer les fenêtres.

4 Juin. — Le sénéchal de Baranneau envoie une copie de l'édit du roi, pour faire publier la trêve⁶; on la transmet aux magistrats.

¹ Nous avons déjà expliqué que c'étaient de petites pièces d'artillerie.

² La barbacane était un ouvrage avancé formé par un mur, en le remplissant de terre on le rendait plus résistant aux projectiles de l'artillerie. On commençait à s'apercevoir que les murs de pierre ne suffisaient plus pour résister au canon.

³ Lorsqu'on parle dans les records des portes de la ville, il faut toujours entendre la porte de Saint-Michel.

⁴ Pour leur faire payer un remplaçant.

⁵ Une herse.

⁶ La trêve de Tours, 3 avril 1589. Henry III chassé de Paris par la ligue venait de se retourner vers le roi de Navarre et de l'appeler auprès de lui.

5. — On reçoit des soldats pour défendre la ville contre les ennemis qui ont pris Condom, et on écrit au maréchal de Matignon pour savoir ce qu'il faut faire.

19 Juillet. — On envoie Ninery, parler à M. Roquépine à Nérac, pour qu'il prie M. de Turenne de retirer ses soldats de Fontarrède, où il ne font que ravager malgré la trêve.

5 Août. — MM. de Turenne et de Roquépine, mandent qu'on leur envoie cinquante sacs de blé au camp du Passage-d'Agen¹. On se soumettra crainte d'un plus grand danger et que nous sommes dépourvus de gendarmes. Par le même mandement on enverra cinq barriques de vin et six paires de bœufs et la ville en répondra aux propriétaires.

En même temps le maréchal de Matignon demande cent manœuvres, trois mille pains et douze barriques de vin. On lui représentera qu'on a satisfait à M. de Turenne et que la ville est pauvre, toutefois on lui envoie quelques manœuvres.

20. — On recevra en ville la compagnie du capitaine Pauqua, selon la lettre de M. le Marquis² et on leur distribuera deux ou trois barriques de vin.

28 Septembre. — M. de Réaup étant à Miradoux avec l'armée, informe qu'elle ne passera pas ici mais à Dunes et à Sauveterre. On n'aura à loger que M. de Montespan³ avec quelques gendarmes pour une nuit.

1^{er} Octobre. — L'armée de M. le Marquis étant à Auch où se tiennent les états, on a décidé de l'envoyer en garnison dans ces contrées, mais le pays n'a moyen de l'entretenir, étant pressé de payer les tailles et des contributions aux ennemis⁴, qui les menacent des

¹ Agen prenant parti pour la ligue s'était révolté contre l'autorité royale, Turenne et Matignon s'entendirent pour assiéger le Passage-d'Agen. Voir sur cet épisode la « briefve narration de ce qui s'est passé dans la ville d'Agen, depuis sa déclaration au parti de la sainte union. » Réimpression annotée par Ad. Magen. Agen, Michel et Médan, 1879.

² Emmanuel de Villars, le fils de l'amiral, qui fut avant Biron lieutenant du roi de Navarre au gouvernement de Guyenne.

³ Charles de Pardaillan Gondrin, fils d'Hector.

⁴ La ville de Laplume ayant adhéré à la ligue avec Agen, les ennemis étaient pour elle l'armée royale qui représentait à ses yeux le parti protestant, le parti de ceux qui depuis près d'un demi siècle empêchaient le pays de vivre en paix.

rigueurs de la guerre. On réunira la vicomté et quelques autres villes voisines pour savoir s'ils veulent contribuer à entretenir garnison dans ce pays pour sa conservation.

10. — On envoie à Agen, demander à M. le Marquis, d'envoyer une forte garnison dans ce pays et on y emploierait l'argent des tailles au lieu de l'envoyer à Agen. Emprunter deux quintaux de poudre.

14. — M. de Turenne étant arrivé à Nérac, on arrête cinquante soldats pour huit jours, à un écu chacun.

17. — Arrêté de démolir les maisons du dehors et de garder les soldats, car l'armée ennemie est en pied à Nérac et veut nous attaquer. Donner aux soldats natifs de la ville, au nombre de vingt, qui n'ont nul moyen, un sac de blé à chacun.

18. — M. de Monluc¹ est prié d'envoyer un homme pour présider à la démolition des maisons hors la ville et faire travailler les manœuvres. Il sera nourri aux dépens de la ville ainsi que les gens qu'il enverra et leurs chevaux².

19. — On arrête vingt soldats forains et deux arquebusiers à cheval. Faire remplir de terre la barbacane du Marcadiou.

20. — On gardera en ville la compagnie du capitaine Pauqua et on ira à Agen demander à M. le Marquis de le dispenser d'aller à Toulouse avec M. Du Bouzet³.

24. — On continuera pour huit jours à garder les soldats, on achètera de la poudre à douze sous la livre et du plomb à trois sous à M. de Roquepine.

1^{er} Novembre. — M. de Monluc passant par ici a appris qu'on a congédié quelques soldats, il remontre aux consuls qu'ils ont besoin de se garder plus que jamais et qu'il est délibéré de se venir jeter dans la ville avec autant de monde qu'il faudra. On gardera donc une

¹ Charles de Monluc, petit-fils du maréchal, que la ligue avait nommé sénéchal d'Agenais à la place de Saint-Chamarand qui représentait l'autorité d'Henri IV.

² Ceci tendrait à prouver que le peuple n'était plus avec ses Consuls et ne consentait plus à laisser démolir ses maisons pour résister au souverain légitime, comme en 1588, pour se défendre contre le roi de Navarre.

³ Il est fort difficile de savoir quel était ce membre de la famille Du Bouzet, qui servait la ligue. On les trouve presque tous pourvus d'emplois par Henri IV, et des autres, la généalogie du Bouzet ne dit rien que leur filiation.

centaine de soldats et M. de Monluc étant venu le 7 en ville sera défrayé de tout.

26. — M. de la Salle, du Port¹, est venu dans cette ville avec toute sa suite pour nous aider à défendre.

4 Décembre. — On paiera les soldats forains un écu chacun, quatre livres aux caporaux et deux écus aux sergents et on les changera de logis².

12. — On fait édifier l'éperon du Marcadiou moyennant quatre cent livres³.

17. — On envoie des messagers à l'armée pour avoir nouvelles de la trêve qui se prépare.

27 Décembre. — On congédie les soldats forains. On paie un chirurgien qui a soigné un soldat et on donne huit sacs de farine au capitaine Pauqua qui a perdu sa monture à l'armée.

1590. — 16 Janvier. — On fait provision de foin et avoine pour les chevaux de M. de Monluc qui doit passer allant au secours de Jégun.

18. — On envoie des messagers à Auch pour savoir ce que sont devenus les ennemis qui ont pris Jégun, afin de se mettre en état de défense. Le même jour on envoie à Agén acheter quatre ou cinq quintaux de poudre et emprunter de l'argent pour avoir des soldats.

20. — Sur l'avis que la ville va être attaquée on se met en état de défense. Accommoder les éperons et prendre du bois pour y suffire.

26. — On envoie à M. de Monluc pour lui dire ce qu'on a fait, qu'il y a cent soldats dans la ville et qu'on y en mettra d'autres s'il le juge utile et qu'on fera tout ce qu'il croira nécessaire.

1^{er} Février. — Arrêté d'avoir cinquante soldats pour la garde de la ville et de les loger chez l'habitant. On construit l'éperon du Marcadiou avec la pierre des maisons démolies, on y fait aussi des gabions.

8 Avril. — Le maréchal étant à Port-Sainte-Marie avec l'armée, on députe vers lui pour s'entendre relativement à la conservation de la ville. (Le 10 le Maréchal était à Nérac et le 29 à Condom.) On

¹ Marc Antoine de Cours seigneur de la Salle. Voir généalogie de Cours, in. Maisons historiques de Gascogne, par Noulens.

² Pour ne pas laisser peser les charges toujours sur les mêmes habitants.

³ On voulait remplacer le ravelin en gabions qui était devant la porte du Marcadiou, par un ouvrage en pierre, dont la forme rappelle celle des bastions du système Vauban.

va le voir dans ces villes pour obtenir de n'avoir pas de garnison¹.
30 Août. — On fait présent de cent sacs d'avoine à M. de Roquepine et à M. de Réaup pour les services qu'ils rendent à la ville.

1591. — 11 Janvier. — On fait un fossé derrière l'éperon du Marcadiou et s'il le faut on prendra de la terre des particuliers voisins en les indemnisant. On arrangera aussi le fossé qui est derrière l'autre éperon joignant à la maison du sieur de Réaup et on jettera la terre qui en sortira contre les murs de la ville.

16. — On fait réparer les fossés des éperons par les gens de Fontarrède auxquels on donnera du pain et du vin et par des gens à prix fait. Les paroissiens de Brimont, Marmont et Paissas feront garde et les sieurs des dits lieux prendront garde à leurs maisons comme bon leur semblera.

2 Avril. — On reçoit avertissement de M. le Marquis et M. de Monluc que les ennemis veulent surprendre la ville.

27 Juin. — M. de Monluc a dit à M. le lieutenant que ceux du parti du roi s'assemblent en gros avec du canon et que cette ville sera attaquée. On prie M. de Roquepine de s'entendre avec les chefs de ce parti pour qu'ils n'en fassent rien, et qu'il s'entende sur ce fait avec M. de Monluc avant son départ.

28. — M. de Roquepine a promis de s'entendre avec M. de Favas².

15 Septembre. — On prie M. de Roquépine de prendre le Nomdieu sous sa charge ou d'y mettre un gentilhomme catholique pour éviter le passage de l'armée de M. le Marquis allant au prétendu siège du Nomdieu³.

¹ Malgré leur déclaration d'union à la ligue, les Consuls de Laplume n'avaient pas voulu rompre entièrement avec le lieutenant du roi. On sait aussi par la suite de ces records que des gentilhommes des deux partis entretenaient entre eux d'assez bons rapports ; tout cela indique qu'on était fatigué de la guerre et que tout le monde était prêt à se rallier à une solution acceptable. M. de Roquépine tenait pour le roi et M. de Réaup pour la ligue.

² Jean de Favas ou Fabas, seigneur de Castez-en-Dorthe. Après avoir été catholique, il devint un des plus actifs lieutenants du roi de Navarre qui, devenu roi de France, le fit gentilhomme de la chambre, capitaine de 50 hommes d'armes, gouverneur de Casteljaloux et du duché d'Albret.

³ C'est-à-dire au siège que l'on prétend faire, et non au soi-disant siège, comme on pourrait le croire, d'après cette tournure de phrase incorrecte.

1592. — 8 Avril. — Arrêté de prier M. de Réaup et les gendarmes afin de faire déloger le capitaine La Crabe logé à Fontarrède.

(Depuis le départ du roi de Navarre la véritable guerre ne se faisait plus en Gascogne, aussi n'y a-t-il rien à signaler dans les jurades pendant ces trois dernières années qui soit digne de remarque. Je n'ai pas cru devoir mettre au rang des événements militaires les incursions de la garnison du Nomdieu dont les protestants de Nérac avaient fait une caverne de brigands, mais ces faits trouveront leur place dans un autre chapitre.)

1593. — 13 février. — M. le Marquis doit passer tout présentement aux portes de la ville, on le priera de se contenter de l'entrée afin de vivre en paix mais s'il n'en veut rien faire on le laissera entrer¹.

17. — On envoie à Agen prier M. le Marquis de nous laisser vivre en paix sans recevoir garnison comme nous avons fait jusqu'ici.

21. — On envoie à M. de Montluc pour lui communiquer le projet de M. le Marquis de mettre garnison à Laplume et prendre son avis sur la réponse qu'on doit faire, mais que la ville est résolue de n'en recevoir d'un côté ni d'autre

25. — M. le Marquis a promis de ne mettre garnison.

28 Décembre. — M. le Marquis doit passer ici aujourd'hui ou demain, on le priera de ne pas entrer pour n'interrompre l'accord ci-devant fait.

1594. — 3 Janvier. — Faire réparer les guérites et palissades des portes.

3 Janvier. — Faire bonne garde de nuit et de jour.

5 Février. — Les députés aux états de Lavit de Lomagne ont rapporté que la trêve était prorogée jusqu'au 15 février à prochain².

¹ Ce passage est assez obscur, mais voici comme je pense qu'on doit l'entendre : On priera M. le Marquis de se contenter d'entrer sans escorte, mais s'il ne veut pas se contenter de cela on le laissera entrer avec sa troupe. — Pour éviter de se brouiller avec le parti de la ligue, ou même, si la troupe était assez nombreuse, de crainte d'un assaut.

² La trêve fut arrêtée le 9 février 1594, elle avait pour but la protection des laboureurs. Samazeuilh, au tome II, de *l'Histoire de l'Agenais et du Condomois*, donne la liste des députés qui assistèrent à l'assemblée pour chacune des villes qui y prirent part, De Roy, consul, et Captan y furent délégués par Laplume,

On en fera proclamation à son de trompe au canton de la salle comme de coutume.

31 Mai. — Arrêté de continuer la garde de nuit et de jour.

31 Juillet. — La sentinelle sera maintenue au clocher jusqu'à la fin d'août.

27 Août. — On fait ouvrir la porte du Marcadieu, on y mettra un portier et la garde du clocher prendra fin¹.

30 Août. — M. de Monluc avertit qu'il y a des gens de guerre du côté d'Auvillars qui pourraient bien vouloir surprendre la ville. On se gardera donc et la ville achètera l'huile, le bois et la chandelle nécessaires pour faire la garde jusqu'à ce qu'on sache le dessein de ces troupes, et pour ce faire on enverra un messenger à Auvillars.

4 Septembre. — On fait faire un pont-levis à la porte du Marcadieu, la sentinelle du clocher sera maintenue jusqu'à son achèvement, après quoi on la mettra en garde à la dite porte.

16 Octobre. — M. de Monluc² a écrit à la ville pour qu'elle député à une assemblée qui doit se tenir à Agen afin de délibérer relativement aux courses et ravages de ceux de Montpezat³ afin de pacifier le tout.

21. — On donne vingt-cinq sous au messenger qui était allé à Montpezat porter une lettre au capitaine Pauqua pour savoir des nouvelles, car on avait dit que la garnison du dit Montpezat était en campagne et voulait attenter contre la ville.

¹ Henri IV avait abjuré et était entré à Paris le 22 mars.

² Monluc, sénéchal et gouverneur d'Agen pour la ligue, se tourna du côté du roi dès qu'il eut abjuré et fit expulser le marquis de Villars, qui s'obstinait dans sa rébellion.

³ Montpezat fut la dernière place de Guyenne occupée par la ligue. Il y avait là sous le commandement de Baltazar de Thoiras « quatre ou cinq centz hommes de guerre, la plus part armez et montez, soldats résolus de fortune, délibérez de ne quicter la place ni leur party. » La capitulation annotée par le maréchal de Matignon, porte « qu'ils ne seront aucunement recherchés d'avoir esté au dict Montpezat ou de ce qu'ilz pourroient avoir fait de là en hors, saul les bruslemens et forcemens de femmes. »

On pourrait croire à la lecture de ces records que l'affaire de Montpezat était terminée au mois de novembre 1594, mais le texte même de la capitulation et le procès-verbal de remise de la place entre les mains de M. de Rocquepine, sont du 2 mars 1595. — Voir sur cette affaire: Les vieux papiers du château de Cauzac. Documents inédits publiés par M. Ch. Tamizey de Larroque. Agen, imprimerie V. Lenthéric,

8 Novembre. — Les troupes de la garnison de Montpezat ayant passé la rivière on fera la garde de nuit et de jour en on enverra à Nérac pour avoir des nouvelles.

11. — On continuera la garde, on remet la sentinelle au clocher, on ferme la porte du Marcadiou et la fenêtre de Bertrand Couguron,

15. — On rouvre la porte du Marcadiou et on retire la sentinelle du clocher,

C'était la fin de la guerre civile.

**Compte de la dépense faite au passage du roi et de la reine de
Navarre, le 8 juillet 1579¹.**

C'est la despence qui a esté frayée et fournye par nous Syon Forcade, Pierre de Roy, Berthomieu Fort et Anthoine Dompte, consuls de la présente ville de Laplume. Et c'est à la venue des røy et reyne de Navarre, qui estoit le huictième jour de juillet 1579, lesquels firent deux repas dans la présente ville, et feust arresté en jurée que la ville frayerait une barique et demye de vin, foien, avoyenne, boys, pain et aultres choses contenues au présent rolle. Et c'est pour lesdits seigneurs roy et reyne et pour ses trains.

Et premierement, syre Jehan de Bernard, marchand, a fourny pour les chebaultx desdits sieurs roy et reyne vingt quintals, quatre vingts une livre de foien, lequel luy a esté payé à raison de dix sous quintal, que monte en tout la some de dix livres huict sous troys deniers ; lequel luy a esté payé comme appart par son acquit. II écus, II tiers, VIII sous.

Plus syre Jehan Captan a fourny quatre sacs d'aboyenne pour lesdits chebaultx, laquelle luy a esté payée à raison de vingt huict sous le sac, que monte la some de ung escu, deux tiers, doutze sous.

I éc. II t. XII.

Plus Peyroutet de Bernard a fourny une charge d'avoyenne laquelle luy a esté payée à raison de vingt six sols le sac, que monte la some de deux tiers d'escu doutze sous.

II éc. XII s.

Plus syre Jehan Castaing, marchand, a fourny deux cartons avo-

¹ Liasse CC. 55. Comptes.

yenue, laquelle luy a esté payée à raison de vingt six soulds le sac, que montent les deux cartons trefze soulds, XIII s.

Plus Berthomieu Fort a fourny six picolins d'avoyenne laquelle luy a esté payée à raison comme dessus, que montent la some de six soulds, neuf deniers. VI s. IX d.

Plus mestre Sion Fourcade a fourny quatre vingt trefze bâches grandes, pour la cuizine desdits sieurs roy et reyne de Navarre, desquelles demande deux tiers d'escu sol. II t. éc.

Plus Anthoine Dompt achepta une charge de gros bois à la halle publique, de laquelle paya six soulds. VI s.

Plus Anthoine de Lort dict Picotin fraya quatorze fagots pour ladite cuizine desquels avons payé la some de vingt soulds. I t. éc.

Plus a fourny ledict Dompt quinze soulds de pain blanc, lequel pain M^r le mestre d'autel print à M^r le baillif, et pour ce XV s.

Plus a fourny ledict Dompt quatorze pots de vin blanc, que se montent la some de six soulds, à raison de six liards le pot. VI s.

Plus a payé à deux hommes qui ont couppé et apporté de ramade¹ à la maison de M. de la Salle, là où les sieurs roy et reyne estoient logés, la some de deux soulds. II s.

Aussy a payé à deux fames qui ont esté chercher des jongs² pour mettre au debant la maison et dans icelle dudit sieur de la Salle, la somme de deux soulds. II s.

Ensemble a payé ledit Dompt à aultres deux femmes qui ont nétoyé la halle publique de la présente ville, attendu que plusieurs chebaults avoient demeuré dessous jusques à ce que lesdits sieurs roy et reyne s'en allaient. Laquelle halle estoit fort salle pour raison deds. chebaults. Et pour ce fere a payé ledit Dompt. II s.

Plus au département des sieurs roy et reyne de Navarre faulsiit donner le vin à la trompette du roy de Navarre auquel il fut donné quatre testons³ en présence de M^r le baillif et plusieurs jurés de la présente ville. II t. éc. XVIII s.

Plus a esté payé par ledit Dompt à Denys Larocque pour estre allé jusques à Leyrac pour monstrier le chemin pour les chariots desdits roy et reyne de Navarre, la some de quatre soulds. III s.

¹ Des branches vertes.

² Des jongs : d'où le mot jonchée.

³ En 1580, à la reddition des comptes de la coupe de Notre-Dame, 11 livres tournois sont dites valoir 15 testons, valant le teston 14 sous, 6 deniers,

Plus a payé ledit Dompt à Mademoiselle de Bergung pour avoirourny des poeres et abellanes pour le service desdits sieurs roy et reyne la some de trois soulds, huict denyers. III s. VIII d.

Aussy a payé ledit Dompt à M^r de Bergung pour une barique de vin cler¹ et demye barique de blanc qu'il a frayée pour le service desdits sieurs roy et reyne de Navarre, la some de doutze livres, ainsi que appert par son acquit. III éc.

Plus, le lendemain que lesdits sieurs roy et reyne s'en furent allés à Layrac faulsi que la ville bailhat deux peres de bœufs avec les charretes pour apporter le linge qui estoit dans la présente ville, faulsi que Bertrand Castaing s'en allat a Pérès et Naultouet à Pesote et à Chimin pour recoubré bœufs et charretes pour appourter ledit linge jusques audit Leyrac et pour sa peyne luy feust payé deux soulds. II s.

Certiflie je Anthoine Dompt consul avoir frayé etourny la some contenue au présent rolle et pour les raison en icelluy contenus, en foy de vérité me suys, icy signé. A. DOMPT.

Monte tout ce dessus,

XII éc. I t. II s. V d.²

CONSULS, JURÉS, AFFAIRES DE LA VILLE

La ville de Laplume était administrée par quatre consuls assistés d'une quarantaine de jurés. Chaque année les consuls sortant de charge désignaient leurs successeurs et l'un d'eux prenait la charge de syndic ; c'était lui qui était chargé de la poursuite des affaires de la ville au dehors, procès ou autres. Les jurés se recrutaient eux-mêmes : lorsqu'il en manquait un certain nombre ils choisissaient sur la présentation des consuls les habitants qui leur paraissaient les plus dignes de faire partie de la jurade. Leur nombre étant assez considérable eu égard à celui de la population la composition de ce corps n'était pas aristocratique ; à côté des propriétaires fonciers et des hommes de loi, on y recevait des marchands et des gens de mé-

¹ Vin rouge, par opposition au vin blanc toujours un peu trouble. En Angleterre on l'appelle toujours claret.

² Soit 37 livres, 2 sous, 5 deniers.

tier, mais les habitants de la campagne paraissent en avoir été exclus. Une observation cependant que l'on pourra faire semble contraire à cette constitution démocratique ; c'est que les charges consulaires paraissent avoir été imparties à un certain nombre de familles dont les noms reviennent continuellement dans la liste des consuls ; mais je crois que s'il en était ainsi c'était surtout à cause du petit nombre d'hommes capables d'exercer ces charges, car si elles étaient honorables elles étaient aussi bien lourdes et point lucratives, et je n'ai pas vu qu'il y eut des brigues pour se les disputer ; souvent au contraire les personnages désignés pour les remplir faisaient leur possible pour s'y soustraire. Cette différence avec ce qui se passait dans les grandes villes tient à ce que les consuls de La plume étaient des personnages de bien moindre importance que ceux d'Agen, par exemple, et que les avantages pécuniaires ou honorifiques de leurs charges n'en compensoient pas les désagréments. Il leur étoit à peu près impossible de résister efficacement aux interventions des officiers royaux ou des autres personnages influents qui voulaient empiéter sur leurs droits par la force ou par des procès, n'ayant pas les ressources en hommes, en argent ou en influences des consuls des grandes villes.

Les réunions de la jurade étaient plus ou moins fréquentes selon les besoins, presque quotidiennes pendant les troubles. Les affaires étaient exposées à l'assemblée par les consuls, et, après délibération, on statuait sur chacune d'elles. Il n'est presque jamais fait mention des opinions individuelles et les résolutions semblent prises à l'unanimité. Dans les occasions importantes, on convoquait outre les jurés un certain nombre de notables habitants pour avoir leur avis, et même, dans les grandes circonstances, on en référerait au peuple réuni dans l'église.

A côté des consuls siégeaient les magistrats dont la présence imposée par les édits récents était impatiemment supportée. C'étaient : le bailli de Bruillois, juge d'appel des 28 juridictions de la vicomté, représentant la justice : le procureur d'office du vicomte, dont les fonctions correspondaient à celles du ministère public de nos jours, et le lieutenant général du vicomte. C'étaient des officiers seigneuriaux, mais à qui était déléguée une partie de l'autorité royale ; ainsi en 1570, Géraud Captan, licencié ès lois, s'intitulait : lieutenant général pour le seigneur viscomte, pour le roy dans l'exercice de la justice. Leurs fonctions consistaient à sauvegarder les droits du seigneur et à empêcher les assemblées de s'écarter dans leurs délibé-

ractions des limites tracées par les édits royaux restrictifs des anciens privilèges. De là des conflits avec les consuls qui les regardaient comme des usurpateurs.

Les attributions de ces derniers étaient, nous l'avons déjà dit, à peu près universelles ; nous avons donc dû réunir sous différents titres ce qui a trait à chacune des grandes divisions de l'administration. Dans le chapitre qui va suivre nous avons réuni tout ce qui regarde l'organisation du consulat et de la jurade, les procès et autres affaires de la communauté et les négociations avec les villes voisines et les chefs des deux partis pour tâcher de vivre en paix avec tout le monde, chose fort difficile.

1576-77. — Record¹ des affaires communes de la République de la ville de Laplume, par moy notaire sousigné estant commencé l'année présente, jour et feste de la toussaincts l'an mil cinq cens septante six et finissans l'an mil cinq cens septante sept à semblable feste. Estans consuls sires Pierre Lagarde, Estienne Saugentis, marchand, M^e Estienne Damblat, Antoine Péllicier, praticien, C. Ouzanet, ainsi signé.

12 Novembre 1576. — Les an et jour susdits pardevant présents et assistans quy dessus, entendu la requeste et supplication de Bertrand Castaing mande, sergent et serviteur de la ville, par laquelle il remonstre qu'il vacque ordinairement au service et affaires de la ville et qu'il n'a aultre moien de vivre, soy entretenir et ses enfants et filhes, et que les gaitges que la ville lui donne sont petits, que sont dix livres pour année. . . . Par advis des nommés au précédent record ont esté d'advys de augmenter les gaiges audict serviteur de cinq livres tournoises à la charge qu'il ouvrira et fermera les portes de ladicte ville les soirs et matins tant qu'il n'y aura portier, et le tout lui sera payé par cartier. Ainsi arrêté, etc. . . .

13. — Ont remonstré aux jnrés sous nommés de la présente ville que Monsieur Fraixinet de Lectore, s'en allait en cour du roy pour certaines affaires. qu'il avait esté tenu propos et advis de

¹ Vieux mot français dérivé du latin *recordare* se souvenir. Est passé dans la langue Anglaise avec la signification d'acte authentique et par extension archives.

obtenir du roy lettre de provision de imposer certaines sommes d'argent pour les affaires, négoces, réparations et meilheurations des habitans et tailhables de la présente ville, aultres que les deniers imposés par le sieur ordinaire. Et pour obtenir telles provisions le dict Fraixinet iroit et prendroit charge pour obtenir. Et ung de ces jours voloit partir dudict Lectore pour aller à la cour et ja quelcun luy en avoit parlé, il avoit déclaré qu'il feroit le voyage pour la présente ville et qu'il demandoit cependant une certaine somme devant main. Et pour obtenir telle permission failloit que la ville s'employast à frayer et luy avançat une somme telle que l'on adviseroit. Entendu ce dessus par les jurés présens et assistans : N. N. lesquels jurés après avoir entendu le dire et remonstrance des dits consuls qui leur semble estre bon et raisonnable. Et si se peut obtenir la dicte permission sera le bien de la cause publique, attendu les grandes affaires et charges qui viennent d'un jour en aultres : sont d'advys que ung des consuls ou jurés de la présente ville s'en ailhe audict Lectore parler audict Fraixinet et luy donner quelque somme d'argent. Et s'il obtient permission il sera payé de ses poynes et vacations, aussi remboursé de ce qu'il frayera raisonnablement. Et que cependant il luy sera avancé dix escuts sol. Que la ville en emprumpte de quelque homme qui après sera satisfait.

27 Décembre. — Par les consuls a esté démontré et donné à entendre comant le roy de Navarre estant dans la ville d'Agen, avec son traiu et aultre nombre d'hommes à gros frais et despanse, des chevaux et mulets dudict sieur on a envoyé dans la présente ville dix sept mulets et hommes pour les conduire et nourrir, lesquels hommes et mulets les dicts consuls avoient logés hors de la présente ville en certaines maisons de la juridiction, lesquels hommes foisoient grand domaige et ruine aux biens des dicts hostes et les maltraitent, mêmes les serviteurs, donnent à tous mal et injures. Et pour esvyter aultres dangers et inconvenians seroit bon les loger dans la présente ville avec les dits mulets¹ et pour la nourriture des dicts mulets adviseront les dicts consuls, Ce dessus entendu les dicts jurés ont esté d'avis loger lesdicts hommes avec les mulets dudit seigneur dans la présente ville et prandre quelque quantité d'avoyne de quelque personnage de la présente ville. Et comme sont advertis Pierre Bordier marchand de carton en a dans sa maison en la pré-

¹ Parceque dans l'intérieur de la ville les habitants seraient en force pour es maintenir dans le devoir.

sente ville quelque nombre de sacs, que lesdicts consuls la prandront toute jusqu'à un jour et après lui sera payé. Et sy n'est besoing tout, après, le résidu la vendront et l'argent qui en proviendra dudict résidu sera partye de payement et ce qui faudra à payer la ville le payera. Et cependant les consuls feront diligence bailher règlement au roy de Navarre pour ordonner sur la despance de ladicte avoyne¹.

8 Janvier 1577. — Délibéré d'envoyer à Agen le bailli avec deux consuls ou jurés pour présenter la ville en obéissance au roi de Navarre et lui demander advis, instruction et mandement de bien régir et gouverner la ville au service et obéyssance dudit sieur.

5 Octobre. — Dunoyer, procureur d'office du roy de Navarre, a dit et remonstré qu'on lui avoit pris deux barriques de vin pour apporter au camp du sieur admirailh², au lieu de Ligardes et Francescas. Comme raison d'icelles en a besoing pour la nourriture de ses femmes et enfans, et luy comment achepter bled pour sa mesnagerie³ qu'il voloit achepter avec le vin qu'il eust vendu. Les consuls lui répondent qu'ils adviseront comment soy faudroit gouverner et selon qu'ils trouveroient par advis et conseils de gens saiges.

20 Juin 1581. — La ville de Laplume a une contestation avec celle de Moncaup, au sujet de l'attribution d'une pièce de terre appelée à las Loubatères ; on se transportera sur les lieux pour s'accorder s'il est possible, sur le témoignage des voisins. Le même jour les gens de Moncaup répondent qu'ils ne peuvent consentir à planter des bornes parce que c'est l'intérêt du seigneur qui est mineur⁴ et que les tuteurs n'ont pas encore pris charge. La dessus on décide de poursuivre en justice.

5 Novembre. — Dominique Germain⁵, procureur à Lectoure, avertit les consuls que ceux de Moncaup sont allés solliciter le pro-

¹ C'est-à-dire, pour que le roi de Navarre ordonnance cette dépense pour faire rembourser les consuls.

² L'amiral de Villars, Honorat de Savoie, lieutenant du roi de Navarre au gouvernement de Guyenne.

³ Pour ménage. Le mot est indiqué dans Littré, avec la signification d'administration intérieure. xiv^e siècle.

⁴ C'était Joseph de Laurière, fils de Blaise, tué à une escarmouche devant Marmande, le 4 juillet 1580, et de Marie de Fabas.

⁵ Ce Dominique Germain était un ancien consul de Laplume.

cès à Toulouse. On décide de prendre les devants et Bernard Caplan, syndic de cette année, est chargé de poursuivre l'affaire et d'aller à Toulouse ou d'y envoyer quelqu'un.

13. — Dominique Germain a envoyé l'arrêt contre ceux de Moncaup, avec un exécutoire de frais contre eux, de soixante dix livres deux sous, et réclame ses honoraires montant à onze écus sol, plus deux livres pour un porteur qui avait porté le procès de Toulouse. Aussitôt on envoie le syndic avec un juré et un sergent royal et des records pour signifier l'arrêt à ceux de Moncaup.

2 Janvier 1582. — Comme il y a toujours des contestations au sujet des gages du mande à qui on donne chaque année une paire de souliers outre ses gages, il aura par an dix-sept livres, soit quatre livres cinq sous par quartier et plus de souliers. Il y aura son acouplement de mande qu'il mettra les jours de marchés, et à la suite des consuls.

7 Bernard Touton, juge de Moncaup, est venu proposer aux consuls un accommodement au sujet du procès, il offre de payer la taille de la pièce en contestation. Accepté.

4. — Les consuls de l'année passée rendent à ceux de l'année présente trente livres de poudre, le présent livre de records et le livre de comptes de chaque année, et deux petites clés de l'archibaux¹ de la maison de ville. Rendre à Dominique Germain dix livres qu'il a payées par avis de la jurade en 1576, étant consul, pour la garnison mise à la salle d'Aguzan², lors des troubles, sans renoncer à recouvrer cette somme sur M^e François Arnoux, alors propriétaire.

11. — On fait réparer l'horloge³ qui s'est débauché et ne sonne pas les heures. La poudre qu'ont rendu les consuls ne vaut plus rien,

¹ Les archives.

² La salle d'Aguzan, était une maison forte dont il reste quelques pans de mur et une meurtrière, pris dans les murs d'une maison moderne, à 500 mètres de Laplume, sur la route d'Agen.

³ A cette époque où une pendule était un objet de grand luxe, l'horloge municipal devait être le seul régulateur du temps qu'il y eut en ville, aussi c'est un des objets qui reviennent le plus souvent dans les délibérations des jurés. Comme instrument de précision cela se rapprochait beaucoup plus du tourne-broche que des horloges modernes. En 1787 on donnait 15 livres par an au serrurier qui allait au clocher le remonter « deux fois par jour. »

le maître poudrier promet de la rendre bonne moyennant trois sous par livre. Le tout aux dépens de la ville.

13 Mai. — Les habitants de Montagnac, réclament aux consuls l'argent qu'ils ont pris pour payer les tailles d'Agenais, or ils veulent être distraits de l'Agenais et remis en Condomois, d'où un procès à Bordeaux. Frais treize écus¹.

22 Août. — Le procureur cite les consuls devant le bailli et les somme de se désister de la poursuite d'une affaire de voirie (dégradation d'un chemin par un habitant) et de remettre le procès-verbal entre les mains du bailli pour en connaître. Le bailli condamne les consuls et leur défend de poursuivre à peine de cent écus d'amende,

30 Septembre. — Assemblée pour voter l'impôt. Le procureur et le bailli n'ont pas voulu venir disant qu'ils n'avaient pas le temps et que d'autres fois ils avaient bien attendu les consuls à l'assemblée. Les consuls leur ont remontré que l'on ne pouvait pas attendre sans s'exposer à des frais faute de paiement et que l'on sera obligé de procéder sans eux. Les jurés ont été de cet avis, attendu qu'anciennement on ne convoquait jamais les magistrats aux assemblées, qu'on n'en use ainsi que depuis quinze ou dix-huit ans², qu'on pourra faire de même et ne les plus convoquer à aucune assemblée.

24 Octobre. — Le procureur requiert devant le bailli contre les consuls qui contreviennent à l'édit du roi Charles, en faisant des assemblées sans y appeler les magistrats. Le consul Damblat répond qu'ils avaient fait des assemblées pour des choses où les magistrats n'avaient rien à voir et qu'au surplus le bailli n'était pas compétent en l'espèce, se trouvant juge et partie. La dessus le bailli défend aux consuls de faire des assemblées, à peine de cinq cents écus d'amende. Les jurés sont d'avis qu'on prenne copie de l'acte afin d'en relever appel après en avoir consulté si besoin est, le tout aux dépens de la ville.

28. — Les consuls ont porté le jugement du bailli au conseil

¹ Cette prétention des gens de Montagnac, n'était pas nouvelle. Un procès verbal de visite faite en 1553, par un Président et un Conseiller du Parlement de Bordeaux, à l'effet de fixer les limites des communautés de l'Agenais et du Condomois, attribue Montagnac au Bruillois, mais il ajoute que les habitants de cette dernière place refusaient d'obéir aux autorités de Laplume, d'assister aux assemblées des états qui s'y tenaient et de ressortir à sa juridiction. (Archives de Condom, FF. 35).

² Edit de Moulins, 1566.

d'Agen¹, on leur répond qu'ils n'ont pas à en tenir compte parce que le juge de Laplume n'est pas juge royal, mais comtal et que dès lors il n'a aucun droit sur les consuls du fait de la police. Les jurés sont d'avis avant de passer outre de faire mettre ledit conseil par écrit et signé par trois hommes doctes, pour s'en servir comme il sera utile si on veut relever appel.

16 Novembre. — Les consuls élus à la Toussaint exerceront leurs charges jusques au 1^{er} janvier 1584, à cause de l'édit du roi portant que toutes les élections consulaires du royaume se feront à l'avenir au premier janvier.

25 Décembre. — Délibération faite le jour de Noël 1582 suyvnt l'édit du roy² et réformation du calendrier ecclésiastique nouveau, fait par nostre saint père le pape Grégoire XIII. Les consuls élus à la Toussaint veulent se retirer et désigner leurs successeurs au premier janvier, mais les jurés ne l'entendent pas ainsi, vu qu'il n'y a que deux mois qu'ils sont en charge et n'ont rien administré. Les consuls de l'année précédente qui les ont nommés déclarent que c'est à eux de refaire l'élection et qu'ils les renommeront. Ce que voyant, ils se résignent et apportent leurs livrées consulaires comme de coutume, et en costume et chaperons vont à la messe solempnelle.

Mais il est d'usage qu'à l'église le bailli ait la préséance sur les consuls, et le dit bailli est absent. Laissera-t-on prendre sa place par son lieutenant? Les consuls de l'année passée ont pris conseil sur le fait et on leur a répondu que, le bailli présent ou absent, son lieutenant n'avait pas de rang ; ainsi s'il se présente au siège des consuls on ne l'y recevra pas, et si on l'y trouve arrivé le premier, pour ne faire scandale les consuls iront à l'autre siège qui est dans le chœur. Et s'il le faut on plaidera comme pour l'assistance aux assemblée, devant toutes les cours du royaume de France « et autres qu'il appartiendra ». Le tout aux dépends de la ville et après avoir pris conseil par écrit et signé de gens sages et doctes.

¹ Cela veut dire qu'on est allé consulter un ou plusieurs hommes de loi, mais nullement un corps constitué quelconque.

² Déjà en décembre 1563, le roi Charles IX, avait décidé que l'année civile ou judiciaire commencerait comme l'année ecclésiastique au 4^{or} janvier, ce n'est qu'en 1582 qu'eut lieu la réforme grégorienne du calendrier, elle fut adoptée en France la même année, et pour faire concorder cette réforme avec l'édit de 1563, ont dut dès lors faire les élections consulaires au 1^{er} janvier.

4 Janvier 1583. — Assemblée pour voter les impositions. A cette occasion on rappelle que l'édit du roi concernant la nomination des consuls et l'assistance des magistrats aux assemblées vient d'être proclamé de nouveau ¹. On appellera les magistrats aux assemblées où il sera question des deniers royaux mais non aux autres, parce qu'ils tendent à se substituer aux consuls en toute chose, et que le roi n'a pas voulu attenter aux privilèges de la ville. Aussi on ira consulter à Lectoure.

6 Mars. — Dernièrement le bailli est entré à la maison commune où se tenaient les états de Bruilhois et sur la réquisition du procureur a fait défense de tenir l'assemblée sans les magistrats sous peine de mille écus d'amende. Les consuls lui ont répondu que la lettre de convocation étant adressée aux consuls et ne faisant pas mention des magistrats on continuerait sans eux. Là dessus le bailli les a condamnés chacun en son propre et privé nom à cent écus d'amende, de quoi ils ont fait appel comme il était juge et partie. Les jurés ont décidé de procéder comme avant à tous les actes d'administration et en attendant faire appel jusqu'à ce qu'on ait obtenu un arrêt.

2 Mai. — Les consuls ont eu gain de cause à Lectoure contre le lieutenant Captan ; celui-ci fait appel à Toulouse, on poursuivra donc. Le syndic Pélicier demande à être payé des voyages à Lectoure et autres qu'il a fait pour le procès et offre quand il aura été payé de continuer à se charger de l'affaire. On lui alloue quarante-cinq sous par jour et il continuera.

8. — Les états tenus à Auch ont donné un arrêt contre ceux de Montagnac ², on communiquera ledit arrêt aux consulats de Bruilhois, mais les consuls de Laplume sont déjà d'avis de poursuivre.

2 Juillet. — François Dabas est chargé de la poursuite du procès contre Captan à Toulouse. On lui alloue quinze sous par jour pour ses voyages.

25. — Une requête a été faite par avis du conseil, demandant les consuls au roi de Navarre l'exercice de la justice criminelle qu'ils avaient exercé de tout temps d'ancienneté. On ira trouver le séné-

¹ Ce qui prouverait qu'on ne faisait pas moins de difficultés ailleurs qu'à Laplume pour l'exécuter.

² Les états d'Armagnac se tenaient à Auch, et nous savons que le Bruilhois devait y envoyer des députés à cause des impositions extraordinaires ; ces états repoussaient donc la prétention de Montagnac d'être compris dans l'Armagnac pour l'ordinaire.

chal d'Agenais, M^r de Saint-Orens et M^r de Roques pour le faire appeler auprès du roi de Navarre.

7 Août. — Si quelque juré, comme cela est arrivé, divulgue le secret des délibérations on le jettera hors de la maison commune sans plus l'y appeler.

16 Octobre. — Sur la prière de M^r de Saint-Orens on fera porter à Larroque des meules de moulin qui sont à Lécussan afin de lui donner courage de s'employer pour la ville à l'occasion.

13 Décembre. — Les consuls ont perdu leur procès à Lectoure contre le lieutenant Captan¹, on fera appel à Toulouse sans perdre de temps.

15. — Captan a fait venir un commissaire pour le mettre en possession du siège de l'église et autres lieux. On fera opposition.

1584. — 20 Janvier. — On a perdu les lettres patentes établissant le marché du Vendredi, on les cherchera dans les papiers de la ville et les maisons des jurés et si on ne les trouve on en obtiendra d'autres aux dépens de la ville.

18 Mars. — On reçoit assignation de Captan à huitaine ; on envoie le syndic et un consul aux frais de la ville et on décide d'emprunter de l'argent ou du blé là où il s'en trouvera.

20 Mai. — Le procureur de Captan pousse son procès, on ira lui demander s'il veut faire un accommodement, sinon on continuera.

3 Juillet. — Le bailli Jehan de la Roche ayant fait mettre trois charretées de foin dans la maison des prisons, près le château du roi de Navarre où il habite comme bailli, les consuls se sont opposés à l'entrée en ville d'une dernière charrette de foin à cause de la coutume ancienne, savoir : « qu'il n'est permis mettre dans la ville foyns et pailles au plus haut d'une charge de foin la semaine et un faix de paille ou restoublé², pour éviter le danger du feu que s'en pourrait prendre aux maisons joignantes et circonvoisines, et pour la petitesse de la ville. » D'où un procès et assignation des consuls devant le sénéchal d'Armagnac. Les jurés décident que devant des témoins assistés d'un notaire on sommerá le bailli de retirer le foin, le rendant responsable en cas d'incendie à cause des prisonniers et

¹ Ce record semble contradictoire avec celui du 2 mai, il ne s'agissait sans doute dans le premier que d'un accident de procédure, car les consuls se mettaient en mesure de poursuivre.

² Chaume.

autres malveillants, le prenant comme habitant de la ville en son propre et privé nom.

6. — Les consuls ont perdu leur procès contre le bailli à Lectoure ; il y envoient le consul Gillis Captan pour dresser par conseil cédulle appellatoire en rétractement d'apoinctement, et s'il n'y a moyen, faire joindre l'affaire avec celle du lieutenant Captan pour les vider toutes deux en même temps. L'arrêt de Lectoure, au dire de l'avocat adverse, nie aux consuls la justice criminelle et la connaissance des faits de police.

14. — Les consuls ont demandé à rendre leurs comptes pour les deux quartiers écoulés, les jurés présents, au nombre de sept, ont dit n'être pas en nombre, y ayant une quarantaine de jurés dans la présente ville. On décide de faire appel à Toulouse contre le bailli.

9 Décembre. — Le bailli demandait à faire accord avec la ville, on prendra conseil à Agen pour dresser des mémoires et passer contrat pourvu que ce ne soit au détriment de la ville. Le 23, la consultation est arrivée d'Agen, on la soumet au bailli pour qu'il décide.

E. D'ANTIN.

(A suivre.)

MÉMOIRE ET PIÈCES DIVERSES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DES VOLONTAIRES DU LOT-ET-GARONNE

ENGAGÉS DE L'AN II

(SUITE)

Le général Marmont, voulant reconnaître par lui-même la position de l'ennemi, partit de Gratz le 9 Frimaire, à onze heures du soir, avec une partie de ses troupes, et se porta jusqu'à Vildou (?) (village à cinq lieues de Gratz) sur la route de Marbourg. De là, il envoya le 6^e de hussards et le 1^{er} bataillon de notre régiment en reconnaissance. Ceux-ci poussèrent jusqu'à trois lieues plus avant, et aperçurent des troupes ennemies faisant partie de l'armée du prince Charles. (C'est ce qu'on apprit par le rapport de quelques déserteurs). L'armée ennemie qui revenait d'Italie longeait, sans s'en écarter, les frontières de la Hongrie, ayant l'armée du maréchal Masséna en queue, et notre corps d'armée sur son flanc gauche.

Le 11, nous retournâmes à Gratz où nous séjournâmes jusqu'au 14. Le général en chef ayant été informé du mouvement que le prince Charles faisait pour se porter du côté de la capitale, partit ledit jour avec ses troupes, et arriva le 16 près de Neustadt, à quinze lieues de Vienne.

Nous étions sur le point de nous rencontrer avec l'ennemi, mais la nouvelle de l'armistice, qui venait d'être conclu avec l'empereur d'Autriche après sa défaite et celle des Russes à la bataille d'Austerlitz, arrêta notre marche.

Il y eut une trêve pendant laquelle on cantonna les troupes ; notre régiment retourna à Gratz avec le 18^e d'infanterie légère, mais nous n'y restâmes qu'environ quinze jours parce que l'armée du maréchal Masséna, ayant fait un mouvement en avant, nous obligea à lui céder du terrain. Nous revînmes où nous étions quelques jours

auparavant, près de Neustadt. Le 6 Nivôse, jour de notre départ de Gratz, on reçut au quartier général la nouvelle du traité de Presbourg. A peine arrivés à Gloggnitz, on nous fit rétrograder, et notre corps d'armée fut désigné pour occuper la Carniole, la Carinthie et Trieste, jusqu'à l'entière évacuation des Etats Vénitiens par les troupes Autrichiennes.

Notre régiment se dirigea sur Laybach, capitale de la Carniole, où il arriva le 11 janvier 1806. Les Autrichiens ayant évacué Venise, notre corps d'armée fut envoyé dans le Frioul vénitien ; nous partons à cet effet de Laybach le 19 février, et arrivons à notre destination le 28 du même mois. Notre régiment fut mis en garnison à Udine, capitale du Frioul, devenu plus tard chef-lieu du département de Passariano.

Pendant notre séjour dans cette ville, la majeure partie de nos généraux fut renouvelée : le général Grouchy, commandant notre division, obtint un congé. Il se rendit à la Grande Armée, y obtint de l'emploi, et s'y signala à la tête des dragons ; il fut remplacé dans notre division par le général Broussier.

Peu de temps après, le général Marmont, nommé au commandement de l'armée de Dalmatie, fut remplacé par le général Barragay d'Hilliers, colonel général des dragons. Le général Boudet, qui avait été aussi en Dalmatie, ensuite à la Grande Armée, fut remplacé dans la 1^{re} division de notre corps, par le général Séras.

Les régiments furent organisés, de manière que le dernier bataillon de chacun d'eux fut considéré comme bataillon de dépôt ou de paix, et tous les autres complétés par celui-là furent dénommés bataillons de guerre. Les bataillons de dépôt furent envoyés sur les derrières.

Après être resté en garnison 18 mois à Udine, notre régiment en sortit pour aller cantonner dans les villages voisins, ce qui devait soulager les soldats astreints jusqu'alors à un service pénible. Le premier bataillon fut établi à Tolmesa (?), le deuxième à Artegna (?) et l'état major du régiment à Teriento (?). C'est de ce cantonnement que partit notre colonel avec ceux du 9^e et du 92^e, pour se rendre à Paris où ils avaient été appelés, pour cause de dilapidation ; ils avaient été accusés par le général inspecteur Félix qui avait été envoyé pour passer la revue des différents corps de l'armée. Ils s'en tirèrent cependant, mais ne commandèrent plus leurs régiments ; ils furent envoyés en Espagne où on leur donna d'autres emplois.

Après deux mois passés dans nos cantonnements, nous fûmes en-

voyés à Cividale où s'établit l'état-major du régiment avec les grenadiers et voltigeurs. Les autres compagnies des deux bataillons furent cantonnées dans les villages dépendant de cette sous-préfecture.

L'Empereur, dans son voyage d'Italie, vint visiter le Frioul ; il passa notre corps d'armée en revue le 11 décembre 1807, dans la plaine d'Udine, fit beaucoup de promotions et nomma généralement à toutes les places vacantes. Nous reçûmes le major Vautré en remplacement du major Alinot, passé colonel dans un régiment de Dalmatie. M. Gambin, major du 53^e régiment passa colonel chez nous. Dans le mois de juin 1808, on effectua une nouvelle organisation : les régiments furent composés de cinq bataillons dont quatre de guerre et un de dépôt ; chaque bataillon de guerre fut composé de 6 compagnies dont une de grenadiers, une de voltigeurs et 4 de fusiliers ; celui de dépôt de 4 de fusiliers.

Le général en chef ayant reçu ordre de l'Empereur de faire camper la troupe, on s'occupa de la formation de deux camps, un par division et on commença à y travailler dans le mois d'août. Celui de la première division, établi à Saint-Gothard, en porta le nom ; il était à deux milles d'Udine. Celui de la deuxième division qui en était à quinze milles, situé entre Osoppo et Saint-Daniel, porta le nom de camp de Majano. On n'eut de fonds que pour la construction des baraques nécessaires à la moitié de la troupe ; l'autre moitié fut cantonnée aux environs. Le campement commença le 15 septembre 1808 par les deux premiers bataillons de chaque régiment. Quelques jours après notre corps d'armée perdit sa dénomination de 2^e corps de la Grande Armée ; les deux divisions dont il était composé, ainsi que les deux régiments de cavalerie, l'artillerie, etc, firent partie de l'armée d'Italie aux ordres du vice-roi, et le général Barragay d'Hilliers fut nommé gouverneur de Venise.

Le 28, nous passâmes la revue du prince Eugène et le lendemain il y eut grande manœuvre et exercice à feu.

Le 15 octobre, les deux derniers bataillons relevèrent au camp les deux premiers, et changèrent réciproquement de place.

Le 1^{er} décembre les deux camps furent levés et la troupe prit ses quartiers d'hiver ; la première division resta dans le Frioul et la deuxième fut envoyée, le 9^e régiment à Vicence, le 84^e à Bassano, et le 92^e à Trévise.

C'est ainsi que notre corps d'armée, en raison des postes qui lui avaient été successivement assignés, était resté trois ans dans l'inac-

tion, tandis que les autres corps de la Grande Armée, avaient vaincu les Autrichiens et les Russes réunis, puis les Prussiens dont ils conquièrent tout le pays, et ensuite les Russes réunis aux débris de l'armée Prussienne en Pologne; dans ce moment ils font la conquête de l'Espagne où ils combattent les insurgés et les Anglais.

Telle est cependant la destinée des troupes, de se trouver plus ou moins exposées, et de souffrir plus les unes que les autres, selon le poste qu'elles occupent, et le hasard : ainsi notre corps d'armée, en marchant sur Ulm, fut destiné à occuper la rive droite du Danube ; à combattre les ennemis qui se seraient trouvés sur cette rive ; à emporter de vive force la tête du pont qu'on supposait occupé, vis-à-vis la ville, à leur faire passer le fleuve, et à les empêcher de repasser si toutefois ils l'eussent tenté, pour faire leur retraite sur le Tyrol. S'il nous avait fallu réaliser tout cela, il est certain que notre corps d'armée aurait eu beaucoup à souffrir ; le hasard qui commença à nous favoriser dès ce moment, en décida autrement. L'ennemi se retira sur la rive gauche avant d'y être contraint par la force ; il abandonna sa tête de pont parce que cet ouvrage n'était qu'imparfait, et le général Mack qui commandait en chef, ne voulut point essayer de nous passer sur le corps, parce qu'il attendait, se croyant assuré de recevoir un renfort de troupes russes. Il y comptait tellement, qu'il se rendit à la seule condition qu'il ne recevrait point ces renforts dans l'espace de cinq jours. L'Empereur n'eut point de peine à lui accorder cette clause pour épargner le sang. Il savait d'ailleurs qu'en raison de la position de notre armée il était impossible aux Russes de pénétrer jusqu'à nous. Si bien donc que de notre côté il ne se tira pas un coup de fusil, tandis que sur la rive gauche on se battit de part et d'autre avec le plus grand acharnement, pour enlever les positions à l'ennemi et le faire rentrer en ville où il capitula.

Ensuite lorsque nous nous portâmes en avant, au lieu de prendre la route de Vienne comme les autres corps, on nous fit prendre celle de la Styrie pour aller à la rencontre de l'armée du prince Charles qui revenait d'Italie ; nous allâmes l'attendre à Léoben, ensuite à Gratz. Il est certain que si ce prince eût voulu se diriger de notre côté, il nous eut accablé par le nombre ; mais non, les choses se passèrent différemment. Nous étions cependant au point d'en venir aux prises, au débouché des montagnes près Neustadt, lorsque la nouvelle de l'armistice vint fort à propos y mettre obstacle. Nous en fûmes quittes seulement pour quelques marches forcées, tandis

que les autres avaient pris Vienne et donné la fameuse bataille d'Austerlitz qui amena la paix de Presbourg.

Après la conclusion de cette paix, les corps de la grande armée rétrogradèrent ; le nôtre fut envoyé dans le Frioul comme corps d'observation, pour se porter au besoin en Dalmatie, ainsi que sur les points où les Anglais auraient pu débarquer. [Nous devions ainsi faire face aux Autrichiens, au cas où ils [auraient voulu nous chercher querelle. Mais rien de tout cela n'est arrivé, sinon qu'il partit deux régiments pour aller en Dalmatie (le 18^m d'infanterie légère et le 11^m). Ils furent remplacés par le 53^m et le 9^m de ligne. A cela près, nous restâmes dans la plus grande tranquillité. Cet état d'inaction paraissait déplaire à beaucoup, car dans tous les corps il y a des courtisans, des flatteurs, etc., qui usant de toutes sortes de moyens pour s'attirer la bienveillance de leurs chefs, sont sûrs d'obtenir les places, et désirent par conséquent qu'il y en ait toujours de vacantes. Mais ceux qui réfléchissent un peu sur les privations et souffrances qu'ils ont éprouvées dans leurs différentes campagnes, sur les horreurs et les maux qui en résultent, ceux qui ne cherchent jamais par aucun moyen réprouvé par l'honneur et la délicatesse à se concilier les faveurs, ceux-là dis-je, ont une autre manière de voir ; accoutumés depuis longtemps à suivre leur destinée, ils se trouvent toujours bien partout quand ils savent qu'ils sont à leur poste.

Campagne de 1809. — Depuis longtemps on savait que l'Autriche travaillait à réparer les pertes qu'elle avait éprouvées.

Dans la dernière campagne elle organisait son armée, elle la recrutait même sous les feintes apparences de former une garde nationale ; mais on considérait tout cela avec indifférence car, on comptait trop sur son impuissance pour croire un instant qu'elle voudrait de nouveau tenter la fortune. Cependant le mystère de ses intentions se dévoilait peu à peu : les préparatifs de guerre, les mouvements des troupes, ne nous permirent plus d'ignorer que cette puissance ne fut réellement disposée à vouloir nous attaquer.

Depuis la paix de Presbourg les Autrichiens avaient fait tous leurs efforts, et épuisé toutes leurs ressources, pour armer et lever des armées nombreuses ; ils se croyaient en cela déjà victorieux. Pour réaliser leur dessein, ils crurent devoir saisir le moment où l'armée française se trouvant affaiblie par l'absence de la majeure partie de ses troupes, occupées alors en Espagne, ne leur laissait aucun doute

de vaincre. Ils ne réfléchissaient pas que leurs efforts pourraient être impuissants, comme ils l'avaient toujours été vis-à-vis de l'armée française. L'Autriche aurait dû, pour s'en convaincre, au lieu de suivre les conseils de l'orgueil blessé, se rappeler qu'en Italie et en Allemagne, elle avait été vaincue par les troupes dont son aveuglement ne lui avait pas permis de discerner la valeur et le courage.

Enfin le rassemblement des troupes que cette puissance faisait vers la frontière, nous imposa une concentration. Notre division reçut l'ordre de se rapprocher du Frioul ; le mouvement commença dans les premiers jours de mars. Le régiment partit de Bassano, les deux premiers bataillons le 8 pour aller à Bellune, et les deux derniers le 9 pour se rendre à Feltre. Nous restâmes huit jours dans ces cantonnements ; après quoi nous fûmes dirigés sur le camp de Majano pour être à proximité de la frontière. Nos troupes bivouaquèrent dans les environs du camp.

Commencement des hostilités. — On était toujours dans l'incertitude si la guerre éclaterait, lorsque, le 10 avril, les Autrichiens assaillirent sans aucune déclaration préalable les avant-postes du 9^{me} régiment dans la gorge de Ponteba (?) et forcèrent ce régiment à se replier sur Venzona. La même attaque se fit au pont de Gorizia, à Cividale, et généralement sur toute la ligne. Les ordres furent expédiés le même jour pour nous réunir, et nous porter sur Osoppo et Hospitalito, mais un temps affreux, et la dispersion des cantonnements, firent que les ordres ne parvinrent que très tard aux compagnies. Cependant le régiment fut réuni le 11 à Hospitalito, vers les sept heures du matin ; nous nous reposâmes une heure, ensuite nous nous portâmes en avant du village pour y prendre position.

L'ennemi qui avait déjà attaqué un bataillon du 9^e régiment qui se trouvait en avant de Vendome et qui l'avait fait replier, ne tarda pas à être vu. Alors l'action devint plus sérieuse : nous soutinmes conjointement avec le 9^{me} tout le feu et les efforts d'un adversaire plus fort en nombre ; nous combattîmes jusqu'à la nuit sans perdre du terrain, mais du côté de Cividale et de Gorizia il n'en fut pas de même : l'ennemi s'avança jusqu'au près d'Udine, et nous eût infailliblement coupé, si nous eussions gardé notre position. Notre armée n'étant point encore réunie, il eût été imprudent de vouloir lutter contre des forces si supérieures, dans un pays plan qui donnait toute facilité à une nombreuse cavalerie de manœuvrer avec avantage. Nous nous retirâmes donc parce que la retraite était d'une

urgente nécessité, et ayant laissé 4 compagnies au fort d'Osoppo, nous nous portâmes sur Saint-Daniel où nous arrivâmes dans la matinée du 12 et où l'on fit reposer la troupe pendant quelques heures; ensuite nous continuâmes notre route jusqu'au delà de Tagliamento. La 1^{re} et la 3^e division qui étaient à notre droite, firent également leur retraite jusque sur l'autre rive du même fleuve.

Le 13, nous partions vers le soir pour continuer notre marche rétrograde. Notre division se porta sur Polcenigo près Sacile, où elle arriva le 14.

Le 15, nous nous rapprochâmes des autres divisions; on établit la ligne, et nous couchâmes au bivouac.

Le 16, l'ennemi attaqua notre droite; nous avions reçu deux petites divisions de renfort et l'on fit mine de vouloir leur résister. Notre division était embusquée dans deux villages situés en ligne, et occupait la gauche de l'armée. Cependant le centre et la droite de l'armée faisant bonne contenance à l'ennemi, et l'ayant même fait replier un peu, ont eut quelque lueur d'espoir. Vers midi notre division quitta la position qu'elle occupait, et se porta vers le centre qui était près de Fontana Fredda, où l'on se battait depuis le matin; bientôt le 9^e et 92^e régiment, prirent part à l'action, et la cavalerie ennemie ne tarda pas à se montrer devant notre régiment; nous formâmes le carré, et la canonnade s'engagea de part et d'autre. L'ennemi, profitant de la faute que nous venions de faire en dégarnissant notre gauche, y fit filer des troupes; il repoussa ensuite notre aile droite, alors notre régiment fit un petit mouvement pour se déployer derrière un ravin où coulait un petit ruisseau. Nous résistâmes jusque vers le soir, ainsi que le restant de notre division, tandis que tous les autres corps se débattaient et se retiraient précipitamment. Nous fîmes notre retraite en échiquier, et dans le plus grand ordre jusqu'auprès de Sacile, qui était le point principal de notre retraite; mais l'ennemi, qui nous avait dépassé sur notre gauche depuis longtemps, parvint à s'emparer de cette petite ville; et la colonne fut coupée vers le centre de notre régiment. Les deux derniers bataillons longèrent la rivière qui passe à Sacile, jusqu'au premier pont à environ une lieue et demie, et se joignirent le lendemain à une partie de l'armée qui était passée du même côté. Nous perdîmes dans cette journée, quelques pièces de canon qu'on fût obligé d'abandonner, tant les chemins étaient mauvais. Les ennemis nous firent aussi quelques prisonniers, mais leur perte en tués et blessés fut plus considérable que la nôtre, parce que leur cavalerie essaya plusieurs charges,

sur différents carrés de notre infanterie, dont elle ne retira d'autre avantage, que celui d'essuyer un feu terrible de mousqueterie. Il faut dire aussi que sans la nuit, qui survint fort à propos, pour dérober à l'ennemi le désordre et la déroute, dans lesquelles les trois quarts de l'armée étaient, cette défaite nous aurait été sans contredit bien plus préjudiciable.

Le 17, les divisions commencèrent à s'assembler, à se rallier ; la nôtre se réunit au pont de la Piave, elle en partit le même jour pour aller à Trévise où elle passa la nuit.

Le 18, nous continuâmes notre marche rétrograde tandis que quelques troupes de cavalerie étaient restées au pont de la Piave, pour soutenir la retraite ; nous allâmes jusqu'au-delà de l'Adige en passant par Mestre, Padoue, Este, et Lagnago, petite ville fortifiée, où nous arrivâmes le 22. La division passa la nuit à Cerca (village) ; le lendemain 23, elle se rendit à Legnago où elle coucha ; le 24, nous avançons vers l'ennemi et le même jour nous arrivâmes à Este. Le 25, on emmena dans cette ville le comte Goërtz, chargé de lever les contributions pour l'armée autrichienne : il fut pris sur la place de Padoue par un piquet de dragons avant qu'il eut eu le temps de descendre de voiture ; on trouva parmi ses papiers des proclamations qui invitaient les Italiens à se réunir aux Autrichiens et à reconnaître le prince Jean pour roi.

L'ennemi ayant dirigé ses forces sur la route de Vérone, notre division reçut ordre de se porter en toute diligence à la position de Caldiero, où nous arrivâmes le lendemain de bonne heure, et où nous trouvâmes la majeure partie de notre armée.

Le 29, il se donna un combat pour reconnaître les forces de l'ennemi, et chacun garda sa position. Par suite de nos victoires à la Grande Armée, et de nos attaques répétées, l'ennemi fut obligé de se retirer ; il commença sa retraite le 1^{er} mai ; nous le suivîmes de près, nous trouvâmes son arrière-garde aux positions de Montebello qu'elle n'abandonna qu'après les avoir longtemps défendues ; le combat dura toute la journée. L'armée alla coucher, ce jour-là, aux portes de Vicence, et le lendemain elle se remit en route pour se rendre sur la Brenta. L'ennemi nous attendait derrière cette rivière dont il avait coupé le pont. Nous fûmes ainsi obligés de séjourner dans ce dernier poste ; on reconstruisait le pont et l'on préparait une attaque.

Le 4, on partit à cet effet, on passa la Brenta à la nage, mais l'ennemi était déjà parti, et le même jour nous dépassâmes Castelfranco. Le lendemain, nous continuâmes notre route et nous nous rendîmes

sur la Piave. L'ennemi ayant brûlé une partie du pont prit ses positions derrière cette rivière.

Le 8, on effectua le passage à gué au grand étonnement de l'ennemi qui croyait la chose impossible ; il fit tous ses efforts pour nous faire échouer et nous culbuter dans la rivière ; mais sans pouvoir y réussir. L'avant-garde, composée de presque tous les voltigeurs de l'armée, d'une partie de l'artillerie et cavalerie, opposa la plus ferme résistance. Pendant que les différentes divisions effectuaient le passage, cette avant-garde, formée en carrés, restait toujours inébranlable malgré le feu de l'ennemi, lorsqu'enfin arrivèrent cinq régiments de dragons qui avaient passé la rivière sur notre droite ; d'une seule charge, ils enveloppèrent huit pièces de canon, et firent quelques prisonniers, parmi lesquels se trouvaient trois généraux. Cela fit cesser pour un instant le feu de l'ennemi, et l'obligea même à se replier un peu ; ensuite on fit avancer par colonnes tout ce qui était passé de troupes, et l'affaire se termina à notre grand avantage, car les ennemis furent complètement battus. Un de leurs meilleurs généraux fut tué. On s'empara de la grande route qui passe à Conegliano ; par ce moyen une de leurs colonnes restée au pont de la Piave, fut coupée et obligée de se retirer par les montagnes après avoir abandonné son artillerie. Nous prîmes aussi beaucoup de bagages, etc., et l'on peut dire avec vérité que dans cette journée nous eûmes plus que notre revanche de l'affaire du 16 avril.

Le 9, les gros de l'armée alla bivouaquer en avant, près de Conegliano, et l'avant-garde poursuivit l'ennemi sur la route de Sacile. Le 10 on partit vers le soir et l'on campa en avant de Valvaisone (?) où l'on arriva le 11 après avoir marché toute la nuit. Ce jour-là l'avant-garde avait chassé l'ennemi jusqu'au-delà d'Udine.

Le 12, l'armée fut divisée : une partie fut dirigée sur Pontéba, une autre par Caporetto et Pletz, pour se porter en Carinthie. Notre division passa par Gorizia, et d'autres troupes furent dirigées sur Trieste. Le même jour on arriva à Palmanova, qui se trouva débloqué dès le matin. Notre division bivouaqua deux jours sur les glacis de cette ville ; elle n'en partit que le 14 pour se présenter sur l'Isouzo, qu'elle passa, et alla coucher, après avoir repoussé l'ennemi, aux environs de Gorizia.

Notre régiment fut organisé avant son départ de Palmanova ; il comprenait trois bataillons de guerre, complétés par un quatrième, réduit au cadre et des malades, qu'on laissa dans cette dernière ville.

Le 15, notre division ayant passé l'Isouzo, se porta sur le fort de Prevalt qu'elle investit, de telle sorte que, quatre jours après, la garnison fut faite prisonnière de guerre.

On marcha ensuite sur Laybach ; le lendemain de l'arrivée de nos troupes le château capitula, et la garnison fut faite prisonnière de guerre.

Juin. — On passa la Save et on s'avança sur Gratz. Notre division resta pour faire le blocus du château. Le général Broussier fit faire plusieurs mouvements à sa division ; il levait le blocus et le reprenait quelques jours après. Enfin, le 25, la division se trouvant au pont de la Mur qui est au-dessus de Gratz, le général l'emmena à Wildon pour se joindre à l'armée de Dalmatie commandée par le général Marmont.

On se mit en mouvement vers le soir, et notre colonel reçut ordre de se porter avec les 1^{er} et 2^e bataillons de son régiment sur Gratz pour reprendre le blocus du fort ; on ignorait que le général ennemi Guilay, était arrivé à Gratz, avec un corps de troupes d'environ vingt-huit mille hommes qu'il posta aux environs de la ville. Ce nombre a été affirmé par les bourgeois, préposés pour la fourniture des vivres ; mais le rapport ne fut fait que de dix mille, tel qu'il est consigné sur le bulletin de l'armée.

Cependant nos deux bataillons s'avancèrent sur Gratz où ils arrivèrent avant le jour. Ils rencontrèrent une infinité de postes ennemis qu'ils culbutèrent ; ils parvinrent même à faire 500 prisonniers et à s'emparer de deux drapeaux. Ils prirent un des faubourgs de la ville, aux environs duquel les différentes compagnies prirent poste, repoussant toutes les attaques de l'ennemi ; ils conservèrent leurs positions jusque vers l'après-midi, et reçurent quelques troupes de renfort ; entre autres, le 3^{me} bataillon du régiment contribua le plus à aider les deux autres à se dégager des ennemis qui les entouraient, et à reprendre la position du pont, sans autre perte que quelques tués et blessés. Ce combat fut consigné dans le 24^{me} bulletin de l'armée, dont copie est ci-après.

EXTRAIT DU 24^e BULLETIN DE LA GRANDE-ARMÉE.

Vienne, le 3 juillet 1809.

« Le général Broussier avait laissé deux bataillons du 84^e régiment dans la ville de Gratz et s'était porté sur Wildon, pour se joindre à l'armée de Dalmatie.

Le 26 juin, le général Guilay, se présenta devant Gratz avec 10,000 hommes composés il est vrai de Croates et de régiments des frontières. Le 84^e régiment se cantonna dans un des faubourgs de la ville, repoussa toutes les attaques de l'ennemi, le culbuta partout, lui prit 500 hommes, deux drapeaux et se maintint dans ses positions pendant 14 heures, donnant le temps au général Broussier de le secourir.

Ce combat d'un contre dix a couvert de gloire le 84^e régiment et son colonel Gambin. Les drapeaux ont été présentés à Sa Majesté à la parade. Nous avons à regretter 20 tués et 72 blessés de ces braves gens.»

S'il y a de l'inexactitude dans le bulletin, elle n'est qu'au désavantage du 84^e régiment parce que au lieu que les deux bataillons fussent dans Gratz à l'approche de l'ennemi, celui-ci au contraire était arrivé avant eux, puisqu'il fallut se battre pour y entrer. Mais le général avait sans doute ses raisons pour avoir fait son rapport ainsi. Quant au nombre des ennemis, il aura sans doute été mal évalué, car on a su d'une manière très positive, que l'armée du général Guilay était composée de 28 à 30,000 hommes.

Le régiment s'était donc retiré vers le soir du 26 au pont de la Mur où il était précédemment. Mais à l'approche du reste de la division et de l'armée de Dalmatie, l'ennemi ne jugea pas à propos de rester dans Gratz et fit un mouvement rétrograde; alors on retourna en ville. Vers la fin du mois, notre division et l'armée de Dalmatie reçurent ordre d'aller joindre la Grande Armée, ce qui fut fait le 5 juillet à l'île de Lobau, sur le Danube.

Le 6, la fameuse affaire de Wagram eut lieu. Notre division qui se trouva, au centre, souffrit beaucoup; elle essuya pendant toute l'action un feu croisé de l'ennemi. Notre régiment eut dans cette affaire 1,000 hommes tués ou blessés, dont 11 officiers tués et 14 de blessés.

Le lendemain de l'affaire, l'empereur envoya complimenter notre colonne au sujet du combat de Gratz. Ayant apprécié de quelle façon le régiment avait soutenu sa réputation à Wagram, il le récompensa d'une manière exceptionnelle, en lui accordant 88 décorations de la légion d'honneur; de plus il donna ordre de faire graver sur notre aigle : UN CONTRE DIX. Peu de temps après, le colonel reçut un brevet de comte de l'Empire.

Malgré tout ces avantages et toutes ces récompenses accordés

par l'empereur au régiment, le colonel ne sut point ou ne voulut point profiter du moment pour faire donner, comme cela eut été facile, la croix d'officier de la Légion d'honneur, à ses chefs de bataillon.

Il aurait pu également faire passer chefs de bataillon quelques-uns de ses capitaines, et faire décorer tous les officiers. Mais il paraît qu'il fut insensible au bien qu'il pouvait faire, puisqu'il se contenta de ce qu'on voulut bien lui donner sans faire la plus petite demande.

Peu de jours après la victoire de Wagram, on conclut un armistice et les troupes furent en partie campées et cantonnées. Notre division, dirigée sur Gratz, y séjourna quelque temps. Cependant la paix se fit, et comme les insurgés du Tyrol n'étaient point entièrement soumis, notre division fut envoyée aux environs de Trente vers la fin de l'année. Elle rentra en Italie au commencement du mois de mars 1810.

Notre régiment fut réuni tout entier, et eut pour garnison la ville de Bergame.

Mort du général Gambin, le 24 mai 1835, à Toulon¹.

Vous me parlez du général Gambin votre ancien colonel ; j'ai assisté en personne à ses funérailles, et si je ne vous en ai pas parlé dans mes lettres, c'est oubli de ma part ; car quand je vis sur son cercueil : *ancien colonel du 84^e régiment*, je me rappelais que vous aviez servi dans ce régiment, et je me proposais de vous en parler. Son enterrement fut magnifique, et fut beaucoup plus beau qu'on ne le fait pour un maréchal de camp : le 67^{me} régiment y assistait en grande tenue et avec la musique.

Les généraux et amiraux y assistaient en personne, et, ce qui ne s'était jamais vu, quatre pièces de campagne, devant et derrière le convoi, annonçaient sa marche par un coup de canon toutes les minutes. Les drapeaux étaient crépés ; quatre officiers portaient un étendard, où était inscrit la devise que lui avait donnée Napoléon sur le champ de bataille : UN CONTRE DIX. Je me fis expliquer cette devise et vous devez connaître le fait d'arme qui lui valut la remarque du grand capitaine.

Enfin six sous-officiers portaient le corps du général revêtu des

¹ Cette note a été ajoutée à la relation du capitaine Allègre, par M. Hubert Serres, père de M. Léopold Serres, possesseur actuel du manuscrit. Elle est tirée d'une lettre qui lui fut adressée de Toulon.

insignes de son grade. Lorsque le corps passa la porte de France pour aller au cimetière, l'officier commandant le poste avait selon l'usage fait sortir la garde en armes ; mais tout le monde resta étonné lorsque cet officier fit présenter les armes et battre aux champs devant le cadavre du général, ce qui ne doit pas se faire. Le lendemain, les journaux apprirent que ce capitaine était un ancien officier du général Gambin et qu'il avait voulu en dernier faire saluer son général. A dix heures du soir on entendit une longue salve de coups de canons : c'était le dernier salut qu'on donnait au général déjà couvert de terre.

Nous avons publié jusques à la dernière ligne la relation du capitaine Allègre, bien qu'elle soit trop dépourvue d'épisodes relatifs aux volontaires du Lot-et-Garonne. On peut juger qu'elle fournit du moins l'itinéraire exact que parcoururent de l'an II à 1810 ces soldats incomparables. Plus de cinq fois décimés, ils finirent sans doute, par n'être plus qu'une poignée dans le régiment du UN CONTRE DIX. Mais combien les survivants eurent le droit d'être fiers en rentrant au pays natal ! Les correspondances de ces braves ne sont pas toutes détruites. Je souhaite qu'on en exhume de ces papiers des vieilles familles trop souvent laissés à l'abandon. Nous avons un canevas de l'histoire des volontaires agenais mais leur histoire reste à écrire. Les documents qui vont suivre ne sont eux-mêmes que des fragments d'un chapitre d'épopée.

G. T.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Notes sur quelques planches consacrées à des monuments agenais.

On se plaint avec raison — cependant où est le remède ? — de l'infinie dispersion des documents publiés dans les bulletins, revues, journaux, notices séparées. Les recherches bibliographiques sur un sujet même limité exigent de la mémoire, de la sagacité, de la patience à un degré que l'on peut mesurer seulement à l'épreuve ; encore l'érudit le mieux avisé n'est-il jamais sûr d'éviter les omissions.

Les portraits gravés, les planches de monuments sont peut-être plus difficiles à cataloguer, à réunir, à retrouver que les documents. Parfois rien ne les annonce dans le titre des ouvrages où ils paraissent ; c'est pourquoi il paraît utile de les signaler en leur temps.

I

Quelques plans d'églises agenaises figurent dans une série inaugurée par Ch. Rohault de Fleury, continuée par M. Georges Rohault de Fleury son fils. Sous le titre : *La Messe. Monuments des saints liturgiques*, on trouve des monographies ou des mentions de toutes les églises de la chrétienté placées sous le vocable des saints invoqués dans les prières de la messe. Ces vocables font simplement présumer l'antiquité de la fondation des églises. Il est inutile d'ajouter que les plus vieux sanctuaires ont subi de tels remaniements que l'état actuel ne peut rappeler que de fort loin l'état primitif. Malgré cette considération, l'auteur n'hésite pas à en donner des plans, des vues d'une exécution remarquable, en teinte bistre, groupés sur des planches de format in-4°. Ainsi ont paru successivement dans les chapitres concernant les saints liturgiques :

Eglise de Saint-Sixte, commune de Saint-Martin de Beauville. **x^e** siècle. Plan.

Eglise de Saint-Côme, commune d'Aiguillon. **xi^e** siècle. Plan. Deux vues extérieures, d'après des photographies exécutées par M. Ph. Lauzun. Détail de la corniche du chœur.

Eglise de Saint-Côme et Damien de Granges. **xii^e** siècle. Croquis du plan et vue extérieure.

Saint-Etienne, ancienne cathédrale d'Agen (**xi^e** et **xiii^e** siècles). Plan. Vue des ruines en 1835.

II

On ne connaît que deux portraits contemporains de Charles de France, duc de Berry, de Normandie et de Guyenne, frère de Louis XI. L'un d'eux se trouve à l'Hôtel-de-Ville d'Agen (Archives AA. 14). Il forme le sujet principal d'une miniature, qui vient d'être reproduite en héliogravure par M. H. Stein ¹. Nous citons la description que le savant historien de Charles de France a donnée de ce précieux monument iconographique :

« La ville d'Agen, voulant conserver ses privilèges demanda au nouveau duc de Guyenne de les lui confirmer. Il fut fait droit à cette requête, et Charles, en envoyant aux Agenais la charte qu'ils avaient sollicitée, et qui est une fort belle pièce historique ², chargea quelque artiste, probablement bordelais, de le représenter sur le parchemin même. L'artiste eut l'heureuse idée d'utiliser la première lettre de la chartre, l'initiale K du mot KAROLUS, pour offrir aux « manans et fideles habitans » de la ville d'Agen le spectacle du sénéchal Robert de Balsac, représentant de l'autorité ducale dans le pays, aux pieds du duc assis sur son trône et recevant de ses mains les *Registrata* scellés, qui ne sont autres que la charte de privilèges sollicitée ».

« Bien que le parchemin soit en cet endroit légèrement froissé, bien que le talent de l'artiste soit très loin d'égaliser le pinceau de

¹ *Recherches iconographiques sur Charles de France*. Paris, typ. de E. Plon, Nourrit et Cie, 1892, in-8°, 12 p.

² Elle sera publiée dans un travail complet que nous préparons sur Charles de France. — (Note de M. H. St.).

Jean Foucquet¹, nous n'avons pas moins là une scène gracieuse et que l'on peut supposer fidèle, d'un goût sobre et naturel, et une représentation curieuse d'un événement officiel. Cette miniature fort intéressante pour l'histoire du costume (aussi bien de celui du duc que de celui du sénéchal), nous donne le profil de Charles de Guyenne, assis sur son trône, imberbe, coiffé du chaperon et vêtu d'un grand manteau rouge, rehaussé au col d'or et de pierreries. Mais, physiquement, ce n'est plus notre jeune prince joufflu de tout à l'heure tel que nous le donne Jean Foucquet ; c'est maintenant un homme à l'aspect dur, qui ne paraît plus jeune (quoiqu'il n'ait que vingt-cinq ans, la charte étant donnée en 1471), et qui, en vieillissant vite, semble vouloir ressembler un peu à son frère le roi de France ».

« Pourquoi ses traits se sont-ils modifiés ainsi ? Faut-il en chercher la raison dans les troubles que dût subir, à la suite de tous les événements politiques dont il était le prétexte ou la cause inconsciente, cette intelligence peut développée et peut-être rongée par les remords ? »

« La physionomie de Charles de Guyenne, dans la miniature d'Agen, a cependant une apparence de vérité incontestable, et la ressemblance des traits avec ceux de son frère nous paraît en être une suffisante garantie ».

« Au-dessus du trône sur lequel le duc est assis, une banderole dorée porte en lettres capitales deux mots que nous croyons pouvoir lire : IOHA [N] GVILHET. Nous avons vainement cherché l'explication de ces deux noms à cette place, et, comme ce n'était point l'habitude, au quinzième siècle, chez les artistes, de signer leurs œuvres et de laisser leurs noms à la postérité, nous n'osons pas nous demander s'il ne faut pas reconnaître là l'auteur de la miniature, l'artiste bordelais auquel Charles de France aurait confié le soin de le représenter sur la charte de privilèges octroyée, en 1471, aux habitants de la ville d'Agen.

G. T.

¹ M. Stein a décrit d'abord le portrait de Charles de France, dû à ce grand artiste et qui se trouve dans un groupe des membres de l'Ordre de Saint-Michel. *Bibliot. Nation. ms. fr. 19,819.*

Vie de saint François d'Assise, par Paul Sabatier. — Paris, librairie Fischbacher, 1894, in-8°. — Prix : 7 fr. 50.

L'auteur de cet ouvrage ne croit pas que Jésus-Christ ait « voulu instituer une religion » mais seulement « inoculer au monde une *vie* nouvelle. » Il ne croit pas non plus au surnaturel, au miracle, dans un sens qui impliquerait « soit la suspension ou le renversement des « lois de la nature, soit l'intervention de la cause première dans « certains cas particuliers ¹. » Mais alors, direz-vous, pourquoi écrire la vie d'un saint, vie tout inspirée par le désir de suivre les conseils évangéliques ? Est-ce avec l'intention préconçue d'accuser un prétendu antagonisme entre les façons d'agir et d'enseigner de François d'Assise « qui visent l'homme » et d'autres pratiques qui ont des adeptes dans l'Eglise romaine et « qui visent la Divinité ². » Ce serait bien subtil ; cette théorie qui tendrait à faire du saint une sorte de révolutionnaire dans le monde catholique semble avoir été édifiée après coup. Ou je me trompe fort, ou M. Sabatier, abordant le sujet en curieux, s'est épris d'une figure étrange et l'a évoquée avec passion, sans arrière-pensée ; il a suivi les traces du saint comme l'eût fait un pèlerin pieux ; il n'a voulu négliger aucun des témoignages qui permettent de mettre toutes ses actions dans leur vrai jour ; sa critique des sources me paraît judicieuse et sa narration, d'une entière sincérité. Les comparaisons et les raisonnements touchant à la religion orthodoxe, épars dans le texte, dans les appendices, dans l'introduction, forment comme un second ouvrage juxtaposé à l'autre.

J'ai cru devoir souligner ces opinions personnelles et ces tendances de l'auteur, afin que les catholiques auxquels je pourrais inspirer de lire cette nouvelle étude sur le grand saint de l'Ombrie n'éprouvent aucune surprise. Ces réserves faites, je parlerai librement.

Il ne peut déplaire à un catholique de lire une vie de saint écrite

¹ Note, p. 338. Appendice, p. 401. Toutes les références se rapportent à la troisième édition.

² Introduction, p. xiv et suivantes,

par un indépendant et d'avoir cet aveu de sa bouche qu'on peut être un philosophe, un bienfaiteur de l'humanité, un démocrate comme il en faudrait beaucoup et tout cela quoique saint. Avec leur prédilection pour les thaumaturges, nos vieux hagiographes ne séduisent plus comme autrefois. La plupart d'entre eux — ils ont encore des disciples de nos jours — sont trop enclins à donner, en toute naïveté, les légendes pour de l'histoire. Quelle façon maladroite d'inspirer créance et d'édifier ! Plus le merveilleux éclate dans leurs écrits et leurs discours sur les saints, plus augmente l'incrédulité des lecteurs et des auditeurs. Faute de pouvoir contrôler tant de choses surnaturelles, ceux-ci sont disposés à rejeter le tout en bloc.

Combien ils sont touchés plus profondément par un simple récit comme celui de la vie de saint Vincent de Paul ! Le personnage, ses lettres, ses discours, ses œuvres, tout étant vrai, tangible est fait pour les émouvoir ; si peu qu'ils considèrent d'où vient la source de pareils dévouements ils seront raffermis dans la foi en même temps qu'édifiés par l'exemple.

Eh ! oui, les saints ont leur côté humain très intéressant, qu'il importe de mettre en grand relief. Les idées que je viens d'exprimer sont infiniment mieux traduites et amplifiées par M. Sabatier dans ce passage¹ :

« Les auteurs ecclésiastiques ont, semble-t-il, grand tort d'orner ainsi la vie de leurs héros et de n'y signaler que les traits édifiants. Ils donnent par là occasion, même aux plus dévots, de suspecter leur témoignage. Puis, à force d'environner les saints de lumière, ils en font des êtres plus qu'humains qui n'ont rien de commun avec nous ; ce sont des privilégiés marqués du sceau divin ; ce sont, comme le chantent les litanies, des vases d'élection où Dieu a versé les plus doux parfums ; leur sainteté s'est révélée presque malgré eux ; ils sont nés saints, comme d'autres naissent rois ou esclaves, leur vie se détache sur le fond d'or des triptyques et non sur le fond sombre de la réalité »

« A cela les saints gagnent peut-être un peu de respect auprès des gens superstitieux ; mais leur vie perd quelque chose de sa vertu et de sa force communicative. Oubliant qu'ils ont été des hommes comme nous, nous n'entendons plus dans notre for intérieur le « Va et fais de même. »

¹ P. xxvii.

« C'est donc faire œuvre pie que de rechercher l'histoire derrière la légende. Est-il présomptueux de demander aux lecteurs un effort pour comprendre le treizième siècle et aimer saint François ? ... L'amour est la véritable clef de l'histoire. »

Etant admis ce thème, aucun sujet ne pouvait mieux s'adapter au précepte que celui-ci. Saint François d'Assise est humain, profondément humain ; on a pu lui décerner justement en jargon moderne le titre de « patriarche de la démocratie religieuse. »

Riche, quelque peu débauché dans sa première jeunesse, rêvant la gloire, il est vite ramené aux sentiments religieux par de grandes déceptions mais surtout par des actes de charité dont quelques-uns héroïques. Il commence par donner largement aux pauvres, il finit par épouser lui-même la pauvreté. Voilà le conseil évangélique qui a frappé le plus fort ses oreilles, le premier article de la règle acceptée par ses disciples. Pour rester pauvre et pour qu'il restent pauvres comme lui, il luttera toujours contre tous, contre son père au début de sa vocation, contre de hauts personnages de l'église quand son ordre sera fondé et qu'il voudra le préserver des abus. Nul plus que lui n'a compris le

..... Quid non mortalia pectora cogis
Auri sacra fames !

En son temps, comme en tous temps, l'amour effréné des richesses n'était-il point la cause principale de la corruption ? C'était un siècle gangrené et singulièrement agité que celui dans lequel il a vécu. On peut faire à ce sujet des comparaisons singulières.

Nous aussi nous connaissons la fièvre de l'or et d'autres fièvres. Nous attribuons tout à je ne sais quelle névrose dont nous rions, comme s'il n'y avait guère de remède à cela et comme s'il nous plaisait d'être tombés dans une façon de décadence. Pour caractériser cet état, quelqu'un a trouvé une définition gouailleuse, comme on les aime sur le Boulevard, « nous sommes fin de siècle ». Le mot a fait fortune si bien qu'on en a certainement abusé plus de dix millions de fois. Il est bon de savoir — et ceci pour nous consoler et nous donner des espérances — que d'autres siècles et notamment le treizième ont été non moins tourmentés que le nôtre.

M. Sabatier a fait un superbe tableau de la société contemporaine de François d'Assise : des guerres incessantes de ville à ville, qui provoquent des séries de meurtres et de pillage ; les abus de la force et la corruption partout, jusques dans le clergé ; l'esprit de révolte,

les tendances mystiques ou charnelles qui engendrent le scepticisme ou les hérésies ; tous les éléments des révolutions religieuses et sociales qui fermentent ; des appels unanimes et désespérés des peuples vers un avenir meilleur.

Soulager les misères par la charité ; combattre l'amour des richesses par la pratique d'une pauvreté absolue ; opposer à l'orgueil des grands et des lettrés la plus entière humilité ; prêcher l'évangile par la parole et par l'exemple : tels sont les sentiments qui inspirent la vocation du saint, vocation si étrange qu'elle paraît confiner à la folie.

Un ancien philosophe est resté célèbre pour avoir affecté le mépris des richesses, mais Diogène logeait dans son tonneau l'orgueil et l'égoïsme. On ne voit pas qu'il ait cherché à faire des prosélytes ; bien au contraire, celui qui, voyant un enfant boire dans sa main, brisa comme inutile le vase qui lui servait à puiser l'eau, le Cynique se serait cru humilié si quelqu'un poussant le dédain de tout ce que recherchent les hommes plus loin que lui avait renoncé même à l'abri d'un tonneau.

Les conseils évangéliques sur la pauvreté ont été de tous temps suivis par un petit nombre, depuis les premiers fidèles qui vendaient leurs biens jusques aux ermites qui vivaient de fruits sauvages, jusques à Benoit Labre, qui est presque un contemporain. Mais saint François d'Assise est le premier qui ait fait de la pratique de la pauvreté le thème principal de son apostolat et la règle fondamentale d'une association religieuse. Il fut imité en cela, de son vivant même, par saint Dominique.

N'ayant pas reçu les ordres, il estimait que tous, même les illettrés, ont le droit de prêcher l'évangile par les carrefours des villes aussi bien que dans les églises si on leur en ouvre les portes. Ses premiers disciples étaient, comme lui, laïques. Leur pauvreté n'impliquait pas la mendicité ; ils devaient rechercher et accepter n'importe quel travail, et, chaque jour, le surplus de leur salaire ou le reste de leur pain devait être donné en aumône.

Aux sentiments de l'amour de Dieu, qui provoquent chez saint François jusques à l'extase, qui lui inspirent des discours enflammés, des conversations si attachantes qu'elles font parfois oublier à ses auditeurs la faim et la soif, s'allient aussi l'amour immense de toute créature, un respect de brahmane pour les animaux les plus infimes, des enthousiasmes de poète devant les beaux spectacles de la nature. Son admiration pour les œuvres de Dieu se traduit par des chants,

dont le plus admirable est le *Cantique du Soleil*, qu'il récite souvent comme une prière.

Quoi d'étonnant si la figure rayonnante du paria de l'Ombrie a son auréole de légendes ! Les *Fioretti* peuvent soutenir la comparaison avec les meilleures idylles des auteurs profanes. Ne semblent-elles pas écloses dans un Eden retrouvé les *Petites Fleurs* de saint François ?¹.

Cependant, il a suffi que ce fût de la légende pour que M. Sabatier les ait laissées dans l'oubli. Réduit strictement à l'histoire, son livre n'en reste pas moins attachant comme un roman. Il peut faire aussi réfléchir les philosophes ; ceux qui cherchent des remèdes aux maux dont la société n'a cessé de souffrir peuvent le méditer.

L'auteur dit avec raison² : « La pauvreté franciscaine ne se confond ni avec l'orgueil insensible du stoïcien, ni avec l'horreur stupide de certains dévots pour toutes les joies : saint François ne renonçait à tout que pour mieux posséder tout. Il y a dans la vie de l'immense majorité de nos contemporains l'erreur fatale que plus on possède plus on jouit. Nos libertés extérieures, civiles, augmentent sans cesse ; mais, du même pas nos libertés intérieures s'en vont ; combien n'y en a-t-il pas qui sont à la lettre possédés de ce qu'ils possèdent ? »

« La pauvreté ne permit pas seulement aux frères de se mêler aux pauvres et de leur parler avec autorité, mais, leur enlevant tout souci matériel, elle les laisse jouir sans entraves de ces trésors cachés que la nature réserve aux purs idéalistes. »

« La muraille toujours plus épaisse que la vie moderne, avec sa recherche maladive du confort inutile, établit entre nous et la nature, n'existait pas pour ces hommes pleins de jeunesse et de vie, avides d'espace et de grand air ».

¹ A ceux qui ne pourraient pas goûter ces poésies et récits populaires dans leur vieille langue on peut recommander l'étude de A. F. Ozanam : *Les poètes franciscains en Italie*. Rien de plus intéressant que les pages sur Jacopone de Todi, l'imitateur de saint François, l'auteur du *Stabat*, le chanteur de la pauvreté :

Dolce amor di povertade
Quanto ti degiamo amare !
Povertade poverella,
Umiltade è tua sorella...

² Page 143.

On peut se demander en effet si le va-nu-pieds de l'Ombrie n'a pas goûté plus de joie, même dès ce monde, en sa pauvreté volontaire, que tant d'autres qui ont réalisé leur ambition de vivre dans l'opulence.

Mais on ne saurait trouver dans de telles exceptions des arguments ou une règle pour la solution toujours à chercher des questions sociales. L'évangile même prêche moins la pauvreté absolue que le détachement des richesses, ce qui est bien différent. L'Eglise, du vivant de saint François, a dû modifier quelque peu les premières règles de son Ordre. Pour saint François, bâtir ou posséder un couvent, c'est-à-dire une maison, ce n'était plus être pauvre. Il est cependant de toute évidence que si, pour une poignée d'hommes, les premiers disciples, l'abri des grottes et des gourbis, les hospitalités de hasard avaient pu suffire, un grand Ordre ne pouvait se développer partout jusques dans les climats du nord qu'à la condition d'avoir à tout le moins des abris assurés.

Saint François eut beaucoup à combattre et à souffrir durant les dernières années de sa vie, voyant altérer ses premières constitutions et l'esprit dominant de son œuvre se pervertir ; peut-être avait-il aussi le pressentiment des divisions plus grandes qui s'accuseraient après sa mort. Son biographe, entraîné à sa suite, est bien près non seulement de le plaindre — en quoi tout le monde pensera comme lui — mais aussi de lui donner raison contre tous les opposants, contre l'église romaine. L'apologie peut-elle être soutenue jusques à ce point ? J'en doute, car il faut être juste pour tous. Quel fondateur n'a pas eu ses épreuves et quelle fondation s'est trouvée assez parfaite pour ne pas exiger de retouches !

Il reste en somme à voir quelle fut la suite de l'œuvre de saint François et quels services rendit son Ordre tel qu'il fut constitué successivement par l'Eglise. Sous les noms et les habits divers de Capucins, Cordeliers, Récollets, Tierçaires, etc., nombreux comme un peuple, prêchant aux quatre points cardinaux la bonne parole, il a rempli le monde et survécu aux révolutions ; même de nos jours, il reste populaire.

A ce point de vue, la présente étude bibliographique intéresse indirectement notre pays. Puisque la famille de saint François a eu de nombreux représentants dans l'Agenais il n'était pas inutile d'apprendre ce qu'avait été le père.

L'histoire des Cordeliers, des Capucins et des Tierceaires d'Agen n'est plus à faire : notre confrère et excellent ami M. Lauzun l'a écrite dans cette *Revue*. On sait quel fut le dévouement des Cordeliers au cours de cette peste de 1629 qui jeta la panique même dans le clergé ; ces religieux ne cessèrent d'assister les malades pendant plus d'une année. Les Capucins rivalisaient aussi de zèle avec eux ; lors de la sanglante émeute de 1634, le crucifix en main, ils monteront sur les barricades, au péril de leur vie, pour apaiser les mutins.

Leurs derniers successeurs danseront avec la foule à la fête de la Fédération (1790)¹. C'est un caractère de cet Ordre d'être toujours étroitement associé au peuple.

Lorsque Louis XV, dans les dernières années de son règne, ordonna des enquêtes pour la suppression des couvents tombés en décadence, les consuls de Marmande plaidèrent, auprès de l'intendant, la cause des Cordeliers, qui rendaient, disaient-ils, les plus grands services dans leur ville. Les consuls de Casteljaloux agirent de même ; chez eux, les Cordeliers admettaient les jeunes gens de la ville à faire leurs études avec leurs novices². Les derniers Franciscains avaient ajouté l'enseignement à leurs autres œuvres.

Je termine en donnant la liste des établissements se rattachant à l'Ordre qui existaient dans notre pays en 1789.

COUVENTS D'HOMMES. — Capucins : A Agen, Casteljaloux, Castillonès, Clairac, Marmande, Port-Sainte-Marie, Villeneuve.

Cordeliers : A Agen, Casteljaloux, Lamontjoie, Marmande, Mas-d'Agenais, Nérac, Penne, Villeneuve.

¹ Proché, dans ses *Annales de la Ville d'Agen*, écrit à ce sujet : « Après le souper, il y eut des danses jusqu'à onze heures ; tout le monde dansa, même les Capucins. » D'après un compte-rendu de cette fête rédigé par les Officiers Municipaux, cette manifestation n'aurait pas été spontanée : « Les Capucins même, disent-ils, ne purent s'exempter de l'aimable délire qui caractérisa cette danse civique ».

² Délibération des consuls de Marmande et de Casteljaloux signalées dans l'inventaire sommaire des archives communales en cours de publication.

Sur le même sujet, signalons un article fort intéressant dû à M. l'abbé Couture et paru dans la première livraison 1894 de la *Revue de Gascogne* ; *Les écrivains gascons de l'Ordre des Capucins*.

Récollets : A Lauzun.

Tiers-Ordre : A Agen, Barbaste, Bon-Encontre, Tonneins, Tournon.

COUVENTS DE FEMMES. — **Annonciades** : A Agen, Marmande, Ville-neuve.

Clarisses : A Astaffort, Nérac,

Tiers-Ordre : A Agen.

G. T.

LES PRÉBENDES

DE

L'ABBÉ DE BELLILE DE JAUBERT

[1752 - 1775]

La question des bénéfices eut une importance capitale dans l'ancienne Eglise de France. Les bénéfices étaient pour la plupart des membres du clergé une condition de vie : ils procuraient aux titulaires une honnête subsistance et leur donnaient le moyen de secourir les indigents et de pratiquer autour d'eux d'admirables œuvres de bienfaisance et de piété ; ils devenaient souvent, par leur valeur propre et le prestige qui s'attachait à leur nom, la récompense des mérites acquis et l'honneur d'une existence consacrée tout entière à l'étude des sciences sacrées et à la pratique des vertus sacerdotales.

Est-ce à dire que la faveur n'y eut pas une trop large part et que, dans la collation du plus grand nombre, on obéissait aux règles de la justice distributive ? L'histoire est là pour raconter comment se pratiquait, à cette époque, l'attribution des bénéfices ecclésiastiques.

Nous ne venons pas aujourd'hui critiquer les mœurs de ce temps-là. Dieu nous garde d'en médire. Il avait ses vertus comme il eut ses gloires. Nous ne sommes ici qu'un simple chroniqueur, qui veut faire revivre un nom depuis longtemps oublié, et rappeler des usages et des pratiques tombées en désuétude depuis la fin du siècle dernier.

Avant d'aborder notre sujet, il ne sera pas hors de propos

de résumer en quelques lignes les principales notions sur la matière des bénéfices.

Dans la primitive Église, les fidèles pourvoaient par des oblations volontaires à tous les frais du culte et à la subsistance des ministres sacrés. Quand les persécutions eurent cessé, les libéralités furent d'autant plus abondantes, qu'on voyait mieux comment ces ressources étaient employées. Ainsi l'on arriva à posséder presque partout des immeubles, quelquefois très considérables. Plus tard les dîmes vinrent s'ajouter aux oblations et aux patrimoines. Insensiblement les biens des églises se partagèrent en portions plus ou moins importantes, et chaque prêtre eut son revenu à part, qu'il employait selon sa conscience et ses besoins. Ce revenu, joint à un office ecclésiastique, s'appela bénéfice.

Il y avait les bénéfices séculiers et les bénéfices réguliers. Parmi les bénéfices séculiers, on comptait les évêchés, les chanoines, les prieurés-cures et les prieurés simples, les vicairies perpétuelles, les simples cures et les chapelles. Les bénéfices réguliers comprenaient les abbayes en titre et les offices claustraux qui avaient un revenu affecté, comme le prieuré conventuel en titre, les offices de chambrier, aumônier, hospitalier, sacristain, cédier et autres semblables.

Il existait pour les bénéfices séculiers — les seuls dont nous voulons parler ici — trois sortes de collateurs ordinaires, les évêques, les chanoines et les patrons, selon que ces bénéfices relevaient de la mense épiscopale, des chapitres ou des fondateurs. Le Pape avait, en différents cas, le droit d'expectative¹ et de réserve² ; droit dont il se départit quel-

¹ L'expectative était une assurance que le Pape donnait à un clerc d'obtenir une prébende dans telle cathédrale quand elle viendrait à vaquer.

² La réserve était une déclaration par laquelle le Pape affirmait son droit de pourvoir à tel bénéfice quand il vaquerait, avec défense au Chapitre de procéder à l'élection ou à l'Ordinaire de conférer le titre.

quefois en faveur des princes. Outre l'indult pontifical qui octroyait ce privilège aux rois de France, ceux-ci prétendaient encore nommer directement à certains bénéfices, en vertu du droit de joyeux avènement, du droit de serment de fidélité et du droit de régale.

Au concile de Bâle, les gradués se plaignirent que les bénéfices étaient mal distribués, et demandèrent qu'on prit en considération les mérites des clercs qui avaient passé de longues années à étudier dans les universités, et qu'on leur fit une part dans la collation des bénéfices. Il fut réglé qu'on attribuerait aux gradués des universités privilégiées le tiers de tous les bénéfices. Ce droit fut inscrit dans la Pragmatique de Bourges, et le Concordat de 1516, en la consacrant de nouveau, établit qu'on réserverait aux gradués tous ceux qui vaqueraient dans les mois de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre. Janvier et juillet étaient des mois de rigueur, durant lesquels les collateurs avaient l'obligation de conférer les bénéfices aux gradués que les universités désignaient comme devant être préférés aux autres, et qu'on appelait pour cela *gradués nommés*. Avril et octobre étaient, au contraire, des mois de faveur, durant lesquels le collateur pouvait choisir, même entre les gradués *simples*, celui qui lui plaisait.

Jean-Laurent de Bellile de Jaubert était un de ces gradués auxquels les décrets royaux et les constitutions ecclésiastiques reconnaissent le droit à une prébende¹. Il était fils de Jean de Jaubert, sieur de Bellile, et de dame Marguerite de Coquet², et habitait avec sa famille au lieu de Cabirol, paroisse et juridiction de Saint-Pastour

¹ La prébende est le droit, inhérent à quelques fonctions ecclésiastiques, de percevoir certains revenus dans une église cathédrale ou collégiale. Dans l'usage on confond habituellement la prébende avec le canoniat : on appelle le canoniat une prébende et la prébende un canoniat.

² Les Jaubert étaient une ancienne famille de Saint-Pastour. Antoine de Jaubert, que l'on trouve en 1560 lieutenant-général de Bazas, comte de Blagniac et gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi, laissa deux fils, Joseph et Jean. Joseph de Jaubert devint notaire royal à Saint-Pastour, et épousa Françoise Thibault, de laquelle il eut un fils, Jean de Jaubert. Celui-ci, avocat à la Cour, épousa en 1639 demoiselle Isabeau de Coquet, fille de M. de Coquet, conseiller du roi et magistrat au siège présidial d'Agen, et de dame Jeanne de Redon. De ce mariage naquirent six enfants, dont l'aîné, Jean de Jaubert, sieur de Bellile, épousa en 1702 demoiselle Marguerite de Coquet, fille de M. de Coquet, juge à Fongrave, et de dame Hélène de Saulevisse de Campels. C'est de ce mariage qu'est né l'abbé Jean-Laurent de Jaubert, sieur de Bellile, celui-là même dont nous allons nous occuper. Il avait deux frères, Jean-Joseph-Laurent de Jaubert, sieur de Cabirol, qui était l'aîné, et Jean de Jaubert, sieur de Cambes. Il avait aussi une sœur, Hélène de Jaubert, qui entra de bonne heure chez les sœurs de Fontevrault, au couvent de Fongrave. L'abbé était le plus jeune de la famille.

en Agenais¹. Prêtre, maître-ès-arts et gradué nommé en l'université de Cahors, il voulut bénéficier de ces titres². Pour cela, il notifia à l'Evêque d'Agen, ainsi qu'au Chapitre de l'Eglise Cathédrale et à celui de la Collégiale Saint-Caprais de la même ville, ses lettres de degré et de nomination, avec l'attestation de ses années d'étude; il y joignit, selon l'usage, ses lettres de tonsure, et demanda d'être pourvu du premier canonikat qui vaquerait dans l'un ou l'autre Chapitre durant les mois réservés aux gradués.

A quelle date fut faite cette première notification ? Il nous est impossible de le dire³; mais nous savons que, conformément aux prescriptions du Concordat, il renouvela son insinuation⁴ durant le

¹ Un descendant des Jaubert a mis très gracieusement à notre disposition — et nous l'en remercions bien sincèrement — les papiers de famille qui ont trait à l'abbé de Bellile. C'est de là que nous avons tiré la plupart des matériaux qui ont servi à composer ce mémoire. Les archives de l'Evêché nous ont fourni les autres.

² L'abbé de Bellile de Jaubert naquit le 29 septembre 1711. Il étudia en l'université de Cahors, où il prit le grade de maître-ès-arts le 30 juin 1733. Le 19 avril de la même année, il avait reçu la tonsure des mains de l'Evêque de ce diocèse. Il fut admis aux ordres mineurs le 13 décembre 1734; ordonné sous-diacre le 5 mars 1735; diacre le 4 juin suivant et prêtre aux Quatre-Temps de l'Avent de la même année. Rentré peu de temps après dans sa famille, il devint vicaire de Monbahus. (V. l'état des vicaires pour l'archiprêtré de Monclar en 1739, *Archives de l'Evêché*, B. 17.)

³ En 1733, l'abbé de Jaubert avait déjà, comme maître-ès-arts, ses lettres de degré et de nomination. Dans le contrat de mariage de son frère, Joseph-Laurent de Jaubert, sieur de Cabirol, qui épousa, au mois de septembre 1733, Marie-Colombe Lajugie, fille de Pierre Lajugie, juge à Birac, bourgeois et notaire royal à Gontaud, nous le trouvons ainsi qualifié : « Jean-Laurent de Jaubert, sieur de Bellile, clerc tonsuré et gradué en l'université de Cahors. »

⁴ Dans la pratique bénéficiale, le mot *insinuation* est synonyme de *notification* et *signification*. Ces trois termes sont employés indifféremment par les ordonnances et par les auteurs pour désigner l'obligation où sont les gradués qui veulent jouir de l'expectative, de faire connaître aux collateurs leurs titres et leur intention à cet égard. Cependant, depuis l'établissement, dans chaque diocèse, du greffe des insinuations ecclésiastiques, où les gradués étaient obligés de faire transcrire leurs titres et capacités, l'*insinuation* désigna plus particulièrement cette dernière formalité, et les mots de *notification* et *signification* indiquèrent surtout la première intimation que le gradué faisait de ses titres au collateur,

Carême de 1752, par l'entremise d'un procureur commis à cet effet. Nous avons sa procuration du 21 mars 1752, donnée par-devant Jean Lamartigne, notaire royal apostolique à Saint-Pastour¹, et contrôlée à Casseneuil, par laquelle il intime « pour son procureur général et spécial, une qualité ne dérogeant à l'autre, maître Louis Semezard, procureur ez cours d'Agen, y habitant paroisse Saint-Etienne, pour se transporter dans la ville d'Agen et bureau de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime évêque et comte d'Agen et en celui de messieurs les chanoines de l'Eglise et Chapitre Cathédral et Collégial dudit Agen, pour insinuer de nouveau dans les archives dudit seigneur évêque et chanoines les lettres de maître ez arts et gradué nommé dudit sieur constituant en ladite université de Cahors, et prier et requérir ledit seigneur Evêque et chanoines de vouloir faire coucher et enregistrer de nouveau dans leurs archives les nom, cognom, qualités et demeure dudit sieur constituant et de le pourvoir au premier office, bénéfice ou autre dignité venant à vaquer dans les mois affectés aux gradués de la nomination et collation dudit seigneur Evêque et chanoines suivant les saints décrets, concordats et pragmatique sanction, et généralement faire, gérer et négocier tout comme si ledit sieur constituant en personne y étoit. »

En conséquence, le 28 mars suivant, Louis Sémézar se présentait, muni de cette procuration, à l'église cathédrale à l'issue des vêpres avant midi², et notifiait avec toutes les formalités voulues aux chanoines de Saint-Etienne la requête de M. Bellile de Jaubert. Il était assisté du notaire Dubebert et de deux témoins, Jean Ducasse et Jean Deltruch, praticiens. Les chanoines présents à l'insinuation étaient MM. de Lasserre, de Gosseau, de Dorty, de Buard, de Guénepin, de Piot, de Barbier et Rastau des Autels. La même insinuation fut faite auprès de l'Evêque et des chanoines de la Collégiale, conformément au mandat reçu par M. Louis Sémézar.

Une stalle devint vacante au Chapitre de Saint-Etienne, le 19 juillet de la même année, par la mort de M. de Gosseau. Ce canoniat étant sujet à l'expectative des gradués, puisqu'il vaquait dans un mois de

¹ Jean Lamartigne était juge de Montastruc et notaire royal de Saint-Pastour. Il habitait au lieu de Lamartigne, paroisse de Beaugas, dans la juridiction de Saint-Pastour.

² Durant les fêtes de carême, les vêpres doivent se dire au chœur avant midi.

rigueur, c'était le moment pour l'abbé de Jaubert d'entrer en possession du bénéfice auquel il prétendait.

La règle pour la collation des prébendes et des dignités n'était pas la même dans tous les chapitres de France. En perdant leur ancien crédit auprès des évêques, les chanoines s'étaient efforcé de conserver quelque part dans la disposition des bénéfices, et leurs droits étaient restés plus ou moins étendus selon les lieux. Ainsi le Chapitre de Langres conférait toutes les prébendes, mais il n'avait aucun droit de collation ni de présentation aux dignités. Celui de Paris conférait la première dignité et une partie des prébendes ; celui d'Auxerre ne disposait d'aucune prébende, mais il nommait à la première dignité. Dans le Chapitre de Toulouse, l'Evêque conférait toutes les prébendes d'un côté du chœur et le Chapitre conférait celles du côté opposé. Cette diversité provenait des différents accords faits entre les évêques et leurs chapitres.

A la Cathédrale d'Agen, comme dans les autres villes épiscopales, une transaction était intervenue entre l'Evêque et son Chapitre. Le 23 septembre 1446, sous l'épiscopat de Jean V de Borgia, il y avait eu un premier accord, en vertu duquel les chanoines nommaient conjointement avec l'Evêque à toutes les prébendes du Chapitre¹. Mais il arrivait fréquemment que, les voix se partageant entre plusieurs noms différents, l'élection était nulle et quelquefois douteuse ; de là des procès entre les prétendants et moins de solennité dans le culte divin par suite de la vacance prolongée de quelques stalles. Un nouveau règlement devint nécessaire : il fut fait sous l'épiscopat de Jean VII, cardinal de Lorraine. Son vicaire général, Jean de Valier, évêque de Carles *in partibus*², en prépara les articles avec les chanoines, et le cardinal l'approuva par ses lettres datées de Béziers le 5 septembre 1542³. Il était réglé qu'à l'avenir les nominations seraient partagées par semaines entre l'Evêque et le Chapitre. L'Evêque devait nommer pendant les deux premières semaines ; chaque chanoine avait ensuite droit de nomination pendant une semaine entière, selon l'ordre des préséances établi dans le tableau que l'on

¹ Labrunie, *Catalogue raisonné des Evêques d'Agen*, Jean V de Borgia, 57^e évêque.

² Jean de Valier devint peu de temps après évêque de Grasse et resta néanmoins vicaire général d'Agen.

³ Voir la ratification de ce règlement par le cardinal de Lorraine aux archives de l'Evêché, G, 30,

trouvait aux archives de l'Evêché et à la salle capitulaire. La semaine de nomination correspondait pour chaque membre du Chapitre à celle qui lui était assignée pour présider les offices. Quand le tour de tous les chanoines était épuisé, l'Evêque devait recommencer ses deux semaines ; après quoi chaque chanoine, à tour de rôle, avait encore sa semaine de nomination¹. Le Chapitre de Saint-Etienne se composait à cette époque de quinze chanoines, dont les prébendes se divisaient ainsi : cinq prébendes presbytérales, cinq diaconales et cinq sous-diaconales².

Aux termes de ce règlement, le droit de nommer au canonicat devenu vacant par la mort de M. de Gosseau revenait à M. de Rangouse de Beauregard, qui était en ce moment le chanoine en tour de semaine. C'est donc à lui que s'adressa l'abbé de Bellile de Jaubert, lui certifiant qu'il avait signé le formulaire, conformément à la déclaration du roi du 24 mars 1730³. Mais le dignitaire de l'église Saint-Etienne lui répondit : *Locus est plenus*, la place est occupée. C'était dire qu'il refusait de signer la nomination du requérant. M. de Bellile protesta par devant notaire contre ce refus, et fit signifier sa protestation au chanoine de Rangouse le 22 juillet, à huit heures du matin, en présence des témoins Jean Boé et Jean Ducasse, praticiens. Le même jour, il eut soin de se pourvoir devant l'ordinaire, afin d'obtenir la prébende majeure qu'il sollicitait ; et M. de Bourrières, vicaire général, lui délivra aussitôt un titre en bonne forme, dans lequel nous lisons ce qui suit :

« Vu l'acte de réquisition signifié aujourd'hui même au vénérable M. de Rangouse de Beauregard, chanoine de semaine à l'église Saint-Etienne, acte retenu par Dudebert, notaire royal apostolique, domicilié en cette ville, par lequel est constaté le refus du susdit chanoine de semaine de vous conférer le canonicat vacant, en vertu du droit qui revient par ce refus à Mgr l'Evêque ou à nous en qualité de son vicaire-général, nous avons conféré et donné, conférons et donnons dans le Seigneur, par les présentes lettres, après la si-

¹ Transaction entre l'Evêque d'Agen et le Chapitre de Saint-Etienne pour le droit de nommer aux canonicats. Archives de l'Evêché, E. 6.

² Voir la ratification du règlement ci-dessus, Evêché, G. 30.

³ Le formulaire était une profession de foi par laquelle on se soumettait aux constitutions apostoliques d'Innocent X et d'Alexandre VII et l'on rejetait et condamnait les cinq propositions extraites du livre de Jansénius.

gnature du formulaire et en considération de vos mérites, à vous, maître Bellile de Jaubert, prêtre, gradué nommé, dûment qualifié et régulièrement enregistré, présent et requérant, et, après examen, jugé suffisant, capable et digne, ladite prébende majeure ou canonicat de l'église Cathédrale Saint-Etienne d'Agen, vaquant de la manière ci-dessus indiquée ; avec tous ses droits, honneurs, privilèges, fruits, émoluments, revenus, appartenances et dépendances quelconques ; avec la charge d'accomplir par vous même le service divin obligé et accoutumé, de garder la résidence personnelle et réelle, de conserver les biens, objets et propriétés, et de faire en général et en particulier tout ce qui convient à un bon chanoine, le droit de l'Evêque et celui d'autrui restant sauf en toutes choses. Nous mandons aux vénérables chanoines et Chapitre de l'église Saint-Etienne d'Agen de vous recevoir en qualité de chanoine et de confrère, de vous assigner une stalle au chœur et de vous faire jouir pleinement et librement des honneurs et privilèges attachés aux canonicats ; et à tous et chacun des notaires royaux apostoliques de ce diocèse, de mettre et d'établir vous ou votre procureur en vraie, réelle, actuelle et personnelle possession dudit canonicat ¹ ».

Muni de ce titre, l'abbé de Bellile se rendit, le 24 juillet, à l'église Cathédrale, assisté du notaire Dubebert et de quatre témoins, afin d'être mis en possession de son canonicat ; et là, dit le procès-verbal dressé par le notaire. « ledit sieur Bellile de Jaubert s'étant vêtu d'un surplis, ayant une aumusse couleur gris petit rat sur le bras gauche et un bonnet carré sur la tête, l'avons pris par la main et conduit au-devant du maître-autel qui est dans le chœur de ladite église, destiné pour les chanoines dudit Chapitre, où ledit sieur Bellile de Jaubert s'est prosterné à genoux, a récité l'oraison de saint Etienne, patron de ladite église, s'est relevé et a baisé ledit autel ; ensuite l'avons conduit devant le pupitre qui est dans le chœur de ladite église ; s'est assis sur le banc qui est audit pupitre, a ouvert, lu et fermé un livre de chant, a pris rang et séance sur le banc ou stalle qui est audit chœur destiné aux chanoines dudit Chapitre et du côté droit en entrant, où ledit sieur défunt de Gosseau avait accoutumé de se placer, et a sonné une cloche qui donne dans le chœur de ladite église ; le tout en signe d'une vraie, réelle, personnelle, ac-

¹ Papiers de l'abbé de Bellile de Jaubert ; et Archives de l'Evêché, livre A, 39, folio 90,

tuelle et canonique possession dudit canonicat ou prébende majeure dont était pourvu et paisible possesseur ledit sieur défunt de Gosseau, fruits, honneurs, prérogatives, fonctions, droits, revenus et émoluments appartenants et dépendants. Ce fait, après que ledit sieur Bellile de Jaubert a eu observé tous les actes possessoires, requis et nécessaires en pareil cas, avons déclaré à plusieurs personnes présentes à la prise de possession que nous mettions et introduisions ledit sieur Bellile de Jaubert en possession dudit canonicat ou prébende majeure dont était pourvu ledit sieur de Gosseau, revenus et émoluments en dépendant ; et tout ce dessus a été fait sans aucun trouble, empêchement, ni opposition de personne. »

Il semble qu'après l'accomplissement de ces formalités, l'abbé de Jaubert était régulièrement investi de son canonicat et qu'il n'avait plus qu'à jouir en paix des avantages qu'il allait lui procurer. Il en devait être autrement. La pratique bénéficiale de cette époque révèle des mœurs et des usages qui étonneraient beaucoup de nos jours. Nous avons vu qu'au moment où Bellile de Jaubert avait présenté sa réquisition au chanoine de semaine, celui-ci avait répondu que la place n'était plus vacante. Quel était donc le nouvel élu du Chapitre ?

Le titre délivré à l'abbé de Bellile par M. de Bourrière, vicaire-général, était du 22 juillet. Or, la veille de ce jour, le 21, le même vicaire-général avait donné un titre pour la même prébende à M. Jean-Baptiste de Lesparre, curé de Cailladelles et de son annexe Saint-Sulpice de Caillac, gradué nommé, qualifié et dûment enregistré¹. Cependant ce n'est que sur ce dernier que s'était arrêté le choix du chanoine de semaine ; car, dans le titre de collation de l'abbé de Lesparre, comme dans celui de l'abbé de Jaubert, le vicaire-général déclarait que, sur le refus de M. de Rangouse de Beauregard, chanoine de semaine, de lui conférer le canonicat vacant, il l'y nommait lui-même en vertu du droit qui revient par ce refus à Mgr l'Evêque ou à son vicaire-général. Donc à M. de Lesparre, comme à M. de Jaubert, le chanoine collateur avait répondu : *Locus est plenus*, la place est occupée.

Qui donc l'occupait déjà ? Le registre des collations est muet à cet égard : mais une consultation délibérée à Bordeaux, sur un mémoire de l'abbé de Lesparre, par l'avocat Fénis², nous fait connaître l'élu

¹ Evêché, Livre des collations, A, 39, folio 70.

² Cette consultation est du 17 décembre 1752.

du chanoine de semaine : c'est l'abbé Jean-Pierre Hébrard, prêtre, gradué nommé et prébendé de l'église cathédrale.

Trois concurrents étaient donc en présence et se disputaient la stalle vacante. M. de Bellile voulut porter l'affaire devant les tribunaux. Il prit, à cet effet, une consultation de trois avocats, auxquels il exposa leur situation respective.

Les lettres de nomination que les trois prétendants ont obtenues dans les Universités, à la suite de leurs grades, sont de la même année et du même mois, mais non du même jour. Celles de M. de Jaubert sont du 2 juillet ; celles de M. Hébrard du 21 juillet ; et celles de M. de Lesparre du 25 juillet.

En outre, M. de Lesparre a été nommé, en vertu de son grade, curé de Cailladelles et de son annexe, Saint-Sulpice, bénéfice dont le revenu est considérable, attendu que son prédécesseur l'avait cédé à ferme moyennant le prix de 1,250 livres. M. Hébrard, de son côté, est devenu, en sa qualité de gradué, bénéficiaire de la Cathédrale, et jouit à ce titre d'une maison et d'un jardin qui augmentent beaucoup les fruits de ce bénéfice.

De là les trois questions suivantes, que l'abbé de Bellile posait à son conseil ¹ :

I. — Entre plusieurs prétendants, de même grade et nommés dans la même année et dans le même mois, mais à des jours différents, quel est celui qui doit être maintenu dans la possession du bénéfice ?

II. — Un bénéfice obtenu en vertu des grades et donnant 400 livres de revenu, suffit-il devant le Parlement de Bordeaux pour remplir un gradué et l'empêcher de requérir un autre bénéfice ? ou bien faut-il, pour opérer la réplétion ², un revenu de 600 livres ?

III. — La maison et le jardin afférents à un bénéfice, qu'ils soient donnés à location ou jouis par le bénéficiaire, doivent-ils être compris dans les revenus annuels et entrer en compte pour la réplétion ?

¹ Ce n'est pas le texte, mais seulement la substance des questions que nous donnons ici. Elles forment un long mémoire, très développé, que nous nous contentons d'analyser succinctement. Nous ferons de même pour les réponses.

² La réplétion est l'état d'un gradué qui, ayant un bénéfice suffisant pour son entretien, ne peut plus en requérir d'autres en vertu de ses grades. On dit alors que son droit est rempli. Durand de Maillane, *Dict.* v^o *Réplétion*.

A la première question les avocats répondirent unanimement qu'en pareille matière, on comptait non seulement les mois, mais encore les jours et les demi-jours. Goart dit expressément dans son *Traité des Bénéfices* : « Celui-là l'emportera qui aura le mois et le jour sur son concurrent. »

Ils répondirent à la seconde que, suivant la jurisprudence du Parlement de Bordeaux, un bénéfice de 400 livres de revenu, obtenu en vertu des grades, ne suffisait pas ; il fallait un bénéfice de 600 livres pour remplir le gradué et l'empêcher d'en requérir un autre.

Quant à la troisième question, l'avocat Dumoulin pense que, si le bénéficiaire n'a pas d'autre maison et jardin dont il puisse disposer, il n'est pas permis de les compter pour arriver aux 600 livres de revenu. Tel n'est pas l'avis de ses collègues. MM. Lamothe et Clément disent que, puisque la maison et le jardin dépendent du bénéfice, le revenu doit en être estimé, et on doit en faire état dans l'examen de la réplétion, alors même que le bénéficiaire n'aurait pas loué la maison et le jardin.

L'abbé de Bellile était donc suffisamment garanti tant par l'ancienneté de son titre que par la réplétion de ses deux concurrents, les abbés Hébrard et de Lesparre. Il avait néanmoins de graves préoccupations ; car, entre tous les gradués nommés qui avaient renouvelé leur insinuation au carême précédent, il y en avait deux plus anciens que lui. N'allaient-ils pas eux aussi, avant l'expiration des six mois de la vacance, requérir le canonat ? Il fallait prévoir cette éventualité et savoir ce que vaudrait, le cas échéant, leur réquisition.

L'un d'eux, dont le nom est resté inconnu, a commis une erreur dans le premier acte de réquisition qu'il a fait au collateur le 15 mars 1729. En donnant copie de ses lettres de maître-ès-arts, d'attestation d'étude et de gradué nommé, il dit les avoir obtenues en l'Université de Toulouse les 20 avril, 19 juin et 4 juillet 1728. Or les lettres de maître-ès-arts sont datées du 19 juin, et les testimoniales pour le temps d'étude, ainsi que ses lettres de nomination sont du 4 juillet. Parmi les pièces notifiées dans l'acte de réquisition, aucune ne porte la date du 20 avril. Y a-t-il là de quoi vicier l'acte de réquisition et le rendre nul ? Du reste, on est forcé de reconnaître qu'on ne peut présumer ni dol ni fraude dans la date de ces différentes pièces.

¹ Question IV, article III, n° 26, page 599.

De plus, l'acte de réquisition et de notification qui fut fait pour la première fois le 15 mars 1729, et devait être insinué dans le délai d'un mois au registre des insinuations ecclésiastiques, ne l'a été que le 18 avril suivant, c'est-à-dire après un mois et trois jours. Ce retard a-t-il rendu nul le premier acte de réquisition ? et par là même toutes les réitérations faites les années suivantes sont-elles nulles pareillement ?

Le même gradué, étant malade au commencement d'une des cinq années d'étude, n'a pu se rendre à l'Université pour suivre les cours que quelques jours avant Noël, quoiqu'il soit dit dans ses testimoniales qu'il a régulièrement étudié depuis la Saint-Luc jusqu'à la fin de l'année. Ne pourrait-on pas lui demander sur ce fait l'audition catégorique ?

L'autre gradué plus ancien que Bellile de Jaubert, était M. Guillaume de Bercegol. Quelques années auparavant, il avait été pourvu, en vertu de son grade, de la cure de Saint-Aignan, qui donnait 1,000 livres de revenu. Mais il se la vit disputer par deux concurrents, MM. Jean Lafore et Maurice Despau. Finalement M. Lafore l'emporta et il jouit en ce moment du revenu de ce bénéfice. Cependant il y a une instance pendante au Parlement entre Lafore et Bercegol. Dans ces conditions, Bercegol pourrait-il requérir le canonicat vacant tant que l'affaire de Saint-Aignan est en litige ? Et si, avant l'expiration des six mois, Bercegol est évincé du premier bénéfice par un arrêt contradictoire, le pourra-t-il encore ? et ne serait-on pas en droit de lui objecter que sa réquisition ne peut-être admise, attendu qu'au moment où le canonicat a vauté, il était déjà pourvu d'un bénéfice en vertu de son grade, et que par là-même il n'était pas habile à en requérir un autre ?

La crainte de voir se lever avant peu ces deux nouveaux concurrents, inspira à l'abbé de Bellile la pensée de s'éclairer à leur sujet. Il ajouta donc quelques autres questions à son mémoire. Voici celles qui ont trait au premier de ces gradués :

I. Une erreur de date dans la notification des grades ou titres, alors qu'elle est surabondante et superflue et qu'on n'y peut présumer ni fraude ni dol, peut-elle vicier l'acte de réquisition et le rendre de nul effet ?

II. Faut-il entendre à la rigueur l'article VIII de l'édit de 1691, qui veut que l'insinuation de l'acte de notification et de réquisition soit fait dans le délai d'un mois, de sorte que, si cette insinuation était

différée de quelques jours au-delà du mois, elle fut absolument nulle ?

III. Peut-on déférer à un gradué l'audition catégorique sur le fait de savoir si, durant les cinq années d'étude, il ne lui est pas arrivé quelquefois de ne rentrer qu'à Noël, au lieu d'être rendu à la Saint-Luc ?

Sur ces trois points la réponse des avocats est identique.

1^o L'erreur de date qui est signalée doit être le fait du copiste ou du notaire. Puisqu'elle est surabondante et superflue et que tous les actes portent leur véritable date, elle ne saurait vicier et rendre nul l'acte de réquisition.

2^o Le défaut d'insinuation dans le mois de l'acte de notification et de réquisition n'est pas chose grave et n'entraînerait pas la nullité de l'acte, attendu que l'édit de 1691 est purement bursal et qu'il suffit que cette formalité soit remplie en quelque temps que ce soit. C'est la jurisprudence universellement usitée.

3^o On ne saurait être admis à déférer l'audition catégorique sur le fait de savoir si, dans l'une des cinq années d'étude, le gradué en question n'est pas arrivé à l'Université à la Saint-Luc, mais seulement, à Noël. C'est une minutie d'autant moins recevable, que l'usage est presque général de ne pas commencer régulièrement les études à la Saint-Luc ; et souvent les professeurs eux-mêmes n'arrivent pas dans le courant du premier mois.

De ce côté, Bellile de Jaubert ne peut donc avoir une grande sécurité. En aura-t-il davantage du côté de M. de Bercegol, le second des gradués plus anciens que lui ? Sur le cas de ce dernier il posa à son conseil la question suivante :

Un gradué qui poursuit, en vertu de ses grades, un bénéfice litigieux, est-il empêché d'en requérir un autre tant qu'il n'est pas paisible possesseur du premier ? Et s'il requiert un second bénéfice en tant que gradué plus ancien que ses compétiteurs, sa réquisition sera-t-elle valable, pourvu que, dans les six mois de la vacance, il se fasse évincer, par sentence contradictoire et sans collusion, du bénéfice litigieux ?

Les avocats répondirent que le gradué dont il est question peut valablement, dans le cours du procès, requérir un autre bénéfice, puisque son expectative n'est pas remplie ; et, si dans les six mois de la vacance, il est évincé du premier bénéfice par une sentence

contradictoire et sans collusion, la réquisition du second bénéfice sera pleinement valable.

Cette réponse n'était pas faite pour calmer les appréhensions de l'abbé de Jaubert. Il revint à la charge, et, dans un nouveau mémoire, il précisa ainsi le cas de M. de Bercegol :

En 1749, il est intervenu entre Lafore et Despau un accord en vertu duquel ce dernier a consenti à se désister de ses prétentions à la cure de Saint-Aignan, moyennant une pension annuelle de 135 livres, que Lafore s'est engagé à lui payer. La réserve de pension n'ayant pas été homologuée en cour de Rome, le pacte est simoniaque. Lafore était donc, par le fait même, rendu indigne de cette cure, qui revenait de droit à Bercegol ; et celui-ci avait ce moyen d'exclusion à opposer à son concurrent pour obtenir le bénéfice en litige. En gardant le silence et en sacrifiant son droit à la cure, Bercegol a encouru le reproche de collusion et de fraude. Il ne pourrait donc valablement requérir le canoniat.

Tel ne fut pas l'avis de l'avocat Dumoulin. Dans sa consultation du 2 décembre 1752, il montra que l'accord ne pouvait être taxé de simonie tant qu'il n'avait pas reçu un commencement d'exécution. Il n'y avait pas lieu d'ailleurs de le faire homologuer en cour de Rome pendant que la cure restait en litige entre Lafore et Bercegol. Obliger celui-ci à dénoncer et à poursuivre la prétendue simonie existant entre Lafore et Despau, ce serait s'exposer à se voir condamné à des dommages-intérêts envers Lafore pour cause de diffamation. Et puis, tant que Bercegol n'aura pas fait sa réquisition pour le canoniat, l'abbé de Jaubert n'a pas qualité pour intervenir au procès de la cure et faire valoir les droits de Bercegol au bénéfice de Saint-Aignan.

L'avocat ajoutait : « Il serait imprudent de faire sommation à Bercegol d'avoir à défendre son droit à la cure par tous les moyens en son pouvoir ; car on l'engagerait ainsi à requérir le canoniat, alors qu'il n'y a peut-être pas pensé. Ce serait, comme l'on dit vulgairement, réveiller le chat qui dort ».

On ne tarda pas à voir que les craintes de l'abbé de Bellile n'étaient pas chimériques, et que M. de Bercegol songeait sérieusement au canoniat. Le mois ne s'était pas écoulé qu'il venait, lui aussi, requérir du chanoine de semaine la stalle laissée vacante par le décès de M. de Gosseau. Sur le refus de M. de Rangouse, qui tenait toujours pour son candidat, M. de Bercegol alla se pourvoir auprès de l'évêque ; et, outre la réquisition ordinaire, il fit signifier par le no-

taire Dudebert un second acte dans lequel il exposait les raisons qu'il avait de solliciter le canonicat. Quelles étaient ces raisons ? Le titre de collation, délivré au nouveau prétendant par Mgr de Chabannes, ne les donne pas ; il se borne à les viser d'une manière générale ¹. La principale devait être assurément l'ancienneté de sa nomination comme gradué. Elle suffisait à elle seule pour lui donner un droit incontestable et le faire préférer à ses trois concurrents.

Mais, avant qu'il pût jouir en paix du canonicat, il fallait que la querelle pour la cure de Saint-Aignan fut vidée et que l'abbé de Bercegol se vit évincé par un arrêt contradictoire. Cet arrêt fut rendu le 20 mars 1753. Il attribuait la cure à M. Lafore et déboutait de leurs prétentions MM. Despau et de Bercegol.

C'était le moment pour l'abbé de Jaubert de tenter un dernier effort. Il rédigea un nouveau mémoire, auquel l'avocat Dumoulin répondit le 4 juillet. Voici la substance de cette réponse :

« L'abbé de Bercegol étant, entre les prétendants au canonicat, le plus ancien gradué nommé, on ne pourrait l'écarter qu'en prouvant que ses grades sont entachés de quelque vice, ou qu'il a colludé avec l'abbé Lafore dans l'arrêt du 20 mars dernier, en dissimulant les moyens d'abus ou de réplétion qu'il pouvait faire valoir dans le procès pour la cure de Saint-Aignan.

» Vous n'attaquez pas la validité de ses grades, ajoutait M^e Dumoulin, mais vous l'accusez de collusion dans l'affaire de Saint-Aignan, et cela pour deux motifs : d'abord parce qu'il pouvait invoquer la réplétion contre M. Lafore, qui possédait en vertu de ses grades la cure de Salles, donnant un revenu de 1,000 livres ; et ensuite parce qu'il devait dénoncer comme entaché de simonie l'accord fait entre Lafore et Despau. Or, aucun de ces arguments ne saurait être invoqué.

» Pour le fait de réplétion d'abord, l'abbé de Bercegol pouvait l'ignorer ; et en supposant même qu'il l'eut invoqué contre Lafore, l'accusation n'aurait profité qu'à Despau, qui, plus ancien gradué que Bercegol, aurait été régulièrement investi de la cure de Saint-Aignan. Quant à l'accord passé entre les sieurs Lafore et Despau, moyennant une rente annuelle de 135 livres, il faudrait prouver, non seulement

¹ « Item alio actu etiam de hodiernâ die retento per eumdem Dudebert, notarium regium apostolicum in hâc urbe commorantem, quo, propter rationes à te expositas, à nobis dictum canonicatum petis... » Evêché, liv. A, 39, f^o 94.

que l'accord a existé et qu'il a été mis à exécution sans aucune homologation des supérieurs, mais encore que Bercegol l'a connu et qu'il avait en main les preuves nécessaires pour l'attaquer victorieusement. Sans cela, les imputations touchant l'un et l'autre cas ne sauraient être matière à reproche contre Bercegol, attendu que l'ignorance des faits d'autrui se présume toujours. »

La consultation se terminait par un sage conseil à l'abbé de Jaubert, celui de se faire évincer du canonicat, comme l'abbé de Bercegol l'avait fait de la cure, par un arrêt de la cour, afin de rendre à son grade « le mérite et l'efficacité » dont il avait besoin pour requérir encore dans une meilleure occasion.

M. de Bellile de Jaubert comprit que c'était, en effet, le seul parti à prendre. Il poursuivit son instance devant le Parlement de Bordeaux, qui le débouta de ses prétentions par arrêt du 4 mars 1754, et le condamna aux dépens envers l'abbé de Bercegol ¹. MM. de Lesparre et Hébrard furent évincés comme lui ; et Guillaume de Bercegol resta désormais paisible possesseur du canonicat qui vaquait depuis deux ans au Chapitre de Saint-Etienne ².

Déçu dans ses espérances, Bellile de Jaubert ³ continua de vivre

¹ Nous avons la quittance des sommes payées par l'abbé de Jaubert tant pour les dépens auxquels il était condamné que pour la levée de l'arrêt. Elle est délivrée à Monbabus, le 25 mai 1754, sous la signature du chanoine de Bercegol.

² M. de Bercegol ne resta pas longtemps titulaire de cette prébende canoniale. Au mois de mai suivant, il la résigna en cour de Rome en faveur de M. Antoine-Pierre Couzin, prêtre du diocèse d'Agen, chapelain de la chapellenie de Saint-Pierre de Crousillac, fondée et desservie à Laroque-Timbaut. Celui-ci résignait en même temps sa chapellenie en faveur de M. de Bercegol. Quand l'échange eut été fait, Mgr de Chabannes choisit le chanoine Couzin pour l'aider dans ses travaux d'administration ; et en vertu du droit que lui conféraient les saints canons de prendre deux chanoines à son service, il le dispensa à ce titre de l'assistance au chœur, sans qu'il put à l'avenir être sujet à la pointe. Evêché, livre A, 39, f^o 107.

³ L'abbé de Bellile vivait à Cabirol avec sa mère et son frère aîné. Dans le contrat de mariage de ce dernier, il avait été réglé que, s'il y avait incompatibilité entre la mère et les nouveaux époux, la dame Marguerite de Coquet serait tenue de nourrir et d'entretenir l'abbé. Il revenait à celui-ci une somme de huit mille livres sur les biens laissés par son père à la jouissance de sa mère. En outre, par un testament du 14 juin 1734, sa

au sein de sa famille, sur la terre de Cabirol, en attendant une occasion plus favorable de revendiquer une autre prébende.

P. HÉBRARD, VICAIRE-GÉNÉRAL.

(à suivre)

tante, Marie de Coquet, l'avait fait héritier de tous ses biens ; et en 1766, son frère lui légua, pour sa vie durant, la jouissance de tous ses biens meubles et effets.

LÉS

ENCEINTES SUCCESSIVES

DE LA VILLE D'AGEN

(SUITE)

III

ENCEINTE DE TRANSITION

(DU TREIZIÈME AU QUATORZIÈME SIÈCLE).

L'affranchissement des communes et, dans le Midi, la création des bastides qui, suivant les contrats de paréages intervenus entre l'autorité royale d'un côté, les grands feudataires et les abbés de l'autre, surgirent tout à coup sur le sol si fécond de l'Aquitaine et de la Gascogne, donnèrent au cours du ^{xiii}^e siècle une extension considérable à la vie municipale. Elle fut doublée en outre par la fondation autour des cités, et rapprochés autant que possible des remparts, des nombreux couvents et des maisons hospitalières que créa partout la charité. De là, pour les anciennes cités féodales à l'abri désormais des grandes invasions et devenues trop à l'étroit dans leurs premières enceintes, la nécessité impérieuse de reporter plus au loin la ligne de leurs remparts et d'englober les faubourgs qui s'étaient formés en dehors de leurs murailles, et, avec eux, les maisons religieuses qui faisaient comme une ceinture extérieure à leurs anciens tracés. Agen subit le même sort que Bordeaux, Toulouse, Périgueux et la plupart des cités gallo-romaines du sud-ouest. Elle dut abattre une partie de ses anciens murs, combler ou recouvrir ses premiers fossés, en creuser plus au loin de nouveaux, qu'elle défendit tout d'abord par des palissades, puis finalement remplacer ces dernières par une nouvelle enceinte, composée, comme les premières, mais plus étendue, de courtines en moyen appareil, de portes et de tours.

Deux grands faubourgs s'étaient en effet formés peu à peu dans

notre ville, l'un à l'est, l'autre à l'ouest, « la ville, dit Argenton, étant trop près de la montagne du côté nord et des ruines d'*Aginnum* du côté du midi ¹. » Ces deux faubourgs étaient protégés, celui de l'est par le château de Lassaigue, celui de l'ouest par le Château propre-dit, la Masse et la Garonne.

De nombreux couvents vinrent en outre à ce moment s'établir dans Agen et précisément dans chacun de ces faubourgs. Nous avons dit en effet ailleurs ² que les Grands Carmes, dont le couvent se trouvait à l'est de la ville, furent fondés dans notre ville en 1272, peut-être même avant cette époque ; que les Dominicains, situés à l'ouest, les avaient précédés de vingt-trois ans, leur couvent ayant été fondé en 1249 ; que les Cordeliers, d'abord établis à la porte Saint-Louis, vinrent occuper l'extrémité de l'important faubourg Saint-Hilaire, à côté du Château, en 1315 ; les Augustins en 1287, etc ; et que les églises de Sainte-Foy, de Saint-Phébade, de Saint-Hilaire, et la chapelle Notre-Dame du Bourg, toutes bâties avant le ^{xiii}^e siècle, se trouvaient également hors des murs. Il en résultait que ces établissements très fréquentés étaient peu en sûreté, au moment de la lutte sanglante des Albigeois et des premières menaces des conquérants Anglais, et que l'autorité municipale dû, dès ce moment, s'émouvoir de cet état défectueux de choses.

Les événements historiques du ^{xiii}^e siècle précipitèrent la solution, impatiemment attendue d'ailleurs.

En 1229 en effet, date mémorable pour les remparts d'Agen, était signé entre le Roi de France et Raymond VII, Comte de Toulouse, l'important traité de Meaux, en vertu duquel, (article xv), ce dernier s'engageait à faire détruire entièrement les murs de la ville de Toulouse et en combler les fossés, suivant les ordres et la volonté du légat, et, (article xvi) à en faire autant pour trente villes ou châteaux de son domaine, notamment pour les villes de Moissac, Montauban, Moncuq, Condom et Agen ³. Le traité fut exécuté et, au dire d'Argenton et de Labrunie, « les murs d'Agen furent détruits et partie de ses fossés comblés ».

Mais, écrivent les mêmes auteurs, « lorsque Alphonse, frère de saint Louis, eut succédé aux états de Raymond VII, son beau-père, les raisons qui avaient fait démanteler Agen n'existant plus, on en-

¹ Argenton : *Essais historiques et critiques* ; recueil de la Société Académique d'Agen, tome VIII, p 145.

² *Les Couvents d'Agen avant 1789*, par M. Ph. Lauzun. 2 vol. in-80.

³ *Histoire du Languedoc*, tome VI, an 1229.

treprit de relever ses murs¹. » Le 11 juin 1242, en effet, Raymond VII, comte de Toulouse, prescrit aux Consuls d'Agen de clore leur ville et de la mettre au plus vite en état de défense : « *Discretionem vestram rogamus vobis precipiendo mandantes, quatenus villam vestram claudatis, muniatis, operimini et infforcietis, sicut melius videritis expedire*². »

L'autorité municipale obtempéra avec joie à cet ordre. Seulement, commencée dès cette époque, c'est-à-dire dès 1242, cette œuvre capitale n'était pas achevée un siècle plus tard, en 1354. Ce ne fut que dans les dernières années du xiv^e siècle, et peut-être même les premières du xv^e, que l'enceinte définitive d'Agen fut constituée telle qu'elle s'est conservée jusqu'à la Révolution et que nous la donnons sur notre plan.

Nous allons donc rappeler quels furent, durant cette époque de transition, ses agrandissements successifs et tâcher d'indiquer où se trouvaient les nombreuses portes et tours dont les noms nouveaux surgissent dans les actes de cette époque.

Et d'abord commençons par le faubourg oriental :

« Le nombre des habitants d'Agen ayant augmenté dans la suite, nous disent Argenton et avec lui Labrunie³, on bâtit deux faubourgs, l'un à l'Orient, l'autre à l'Occident. Le faubourg oriental fut enfermé dans le local qui est entre le ruisseau de la Masse, la maison du Refuge et la porte de la Boucherie. Le château de Lassaigue, qui était hors des anciens murs se trouva compris dans ce faubourg. Deux rues voisines du couvent des Grands Carmes, dans le quartier du Pin, y portent encore, l'une ce nom de Lassaigue et l'autre celui de la Courtine. On bâtit deux nouvelles portes, celle du Temple et celle des Tanneries. Le ruisseau de la Masse formait le fossé de cette dernière porte du côté du Nord. On continua ce fossé autour du faubourg ; et pour le remplir, on saigna le ruisseau au moyen d'une écluse bâtie à la Grande Teinturerie, rue de l'Abreuvoir. Cet aqueduc, qui existe encore, débouche dans le fossé de la première enceinte sous le couvent des religieuses de Notre-Dame de Paulin ; et, par cet autre fossé, l'eau s'en retourne au ruisseau, où elle va se perdre à la défile du moulin de Cajarc. L'aqueduc est désigné dans les vieux actes du xiv^e siècle sous le nom d'ancien fossé de la ville. »

¹ Argenton. *Essais hist. et critiques*. Labrunie, *Abrégé chronologique*, p. 38.

² Chartes municipales d'Agen, p. 54.

³ Recueil de la Société d'Agriculture d'Agen, tome VIII, p. 113. Id. Labrunie, *Abrégé chronologique*, p. 37.

Nos deux annalistes sont ici d'une extrême précision. L'ancien fossé de ville, qui s'étendait en droite ligne du moulin de Cajarc à la place Paulin, fut reporté vers l'est à une distance d'environ 160 à 180 mètres ; et le nouveau fossé, suivant une ligne absolument parallèle à la première, se dirigea du sud au nord, en longeant à gauche la rue Saint-Martial, où il baignait les murs de l'ancienne maison du Temple, dite de Sainte-Quitterie, plus tard la maison du Refuge et de nos jours l'école des Frères de la Doctrine Chrétienne¹. Puis, de là, il traversait la rue du Temple et suivait dans tout son parcours la rue Lassaigue à gauche et le jardin des Grands Carmes à droite, dont le couvent et l'importante église restèrent ainsi hors des murs. C'est là, à la place des Carmes, qu'aboutissait le canal qui fut creusé à ce moment pour alimenter les fossés, dont parlent Argenton et Labrunie, et qui prenait l'eau de la Masse au moyen d'une écluse bâtie à la grande Teinturerie, ancienne maison Villot. Cette prise d'eau existe encore, et le canal qui en découle, longe sur la droite toute la rue de l'Abreuvoir, aujourd'hui rue d'Alsace-Lorraine.

Ce tracé devint donc celui des remparts d'Agen, lorsque le faubourg oriental fut incorporé dans la ville, au milieu du ^{xiii}^e siècle. Au sud, une ligne passant un peu au-dessus de l'Ecole-Vieille, c'est-à-dire dans les vastes jardins de la maison du Temple, et traversant la rue Pontarique à ses premières maisons pour tomber à la place Paulin et à la porte del Pichet de la première enceinte, délimita ce nouveau périmètre. Enfin, au nord, il fut également fermé par une nouvelle rangée de murailles qui longeaient le ruisseau de la Masse et furent prolongées du moulin de Cajarc, où s'arrêtait l'enceinte primitive, jusqu'à l'extrémité nord de la rue de l'Abreuvoir.

Dans son plan si exact, que nous donnons en tête de ce travail, Lomet reproduit d'une façon très nette cet aqueduc ou ancien fossé de ville. En le teintant en bleu et en délimitant à côté par un pointillé rouge le tracé des murailles qui le bordaient, nous permettons à nos lecteurs d'en suivre très facilement le parcours, et de se représenter ainsi quel fut, du côté de l'est, l'agrandissement de notre ville vers le milieu du ^{xiii}^e siècle.

Trois nouvelles portes s'ouvrirent par suite sur cette ligne. La première, la plus au sud, fut la *porte du Temple*, appelée aussi *porte Sainte-Quitterie*, et située, ainsi qu'on peut le voir encore par

¹ Voir notre travail sur les *Couvents d'Agen*, tome I, p. 2. et suiv. et tome II, p. 327 et suiv.

le rétrécissement de la rue du Temple en cet endroit, à l'extrémité de l'impasse du même nom. Elle remplaça sur le parcours de cette longue artère la porte de la Grande Boucherie, place Lafayette, que Labrunie semble confondre avec celle de la Petite Boucherie.

Puis vint au bout de la rue des Arènes, et contre l'église des Grands Carmes, la *porte dite des Carmes*, ainsi dénommée dans l'état des remparts de 1575¹, et qui remplaça l'ancienne *porte Molinié*, située plus en arrière.

Enfin, tout à fait au nord, sur le bord du ruisseau de la Masse, qui formait comme un fossé naturel, et un peu à droite de l'extrémité de la rue Saint-Pierre, au bout de la rue de l'Abreuvoir, fut ouverte une nouvelle troisième porte, la *porte dite des Tanneurs* ou *porte Saint-Pierre*, dont il est souvent question dans le livre des Jurades de 1345 à 1355². Cette année là en effet, dit ce registre, « il faut obliger M^e Odon de Valencourt à faire au plus vite, près la *porte Saint-Pierre*, vingt brassées d'entablement et douze de murailles » ; et l'année suivante, « il est important d'armer au plus vite la *porte de Saint-Pei*. » Enfin, en 1350, armement très détaillé de la porte Saint-Pierre « dont les clefs, consistant en six grandes et cinq petites, seront confiées à Etienne Bouet, puis à son remplaçant, Bernard Gautier. »

Du côté nord, la ville d'Agen vit aussi au xiii^e siècle s'accroître son périmètre. Mais autant les textes sont précis pour le côté précédent, autant ils sont rares et obscurs pour ce nouveau côté, fort important cependant puisqu'il renfermait la plupart des temples élevés en souvenir et en l'honneur des martyrs d'Agen.

Nous avons déjà posé la question, sans pouvoir la résoudre d'une façon certaine, de savoir si l'église de Saint-Caprais fut dès les premiers temps du moyen-âge, comprise dans l'enceinte primitive de la cité d'Agen, ou si elle resta au contraire hors des murs, comme celles de Sainte-Foy, de Saint-Phébade et de Saint-Hilaire ? Ce qu'il y a de sûr, c'est que dès les premiers agrandissements du xiii^e siècle, la basilique de Saint-Caprais, qui existait déjà depuis plus d'un siècle³,

¹ Archives municipales, EE. 16. Id. recueil de la Société, t. vii, p. 379.

² La dernière œuvre de notre doyen regretté, M. Ad. Magen, et non la moins importante, sera la publication de notre plus ancien livre de Jurades (1345-1355), conservé aux Archives municipales d'Agen.

³ Voir la remarquable étude de M. G. Tholin sur Saint-Caprais d'Agen, dans son bel ouvrage sur *l'Architecture religieuse de l'Agenais*, page 30 et suivantes.

se trouve comprise dans l'intérieur de la cité, alors que les églises de Sainte-Foy et de Saint-Phébade, construites tout à côté, mais plus au nord, restèrent quelque temps encore en dehors des murailles. Alors également, sur la nouvelle ligne de murailles, étaient ouvertes les *portes de l'Hôpital* et du *Moulin de Saint-Caprais*, dont nous avons déjà parlé.

Mais entre cette dernière porte et le quartier Saint-Hilaire, quelles furent celles qui s'ouvrirent dans la nouvelle enceinte, et comment se détermine le tracé de ces nouveaux remparts ? Ici, plusieurs noms se présentent, quelques-uns fort énigmatiques.

Et d'abord nous lisons, dans un état des réparations à faire aux remparts d'Agen, en 1346¹, et à propos de ce côté : « *Item de la portz de Gravera entro al moli de S.-Cabrari.* » Où était située cette *porte de La Gravière*, près du moulin de Saint-Caprais ? Evidemment sur le tracé qui va de ce moulin à la porte Saint-Georges, ou du même moulin à la porte de l'Hôpital. Mais en quel endroit précis ? Il est dit de même, quelques pages plus loin : « Il faut armer le rempart entre la *porte de La Gravière* et le moulin de Saint-Caprais. » Enfin, page 63 : « Il importe de diminuer les droits des barrières Molinier, Saint-Gilis et de *La Gravière*. »

Moins difficile à établir se trouve la position de la *Tour et du moulin de Bordeilhes*, situés, à n'en pas douter, entre Saint-Caprais et Saint-Hilaire, ainsi qu'il appert des textes suivants. Le 14 décembre, nous apprend le livre des Jurades de cette époque, « est ordonnée la construction d'un mur de six cannes de long sur le fossé, au dela de l'écluse de *Bordeilhe*. » Un peu plus loin, p. 45 : « Il faut armer le rempart situé entre le moulin de Saint-Caprais et celui de *Bor-delhes*; » et après : « celui, sis depuis le rempart de *Bordelhes* jusques et y comprise la porte Saint-Georges. »

Plus anciennement encore, le 28 mars 1327, intervient une transaction entre la Commune d'Agen et le Chapitre Saint-Caprais, réglant des contestations relatives à l'alimentation des écluses qui faisaient marcher les moulins de Cajarc et de Bordeilhe, à la propriété d'un emplacement desdits moulins sur le ruisseau de la Masse au-dessous de l'hôpital neuf (hôpital du Martyre)², et enfin à la re-

¹ Livre des Jurades de 1345 et années suivantes, publié par M. Ad. Magen.

² Voir notre travail sur les hôpitaux d'Agen (*Les Couvents d'Agen*, t. II.)

construction d'une maison démolie par les consuls, à Villeneuve, près de Bordeilh, pour ouvrir un chemin ¹.

Mais l'état des réparations à faire aux murailles d'Agen en 1346, publié en partie par M. Magen, nous donne l'emplacement exact de ce moulin et par suite de la tour qui se trouvait à côté. L'annotateur du ^{xviii}^e siècle ajoute en effet en marge et en regard de ce nom : « *Molin derrière les Augustins, qui est le mollin de Bordelhe, où sont encore les vielhes masures dans le fossé de la ville* ². » Cette dernière note précise donc d'une façon certaine ce que les confrontations précédentes ne faisaient que laisser supposer, à savoir que la *tour et le moulin de Bordelhes* se trouvaient, sinon lors de la première enceinte, du moins lors des adjonctions successives des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, derrière le couvent des Augustins, c'est-à-dire sur le tracé septentrional des remparts d'Agen à cette époque.

Plus loin, le même registre nous parle, à cette même date de 1346, d'une *Tour de Malbec*, dont il n'est plus question quelques années plus tard : « *Tot premièrement depuis la tour Cornalière de Malbec, derrière S.-Georges.* » Pour nous, nous estimons que cette tour, qui devait s'élever non loin de la porte Saint-Georges, se trouvait très-probablement à l'angle extrême des murailles d'Agen, du côté nord-ouest.

Tout à côté, est encore citée, cette année-là, la *porte del Ratgé* : « *Item del hostal de mestre Gilis entro à la porta dels Ragès.* » Cette porte de Ratgé ou de Raché était celle qui se trouvait à l'extrémité ouest de la rue du même nom, au-dessous même des escarpements septentrionaux de ce qu'on appelait le *Château*. Nous la retrouverons en détaillant la dernière enceinte.

Enfin, nous rencontrons, toujours à cette époque, maintes fois mentionnée, la *porte de la Croix (del Cruce)*, dont il nous est très difficile, bien qu'elle fut située à coup sûr dans ces parages, de déterminer l'emplacement exact. Voici en effet ce que nous apprennent, à propos d'elle, les importantes délibérations des Jurades des années 1345-1346.

Et d'abord « il faut forcer M^e Odon de Valencourt, dès l'année 1345, de raser *le portail de la Croix*, ainsi qu'il y est tenu en vertu de l'acte passé par M^e Bernard Topinier et R. de Galapian. Il a déjà

¹ Chartes municipales d'Agen, p. 318.

² Livre des Jurades de 1345 et années suivantes, par M. Ad. Magen, p. 45.

reçu le prix de ce travail¹. » Mais un peu plus loin, nous lisons au contraire, à la même année : « Il importe d'armer au plus vite la porte de la Crotz². » Puis : « Certaines pierres des batiments des Frères Mineurs seront déposées en ville à la porte de la Croix ou derrière les palissades de la porte des Frères Mineurs, pour servir aux réparations de ladite porte de la Croix. » Et plus loin : « Lesdites pierres, que la ville s'était réservées, seront livrées à Silvain Leclerc et à Odon, pour refaire une portion du mur *depuis la porte de la Croix jusqu'à celle des Frères Mineurs*³. »

Enfin, le 4 septembre de l'année suivante 1346 : « Les Consuls font un nouveau marché avec M^e Leclerc, maçon, pour la *construction du mur de la ville depuis le portail de la Croix jusqu'à celui des Frères Mineurs*. Il devra être construit semblable aux murailles neuves qu'on a commencé de bâtir ; et Bernard Martin, maître de l'œuvre des fortifications de la ville, donne son consentement à ce marché qui ne préjudiciera en rien au jugement qui l'oblige à clore lui-même la ville dans la totalité de l'enceinte⁴. »

Les Frères Mineurs, établis depuis la fin xiii^e siècle à Agen dans le quartier Saint-Louis, vinrent, on le sait, après avoir été expropriés par le roi de France, s'installer en l'année 1345 dans le quartier Saint-Hilaire, où ils batirent l'église et le couvent qu'ils ont gardés jusqu'à la Révolution⁵. Or cet événement coïncide justement, en cette même année, avec les travaux exécutés à la porte de la Croix.

Une sorte de fièvre préside en effet à cette date, et très certainement à l'occasion des hostilités engagées contre les Anglais, aux réparations à effectuer aux murailles d'Agen. C'est le moment où l'ancien couvent des Cordeliers au quartier Saint-Louis est rasé, en vue d'élever à sa place une forteresse ; où de tous côtés, ainsi que nous l'apprend le livres de Jurades, des ordres sont donnés pour fermer les brèches, relever les murailles, accroître les moyens de défense et surtout pour agrandir la ligne de fortifications. C'est justement ce côté nord de la ville qui semble le plus faible. Aussi est-il prescrit d'y abattre plus particulièrement les vieux murs et de les reporter plus au loin.

¹ Jurades de 1345-1355, publiées par M. Magen, p. 4.

² Idem. p. 43

³ Idem. p. 46.

⁴ Idem. p. 79.

⁵ Voir notre travail sur les *Couvents d'Agen*, tome 1^{er}, chapitre IV, p. 93.

En examinant attentivement le plan d'Agen, nous croyons donc que cette porte de la Croix, qui, d'après le texte du 4 septembre 1346 où il est parlé « de la construction d'un nouveau mur depuis le portail de la Croix jusqu'à celui des Frères Mineurs, » précédait évidemment de quelques cents mètres à peine la porte Saint-Georges ou porte des Frères Mineurs, ne pouvait se trouver qu'autour de l'église des Augustins, très vraisemblablement à la jonction de la rue de ce nom avec l'extrémité de la rue du Saumon. Là, en effet, dans la première enceinte, existait indubitablement, ainsi que nous l'avons fait supposer précédemment, une porte, dont le nom ne nous a pas été conservé, mais qui, en raison des documents précédents, semble bien devoir être la porte de la Croix. C'est donc en cet endroit que, jusqu'à preuve du contraire, nous croyons devoir placer cette importante porte de la première enceinte.

En même temps que s'étaient formés les faubourgs de l'est et du nord, était né également, à l'ouest, un important quartier autour de la nouvelle église des Frères Mineurs, de tout temps très populaires. Aussi, dès que l'agrandissement de la ville eut été décidé, s'empressa-t-on, comme les faubourgs de Lassaïgne et de Saint-Caprais, de l'englober dans la nouvelle enceinte. Alors furent démolis les deux pans de murailles s'étendant de chaque côté de la tour Grande-Horloge, qui de porte de ville devint une simple tour intérieure de la cité. On combla les fossés qui les précédaient; on prolongea la rue Grande-Horloge d'une distance à peu près égale à la partie qui existait déjà; et on traça la nouvelle enceinte, suivant les deux lignes que nous a conservées le cours des égouts actuels. Au nord, la première se prolongea depuis la rue des Augustins, ou la porte de la Croix, jusqu'un peu après la nouvelle porte *Saint-Georges* ou des Frères Mineurs; au sud, la seconde ligne se raccorda à la première enceinte à la hauteur du milieu de la rue de la Reine, et, contournant au nord le tertre du Château, vint se joindre à la première à l'extrémité nord-ouest du jardin des Frères Mineurs.

Les tracés bleus et pointillés en rouge de notre plan feront facilement saisir cet agrandissement.

Vers le milieu du ^{xiii}e siècle, la nouvelle enceinte d'Agen s'étendait donc : au nord, depuis la porte Saint-Georges jusqu'à la porte des Tanneries, laissant encore hors des murs les églises de Saint-Phébadé et de Sainte-Foy; à l'est, depuis la porte des Tanneries,

jusqu'à l'extrémité sud du jardin de Sainte-Quitterie, près le Pont-Neuf ; au midi, depuis ce pont jusqu'au pont d'Angoyne ou porte de Bézat ; à l'ouest, depuis ce pont jusqu'à la porte Saint-Georges, en suivant le tracé de l'aqueduc d'Angoyne.

Mais cette nouvelle enceinte, construite peut-être uniquement en palissades, ne fut que provisoire. Elevée à la hâte, en vue de parer aux événements qui se précipitaient avec tant de rapidité, elle était en bien des points défectueuse et ne protégeait que très-imparfaitement certains quartiers qui s'accroissaient chaque jour, notamment le faubourg sud-ouest autour de la nouvelle église des Dominicains ou Frères-Prêcheurs. Aussi, dès que la lutte avec les Anglais devint générale dans toute la Guienne, en ces années si troublées du ^{xiv}^e siècle où chaque jour amenait une surprise et faisait redouter une attaque imprévue, l'autorité municipale d'Agen chercha-t-elle à employer les nouveaux moyens de défense, et, en étendant encore la ligne des remparts, à assurer le mieux possible la sécurité des habitants.

C'est alors, au cours du ^{xiv}^e siècle, ainsi que nous le voyons à chaque page du si important livre des Jurades de 1345 à 1355, que « le faubourg occidental, comme nous le disent également Argenton et Labrunie, fut prolongé depuis le milieu de la rue Bézat ou Garonne, jusques y compris le local où sont les Jacobins ; et qu'on combla le fossé qui de ce côté clôturait la ville et dont il ne reste plus qu'une partie sous le pont d'Angoyne. » Et les deux auteurs ajoutent : « Je ne connais pas d'époque plus précise de la fondation de ces deux faubourgs, dont l'occidental est le plus ancien. Je n'ai vu, dit même Argenton, aucun acte où ils soient mentionnés avant la transaction passée en 1217, entre Simon, comte de Montfort, et Arnaud, évêque d'Agen. Mais nous avons perdu tant d'actes que ce silence n'a rien d'étonnant ¹. »

Alors donc furent incorporés dans la nouvelle enceinte : à l'ouest le Château et le quartier Saint-Antoine ; au sud-ouest, tout le faubourg des Jacobins, établis depuis 1249 ², qui s'étendait depuis la rue Saint-Antoine au nord, le Gravier à l'ouest, le quartier Saint-Louis au midi, et la rue Porte-Neuve à l'est ; au midi, tout le faubourg Porte-Neuve, depuis la chapelle Notre-Dame, qui jusque là était toujours restée en dehors des murs, jusqu'aux abords de ce

¹ Argenton, recueil de la Société académique d'Agen, tome VIII, p. 114.

² *Les Couvents d'Agen avant 1789*, tome 1^{er}, chapitre III, p. 47.

qui devint plus tard la Plateforme ; à l'est, les nouveaux faubourgs Saint-Jean et du Pin, qui ne furent adjoints que les derniers et longtemps après, Argenton nous disant : « De ce côté, la nouvelle enceinte, qu'on voulait porter bien au delà du Temple, n'était pas encore achevée en 1272, puisque l'acte de fondation des Grands Carmes, qui est de cette année, porte que leur couvent est hors du mur de la ville. On y travaillait encore en 1296, et les charges auxquelles on voulut à cette occasion assujétir le clergé excitèrent bien des querelles. Mais les murs étaient finis depuis peu en 1327, sans que je puisse donner une date plus précise du commencement et de la fin de cet ouvrage. » Nous avons vu, par les délibérations des Jurades d'Agen de 1345 et 1346, qu'à cette date, de beaucoup postérieure cependant à celle donnée par Argenton, les murailles d'Agen étaient loin d'être terminées et que chaque jour amenait des modifications nouvelles à l'assiette de son enceinte, encore à cette époque en pleine voie de transformation. Enfin au nord, bien que la configuration du terrain ne s'y prêtât guère, le ruisseau de la Masse d'abord puis le coteau arrêtant tout agrandissement de ce côté, on étendit également le périmètre de l'enceinte ; et, à seule fin d'incorporer les églises de Sainte-Foy et de Saint-Phébade, on franchit la Masse, qui pénétra ainsi dans la ville par la porte des Tanneurs pour en sortir au moulin de Saint-Caprais, et on arriva jusqu'aux pieds mêmes du coteau. Ainsi fut définitivement établie, au ^{xiv}^e siècle, la dernière enceinte d'Agen.

Mais, disent encore nos deux chroniqueurs, « on n'avait pu exécuter le dessein de renfermer dans la ville les églises situées dans les faubourgs, sans laisser un espace considérable entre la nouvelle enceinte et les débris de l'ancienne. C'était un moyen d'augmenter la population en y attirant de nouveaux habitants. Mais je ne vois pas qu'on se soit empressé d'aller s'établir sur cet emplacement. Le terrain qui entoure l'église Notre-Dame de la Chapelle (du Bourg) jusques à la porte du pont de Garonne était même destiné à demeurer longtemps vide, solitaire, sans aucun édifice. Les Consuls permirent même aux habitants de la gache ou quartier Saint-Etienne d'y planter une vigne et des ormeaux. L'église de la Chapelle ne fut nommée *Notre-Dame du Bourg* qu'après 1339, et lorsqu'on eut bâti une espèce de bourg dans la ville même¹. On s'empressa si peu d'éle-

¹ L'église Notre-Dame du Bourg, connue sous le nom de *la Chapelle*, est un monument du ^{xiii}^e siècle, (G. Tholin, *Architecture religieuse de l'Agenais*, p. 261.)

ver des maisons entre l'ancienne enceinte et la nouvelle qu'en 1513 une partie de la rue Saint-Jean n'était encore qu'une prairie appartenant aux religieux Grands-Carmes. On peut observer que presque tous les jardins et couvents de la ville sont situés sur cet emplacement, tandis que presque tous les aqueducs, restes des anciens fossés, marquent les limites de l'ancienne ville et de ses faubourgs ¹.

La lecture de notre plan permettra de voir combien sont vraies ces assertions d'Argenton, et comment l'espace compris entre les diverses maisons ainsi que l'étendue de leurs jardins deviennent de plus en plus considérables, au fur et à mesure que l'on s'éloigne du cœur de la ville, c'est-à-dire de Saint-Etienne, et que l'on s'avance vers les faubourgs.

Ainsi, et par une marche progressive à travers les siècles, nous sommes amené à donner la description de la dernière enceinte de notre ville, telle qu'elle devait exister à la fin du xiv^e siècle et que nous la retrouvons, malgré quelques modifications de très minime importance, à la veille de la Révolution, c'est-à-dire à l'heure où l'ingénieur Lomet eut la bonne fortune et l'excellente idée en même temps de la relever et de nous la conserver ainsi dans son plan.

IV

DERNIÈRE ENCEINTE

(DU QUATORZIÈME AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE)

Dans les nombreuses liasses conservées aux Archives municipales d'Agen, si riches pour tout ce qui regarde notre histoire locale, se trouvent à la série EE, consacrée aux affaires militaires, plusieurs documents de premier ordre, relatifs aux anciennes fortifications de notre ville.

Une de ces pièces a été publiée, bien avant nous, par Monsieur Amédée Moullié dans le tome vi du recueil des travaux de la Société Académique d'Agen (1853). C'est l'état des diverses sections de la ville d'Agen, en l'année 1572, avec les indications des tours, portes

¹ Argenton, *Essais historiques et critiques* ; Labrunie, *Abrégé chronologique*, p. 261.

et bastions qu'il était nécessaire de défendre « et les noms des *gardes* et *capporaux* » préposés à chacune de ces sections. Dans ce remarquable travail sur *la Ville d'Agen et son enceinte extérieure après la Saint-Barthélemy*, notre savant et regretté collègue a ainsi, le premier, appelé l'attention des historiens comme des archéologues sur la si intéressante question qui nous occupe aujourd'hui. Malheureusement ce document est un des plus courts de tous ceux qui existent aux Archives, et il contient de nombreuses lacunes.

Beaucoup plus complet se trouve tout à côté, dans la liasse EE 17, que n'a point connue Monsieur A. Moullié et qui est resté inédit jusqu'à ce jour, *le procès-verbal des réparations à faire aux murs de la ville d'Agen, par ordre de M. de Gourgues, trésorier général de France en Guienne, à la réquisition de Messieurs les Consuls de ladite ville* ¹. Cette relation est des 27 et 28 janvier 1612. Bien que postérieure de quarante ans à la pièce publiée déjà, elle n'en contient pas moins toutes les indications fournies par elle, et, en plus, de nombreux détails militaires et archéologiques qu'il est du dernier intérêt de relever. Elle nous montre en tous cas que l'assiette de la dernière enceinte d'Agen était fixée depuis longtemps déjà, que les guerres de religion n'y apportèrent aucune modification sensible, sauf quelques réparations de détail ; et que c'est à peine si, durant quatre siècles, quelques tours disparurent, soit par vétusté, soit par ordre des différents gouverneurs, qui ne furent point relevées. Telle donc la construisirent nos pères du xiv^e siècle, telle l'enceinte définitive d'Agen se présente à nous, aussi bien au xviii^e siècle dans le plan de Lomet, que dans cet acte du commencement du xvii^e que nous allons prendre désormais pour guide et reproduire *in extenso*.

« Par devant nous, Pierre de Gourgue, conseiller du Roy et trésorier général de France en Guyenne, ce jourd'huy vingt-septiesme de janvier 1612, ont comparu Pierre Juge et Arnaud La Boyrie, consuls de la ville d'Agen, qui nous ont dit et remonstré de la part de toute la Communauté de ladite ville, quy est grandement necessaire pour la seuretté et conservation de ladite ville de faire faire des réparations tant ès environs des murs d'icelle, ny ayant nulle gueritte qui ne soit entièrement ruynée, les tours toutes descouvertes et desplanchées et hors de deffence, et les muralhes crevassées et fendues en beaucoup d'endroits ; de sorte que sy on ny pourvoit il est quasy impossible d'y faire garde et de conserver la ville contre l'invention

¹ Archives municipales d'Agen, EE. 17 (liasse : 60 pièces).

des ennemis, s'il y survenait quelque trouble, comme on a vu depuis peu des alarmes. Nous requerons de vouloir faire la visite des réparations qu'il convient faire les plus nécessaires pour se pourvoir pardevant le Roy, ainsi qu'ils verront estre à faire. Ce que nous leur aurions concédé.

« Et advenue le lendemain vingt huitiesme dudit mois, Nous, en compagnie de maistre Jehan Duportal, conseiller et secrétaire du Roy, maison et couronne de France, et contreleur des fortifications, réparations, vivres, munitions, et ravitaillement des pays et duché de Guyenne, Poitou et Languedoc, et desdits Juge et Laboyrie, consuls susdits, sommes allés faire ladite visite, ayant prins d'office Pierre Capmartin et Jehan Reynau, maistres massons, Pierre Pinedre et Guinot Brivadel, maistres charpentiers de ladite ville, pour, avec nous, faire ladite visitte, leur ayant par préalable fait lever la main au serment qu'ils ont fait à Dieu de bien, justement et loyalement nous faire le rapport au vray des réparations qui seront nécessaires aux murs de ladite ville, et le plus juste prix, à quoy icelles pourront monter. Ce qu'ils ont promis et juré faire.

« Et estant sortis de ladite ville, nous serions acheminés en ung coing d'icelle, ou y a une grande tour, appelée la *Tour de la Poudre*, où estant, aurions trouvé icelle tour estre toute hors de deffence, ny ayant aulcune canonière qui puisse desfendre icelle ; moins aulcune gueritte pour poser a sentinelle du corps de garde qui se fait dans icelle ; à cause de quoy est necessaire de faire de deffence à ladite tour, et tout contre icelle y faire une gueritte tout à neuf au lieu de celle qui a esté d'autre fois, qui à presen est toute perdue. »

La tour de la Poudre était, par ses dimensions comme par sa position, une des plus importantes de toutes les tours de la dernière enceinte d'Agen. Située à la pointe extrême sud-ouest de la ville, R sur notre plan, elle défendait les deux courtlines qui se prolongeaient à angle droit d'un côté jusqu'à la porte de Garonne, de l'autre jusqu'à la porte Saint-Louis. La *Perspective de la ville d'Agen, vue prise du faubourg du Passage en 1648*, dont l'original appartient à Madame de Boëry et que nous avons reproduite en tête du tome 1^{er} de nos Couvents d'Agen, nous la représente en saillie très prononcée, circulaire, fort élevée, couronnée à son extrémité supérieure d'un large chemin de ronde dont les parapets sont crénelés, et recouverte d'un comble assez bas en forme de pyramide. Hermétiquement close au rez-de-chaussée, elle n'est ajourée que par de rares meurtrières, qui ne commencent guère qu'au niveau du chemin de rondes des remparts. Nulle guérite ne semble, comme le recommande le texte précédent, y avoir été apposée à ce moment-là.

La tour de la Poudre a dû jouer un rôle important au xvi^e siècle. Dans les livres consulaires de cette époque il en est plusieurs fois

question ; en 1591 notamment, où il est dit « qu'on relevera en toute hâte la muraille, qui est ruinée, entre la Tour de la Poudre et le pont de Garonne. »

C'est cette partie de la courtine qu'acheta, vers 1740, Monsieur Hulot de la Tour, fermier général, à messieurs les Consuls d'Agen, « moyennant une redevance d'un sol par an et l'obligation de la laisser ouverte et munie de défenses en cas de guerre ». Précaution bien inutile, les murailles d'Agen n'étant depuis longtemps destinées qu'à l'unique embellissement des alentours de notre ville. C'est alors que par les soins du nouveau propriétaire fut bâti l'élégant hôtel, si pur de formes comme de décorations intérieures, qui fait l'admiration de tous les visiteurs. Alors fut construite sur la muraille la jolie terrasse qui se prolonge sur la façade occidentale jusqu'à cette tour de la Poudre, qui de sombre et froide défense devint un ravissant pavillon de plaisance, aéré, ajouré par de nombreuses et hautes baies, et dont l'intérieur fut orné et agrémenté de cinq panneaux représentant, en faisceaux harmonieux, la plupart des instruments de musique, violons, guitares, hautbois, tambourins, cornemuses, etc., que les goûts artistiques de tous les propriétaires qui s'y sont succédés ont religieusement conservés. Vendue par les héritiers du fermier Hulot de la Tour à Monsieur Cazabonne de La Jonquière quelques années avant la Révolution, ce dernier à transmis, non seulement intacte mais encore embellie, cette aristocratique demeure à la famille Benjamin Martinelli, qui, après diverses péripéties, a fini par s'en dessaisir en faveur de Monsieur le conseiller de Calmels-Puntis. Entretienue avec le plus grand soin par ses deux fils, MM. Emile et Louis de Calmels-Puntis qui l'habitent, elle offre encore dans leur intégrité les caractères les plus purs de la jolie époque qui l'a vu naître.

« Et allant de ladite tour de la Poudre, continue notre relation, vers la Porte Neuve, avons trouvé *deux tours rondes*, toutes découvertes et desplanchées et sans qu'il y ait dans icelles aucunes deffences ; à cause de quoy avons trouvé estre nécessaire icelles faire couvrir et desplancher, et au dessus d'icelles les canonières pour servir de deffence à icelles ; comme aussy de remettre à neuf *deux guerittes* qui sont tombées aux mesmes places qu'elles étaient auparavant, servant à poser les sentinelles desdits deux corps de garde de la Poudre et de la Porte Neuve . »

Le plan de Lomet de 1789 reproduit ces deux tours rondes, Q, et un peu plus loin ces deux guérites, telles qu'elles existaient en 1612. Seulement un important changement s'était opéré, dans l'intervalle,

en ce quartier. Nous voulons parler de l'ouverture de la *Porte Saint-Louis*. C'est en effet en 1649, sur l'ordre du duc d'Epemon alors gouverneur de Guienne et résidant souvent à Agen au château de Malconte, qu'il venait de faire bâtir pour la célèbre Anne de Maurès, plus connue sous le nom de Manon d'Artigues, que furent construits la *Porte et le Pont Saint-Louis*, ainsi que les *Ecuries du Roi*¹.

Cette porte fut ouverte un peu au-dessous de la première de ces deux tours rondes, dont il est ici question, non loin de ce qu'on appelait autrefois *les Ecluses*, si joliment dessinées par Beaumesnil dans son précieux manuscrit, et en face de ce qu'il nomme le *Pontet*, « sortes de débris romains, dit-il, qui se trouvaient dans le fossé en remontant des Ecluses à la Porte Saint-Louis, un peu au-dessus de cette porte et qui avaient dix pieds et plus de haut. » Plus tard s'ouvrit également dans l'axe de cette porte la rue dite d'abord Saint-Louis, puis de la Paix, qui devait rejoindre la rue Pont-de-Garonne, sous l'arceau des Capucins, lorsque l'église de ce dernier couvent eut été démolie après la Révolution. Quant au pont Saint-Louis, il en est question dans nos livres consulaires en cette année 1649, où fut passé « un contrat avec le sieur Faugère pour la construction d'un pont de pierre de taille et de briques, sur les fossés de la ville entre la Porte Neuve et la tour de la Poudre. Ledit Faugère devra ouvrir une brèche dans la muraille et exécuter divers autres travaux, le tout pour la somme de 300 livres². »

La porte Saint-Louis existait dès 1651, puisque à cette époque il est question de la murer, dans le Journal des Consuls³.

L'une de ces deux petites tours rondes s'appelait autrefois *Tour du Bourreau*. Elle est ainsi dénommée dans la liste de 1572, publiée par Monsieur A. Moullié. Il faut bien se garder de la confondre avec la tour de Marmande, à l'extrémité de la rue Saint-Martial, dont il sera bientôt question, et à qui on a donné de nos jours ce même nom lugubre.

Enfin un peu au delà, à égale distance de la porte Saint-Louis et de la Porte Neuve, on peut voir sur notre plan, et existant par suite encore en 1789, les deux guérites accolées de 1612, « servant, dit notre texte, à poser les sentinelles des deux corps de garde de la Poudre et de la Porte Neuve. »

¹ Labrunie, *Abrégé chronologique*, p. 146.

² Archives municipales, CC. 384.

³ Idem, BB. 59.

« Et estant arrivés à la *Porte Neuve*, avons trouvé nécessaire faire ung pont-levis à ladite porte à laquelle on va à plain pied et ne se ferme que d'ung grand portal de bois ; lorsque elle s'ouvre, ledit pont-levis y estant très nécessaire pour la conservation de ladite ville, et avec ledit pont, ung *Revelin*, deulx petites tours en forme de cul de lampe aux deux extrémités dudit pont pour la deffence d'icelluy, et comme il est aux autres portes ; et au dedans ledit revelin, pour la deffence de la seconde porte faicte entre les deux tours, au dessus icelles portes, une gueritte allant d'une tour à l'autre en forme de machicoulis, auxquelles tours ny a aussy aucune canonnière ny deffence. »

Il existe une vue de la Porteneuve, dessinée par le baron Lomet avant sa démolition, reproduisant d'une façon très exacte et fort curieuse les dispositions précédentes, qui sans nul doute furent alors appliquées. Dans cet intéressant crayon, la Porte Neuve, dont la baie est ogivale, se trouve surmontée d'une haute tour carrée, en moyen appareil, couronnée d'une plateforme crénelée. C'était l'agencement primitif. Deux autres tours semi-circulaires cette fois, mais plutôt ovales, viennent de chaque côté flanquer cette porte, formant une saillie très prononcée. Ces deux tours sont découronnées et recouvertes en partie d'une toiture à pan très incliné. Ainsi que l'indique le texte précédent, elles sont reliées entre elles par une galerie en bois, sorte de hourd, percé à jour par des barreaux, qui, masquant l'entrée de la tour carrée, permettait aux sentinelles de la surveiller, de la protéger et en même temps de communiquer ainsi à couvert d'un chemin de ronde à l'autre. Deux tourelles en porte à faux précédent, à l'extrémité de chacun des murs construits sur l'avancement de ces deux tours, tout cet ensemble de fortifications, qui, pour en être assez grossier, n'en présente pas moins un aspect des plus pittoresques et des plus intéressants. Aucune trace de pont-levis n'existe sur ce dessin. Il est évident, en effet, qu'en 1789 un pont fixe avait dû le remplacer, ou que même depuis longtemps le fossé avait été comblé en cet endroit fort passager.

La Porte Neuve, P sur notre plan, telle qu'elle se présentait encore en 1789, réunissait donc, particularité remarquable, les deux systèmes de fermeture adoptés au moyen-âge, c'est-à-dire une porte cintrée surmontée d'une tour carrée, contre laquelle venaient butter les courtines ; et, au devant, plus moderne, une baie ogivale défendue par deux tours semi-circulaires, entre lesquelles avait été dressé un chemin de ronde sous forme de « machicoulis. »

Il résulte en effet de nos livres de jurades qu'en 1612 les travaux

commandés par ordre des consuls reçurent plein et entier effet. Le pont-levis fut construit, le ravelin entrepris, et « les deux petites tours, en forme de cul de lampe, édifiées aux deux extrémités dudit pont. » Enfin « la gueritte, » qu'il faut entendre ici par le réduit en bois faisant communiquer les deux tours, fut commencée et menée en moins d'un an à bonne fin ¹.

Depuis sa création à la fin du ^{xiv}^e siècle, la Porte Neuve joua un rôle important dans toutes les affaires militaires et municipales d'Agen. Dès 1509, il est question « de la construction du pont de la Porte Neuve ². » En 1574, « deux pièces, dites mousquets, seront placées à cette porte ³. » En 1589, il est recommandé de faire bonne garde, la ville devant être attaquée entre la tour de Marmande et la Porte Neuve ⁴. En 1614, « la Porte Neuve sera murée, de même que les portes Saint-Georges et de Garonne. » En 1617, « Martial Chabré s'engage à recouvrir les tours de la Porte Neuve et à blanchir le devant en pierre assise, moyennant la somme de 24 livres ⁵. » En 1658, il est question « d'acheter du bois pour la construction d'une flèche à la Porte Neuve ⁶. » En 1669, « il est octroyé 80 livres à Massas, charpentier, pour avoir refait le pont-levis de la Porte Neuve. » Enfin, en 1652, Labrunie nous apprend, que lors de la terrible inondation du 25 juillet de cette année, « il fallut ouvrir la Porte Neuve, qui était murée à l'occasion de la guerre, pour laisser passer la procession d'usage. C'était la seule porte qui fut demeurée libre et dont l'eau ne se fut pas emparée. »

La Porte Neuve, écrit Lomet sur sa gravure, fut démolie en 1789. Dès lors tout ce quartier fut bouleversé. A la fin de 1799, nous apprend Proché, l'administration autorisa les particuliers « qui avaient des maisons le long du fossé de ville entre la porte Saint-Louis et la Porte Neuve, à construire à leurs frais et dépens l'aqueduc », qui fut ainsi comblé. C'est l'époque où M. de Narbonne acheva le bel hôtel qui avait été commencé quelque temps avant la Révolution et qui, s'appuyant sur un des côtés de l'ancienne porte, était destiné à devenir plus tard le Palais Episcopal. C'est alors enfin que

¹ Archives municipales, BB. 42.

² Idem, BB. 23.

³ Idem, BB. 32.

⁴ Idem, BB. 35.

⁵ Idem, BB. 44.

⁶ Idem, BB. 61.

furent plantées les allées de la Plateforme, qui devinrent après le Gravier et exposées aux chauds rayons du midi, la promenade favorite des Agenais pendant l'hiver¹.

« Et allant plus avant vers la tour appelée la tour de Vacqué, ou y a ung autre corps de garde, a este trouvé une guéritte plus près de ladite Porte Neuve, toute tombée, laquelle a besoing estre remise pour un coing qu'il y a plus près la *tour appelées de Calbas* toute à neuf. Comme aussi ladite tour a besoing d'estre planchée, estant couverte et d'y faire des canonières et deffences, n'en y ayant point du tout. »

La première tour qu'on rencontrait en effet, après la Porte Neuve, en se dirigeant toujours vers l'est, était la *tour de Calbas*, U sur le plan, située au coude des murailles, à l'extrémité de la terrasse de la maison de Laffore. Lomet, sur son plan, semble la représenter carrée, précédée d'une guérite, ainsi qu'il est dit dans le texte. Là également, se trouvait un autre *pontet*, au dire de Beaumesnil, « existant après la tour du coin au-dessus de la Porte Neuve et présentant un reste d'appareil en petites pierres. »

Cette tour de Calbas était-elle la même que la *tour de Foix*, dont parle Malebaysse dans son journal, à la date de 1629, lorsqu'il nous dit, à propos de la terrible peste qui ravagea la ville cette année-là : « Et gaignaient lesdits chirurgiens cinquante escus chacun par mois et bouche courts, et feurent logés à ceste maison qui est contre la Porte-Neufve, qu'on appelle la *tour de Foix* » ? Tout semble le faire supposer, aucune autre tour n'ayant jamais existé que celle-là entre la Porte Neuve et la porte de Vacqué. Dans son état de 1572, M. Moullié, qui semble ignorer le nom de la tour de Foix, écrit que « la tour de Calbas est celle qu'on remarque attenant à la maison de la demoiselle Vigué. » Elle existait donc encore en 1853.

« Plus avons trouvé *aultre gueritte* du tout perdue, laquelle il faut remettre tout à neuf, y estant tres necessaire pour poser ung sentinelle en temps de guerre.

« Plus avons trouvé *aultre gueritte*, laquelle servira encore estant neantmoins toute descouverte, laquelle a besoing d'estre réparée. »

Ces deux guérites sont indiquées sur notre plan entre la tour de Calbas et la tour de Vacqué, à l'endroit qui correspond aujourd'hui

¹ Voir : Labrunie, *Abrégé chronologique* ; Proché, *Annales de la ville d'Agen*, p. 76 ; la note, à la même page, de M. Ad. Magen, etc., etc.

à la jonction de la petite rue du Jeu de Paume avec le cours Washington.

« Et estant à ladite *tour de Vacqué*, avons icelle vizitée et trouvée toute desplanchée et mal accomodée, sans qu'il y ait aucune canonière au dessus, ny deffence, estant très nécessaire d'y en faire. »

La tour de Vacqué était située en N, à l'extrémité du jardin de l'hôtel de Raymond et au bout de la rue Saint-François. Elle n'est pas dénommée dans l'état de 1572, mais simplement indiquée comme « étant derrière la grange de M. le lieutenant de Redon », dont la maison devint depuis, on le sait, le Couvent de la Visitation, aujourd'hui le Petit Séminaire.

« Ayant icelle veus, allant vers aultre tour appelée la *tour de Marmandet* (sic) ou y a aultre corps de garde en temps de guerre, y aiant grande distance de l'une à l'autre, avons trouvé y avoir en aultre fois trois guérites pour y poser des sentinelles, ny ayant à présent que la marque et place d'icelles à ladite muraille, lesquelles est tres necessaire de remettre tout à neuf pour la conservation de la ville.

Ces trois guérites se trouvaient à l'autre extrémité sud-est du jardin de Raymond, au bout de la ruelle tortueuse qui aboutit à l'Ecole-Vieille.

« Et étant arrivés à ladite *tour de Marmandet*, avons trouvé icelle n'avoir aucune canonière pour la deffence, estant tres necessaire d'y en [faire pour la deffence d'icelle. Avons aussy trouvé estre necessaire faire une gueritte pour ladite tour pour poser la sentinelle d'un corps de garde sur ung petit coing de muraille qui advance au dehors de ladite ville.

La tour de Marmandet ou de Marmande, M, du nom de Pierre de Marmande, sénéchal d'Agen pour le roi d'Angleterre de 1313 à 1323, a été aussi appelée de nos jours *tour du Bourreau*, comme ayant servi de demeure au dernier exécuter des hautes œuvres qui ait habité Agen. Elle se trouvait à l'extrémité sud de la rue Saint-Martial. Elle existait encore en son entier, il n'y a pas vingt ans, circulaire, fort en saillie sur les courtines, assez élevée quoique découronnée de ses parapets et de ses créneaux, construite en moyen appareil et ajourée seulement à son faite. La photographie, qui en a été prise quelques jours avant sa démolition et que nous avons sous les yeux, permet d'en conserver le souvenir.

Il est plusieurs fois question de cette tour dans nos archives municipales. C'est ainsi qu'en 1589 on recommande de faire bonne

garde à la tour de Marmande, la ville devant être attaquée de ce côté là¹. Plus tard, sous la Fronde, en l'année 1652, il est ordonné de construire un gabion, « près de la tour appelée de Marmande². » Et à chaque instant, ce sont des réparations à faire aussi bien à cette tour qu'à toutes ses semblables.

«Continuant ladite visite et allant vers la tour de Saint-Jean où y a aultre corps de garde, aurions trouvé une guéritte, laquelle servira encore, estant réparée, laquelle est toute desplanchée et decouverte, qu'il faut réparer.

« Plus avons trouvé *une tour*, laquelle est crevassée de deux costez, de tant que le fondement d'icelle du costé de dehors a manqué, à cause de quoy elle se sépare de la murailhe de ladite ville, en danger d'emporter une partye de laditte murailhe de la ville, des environs d'icelle venant à tomber.»

Cette tour, en si mauvais état, et dont le nom n'est pas cité dans l'acte, était la *tour Duranton*, L, sise à égale distance de la tour de Marmande et de la tour Saint-Jean, à l'extrémité de la ruelle encore existante, dite le *Carrerot Duranton*. Elle ne paraît pas avoir été jamais d'une grande importance.

«Et après, estant à la *tour de Saint Jehan*, qui est carrée, avons trouvé que les deux coings de ladite tour, comprenant le corps de garde, ou y a une grande espace penchant du costé de dehors que menasse d'une prochaine ruïne et chute, s'il ny est remedié de bonne heure, ny ayant aucune deffence à ladite tour, où est necessaire faire deulx guerittes à chascun coing de ladite tour, une pour la deffence dudit corps de garde et murs de ladite ville. »

Sur notre plan, on voit en effet, au bout de la large rue Saint-Jean, une tour carrée, K, qui précède ce qu'on appelait la *Plateforme Saint-Jean*, sorte d'ouvrage avancé sur les remparts, planté postérieurement de deux rangées d'arbres, qui s'étendait jusques à la Porte du Pin et dont il ne reste plus aucune trace. Nous ne croyons pas qu'il ait existé jamais une *porte Saint-Jean*, cette issue n'étant mentionnée pas plus dans nos annales que sur le plan Lomet. A la suite de la tour Saint-Jean, venaient *deux petites tours rondes*, que ne relate pas le procès-verbal et qui touchaient à la Porte du Pin.

« Et pour le regard de la *Porte du Pin*, avons trouvé qu'il y a deux *grosses tours rondes* sur lesquelles est basti le corps de garde, qu'il n'est nullement en deffense d'ung costé ny d'aultre, n'estant basti que de bois et tourchin;

¹ Archives municipales, BB, 35.

² Idem, BB, 59.

ce qu'y est nécessaire estre basty de murailles et y faire des deffences pour la conservation de ladite porte, *qui est la plus importante de la ville.*

Il est fort regrettable qu'aucun dessin ne nous ait été conservé de la Porte du Pin, la plus importante en effet de toutes les portes de la ville, et qui, après l'adjonction de ce faubourg oriental, avait remplacé plus avant la porte des Carmes. Mais, d'après la phrase précédente, il est permis de supposer qu'elle devait ressembler beaucoup à la Porte Neuve, dont nous avons déjà donné la description. Lomet la représente sur son plan, J, protégée par deux tours rondes et non plus ovales comme celles de la Porte Neuve. Mais la galerie en bois sur laquelle reposait le corps de garde, toujours comme à la Porte Neuve, et qui servait à relier les deux tours, n'existait plus en 89. Très-passagère, puisqu'à cette porte aboutissaient les routes de Villeneuve, de Cahors et de Toulouse, il est probable que de bonne heure les Consuls durent l'élargir et enlever par suite tous les ouvrages défensifs qui l'entouraient, ces ouvrages au xvm^e siècle étant depuis longtemps devenus inutiles. Quant à la porte elle-même « elle ne fut démolie, nous dit Proché, qu'en septembre 1793. Elle avait été construite entre deux grosses tours qui portaient les arcades de la porte ¹. »

Il n'est pas un événement quelque peu saillant dans l'histoire de notre ville, dont la Porte du Pin n'ait été en partie le théâtre. Du xiv^e au xvi^e siècle, elle est citée dans toutes les affaires militaires, prises d'armes, renforts de garnison, précautions de toutes sortes à employer. On lui donne même quelquefois le nom de « fort », notamment dans le journal des Consuls de 1586, où il est dit que « la mousqueterie, montée à neuf, se trouve dans le fort de la Porte du Pin. »

C'est au-devant de la Porte du Pin, entre elle et l'hôpital des Lardes, situé presque en face, que Monluc fit dresser, en 1562, ses fameux gibets où furent pendus tant de religionnaires. C'est sous la Porte du Pin, alors richement ornée et couverte de fleurs, que passa l'année suivante le roi Charles IX, lorsque, le 23 mars 1564, il fit son entrée solennelle dans Agen, accompagné du duc d'Orléans, des cardinaux de Bourbon et de Guise et de toute la Cour de France. « Quatre Consuls avec leurs robes et chaperons consulaires l'attendaient à genoux sous la voûte de la Porte du Pin, le harangèrent

¹ Proché, *Annales de la Ville d'Agen*, p. 37

et lui présentèrent les clefs de la ville¹. » C'est par cette porte également que vingt et un ans après, le 25 septembre 1585, s'échappait en complète déroute la reine Marguerite, chassée d'Agen par la population courroucée des vexations de toutes sortes et des mesures violentes qu'elle avait prises contre ses libertés². Il fut même demandé par les Consuls au maréchal de Matignon, quelque jours après, durant les troubles de la Ligue et alors que les murailles d'Agen étaient en si piteux état, « de ne plus avoir à reconstruire le fort de la Porte du Pin³. » Signalons enfin, en terminant, ce fait qu'en l'année 1580 la cloche de la chapelle de Saint-Antoine fut transférée à la Porte du Pin, « pour mieux assurer le service de la garde⁴. »

PH. LAUZUN.

(A suivre.)

¹ Archives municipales, BB. 30. Voir aussi : « *la Cour de France à Agen, 1564-1565*, par M. Fr. Habasque. Revue de l'Agenais, tome v.

² Idem. Voir tous nos chroniqueurs.

³ Idem. EE. 9.

⁴ Idem. FF. 36.

PIERRE DE CHINIAC

(SUITE ET FIN)

Vers la fin de 1792, probablement après les élections à la Convention qui amenaient au pouvoir des hommes encore plus violents, il s'établit à Agen. Y fut-il appelé par quelque relation de parenté, par une place à prendre parmi les hommes de loi de cette ville qui fut toujours un centre important d'affaires ? Nous ignorons ce détail de sa vie privée. Il croyait ainsi se faire oublier. Agen était loin de Brive à cette époque et s'il eût gardé la retraite et persisté dans le silence, il est probable que les mauvais jours se seraient écoulés sans qu'on l'inquiétât. Mais sa manie d'écrire le reprit et il crut peut-être laver son passé en adhérant loyalement à la forme républicaine et en faisant connaître ses idées sur l'application de ce gouvernement. Il fit imprimer à Agen, au commencement de l'an II (septembre ou octobre 1793) un opusculé de 96 pages, intitulé : *Pensées philosophiques d'un bon républicain*¹. C'était sous forme de maximes, un résumé de ses études sur le droit public. Cette œuvre de pure spéculation, ces théories transcendantes empruntées aux philosophes du XVIII^e siècle, particulièrement au *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau, manquaient à coup sûr d'opportunité. La patrie était en danger, la République n'était pas reconnue par les puissances, les frontières étaient menacées de tous les côtés, il s'agissait de vivre comme nation avant de philosopher. Le gouvernement de la Convention fut essentiellement empirique, sans principes, s'appuyant uniquement sur la nécessité de sauver l'indépendance nationale. Et

¹ La savante *Bibliographie générale de l'Agenais*, de M. Jules Andrieu indique, à la même date de l'an II, une autre production de Chiniac : *Aux vrais républicains*, que je n'ai pas eue à ma disposition.

si cette assemblée ne s'était pas souillée par des crimes aussi atroces qu'inutiles, son œuvre aurait conquis l'admiration au lieu de laisser après elle un sentiment d'horreur.

Nous sommes, encore aujourd'hui, fort en retard sur les principes de gouvernement préconisés par Chiniac : le pouvoir législatif exercé directement par le peuple et non délégué, la représentation nationale réduite à un mandat tracé d'avance et dont l'accomplissement est soumis à la ratification du mandant, l'élection, à tous les degrés, des agents du pouvoir exécutif, judiciaire et même militaire, la révocation et le remplacement *ad nutum*, de tous ces agents, le plébiscite à intervalles fixes et rapprochés sur le maintien ou le changement de la forme du gouvernement ainsi que des délégués au pouvoir exécutif et des principaux agents, la liberté de toutes les opinions pourvu qu'elles ne soient pas opposées à l'utilité publique, c'est-à-dire à la morale, aux lois fondamentales de l'Etat, aux devoirs réciproques des citoyens réglés par le sentiment religieux, l'esprit de charité et de solidarité. Comme conséquence, la liberté d'écrire et de parler, le droit de réunion et d'association, le libre exercice des cultes. Telles sont les grandes lignes du code politique qui devait faire de la République française un nouveau royaume de Salente et qui pourrait être résumé plus brièvement par cette constitution en deux articles : I. Tous les hommes sont vertueux. — II. Tous les hommes sont heureux. Un philosophe posant ces formules : « La souveraineté ne peut être représentée pas plus que déléguée... Les députés du peuple ne sont ni ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que des commissaires, ils ne peuvent rien conclure définitivement... toute loi que le peuple n'a pas ratifiée est nulle... » n'arrivait pas à son heure à la fin de 1793.

L'ouvrage était sans nom d'auteur, mais il parvint dans la Corrèze et le lieutenant général d'Uzerche fut reconnu. Cette manifestation intempestive réveilla-t-elle le ressentiment en même temps que le souvenir ? C'est à croire, car dans le même temps, au mois d'octobre 1793, le Comité de Brive dénonça Chiniac au Comité d'Agen et requit son arrestation et son transfèrement à Brive. Cette réquisition violait tout au moins les règles de la compétence, car Chiniac n'avait jamais habité Brive et ne pouvait y avoir commis aucun acte donnant prétexte à accusation. L'inculpation était, il est vrai, des moins précises : on accusait Chiniac « d'être ennemi du peuple ». Il n'en fut pas moins arrêté bientôt après (15 brumaire, 6 novembre).

A ce moment, sa tranquillité lui paraissait assurée par l'obscurité de sa vie, il avait quelque occupation comme jurisconsulte, il se reprenait à nourrir des projets d'avenir ! Quinze jours avant, il s'était marié. Son union avec la citoyenne Marie Grépierre-Moncroc, âgée de 32 ans, de la paroisse de Saint-Etienne, en la ville d'Agen, avait été célébrée devant l'officier de l'état-civil le 22 octobre précédent. Il était alors dans sa cinquante-troisième année ¹.

Écroué dans les prisons d'Agen, son transfèrement ne fut pas ordonné sur le champ. Nous voudrions croire que le Comité d'Agen se laissa gagner par quelques sentiments d'humanité, prit en pitié ces époux de la veille dont les joies et les espérances étaient cruellement brisées, ne voulut pas si brusquement les séparer par une distance de soixante lieues. C'est peu vraisemblable. Il est certain toutefois que le Comité de Brive revint souvent à la charge, usa de toutes sortes de manœuvres pour obtenir le transfèrement, mais rencontra une résistance prolongée ². D'autre part, le caractère raisonneur du prisonnier, sa tenacité dans la contradiction, ses connaissances juridiques lui servirent dans la circonstance. Il épuisa le droit de défense, opposa tous les moyens dilatoires, toutes les exceptions, réussit à retarder son départ. Au bout d'un temps, pour cause d'encombrement sans doute, il fut transféré dans les prisons de Toulouse, puis réintégré dans celles d'Agen. Près de neuf mois s'écoulèrent ainsi, mais sur de nouvelles instances plus pressantes du Comité de Brive, il lui fut livré.

Il a raconté lui-même ce qui se passa à Brive. Il faut lui laisser la parole. Ces détails offrent un intérêt général. Ils sortent des limites étroites de la biographie, c'est de l'histoire. Et cette histoire

¹ Du 22 octobre 1793, l'an 1^{er} de la République française, par devant Joseph-Etienne Lavergne, membre du Conseil général de la commune d'Agen... et officier public de la paroisse Saint-Etienne dudit Agen, élu pour constater l'état civil des citoyens. Mariage du citoyen Pierre Chiniaç, homme de loi, fils légitime de feus Pierre Chiniaç et de Pétronille Rivière, habitant de la ville d'Uzerche, âgé de 52 ans, résidant en cette ville depuis plus de six mois, en la paroisse Saint-Etienne d'une part ; Et de la citoyenne Marie Grépierre Moncroc, fille légitime de feu Alexandre Grépierre Moncroc, et de Jeanne Bridiès-Villemor, âgée de 32 ans, habitante depuis plus de six mois, en la présente paroisse Saint-Etienne, d'autre part. (Registres de l'état civil du tribunal d'Agen. Note communiquée obligeamment par M. le greffier).

² Le fait est certifié par Chiniaç lui-même et il y est fait allusion dans l'opuscule intitulé : *Maison de réclusion de Brive* (page 44).

(l'histoire de la Révolution) est encore inédite, suivant la parole de Taine.

« Arrivé à Brive, (dit Chiniaç), dans la maison de justice, le gendarme qui m'y accompagna fut rendre compte au Comité qui le blâma de ne m'avoir pas conduit devant lui et lui donna ordre de venir me prendre. Le gendarme vint me chercher. Quand nous fûmes devant le Comité, le gendarme, pour rendre compte de sa conduite, commença par ces mots : *Ce citoyen.....*, à quoi Desprez dit : *Dis-donc ce jean-f....e, ce n'est pas un citoyen*. Le gendarme dit alors : *Cet homme...* Quand le gendarme eut fini, Desprez dit que j'avais été arrêté comme un vagabond ; lui et plusieurs autres membres du Comité me prodiguèrent les injures les plus atroces et me dirent qu'ils m'enverraient à Paris pour être enchaîné et pour y être guillotiné ; ensuite le Comité défila et dit au gendarme de me conduire. On me fit faire le tour de la place publique en criant : Voilà Chiniaç d'Uzerche. Chemin faisant, j'entendis quelques personnes dire derrière moi : Si l'on veut, je me charge de l'expédier et de lui servir de bourreau. Plusieurs m'accablèrent d'outrages que j'écoutais dans le plus profond silence, avec le calme qui convient à un homme vertueux... Au retour dans la maison de justice, on me fouilla, on me fit même déshabiller pour me fouiller jusqu'à la peau et à la plante des pieds ; on me prit tout mon argent, quatre livres de chocolat et généralement tout ce que j'avais excepté mon linge. On me dit que je n'étais pas fait pour manger du chocolat et que le pain des prisonniers était tout ce qu'il me fallait. Desprez me prit cinq ou six cahiers de papier d'Hollande disant qu'il servirait à faire les expéditions nécessaires pour m'envoyer à la guillotine. Quelqu'un me jeta une rave à la tête, on arracha la cocarde qui était à mon chapeau avec une telle violence qu'on la déchira. On assaisonna tous ces mauvais traitements des injures les plus sanglantes... Cela fait, on me fit passer dans le cachot des plus grands criminels. On voulait me mettre d'abord à la barre où l'on met les scélérats violents qui veulent forcer les prisons, mais sur ce que le geolier dit qu'elle n'était pas en état, on se contenta de me faire mettre aux pieds les fers les plus lourds et les plus meurtriers, on eut même soin de les faire débourreler pour qu'ils me blessassent davantage. Un membre du Comité voulut avoir la gloire de donner le premier coup de marteau pour me river les fers. Quand on m'eut mis dans cet état, on me railla, on m'invectiva de nouveau, on fit venir dans mon cachot divers particuliers pour con-

templer mes fers et me rire au nez, tant l'après-midi que le lendemain...¹

Mais Chiniac était arrivé à Brive juste le 9 Thermidor. La chôte de Robespierre n'était pas encore connue. Le 10, le départ des prisonniers pour le tribunal révolutionnaire fut fixé. Dans la soirée ces malheureux apprenaient que leur sort n'était plus désespéré !

Le récit de Chiniac, adressé sur le moment aux membres du nouveau Comité ne peut être taxé d'exagération. Des exactions, des cruautés plus abominables furent pratiquées dans cette maison de réclusion de Brive, l'ancien couvent des Ursulines, par ces ignobles petits proconsuls qui régnèrent sur la plupart des provinces et y rendirent le régime de la Terreur sinon plus sanglant que dans la capitale, tout au moins plus haineux, plus inhumain, plus infamant. Chiniac n'obtint pas immédiatement sa délivrance. Après Thermidor, les prisons ne se vidèrent que lentement, le Tribunal révolutionnaire ne cessa pas tout à coup de fonctionner, tous les innocents ne furent pas sauvés de la guillotine, mais au moins les malheureux accusés n'étaient plus sans défense contre une barbarie aveugle et une rage homicide. Chiniac ne fut mis en liberté que le 10 décembre 1794 après treize mois de captivité et d'angoisses².

Il revint à Agen, sans être guéri de sa passion de se faire imprimer. Au lieu de jouir de la liberté et du calme regagnés par miracle, il voulut parler encore sur les affaires publiques, attirer la juste vengeance des lois sur ceux qui l'avaient si odieusement persécuté. En l'an III, après Floréal, il publia un *Avis aux bons citoyens de la commune de Brive par un non-sans-culotte, vrai républicain*. Il y dénonçait les anciens terroristes de cette ville qui, ayant fait mine de se rallier à la réaction, avaient ainsi échappé à une punition trop méritée et maintenant relevaient la tête et s'efforçaient de reprendre le pouvoir. La voix de cet expatrié, de ce rogue philosophe qui n'était pas plus dans les idées du jour qu'il n'avait été dans celles de la veille, ne pouvait avoir aucun écho. Mais il avait pour principe

¹ *Maison de réclusion de Brive. Aperçu des vexations...* par un détenu. Brive s. d. (1794), p. 44. L'auteur dit qu'il prend ce récit dans la pétition que Chiniac adressa au nouveau Comité. Je pense qu'il désigne ainsi un imprimé publié sous ce titre : *Aux citoyens composant la société populaire de Brive* et qui se termine ainsi : « Falt de mon cachot, le 26 Thermidor an second.... Chiniac, homme libre, même dans les fers. » Cet opuscule est décrit dans la *Bibliographie générale de l'Agenais*.

² En vertu d'un arrêté du Comité de sûreté générale de la Convention.

que chaque citoyen capable de parler et d'écrire est « tenu de communiquer au public le fruit de ses méditations, de préparer l'opinion, d'éclairer le peuple souverain... C'est un crime de se taire lorsqu'il s'agit du bien commun »¹. Et depuis 1789, il ne cessait d'écrire, toujours à contre-temps, lançant son grain de sable pour arrêter cette roue formidable qui nivelait les montagnes. C'est ainsi qu'il fit connaître encore son sentiment sur l'acceptation de la Constitution de l'an III (23 septembre 1795). Il déclara qu'il fallait « l'accepter sans examiner les vices qu'elle renfermait et la condition tyrannique de l'accepter ou rejeter, parce qu'il était urgent de faire cesser l'anarchie et de secouer la tyrannie de la Convention. » Mais lorsqu'il fut question d'accepter le décret qui ordonnait que les deux tiers de la Convention resteraient au Corps-législatif, il en proposa le rejet « fondé sur les crimes dont ils (les Conventionnels) s'étaient souillés et l'abus de la puissance qu'ils avaient usurpée... » Il écrit plus tard à ce sujet : « Malgré la terreur qui comprimait encore les esprits, l'acceptation ne passa que de deux voix ; la conduite des Conventionnels depuis cette époque a justifié mes craintes et la solidité de mon vote »².

Il approuva le 18 Brumaire et « l'immortel Buonaparte qui délivrait la France des tyrans qui l'oppressaient », mais lors de la présentation à l'acceptation individuelle de la Constitution de l'an VIII, suite de ce coup d'Etat, il protesta à la fois contre ses dispositions principales et le mode de votation. Ses idées sont formulées dans un écrit intitulé : *Opinion d'un vrai Français sur la nouvelle Constitution*. Fidèle à ses principes, il les oppose avec force contre l'acte autoritaire qui les foulait aux pieds. « La nouvelle Constitution, dit-il, consacre une tyrannie formelle. Les libérateurs de la France s'érigeraient eux-mêmes en tyrans s'ils avaient d'autre but que de réintégrer le peuple dans ses droits... Il faut provisoirement un gouvernement, mais le peuple seul doit régler ensuite dans ses assemblées primaires la forme de gouvernement qui lui convient, nommer les magistrats auxquels il entend déléguer son pouvoir, accepter ou rejeter la Constitution et les lois qui lui sont offertes ». C'est le rappel des théories qu'il a déjà présentées dans les *Pensées d'un bon républicain*. Il pose ensuite à grands traits les bases de la Constitution qui

¹ *Pensées philosophiques d'un bon républicain*.

² *Opinion d'un vrai Français sur la nouvelle Constitution*. — Je présume qu'il s'agit du résultat du vote à Agen.

réaliserait ses vœux : son idéal est loin d'être le même que celui de Bonaparte. C'est Benjamin Constant, je crois, qui a dit : « La Constitution de l'an VIII parut et le peuple de Constantinople ne fut plus le seul représenté par des muets ». Chiniac voulait au contraire que le peuple eut toujours la parole en premier et en dernier ressort. Il termine son écrit par ces mots : « Je déclare donc ne point accepter la Constitution proposée : si la majorité s'y soumet, je m'y soumettrai aussi avec la même résignation que Socrate but la ciguë ».

La ciguë ne lui fut pourtant pas si amère. Non seulement il se soumit au nouveau régime, mais il accepta d'en faire partie, d'y prendre sa place. Le 22 Floréal an X (12 mai 1802) il fut nommé juge au Tribunal d'Appel d'Agen, fonction qu'il conserva jusqu'à sa mort.

La Constitution pouvait être critiquable en théorie, mais son application allait régénérer la France. Au désordre, à la corruption, à la faiblesse, ce gouvernement, d'une légitimité contestable, faisait succéder, tout d'un coup, la tranquillité sociale, la prospérité matérielle, la confiance dans le lendemain. La gloire militaire était donnée par surcroît. Dans cette nation épuisée, désorientée, les institutions reprenaient leur force, les individus leur équilibre ; les choses et les hommes se réorganisaient comme mûs par un puissant ressort.

Depuis dix ans, Pierre de Chiniac, jeté hors de sa voie, n'avait vécu qu'au jour le jour. Troublé dans ses goûts, menacé dans sa sécurité, il avait dû suspendre les grands travaux qu'il préparait, se dépenser en écrits éphémères pour lutter contre ses ennemis, défendre sa vie et sa liberté. Maintenant, il avait dépassé l'âge des vastes projets. Il ne voulut pas cependant que tout fût perdu dans les matériaux rassemblés par quarante années de veilles et il profita en hâte de l'éclaircie amenée par les débuts du Consulat pour mettre au jour un important ouvrage, résultat des études philosophiques et morales de toute sa vie. En pluviôse an IX (janvier 1801) il présentait à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen à laquelle il était affilié les premières feuilles imprimées et le manuscrit de ses *Essais de philosophie morale* dont la publication devait former cinq volumes in-8°¹.

¹ *Recueil des travaux de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen.* 1^{er} Cahier, Agen, 1804. — Chiniac fut présenté à la Société dans la séance du 4^{or} Pluviôse an IX (21 janvier 1801), comme auteur des *Essais de philosophie morale* ; il fut reçu le 17 Pluviôse et prit séance le 1^{or} Ventôse suivant. Dès le 15 du même mois (6 mars 1801), il soumit à la Société des *Réflexions sur les dégâts dus à la négligence*

Ce n'est pas un traité complet et méthodique de philosophie, mais un choix de raisonnements et d'exemples sur les grands principes qui doivent guider l'homme en société, ses devoirs vis-à-vis de la Divinité, de ses semblables et de soi-même, avec réfutation des faux systèmes dont il doit se préserver. Des connaissances générales très étendues, une érudition variée sans pédantisme, une logique exercée, un style animé, telles sont les qualités dont l'auteur donne de nouvelles preuves. Encore aujourd'hui l'ouvrage est agréable à lire d'autant plus que beaucoup de traits d'histoire et de littérature y sont rapportés. Il n'est pas sans défauts et des observations critiques vinrent encore exciter la bile du philosophe. On chicana même le titre comme entaché de pléonasme, la philosophie étant la science de la sagesse dont la morale est l'essence. La querelle était puérile et sans portée, mais il en fut soulevé de plus sérieuses. Dès l'apparition du premier volume, un prêtre d'Agen releva dans la préface quelques propositions hétérodoxes comme celles-ci : Chaque individu a le droit d'adorer Dieu à sa manière, selon le vœu de son cœur ... Tout culte même absurde, qui n'offense pas manifestement les lois de la nature, non seulement doit être permis, mais encore doit être protégé... C'est un abus du culte religieux de faire ressortir les choses les plus indifférentes au Tribunal de l'Etre suprême et de s'établir ensuite juge entre Dieu et l'accusé... » Le prêtre adressa ses critiques à l'auteur des *Essais*, par deux lettres des 22 et 23 septembre 1800. Chiniac répondit. Nous avons cette polémique à la fin de l'ouvrage. Un autre censeur fit connaître son avis dans le *Journal de la Préfecture du département de Lot et-Garonne* qui venait de naître, numéros 2 et 3, pp. 8, 10 et 11 ¹. L'article était bienveillant, élogieux même ; un seul reproche, dans une forme très courtoise y glissait concernant la condamnation trop absolue de certaines idées de Locke sur l'existence de peuples athées. Suivant ses habitudes Chiniac répliqua et sa réplique était si longue (40 pages) que le Journal, vu son format réduit, déclina l'honneur de l'insérer. L'article anonyme et le mémoire responsif nous ont été aussi conservés dans le 5^e tome des *Essais*.

qu'on met à curer les fossés destinés à l'écoulement des eaux pluviales. Il fut d'ailleurs peu assidu aux séances de la Société Agenaise, et de 1801 à 1807, son nom ne se rencontre que cinq ou six fois dans le registre des procès-verbaux. Je dois ces renseignements à l'obligeance du savant auteur de la *Bibliographie Générale de l'Agenais*.

¹ V. la *Bibliographie* de M. Andrieu, tome III, p. 403.

L'ouvrage terminé fut l'objet d'un compte-rendu plus étudié dans le *Journal des Débats*, sous l'initiale A... numéro du 9 Thermidor an X. L'appréciation générale était favorable, le critique faisait quelques réserves avec toutes sortes de précautions oratoires. On dirait qu'il connaissait la susceptibilité si chatouilleuse de l'auteur. C'est possible, car M. A. n'était autre que M. de Féletz, compatriote de Chiniac, étant né aux environs de Brive. « C'est avec peine, disait-il, que je mets quelques restrictions à cet éloge. Je voudrais n'avoir qu'à louer dans un ouvrage que semble avoir dicté l'amour de la religion et de la justice, dans un temps où il était si commun de les outrager l'une et l'autre, car l'auteur avait écrit la plus grande partie de son ouvrage avant le 18 Brumaire... » Quant à l'homme, il lui discernait les plus beaux témoignages d'estime, en rappelant ses malheurs et son courage. « C'est ainsi que juste au milieu de l'injustice générale, religieux et libre sous le joug de l'athéisme et de la tyrannie, constant dans ses principes au milieu de la versatilité commune le citoyen Chiniac donnait un bel exemple de courage et de fermeté, et la justice que je me plais à rendre à l'auteur des *Essais de philosophie* est un garant de celle que je rendrais à son ouvrage s'il était en tout digne d'éloges... » Mais M. de Féletz reprochait à Chiniac le défaut de plan et de méthode, l'incohérence, très déplacée dans un ouvrage philosophique, non seulement dans les sujets, mais dans les pensées, une trop grande abondance de citations, des développements oiseux, quelques-uns ridicules. Enfin il blâmait plus sévèrement les tendances hasardées, l'esprit « voltairien » qui perçait dans certains chapitres tels que ceux sur le fanatisme, la tolérance, les superstitions, etc. L'article était écrit d'une plume élégante, correcte, maitresse d'elle-même, en vrai style académique. Le style de Chiniac chaud, coloré, mais parfois diffus et même trivial, sentant son terroir, ne pouvait être très goûté par le critique, aussi terminait-il par cette pointe : « Ce sont des défauts qu'évitent difficilement les auteurs qui écrivent sur les bords de la Garonne et l'on n'est pas impunément des académies d'Agen et de Montauban ».

On s'attend bien à une réponse de la part de Chiniac. Son tempérament ne se démentit pas. La vieillesse l'éprouvait, cette année même il fut frappé d'une attaque d'apoplexie ; sa réponse fut retardée, mais à raison de l'importance du contradicteur il ne se contenta pas d'une lettre ou d'un article, c'est par un nouvel ouvrage, un in-8° de 84 pages, qu'il réfuta pied à pied, avec une grande vivacité, les observations du *Journal des Débats*. L'écrit parut à Agen, en

1803, sous le titre : *De la tolérance et du fanatisme en matière de religion*. Chiniac affirme encore ses larges principes philosophiques qu'il ne croit pas en désaccord avec ses fermes convictions de chrétien catholique. L'abbé de Féletz, quoique n'ayant pas repris la soutane depuis la Révolution, était un prêtre de doctrine étroite, Chiniac conserva jusqu'à sa mort l'esprit janséniste et parlementaire ; sur certains points ces deux penseurs étaient irréconciliables.

Chiniac vécut quelques années de plus mais ne retrouva pas sa vigueur. Ce qui lui restait d'activité fut absorbé par ses fonctions professionnelles. Il ne put mener à fin d'autres travaux qui l'auraient mieux servi devant la postérité que ses *Essais de philosophie*, son complément des Capitulaires par exemple. Il est à regretter que ses manuscrits, ceux de Pelloutier et de Burigny qu'il possédait n'aient pas été conservés ainsi que ses matériaux sur l'histoire du Limousin.

J'ai peint en détail, avec complaisance je l'avoue, cette figure effacée par le temps. Les développements auxquels je me suis laissé entraîner ne sont peut-être pas dans un juste rapport avec la place tenue dans la société et les Lettres, par cet homme de bonne volonté, d'énergie, de principes invariables, ce vaillant travailleur qui n'arriva à être qu'un magistrat et un écrivain estimables mais sans éclat. Il eût brillé davantage si comme tant d'autres à cette époque de bouleversement, il n'eût pas été brisé dans son élan. Echappé à la tempête, il se retrouva inutile et sans prix comme une épave, ne put se ressaisir. Néanmoins il a laissé quelque chose après lui et dans plusieurs branches du savoir : les origines nationales, l'ancien droit public, la matière canonique, son nom ne périra pas complètement.

Il est bon qu'une fois, ces existences bien remplies, où le résultat n'a pourtant pas répondu à l'effort, soient étudiées de près et que justice plénière leur soit rendue. Dans ses rêves de philosophie politique, Chiniac demandait que tout citoyen fût après sa mort traduit en jugement, que les témoins de sa vie vinsent déposer de ce qu'il avait fait et qu'à la suite de cette enquête approfondie, il fut prononcé sur sa mémoire¹. J'ai voulu remplir ce vœu en ce qui le concerne. Je l'ai fait, je crois, sans aveuglement ni partialité, mais avec une sympathie doublement justifiée envers un compatriote et un magistrat.

¹ *Pensées philosophiques d'un bon républicain*, p. 27.

BIBLIOGRAPHIE

Discours sur les libertés de l'Eglise Gallicane, par M. l'abbé Fleury, prieur d'Argenteuil, confesseur du Roi, et l'un des quarante de l'Académie française. Avec un Commentaire par M. l'abbé de C^{***} de L^{***}. — Au-delà des Monts. A l'Enseigne de la Vérité, 1765. — In-12, xii et 480 pp.

Edité à Paris, par E. Butard, d'après Quérard dans la *France littéraire*. Cet auteur ajoute qu'il y a des exemplaires qui portent la rubrique de Paris et le nom de Desaint et Saillant.

L'édition que j'ai sous les yeux, sans nom d'éditeur, contient des cartons aux feuillets 69-70, 409-410, 149-150, 153-154, 173-174, 247-248, 357-358, 381-382, 395-396, 397-398. Ces feuillets réimprimés avec corrections sont marqués d'un astérisque. — Sur mon exemplaire Chiniac a écrit de sa main au verso du titre : *Cette édition est la seule véritable*, avec sa signature : L'abbé de C^{***} de la B^{***} et le sceau de ses armes en cire rouge brûlante. Un possesseur du volume a ajouté : *Il faut plutôt dire la seule détestable, elle est à juste titre mise à l'index*. — J'ai aussi un exemplaire sur papier fort de la même édition. Elle contient les mêmes cartons. La page du titre a été modifiée en ce que la vignette sur papier ordinaire, qui représente des L entrelacés surmontés d'un soleil et de la devise : *Nec pluribus impar*, a été remplacée par un écusson figurant les armes de Chiniac, écartelées, avec sa devise : *Unus Deus, unus imperator*.

— *Réflexions importantes et apologiques* sic) *sur le nouveau Commentaire du Discours de M. l'abbé Fleury... touchant les libertés de l'Eglise Gallicane, donné en 1765*. Fondées sur l'Ecriture-Sainte, sur les Décisions des Conciles, sur l'Unanimité des Pères et des Docteurs de l'Eglise, et sur le Consentement des meilleurs Théologiens, des plus profonds Canonistes, des plus sçavans Jurisconsultes, et des autres Ecrivains les plus avoués. Avec une Lettre à l'auteur des *Nouvelles ecclésiastiques*. Par l'auteur du Commentaire, avocat au Parlement. — Se vend avec le Commentaire, à Paris chez Desaint... Saillant... Butard... [et autres]. 1766. — In-12, 132 pp.

Les *Réflexions* donnèrent lieu à la publication suivante, mentionnée par Quérard dans les *Supercheries littéraires* et par Barbier dans le *Dictionnaire des anonymes* : *L'auteur malgré lui* (l'abbé R. J. Duhamel) à *L'auteur volontaire* (Pierre de Chiniac de la Bastide du Claux, avocat au parlement), en réponse à l'écrit intitulé : *Réflexions importantes et apologetiques sur le nouveau commentaire de M. l'abbé Fleury.... touchant les libertés de l'Eglise Gallicane*. S. L. 1767, in-12 de 476 pp. et un feuillet d'errata.

— *Dissertation sur la prééminence de l'épiscopat sur la prêtrise...* 1766. — In-4°.

Par Pierre de Chinac, d'après la *France littéraire* de Quérard et le *Dictionnaire des anonymes* de Barbier.

— *Nouveau Commentaire sur le Discours de M. l'abbé Fleury touchant les libertés de l'Eglise Gallicane, mis à l'Index sans aucune qualification par un décret du Saint-Office, feria tertia die 13 Februarii 1725.* On y a joint un catalogue des livres les plus nécessaires pour étudier dans les sources les Libertés de l'Eglise Gallicane. Par M. de Chinac de la Bastide du Claux, avocat au Parlement de Paris. — A Paris, chez Nicolas-Auguste Delalain, libraire... 1767. — In-12, en 3 parties, xii et 501 pp., plus 132 pp. pour la 3^e partie formée par les *Réflexions importantes et apologetiques*.

Ce n'est autre chose, comme nous l'avons dit, que la première édition du *Commentaire*, de 1765, sans les cartons, et des *Réflexions*, de 1766, avec réimpression des titres et de quelques feuillets pour former trois parties qu'on trouve ordinairement en deux volumes. On a joint, à la fin, des additions et corrections qui ne sont pas purement typographiques et un catalogue des sources.

Dans ce catalogue figure l'article suivant : *Réflexions sur les libertés de l'Eglise Gallicane*, par M. de Chinac de Labastide du Claux, avocat. Paris, chez Delalain, 1767, in-12. — J'ignore si c'est un ouvrage distinct des *Réflexions importantes et apologetiques*.... Je ne le pense pas.

— *Discours sur la Nature et les Dogmes de la Religion Gauloise*, par M. de Chinac de la Bastide du Claux, avocat au Parlement. — A Paris, chez Butard, imprimeur-libraire... Despillly... Gauguery... 1769. — In-12, xiii et 132 pp.

Dans la Table des sources de l'*Histoire des Celtes* qui suivra, Chinac mentionne cet ouvrage sous la rubrique : Paris, 1770, in-12. J'ignore si cette date est une erreur d'impression ou s'il y a eu un nouveau tirage.

— *Histoire de l'Eglise Gallicane*. (Paris, 1769 ou 1770. In-8°).

Je n'ai pas vu cet ouvrage cité par Quérard d'après Ersch, sous la date incomplète 1777, mais son existence n'est pas douteuse. A la fin du *Discours sur la religion gauloise* et après l'approbation du censeur royal, on lit : Le privilège est à l'*Histoire de l'Eglise Gallicane*. V. aussi la *France littéraire* de d'Hébrail, t. iii, p. 41.

— *Observations sur un ouvrage intitulé : « Cas de conscience sur la commission établie pour réformer les Réguliers, etc. »*, in-12. [Paris, de 1767 à 1769, probablement 1768].

Cet ouvrage est cité par Quérard d'après Ersch, sans lieu d'impression, avec la date incomplète 1777. Il ne peut être postérieur à 1769, puisqu'il est annoncé au dernier feuillet du *Discours sur la religion gauloise*, éd. de 1769, comme en vente chez les mêmes libraires. V. D'Hébrail, t. iii, p. 44. — L'opuscule anonyme intitulé : *Cas de conscience* est attribué à Dom Clémencet,

— *Remerciement sincère au R. P. qui s'est donné la peine d'examiner les « Observations, etc. », in-12.*

Cet ouvrage est aussi annoncé à la fin du *Discours sur la religion gauloise*. Il est de 1769 au plus tard. — On trouve dans Barbier l'article suivant : « *Lettre à l'auteur des « Observations sur un ouvrage intitulé : Cas de conscience sur la commission établie pour réformer les Réguliers » (Par Rivière de Colombers), Rouen 1768, in-8o.* » — « *Remerciement sincère au R. P. C., qui s'est donné la peine d'examiner les « Observations sur un ouvrage intitulé : Cas de conscience... » (Par le même).* » Il y a là, semble-t-il, une confusion. Si les *Observations* sont de Chinac, le *Remerciement au R. P. qui s'est donné la peine d'examiner les Observations*, doit être aussi de lui. Cette présomption est fortifiée par l'annonce des deux ouvrages à la fin du *Discours sur la religion gauloise*. La lettre à l'auteur des *Observations* peut être de Rivière de Colombers.

— *Histoire des Celtes et particulièrement des Gaulois et des Germains, depuis les temps fabuleux jusqu'à la prise de Rome par les Gaulois*, par Simon Pelloutier, Pasteur de l'Eglise François de Berlin, membre et Bibliothécaire de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres de Prusse. Nouvelle édition, revue corrigée et augmentée. Dédicée à Monseigneur le Dauphin. Par M. de Chinac, avocat au Parlement. — A Paris, de l'impr. de Quillau... 1770-1771. In-12, 8 tomes. — Même ouvrage. Nouvelle édition, revue corrigée et augmentée d'un quatrième Livre posthume de l'auteur. Par M. de Chinac, avocat au Parlement et de l'Académie Royale de Montauban. — Paris, Quillau... 1771. — In-4°, 2 tomes.

La disposition des matières n'est pas identique dans les deux éditions. L'édition in 12 ne devait reproduire que l'œuvre imprimée de Pelloutier, s'arrêtant à la fin du troisième livre. Elle formait ainsi six tomes, y compris une *Dissertation* de Chinac sur le temps où la Religion chrétienne fut établie dans les Gaules. Ce sixième tome était complété par l'adjonction du *Discours sur la religion gauloise*, avec pagination séparée. Mais en cours d'impression et au mois de janvier 1771, Chinac apprit que dans les manuscrits de Pelloutier, qui se trouvaient à Berlin, existait un quatrième livre de l'*Histoire des Celtes* préparé pour l'impression. Il acheta ces manuscrits et publia ce quatrième livre qui forma deux nouveaux volumes, t. VII et VIII, de l'édition in-12. Dans l'édition in-4°, le livre IV suit immédiatement le livre III et le *Discours sur la religion gauloise* n'y figure pas. Les fautes signalées dans les *errata* de l'édition in-12 ont disparu dans l'édition in-4°.

— *Dissertation sur l'établissement de la religion dans les Gaules*. Paris, 1770, in-12.

Ainsi citée par Quérard. Imprimée dans les deux éditions de l'*Histoire des Celtes*. Ce doit être un tirage à part de l'édition in-12.

— *Liébrose ou l'épreuve de la vertu*, histoire scythe, traduite de l'allemand. Bouillon et Paris, 1770, in-12.

Ainsi citée par Quérard.

On a attribué à Chiniaç l'ouvrage suivant : *Traité du pouvoir des évêques, lorsqu'il y a empêchement de s'adresser au Saint-Siège*, traduit du portugais d'Antonio Pereira, de la Congrégation de l'Oratoire. Lyon, 1772, in-8° ; mais le *Dictionnaire biographique*, de Beauvais et Barbier, à l'article Chiniaç, rectifie cette erreur et donne cette traduction à P. O. Pinault.

— *Dissertation canonique et historique sur l'autorité du Saint-Siège et des décrets qu'on lui attribue*, 1779, in-12.

Quérard, *France littéraire*. Barbier ne cite pas cet ouvrage, mais sous la même date attribue à l'abbé J.-R. Duhamel, un écrit avec le même titre : « *Dissertation canonique et historique sur l'autorité du Saint-Siège*, (par l'abbé J.-R. Duhamel, chanoine de Seignelay, mort le 22 mars 1769, publiée par Gabriel-Nicolas Maultrot) Utrecht (Paris) 1779, in-12. »

— *Dissertation où l'on établit que le roi a la puissance souveraine d'introduire dans les cloîtres telle réforme que sa sagesse juge utile aux biens (sic) de ses états et de la religion*. 1771 ?, in-8°.

Citation de Quérard, d'après Ersch, avec cette date incomplète. D'Hebrail, t. III, p. 41.

— *Histoire des Capitulaires des Rois françois de la première et seconde race* ou Traduction de la Préface mise par Etienne Baluze à la tête de son édition des Capitulaires : Avec la Vie de Baluze, écrite en partie par lui-même, un Catalogue raisonné des ouvrages de ce savant et un Fragment du Cartulaire de l'Abbaye d'Uzerche. Publiés par M. de Chiniaç, conseiller du Roi, lieutenant-général civil et de police en la sénéchaussée d'Uzerche, Honoraire de l'Académie Royale des Belles-Lettres de Montauban. — A Paris, de l'impr. de Benoît Morin... 1779. — In-8°, xvi et 304 pp.

Outre les matières énoncées dans le titre, cet ouvrage contient un Indice des différents ouvrages émarginés [annotés en marge] de la main de Baluze et de plusieurs desquels ce savant avait préparé de nouvelles éditions, et un Recueil d'Edits et Arrêts concernant la sénéchaussée d'Uzerche. — Lescalopier de Nourar, maître des requêtes, avait donné en 1755, sous ce même titre d'*Histoire des Capitulaires*... une traduction de la préface de Baluze, mais celle de Chiniaç, bien supérieure l'a complètement effacée. — Le titre est orné d'un écusson gravé des armoiries de Chiniaç qu'on peut ainsi blasonner : D'argent au brasier de gueules issant d'une grille de sable et chargé d'un léopard d'or passant, lampé et couronné, la queue terminée en pointe de flèche, le tout surmonté d'une couronne de marquis et de la devise : *Un Dieu, un Roi*. Cet écusson diffère de celui qui figure au *Discours sur l'Eglise gallicane* qui est à 4 quartiers : au 1^{er} et 4 de Chiniaç, comme ci-dessus, aux 2 et 3 d'azur à un soleil d'or surmonté d'un croissant de même avec 3 étoiles d'or en chef, timbré d'une couronne de comte.

— *Capitularia regum Francorum. Additæ sunt Marculfi monachi et aliorum Formulæ veteres et Notæ doctissimorum virorum*. Stephanus Baluzius, Tutelensis, in unum collegit, ad vetustissimos Codices manuscriptos emenda-

vit, Notis illustravit, magnam partem primum edidit anno M. DC. LXXVII. Nova editio auctior ac emendatior ad fidem autographi Baluzii qui de novo textum purgavit, notasque castigavit et adjecit : accessere vita Baluzii partim ab ipso scripta, catalogus operum hujus Viri clarissimi cum animadversionibus historicis, et Index variorum operum ab illo illustratorum quorum plurimorum novas meditabatur editiones. Curante Petro de Chinac, Regi à consiliis, Prosenescalco Generali civili Userchæ, e Regia humaniorum Litterarum Academia Montis-Albani. — Parisiis. ex typis Francisci-Augustini Quillau... 1780. — In-folio, 2 tomes.

Le privilège est du 12 août 1778.

— *Traité de l'autorité du Pape, dans lequel ses droits sont établis et réduits à leurs plus justes bornes et les principes des libertés de l'Eglise Gallicane justifiés*, par L^{***} de B^{***} (Levesque Pouilly de Burigny, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres). Seconde édition revue, corrigée et augmentée par M^{***}, conseiller du Roi, lieutenant-général civil et de police de la sénéchaussée d^{***}. — Vienne, Graeffer, et Paris, B. Morin, 1782. — In-8°, 5 tomes.

La première édition avait paru à la Haye, en 4 volumes in-42. Les principales additions de Chinac portent sur ce qui touche les objections contre la primauté du Pape.

— *Réponse à quelques objections sur le Traité de l'autorité du Pape* (de Levesque de Burigny) 1783. In-8°.

Mention dans Quérard.

— *Lettre d'un magistrat à MM. les Curés de son ressort* en leur envoyant la Lettre du Roi pour la convocation aux Etats-Généraux à Versailles, le 27 avril 1789, et le règlement y annexé avec un projet d'instructions et doléances. — Mars 1789. In-8°. Pièce.

L'énumération des pièces révolutionnaires publiées à l'instigation de Chinac et qui contiennent des parties dues à sa plume (discours, opinions, procès-verbaux, etc.), serait beaucoup trop longue. Nous ne citons que les écrits qui lui appartiennent exclusivement, rédigés par lui seul, signés ou anonymes.

— *Procès-verbal fait par M. de Chinac, Lieutenant-général et Maire d'Uzerche, de ce qui s'étoit passé à Allasac le 25 janvier 1790.*

Reproduit dans : *La Démon-cratie des Incendiaires de la ville de Brive, démontrée par titres authentiques*. s. l. n. d. (mai 1790), in-12, 432 pp. *La Démon-cratie* paraît être aussi une œuvre de Chinac. Les pièces reproduites justifient sa conduite dans les troubles de 1790 et son éloge détaillé termine la brochure. Il en est de même d'un autre écrit du même temps intitulé : *Ma correspondance patriotique avec tous les bons citoyens des communes de Tulle et d'Uzerche...*, (en réponse à la lettre circulaire du 6 avril 1790, présentée par M. des Ailleux, procureur de la commune de Brive), S. l. n. d., in-12, 16 pp.

— *Lettre-circulaire de M. de Chiniac, lieutenant-général de la sénéchaussée et premier Maire de la ville d'Uzerche depuis le rétablissement de la liberté française, aux habitants des campagnes* (12 février 1790). — Tulle, imp. de R. Chirao, s. d. Pièce.

— *Circulaire de M. de Chiniac, commissaire du Roi... (à l'occasion des élections pour la formation du Conseil d'administration du département de la Corrèze.)*

Citée par M. de Seilhac : *Scènes de la Révolution en Bas-Limousin*, p. 181.

— *Lettre de M. Pierre Chiniac, Lieutenant-général de la sénéchaussée d'Uzerche, Maire de la ville d'Uzerche et commissaire du Roi au département de la Corrèze, à M. Jérôme Chiniac, Conseiller au Présidial de Brive, Procureur de la commune de Brive et Député extraordinaire à l'Assemblée Nationale.* — (Mai ou juin 1790) S. l. n. d. — In-8°, 4 pp.

— *Lettre de M. Pierre Chiniac, Commissaire du Roi au département de la Corrèze, à la Société des Amis de la Constitution établie à Tulle.* — (Tulle, le 10 juillet 1790) S. l. n. d. — In-8°, 6 pp.

— *Pensées philosophiques d'un bon républicain.* — A Agen, l'an II de la République Française. — In-8°, 96 pp.

— *Aux véritables Républicains.* — Agen, imp. Raymond Noubel, 1794. — In-8°. — Pièce.

Cité dans la *Bibliographie générale de l'Agenais*.

— *Aux citoyens composant la Société populaire de la commune de Brive.* — Agen, de l'imp. rue Garonne (R. Noubel), s. d. (1794). — In-8°, 24 pp.

Bibliographie Générale de l'Agenais.

— *Avis aux bons citoyens de la commune de Brive.* Par un non-sans-culote (sic) *vrai républicain.* — S. l. n. d. (après Floréal an III, en Messidor probablement). — In-8°, 7 pp.

Le caractère et la disposition typographique, comparés avec un des ouvrages qui suivent, indiquent que l'impression est due à Pourquière, imprimeur à Agen.

— *Opinion d'un vrai Français sur la nouvelle Constitution.* Fait à Bordeaux. le 30 Frimaire an 8. Pierre Chiniac, habitant de la commune de Clermont-Dessous, canton du Port-Sainte-Marie, département de Lot-et-Garonne. — Bordeaux, imp. Léon. S. d. (1799). — In-8°, 15 pp.

— *Dieu créateur.* — Bordeaux, imp. Léon, an 7. — In-8°, 75 pp.

Cet ouvrage faisait partie de la bibliothèque d'Auguste Bosvieux (n° 254 du catalogue imprimé pour la vente). Il l'attribuait à Chiniac par suite de renseignements recueillis sur place et qui formaient une certitude.

— *Essais de philosophie morale*, par Pierre Chiniaç, ex lieutenant-général d'Uzerche, ancien membre de la ci-devant Académie de Montauban, associé résidant de la Société libre d'Agriculture, Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Agen. — Se vend à Paris, chez Bossange, Masson et Besson, an IX (1801). — In-8°, 5 tomes.

D'après le prospectus joint à mon exemplaire, les *Essais de Philosophie* étaient en vente à Paris, chez Bossange, etc.; à Agen, chez Currius, Dourdin et Noubel; à Auch, à Limoges, etc., au prix de 20 fr. les 5 vol. et de 25 fr. envoyés franc de port par la poste dans toute la République.

M. Andrieu décrit ainsi cet ouvrage : « *Essais de philosophie morale*, par P. C. Agen, impr. L. Currius et R. Noubel; Paris, Bossange, Masson et Besson, an IX (1800-1801), 5 vol. in-8°. Les t. i et ii furent imprimés par Louis Currius (an IX, 1800); les t. iii et iv, par Raymond Noubel (ibid.), le t. v est de Paris, an IX (1800-1801). Ce dernier volume est signé ainsi : Pierre Chiniaç, ex lieut. gén. » [etc., comme ci-dessus]. Les éditeurs du t. v donnèrent la même année une deuxième édition de cet ouvrage. »

Mon exemplaire, noté ci-dessus, doit être de cette seconde édition ou plutôt seconde publication, avec le nom de l'auteur et le titre changé, car j'imagine que la première n'était pas épuisée. La preuve en est qu'en 1827, l'ouvrage fut remis en vente chez Masson et fils sous ce nouveau titre : *Leçons de philosophie puisées dans l'Histoire des peuples et des hommes, ou Déduction des opinions diverses qui s'accréditèrent parmi eux*. (V. Catalogue général de la librairie française au XIX^e siècle, par Chéron. Cet auteur cite les *Essais de philosophie morale*, avec cette rubrique : Paris, Bossange père, 1802, 5 volumes in-8°. Serait-ce encore une publication avec titre rafraîchi ?

— *De la Tolérance et du Fanatisme en matière de religion*. Par Pierre Chiniaç, juge au Tribunal d'Appel séant à Agen. — A Paris, chez Leclerc [et autres]; à Lyon, chez Bruisset, an IX (1803). — [A la fin : A Agen, chez Pourquiès, imp.] In-8°, 64 pp.

G. CLÉMENT-SIMON.

UNE COMMUNE GASCONNE

PENDANT

LES GUERRES DE RELIGION

D'APRÈS LES ARCHIVES DE LAPLUME

(SUITE)

(L'année 1585 n'est remplie que de records concernant les affaires militaires. Vu les temps troublés et le peu de sécurité des chemins les procès ont du chômer par force).

1586. — 10 Avril. — Pélicier demeurera syndic, moyennant quoi il ne sera pas élu consul l'année prochaine.

24. — On a précédemment emprunté deux cent sacs de blé pour mille livres à M. du Saumont, les jurés promettent d'en relever indemnes ceux qui ont répondu de la dette vis-à-vis de M. du Saumont¹, et promettent et jurent de n'y contrevenir, en levant leurs mains dextres en haut.

15 Mai. — M. de Fontrailles² qui commande à Lectoure à écrit pour qu'on mette en liberté un homme de Montagnac. Il a écrit à M. de Salluste qui commande au Nomdieu, pour qu'il rende le bétail que ses gens ont pris à ceux de Laplume.

¹ Il arrivait souvent que les capitalistes ne se souciaient pas de prêter de l'argent à un être impersonnel, comme la ville, ils exigeaient que des personnages solvables s'engageassent individuellement. Mais comme il n'était pas juste que ceux-ci supportassent seuls un risque couru dans l'intérêt commun, les autres jurés s'engageaient à leur tour vis à vis d'eux.

² Nous verrons souvent le gouverneur de Lectoure, intervenir à propos des affaires de la ville de Montagnac. C'est que Paule de Labarthe, la seconde femme de Michel d'Astarac Fontrailles, père dudit gouverneur, était dame de Montagnac du chef de sa mère Catherine de Lomagne, fille de François de Lomagne baron de Montpezat. (P. Anselme). Ce qui explique peut-être aussi les tentatives des gens de Montagnac, pour se faire rattacher administrativement à la sénéchaussée d'Armagnac,

12 Juin. — Le syndic Pellicier étant mort, Jeannot de Roy, consul l'an dernier, le remplace.

Lacune dans le livre de records jusqu'au 9 juillet 1587.

26 Juillet 1587. — On donnera un emplacement pour rebâtir leurs maisons à de pauvres gens des faubourgs à qui on les a démolies de peur que l'ennemi ne s'y logeat, et dont on a pris la terre des jardins pour mettre à l'éperon des fossés de la guérite des fours.

1^{er} Août. — On décide de contraindre les jurés à venir à l'assemblée quand ils seront convoqués, sous peine de quinze sous à chaque manquement, et s'ils ne veulent s'y soumettre, les faire convenir par justice.

2. — Un édit du roy ordonne aux officiers royaux de saisir les biens et revenus de ceux de la religion ¹; les magistrats s'entendent avec les consuls à cet effet et on décide de s'enquérir auparavant de ce qu'ont fait les autres villes : Agen, Condom et autres.

21 Septembre. — Philippe Descuraing, dit Lagrange, consul, c'est obligé par vertu des présentes de faire paracheber de bastir et édifier la maison de la ville, que sera tenu icelle faire mettre à deux eaues et y faire édifier deux ponts de bois à monter et descendre ², et la faire plancher bas et hault, le bas de pierres et le hault de tables ³, le tout bon et suffisant. Sera aussy tenu le dict Lagrange de fornir toutes choses nécessaires au dict édifice, saufs que la ville luy fornira de manœuvres à ce nécessaires, qu'il sera tenu faire tout ce dessus édifier le plus diligement que luy sera poussible, dans l'an de sa charge de consulat. Et pour les frays et despences d'icelle, la dicte ville donne audict la Grange la somme de vingt écus sol, ensemble douze poudres que sont enclozes dans ladicte maison commune. Et moyennant ce dessus a promis faire son devoir soubz obligation de ses biens, ainsi l'a promis et juré pardevant quy dessus et moy notaire royal sousigné.

ONZANNET.

¹ Cet édit fut une cause de troubles et de désordres partout où il fut exécuté, et dans certaines villes même, les autorités locales se refusèrent à le faire, craignant de n'être pas mattresses des révoltés ; nous voyons qu'à Laplume on hésitait et pourtant la population était catholique.

² Un escalier double.

³ Planches,

9 Octobre. — Un habitant de la ville a fait prendre du bétail au sieur de Corne, gouverneur de Lectoure, par des soldats, sur la terre de Fleurance, pour se récompenser d'en avoir perdu quelques uns du sien. On le fait comparaitre et on le menace de la prison, s'il ne le rend ¹.

24. — La Grange, consul, prie les jurés de l'excuser s'il s'en va en France avec M. de Monluc ; ce entendu, les jurés protestent contre tous les consuls s'il arrive dommage à la ville à faute d'y avoir le cœur et mettre rangement. — On indemniserà Anthoyne Descriimis des domages que lui ont fait les gens de guerre, pourvu qu'il se loge dans la ville et ses moyens, non autrement.

6 Novembre. — Mandement du roi de Navarre et du sieur de Fonttrailhes, d'avoir à se trouver le 15 aux états de Lectoure. Le 14 on y envoie Damblat, avec mission d'entendre ce qui se dira à l'assemblée, ne rien promettre et demander délai.

2 Décembre. — Les consuls assemblés pour entendre la décision des états de Lectoure, décident d'envoyer à Condom pour en référer au maréchal ², lui demander une remise sur les tailles et la permission d'imposer pour les réparations de la ville.

6. — Le maréchal a autorisé l'imposition de deux cent écus pour la solde de cent cinquante soldats jusqu'au 31 novembre. De plus le maréchal a défendu sous peine de la vie de rien promettre aux états de Lectoure et même d'y aller ou revenir et en sera expédié l'arrêt pour être communiqué aux consuls.

17. — M. de Roquépine est arrivé arsoir ³ dans la ville et réclame cinq cent livres qu'on lui doit et si on n'a moyen, il veut les intérêts. En même temps il veut vendre quelques mousquets qu'il a dans la ville, pourvu que certains s'en obligent, mais ne les veut laisser à moins de cinquante écus sol, ou les veut retirer. Comme ledit sieur a rendu de grands services à la ville on lui paiera lesdits intérêts et on achètera les mousquets, les consuls s'en obligeront et les jurés les en relèveront indemnes.

¹ Les consuls tenaient, non sans raison, à ne pas se brouiller avec un personnage aussi puissant que le gouverneur de Lectoure, ville avec laquelle on avait de fréquents rapports. Ce sieur de Corne devait être le commandant de la garnison, car le gouverneur de Lectoure était Benjamin d'Astarac Fonttrailhes.

² Matignon.

³ Hier soir ; du gascon : Arsey.

6 Janvier 1588. — L'assemblée se tient au parquet de la ville, la maison commune étant démolie. Un sergent qui avait charge de quelques soldats et devait surtout veiller qu'ils ne s'enfuient pas, en avait vu un qui s'échappait hors la ville, l'avait poursuivi et presque tué d'un coup d'épée. Le lieutenant Captan¹ en avait informé, mais les consuls qui avaient en leur puissance ledit sergent en voulaient connaître comme étant de l'art militaire : le lieutenant en avait fait retenir acte, disant qu'il devait avoir connaissance dudit excès comme magistrat et lieutenant du roi de Navarre et qu'il baillait la garde du dit Marsau à Saint-Vincent, consul. Les jurés décident d'emprisonner ledit sergent, de le confronter avec le blessé et de mander l'affaire au maréchal qui décidera.

10. — Le maréchal étant à Condom, enjoint de remettre le prisonnier aux mains des magistrats. Avant de le faire on lui remontrera les bons et loyanx services dudit Marsau, qui avait répondu à la ville de ses soldats si aucun s'évadait. Le soldat blessé est mort le 12, les consuls remettent Marsau aux magistrats en prenant acte pour débattre le fait de l'art militaire devant le maréchal. Ce dernier demande les pièces de la procédure.

22. — M. de Fontrailhes écrit que ceux de la ville lui ont pris son bétail et menace de brûler les maisons hors [des murs et de ravager la juridiction si on ne le lui rend. On enverra sa lettre à M. de Lacassaigne, d'autant qu'il a dit que M. de Fontrailhe a dit de prendre tout le bétail qu'on pourrait pour la contribution de Layrac.

8. — Des gens de la ville ont pris des paysans de Montagnac : avant de prier les preneurs de les mettre hors la ville, on attendra M. de Réaup, pour décider s'ils sont de bonne prise.

10. — On fait une assemblée de tout le peuple dans l'église pour lui remontrer la nécessité de démolir les maisons des faubourgs et la nécessité d'avoir une garnison, ce à quoi tous ont consenti moyennant qu'on leur donne un abri et un autre emplacement pour bâtir. Le lendemain on procède à la distribution des emplacements au Pé Junqua² pour reconstruire les maisons des faubourgs au nombre de douze.

¹ Guillaume de Captan, lieutenant-général du roi de Navarre, dans la vicomté de Bruilhois.

² Ces maisons ont formé le noyau de ce qu'on appelle aujourd'hui le faubourg du Marcadiou. Le Marcadiou proprement dit était le foirail actuel sur lequel étaient alors quelques maisons.

19. — On fait une imposition sur les habitants pour aider à rebâtir les maisons des faubourgs de ceux qui n'ont nul moyen. On écrira à M. de Fontrailhes, pour ne faire la guerre aux paysans et bétail de Montaignac, pourvu que ceux de Montaignac fassent de même à ceux de Laplume. De Narp avait emprunté vingt piques à Agen, sous sa garantie, on l'en relèvera indemne.

23. — Le notaire de la ville remontre que pour tenir les records en ordre, il est obligé de négliger ses affaires et demande qu'on augmente ses gages qui sont de quatre écus par an. On lui donnera huit écus.

12 Mars. — M. de Roquépine demande à la ville de recevoir la compagnie de M. de l'Olivier son frère, pour sa défense et être entretenue de l'argent des tailles. On le remercie bien humblement, mais la ville est tellement ruinée par le passage des gens de guerre, qu'on ne peut payer les tailles du présent quartier et qu'on ne sait où loger les pauvres gens dont on a démoli les maisons.

13 avril. — On répartit des secours aux pauvres gens dont on a démoli les maisons. La liste de répartition est en marge¹.

24. — M. de Raymond, conseiller présidial d'Agen, est envoyé pour faire l'estimation des maisons démolies.

30. — Pour faire le voyage aux états de Moissac, la vicomté n'a envoyé que quatre écus, en liards, il en faut bien quinze et en outre il y a danger de ne pouvoir employer lesdits liards². La ville avancera la somme sauf à la recouvrer sur les cotisés de la vicomté. Même obstacle pour divers paiements, les créanciers ne voulant pas lesdits liards, on les changera contre de bel argent, moyennant deux ou trois sous par écus.

¹ L'argent qui a esté bailhé par les sieurs consuls aux pauvres gens des faubourgs.

Premièrement à M^e Guilhaume de Narp, tailleur, 6 écus sol.

A Guirauld de Narp et de Naudonet, 6 écus sol.

A Menjon de Narp et à son fils, 6 écus sol.

Aux héritiers de Bernard de Naudonet et aux héritiers de Cané, 6 écus sol.

Au sergent des Esbats et à son frère, 15 écus sol.

A Biron, 3 écus sol.

A Pierre Fort, masson, 3 écus sol.

Note en marge du livre de records.

² Ce n'était pas une monnaie spéciale, mais le nom générique de la monnaie de billon qu'on appelle encore en gascon « liardos ».

21. — La ville garantit les dommages-intérêts qui pourraient incomber aux consuls si les receveurs des deniers royaux ne voulaient recevoir les liards, ce qui cause du dommage au collecteur.

29 Juin. — On a repris possession de la maison commune. On envoie à Agen un consul pour savoir si les nouveaux liards ayant cours sont décriés parce que le pauvre peuple ne peut trüber pain ni vin avec cette monoye¹.

11 Juillet. — Le maréchal avertit les consuls qu'il a écrit à ceux de Nérac pour la délivrance des prisonniers de la juridiction.

21 Août. — On rendra le bétail pris en la terre de Fieux par le cadet de Laumon, lou Baron du Nomdieu, et le Cardynat, parce que les consuls de Nérac le réclament, et de plus ont proposé par écrit de ne prendre aucun bétail d'un côté ni d'autre.

13 Octobre. — On décide de poursuivre des jurés qui doivent de l'argent à la ville.

14. — Le capitaine Pauqua allant en cour vers la reine de Navarre est prié d'obtenir un don pour la ville. On lui remet un état des démolitions des maisons et de ce que la ville a souffert. — Pendant son absence le capitaine Pauqua sera soulagé de ce qu'il doit à la ville².

1^{er} Janvier 1589. — L'ancienne coutume est que les consuls sortant de charge ne peuvent être réélus qu'après quatre ans, on s'en est relâché depuis quelques années et les jurés protestent ne plus vouloir venir aux assemblées si on ne la rétablit, et refuseront d'accepter les charges consulaires.

4. — Les gages de la sentinelle du clocher sont portés à sept livres par mois.

8. — On écrit au maréchal de Matignon à Bordeaux quant à cer-

¹ Ce décri des monnaies était fréquent au moyen-âge où l'altération du titre des monnaies d'or et d'argent était un moyen trop souvent employé pour procurer des ressources au trésor royal. Mais un fait semblable à propos de la monnaie de cuivre dénote une grande inquiétude et une méfiance générale et en outre la persistance dans le milieu confiné des petites villes des idées d'un autre temps.

² C'est-à-dire que la ville renoncera pendant la durée du voyage à poursuivre le recouvrement des sommes que le capitaine Pauqua lui doit.

taïns efflaicts advenus à Blois¹, afin de recevoir ses commandements pour le service du roy.

26. — On porte à quatre livres par quartier les gages du mande, à condition qu'il ne manque pas de mettre en prison les pourceaux errants² et qu'il ait le cœur à faire retirer les fumiers de la ville, à peyne d'emprisonnement où il ne ferait son devoir.

4 Février. — Un consul ira avec Pauqua à Plaissac faire déloger la compagnie de M. de l'Olivier frère de M. de Roquépine, lequel leur mande de déloger. — Des soldats de la ville sont partis hier soir pour courir sur le bétail, comme cela ne se doit faire, dès qu'ils rentreront on les mettra en prison jusqu'à ce qu'ils aient rendu ledit bétail.

16 Mars. — On reçoit une lettre d'un habitant d'Auch qui arrive des états de Blois et convie les consuls pour leur communiquer les nouvelles. On convoquera la vicomté.

13 Avril. — On écrit à ceux de Nérac à propos du bétail qu'on leur a rendu et on n'a pu en trouver davantage. On fait défense aux soldats de la ville de courir les terres circonvoisines pour prendre du bétail et rien faire à personne.

25 Mai. — On fait l'échange du bétail pris, avec ceux de Nérac.

19 Juin. — Le bailli Jehan de la Roche communique une lettre de M. le Comte³ adressée à lui et aux consuls pour les convoquer aux états à Auvillars. On y enverra des députés avec mission de représenter la pauvreté de la ville. — On cherche un expédient pour répondre à la demande du sieur Comte, conseiller de la cour de parlement de Toulouse, concernant certains articles de la réunion et

¹ Les « effects » advenus à Blois étaient le meurtre des Guise. On voit que les jurés de Laplume étaient des gens sages qui se gardaient bien d'appeler les choses par leur nom et de se mêler des affaires d'état.

² Aujourd'hui on dirait en fourrière. Ne pas s'imaginer que ce fussent les cochons qu'on voulait punir, comme jadis on a raconté l'histoire de la truie condamnée à mort à Meulan en 1403, pour avoir mangé un enfant. J'ai lu la chose dans le *Musée des Familles* de 1834, sous la signature d'un élève de l'école des chartes. Nos pères n'étaient certainement pas des gens à idées compliquées, mais ils n'étaient pas aussi simples qu'on veut bien le dire.

³ Il faut lire : M. Lecomte, conseiller à la cour de parlement de Toulouse. Il était député par cette compagnie pour faire adhérer à la ligue les villes du ressort. Les consuls qui plus tard y entrèrent lorsqu'ils se virent menacés d'avoir un roi huguenot, ne voulurent pas cette fois se mettre en révolte contre leur souverain légitime.

serment des catholiques des villes du ressort de la dite cour, attendu que le sieur Comte veut savoir la déclaration de la ville. — Feust arrêté avant de faire le voyage au dit Auvillars d'aller trüber ledict sieur Comte à Agen pour luy remonstrer nos plainctes et doléances et la pauvreté de la ville, attendu que nous n'avons nuls moyens de nous défendre ni de soutenir un siège de ung cousté ni d'autre, à cette cause luy prier nous laisser vivre en paix comme avons faict jusqu'ici en bons et fidèles catholiques.

20. — Le maréchal étant à Marmande, on lui fait présenter la ville en obéissance et le supplier de permettre qu'on vive comme on fait en bons catholiques, sans recevoir personne de côté ni d'autre.

22. — On a vu M. Lecomte et M. de Monluc qui engagent les consuls à persévérer dans cette règle de conduite.

24. — Le sénéchal de Baranneau fait défense d'aller aux états d'Auvillars. — On se soumet.

28. — Les consuls font réitérer le serment d'union¹ déjà prêté par tout le corps de ville. On cotise les bénéficiers : M. de Layrac à vingt livres, les autres à deux sous par livre suivant le rôle qui en a été fait.

31 Juillet. — On prête de la poudre et du plomb à ceux d'Aubiac qui s'en obligent. On envoie à Marmande prier le Maréchal de ne pas venir avec son armée.

3 Septembre. — On écrit à ceux de Nérac pour ravoir le bétail de Jean de Pérès que ceux de Montagnac ont pris.

27 Novembre. — Arrêté de faire conférence avec M. de Lacassaigne de ne prendre les paysans et laboureurs ni le bétail².

17 Décembre. — On emploiera le fustage de l'hôpital à réparer la maison commune et La Grange sera tenu de payer le dit fustage car il est obligé à réparer la maison commune. — On louera le jardin de l'hôpital à Guilhem de Journau.

¹ Si par ce serment d'union on entendait l'adhésion à la ligue, ce record serait en opposition avec celui du 19 juin. Je pense qu'il faut entendre par là l'union des habitants entre eux.

² Les conventions de cette nature furent assez nombreuses à cette époque dans toutes les villes, et il le fallait bien, pour aussi forcené qu'on fut de part et autre, sous peine de n'avoir plus de quoi manger, car les laboureurs ne pouvaient plus se hasarder dehors avec leur bétail pour ensemen-
cer les terres.

23. — En attendant que la maison commune soit réparée on tiendra l'école en une chambre de la maison de Pouzergues.

27. — Le fustage de l'hôpital démoli est estimé cinquante écus sol.

31. — On évalue à six écus sol le dommage fait au bois de Bertrand du Four dit Pireau, pour la gabionnade du Mercadiou.

7 Janvier 1590. — Estienne Lamothe, marchand, élu consul, proteste qu'il ne peut accepter la charge à cause de la maladie continue en laquelle il est ordinairement détenu, même la plus part du temps, et cela de l'avis des médecins et hommes doctes et savants ; il a même pris conseil et poursuivra en justice la dite exemption. — La ville n'accepte pas son dire, alors il transige et accepte la charge pour cette année, mais il demande qu'à l'avenir il en soit déclaré exempt. Les jurés refusent, mais son dire est couché sur le registre des délibérations et il promet d'exercer sa charge le moins mal qu'il sera possible.

13 Février. — On est allé à Agen voir M. de Monluc et les consuls pour demander assistance en cas de siège, d'hommes et d'argent. Monluc leur promet assistance, mais il ne peut leur donner de l'argent pour payer les soldats, encore moins les consuls. Cela remontré à la jurade, les consuls ont protesté à icelle que de toutes leurs puissances estoient délibérés de effectuer leurs voix et opinions jusques à y exposer leurs vies et biens, soit par la voie de la force ou par le repos, ou en quelque autre manière que ce soit comme dépendant d'eux, priant et suppliant ladite assemblée que s'il convient venir au repos de ceste ville et faire quelque bon accord avec ceux du contraire party ¹, que ung chacun d'eux y soient surintendans aux articles et faits que pour ce faire sont proposés. — Les jurés sont d'avis de faire un traité, attendu que la ville n'a nul moyen de se défendre ny faire la guerre, joinct la grande ruïne et povreté des habitans et juridiction d'icelle.

18. — On ira aux états d'Agen le premier Mars.

28. — On décide d'appeler aux délibérations les magistrats, baillif, lieutenant et procureur, même aux affaires de conséquence, lesquels ont offert venir quand seront appelés et de acquiescer et consentir à

¹ Le contraire parti était celui du roi, qui, aux yeux de la ville, était devenu le parti protestant. — Cette délibération respire le désespoir de gens poussés à bout.

ce que sera arrêté par la plus grande voix de la jurée de la dite ville.

1^{er} Mars. — Madame de Monluc et les consuls d'Agén mandent les consuls à Agén pour affaire d'importance. Monluc les y retient jusqu'à ce qu'on lui ait fourni des explications sur la conduite de la ville dans l'affaire du traité de paix.

6. — On lui envoie copie du record susdit et de deux lettres de M. de Roquépine.

15. — Les consuls sont encore retenus à Agén par M. de Monluc qui veut qu'on relâche un prisonnier nommé Rouzière qui a été pris par le capitaine Tuco¹. On priera Tuco d'obtenir de M. de Monluc qu'on lui paie quelque honnête rançon et en attendant Rouzière resteroit dans la ville, sans cela il faudra que la ville paie la rançon afin de n'interrompre l'arrêt fait avec M. le maréchal pour le repos de la ville.

25. — M. de Monluc veut que Rouzière lui soit amené à Agén, faute de quoi ceux de cette ville qui sont arrêtés à Agén en pâtiraient. Mais si on le baillait à M. de Monluc ce serait interrompre la trêve, et au risque d'irriter M. de Monluc on en écrira d'abord à M. de Roquépine et à M. de Sérilhac pour savoir comment on doit se gouverner.

31. — Après avoir reçu réponse de MM. de Roquépine et de Sérilhac les consuls envoient à M. de Monluc Rouzière prisonnier, lui priant de relâcher ceux de la ville.

3 Avril. — On se rend au Saumont pour faire un traité de paix avec ceux de Montagnac par le moyen de M. de Lacassaigne.

10. — On ira à Nérac voir le maréchal pour obtenir de lui qu'il ne vienne pas dans la ville et qu'il n'y mette pas garnison, pour maintenir la promesse de la ville de ne recevoir garnison de côté ni d'autre, mais de se garder elle-même. En même temps on ira à Agén prendre l'avis de M. de Monluc sur ce dessus afin d'être en la grâce de tous, s'il est possible.

11 Juin. — Ceux de Layrac ont pris deux hommes et blessé plusieurs autres de Brimont, ce qui est contraire à la trêve conclue, on en écrit à M. de Roquépine et à M. le Maréchal.

6 Juillet. — On ira trouver M. de Monluc à Agén pour le prier de ne trouver mauvais que de cette ville on aille à Nérac, Lectoure et

¹ Estienne de Bernard, sieur du Tuco, fils de Peyrotet de Bernard, ancien consul de Laplume.

autres villes occupées par les ennemis, pourvu que ce ne soit au préjudice de la ville, et aussi de n'interrompre l'arrêt fait avec M. le Maréchal.

13. — Les Consuls de Nérac avertissent que du bétail pris à Laplume a été conduit à Nérac par un habitant de Fieux et qu'un homme de Caubiet¹ y a eu part. On en fera punition et on leur répond qu'on y remédiera de leur mieux.

15. — Défense de prendre du bétail à peine de la vie et d'en avertir M. le maréchal.

11 *Novembre*. — Feust arrêté de laisser entrer en ville les enfans d'icelle estans de retour du voyage de France à la charge qu'ils prêtent serment de ne rien attenter contre la ville. Et pour ce qu'il y a quelques-uns dans la ville qui portent les armes et font beaucoup de ravages en la terre feust arrêté d'en faire punition.

28. — On écrit aux consuls de Nérac pour leur demander pourquoi ils refusent l'entrée de leur ville à ceux de Laplume et de sa juridiction.

1^{er} *Décembre*. — On a obtenu commission de M. de Monluc pour faire justice de ceux qui ravagent les passants par la terre de cette ville² pour leurs marchandises.

1591. — 27 Janvier. — On enverra des manœuvres à M. de Monluc pour fossoyer sa maison d'Estillac.

Les consuls sont convoqués aux états à Agen, avant d'y aller on tâchera de savoir par le lieutenant Captan qui est à Agen quel est le motif de la convocation.

3 Février. — On envoie des délégués aux états. Désormais les voyages pour la ville se feront par rang dans la jurée jusqu'à ce qu'il y ait un syndic.

5. — On envoie Captan à Bordeaux pour faire entendre au maréchal le comportement de la ville et que rien n'a été altéré à la conférence du repos.

14. — On donne deux écus sol à un messenger qui a rapporté des lettres du Maréchal au sujet du voyage.

3 Mars. — Certains habitants des paroisses ont présenté une re-

¹ Caubiet était une paroisse de la juridiction, à 5 kilomètres à l'ouest de Laplume, sur la route du Nomdieu.

² C'est-à-dire : les gens qui passent par la terre de cette ville pour faire le commerce,

quête au parlement de Toulouse pour faire perdre le fouage¹ et ont fait citer les consuls. On les fera appeler pour payer ledit fouage de six deniers par feu et les contraindre au besoin par justice, et en attendant, ceux qui sont compris dans la requête devront aller travailler aux fossés d'Estillac².

4. — Certains refusent d'y aller, on va exposer la chose à M. de Monluc pour qu'il fasse punition des rebelles.

6. — Arrêté de faire enquérir contre ceux de Plaissac qui sont Arnaud Pouzergues, Talenton, Philip Dabos, Lagassan et Lou Gay, sur la rébellion faite par eux en la cour du bailli contre la ville. Comme aussi de mander à l'assignation de Toulouse de ceux qui veulent faire perdre le fouage.

12. — On prendra des informations dans les villes voisines au sujet du cours des monnaies neuves.

30. — Poursuivre le procès contre ceux de Plaissac et cependant les contraindre à payer les tailles comme deniers royaux.

17 avril. — Un nommé Lézian a été tué par les soldats de Layrac et d'autres sont détenus par M. de Mérens au sujet des tailles³. Des soldats de Sainte-Colombe ont pris un homme de Port-Sainte-Marie près des portes de la présente ville, les consuls du Port le récla-

¹ Antérieurement au XIII^e siècle, on appliquait en Languedoc le nom de fouage à toutes sortes d'impôts directs à cause du mode de répartition par feux, mot qui désignait primitivement une famille ou maisonnée. Mais cette notion dût être bientôt faussée par les mouvements de population, soit en moins à la suite des guerres ou calamités publiques, soit en plus par suite de circonstances venant à favoriser l'accroissement de la population ou son agglomération en certains lieux. Le mot feu servit dès lors à désigner l'unité financière servant de base à l'assiette de l'impôt, mais non à sa répartition ; celle-ci était faite par les consuls des communautés sur les habitants susceptibles de payer. Il est impossible de déterminer exactement la valeur du mot feu, car elle devait varier dans chaque ville, et les consuls évitaient autant que possible de produire leurs registres de répartition de crainte d'amener un remaniement dans le nombre des feux et une augmentation de charges pour la ville, le fouage dont il s'agit ici devait être un impôt établi par les consuls, de leur propre autorité, pour subvenir aux charges de la ville, car si c'eût été un impôt royal les habitants n'auraient pu songer à s'en débarrasser par autorité de justice.

² Pour leur apprendre à se rebeller contre la ville.

³ La taille du roi se payait à Layrac et celle de la Ligue, à Agen.

ment. On écrit à M. de Marin à Sainte-Colombe pour qu'il relâche le prisonnier afin d'entretenir les articles du repos de cette ville.

21. — En revenant de chez M. de Roquépine le consul Lamothe fut pris par les ennemis et emmené à Nérac contrairement à l'arrêt ci-devant fait.

3 Mai. — On donne rendez-vous à M. de Roquépine pour traiter de la trêve pour les paysans et le bétail de labourage ; et pour ceux qui portent les armes il n'y a point d'assurance.

9. — On poursuit l'affaire du fouage contre ceux de Plaissac et on cherche des recommandations auprès de la cour du parlement de Toulouse. On envoie consulter le procès l'avocat Captan et Montus, greffier. On donne à Montus quarante sous par jour pour ses peines et vacations et dix ou douze écus sol pour solliciter le procès.

24. — On prie M. de Monluc de faire imposer silence aux paroisiens de Plaissac.

26. — L'entrée de la ville sera permise à M. de la Grange le vieux¹ pour baptiser un filleul que Ficatel lui a donné et le tout n'essa entrera en conséquence et que autrement n'y soit pourvu au retour de M. de Réaup².

31. — On ira trouver M. de Roquépine pour le regard de l'assurance des Messieurs de cette ville qui portent les armes savoir s'il trouve bon que quelqu'un du corps de ville aille à Bordeaux voir le Maréchal pour faire confirmer ce qu'on aura arrêté avec les chefs ennemis.

1^{er} Juin. — On dépêche à Agen M. de Réaup pour tâcher de recouvrer les chevaux de M. de la Grange qui ont été pris ce matin et emmenés à Agen.

14. — Arrêté d'assurer M. de la Grange dans la présente ville dans le cas où ceux de l'union voudraient attenter sur sa personne, jusqu'à ce que M. de Réaup sera par deçà.

22. — En présence de M. de Réaup fut remontré au sieur la Grange que s'il voulait demeurer en ceste ville et être bon et fidèle habitant comme il estoit avant son département, on estoit délibéré

¹ Philippe Descuraing, dit Lagrange, ancien consul de Laplume, était entré dans la compagnie de gendarmes de M. de Monluc en 1587. Il avait sans doute embrassé plus tard le parti d'Henri IV, puisqu'il redoutait un attentat de la part de ceux de l'union.

² M. de Réaup commandait dans Laplume pour la Ligue, mais il se tenait habituellement avec Ch. de Monluc à Agen ou avec l'armée de Villars.

de le recevoir au corps et jurée d'icelle. La Grange répond qu'il ne peut promettre cela jusqu'à ce qu'il ait recouvré ses chevaux, et qu'alors il prendrait une résolution, mais en attendant il fera tout ce qu'il pourra pour être agréable à la ville. On lui répond alors que tant qu'il n'aura pas déclaré son dessein, la ville ne peut lui donner assurance de sa personne au cas où MM. de l'Union attenteraient contre lui.

17. — On envoie à M. de Mérenx une lettre de M. de Roquépine pour la délivrance d'Abraham Labadie et pour lui remonter les meurtres et pilleries que sont été faits journellement et se font en la présente juridiction. On dépêche à Agen vers M. le marquis et M. de Montespan au sujet des chevaux de M. de la Grange

22. — Si M. de Mérenx ne nous veut faire raison des meurtres et pilleries on écrira à M. le Maréchal pour y délibérer par sa grandeur. Délibéré de recevoir le sieur de Lagrange pourvu qu'il habite dans la ville. Le parlement de Toulouse a rendu un arrêt renvoyant les paroissiens de Plaissac en audience, avec défense de rien attenter contre eux. On priera M. de Monluc d'y mettre ordre.

30. — On va à Agen trouver M. de Monluc pour faire un accord avec ceux de Plaissac. On enverra dix ou douze charrettes que M. de Monluc a demandé pour la réparation d'Estillac.

2 Juillet. — M. de Roquépine écrit qu'il veut que la ville lui fasse raison que quelques-uns sortant d'icelle coururent après Laforcade¹, le voulant tuer, lequel Laforcade venait pour les affaires de la ville, venant de Layrac pour parler des tailles à M. de Mérenx. On enverra à Poy un consul et un juré pour s'excuser envers M. de Roquépine et que la ville n'en est nullement cause. Cependant on enverra lettre au dit sieur par messenger pour entendre sa commodité de parler à lui.

5. — Les ambassadeurs rendent compte de leur entrevue avec M. de Roquépine « que estoit grandement marry ». Toutefois ne tient la ville pour coupable mais les avertit à l'avenir de ne pas user de tels actes. Délibéré de lui envoyer une lettre de M. de Réaup et une autre du cadet de M. de Bergung, touchant le fait pour le bien persuader que la ville n'y est pour rien.

27. — Le sieur de Roquépine a obtenu promesse par écrit de M. de

¹ Ce même Laforcade ne garda pas rancune à la ville pour une peccadille alors si commune, il s'y retira plus tard et y devint consul.

Fabas ¹ pour l'assurance des gendarmes de cette ville, ensemble un passeport dudit sieur pour aller et venir de cette ville en hors sans être empêchés par ceux du parti du roi. Le sieur de Roquépine demande aussi que la ville fasse promesse. On attendra que M. de Réaup soit par deçà afin d'en délibérer et résoudre le fait.

1^{er} Août. — Mlle du Saumont ² a fait arrêter cinq jurés en vertu d'une ordonnance du sénéchal d'Armagnac. Ils s'étaient obligés à la rigueur pour la ville d'une somme de deux cent soixante-dix-sept écus et demi. On les en relèvera indemnes. On priera la dite demoiselle d'accepter les intérêts, et si elle ne veut on empruntera pour la payer jusqu'à la Saint-Berthoumieu. Pour ne pas attenter à l'arrêt de la cour de Toulouse on ne fera pas payer les tailles à ceux qui sont compris à la requête présentée par ceux de Plaissac, et il sera remontré au sieur de Monluc qu'ils ne veulent rien faire de ce qu'ils lui ont promis, et s'il n'y a d'autre moyen les poursuivre devant la cour.

9. — On ira trouver M. de Monluc à la Montjoie pour lui dire que ceux de Plaissac loin de se conformer à l'accord qu'ils ont fait devant lui, poursuivent en cour de Toulouse et que la ville va y envoyer, et prendre son avis là-dessus. S'il parle de l'accord fait avec M. de Favas on lui dira franchement la vérité, s'il n'en parle pas, on ne lui dira rien.

11. — On fera payer la taille à ceux de Plaissac, à la rigueur et par corps.

17. — On écrit à M. de Sainte-Colombe ³ pour faire relâcher Miqueau Fort pris par ceux de Nérac, et après ceux de Nérac pris par le capitaine Pauqua seront relâchés.

22. — Ceux de Nérac et M. de Sainte-Colombe disent qu'ils ne peuvent relâcher Miqueau Fort. On livrera à ses parents le prisonnier de Montagnac pour par ce moyen aviser de recouvrer le dit Cailhau.

1^{er} Septembre. — Sur une lettre de M. de Roquépine de maintenir le repos de cette ville et de n'attenter rien à son préjudice, fut arrêté de remontrer à M. le Maréchal ou à M. de Fabas les extorsions que ceux de la religion font contre nous, habitans, afin d'y re-

¹ Gouverneur de Condom et de Nérac.

² C'était la sœur de Blaise de Béarn, sieur de Réaup.

³ Jean du Bouzet, seigneur de Marin et de Sainte-Colombe, frère de M. de Roquépine,

médier et faire maintenir le repos : et Mlle de Roquépine¹ sera priée nous vouloir assister auprès de M. Monluc afin qu'il ne prenne en mauvaise part les allées et venues à Poy pour l'entretien dudit repos.

8. — On envoie à M. de Fabas pour traiter de la délivrance des prisonniers et du bétail retenu à Nérac et la ville de son côté fera son possible pour maintenir l'accord. On assure aux délégués que s'ils sont pris en chemin la ville les en relèvera indemnes.

15. — On prie M. de Monluc de ne pas trouver mauvais qu'on envoie un consul et un juré visiter M. de Roquépine en sa maladie, étant à Roquèsfère² près de Monflanquin.

23. — Les consuls de Miradoux ont écrit pour que la ville demande avec eux le transport du siège d'Auvillars à Miradoux³.

25. — Les envoyés sont revenus de Monflanquin portant une lettre du maréchal au capitaine Lascorrèges du Nomdieu lui défendant de faire des courses sur le territoire de la ville.

18. — On fera un état des ravages faits par ceux du Nomdieu et on ira à Poy le présenter à M. de Roquépine. On fera aussi parvenir au maréchal l'état des extorsions faites par ceux du Nomdieu.

31. — On écrit à M. de Monluc pour qu'il fasse rendre le bétail qu'ont pris ceux de Lamontjoie ainsi que certains manœuvres pour travailler aux fossés de Lamontjoie.

3 Novembre. — On transige avec lui moyennant qu'on lui envoie quatre manœuvres à quinze sous par jour.

8. — Défense à quiconque d'acheter du bétail de ceux qui font des courses, sans savoir à qui est ledit bétail. M. de Roquépine envoie un passeport de M. de Fabas pour aller à Condom traiter du repos de la ville. Avant de rien entreprendre on ira à Agen remonter le tout à M. de Monluc pour savoir s'il aura ledit voyage pour agréable.

¹ La femme de M. de Roquépine était la fille de Pierre alias Jehan de Saint-Cir, sieur de Bière, ancien consul de Laplume, et de Catherine de Biran.

² Paroisse et château à 4 kilomètres au nord de Monflanquin. Monflanquin avait été pris et occupé pour la Ligue en 1590 par le gouverneur de Villeneuve, il se soumit en 1591 avec Villeneuve et Penne. M. de Roquépine devait être dans ces parages avec l'armée royale.

³ Je pense que ce siège devait être celui du sénéchal d'Armagnac pour la ligue.

10. — M. de Monluc répond qu'il veut auparavant qu'on dresse des articles et qu'on les lui communique, alors il avisera. On avertira donc M. de Réaup qui est à Valence.

14. — On retourne à Agen prier M. de Monluc d'avoir pour agréable le voyage de Condom et en même temps on écrit à M. de Roquépine de prendre patience.

23. — Les délégués sont revenus de Condom avec certains articles non signés qu'on soumettra à MM. de Monluc et de Réaup. Entre temps on essaie de faire un compromis avec ceux de Plaissac par l'entremise de deux avocats d'Agen, mais les avocats sont obligés d'y renoncer, aucune des deux parties ne voulant fournir instrument de compromis.

20 Décembre. — On ira à Nérac demander à M. de Fabas de faire vider la garnison du Nomdieu, moyennant quoi M. de Monluc fera quitter les tailles de la ville et juridiction de Nérac ¹.

1592. — 8 Janvier. — Faire prêter serment à Bernard Captan et à Nycolas Testard ² qui diffèrent, et ce par devant le bailli et le procureur, et ce avec peines. Aussi arrêté de faire venir dans le corps de ville ceux qui s'en sont distraits par le passé, et, où ne le voudraient, les contraindre avec peines.

14. — On remboursera vingt-deux écus sol à Damblat, retenu prisonnier à Layrac, pour le paiement du taillon, savoir dix écus pour les dépends et corvées de ses preneurs, et le reste qu'il a payé pour la ville. La somme sera assignée sur les boucheries.

Ceux de Plaichac ont obtenu lettres royales de la cour de Toulouse de ne rien entreprendre contre eux cette année. Faire rendre du bétail qui a été pris à M. du Feuga ³.

16. — Les jurés qui ne viendront pas quand ils seront convoqués paieront demi écu sol, sauf excuse.

Attendu que depuis quelques années il y a des disputes entre ceux qui sont créés consuls, au sujet des honneurs et prééminences, ce qui est cause que quelques-uns ne font pas leur devoir et pourrait

¹ C'était une compensation assez illusoire, car si M. de Monluc qui commandait pour la ligne à Agen pouvait faire des courses sur le territoire de Nérac, il aurait été bien empêché d'y aller recouvrer les tailles.

² Captan et Testard refusaient d'accepter la charge de consul.

³ Le Feuga était une maison forte, dans la commune de Saint-Mézard, Gers, à 11 kilomètres au sud de Luplume.

amener la ruine de la ville, il a été décidé qu'à l'avenir et sans avoir égard aux anciennes coutumes et formes de convocation des jurés, il sera ainsi procédé à l'élection des consuls. Tout le corps de la jurée sera convoqué afin que chacun dise son avis, et ceux qui seront nommés à la pluralité des voix seront tenus d'accepter la charge pour l'année qui viendra ¹. Aucun juré ne pourra être consul que quatre ans ne se soient écoulés depuis son consulat. Nul ne pourra être premier consul qu'il n'ait été deux fois second consul, celui qui aura été dernier consul sera puis après tiers quand viendra son terme, et de tiers second.

19. — Arrêté de faire murer les fenêtres de la maison de La-grange, à présent à M. d'Estaffort auquel il sera remontré qu'il ne fasse aucune course avec aucun gendarme que au préalable les consuls n'en soient avertis ², afin de n'interrompre l'accord de la conférence.

17 Février. — La garnison du Nomdieu continue ses ravages; on en écrit à M. de Roquépine.

19. — Un capitaine Metge, sous prétexte d'un reste de tailles qu'on lui doit a pris plusieurs habitants et ne veut pas les lâcher. M. de Roquépine ne pouvant les faire délivrer déclare qu'il en aura raison avec les gendarmes de cette ville; s'ils veulent le suivre il montera à cheval, et a écrit un billet à M. de Guamet, gouverneur du Port-Sainte-Marie, disant qu'il en veut avoir sa revanche.

22. — Le procureur de la ville à Toulouse avertit que les gens de Plaissac continuent leur procès. On va à Agen trouver M. de Monluc pour qu'il leur fasse observer l'accord. Il leur écrit de cesser leurs poursuites sous peine de s'en prendre sur eux.

2 Mars. — Les gens du Nomdieu continuent leurs meurtres et pilleries, même ils ont tué quelques habitants de cette juridiction. — On demande à M. de Monluc la permission de faire des courses con-

¹ Auparavant c'étaient les quatre consuls sortant qui désignaient leurs successeurs, toujours avec cette restriction qu'ils ne pouvaient nommer que des personnes n'ayant pas rempli ces charges depuis quatre ans.

² Comme les consuls faisaient garder les portes afin qu'aucun habitant ne put sortir en armes pour faire des courses sans qu'ils en fussent avisés, les courreurs enragés sortaient par leurs fenêtres qui donnaient sur les fossés. Je ne sais qui pouvait être M. d'Estaffort, il n'y avait alors qu'Amalric de Narbonne qui eut le droit de porter ce nom, à moins que ce ne fût quelque fermier du domaine de Navarre,

tre la garnison du Nomdieu ¹ afin d'avoir revanche des voleries qu'ils ont faites dans la maison de Bernard Descuraing. On écrit à M. de Roquépine pour savoir s'il serait d'avis de faire rendre le Nomdieu par le moyen des tours de Goulard ², et à M. le Maréchal que le gouverneur du Nomdieu ne tient aucun compte de ses defenses. On leur prendra des prisonniers afin de réparer à ceux qui ont perdu.

30. — On tâchera de faire évacuer le Nomdieu à prix d'argent.

8 Avril. — On écrit à M. de Roquépine que s'il ne peut faire cesser les ravages de la garnison du Nomdieu, la ville est résolue de ne plus payer les tailles du parti de M. le Maréchal ³.

On priera M. de Réaup et les gendarmes de faire déloger le capitaine La Crabe logé à Fontarède.

Arnaud Fort, fils de Berthomieu, est reçu juré après avoir prêté serment de ne révéler les secrets de la ville et ne trahir le profit et utilité d'icelle.

25 May. — Ceux du Nomdieu ont tué M. d'Estaffort près de cette ville. Le capitaine du Tour du Nomdieu a pris un cheval à Mlle de la Salle ⁴.

5 Juillet. — Dans l'église de Laplume on lira les articles du repos entre les gens de Nérac et ceux de cette ville et pour l'évacuation du Nomdieu, présents avec M. de Réaup les gendarmes Testard, Estienne Olivier, Laforcade, Abraham Labadie.

18. — M. de Réaup sera prié de rendre certains prisonniers qu'il tient, de ceux du Nomdieu, afin d'obtenir l'évacuation dudit lieu, ce qui n'a été possible autrement et on envoie à Poy à M. de Roquépine pour négocier l'affaire.

19. — Arrêté de faire visiter certains bâtiments que M. de La Tu-

¹ Il était peu douteux que Monluc permit aux gens de Laplume de faire des courses contre une garnison ennemie, il est probable que les consuls entendaient par là obtenir un secours effectif.

² On appelait les tours de Goulard, près de Condom, les restes de l'antique château de la famille de Gallard. Elles étaient sans doute occupées par une troupe de ligueurs et on aurait fait échange entre les tours et le Nomdieu que tenaient les protestants.

³ C'était une grande résolution et les consuls pensaient avec raison que ce serait un argument décisif ou du moins celui auquel on serait le plus sensible.

⁴ La femme de Jacques de Roy, sieur de La Salle, était la sœur de M. de Roquépine.

que fait édifier sur les limites de cette ville et d'Astaffort afin d'aviser si la ville y est intéressée ¹.

M^e Arnaud Pouzergues demande à se retirer dans la ville, on sursoira encore à le recevoir.

25. — Les soldats du Nomdieu ont enlevé la gerbe du blé de certains habitants. On en écrit à M. de Roquépine.

16 août. — On refuse au capitaine Pauqua de recevoir Arnaud Pouzergues ² son beau-frère, jadis greffier, à cause du passé.

22 Octobre. — On ira trouver M. de Réaup pour lui donner contentement d'une dispute qu'il a eu avec le consul Testard et autres et lui représenter que ce n'a été pour les affaires du public, et que la ville le tient en un même rang que par le passé.

Février 1593. — Allées et venues vers Monluc et Villars pour éviter une garnison que ce dernier veut mettre dans la ville qui n'en veut recevoir d'un côté ni d'autre.

8 Mars. — M. Dorty ³, président, juge mage en Agenais, a convoqué la ville aux Etats d'Agen le 15 de ce mois : on attendra avant d'y aller de voir ce qui se passera.

Arrêté de faire payer tous ceux qui sont redevables à la ville du reste de leurs charges consulaires et les contraindre au paiement. Et pour ce, rechercher les livres de compte des reliquataires et en faire un arrêt année par année depuis la faction du présent livre de records jusqu'à présent, et rédiger les clôtures des arrêts de leurs comptes au livre des arrêts de la ville ⁴. On donnera un écu au secrétaire de la ville pour sa peine et vacation.

23 Avril. — On recevra pour habitant le tailleur du Nomdieu, à condition que la maison qu'il louera ne touchera pas aux murs de la ville. (Le 28 juin 1592 on avait refusé de le recevoir comme venant d'un lieu justement suspect.)

¹ Hercule de Bonnot, sieur de La Tuque, maison forte dans la paroisse de Paissas. Il s'agit ici de la maison de la Tuque telle qu'elle existe encore actuellement.

² C'était un des instigateurs du procès des gens de Plaissac contre les consuls de Laplume pour l'affaire du fouage.

³ Jean d'Orty, gendre de M. de Boissonade, et successeur de son beau-père en sa charge.

⁴ C'est le livre d'arrêt des comptes des consuls. Celui qui nous est resté presque sans lacunes de 1524 à 1578. C'est là que nous avons pris les noms des consuls avec leurs années de consulat (GG. 23).

22 Mai. — On refuse de recevoir pour habitant Loïs del Peich, fils de M^e Guilhem, tailleur, à cause du danger qui s'en pourrait suivre, d'autant qu'il est du contraire parti.

18 juillet. — Ecrire à M. le régent, juge mage, et les consuls d'Auvillars pour faire une trêve générale avec les villes circonvoisines, puis en écrire autant à Lectoure et informer du tout M. de Monluc.

24. — Nouvelles plaintes contre ceux du Nomdieu ; on décide de mettre six soldats aux portes pour faire la garde jusqu'à la fin des métives¹.

30 novembre. — On enverra demander à la cour de Toulouse l'autorisation de contraindre au paiement les cotisés de l'année dernière pour la nourriture des pauvres.

20 décembre. — On n'ira pas aux états de Moissac et on fera malgré cela la répartition des impôts.

2 Janvier 1594. — Pour cette année ne sera fait de nouveaux jurés pourceque le nombre des jurés est complet.

24. — M. le bailli, deux consuls et deux jurés, iront à la salle d'Augé signifier à M. de Sérilhac que les sièges qui de nouveau avaient été mis dans l'église, tant pour lui que pour la maison de Bière, pour celle de M. de La Salle et de Villeneuve et autres, seront enlevés pour éviter la discorde qui s'en pourrait suivre, et il n'y aura plus que les sièges de la justice et des consuls, et prier M. de Sérilhac et autres de ne le prendre en mauvaise part².

5 Février. — Les députés envoyés aux états de Lavit de Lomagne ont rapporté que la trêve était prorogée jusqu'au 15 février, on en fera proclamation à son de trompe au canton de la halle comme de coutume. On fera copie de la trêve pour l'envoyer aux consulats pour qu'ils la fassent proclamer et par messagers exprès aux consuls de Nérac qui l'ont fait demander.

¹ On appelle métives, en Agenais, l'ensemble des gros travaux de l'été, principalement la moisson et le dépiquage du blé.

² Le droit d'avoir un banc dans l'église était un privilège du seigneur de la paroisse ou du patron de l'église. Or, à Laplume, le seigneur direct était le vicomte de Bruillois et les consuls étaient patrons de l'église qu'ils avaient fait construire des deniers de la commune, et ils n'entendaient pas que d'autres qu'eux jouissent de ce privilège. Cette question des droits de bancs occasionna surtout aux siècles suivants des disputes qui souvent dégénérèrent en batailles dans les églises.

13. — M. de Roquépine a écrit au sujet du siège dans l'église de Mlle de Bière sa belle-mère ¹ et prétend en débattre par justice. On fera plus grande assemblée de jurés pour lui répondre.

14. — On fait savoir à M. de Roquépine que l'arrêt de la ville sera exécuté.

26. — Arrêté que les consuls auront de gages dix écus par an soit quarante écus pour tous les quatre, moyenant quoi ils devront se fournir leurs livrées et chaperons de fin drap noir et rouge et ne pourront prétendre rien plus pour leurs gages. Et les accoutrements de la mande seront votés en plus annuellement.

6 Mars. — Dans l'église de Laplume, après vêpres, les jurés délibèrent de faire une balustrade allant de la chapelle de Notre-Dame à celle du Purgatoire, avec des petits piliers et une porte au milieu, dans l'enceinte duquel chœur seront les sièges des consuls et des magistrats ², et quant aux agenouilloirs prétendus des maisons d'Augé, Bière et Villeneuve ils seront au bas dudit chœur, au rang qui sera avisé par la ville après avoir ouï les parties, avec l'avis des magistrats pour le droit et prééminence du seigneur vicomte de Bruilhois.

20. — On envoie une députation au marquis de Villars à Agen pour le prier de n'être irrité contre la ville parce que ses députés ont tenu le parti du roi aux états de Lavit de Lomagne. Ils n'ont pu faire autrement sous peine d'être appelés perfides et violateurs de la promesse faite. La ville n'a commis aucun acte d'hostilité et ne demande qu'à vivre en paix comme elle a fait jusqu'à présent, et sera supplié ledit marquis de l'y laisser. On priera M. de Monluc de disposer ledit marquis favorablement.

27. — Sous la halle à l'issue de la messe on a apporté une lettre de M. de Godailh adressée à M. de Monluc, comme ladite lettre est close on l'envoie porter par un consul avec mission de rapporter nouvelles. On y trouve une permission de surseoir au paiement des tailles jusqu'à la venue du Maréchal de Matignon.

3 Avril. — M. de Mérenx a écrit pour réclamer les tailles ; après

¹ Catherine de Biran veuve de Jean alias Pierre de Saint-Cir, sieur de Bière.

² Cette délimitation d'un second chœur qui divisait l'église en une partie haute et une partie basse était un expédient pour faire que les consuls fussent toujours à une place plus honorable si on était obligé de laisser des bancs aux familles qui prétendaient y avoir droit.

avoir pris l'avis de M. de Monluc on lui répond que le département des tailles de Bruilhois appartient à ce dernier ¹.

6. — On ira trouver M. de Monluc pour avoir assurance de son parti relativement à la conservation de la ville comme aussi de même M. le marquis pour le parti de l'Union.

17. — On a reçu l'assiette des tailles de M. le marquis, mais on sursoira au paiement jusqu'à ce qu'on ait reçu d'autres nouvelles².

26. — On s'est rendu à Estillac, et M. de Mérenx s'y est trouvé qui a promis devant M. de Monluc de rendre Captan qu'il tient arrêté à Layrac pour l'imposition de M. le Maréchal, du supplément des garnisons.

17 Juillet. — Les états de Gascogne siégeant à Nérac ont mis une cotisation sur la ville pour solder les gens de guerre; on ira montrer leur lettre à M. de Monluc pour savoir ce qu'il faut faire. M. de Monluc a dit de répondre aux états que la ville était prête à faire service au roi quand elle serait commandée de M. de Monluc et ne recevrait la loi de personne autre. D'après son avis on fait crier une assemblée pour dimanche prochain à l'effet de prêter serment de fidélité au roi.

20. — Le procureur de Mlle de Bière vient à Laplume pour arranger l'affaire du banc à l'église. Il propose de donner un banc à sa cliente derrière le chœur que la ville veut faire construire, pour elle personnellement et sa vie durant. On s'en réfère au record du 6 Mai 1594 et on décide de faire construire cette balustrade au plus tôt, et cependant on pourra accorder sa demande à Mlle de Bière mais sans entrer en conséquence, et on prie son gendre M. de Roquépine de sursoir au procès jusqu'à la récolte, que l'on avisera à régler le tout comme M. de Condom ³ qui doit venir avisera.

31. — On ira faire la révérence à M. de Monluc à Estillac. On

¹ Après l'abjuration d'Henri IV, Charles de Monluc s'était rallié au roi et en avait reçu la charge de sénéchal d'Agenais, mais M. de Mérenx qui jusque là avait représenté ce parti dans le pays et y avait exercé la plus importante des fonctions administratives, qui était le recouvrement des impôts, aurait probablement désiré conserver ces fonctions et les avantages qu'il en retirait.

² Les consuls commençant à s'apercevoir que le parti de l'union ne serait pas le plus fort, pensaient qu'on pourrait bien se dispenser de lui payer des contributions.

³ Jean Duchemin, évêque de Condom,

fera proclamer l'édit du roi et prêter serment de fidélité à sa Majesté.

22 Août. — On envoie à M. de Nazaris, de Nérac, pour dresser des mémoires pour obtenir du roi : 1° d'imposer des sommes pour les affaires de la ville et validation des impôts du passé ; 2° d'avoir des robes pour livrées consulaires ; 3° l'autorisation de frapper des amendes pour les délits de police jusqu'à une certaine somme ; 4° avoir la justice criminelle¹. On donnera au sieur de Nazaris un écu sol pour ses peines.

27. — On décide après la réunion des consulats que le sieur de la Grange qui était allé aux états de Mézin aille présenter les mémoires susdits au roi, mais toutefois on fera décider le voyage par une plus grande assemblée. Obtenir la confirmation des impositions faites jusqu'à ce jour ; la permission d'emprunter mille écus pour solder tous les créanciers de la ville ; obtenir la justice criminelle en première instance ou à tout le moins permission de condamner les transgresseurs des lois civiles et politiques jusqu'à dix écus sol ; plus les robes de livrée. On donne à la Grange cinquante écus pour son voyage et on lui promet de l'en tenir quitte s'il lui arrive quelque disgrâce, et ses héritiers, s'il était surpris par la mort.

14 Octobre. — On prie M. de Monluc de faire déloger de l'Espiasse M. Ma... avec sa compagnie.

29. — On fait faire le chœur dans l'église, en bois ; le menuisier demande cent livres, comme on n'a pas d'argent on décide de faire exécuter divers débiteurs de l'église et de la ville.

14 Décembre. — M. de Condom étant venu en cette ville avec M. de Roquépine pour l'affaire des sièges de l'église a promis de faire son possible pour que M. de Roquépine accepte les propositions de la ville. Délibéré de faire venir tous les jurés aux assemblées, et pour le moment on n'en fera pas d'autres (jurés) vu que le nombre est au complet.

1595. — 1^{er} Janvier. — On prie M. de Condom de faire patienter M. de Roquépine jusqu'à ce que le chœur de l'église soit fait, alors

¹ Les consuls ne pouvaient renoncer à l'espoir de recouvrer leurs anciens privilèges, et ils pensaient que le moment était favorable, alors que chaque chef et chaque ville se faisait payer bien cher sa soumission. Ils ne purent obtenir ce qu'obtinrent les consuls de Marmande, mais aussi leur ville ne valait pas l'autre.

on verra où on peut mettre les agenouilloirs prétendus. S'il ne veut sursoir au procès, la ville se défendra par justice.

19. — M. de la Grange fournira cent tables pour le plancher d'en haut de la maison commune, moyennant quoi il sera tenu quitte de dix écus qu'il doit à la ville pour la réparation de ladite maison.

29. — M. de Monluc allant en cour sera supplié de présenter au roi certains mémoires dont M. de Réaup s'était chargé, s'il obtint quelque chose la ville y aura égard, s'il ne se peut obtenir la ville ne paiera rien.

Délibération sur la place à donner dans le chœur de l'église aux bancs des consuls, bailli, etc... Le procureur déclare qu'il doit avoir un siège dans le chœur pour ouïr la messe et un dans l'église pour ouïr le sermon¹; et comme magistrat et officier du roi il doit avoir son siège après les sieurs baillif et lieutenant et opiner le troisième aux délibérations. Le lieutenant réclame aussi son siège ; il l'aura tel que la ville le lui a promis.

1^{er} Février. — Certains habitants de la juridiction, conduits par Pouzergues refusent de nouveau le fouage. On s'en remettra à M. de Monluc qui a fait le précédent accord et s'il ne suffit on ira en justice jusqu'à obtenir arrêt.

5. — On a payé à M. de Raymond qui a fait l'estimation des maisons démolies au Marcadieu, dix écus, et à son clerc quatre écus, moyennant quoi il a remis à Captan le cahier de l'estimation qui est demeuré entre les mains du collecteur d'Omp. t.

7. — On ira prier le maréchal de faire déloger ses gardes qui sont à Fontarrède où ils font beaucoup de dégâts.

27. — Les mêmes gardes sont à Brimont et on va prier le maréchal de les faire déloger.

5 Mars. — Les consuls sont convoqués à la fois aux états d'Agen et de Vic-Fezensac. On réunira les consulats pour en délibérer et on tâchera de faire réunir le Bruilhois à la recette d'Armagnac.

¹ Les meilleures places pour entendre le sermon sont en face de la chaire, mais comme ces places étaient en dehors de la balustrade qui séparait les dignitaires du commun peuple et qu'ils ne voulaient en aucun cas perdre leurs marques de dignité, il leur fallait encore là un siège particulier. — Ce sont là des traits caractéristiques d'une époque, et les petits côtés du caractère de gens dignes d'estime à tous égards car s'ils ne transigeaient pas sur leurs droits, ils savaient à l'occasion remplir dignement leur devoir.

16. — Faire parachever le chœur dans l'église et faire plus haut, de tables celui des prêtres, par derrière, comme sera avisé¹.

14 Juillet. — M. de Condom étant venu dimanche a fait dépense au logis d'Arnaud Fort cinq écus outre ce qu'il lui a donné ; les consuls les lui ont remboursés et la somme leur sera allouée.

15 Septembre. — On a reçu avis que ceux de la religion font des assemblées à Sos. Il faudra savoir ce que c'est.

30. — Les habitants de la paroisse de l'Espiasse avaient commencé à vendanger avant la publication du ban², les consuls avec des jurés y sont allés pour les faire cesser, mais eux avec leurs femmes ont battu le mande et bousculé un consul. On en a mis trois en prison tout incontinent, alors les habitants accompagnés d'un sergent sont venus présenter des lettres de maintenue du sénéchal d'Armagnac et donner assignation aux consuls, à Lectoure. On se rendra à l'assignation, néanmoins les prisonniers seront gardés en l'état.

3 Octobre. — On relâche les prisonniers de l'Espiasse en leur faisant promettre d'être obéissants à l'avenir, néanmoins on poursuit l'enquête contre les auteurs du tumulte.

22. — Les consuls ont prié le chirurgien du Pergain d'amener à Laplume celui d'Astaffort qui a pansé la blessure à la tête de la femme de M^e Guilhem, de l'Espiasse, pour savoir quelle blessure avait en sa tête, afin d'en envoyer la déclaration pour servir au procès intenté par les paroissiens de l'Espiasse contre la ville. Lesdits chirurgiens sont venus et on a donné pour la peine quarante cinq sous au chirurgien d'Astaffort et vingt sous à celui du Pergain.

7 Novembre. — Arrêté de poursuivre le procès contre ceux de

¹ Le chœur proprement dit de l'église n'était pas comme aujourd'hui exhaussé sur trois marches ; il était de plein pied avec le reste de l'église et on dut le faire élever, d'abord pour qu'il fut dans une situation plus honorable que l'enceinte réservée aux consuls et aux officiers royaux, puis afin que le peuple put voir aisément les cérémonies malgré la seconde balustrade.

² On appelait ban des vendanges la publication qui se faisait annuellement de la permission de vendanger. Les consuls tenaient ainsi la main à ce qu'on attendit la maturité du raisin de manière à assurer autant que possible la qualité du vin : d'abord afin de conserver au dehors la réputation des vins de la juridiction, ensuite parce que le débouché de la consommation locale étant réservé aux propriétaires de la commune il était juste qu'on les obligeât à faire le vin dans les meilleures conditions possibles.

l'Espiasse, jusqu'à obtenir sentence contre les infracteurs des statuts et ordonnances pour le règlement et police de la ville tant en matière civile que criminelle.

1^{er} Janvier 1596. — On envoie des députés aux états d'Auch avec mission d'obtenir contrainte contre les consulats qui n'ont pas voulu contribuer aux frais de l'envoi des députés et tacher d'être distraits des aides de l'Agenais pour être remis en Armagnac.

M. de Roquépine demande qu'on rétablisse le siège de M^{lle} de Bière dans l'église, la ville déclare qu'il n'y a nul moyen. S'il se veut contenter que sa belle-mère se fasse porter un siège pour entendre l'office et le remporter après, on le lui permettra, sinon on lui permettra d'avoir un siège à Cazeaux sur son tombeau, et si on ne veut accepter ces offres la ville se défendra en justice. Le bailli de la Roche réclame des honneurs et prééminences, on tâchera de faire un accord avec lui et s'il n'y a moyen, la ville se défendra en justice. Délibéré de faire les assemblées le lundi lorsqu'il n'y aura pas d'affaires importantes le dimanche, pour n'entraver le service divin.

23 Février. — Les habitants de l'Espiasse ne veulent pas plaider contre la ville, on les recevra à composition s'ils promettent d'obéir d'ici en avant aux mandements de la ville.

15 Mars. — Les consuls iront à l'Espiasse pour faire retenir acte de l'accord, qui est : que ceux de l'Espiasse vendangeront huit jours avant les champêtres de la juridiction, ils renonceront au procès civil et criminel sans dépend, ils offriront obéir aux statuts de la ville, reconnaissant les consuls d'icelle comme auteurs de la police.

18 Mars. — On demandera aux magistrats pourquoi ils se veulent distraire de la maison commune et on les priera de s'y vouloir remettre.

19. — Les consuls ont communiqué aux magistrats la précédente délibération, ceux-ci prétendent avoir la police de la ville, qui de toute ancienneté appartient aux consuls, suivant l'ordonnance du roi, et s'ils veulent aller en justice la ville se défendra.

25. — Arrêté que M. le procureur n'aura aucune marque de siège dans l'église.

23 Juin. — Certains habitants de la juridiction poursuivent le procès du fouage contre la ville.

30. — Emprunter quinze ou vingt écus pour poursuivre les procès de la ville.

6 Juillet. — Le collecteur Dompt est chargé de payer quatre-vingt-dix écus sol que doit la ville pour divers intérêts car il est reliquataire pour les comptes qu'il a rendus à la ville comme consul et collecteur.

17. — On fait combler de terre le pont de la porte St-Michel parce que les planches dudit pont sont rompues et qu'on n'en a pas d'autres pour les remplacer ¹.

4 Août. — Sept ou huit laboureurs réclament une indemnité pour le bétail qui leur fut pris en 1589 lorsque M. de Fontarailhes commandait pour le roi en ce pays.

20 Août. — Approuvé la dépense de deux livres de chandelles employées à faire la garde de nuit pour prendre les voleurs qui vont de nuit par la ville. Aussi arrêté de mettre entre les mains de la justice un larron qui a été trûbé en la maison d'Arnaud Fort, qu'est le fillastre ² de Miqueau Christau.

23. — Feust remonstré que hier feurent arrestés prisonniers certains habitans de la présente ville et juridiction, qui sont Pierre Dabos, Bertrand Colom, Domenjon Colom, Jean Constantin, Bernard Damblat et Pierre Couguron le serrurier, pour être accusés d'avoir comis voleries dans la présente ville, et de tant que les sieurs consuls les ont fait saisir et après mettre entre les mains de la justice laquelle ne veult faire la poursuite des fraiz, disant que la ville doibt faire l'avance, et qu'ils n'en veulent avoir la cognoissance, disant que c'est matière prévostale ³. Sur ce feust arresté de faire offre à la justice que lad. ville avancera cinquante écus sol pour faire leur procès, à la charge de faire recouvrer lad. somme sur les biens des prévenus, et sy le cas estoit que tous feussent relaxés, la ville en portera une partye et l'autre partye sera sur l'esmolument⁴ du sieur Viscomte suyvant ce que ses dits officiers offrent de faire.

Cependant feust arresté que deux de la maison de ville feront voyage à Lectoure avec M. le procureur pour avoir l'advis comme l'on s'en doibt gouverner, et si le syndic de la ville avec led. sieurs

¹ On ne comble pas un pont. Il faut entendre ici le fossé devant la porte.

² Beau-fils, mot gascon.

³ Les prévôts au xvi^e siècle étaient des juges institués temporairement, dans certaines circonstances, notamment dans les cas d'émeutes ou dans les temps de troubles, pour juger d'une façon sommaire. Leur justice était généralement prompte et sévère.

⁴ On appelait émoluments d'une seigneurie le montant des droits perçus par le seigneur. Du latin emolumentum, profit.

consuls se doivent rendre instigans au procès, ou si le conseil trube que le prévost en doibe avoir la cognoissance, le prier de vouloir venir en ceste ville pour faire led. procès.

Un homme qui s'en va en cour offre de se charger d'avoir don du roy pour faire pourvoir les consuls de la justice criminelle et avoir aveu de sa majesté pour les impôts du passé. On accepte et on promet de le rendre bien content s'il obtient.

1^{er} Septembre. — On poursuivra Martin Boubée, de Plaissac, comme ayant mal parlé des consuls.

29. — La ville a emprunté cinquante écus pour poursuivre le procès des voleurs qui sont sous la charge du prévost.

6 Octobre. — Arrêté de permettre à ceux de l'Espiassé de vendanger leurs vignes de mercredi en huit, et les champêtres de la juridiction de mercredi en quinze, et le lundi après par tout le vignoble.

13. — Arrêté de présenter requête à la cour des aides de Nérac pour obtenir remboursement sur le domaine du roi de ce que la ville a avancé pour le procès des preneurs¹ ; et d'autant qu'il y a en prison un larron coupe bourse, faire retenir acte contre MM. les magistrats où et cas n'en feraient justice.

23 Décembre. — On reprend le procès contre ceux de l'Espiassé et on fait venir un conseiller de Lectoure pour faire l'enquête.

31 Décembre. — On crée six nouveaux jurés pour compléter le nombre habituel, ce sont : Etienne Olivier, sieur de Bergung, Philip Nynery, marchand ; Oddet de Bernard, marchand, dit lou Tuquo ; Bertrand Lamothe, marchand, Robin Lagarde, marchand et François Colom, neveu du capitaine Colom. Ils prêtent serment devant les consuls, d'être fidèles au roy, conserver ses droits, être obéissans à la ville et ne révéler les secrets d'icelle et rapporter tout ce que sera en leur pouvoir pour la deffence et thuition de la patrie.

E. D'ANTIN.

(A suivre.)

¹ Lisez : Voleurs.

AUTOGRAPHES DU FONDS DE RAYMOND

LETTRES DE PROSPER MÉRIMÉE

Au docteur X...

Paris, 52, rue de Lille, 6 mars 59.

CHER DOCTEUR,

On nous donnait hier à l'Académie de très mauvaises nouvelles de M. de Tocqueville. On le disait repris de ses crachements de sang. Si vous vous trouvez en présence d'un morceau de papier blanc un de ces matins, soyez assez bon pour m'écrire deux lignes. Mignet et Cousin se joignent à moi pour vous demander un bulletin. Il y a huit jours qu'il écrivait à M. Villemain qu'il se trouvait beaucoup mieux et qu'il pouvait travailler et causer. Je crains bien que vous n'ayez vu trop clairement son état, lorsque vous me paraissiez peu rassuré du mieux qu'il éprouvait pendant les derniers jours de son séjour à Cannes.

Je voudrais bien n'avoir pas quitté ce pays délicieux où l'on mange des truites et où l'on boit du vin du mont Ida. Je suis arrivé à Paris avec la force d'un lion de quatre ans, et, à peine m'étais-je installé, qu'un rhume affreux m'est tombé sur la nuque ou plutôt sur la gorge. Je tousse, je crache, je tousse, etc..., malgré le sirop de térébenthine qui est le remède à la mode et qui guérit tout le monde excepté moi. Vous me direz : *Recipe Patientiæ Q. S.*, mais je dirai toujours que c'est une honte que, dans ce siècle de lumière, on n'ait pas encore inventé un remède qui guérit les rhumes,

Je voudrais bien vous dire, paix ou guerre. Ma foi, personne n'en sait rien. On est toujours ici très peu belliqueux, c'est-à-dire qu'on a toujours une peur de chien. Malgré les espérances qu'on fonde sur le Congrès, on fond beaucoup de canons rayés. Il y en aura 700 attelés dans deux mois. On dit qu'avec un de ces instruments on casse à volonté la jambe droite ou la gauche à un pauvre diable à deux kilomètres. La crise ministérielle en Angleterre complique la question.

Les pacifiques voudraient que lord Derby fût un nouveau Parlement où il aurait la majorité ; mais d'autres pacifiques voudraient que lord Palmerston prît sa place, attendu qu'il a une vieille dent contre l'Autriche et que l'Autriche sans l'appui de l'Angleterre deviendrait raisonnable. Pour moi je crois difficile de faire un Parlement qui ait une majorité solide. Il y a tant de fractions que la discipline est impossible. Le nouveau parlement n'aura pris couleur que vers le milieu du mois d'août. Jusque là on peut se donner carrière pour les suppositions.

Les mœurs font des progrès très remarquables.

Adieu, mon cher Docteur, tous nos amis de la Place Saint-Georges sont en bonne santé et vous disent force tendresses. Mlle Lagden et M^{rs} Ewer se rappellent à votre bon souvenir. Veuillez agréer l'expression de tous mes sentiments bien dévoués.

PR. MÉRIMÉE.

Lorsque vous irez à Cannes mettez-moi aux pieds de Madame Tripet et de M^{rs} Bronghem, veuillez dire à Madame Tripet que j'ai essayé de faire des *blinny* d'après son livre, et que ma cuisinière a fait un fiasco déplorable ; cela tient peut-être à quelque faute de traduction de ma part.

Au même.

Cannes, 12 février 59.

MON CHER DOCTEUR,

Je n'ai pas voulu répondre de Paris à votre aimable lettre, étant trop incertain de mes mouvements, et un peu aussi du *moule du pourpoint*.

Après avoir failli geler entre Madrid et Burgos, j'ai couru le même danger à Compiègne, où j'ai passé huit jours en revenant d'Espagne. De tous ces travaux herculéens je rapporte je ne sais combien de rhumes accumulés dont j'espère que votre soleil me guérira. D'ailleurs je sais comment vous traitez vos malades et il paraît qu'il y a plaisir à être entre vos mains. Vous leur administrez des dîners de Lucullus, vous les festoyez à la campagne et à la ville. C'est une méthode nouvelle que j'approuve fort. Au reste j'ai trouvé vos malades en fort bon état et fort éprises de leur docteur, ce qui ne m'a pas trop étonné. Mais ce qui m'a chagriné, c'est que le bruit court à Cannes que vous devenez paresseux et qu'on vous voit rarement dans la banlieue de Grasse. Je suis bien déterminé à vous y relancer, mais si une affaire vous obligeait à quitter vos montagnes, il serait bien aimable à vous de venir nous réjouir en faisant un mauvais dîner avec nous. Vous êtes assez philosophe (bien que ce soit mal porté aujourd'hui) pour ne pas redouter la cuisine de M. Christin, et vous êtes sûr que vous ne trouverez pas à Cannes de gens plus heureux que nous de vous posséder.

M^{rs} Thiers et Mignet étaient en bonne santé quand j'ai quitté Paris. Le 10^e volume devait paraître *sans faute* en décembre. Le professeur Cousin est toujours amoureux, et j'ai eu l'honneur de travailler à son bonheur en recherchant dans une bibliothèque de Madrid des lettres de sa belle ¹. J'ai constaté qu'elle avait une écriture de cuisinière et qu'elle écrivait très tendrement à Don Luis de Haro, ministre de Philippe IV, pour lui arracher de l'argent.

¹ Est-il nécessaire de rappeler qu'il s'agit des amours non moins célèbres que posthumes de V. Cousin et de la duchesse de Longueville ?

G. T.

Adieu, mon cher Docteur. Mlle Lagden et M^{re} Ewer me chargent de mille tendresses pour vous. Veuillez agréer l'expression de tous mes sentiments bien dévoués.

PR. MÉRIMÉE.

A Madame la Comtesse Lise Przezdziecka.

Cannes, 30 novembre [1864.]

MA CHÈRE PRÉSIDENTE,

Me voici installé depuis cinq ou six jours dans mon oasis et je suis à peine dégelé. J'ai quitté l'Espagne en grelottant et j'ai trouvé l'été en passant la Bidassoa. J'aurais dû vous écrire plus tôt, mais je me suis senti pris d'horrible paresse aussitôt que je me suis retrouvé dans un pays où l'on peut s'asseoir au soleil sans paletot et regarder la mer sans penser.

Voici ce que j'ai pu rassembler de renseignements sur Nice, où vous irez, j'espère. S. M. l'Impératrice de Russie y fait un peu l'effet d'un hibou empaillé, comme les jardiniers en mettent dans leurs jardins pour empêcher les oiseaux de manger leurs fruits. On me dit qu'il y a moins d'étrangers qu'à l'ordinaire et que la plupart des villas sont à louer. J'en puis dire autant de Cannes qui n'a aucune Majesté pour effaroucher les honnêtes gens. Mais les Cannois ont tant d'hôtels et de maisons de campagne qu'ils ne trouvent pas assez de monde pour les remplir. Le nouvel hôtel de Cannes, qui est énorme, a accaparé un très grand nombre de voyageurs qui au lieu de louer des appartements au mois s'y installent pour quelques jours et n'en sortent plus. Le fond de la question est que vous trouverez à vous loger ici ou à Nice sans vous donner trop de peine. Malheureusement nous sommes des sauvages à Cannes, indignes d'une présidente telle que vous. Nous nous rencontrons au soleil, mais, le soleil couché, nous rentrons comme les poules au poulaillet et nous ignorons les habits noirs et les cravates blanches. On dit qu'à Nice on a des concerts et des soirées.

Je voudrais vous donner des nouvelles de Compiègne, mais mes amis qui en font l'ornement n'ont pas le temps de m'écrire leurs impressions. J'ai reçu par le télégraphe, à Madrid, un très aimable compliment de la maîtresse de la maison. Nous avons célébré sa fête de notre mieux par un concert où assistaient 400 yeux noirs bordés de chenille comme on les porte en Espagne. Il y avait là les plus jolies femmes de Madrid, des bras admirables, des cheveux prodigieux et des appas très considérables. Je me demandais, en les lorgnant, quelle était la moyenne du poids de ces dames et je trouvais que j'étais hors d'état d'en enlever une seule. La duchesse de Frias dont je vous ai raconté l'histoire, aussi modestement que j'ai pu, n'y était pas. Elle n'a fait que traverser Madrid pour aller achever sa lune de miel à Ropeta, dans un château de son mari¹. Espérons que les choses se sont passées mieux que la première fois. Je vous demande et je vous demanderai à la première Cour d'Amour que vous présiderez s'il y a lieu par le duc de Frias d'être jaloux du premier mari ? Un officier qui, un jour d'assaut, plante son drapeau sur la brèche n'a-t-il pas sujet d'en vouloir au soldat obscur qui s'est fait tuer en tentant la même entreprise ?

Vous ai-je parlé d'une de mes admirations de Madrid, parmi les beautés amples, amoureuse d'un monsieur qui a toutes les qualités du cœur et de l'esprit et, aux dons de la fortune, joint l'avantage de descendre d'un homme qui exécutait les arrêts de la justice et pendait par le cou les gens qui l'avaient mérité. J'ai laissé le roman inachevé à Madrid : la mère menaçant de se jeter par la fenêtre et la fille de se poignarder. Les gens calmes pariaient pour un mariage. J'attends les nouvelles avec impatience et je vous en ferai part.

Nous avons, malgré M. Mathieu de la Drôme, un temps magnifique ; pas un nuage au ciel et un soleil splendide. Plaise à Dieu que cela vous attire de nos côtés ! Il y aura alors deux soleils dans le département des Alpes-Maritimes. Je baise très humblement le bout des ongles rosés du soleil que nous attendons.

Pr M.

¹ Un article de journal joint à cette lettre fournit des renseignements sur ce mariage qui excite la verve de Mérimée. Le duc de Frias, grand d'Espagne, avait épousé Mademoiselle Balfe, fille du compositeur de ce nom, cantatrice à l'Opéra de Saint-Petersbourg, épouse divorcée de John Crampton, ambassadeur d'Angleterre en Russie puis en Espagne,

A la même.

Cannes, 49 décembre.

MA CHÈRE PRÉSIDENTE,

J'ai appris, avec bien des regrets, le triste motif qui m'a privé de votre visite. J'espère que Madame votre sœur viendra vous voir et qu'elle trouvera auprès de vous la consolation dont elle a besoin.

Je suis fort triste de ce voyage de l'Impératrice, non que je suppose qu'il ait des résultats bien graves, mais elle se fait du tort, elle en fait à l'Empereur et à son fils. Je pense d'ailleurs que la vue du désordre de la Cour romaine, de son ignorance et de son obstination pourra bien avoir quelque effet sur elle et la désabuser de son enthousiasme chevaleresque. Mais il eut été possible d'acquérir cette expérience là sans quitter les Tuileries.

Je suis un peu mieux depuis quelques jours, mais je ne mange ni ne dors. Si vous connaissiez quelque livre qui me procurât le sommeil, je vous serais bien obligé de me l'indiquer.

Vous savez que j'ai reçu la visite de Mad. G., qui a été charmante à son ordinaire et qui a fait la conquête de mes amies.

Adieu, chère Présidente, veuillez agréer l'expression de tous mes respectueux hommages.

Pr MÉRIMÉE.

Dites du bien de moi à la dame de Buénos-Ayres.

.

A la même.

Cannes, 20 mars [1866.]

CHÈRE ET AIMABLE PRÉSIDENTE,

Je suis toujours incertain de mes actions. Je crains qu'on ne me rappelle à Paris ; d'un autre côté je respire si mal que j'ai bien peur de ne plus respirer du tout un de ces matins. En attendant, et pour

laisser à la postérité un souvenir de moi, un sculpteur écossais fait mon portrait, qui est vraiment très ressemblant.

Ce mauvais temps me rend très mélancolique. Je suppose que vous n'êtes pas mieux traitée que nous à Nice, mais vous avez un essaim d'admirateurs qui doivent être très précieux par la pluie. Je n'ai pour passer le temps qu'à prendre des airs majestueux pour mon portrait et à causer philosophie avec M. Cousin.

Puisque vous avez eu la bonté de m'écrire pourquoi, avez-vous pris du papier d'une dimension si exiguë ? Pourquoi ne m'avez-vous pas donné des nouvelles du monde ? Je lis dans mon journal que Madame votre sœur était à une séance de la Chambre des Députés et donnait des distractions aux orateurs.

Nous avons enterré hier, par un temps de chien, le général Iusef. Les gens qui le logeaient sont allés au chemin de fer poursuivre la veuve pour lui demander de payer un oreiller qu'ils avaient oublié de mettre sur le mémoire.

La mer a jeté sur notre rivage deux mâts fraîchement coupés d'un navire en détresse. Vous savez que lorsque l'on coupe les mâts d'un vaisseau, le cas est aussi grave que possible. Ces deux morceaux de bois ont un air tragique et pourraient, s'ils savaient parler, nous conter une lugubre histoire.

Adieu, chère et aimable Présidente. Veuillez me mettre aux pieds de Madame Gavini et me croire, à tout jamais, très respectueusement aux vôtres.

Pr M.

NÉCROLOGIE

La Société académique d'Agen traverse une période de deuil. Après la perte de son regretté secrétaire perpétuel, M. Adolphe Magen, voici la disparition de son doyen :

M. ANASTASE CAPOT, chanoine titulaire.

Né à Nérac le 1^{er} mai 1812, M. l'abbé Capot (Jean-Pierre-Anastase) avait débuté en 1833 comme professeur au Petit Séminaire d'Agen, où ses rares dons littéraires furent promptement appréciés. Il fut appelé en 1855 à la direction de l'Ecole Saint-Caprais et devint en 1863 chanoine de la cathédrale, dont il devait être l'archiprêtre de 1875 à 1881. Il est mort à Agen le 3 avril 1894.

Dans la dernière période de sa vie, de cruelles souffrances physiques avaient éloigné ce lettré de ses études de prédilection ; mais il laisse assez de travaux personnels pour que son nom doive rester en bonne place dans l'histoire littéraire de l'Agenais.

On doit, en effet, à M. l'abbé Capot, outre des études et dissertations remarquables, où la hauteur de pensée est servie par une grande élégance de style et dont le *Recueil des Travaux de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen* eut la primeur de 1855 à 1872, un *Traité pratique de l'Art d'écrire* (Agen et Paris, in-12) qui mérite d'échapper à l'oubli.

Orateur distingué, M. Capot mettait au service de sa brillante culture littéraire, de son érudition théologique, de son ardent amour du bien une parole pénétrante. Ses sermons, allocutions et discours ont été réunis en deux volumes destinés à être recherchés : *Souvenirs de Prédication* (Paris, 1883, in-12) et *Panegyriques et autres Discours* (Agen, 1884, in-12).

Là s'affirment, non seulement le zèle du pasteur et le dévouement

de l'apôtre, mais aussi cette générosité de caractère et cette bonté d'âme qui lui valurent tant de sympathies et de solides amitiés.

••

Nous apprenons aussi, mais tardivement, la mort d'un homme qui, pendant son séjour à Agen, fut un des membres actifs de notre Société, **M. EMILE-ADRIEN GAUSSENS**.

Il était né à Saint-Mamer (Gard) le 26 novembre 1840. Après avoir été pasteur à Poitiers, à Clairac et à Bédarieux, il fut pendant quelques années employé dans l'industrie à Agen, puis il devint vice-consul de France à Concordia, dans la République Argentine.

C'est dans son voyage de rapatriement, entre Buenos-Ayres et les Canaries, qu'il est mort en mer d'une maladie contractée à son poste lointain.

M. Gausсен avait publié à Agen divers travaux : une *Petite Histoire des Juifs* (1878, in-8°) ; une conférence sur le *Canal maritime du Sud-Ouest* (1881, in-8°) ; des *Notions sur les Engrais chimiques* (1882, in-8°) et la 6^e édition d'un *Catéchisme populaire* (1882, in-8°).

Les lecteurs de la *Revue de l'Agenais* n'ont peut-être pas oublié encore une piquante dissertation du même auteur sur les mœurs de nos pères du xvi^e siècle : *Quelques défauts des anciens Agenais* (1885).

••

Un mot enfin nous paraît être dû à un autre de nos collaborateurs dont on a récemment annoncé la mort, **M. ALBERT LEBÈGUE**, le distingué professeur de la Faculté des Lettres de Toulouse, auteur d'un très curieux mémoire sur *L'Empereur Tetricus et le chevalier du Mège*, publié ici en 1889.

J. A.

LES PRÉBENDES

DE

L'ABBÉ DE BELLILE DE JAUBERT

[1752-1775]

(SUITE)

II.

Le 9 juillet 1756, le bénéfice de la porterie, dans le Chapitre de la Cathédrale d'Agén, devint vacant par le décès de son titulaire, M. Pierre de Groussou. C'était un mois de rigueur, pour les gradués. L'abbé de Bellile, qui n'avait pas omis, au carême précédent, de renouveler la notification de ses titres et qualités au greffe des insinuations ecclésiastiques, voulut se présenter pour recueillir cette succession.

La porterie du Chapitre de Saint-Etienne était très recherchée ; car, si elle avait de nombreuses obligations, elle donnait de gros revenus.

Voici d'abord les principaux devoirs qui incombait au portier :

1° Avoir les clés du chœur et de toutes les portes de l'église, qu'il devait ouvrir et fermer au temps voulu.

2° Garder l'église ou la faire garder par des serviteurs fidèles le jour et la nuit ; la tenir proprement ; veiller d'une manière particulière à la décence du chœur, surtout aux principales fêtes de l'année.

3° Prendre soin des livres du chœur et des missels, calices, croix, burettes et du luminaire de l'autel.

4° Veiller sur les ornements sacerdotaux, les tentures, les nappes et autres linges d'autel, et décorer convenablement l'église selon les circonstances.

5° Procurer, à la fête de Noël, les deux petites bottes de foin que l'on met dans le chœur ; au Jeudi saint les hosties pour la communion ; à la Pentecôte ce qu'il faut pour allumer le feu nouveau et tout ce qui est nécessaire pour l'office.

6° Tenir les lampes allumées pendant la nuit ; fournir des cordes

pour toutes les cloches, excepté pour le bourdon, et les sonner comme il est prescrit dans les règlements.

7° Aller par la ville, lui ou ses clercs, avec le recteur ou le vicaire perpétuel, afin de visiter les malades et de leur administrer les sacrements.

8° Aux grandes solennités, recevoir du sacriste tout ce qui est nécessaire, notamment les reliques et les vases d'argent, sur lesquels il doit veiller jusqu'à ce qu'ils aient été replacés au lieu d'où on les a tirés.

9° Pour les processions et les sépultures, aider à préparer et à remettre à leur place les chappes et autres vêtements sacerdotaux.

10° Rendre au sacriste le reste des cierges qu'il aura reçus pour la célébration des messes.

11° Dire la messe chaque jour de grand matin.

12° Tous les samedis, écrire sur un tableau ce qui doit être chanté pendant la semaine suivante, aux matines, aux messes et aux fêtes doubles; porter au chœur, tous les jours, les antiennes des matines et des vêpres et entonner les psaumes et les antiennes.

13° Faire jurer en présence de l'économe et du sacriste ou de l'un d'eux seulement, à tous les employés de l'église, qu'ils seront fidèles au Chapitre et déferants envers chacun de ses membres, et qu'ils rendront un compte exact de tout ce qui leur sera remis, sans rien garder pour eux en dehors de ce qui leur aura été donné par qui de droit.

Après les obligations du portier, voyons maintenant quels étaient ses droits et ses avantages.

En raison de son travail et de celui de ses serviteurs, il devait recevoir : — pour chaque jour de présence deux pichets de vin et quatre deniers ; soit pour l'année trois pippes de vin et six livres ; plus une autre pippe de vin pour remplir les burettes de l'autel ; — son diner dans les mariages ; — le pain qui est offert tous les dimanches par les chapelains, indépendamment de celui qui est distribué comme oublié ; — le pain et le vin donnés par les femmes le jour de leur relevailles. — Pour toute messe, à quelque jour que ce soit, si l'honoraire est de douze deniers, il en revient un au portier ; il n'a rien si l'honoraire est inférieur à douze deniers ; — un cierge pour tous les enfants présentés aux fonts du baptême tous les jours de l'année, excepté aux fêtes de Pâques et de la Pentecôte. Aux vigiles de ces deux fêtes, le cierge est donné au sacriste, parce que c'est lui qui est

obligé, ces jours-là, de procurer l'eau pour remplir les fonts. — Un cierge pour les funérailles, le portier devant veiller sur les cierges qui sont placés, durant la cérémonie, sur la balustrade du chœur ; trois livres sur les offrandes faites à la croix le Vendredi-saint ; — douze deniers chaque fois qu'il décorera l'église aux grandes solennités ; — douze autres deniers pour sonner les cloches aux fêtes de la Noël, de saint Etienne, de l'Epiphanie, de Pâques, de l'Ascension, de la Pentecôte, de la Trinité, de la Fête-Dieu, de l'Invention du corps de saint Etienne, de l'Assomption et de la Toussaint ; — pour toutes les autres processions où l'on sonne le bourdon, six deniers, s'il en reste après qu'on a payé le chanoine officiant et ses ministres ; — tous les deniers offerts pour la sonnerie des cloches à part le bourdon, lui appartiennent. — Dans les obits doubles, les processions et toutes les distributions extraordinaires, si le portier est présent, on lui donne comme à deux prébendés. — Toutes les fois que l'Evêque célèbre le synode ou qu'il fait les ordinations dans l'église cathédrale, ainsi qu'à toutes les solennités, il doit fournir le diner du portier et de tous ses employés ¹.

Le portier de Saint-Etienne était curé de Notre-Dame de Renaud ou de la Capelette, de Saint-Sulpice de Boé et de Sainte-Radegonde, et jouissait à ce titre d'une partie des biens provenant de ces églises. Il avait le quart de tous les revenus ; les trois autres quarts étaient jouis dans l'une de ces églises par l'Evêque et dans les deux autres par le Chapitre.

L'antique prieuré de Renaud avait été uni, en 1427, à la mense des deux Chapitres de Saint Etienne et de Saint-Caprais. C'était, dans ce moment, le seul moyen de le sauver d'une ruine complète². Les

¹ Extrait de la Calende du chapitre, sous la date du 5 mai 1424. — La Calende, où étaient consignés tous les règlements du chapitre de Saint-Etienne, avec tous les obits fondés dans l'église cathédrale, était « un grand livre en parchemin, écrit en latin en lettres gothiques, couvert de bois et d'une peau noire dessus. » C'est ainsi qu'elle est décrite dans la copie authentique du règlement du portier trouvée parmi les papiers de Bellile de Jaubert.

² Le monastère de Renaud avait été maintes fois pillé et dévasté à la fin du quatorzième et au commencement du quinzième siècle, en sorte que « le cloître, la maison et les principaux édifices étaient entièrement renversés, et que, depuis vingt ans, aucune religieuses n'avait pu l'habiter. Il y restait seulement une très vieille religieuse, résidant à Agen, où elle vivait

églises de Boé et de Sainte-Radegonde, qui étaient probablement des annexes du prieuré, passèrent avec lui sous la dépendance des deux Chapitres ; et ceux-ci, désireux d'améliorer la situation du portier de Saint-Etienne, ne tardèrent pas à se dépouiller en sa faveur d'une partie des dîmes provenant des églises unies. C'est en raison des droits qu'il avait sur ces églises et qu'il cédait gracieusement à la porterie de Saint-Etienne, que le chapitre collégial de Saint-Caprais concourait, pour sa part, à la nomination du portier, comme on le voit dans la nomination de Raymond Dathia, clerc tonsuré et étudiant en l'Université de Toulouse, faite le 15 mai 1480.

Cette prébende étant si largement rétribuée et donnant d'ailleurs au titulaire une certaine importance, il n'est pas étonnant qu'elle fut l'objet de nombreuses compétitions. Au moment où M. de Bellile de Jaubert songea à faire valoir ses droits à la porterie, déjà deux autres prétendants se la disputaient.

Un prêtre, originaire de Bordeaux, M. Pierre-Antoine de Larroque, vicaire de Birac et chapelain de la chapellenie du *Corpus Christi* dans l'église cathédrale d'Agen, maître ès arts et gradué nommé en l'Université de Bordeaux, avait été désigné pour ce bénéfice, dès les premiers jours de la vacance, par M. de Lacuée, chanoine en tour de semaine ; et sur la présentation du Chapitre, il avait été agréé par l'Evêque et mis en possession de cet office avec ses annexes et dépendances ¹.

Quelques jours après, le 26 juillet, M. Jean-Baptiste Duchanin, curé de Dévillac, maître ès arts, bachelier en théologie, et gradué nommé

à grand peine de quelques fruits et revenus du monastère, et se trouvait réduite à la plus extrême misère. Il n'y avait aucun espoir de relever jamais ce prieuré». *Procès-verbal de l'union du prieuré, du 9 janvier 1427*, archives de l'Evêché. D'un autre côté, l'abbaye de la Sauve, dont le prieuré de Renaud avait dépendu jusque-là, était en pleine décadence, et incapable, vu l'état de ses ressources, de rien faire pour lui. Le Saint-Siège autorisa son union aux deux Chapitres et délégua comme commissaire spécial pour cette transaction Arnaud Guillaume de Lalande, abbé d'Eysses. Cette union fut confirmée par le Pape Pie II, le 21 décembre 1463. (Voir sur le prieuré de Renaud une intéressante étude de M. Philippe Lauzun dans la *Revue de l'Agenais*, tome IV, année 1877.)

¹ La collation, faite au château de Monbran par Mgr de Chabannes, est du 14 juillet 1756. *Evêché*, liv. A, 39.

en l'Université de Toulouse, fit au même chanoine de Lacuée son acte de réquisition pour la porterie. Mais celui-ci, ayant déjà exercé son droit en faveur de M. de Larroque, refusa de l'y nommer. L'abbé Duchanin eut recours à l'Evêque, qui, après avoir examiné ses titres, lui conféra cette prébende, comme il l'avait fait à l'abbé de Larroque¹.

La querelle entre les deux concurrents durait depuis quelques mois, quand Bellile de Jaubert intervint à son tour. Avant de se mêler au débat, il voulut connaître les droits de chacun d'eux. Il demanda donc à M. Canuet, greffier des insinuations ecclésiastiques, une expédition des titres qu'ils avaient déposés ; et, comme le greffier refusait de délivrer ces pièces autrement que par autorité de justice, il adressa une requête au grand sénéchal d'Agenais, afin d'obtenir par son entremise : 1° La notification faite pour la première fois au Chapitre de Saint-Etienne des titres et capacités de M. Duchanin ; 2° la nomination de M. de Larroque à la porterie par le chanoine de Lacuée ; 3° le titre accordé par l'Evêque d'Agen sur cette nomination à M. de Larroque ; 4° les actes faits par M. Duchanin soit à M. de Larroque soit à l'Evêque pour requérir la nomination et le titre de la porterie. Le 8 novembre, le lieutenant général, M. de Laville, enjoignit de faire droit à cette requête ; et l'abbé de Jaubert reçut le même jour l'expédition demandée.

Cependant, afin de « ne pas engager son grade ni faire une mauvaise démarche² », il crut prudent, avant de revendiquer ce bénéfice, de prendre quelques assurances. Pour cela, il rédigea, sur la situation respective des deux prétendants, un long mémoire dans lequel il établissait que M. Duchanin, gradué plus ancien que lui, ne pouvait être pourvu de la porterie en sa qualité de maître ès arts et bachelier en théologie, attendu que ses réquisitions étaient entachées d'un vice radical. Contre M. de Larroque, gradué lui aussi, mais de date plus récente, et qui prétendait bénéficier de la déclaration du 27 avril 1745, il objectait que la porterie n'est pas un bénéfice-cure et à charge d'âmes.

Les avocats Duranteau, Dumoulin et Fénis approuvèrent ses conclusions et lui conseillèrent de faire, dans le délai voulu, sa réquisi-

¹ L'abbé Duchanin était originaire d'Aiguillon. Son titre est du 27 juillet 1756. Evêché, loc. cit.

² Mémoire de l'abbé de Jaubert,

tion au Chapitre et de se pourvoir de l'institution de l'Evêque. Après quoi, il devait interjeter appel comme d'abus au Parlement du titre délivré aux deux prétendants, et les assigner l'un et l'autre en la Cour dans les formes usitées en pareille matière¹.

En conséquence, le 3 janvier 1757, Bellile de Jaubert se présenta devant le chanoine collateur et lui fit son acte de réquisition pour le même bénéfice. Mais M. de Lacuée répondit, comme il l'avait déjà fait à l'abbé Duchanin, que la place n'était plus vacante, et refusa d'admettre sa réquisition. L'abbé de Bellile se pourvut alors devant l'Evêque, et Mgr Gilbert de Chabannes n'hésita pas à lui conférer le titre de portier. Le lendemain, 4 janvier, le nouveau bénéficiaire prit possession de sa prébende tant dans l'église cathédrale que dans les autres églises annexées à la porterie ; et le 5, il se présenta au Chapitre, demandant d'être installé au chœur. Mais le vénérable corps objecta qu'ayant déjà installé M. de Larroque, il n'y avait pas lieu de procéder à une autre installation. Sur quoi, l'abbé de Bellile déposa une protestation en forme et se prépara à poursuivre l'affaire.

A quelques jours de là, le 24 janvier, l'abbé Duchanin, qui plaidait contre M. de Larroque, obtint du sénéchal d'Agen un appointement en sa faveur, et demanda immédiatement la séquestration de tous les fruits de la porterie. M. de Larroque fit appel à la Cour de cet appointement et appela comme d'abus du titre octroyé par l'Evêque à M. Duchanin et de sa prise de possession.

De son côté, Bellile de Jaubert voulant introduire un appel comme d'abus contre les sieurs Duchanin et de Larroque, prit, conformément aux règles établies, une consultation des trois avocats déjà nommés. Le 21 juin 1757, maîtres Fénis, Dumoulin et Duranteau déposèrent leur délibération ; et le 25 du même mois, le requérant obtenait une commission en la chancellerie du Palais pour relever son appel et être maintenu dans l'office de la porterie avec mainlevée et restitution des fruits.

Les assignations ne se firent pas attendre. Celle de M. de Larroque est du 29 juin et celle de M. Duchanin du 7 juillet². Il ne sera pas

¹ Les consultations de ces trois avocats sont des 15, 21 et 26 décembre 1756.

² L'abbé de Larroque étant alors à Bordeaux, l'assignation lui fut signifiée dans cette ville par Bernard Lanefranque, huissier général d'armes en la connétablie et sénéchaussée de France, demeurant rue Saint-Antoine,

sans intérêt de résumer ici les moyens invoqués devant la Cour par Bellile de Jaubert.

Nous avons dit qu'il opposait à l'abbé Duchanin le vice de ses grades et de son premier acte de réquisition.

Le curé de Dévillac était qualifié de maître ès arts et bachelier en théologie. Il avait étudié dans les Universités de Toulouse et de Bordeaux et obtenu à Toulouse ses lettres de nomination. Son premier acte de réquisition pour un bénéfice au Chapitre Saint-Etienne est du 17 mars 1733. Il y expose la durée de ses études dans les deux Universités et énumère les lettres d'attestation qu'il a reçues, avec ses titres de maître ès arts, de bachelier en théologie et de nomination ; et leurs dates respectives : — 5 juillet 1723 ; — 15 décembre 1732 ; — 9 février 1733 ; — 3 et 4 mars 1733 ; — toutes pièces qu'il déclare avoir remises en bonne et due forme aux mains du Chapitre, signées des professeurs et recteurs desdites Universités et scellées de leur sceau, et dont il dit avoir laissé copie aux chanoines de la Cathédrale d'Agen avec son titre de tonsure.

Or voici les seules pièces mentionnées par le greffier Canuet comme ayant été déposées, avec l'acte de réquisition, au greffe des insinuations ecclésiastiques :

a) Une testimoniale du temps d'étude à Toulouse, datée du 3 mars 1733. Elle est signée du recteur et du secrétaire de l'Université, et repose sur la foi de quatre témoins, dont deux attestent que l'abbé Duchanin a étudié deux ans en philosophie, savoir : en 1715 et 1716, depuis la Saint-Luc de la précédente année jusqu'aux fêtes d'automne ; et les deux autres, qu'il a étudié en l'année 1717.

b) Autre testimoniale d'une année d'étude en théologie dans la même Université, depuis la Saint-Luc 1717, jusqu'à l'automne de 1718. Comme la précédente, elle est délivrée par le recteur sur la déposition de deux témoins ; la date est du 4 mars 1733.

c) Une attestation du recteur de l'Université de Bordeaux, du 5 juillet 1723, établissant que l'abbé Duchanin a étudié dans cette Université sous le père Théodose Dabadie, grand carme, docteur, depuis l'ouverture des études, en novembre 1722, jusqu'au 5 juillet 1723 sans interruption.

paroisse de Sainte-Eulalie. L'abbé Duchanin la reçut dans sa maison curiale de Dévillac, des mains d'Etienne Laborie, huissier royal, « habitant de la ville de Casseneuil, paroisse Saint-Pierre. »

d) Des lettres de maître ès arts en l'Université de Toulouse, signées de M. de Morasson, chancelier, et du père Caucléri, jésuite, docteur régent, et datées du 15 décembre 1732.

e) La nomination obtenue en l'Université de Toulouse le 4 mars 1733.

Toutes ces pièces ont été insinuées au greffe des insinuations ecclésiastiques d'Agen, le 20 mars 1733, par le sieur Barènes, greffier.

Dans cet état des pièces fournies en novembre 1756, par le greffier Cannet, sur la requête de l'abbé de Jaubert, on ne retrouve pas celle qui est mentionnée dans l'acte de réquisition sous la date du 9 février 1723 ; on n'y voit pas figurer non plus les lettres de tonsure, ni le titre de bachelier en théologie que M. Duchanin a pris dans son premier acte de réquisition. Il est bien dit dans cet acte que le requérant a donné copie de ces pièces aux chanoines ; mais il a omis de les faire insinuer et enregistrer avec les autres le 20 mars 1733, formalité qui est d'une nécessité absolue pour que la réquisition ait quelque valeur.

M. de Bellile objecte encore que l'abbé Duchanin, dans sa première réquisition de 1733, n'avait pas le droit de requérir en qualité de bachelier en théologie, attendu qu'il n'a jamais eu ce grade en vigueur, c'est-à-dire qu'il n'a pas les six années d'étude nécessaires avec le titre de bachelier afin de pouvoir requérir à ce titre ¹. Comme on l'a vu dans l'énumération des pièces conservées au greffe, il n'a que cinq années d'étude ; il n'est donc, dans le cas présent, que simple bachelier *ad honores*. La chose est si vraie que, dans sa réquisition du 26 juillet 1756 pour l'office de portier de la Cathédrale, ainsi que l'observe Bellile de Jaubert, Duchanin n'a eu garde de prendre le titre de bachelier en théologie ; il ne prend que celui de maître ès arts.

Cette dernière réquisition du 26 juillet 1756 est faite en vertu de l'acte réitéré au Chapitre le 29 mars précédent et insinué au greffe le 1^{er} avril. Or l'acte du 29 mars n'est autre chose que l'acte de réquisition qui doit, selon le droit ecclésiastique, se renouveler chaque année ; et comme, dans cette nouvelle notification, on n'est pas tenu de donner à nouveau copie de ses titres et capacités, mais qu'il suffit d'en réitérer l'énumération, il faut, pour les vérifier et

¹ Cfr. Fleury, *Instit. au Droit ecclés.* tome 1, 2^e partie, chap. xvii.

s'assurer de leur authenticité, se référer à la première réquisition faite par le prétendant. Si cette réquisition réunit toutes les conditions exigées, les suivantes seront valides. Si, au contraire, la première réquisition est viciée, toutes les autres seront nulles. C'est ce qui arrive pour Duchanin. Sa première réquisition du 17 mars 1733 est entachée d'un double vice qui n'a pas été corrigé depuis cette époque. Toutes les réquisitions suivantes, et notamment la dernière en date, celle du 29 mars 1756, sur laquelle repose la demande de la porterie, sont donc pareillement viciées, et le requérant ne peut prétendre à ce bénéfice.

Si ces raisons ne suffisent pas, l'abbé de Bellile peut encore invoquer un autre argument. Il objectera contre Duchanin la réplétion, qui est, selon la jurisprudence des arrêts, le plus grand vice qu'on puisse opposer à un gradué¹. Duchanin, en effet, possède déjà la cure de Dévillac. Or ce bénéfice, dit Jaubert, après déduction faite de toutes les charges, donne au moins six cents livres de revenu : ce qu'il offre de prouver tant par des titres et des témoins que par un rapport d'expert. Son adversaire ne peut donc, aux termes du Concordat², requérir un autre bénéfice ; et la collation qui lui a été faite de la porterie est nulle de plein droit.

Telle est la conclusion de Bellile de Jaubert contre le curé de Dévillac.

Pour combattre le second adversaire, il se place à un autre point de vue. M. de Larroque est, comme lui, un gradué nommé, mais beaucoup moins ancien dans le grade ; aussi n'invoque-t-il pas son grade, mais la déclaration du roi du 27 avril 1745, dont il veut bénéficier. L'abbé de Jaubert va démontrer que cette déclaration ne peut trouver ici son application.

La déclaration du 27 avril ordonne que, « lorsqu'il s'agira de pourvoir aux cures et aux autres bénéfices à charge d'âmes, les patrons qui ont la présentation à ces bénéfices et les collateurs à qui la disposition en appartient, auront, même dans les mois de janvier et de juillet qui sont appelés mois de rigueur, la liberté du choix entre les gradués dûment qualifiés, qui auront obtenu

¹ Durand de Maillane, *Dict. de Droit canonique*, tome IV, au mot *Réplétion*.

² Titre de *Collationibus*, § 9, *Volumus*.

- des lettres de nomination sur lesdits collateurs et qui les auront
- fait insinuer dans le temps et dans les formes ordinaires ; et de
- préférer celui d'entre ces gradués qu'ils jugeront le plus digne, par
- ses qualités personnelles, par ses talents et par sa bonne conduite, de remplir lesdites cures ou autres bénéfices à charge
- d'âmes, encore qu'il se trouve en concurrence avec des gradués
- plus anciens ou plus privilégiés ».

En vertu de cette déclaration, si la porterie de l'église cathédrale est un bénéfice à charge d'âmes, M. de Larroque a été régulièrement nommé et en est légitime possesseur. Mais Bellile de Jaubert prétend que la porterie est un simple office, une administration, un personnel ; et, comme tel, ayant vaqué dans un mois de rigueur, il doit être possédé par le gradué qui est plus ancien dans le titre.

On entend par un simple office ou administration, un emploi dans lequel le titulaire a simplement l'administration des choses ecclésiastiques, sans aucune juridiction, comme le sacriste. Le personnel consiste dans un bénéfice qui donne dans l'église une prééminence sans juridiction, comme la charge de précenteur (chantre)¹. Or telle est bien, selon l'abbé de Jaubert, la nature de la porterie. C'est l'administration des choses ecclésiastiques et une prééminence d'honneur accordée au titulaire, mais sans juridiction ni charge d'âmes.

A l'appui de sa thèse, il invoque la nomination de tous les titulaires précédents, dont il donne la série complète depuis Jean Raphaël, qui se démet en 1480, jusqu'au dernier titulaire, Pierre de Groussou, décédé le 9 juillet 1756² ; et relève dans leurs lettres d'institution plusieurs sortes d'arguments.

¹ Rebuffe, c. 1, de *Consuetud*, in-60.

² Voici cette série telle que nous la trouvons dans le mémoire de Bellile de Jaubert. — ... Jean Raphaël, démissionnaire en mai 1480 ; — 9 mai 1480, Raymond Dathia, clerc tonsuré, étudiant en l'université de Toulouse ; — vers 1524, Jérôme de Gratian ; — 1537, Géraud Fort ; — 1544, Raymond de Costa ; — 1559, Jean Delpech ; — 1565, Jean Dordé de Rafin ; — 1574, Arnaud Dupeyron ; — ... Gilles Audébert, démissionnaire le 17 septembre 1587 ; — 10 octobre 1587, Pierre Defès, prêtre du diocèse d'Auch ; — 8 juin 1590, Etienne de Fommartin, clerc du diocèse de Limoges ; — 1620, Charles de Fommartin, prêtre, chanoine honoraire de la Cathédrale d'Agen ; — 13 octobre 1659, Jean Daurée, prêtre, chanoine de Saint-Etienne ; — 18 février 1666, Paul Robert Boudon de Saint-Amans, prêtre, chanoine de Saint-Etienne et chapelain de la chapellenie de Saint-Michel dans

a) Quelques-uns des portiers nommés durant cette période de trois siècles, tels que Raymond Dathia et Etienne de Fommartin, étaient de simples clercs tonsurés. Ils ne pouvaient donc avoir charge d'âmes et juridiction dans ce bénéfice.

b) Dans la plupart des lettres d'institution, la porterie est qualifiée d'office, de personnat ou d'administration ; ainsi les lettres données par l'Evêque d'Agen à Jean Daurée, le 18 octobre 1559, disent expressément que la porterie lui est attribuée *comme office*, et qu'il doit la régir *ut decet bonum portarium*. Le chanoine Jean Daurée ayant résigné son bénéfice en cour de Rome en faveur de Paul Robert Boudon de Saint-Amans, comme lui chanoine de la cathédrale Saint-Etienne, l'expédition de la cour de Rome, du 18 février 1666, qualifie la porterie de dignité, *seu personatus, administratio, vel officium*. Le visa de l'Evêque d'Agen, du 12 avril suivant, parle aussi de la porterie comme d'un office, et dit que le nouveau portier aura *stallum in choro, prædicto officio debitum*, et qu'il gouvernera les biens de cet office *ut decet bonum portarium*. Même remarque sur les provisions délivrées en Cour de Rome à Gérard de Béchon de Caussade, le 1^{er} septembre 1723 ; elles désignent la porterie sous le nom d'office ou personnat, et ajoutent qu'elle est *sine curâ* : donc point de charge d'âmes ni de juridiction. Dans le procès-verbal d'installation du même titulaire, le Chapitre déclare que le sieur Béchon de Caussade « aura rang de dernier chanoine, sans pouvoir monter de rang, attendu que la porterie n'est qu'un simple office dans l'église cathédrale ».

c) Les lettres d'institution imposent au portier la résidence personnelle. *In eâ (portariâ) personalem residentiam facies*, disent celles de Raymond Dathia et de plusieurs autres portiers. Dans les provisions de Gérard de Béchon, le pape dit que cet office est *personatus residentiam requirens*. On sait, du reste, qu'à l'époque où Raymond Dathia était portier, en 1480, il y avait déjà à côté du cloître de l'église Saint-Etienne une maison spécialement affectée au

l'église de Sainte-Livrade ; — 14 mai 1694, Pierre Daurée, chanoine de Saint-Etienne ; — 12 juin 1694, Jean Daurée, chanoine de Saint-Etienne ; — 8 juillet 1494, le même Pierre Daurée, chanoine, reprend l'office dont il s'était démis le mois précédent ; — 1^{er} septembre 1723, Gérard de Béchon de Caussade ; — ... Mazac, décédé en juillet 1738 ; — 25 juillet 1738, Pierre de Groussou, curé de Tayrac, qui mourut le 9 juillet 1756.

portier de la Cathédrale ; et tous ses successeurs l'habitèrent comme lui¹.

d) Autre remarque. Un grand nombre de portiers furent choisis dans le sein du Chapitre et ne cessèrent pas, en prenant possession de cet office, d'être chanoines *de gremio*. Si la porterie avait été un bénéfice-cure et à charge d'âmes, il y aurait eu incompatibilité entre les deux bénéfices, et le même sujet n'aurait pu les posséder l'un et l'autre. Or, dans ses provisions du 18 février 1666 en faveur de M. Boudon de Saint-Amans, la Cour de Rome, après avoir établi que la porterie est un simple office, une administration et un personnel, dit expressément que cet office n'est pas incompatible avec le canonicat.

e) Il existe une délibération du Chapitre de Saint-Étienne autorisant M. Boudon de Saint-Amans, chanoine et portier, à lire les leçons et à porter les antiennes à son tour selon l'ordre du chœur, sans qu'il puisse néanmoins, à raison de ces titres, officier, ni donner aucune bénédiction, ou faire aucun acte qui marque la juridiction, « cette juridiction n'appartenant qu'aux chanoines de numéro ». Du reste, le Chapitre ne manquait jamais de consigner dans les procès-verbaux d'installation que, la porterie étant un simple office, le chanoine portier devait toujours rester le dernier du chœur et ne pas monter avec les autres quand il se produisait quelque vacance².

Après avoir ainsi développé ses principaux arguments, Jaubert va réfuter les objections de Larroque.

La première est celle-ci. Différentes églises et paroisses sont annexées à la porterie, et c'est le portier qui est chargé de les desservir. Ce bénéfice est donc une cure à charge d'âmes.

Il est vrai, répond Bellile de Jaubert, que les églises et paroisses de Notre-Dame de Renaud, de Saint-Sulpice de Boé et de Sainte-Radegonde sont annexées à la porterie, et que le soin de les desservir incombe au titulaire de ce bénéfice. Mais la porterie n'est pas

¹ Elle était située dans la rue des Prêtres. Voir au sujet de cette maison un procès-verbal du 4 juillet 1724, fait entre les commissaires députés du Chapitre et M. de Béchon de Caussade, portier.

² Voir notamment les délibérations pour la prise de possession de Jean Daurée, le 12 juin 1694, et pour celle de Béchon de Caussade, le 26 janvier 1724.

pour cela un bénéfice à charge d'âmes. Ces églises, qui étaient des annexes du prieuré, passant avec lui à la mense capitulaire par l'acte d'union du 9 janvier 1427, le Chapitre devint ainsi le propre curé du prieuré et de ces autres églises. Si plus tard, afin d'assigner au portier des revenus convenables, le Chapitre crut devoir annexer ces églises à la porterie, et confier au portier le soin de les faire desservir par des vicaires amovibles, il ne prétendit pas, par cet acte de pure bienveillance, changer la nature du bénéfice et faire du portier un curé à charge d'âmes : il n'était pas en son pouvoir de le faire. Il n'entendit pas, d'ailleurs, se dépouiller lui-même de cette prérogative. Le Chapitre, en tant que prieur de Renaud, est resté curé de toutes ces églises ; et, en attribuant au portier une partie des dîmes, il lui en a délégué seulement l'administration ; en sorte que la porterie reste, après comme avant, un bénéfice simple, ainsi que l'attestent depuis près de trois siècles la jouissance du portier, la nomination faite par le chanoine de semaine, la présentation du Chapitre, l'institution de l'Evêque et les provisions du Saint-Siège.

Larroque objecte en second lieu que le portier a pris depuis longtemps le titre de recteur, de curé ou de vicaire perpétuel.

Le fait est patent, et Jaubert n'hésite pas à le reconnaître. On le trouve, en effet, dans la prise de possession de Raymond Dathia en 1480 et dans un arrentement qu'il fit, le 14 mai 1485, de certains fonds provenant de l'église de Saint-Sulpice de Boé ; dans plusieurs reconnaissances du xvi^e siècle qui font rente au portier ; dans deux transactions passées, en 1612 et 1671, avec les religieux de Bon-Encontre ; et dans un grand nombre d'autres actes. Mais c'est par erreur que, dans le principe, les portiers s'attribuèrent cette qualité et que leurs successeurs l'ont prise à leur exemple. Elle semblait fondée sur l'obligation qu'ils avaient de pourvoir au service des églises unies à la porterie ; mais cette prétention ne saurait modifier en quoi que ce soit l'état primitif du bénéfice. Du reste, ni le Chapitre, ni l'Evêque, ni le Pape, dans leurs collations, institutions et provisions, ne leur ont jamais attribué cette qualité ; au contraire, ils l'ont toujours qualifié d'administration, d'office et de personnat, sans charge d'âmes, *sine curâ*, obligeant le titulaire à résider à la porterie. *residentiam requirens*.

Troisième objection. Par un arrêt de la Cour, qu'un autre arrêt du Conseil a confirmé, le portier a obtenu, en tant que curé des églises unies, le quart des dîmes sur l'Evêque d'Agen qui est gros décimateur.

La réponse est facile. Si des arrêts de la Cour et du Conseil ont obligé l'Evêque à abandonner au portier le quart des dimes, c'est la conséquence du service que le portier est obligé de faire par lui-même ou par ses vicaires dans les églises unies. Aux termes des ordonnances royales, le gros décimateur n'est-il pas tenu de fournir les ressources nécessaires pour la desserte des bénéfices sur lesquels il prélève les dimes ? Cette portion des dimes revenait au Chapitre par le fait de l'union des églises à la mense capitulaire ; et le Chapitre l'avait cédée au portier en raison du service qu'il était chargé de faire. Mais cette attribution de dimes ne changeait pas la condition du portier et ne lui conférait pas la qualité de curé.

La quatrième objection se tire encore des dimes perçues par le portier. Sur une instance des paroissiens, un arrêt du Parlement a condamné l'Evêque et le portier à abandonner pour la restauration des églises unies le quart de leurs revenus.

Il existe, en effet, un arrêt de la Cour, de 1550, obligeant l'Evêque et le portier à fournir pour la réparation de ces églises le quart des dimes qu'ils ont coutume de prélever sur ces paroisses. Est-ce à dire que le portier soit tenu pour un véritable curé ? Il est décimateur ; à ce titre, il est obligé, comme l'Evêque, de contribuer pour sa part aux réparations jugées nécessaires. C'est tout ce que l'on peut inférer des arrêts invoqués par Larroque, ces arrêts, d'ailleurs, n'ayant pas à statuer sur la nature du bénéfice.

C'est l'Evêque, dit enfin la partie adverse, qui donne l'institution au portier, tandis que, pour les dignités, canonicats, et autres offices de l'église cathédrale, le Chapitre la confère de plein droit. Il ne le fait donc, et ne peut le faire, que parce que la porterie est un bénéfice à charge d'âmes.

L'objection n'est pas sérieuse. Que l'Evêque donne l'institution au portier, cela importe peu. Ce droit peut lui venir d'une convention faite avec le Chapitre ou même d'une simple prescription. Dans tous les cas, l'institution de l'Evêque change si peu la nature du bénéfice que, toutes les fois qu'il délivre des lettres d'institution, la porterie y est qualifiée, non pas de cure avec charge d'âmes, mais simplement d'office et de personnat : on l'a déjà suffisamment démontré.

Jaloux de résoudre toutes les difficultés, Jaubert prévoit une supposition que l'on pourrait faire, à savoir que, par le fait d'une longue possession, la porterie est devenue un bénéfice mixte, participant tout à la fois de la nature d'un simple office et de celle d'un bénéfice à charge d'âmes.

Même en admettant cette hypothèse, on ne pourrait appliquer à la porterie la déclaration du 27 avril 1745 ; car cette déclaration déroge au droit établi par le Concordat de 1516 ; et dans les coutumes ou statuts locaux contraires au droit commun, disent les docteurs, il n'y a jamais d'extension d'une chose simple à une chose mixte ¹. La déclaration du roi ne peut donc s'appliquer qu'aux bénéfices ayant charge d'âmes, et nullement aux bénéfices dont l'essence vraie et primitive consiste en une simple administration des choses ecclésiastiques, sans juridiction proprement dite, alors même que, par une erreur de droit, ou avec l'assentiment du Chapitre, les titulaires se seraient ingérés par la suite dans quelques fonctions du ministère pastoral. Dans ce cas, la charge des âmes serait purement accidentelle, et l'erreur ou l'abus du titulaire, ainsi que l'inadvertance ou la connivence du Chapitre, ne suffiraient pas pour altérer la nature du bénéfice.

Après tous ces arguments, ne semble-t-il pas naturel de conclure que la porterie est un simple office, une administration, un personnel ? et que l'abbé de Larroque ne saurait invoquer en sa faveur la déclaration de 1745, qui ne regarde que les bénéfices cures et à charge d'âmes ?

Tel ne fut pas l'avis du Parlement. Le 3 juin 1758, il statua qu'il n'y avait point abus dans la nomination du sieur de Larroque à la porterie. En conséquence, il le maintenait dans la pleine possession de ce bénéfice et des cures qui y étaient annexées. En outre, faisant droit aux conclusions du procureur général du roi, la cour déclarait « la porterie et les cures y annexées incompatibles avec toute dignité canoniale ou autre bénéfice de l'église cathédrale », et ordonnait qu'à l'avenir « ladite porterie et les cures y annexées ne pourraient être conférées qu'à un ecclésiastique actuellement prêtre, conformément à la déclaration du roi du 13 janvier 1742. » Elle enjoignait « au sieur Larroque et à ses successeurs dans ledit bénéfice de desservir par eux-mêmes, avec tel nombre de vicaires amovibles qu'il serait jugé nécessaire, les églises paroissiales de Sainte-Radegonde, de Saint-Sulpice de Boé, et de Notre-Dame de Renaud. »

¹ *Odiosa constitutio vel dispositio, loquens in simplici, non extenditur ad mixtum.* Dumoulin, sur la règle de chancellerie *De publicandis resignationibus*, no 127.

Enfin, Duchanin et Jaubert étaient condamnés chacun à une amende de 75 livres, en raison de leur appel comme d'abus et à tous les dépens.

Une ordonnance du 1^{er} juillet fixe les dépens à la somme de 1,985 livres 19 sous 3 deniers, dont 1,149 livres 8 sous 8 deniers à la charge de Duchanin, et 836 livres 10 sous 7 deniers au compte de Jaubert.

Le 22 juillet, Etienne Laborie, huissier royal à Casseneuil, signifia à l'abbé de Bellile, en son domicile de Cabirol, l'arrêt du Parlement avec ordre de payer « incontinent et sans délai » à M. de Larroque, la somme fixée pour les dépens¹.

Le Parlement, en déclarant que la porterie était un bénéfice à charge d'âmes, avait spécifié qu'elle était incompatible avec le canonicat. C'était rappeler un principe de droit ecclésiastique. Assurément, si la porterie comportait la charge des âmes, il n'en pouvait être autrement. Cependant jusque là on l'avait toujours assimilée à un canonicat. M. de Larroque, qui l'avait reçue à ce titre, en devait concevoir des scrupules. Afin d'obvier à cette irrégularité, il se pourvut en cour de Rome, à l'effet d'obtenir une dispense du Saint-Siège. Elle lui fut accordée par le pape Clément XIII, le 10 juin 1765, avec cette clause, qu'il recevrait de l'Evêque d'Agen une nouvelle institution du bénéfice de la porterie et de son annexe l'église paroissiale de Sainte-Radegonde². Il était autorisé à garder les fruits

¹ Nous trouvons dans les papiers de Bellile de Jaubert la pièce suivante, écrite de la main de M. de Larroque :

« Je déclare avoir reçu de Bellile de Jobert, prêtre, cinq cens livres ; moyennant laquelle somme le tiens quitte de tout ce qu'il peut me devoir pour les dépens que j'ay obtenu contre luy dans le procès que nous avons eu ensemble au sujet du bénéfice de la porterie de la cathédrale de cette ville.

« A Agen, le 15 août 1759.

« LARROQUE, chn. portier et curé. »

² Dans la Signature Apostolique, donnée à Sainte-Marie-Majeure le 4 des ides de juin 1765, comme dans la nouvelle provision de l'Evêque, du 8 mars 1766, il n'est fait mention que de la seule église paroissiale de Sainte-Radegonde. Quant à la porterie, elle y est expressément qualifiée de canonicat : *Providendo tibi de novo de canoniatu, seu officio ostiarii Ecclesie cathedralis cum ei annexa parochiali ecclesia sanctae Radegundis.*

qu'il avait perçus de bonne foi jusqu'à ce jour. Mgr Gilbert de Chabannes lui délivra une nouvelle provision¹, et l'abbé de Larroque put désormais jouir tranquillement de la riche prébende si chaudement disputée par les trois rivaux.

P. HÉBRARD, VICAIRE-GÉNÉRAL.

(à suivre.)

¹ Elle porte la date du 8 mars 1766. Evêché, livre A, 39, f° 178.

LES

ENCEINTES SUCCESSIVES

DE LA VILLE D'AGEN

(SUITE ET FIN.)

« Et allant de ladite Porte du Pin à la tour Cornalière, où y a accoustume avoir un autre corps de garde, entre les deulx y a *deux belles et grandes tours rondes*, couvertes, mais toutes desplanchées, sans aucune deffence, en icelles estant besoing et nécessaire d'y en faire. »

Ces deux tours, que n'indique pas Monsieur Moullié et dont nous n'avons pu découvrir les noms, existaient en 1789, époque où Lomet les releva. Une d'elles même, celle qui se trouvait le plus au sud, se voyait encore, il y a peu de temps, à l'angle de la route de Villeneuve et du boulevard Sylvain-Dumon, au moment où fut percée cette dernière voie. Il n'en reste plus qu'un pau de mur.

« Et estant à ladite *Tour Cornalière*, avons trouvé dans icelle ny avoir aucune deffence d'ung costé ny de l'autre, estant nécessaire d'y en faire, ladite tour estant par un coin de ladite ville bien importante, laquelle aussy est desplanchée. »

Il est superflu de faire ressortir l'importance de cette tour flanquante, I, très en saillie naturellement, qui terminait en éperon vers l'est la ligne des murailles d'Agen. et qui était en même temps un poste avancé, une véritable tour de guet, destiné, quand il arrivait de ce côté, à signaler l'ennemi comme aussi à recevoir son premier choc.

La tour Cornalière était très ancienne, datant depuis l'agrandissement d'Agen de ce côté, c'est-à-dire depuis le milieu du *xiv^e* siècle.



Le livre des Jurades de 1346 en fait déjà mention, lorsqu'il dit : « il faut armer ce côté-là : *Item a la tor Cornalera de la Bretonaria* ». L'année suivante, le 4 avril 1347, « Pierre de Gaillac, maçon, recevra dix livres tournois comme indemnité de la perte éprouvée par lui dans l'entreprise de la tour Cornalière de la Bretonnerie ». Et, « Item. B. Baucer et G. de la Croix, pour la construction du parapet depuis ladite tour jusqu'à la porte de la Bretonnerie ». » Ce qui prouve bien que cette tour dut être construite à ce moment-là. Depuis il en est maintes fois question dans les registres consulaires. Elle est même désignée, en 1615, sous le nom de *Tour Cornadelle*².

« La tour Cornalière, ajoute Monsieur Moullié en 1853, était parfaitement conservée, il y a deux ans encore. Un spéculateur l'a récemment achetée et démolie, attendu qu'elle servait de refuge à une foule de malfaiteurs. Une maison a été élevée sur son emplacement. »

La tour Cornalière était baignée au nord par le ruisseau de la Masse, qui, ainsi que nous l'avons dit, avait été assigné aux remparts d'Agen pour leur servir de défense naturelle de ce côté. C'est donc en suivant son cours et en nous dirigeant par suite vers l'ouest que nous allons continuer notre visite des fortifications d'Agen au xviii^e siècle.

« Allant de ladite tour Cornalière vers la tour de Truelle ou y a autre corps de garde, avons trouvé y avoir *une tour*, toute découverte et sans planche, laquelle trouvons estre nécessaire qu'elle soit couverte et planchée, à laquelle aussy ny a nulle deffence, estant tres necessaire y en avoir, qu'il faudra faire.

« Plus avons trouvé *une aultre tour*, laquelle est couverte, qui a besoing d'estre réparée à ladite couverture, et toute desplanchée et sans aucune deffence; laquelle aussy a besoing d'estre réparée comme la précédente. »

Il existait donc, d'après ce procès-verbal et le plan de Lomet à l'appui, deux tours rondes entre la tour Cornalière et la tour de Truelle, auxquelles il n'est pas donné de noms. Nos textes sont ici fort confus, et il est assez difficile d'entrevoir la vérité; non pas en ce qui concerne la première tour rencontrée, assez insignifiante, et dont il n'est que rarement fait mention, mais bien en ce qui regarde les deux autres, c'est-à-dire la *Tour de la Bretonnerie* et la

Ad. Magen. Livres des Jurades d'Agen, (1345-1355). p. 44 et 140.

² Archives municipales, CC. 348.

Tour de Truelle. Avant toutes choses, écartons, en le rappelant, ce passage du livre des Jurades de 1346 : « B. Martin reconstruira, moyennant 48 sous tournois la canne, y compris entablement et créneaux, les deux tours qui sont entre la *Porte Saint-Pierre* et la *Tour Cornalière de la Bretonnerie*, sous peine d'un denier envers le Seigneur, s'il dépasse le terme assigné ¹. »

Nous arrivons ainsi, en dépassant la première de ces tours, à la tour marquée sur notre plan par la lettre H', puis à la tour H, toutes deux baignées par la Masse.

Plusieurs de nos annalistes ont confondu ces deux tours en les appelant successivement *Tour de la Bretonnerie*, *Tour de Truelle* et *Tour de Saint-Pierre*. Une distinction est cependant à faire. Et d'abord constatons que tout ce quartier portait, avant l'annexion du faubourg, le nom de quartier de la Bretonnerie, à tel point que la tour Cornalière, dont nous venons de nous occuper, est désignée dans certains textes du xiv^e siècle sous le nom de tour Cornalière de la Bretonnerie. Mais la véritable tour qui prit plus particulièrement dans la suite le nom de *Tour de la Bretonnerie* est la seconde des deux tours, la tour H', précédant de quatre-vingts mètres environ la tour beaucoup plus importante de Truelle, H.

De cette tour et de la porte de la Bretonnerie, il est maintes fois question dans les livres de Jurades de 1345 à 1355. « Les fossés de la Bretonnerie, y est-il dit en effet à cette première date, seront recurés et une écluse sera construite devant la *Porte de la Bretonnerie*. » Puis, l'année suivante 1346, il faudra armer « la porta de la Bretonaria. » En 1347, l'armement de la porte de la Bretonnerie consistera « en deux arbalètes à deux pieds sans leurs cordes, deux arbalètes à étriers, cent carreaux pour les arbalètes à deux pieds, douze carreaux pour arcs à tour, un petit caisson de carreaux pour arbalètes à un pied, appelés *viretons*, toute cette artillerie devant être placée dans ladite porte, en présence d'Aymeri, capitaine pour le Roi. » Enfin, « il faut établir un pont-levis devant la porte de la Bretonnerie, afin qu'on ne puisse y venir par eau ². »

De tout cela il résulte donc que la tour de la Bretonnerie était en H' « enclavée de nos jours, dit M. Magen dans une note de Proché, dans la teinturerie Villot, vis-à-vis la gare des marchandises » ; et

¹ Livres des Jurades de 1345-1355, p. 46.

² Idem, p. 28, 44, 110, 114.



que tout de suite après elle, contre la tour appelée dans la suite de Truelle, se trouvait la *porte de la Bretonnerie*, H, bien indiquée sur le plan Lomiet et sous laquelle passait le ruisseau de la Masse pour entrer dans la ville, longer d'abord à l'intérieur les murs, puis descendre vers le sud-ouest jusqu'au moulin de Cajarc.

« Et estant arrivés à ladite *tour et corps de garde de Truelle*, avons icelluy visité et trouvé à ladite tour ny avoir point de planche et la couverture d'icelle ruynée en partye, estant tres necessaire, pour y faire la garde, il estait besoing de la planchéer et recouvrir et la mettre en deffence de tous les costés, n'en ayant point du tout et y estant très necessaire. Et pour les deux tours joignantes du corps de garde de Truelle, avons trouvés icelles l'une couverte et l'autre decouverte et sans plancher, et le tout pour estre mis en bon estat coustera 300 livres.

Cette tour de *Truelle*, dont le nom évoque le souvenir de ce capitaine protestant qui, en 1561, s'empara d'Agen avec huit cents hommes et y commit toutes sortes de dévastations, est indiquée plusieurs fois dans les vieux textes, notamment à l'occasion « de la construction d'un échampoir (*sic*) dans le ruisseau de la Masse, près de la Tour de Truel¹. » Elle défendait la *porte de la Bretonnerie*, appelée quelquefois aussi *porte Saint-Pierre*, comme se trouvant à l'extrémité de la rue de ce nom. Nous en avons déjà parlé à propos de l'enceinte de transition. C'est en effet en cet endroit H, et contre cette *porte de Truelle*, de *Saint-Pierre* ou des *Tanneurs* indistinctement, que finissait, au nord-ouest, la deuxième enceinte d'Agen, après l'incorporation du faubourg Lassaigne et avant la réunion du faubourg du Pin. Ce point était donc d'une importance capitale.

« Ce fait, serions partis de la dite tour, allant à autre tour ou on met ung aultre corps de garde, appelée la *tour d'Armaignac*, à laquelle avons trouvé ny avoir point de deffence de nul costé, n'ayant moyen de desfendre la murailhe sans la réparer, à cause de quoy est besoing y faire les deffences et canonières necessaires à cest effet.

« Entre lesquels deux corps de garde de Truelle et Armaignac, y a eu autrefois une gueritte quy à présent est perdue, laquelle il fault remettre au mesme lieu qu'elle estait. Mais avant ce faire, fault rebastir la murailhe de ladite ville que nous avons trouvé s'en aller par terre du costé de dehors de ladite ville, de la longueur d'environ cinquante cannes, laquelle fault de necessité remettre, ladite ville ne pouvant demeurer ouverte, estant tres

¹ Archives municipales, DD. 12.

important pour le service du Roy et conservation de tout ce pays soubz son obeyssance. »

Les consuls se préoccupent ici, et à juste titre, de toute cette portion de murailles, comprise entre les deux tours H et G, et qui, mal défendue, représentait, on le voit sur le plan, un angle rentrant des plus dangereux. Comment cette faute avait-elle été commise ? En voulant incorporer, nous l'avons déjà dit, dans l'enceinte définitive et pour les protéger, les deux églises de Sainte-Foy et de Saint-Phébade, jusqu'au ^{xiv}^e siècle hors des murs ; en étendant par suite plus au nord la ligne des fortifications ; en laissant pénétrer la Masse dans la ville et en s'enlevant ainsi cette vieille défense donnée par la nature. Il fallait donc chercher à la remplacer par de solides courtines, qui seraient défendues par le plus grand nombre de tours.

Aussi, la première de ces tours flanquantes est-elle la *Tour d'Armagnac*, G, toute ronde, en saillie très prononcée, et qui doit son nom à Bernard d'Armagnac, sénéchal d'Agenais pour le roi de France de 1361 à 1372, sur l'ordre duquel très probablement elle fut construite. C'est là, du reste, l'opinion de Labrunie.

La seconde, qui devait avoir été démolie bien avant la Révolution, est la *Tour Sainte-Foy*, F, dont il est ainsi parlé dans notre texte :

« Et après sommes allés de ladite tour d'Armaignac à la tour et aultre corps de garde de Saint-Caprazy ; et sur ledit chemin avons trouvé une tour, appelée la *tour de Sainte Foy*, laquelle est toute découverte ; à cause de quoy, le mauvais temps a gasté et corrompu ladite muraille, laquelle il fault réparer, recouvrir et planchéer et y faire des desfences à icelle et une gueritte comme elle y estait cy-devant pour y mettre ung sentinelle. »

Cette porte Sainte-Foy, située en F' sur notre plan, n'est pas indiquée par Lomet. Elle n'existait probablement plus à son époque. Cependant, dans un *projet de plan*, relevé par lui avant de tracer son plan définitif, lequel projet vient d'être retrouvé tout récemment (janvier 1894) aux Archives départementales, et qui contient des indications très précises et très curieuses sur l'ancienne topographie de la ville d'Agen ¹, la place de la tour de Sainte-Foy est parfaite-

¹ En marge de ce plan, nous lisons la très curieuse cote suivante, écrite après coup par une main inconnue :

« La présente feuille contient un très ancien et très excellent plan de la ville d'Agen. Cette minute est unique ; elle est à conserver dans les archives de la ville. Il vaut mieux que celui du cadastre qui a été fait à la serpe par des géomètres qui n'y don-

ment marquée au crayon sur le périmètre des anciens remparts d'Agen. Elle se trouve à la hauteur septentrionale du chevet de cette église et au-dessus de la *porte Sainte-Foy*, qui avait remplacé un peu plus avant l'ancienne porte de l'hôpital et qui fut démolie, d'après M. Magen¹, vers 1856. Dans son état récapitulatif des sections à défendre en 1572, M. Moullié semble avoir fait ici une confusion, lorsqu'il écrit : « Il existe aujourd'hui derrière Sainte-Foy une tour parfaitement conservée qui doit être la tour dite de Sainte-Foy. Il y a cependant cette différence, c'est que cette tour, découverte en 1572, est aujourd'hui parfaitement couverte. Elle se trouve à peu près vers le milieu du cimetière qu'on vient d'abandonner ». La tour en question ne saurait être la tour de Sainte-Foy, démolie déjà avant la Révolution, mais bien la tour de Saint-Fiary, dont il a ignoré l'existence et dont il va être question ci-après.

« Plus avons trouvé autre tour appelée la *tour de Saint-Fiary*, laquelle est couverte et demy planchée, sans aucune deffence dans icelle, à laquelle fault faire lesdites deffences et achever ledit plancher.

La tour de Saint-Fiary était placée en F, à la pointe extrême des murailles d'Agen vers le nord. Elle tirait son nom de l'église de

naient aucun soin, et qui ne vaut rien. . . . Le plan fait par ordre de Monsieur Boutin, en 1789, est un modèle au contraire d'exactitude et de précision. Ce plan existait ; la ville n'a pas même pris le soin de le demander. Il est établi sur un canevas de 32 triangles rigoureusement calculés, et plus de 200 points principaux ont été calculés à la méridienne et à la perpendiculaire. On a opéré comme pour le plan de Paris. Il n'en existe pas de mieux fait pour aucune ville d'Europe. M. Lomet envoie trois plans d'Agen : 1 et 2 : Le plan levé par ordre de M. de Tourny, et une feuille indiquant les projets généraux faits par cet intendant pour Agen vers 1768 ; 3 : Toutes les minutes primitives de l'excellent plan fait par ordre de Monsieur Boutin de 1784 à 1789. Toutes les églises qui existaient alors y sont détaillées. Les arbres du Gravier y sont posés tels qu'ils existent. On y a même détaillé tous les piliers des Cornières et tous les intérieurs des cours et jardins, puits, etc. Ce plan est réellement un chef-d'œuvre d'exactitude et serait fort remarqué et soigné dans une ville qui attacherait quelque prix à son embellissement et à ces sortes de travaux. Le géomètre qui a fait le plan du cadastre l'a croqué en une quinzaine de jours. Deux géomètres au contraire actifs et instruits, Messieurs Puissant et Tonnellé-Gimbrède, ont travaillé cinq ans au plan de 1789. Monsieur Lomet en avait exécuté toute la triangulation avec une rigoureuse exactitude. »

Cette note fait, on le voit, mieux que n'aurions jamais pu le faire, et en nous révélant des détails fort intéressants, l'éloge du plan donné en tête de ce travail, c'est-à-dire de l'ingénieur Lomet.

Annales de la ville d'Agen, par Proché, note, p. 111.

Saint-Fiary ou Saint-Phébade, qui se trouvait tout près d'elle, en avant du cloître de Saint-Caprais, dans la rue Saint-Fiary, et « que les Agenais, dit Labrunie, détruisirent après les troubles de 1562, parce que les protestants qui s'étaient rendus maîtres de la ville y avaient fait leur prêche. » Une photographie, prise avant la construction de la gare du Midi, et alors que le cimetière de Sainte-Foy n'avait pas été touché, nous montre cette tour, enclavée dans les remparts, circulaire, assez basse pour qu'un beau pied de lierre puisse atteindre son comble, recouverte d'une charpente en forme de pyramide, et située exactement à l'endroit où commence, sur le côté gauche de la gare, la galerie actuelle du dépôt des bagages.

« Plus avons trouvé une place de gueritte à ladite muraille de ville pour y mettre ung sentinelle, laquelle il fault remettre tout à neuf.

« Et estant arrivés audit corps de garde de S. Caprasy, avons icelluy veu et visitté, et avons trouvé estre besoing et necessaire de faire des canonières et deffences à ladite tour, n'en ayant point. »

La tour du moulin de Saint-Caprais, E, dont il est parlé, portait également le nom de tour de Saint-Côme. Elle terminait la rue Saint-Caprais, près du moulin actuel, un peu au-delà de l'ancienne porte Saint-Caprais de la primitive enceinte, qui avait été fermée et détruite lors du dernier agrandissement. C'est près de cette tour que ressortait la Masse, emprisonnée, on le sait, dans la ville depuis le moulin de Cajarc.

La tour de Saint-Caprais existait dès l'année 1350 : « Il faut armer, dit le livre des Jurades de cette époque, *la tor del moli de Saint-Cabrari*, avec un arc à étrier et autres défenses ¹. » Au commencement de ce siècle, nous a raconté M. Ad. Magen, la tour de Saint-Côme était utilisée par les élèves qui se destinaient à la médecine, sous la direction de M. le docteur Pons, comme lieu de dissection. Elle fut démolie quelque temps après.

« Ayant icelluy visitté, serions allés vers ung aultre corps de garde appelé la tour des Augustins, entre lesquels avons trouvé aux murailles de ladite ville la place de deulx guerittes, à présent du tout perdues, lesquelles il fault remettre tout à neuf.

« Et estant audit corps de garde des Augustins, avons trouvé icelluy avoir besoing d'y faire des deffences, n'en y ayant point du tout. »

Afin d'englober dans l'enceinte des murailles l'église et le cou-

¹ Livre des Jurades de 1345-53, p. 190.

rent des Augustins, les consuls d'Agen du ^{xiv}^e siècle prolongèrent le périmètre de ses murailles au-delà de la rue des Augustins, et ils se servirent du ruisseau de la Masse, dont ils détournèrent en partie le cours, afin qu'un bras de ce ruisseau vint protéger les murs de ville en cet endroit. Tinté en bleu sur notre plan, ce bras de la Masse baigne en effet le corps de garde des Augustins, D, dont la tour, non indiquée par Lomet, avait dû être démolie avant la fin du ^{xiv}^e siècle. Mais, en 1853 encore, le mur de ville était intact en ces parages, depuis le moulin de Saint-Caprais jusqu'à la porte Saint-Georges. Il en existe même, de nos jours, quelques fragments.

« Et depuis ladite tour des Augustins jusques à la porte de S.-Georges, avons trouvé aussy y avoir eu deux guerittes, à présent perdues, qu'il faut remettre tout à neuf; comme aussy a esté trouvé estre besoing faire une aultre gueritte tout à neuf à l'endroit des avancemens des ruines d'une vieille maison, appelée de Montpezat. »

Sur la *Perspective de la ville d'Agen en 1648*, la maison de Montpezat est représentée, au numéro 10, sous forme d'une haute tour ronde, surmontée d'une plateforme crénelée. Elle est placée à côté de la maison de M. Barbier-Lasserre, entre cette maison et l'église Saint-Hilaire, c'est-à-dire à l'extrémité de cet angle rentrant, si fortement accentué sur le plan de Lomet, non loin de la jonction du nouveau mur de ville avec le vieil aqueduc des Augustins, c'est-à-dire le mur d'enceinte primitif.

Nous sommes ici en plein *quartier de Bordeilhes*, dont nous avons longuement parlé à propos de l'agrandissement d'Agen au ^{xiii}^e siècle. Et si nous pouvions concevoir encore quelque hésitation sur l'emplacement exact de l'ancien moulin et tour de Bordeilhe, ce doute ne saurait plus exister devant l'affirmation qui nous en est faite par le projet du plan Lomet, naguère retrouvé. Sur ce précieux document en effet, la prolongation de la rue du Saumon, depuis la rue des Augustins jusqu'à la petite place triangulaire de Saint-Hilaire, est dénommée *rue Bourdel*, de même qu'est appelée *rue du Bouc* celle de la rue Grande-Horloge, depuis l'ancienne tour jusqu'à la rue des Trois Gonelles.

• Et estant à la *porte de Saint-Georges*, avons trouvé estre necessaire faire ung marchepied tout le tour du revelin de ladite porte, pour aller du corps de garde du hault d'icelle aux deulx culs de lampe de la porte, pour la deffence dudit pont-levis, l'ung desquels culs de lampe est imparfait, qu'il serait besoing de parachever, comme aussy de réparer le corps de garde de ladite porte, quy est fort ruiné,

La porte Saint-Georges, C, présentait donc, d'après cette courte mais suffisante description, de très sérieux moyens de défense. A l'opposé des portes Neuve et du Pin, se trouvaient carrées au lieu d'être rondes les deux tours sur lesquelles elle s'appuyait de chaque côté. Le plan de Lomet l'indique suffisamment. Un ravelin ou ouvrage avancé, également carré, précédait ces deux tours, d'une longueur d'environ vingt mètres. Il était surmonté d'un chemin de ronde, ou *mar-chepied* comme le dit le texte précédent, qui aboutissait à ses extrémités à deux tourelles en porte à faux, également dessinées par Lomet. Ces deux échauguettes, dites ici culs de lampe, défendaient le pont-levis qui se rabattait sur le fossé de ville, toujours plein d'eau, puisqu'il était alimenté par un bras de la Masse. La tour de droite paraît avoir été plus considérable que la tour de gauche ¹.

Nos archives fourmillent de faits qui se sont passés à la porte Saint-Georges. Au ^{xiv}^e siècle, elle dut remplacer, soit au même endroit, soit un peu plus avant, un certain portail *dit des Frères Mineurs*, qui clôturait de ce côté la ville. Le 8 janvier 1347, en effet, « les consuls font marché avec Silvestre Leclerc, maçon, pour la construction de la *barbacane de la porte des Frères Mineurs* et d'un portail à établir derrière le pont-levis sous l'échafaudage qui venait d'être élevé. Le mur de la barbacane devra avoir une *tegula* et demie de longueur, et une cane ou une cane et demie de hauteur. La maçonnerie en sera payée sur le pied de vingt-quatre sous tournois. Le portail sera payé à raison de vingt-quatre sous tournois, en comptant le vide comme le plein. Il devra être terminé à la fin du carnaval si le temps est convenable, et le reste du mur à Pâques ². » Et le 11 mai suivant : « Le marché est définitivement conclu entre les consuls et Sylvestre Leclerc et Odin de Valencourt, maçons, pour la construction d'un portail avec barbacane devant l'écluse Saint-Georges, *entre la grande porte et ladite écluse, sur les fondations du vieux rempart*. La barbacane devra aller jusqu'au mur qui est derrière l'hôpital Saint-Georges et mesurer 40 cannes en longueur et en profondeur et 3 en hauteur. La maçonnerie doit être faite de bonne pierre et bon mortier. Les machicoulis, les créneaux, les parapets seront en pierre. On pourra mettre de la brique sur les points où il y en avait déjà... Les travaux devront être terminés à

¹ Voir à la page 110 du tome 1^{er} de de notre travail sur les Couvents d'Agen le plan reproduit, mais très agrandi par nous, de la porte Saint-Georges, d'après Lomet,

² Livre des Jurades de 1345-1355, p. 90,

la saint Jean prochains ¹. » Enfin, en 1350, les travaux étant terminés, « il faut armer la porte Saint-Georges et en remettre à Pierre de Saint-Macaire les clefs, dont 3 grosses et 7 de dimensions ordinaires ². »

Dans toutes les réceptions royales, les mesures de précaution à prendre contre les ennemis durant les guerres de religion, les armements, les réparations, la porte Saint Georges n'est point oubliée ³. En 1554, il est remboursé 13 sous, 9 deniers, au locataire de la tour Saint-Georges, qui n'avait pu y loger « parce qu'on y avait mis la tête d'un supplicié ⁴, » etc.

La porte Saint-Georges, nous dit Proché, fut détruite au mois d'octobre 1796. « C'était par là qu'on entra autrefois en venant de Bordeaux, suivant le bas du rocher et passant sur le pont du moulin de Saint-Georges, jusqu'à ce qu'en 1752 on fit la route qui traverse les allées et le beau pont sous lequel passent les eaux du moulin. » Le petit pont du moulin de Saint-Georges sur la Masse est encore très pittoresque. Il est un des derniers débris du vieil Agen.

« Et allant vers la porte Saint-Anthoine, avons trouvé sur le coing de la muraille, près les Cordeliers, *une guérite* demy perdue et toute découverte, laquelle fault recouvrir tout à neuf et réparer. »

Cette guérite n'aurait-elle pas été mise aux lieu et place de la tour primitive *Cornalière de Malbec* que nous trouvons, ainsi que nous l'avons écrit précédemment, faisant partie de l'enceinte de transition du xiii^e siècle ?

« Plus avons trouvé aultre guérite plus près de la dite porte de Saint-Anthoine et à l'endroit de la *fontaine de Ratgé*, laquelle fault remettre tout à neuf pour estre du tout perdue. »

Nous avons déjà rencontré, au xiii^e siècle, la *porte de Ratgé*, écrit aussi *Raché*, *Ralché*, *Rotgé* et *Ralgier*. Elle était située à l'extrémité de la rue *Font de Raché*, ainsi appelée à cause de la belle fontaine qui s'y trouvait, et qui, partant de la rue Caillou, finissait au mur de la ville, « dont un fragment d'aspect très solide est encore visible, dit M. Magen dans une note de Proché, à l'entrée de la rue des Charre-

¹ Livre des Jurades, p. 421.

² Idem, p. 189.

³ Archives municipales.

⁴ Idem, CC. 296.

tiers ¹. » Cette porte fut à maintes reprises fermée, puis ouverte. « Vers 1752, nous dit toujours Proché, fut ouverte la rue qui conduit de la rue Fon de Raché sur les allées Saint-Antoine. Il fallut pour cet objet abattre une partie des murs de la ville et acquérir de M. Du-bois, négociant, un jardin situé au bas des murs. » Lomet, dans son plan, n'indique pas son ouverture dans le mur de ville. La vue de 1648 nous la représente sous forme de tour carrée, hermétiquement close à son rez-de-chaussée, crenelée à son sommet, et supportant, sur sa façade occidentale, une petite guérite en forme de hourd.

« Et étant à la *porte de Saint-Anthoine*, aurions icelle trouvée en bon estat, et près icelle une petite tour toute découverte, qui sert de gueritte, laquelle faut réparer. »

Moins bien fortifiée que les portes du Pin et Saint-Georges, la *porte Saint-Antoine*, B, n'était précédée, croyons-nous, d'aucun ouvrage avancé. Elle s'ouvrait, en baie cintrée, sous une haute tour carrée dont le faite se terminait par une toiture en forme de pyramide tronquée. Selon les règles de l'art militaire au moyen-âge, elle ne se trouvait pas dans l'axe de la grande rue Saint-Antoine qui y aboutissait ; mais comme la Porte-Neuve notamment, elle était percée obliquement, de façon à ce que les traits de l'ennemi ne pussent enfler directement la rue : elle s'appuyait, à droite en entrant, sur une bâtisse rectangulaire avancée qui était le corps de garde, à gauche sur un pan de la muraille qui supportait une tourelle en porte à faux, polygonale et en pierres, et qui servait de tour de guet.

La perspective de la ville en 1648, ainsi que le plan Lomet, nous donnent très exactement ces détails ².

Dans les mesures de sûreté à effectuer en vue des surprises de l'ennemi, les Consuls n'oublient pas la porte Saint-Antoine. En 1589, « il est urgent. écrivent-ils, de réparer le pont-levis qui précède la porte Saint-Antoine ». En 1590, au moment où la ville d'Agen, lasse des discordes religieuses, se décidait enfin à reconnaître et acclamer Henri IV, roi de France, il est décidé « qu'on placera les armoiries du Roi à la tour de Saint-Antoine ». C'est par la porte Saint-Antoine que cette même année le maréchal de Matignon fait son entrée solennelle dans la ville d'Agen. En 1604, la démolition du portail de

¹ Proché, p. 61.

² Voir l'agrandissement de la porte Saint-Antoine, à la page 16, tome I^{er} de nos *Couvents d'Agen*.

Saint-Antoine est ordonnée ¹. En 1635, il est porté plainte contre le portier de la porte Saint-Antoine qui avait refusé de laisser entrer un enfant et avait failli le tuer en faisant jouer le pont-levis. L'enquête révèle qu'il aurait exprimé le regret de n'avoir pas livré les clefs de la porte à des séditeux ². C'est autour de la porte Saint-Antoine que se passèrent, en 1652, les événements mémorables, relatifs au séjour du prince de Condé dans cette ville et à l'émeute qui s'en suivit. On sait que le vainqueur de Rocroy fut obligé de parlementer longtemps avec les Consuls d'Agen devant cette porte qu'il trouva murée et dont le pont-levis était levé, et que ce ne fut qu'à grand peine qu'il put l'occuper et s'en servir dans la suite comme de lieu de retranchement pour ses troupes ³. Quelques jours après, le 26 juillet 1652, une inondation terrible de la Garonne renversait en partie la porte Saint-Antoine, qui fut cependant aussitôt après relevée par ordre des Consuls, prescrivant qu'on y fit toujours bonne garde. « Mais, nous apprend Labrunie, l'eau abattit toute la partie du mur comprise entre cette porte et les Jacobins, qui ne fut jamais réparée et que depuis nous avons appelée la *brèche*. »

L'ancienne porte Saint-Antoine, que Lomet reproduit cependant dans son plan telle qu'elle était autrefois, fut démolie en 1787 et remplacée par un simple portail, qui existait encore il y a quelques années. « Le 31 août 1787, nous dit à ce sujet Labrunie, M. de Bazignan, maire d'Agen, posa, au bruit des coulevrines, la première pierre de la nouvelle porte Saint-Antoine. On avait inséré, dans le creux de cette pierre, une inscription sur une plaque de métal et quelques pièces de monnaies de l'année ⁴. »

« Et de là sommes allés à la *porte du Pont-de-Garonne*, où aurions trouvé estre besoing et necessaire faire ung pont levis du costé de dedans, sans lequel pont est malaisé que ladite ville se conserve en temps de guerre, comme aussy le corps de garde de ladite porte est fort ruyné qui a besoing d'être réparé. »

Plus importante que la porte Saint-Antoine se trouvait tout à côté la *porte de Garonne*, A, appelée aussi autrefois *porte Saint-Michel*,

¹ Archives municipales, BB. divers.

² Idem. FF. 89.

³ Voir notre travail : *Une fête et une émeute à Agen pendant la Fronde* (Agen, 1874).

⁴ Labrunie, *Abrégé chronologique*.

puis *porte du Gravier*, et de nos jours le *Pont-Long*. Militairement et archéologiquement, elle offrait des dispositions particulières des plus intéressantes. Très élevée, en effet, au-dessus du niveau du Gravier, elle était précédée d'un pont assez long, fort étroit, formé de quatre arches cintrées de hauteurs inégales, sous lesquelles passait en dernier lieu le fossé de ville, jadis un bras détourné de la Garonne. A l'extrémité de ce pont, du côté occidental, se dressait une tour carrée, couverte, et qui, sorte de tour de guet ou de premier poste avancé, était défendue elle-même par un ravelin. La porte proprement dite s'ouvrait à l'autre extrémité du pont, à la hauteur des murailles environnantes, en forme de baie à plein cintre. Elle était surmontée d'une tour carrée, fort large, terminée par une plateforme crénelée et défendue par deux larges meurtrières. Une tourelle en porte à faux se voit à la gauche de cette tour carrée. Elle servait probablement de guérite et de logement au gardien. Lomet reproduit dans son plan la porte de Garonne telle qu'elle devait exister depuis le *xiv^e* siècle ¹.

Il est question de cette porte de Garonne dans nos annales depuis 1345, c'est-à-dire depuis sa fondation, lors des agrandissements définitifs de la ville au *xiv^e* siècle. A cette date en effet, il est recommandé de l'armer aussi fortement que possible. Cinq ans après, le 1^{er} avril 1350, il est dit que « les trois clefs du Pont de Garonne seront remises à Guillaume de Cassaignes, qui jure de fermer et d'ouvrir lui-même la porte où d'être présent quand on l'ouvrira et la fermera. Il jure aussi de ne l'ouvrir, après la fermeture, le soir ou la nuit, qu'en présence d'au moins deux Consuls, de tenir les clefs sous clefs et de s'acquitter avec soin de sa charge ».

C'est par la porte de Garonne que, le 24 mars 1564, pénétrèrent en ville et sans bruit Catherine de Médicis, sa fille Marguerite et tout l'escadron volant, alors que Charles IX avec toute la Cour de France faisait son entrée solennelle par la Porte du Pin. C'est elle que choisit vingt ans plus tard la même Marguerite, devenue alors Comtesse d'Agenais, pour y placer son favori Duras à la tête d'une importante garnison.

C'est par la porte de Garonne que, le 4 janvier 1591, réussit à

¹ On en trouvera l'agrandissement à la page 61 du tome 1^{er} de nos *Couvents d'Agen avant 1789*.

² Jurades de 134-555, p. 201.

s'emparer de la ville Pierre de Peyronnenq, sieur de Saint-Chamarand, qu'il se livra avec ses hommes à toutes sortes d'excès ; « ayant amassé, nous dit à cet égard Labrunie, quelques troupes et amenant avec lui le fameux pétardier Faget, il se présenta vers deux heures après minuit à la porte du Pont-Long, y appliqua le pétard, *qui fit sauter le portanel* (c'est à-dire la première tour), et entra dans la ville lors ensevelie dans le plus profond sommeil ¹. » En 1612 fut rebâtie la porte du Gravier. En 1759, elle fut modifiée dans sa partie inférieure, afin de faciliter la plantation des allées de cette promenade². Enfin au mois d'octobre 1795, et en vertu d'un arrêté précédent « du vandale Monestier, ce fou, dit Labrunie, qui avec beaucoup de ses confrères s'était figuré que nous serions beaucoup plus libres, quand nous n'aurions plus ni portes ni murailles³, » la porte de Garonne, ainsi que le pavillon qui était au-dessous, furent définitivement démolis. « La descente qui conduit sur les promenades, ajoute Proché, a été mise dans l'état où elle est actuellement par les soins de M. Lomet, ingénieur, qui fit aussi ouvrir, dans le même temps, la rue qui passa sur le terrain de l'église des Capucins et conduit à la porte Saint-Louis ⁴. »

« Finalement sommes allés vers ladite *Tour de la Poudre* où avons commencé, et aurions trouvé entre ladite porte de Garonne et tour susdite, estre besoning faire une *gueritte* pour mettre ung sentinelle... Lesquelles susdites réparations reviendront, en bloc, à la somme de 8.300 livres. »

Cette guérite, indiquée dans la perspective de 1648, mais omise sur le plan de Lomet, correspondait avec ce qu'on appelle de nos jours *le petit Pont-Long*, qui n'existait pas encore en 1789 et qui n'a été ouvert sur le prolongement de la rue du Cat que dans la première moitié de ce siècle, afin de fournir aux habitants d'Agen le plus de sorties possibles sur la jolie promenade du Gravier.

Par là, et en longeant l'élégante terrasse de l'hôtel de Calmels, qui a remplacé depuis le milieu du xviii^e siècle la courtine primitive, nous sommes ramenés à la tour de la Poudre, c'est-à-dire à notre point de départ, ayant accompli dans son entier la promenade ar-

¹ Labrunie : *Abrégé Chronologique*, p. 123. Voir aussi M. Magen : *La Ville d'Agen sous le sénéchalat de Pierre de Peyronnenq*.

² Idem, p. 189.

³ Idem, p. 134.

⁴ Proché : *Annales d'Agen*, p. 53.

chéologique que nous nous étions proposée autour des vieux remparts d'Agen.

« Et en outre, ajoute en terminant la relation de 1615, estant entrés dans ladite ville, avons veu et visitté les murailhes d'icelle par le dedans, et avons trouvé le marchepied desdites murailhes si gasté et perdu qu'il n'y a moyen à aucung d'y aller au dessus pour y faire la ronde ny la sentinelle en aulcune manière que ce soit, lequel pour la conservation de ladite ville est très nécessaire de remettre et rebastir, estant mal aysé de conserver ladite ville sans les suedites réparations ; et ainsy l'avons jugé, ayant fait entièrement ladite visitté.

« Faict audict Agen, les an et jour susdicts.

« Signé, de Gourgues : et par mandement de mondit sieur, Delanyz, greffier. »

V

AGEN A VOL D'OISEAU

Et maintenant, transportons-nous quelque matin sur un point élevé de la ville, le clocher de Saint-Etienne par exemple. qui en occupe à peu près le milieu, et, par la pensée plutôt qu'en réalité, car elle semble inabordable, installons-nous à la pointe extrême de sa flèche « svelte et élancée, écrit Brécy à l'appui de son joli dessin, en charpente couverte d'ardoises façonnées, et terminée en aiguille squameuse, cantonnée de quatre petits clochetons⁽¹⁾. »

Nous sommes, si l'on veut, à la fin du xvi^e siècle, cette époque si intéressante où la vie municipale est encore dans tout son épanouissement, où les têtes s'échauffent à chaque instant pour la défense des libertés communales, où la ville est riche, populeuse, commerçante, où le pittoresque des costumes ne le cède en rien à celui des maisons, où, enfin, à côté du vieil Agen féodal, toujours debout au centre de la cité, s'étendent dans toutes les directions les nouveaux fau-

(1) Brécy. *Esquisses sur Saint-Etienne d'Agen*. Brûlée en 1669 par le feu du ciel, mais rebâtie de suite sur le même modèle, la flèche du clocher de la cathédrale Saint-Etienne fut définitivement démolie à la fin de 1793, par ordre des autorités révolutionnaires. (Voir sur elle la page fort intéressante de Proché, *Annales de la ville p. d'Agen*. 39.)

bourgs, plus vastes, plus aérés, englobés à leur tour dans une dernière ceinture de murailles.

Un beau soleil du mois de mai éclaire et réjouit l'horizon. Que voyons-nous dans ce merveilleux panorama qui se déroule ainsi à nos pieds, et quels monuments frappent nos regards ?

Tout d'abord, au-dessous de nous, émergeant d'un véritable entassement d'édifices, c'est la masse énorme de la cathédrale Saint-Etienne, avec sa façade remise à neuf par ses derniers évêques, les La Rovère, ses gros contreforts et sa couronne d'absides ; plus près, le carré claustral de la maison canoniale ; et tout à l'entour du sombre édifice, mais principalement à l'est, cette ceinture de maisons dont l'ensemble porte le nom de cloître Saint-Etienne. Puis, au mid ; de la cathédrale, entre elle et la porte Sainte-Anguille, le palais épiscopal, lourde et triste demeure, faite avec les débris de l'ancien château, et dont la haute tour de l'*Escuragno* évoque de lugubres souvenirs. Là, point de bruit que celui des chants d'église, point de foule, très peu de mouvement. C'est le centre de la vie religieuse, gardant encore son aspect mystique et autoritaire d'autrefois.

Bien différent au contraire est le côté opposé ; c'est-à-dire la Grande Place, qui s'étend en forme de quadrilatère irrégulier à l'ouest de la cathédrale et que l'on a si bien dénommée le *Ventre d'Agen*¹. A cette heure, le marché bat son plein. Les véhicules arrivent de toutes parts, chargés de provisions. Les marchands s'installent à leur place ; et le Grand Mazel, regorgeant de toutes sortes de viandes, est assiégé par la foule des servantes qui, rieuses et insouciantes, passent du large banc du poisson à celui des herbes et des fruits, coudoyant sans y prendre garde l'infamant pilori où tout à l'heure peut-être sera conduit quelque malfaiteur, à moins qu'elles ne se pressent en foule sur le passage d'un couple adultère que l'on promène en ville, et dont la femme va subir, exposée dans la cage de fer traditionnelle, le supplice de la baignade, à la grande joie des badauds et des indiscrets.

Cet amas confus et embrouillé de maisons aux pignons aigus, aux façades grimaçantes, toutes surchargées de croisées à meneaux, de pauts de bois, de niches de saintes, de moulures délicates finement sculptées, de tourelles en porte à faux, d'élégantes échauguettes, et

(1) *Comment Agen mangeait au temps des derniers Valois*, par M. F. Habasque. Agen, 1887.)

qui s'étend entre la porte Sainte-Anguille et la tour de la Grande Horloge, c'est le quartier aristocratique, la gâche Bézat avec les rues de Garonne et des Juifs, d'où émergent les deux tourelles de l'hôtel que vient de faire remettre à neuf M. de Monluc, et, à coté, le ravissant hôtel de la famille de Vours, la maison d'Estrades, les maisons de Cambefort et tant d'autres, jusqu'aux gâches de Floirac et de Saint-Hilaire. Cette large et pittoresque rue aux arcades cintrées, ce sont les Cornières, centre de la vie marchande, sous lesquelles se promènent les habitants les jours de pluie. Ces tours, ces portes que l'on rencontre dans ce premier périmètre, ce sont au midi la porte Sainte-Anguille, au sud-ouest la tour de l'Horloge de l'Hôtel de Ville, toute neuve, avec ses deux jolies tourelles en porte à faux, à l'ouest la grosse tour de la Grande-Horloge, à l'est les portes Saint-Gillis et Molinier, au nord enfin les portes de l'Hôpital et de Saint-Caprais, encadrant en quelque sorte la belle église romane de la Collégiale, élevée dans le goût byzantin en l'honneur du premier évêque, mais dont le clocheton, trop bas, n'est guère en rapport avec les dimensions de ce vaste édifice.

— Mais cet ancien tracé de la cité féodale, où les rues sont étroites, les maisons élevées, les cours et jardins resserrés, n'apparaît guère qu'aux yeux de ceux qui connaissent son histoire. Les faubourgs se sont, depuis des siècles, identifiés à la ville, laquelle s'étend à présent bien au-delà, plus aérée, moins gênée dans ses mouvements.

A l'est, c'est l'antique faubourg de Lassaigne, et plus loin encore celui du Pin, quartier des ouvriers, des pauvres, des loqueteux, dont la monotonie n'est interrompue que par le clocher des Grands Carmes, le vieux donjon du Temple, les deux tours de la Porte du Pin, la tour de Marmande, et tout à fait au bout la pointe Cornalière de la Bretonnerie.

Au nord, c'est une forêt d'aiguilles, de clochetons, de flèches qui s'élancent vers le ciel. Là est le premier Agen chrétien, l'Agen respectueux des lieux sacrés, où sont renfermées les reliques de ses martyrs. Non loin du pittoresque quartier des Tanneries, qu'arrose le cours sinueux de la Masse et qui est fermé par les tours de Truelle et d'Armagnac, se dresse d'abord le clocher carré de Sainte-Foy, au-dessus de la vieille église de ce nom et du vaste hôpital Saint-Jacques, où viennent d'être centralisés tout les autres hôpitaux d'Agen. Puis, par delà Saint-Caprais déjà remarqué, ce sont à droite les ruines gigantes de l'église de Saint-Phébadé ou de Saint-Fiary,

naguère démolie par ordre de Monluc, et à gauche l'abattoir d'où partent les cris de détresse des animaux.

En avant de la collégiale et à l'ouest, c'est la tour romane du Chapelet, que les religieuses Dominicaines, récemment installées, approprient aux besoins de leur culte, et qui rappelle une des plus anciennes tours de garde de la cité du ^{xiii}^e siècle. Plus au nord, c'est la tour de Saint-Côme contre le moulin toujours actif de Saint-Caprais, qui rivalise avec les moulins de Cajarc et de Saint-Georges, placés également comme lui sur la Masse. Vers le nord-ouest enfin et autour du quartier de Bordeilles, c'est la flèche des Augustins, précédant de quelques centaines de mètres à peine le clocher pentagonal de Saint-Hilaire, la flèche élancée de l'église des Cordeliers et dans le lointain les deux tours de garde de la porte Saint-Georges.

A l'ouest, dans la gâche Saint-Hilaire et autour de la Grande-Horloge qui les domine toutes, nous distinguons la tour carrée qui surmonte le somptueux hôtel de messire Barbier de la Serre; un peu plus loin, l'élégante tour ronde, crénelée, de la vieille demeure des Monpezat; tout à côté, le collège des Jésuites, qui se construit avec les débris de l'église Sainte-Fiary, par ordre de Monseigneur Nicolas de Villars et avec l'argent de la reine Marguerite; tout au fond enfin, renfermé dans une enceinte circulaire spéciale, le Château, ce vieux reste du moyen-âge, aux pieds duquel toujours abondante coule la fontaine de Raché, et d'où se détache le clocher des Antonins à côté des tourelles de l'hôtel de Secondat.

Ce qui frappe plus particulièrement nos regards au sud-ouest, c'est la masse carrée de l'église des Dominicains ou Jacobins, construite au dessus de la pittoresque porte de Garonne sur un des points les plus élevés de la ville. Sa flèche élancée n'a d'égale que celle des Annonciades plus au sud. Toutes deux elles coupent de leur silhouette hardie la conformité de ce faubourg nouveau, ^{encore} peu habité, si ce n'est autour de la chapelle du Bourg, du palais de Monrevel et de la jolie maison de Cambefort, où naguère résidait la reine Marguerite. Là viendront sous peu s'établir la plupart des futurs couvents, les Capucins, les Pénitents Blancs, les Minimes, le Tiers-Ordre, les Carmélites, la Visitation, formant ainsi en deça des remparts comme une ceinture de dévotion et de piété. Plus loin, au delà de la Porte-Neuve, les ruines de l'Aginum romain jonchent encore le sol, rien ne faisant présager de longtemps que cette plaine pauvre et mélancolique deviendra plus tard le centre du quartier le plus recherché.

— Mais la vue est fatiguée de cet amas de constructions empilées les unes contre les autres. Elle aspire à se reposer au loin sur des horizons plus calmes, sur la campagne toujours verte, sur les coteaux aux molles ondulations, sur le cours argenté du fleuve où passent et repassent sans cesse des bateaux chargés de marchandises. Au nord se dresse dans toute sa nudité l'antique coteau de Pompéjac, sur le sommet duquel s'éleva jadis l'oppidum gaulois, dont les grottes mystérieuses abritèrent plus tard Saint-Caprais et Saint-Vincent, mais qui, délaissé depuis, tapissé uniquement de ronces, de bruyères et de quelques pieds de vignes, est devenu aujourd'hui le rendez-vous des malfaiteurs et des libertins, en attendant que le pieux ermite Roudilh vienne sous peu le sanctifier à nouveau. Du côté du levant, l'œil n'est arrêté au delà de la Léproserie et de la tour de Péchabou que, par le roc abrupt de Castillou, siège autrefois d'un important château qui commandait Agen, par les méandres paresseux du ruisseau du Pont-du-Casse au-dessous du pittoresque manoir de la Lande, et plus loin par le château de Martinet et les pentes de La Rocal, dont le vin est déjà fort apprécié dans Agen. Au midi, c'est toujours la ville romaine, triste et dénudée, les débris du mystérieux château de Renaut et du prieuré des Bénédictines, dans la plaine monotone qui les enveloppe la butte fort ancienne de Lamothe-Bézat, et, sur les coteaux de la rive gauche, étalant au soleil leurs blancs manteaux de pierre, les églises romanes de Moirax et de Layrac. A l'ouest enfin, c'est toujours la Garonne aux rives calmes et fleuries, c'est le faubourg marinier du Passage et la mélancolique plaine de Saint-Pierre de Brax, ce sont les coteaux d'Estillac, de Sainte-Colombe, de Laplume, de Moncaut, l'abside romane de Mourrens, la tour carrée d'Espiens, le fier donjon de Xaintrailles, et, tout à fait à l'horizon, à peine estompé dans les brumes du couchant, l'épais rideau des Landes, dont on devine la ligne noire plutôt qu'on ne l'aperçoit.

Lorsque le temps est bien clair, que les brouillards de la Garonne se sont dissipés et qu'aux jours encore chauds d'octobre souffle le vent d'autan, alors aussi on distingue nettement à l'horizon du midi les cimes des plus hauts pics des Pyrénées, toutes blanches de la nouvelle neige, sous les premiers ou les derniers rayons du soleil.

Mais midi sonne à la Grande-Horloge. L'Angelus lance dans l'air son poétique carillon. Les cris des marchands se sont tus. Les ménagères sont rentrées au logis. Les passants se font plus rares. Certaines rues, où dardent les rayons du soleil, sont devenues désert.

tes. C'est l'heure du dîner, l'heure de la sieste dans les villes méridionales. Il nous faut à notre tour descendre du poste que nous avons choisi, mais non sans dire un dernier adieu à notre cher et vieil Agen, qui, malgré les ruines des Barbares, les occupations temporaires des conquérants étrangers, la domination des hommes du Nord, n'en a pas moins toujours gardé, tant dans sa robe extérieure que dans ses fibres les plus intimes, l'aspect gallo-romain, c'est-à-dire l'entier caractère des premières races qui l'ont fondé.

PH. LAUZUN.

UNE COMMUNE GASCONNE

PENDANT

LES GUERRES DE RELIGION

D'APRÈS LES ARCHIVES DE LAPLUME

(SUITE)

24 Janvier 1597. — On fait un accommodement avec M^{me} du Massès, sœur de M. de Sérilhac¹, au sujet du procès qui dure depuis deux ans. La ville paiera la moitié des frais qui montent à vingt cinq écus, cinquante sous, et à l'avenir la dite dame paiera la taille des biens qu'elle possède dans la juridiction.

29. — Quand il faudra faire des voyages à cheval pour la ville on paiera la journée de cheval dix sous dans la juridiction et quinze sous hors de la juridiction.

4 Février. — Le sieur de Sérilhac demande qu'on passe à sa sœur ses frais pour vingt écus; la ville n'y peut consentir.

Les consulats réunis pour entendre ce qui a été décidé aux états d'Agen envoient aux états de Saint-Clar de Lomagne pour le profit et utilité du pays.

21. — Le sieur de Maurès, député par les états d'Agenais, doit aller représenter au roi la pauvreté du pays qui ne peut payer les tailles mises cette année. Un sieur César Petit, d'Esparsac, offre d'y aller avec lui pour les états de Lomagne à raison de cent sous par jour. La vicomté fait savoir que s'il obtient un rabais elle contribuera aux frais dudit voyage, mais s'il n'obtient rien elle ne veut rien payer.

12 Avril. — On ira faire la révérence à M. de Montespan quand il sera à Bruch.

¹ Marguerite de Faudoas. Un exploit d'huissier relatif à ce procès fut signifié à Mme du Massès, dame de Cuq, en son château dudit lieu. La copie est aux Archives de Laplume.

23 Mai. — Envoyer messagers exprès à Agen pour savoir la vérité du bruit qu'on fait courir que Saubaterre est pris.

5 octobre. — On publie le ban des vendanges, d'abord pour l'Espiasse et Brimont, huit jours après, les champêtres, puis tout le vignoble.

19. — Le tribunal du sénéchal de Lectoure a rendu sentence dans le procès avec ceux de Lespiasse : ces derniers devront obéir à la ville pour les vendanges. Quant au criminel, le consul Pierre Forcade est condamné à quinze écus d'amende et aux dépens ; la ville l'en relèvera indemne.

19 Novembre. — On fera un présent de dix écus aux pères Jésuites pour réparer le pavé de leur église, d'autant qu'ils ont demandé par lettre à la ville de les vouloir assister.

1598. — 8 Janvier. — Faire faire l'arpentement de la juridiction en donnant au maître arpenteur deux carolus par carterée.

27. — Différend avec les magistrats qui se plaignent que les consuls empiètent sur leurs attributions et les consuls qui prétendent qu'ils n'ont prononcé de jugement que pour les cas de police dont la connaissance leur a toujours appartenu.

22 Février. — Arrêté d'aller faire la révérence à M. de Montespan, et comme il va en cour, le prier d'obtenir quelque don de la majesté du roi pour la ville, et lui sera donné un homme pour aller en cour avec lui solliciter la dite affaire.

24. — Envoyer quelqu'un aux états d'Agen,

13 Mars. — Captan étant de retour des états d'Agen avec l'arrêt qui a été fait, on assemblera la vicomté pour répartir les frais.

12 Avril. — Réunion des consulats de la vicomté pour régler un désaccord entre la ville et les consuls du Saumont sur le nombre de feux que doit porter chaque village ¹. La ville propose d'attendre après l'arpentement qui va se faire de son terroir après quoi il sera procédé au règlement du nombre des feux, et s'il se trouve qu'elle doive en porter plus ou moins, elle acquiescera au règlement, pourvu que les villages fassent arpenter leur terroir.

¹ Sur la répartition des feux de la vicomté, je n'ai qu'un renseignement très incomplet fourni par un article de comptes de 1558... « la viscomté de Brulhes a cotisat 38 livres 5 sous, sur 90 foecs à 8 sous 6 deniers par foec quome bient à la part de la Pluma per 16 foecs. — Apart par aquit 6 livres 16 sous tournois ». (CC. 53).

24 Mai. — Les jurés s'engagent envers les consuls à les relever du paiement de cent quatre-vingt-sept sacs de blé empruntés par eux pour la nourriture des pauvres. (Record en forme d'acte notarié et signé des parties).

19. — L'affaire du département des feux de la vicomté tourne en procès au présidial d'Agen entre la ville et les gens du Saumont.

12 septembre. — M^r du Juau, procureur du roi, a fait venir à l'Espiasse ¹ M. le procureur Dompt, sans lui dire pourquoi faire, et là il a trouvé ledit procureur assisté des sieurs de la Tuque, de Gabarret, et autres habitants dudit lieu qui lui auraient déclaré être venus pour vérifier les bornes de la juridiction, tant pour l'intérêt de la ville que pour l'intérêt des seigneurs féodaux et autres qui pourraient prétendre droit de justice et de police, et en ont fait procès verbal, nonobstant l'opposition du sieur Dompt qui leur objectait l'absence des magistrats, consuls et jurés de la Plume, sans lesquels on ne pouvait valablement procéder. On fera retenir acte de protestation par devant notaire pour maintenir les droits du seigneur vicomte et ceux de la ville.

28. — M. du Juau, procureur à la cour du sénéchal de Lectoure, avertit les magistrats et consuls qu'il ira demain à l'Espiasse pour vérifier les limites avec les sieurs de la Tuque, de Gavarret et autres pour leurs droits de fiefs par eux prétendus.

2 Octobre. — Les habitants de l'Espiasse ont contrevenu à l'arrêt des vendanges fait par la ville et au jugement rendu par le sénéchal, on les poursuivra en justice. Ceux de la Peyrigne, Brymont, Marmont et Paissas ont aussi commencé à vendanger, outrepassant l'arrêt de la ville. On se rendra sur les lieux pour leur défendre de passer outre et confisquer la vendange, et s'ils refusent d'obéir les constituer prisonniers.

On fera proclamer dimanche prochain que personne ne s'avise de vendanger avant l'arrêt porté par la ville.

18. — L'arpenteur chargé du cadastre recevra deux cent écus et devra remettre son travail propre et relié à ses frais, on lui avancera cinquante écus. On arpentera toute la terre noble ou non et

¹ Le territoire de l'Espiasse comprenait les paroisses de Marmont et de Paissas. Le seigneur direct de Marmont était l'abbé de Bouillas et celui de Paissas était le vicomte de Bruilloy. Le sieur de Gabarret avait ses terres dans la juridiction d'Astaffort ; la Tuque était dans la juridiction de La-plume, paroisse de Paissas.

ensuite on déchargera ceux qui feront apparoir par titres anciens valables qu'ils tiennent noblement, autrement non.

20. — M^e Antoyne Dompt, s'est proposé pour assiter à l'arpentement de la juridiction moyennant dix-neuf écus. Le 18, il s'était proposé un juré à cinquante écus, puis un à vingt et enfin Dompt à dix-neuf.

18 Novembre. — On envoie Laforcade à Paris avec M. de Montespan et on lui donne cent écus pour le voyage avec permission d'en emprunter d'autre s'il en a besoin pour lui, ou en cas de maladie, ou pour acheter la justice et seigneurie de l'Espiassé, s'il juge que cet achat soit nécessaire à la ville, et la ville paiera aux termes et conditions par lui acceptés.

1^{er} décembre. — On achètera à Laforcade pour aller à Paris un cheval de trente ou trente-cinq écus.

On demandera au sieur de Sérilhac de produire les hommages qu'il fait au roy, pour justifier des terres qu'il prétend tenir noblement ¹ et s'il ne veut se dessaisir des originaux il devra fournir des copies vidimées.

1599. — 14 Janvier. — Contraindre par justice Etienne Caplan à prêter le serment de consul.

¹ Un procès-verbal d'hommage de 1501, conservé aux Archives de La-plume (II-1) nous apprend en quelle forme les vassaux du vicomte de Bruillois lui rendaient hommage. — Noble Jehan de Castez, seigneur de la Motte, d'Augé et de Martet, se présente à Jehan de Rivière, bailli de Bruilhois, devant le chasteau de la ville de la Plume, où telles et semblables choses ont coutume d'estre faictes, et touchant un anneau de fer d'une portes principales du dict chasteau, dit ainsy par ces paroles romaines : « Es ayssey mousur lou visconte, ny homme pour luy ? » Et ayant dit ces paroles par trois fois à haute et intelligible voix, le susdict noble Jehan de Castetz, les genoux fléchis, ayant osté sa ceinture et capuchon, tenant les mains jointes sur le livre missel et Te igitur, la croix apposée sur icelluy, estans sur les genoux du dict bailli, a faict hommage et presté serment de fidélité au dict nostre seigneur Roy comme visconte de Bruilhois. — Il déclare tenir en fief franc, noble et honoré le lousis et bastiment fortifié vulgairement appelé la salle d'Augé, et ung autre aussi fortifié nommé en vulgaire langage la salle de Martet, item plus une isle avec un bras d'eau de la rivière de Garonne, laquelle isle est vulgairement nommée : la isla de la Crestiana, laquelle isle et bras d'eau sont situés en la viscomté de Bruilhes près de la chapelle de Saint-Denis.

24 — Il a été dit aux états d'Agenais que le roi a envoyé des commissaires pour s'enquérir des misères et pauvretés du peuple et même de la démolition des murs de ville et maisons des champs. Les dits commissaires sont déjà à Bordeaux. il les faut aller voir.

1^{er} Février. — Captan accepte la charge de consul et prête serment.

1^{er} Avril. — On envoie à Agen faire examiner les titres de M. de Sérilhac et de M^{lle} de la Salle pour savoir s'ils sont bons ¹.

16. — On passe un accord avec ceux de l'Espisasse par l'entremise des sieurs de Gavaret et de Manleysse ².

26 septembre. — On envoie le consul Captan à Marmande et on lui donne quatre livres pour faire le voyage, afin de savoir si les consuls du dit lieu avaient quelque privilège particulier lorsqu'ils ont obtenu arrêt du parlement de Bordeaux leur adjugeant la police. Savoir le moyen qu'il y ont tenu et voir si on pourrait obtenir semblablement de la cour de Toulouse.

Le sieur de Sérilhac avoue pour tout bien rural trente-trois cartonnats, et tout le reste noble. On fera dresser une minute d'accord où on en mettra cinq carterées, assurés que le dit sieur l'agréera, et on soumettra la dite minute à l'avis de conseils à Agen.

Liste des Consuls et Jurés de Laplume de 1510 à 1599. D'après le livre d'arrêt des comptes et les livres des records.

Les noms sont rangés autant que possible par ordre de date, cependant j'ai cru devoir mettre ensemble tous les membres d'une même famille. Les dates qui suivent les noms sont les années de consulat, les noms sans date sont ceux des jurés qui n'ont pas été consuls.

Voici d'abord une liste des consuls de 1494 dont j'ai trouvé les noms dans une pièce de procédure : Guiraud Descuran. Arnaud de Castain, Michau de Saint-Pot, Oddet de Chaussan et Jehan de Manhos.

¹ Le cadastre de 1599 semble ne reconnaître pour nobles que les terres de M. de Sérilhac, celles de M. de Las de Brimont ne sont pas portées comme telles, ni celles de Rogès à M. du Saumont. La terre de Villeneuve à M. de la Salle donna lieu à un procès mais ne fut pas reconnue noble.

² Manlèche, maison noble dans la juridiction d'Astaffort.

- Jehan de Narp 1510.
Arnauld de Narp.
Bernard de Nart, et de Narpt 1528.
Autre Jehan de Narp, dit : La Siotte, 1539-43.
Jehan Petit de Narp 1551-54-58-64-68.
Autre Jehan de Nerp, cordonnier.
Anthoyne de Narp, marchand. 1573, 79-84, 90, 96.
Arnaud d'Olivier. 1510.
Géraud d'Olivier.
Anthoyne Olivier, 1524, 38, 44, 49, 56.
Gillis Olivier 1541, 46, 51.
Guiraut Olivier 1517-27.
Noble Estienne Olivier, sieur de Ber-
gung 1574-80, 86, 91.
Estienne Olivier, fils du précédent.
Jehan Descurainh. 1510, 16, 21, 26, 32.
Autre Jehan Descurain 1537, 42.
Bernard Descurainh, alias Bernat
Descuran, 1528, marchand.
Autre Bernard Descurain 1548, 52,
60, 65.
Guilhem de Scuraing 1557.
Bernardon Descuraing 1560, 70.
Anthoyne Descuraing, dit le capi-
taine Pauqua. 1574, 80, 87, 93.
Philippe Descuraing, dit la Grange.
1580, 84, 87, 94.
Bernard Descuraing, son frère. 1589.
Arnaud Descuraing.
Jehan Escuraing. 1592-96.
Philippe de Hent. 1510.
Guillaume de Castainh, dit Paissas.
Jehan de Castaing 1535, 43, 47, 51.
Jehan Castaing, marchand. 1579.
M^e Martin de Marias. 1517, 22, 29.
Pierre de Marias 1527, 35.
Anthoyne Damblat. 1515, 19.
Pierre Damblat 1517, 24, 29.
Estienne Damblat, avocat, 1570, 76,
81, 92.
Jehan Maignan, .
Ramon Maignan 1518.
Frontet Captainh, alias Captan. 1514-
21, 31, 37, 43.
Philippe Captan, Captainh et Cap-
taing. 1518, 26, 33, 39, 45, 50, 55.
Jehan Captaing, marchand. 1547, 53,
77, 82, 91.
Frontet Captan 1570.
Philippe Captan, dit Saint-Vincent.
1582, 88.
Bernard Captan, marchand, frère
du lieutenant 1580, 86, 92, 98.
Gillis Captan, praticien ou avocat.
1584, 88, 93, 97.
Bernard Captan, fils M. le lieute-
nant.
Etienne Captan, sieur de la Cassorre
homme d'armes, fils de M. le
lieutenant. 1590-95.
Jehan Captan, homme d'armes. 1595.
Bernard de Roy 1520, 26.
Robin de Roy. 1515, 20, 27, 31.
Estienne ou Estèbe de Roy, le vieux
1519, 25, 30, 34, 40.
Autre Estienne de Roy 1541.
Pierre de Roy 1553, 59, 66, 78.
Noble Jacques de Roy, sieur de la
Salle. 1573.
Jehanot de Roy 1590.
Estienne de Roy, frère de Jehanot.
Pierre Colom 1518, 22.
Jehanot Colom vieux, 1555, 61, 67.
Autre Jehanot Colom 1554.
Arnaud Colom 1534, 39.
Anthoyne Colom 1543, 57, 63.
François Colom, capitaine 1585.
François Colom, fils d'Antoine et
neveu du capitaine.
Jehan Fort 1525.
Arnaud Fort.
Berthomieu Fort, hôtelier 1567, 73,
78.
Guillem Fort 1527.

- Michau Fort.
Arnaud Fort, fils de Berthomieu.
M^e Oddet Chaussengis, notaire. 1516,
21, 28, 32.
Etienne Chaussengis. 1512, 54, 60,
65, 70, 76.
Quintin Molard, notaire 1514, 19.
Ramond de Pérès. 1514.
Jean de Pérès 1538, 43.
Anthoyne Recquet, alias Roques.
1514, 24, 34.
Noble Pierre, alias Jean de St-Cirq,
sieur de Bière 1515, 19.
Vidaud Despanan 1515.
Verdot de Poy.
Guilhem de Poy.
Jehanot deu Poy, alias deu Poey, mar-
chand. 1530, 36, 61, 67.
Jehanot deu Poy, dit Borrut 1544.
Bertrand deu Poy 1531.
Videau de Poy 1532, 37.
Anthoyne du Poy.
Jehanot du Poy 1585, 94.
Etienne du Poy.
M^e Arnaud de Villeneuve, notaire.
1518, 24, 29, 38.
Guilhaumet de la Tremolera 1520,
26, 32.
Jehan Laporte 1516.
Jehan de Lamarque.
Estienne Lagarda 1521.
Oddet Lagarda 1550, 56, 61, 66, 71.
Pierre Lagarde marchand, frère
d'Oddet. 1552, 58, 63, 68, 76.
Jehan Lagarde, marchand 1582.
Sanx Lagarde, greffier. 1588.
Robin Lagarde, marchand.
Guilhem de Poyagut. 1516, 25, 33,
35, 42, 47.
Jehan deu Cros 1517, 30.
Pierre Cros 1541.
Olivier Foucher, notaire 1522, 34.
Ramon Marchan.
Peyrot de Labadia, barbier.
Arnauld Labadia 1544, 50, 56.
Guirault de la Mota alias de Lamotte
1520, 28, 33.
Bertrand de la Motta 1559, 65, 71.
Estienne de la Motte, marchand,
1568, 77, 90.
Jehan de la Motte, marchand, fils
de Bertrand de Nautoet 1597.
Anthoyne Ficatel 1525, 30, 35, 40.
Nicolas Ficatel 1546, 55, 62, 72, 77.
Bertrand Ficatel 1589.
Bertrand des Crymis 1529, 36.
Guillaume des Crimis 1562.
Anthoyne des Crymis marchand. 1594.
Autre Bernard Descrymis.
Philippe Descrimis.
Anthoyne deu Garsin 1538, 45, 50.
Arnaud dau Garsin 1542, 53, 58, 64.
Guilhem deu Garsin 1533.
Jehanot deu Garsin 1552, 59.
Pierre Garsin 1547, 55, 62.
Pierron du Garsin, fils de Jehanet.
Arnaud du Garsin, dit Pessot, frère
du précédent.
Jehan de Bernard, dit Carrete. 1535,
40, 46, 53.
Bertrand de Bernard, marchand.
1556.
Peyrotet de Bernard, marchand, dit
Tuco. 1563, 73, 75, 85.
Anthoyne de Bernard, marchand,
son frère.
Jehan de Bernard, marchand, fils de
Peyrotet. 1579, 88, 93, 97.
Abraham de Bernard. 1594, 98.
Quinque de Bernard. 1596.
Philip Buceau, alias Busseau. 1534,
39.
Guillaume Ouzannet, notaire. 1537,
43, 52, 57, 62, 77.
Florans Ouzannet, notaire 1581.
Bernard Méric 1540,

Ramon de Mena 1545, 59, 67, 72.
Estienne de Mena 1558, 66.
Nauton de Busquet 1546.
Arnaud Busquet, capitaine 1575.
Jehan Pellicier 1545, 49, 54.
Anthoyne Pellicier, avocat 1581.
Pey Laroche 1551.
Ramond de Sept Sos 1549, 57, 63.
Raymond Sept Sous, marchand, son
fils.
François Destrope.
Arnaud Possergues 1561.
Jehan Posergues 1564, 68, 74, 82.
Autre Arnaud Pousergues, prati-
cien.
Sion Forcade, licencié 1564, 78.
Pierre Forcade, alias Lafourcade,
homme d'armes. 1595.
Etienne Forcade.
M^e Gérauld Laforcado, avocat 1597.
Jean Ninery, marchand. 1566.
Philip Ninery, marchand.
Clément Constantin.
Anthoyne Coleau 1572.
Pierre de Couleau, dit Baléa 1593, 98.
Dominique Germain 1575.
Etienne Saugentis, sieur d'Aguzan.
1585.
Bertrand Saugentis, sieur du Bous-
quet Ardon 1579.
Frontet Saugentis 1586, 91.
Clément Constantin, cordonnier.
Gilis Descoutures, marchand.

Oddet Dompt. 1572.
Anthoyne Dompt, marchand 1578,
84, 89.
Anthoyne Dompt, homme d'armes.
Pey Laclaveria.
François Dabos, avocat, puis notaire
1583, 89.
M^e François Sertillanges.
Nicolas Testard 1587, 92, 96.
M. de Réaup (Blaise de Béarn).
Jehan de Montus, notaire 1598.

Baillis de Bruilhois

Guillaume Jehan de Ymer, licencié
es lois 1415, avait pour lieutenant
Bernard d'Aguzan.
François de Jehan 1461.
Jehan de Rivière 1485.
Jehan de Dermysse, écuyer, sei-
gneur de Roquefort 1503.
George du Bernet, seigneur de
Beauregard 1527.
Géraud Burguye, licencié es lois 1568
Jehan de la Roche. 1580.

Procureurs d'office du vicomte.

Anthoyne Pellicier 1570.
Guillaume Dunoyer 1577.
M^e Oddet Dompt 1579.

Lieutenant général du sieur vicomte

Gérauld Captan. 1570-1600.

FINANCES

Pour aider à la compréhension de ce qui va suivre il serait néces-
saire de faire un exposé du système financier de cette époque, ce
qui demanderait presque un volume, mais comme l'intérêt de cette
étude réside surtout dans les documents analysés, je me bornerai
au strict nécessaire. La vicomté de Bruilhois faisait partie depuis
1475 de la recette des tailles d'Agenais, elle envoyait donc un député

aux états d'Agenais qui votaient et répartissaient l'impôt sur les différentes villes et pays y ressortissant. Le receveur des tailles d'Agenais envoyait alors des lettres d'assiette aux consuls de Laplume qui, de leur côté, réunissaient les consuls des villages de la vicomté pour le répartir entre eux au prorata de leurs feux.

A Laplume, la source à peu près unique des revenus publics était la taille ou impôt foncier, la ville n'avait d'autres revenus particuliers que le produit de la ferme des boucheries qui lui avait été concédée par le vicomte. En 1592 on avait essayé d'établir un octroi sur l'entrée du vin, mais il ne fut pas maintenu plus de deux ans. Chaque habitant payait en raison de la quantité de terre qu'il possédait. L'unité cadastrale était la carterée; chaque carterée¹ était portée au livre de la taille pour une somme fixe, déterminée chaque année. Mais ce n'était pas là le chiffre réel de l'impôt, c'était le montant de ce qu'on appelait un quartier et la jurade votait autant de quartiers qu'il était nécessaire pour subvenir au paiement des tailles royales et faire face aux dépenses municipales.

L'impôt était voté tous les trois mois, (on appelait cette opération tailler un quartier) et recouvré au fur et à mesure; à la fin du trimestre les consuls rendaient leurs comptes, et à la fin de l'année une délégation de la jurade assistée du notaire de la ville procédait à une vérification générale et à l'arrêt des comptes de l'année; le résultat était couché sur un registre spécial qui servait à constater la situation des consuls sortant de charge, comme débiteurs ou créanciers de la communauté.

Aux impositions ordinaires il fallait ajouter les levées extraordinaires de deniers pour les besoins urgents de la couronne, et ils étaient nombreux.

Pour l'extraordinaire le Bruillois dépendait de la recette d'Armagnac; quelque étrange que paraisse cette anomalie elle n'en était pas moins réelle et mettait les consuls dans l'obligation d'envoyer un député aux états d'Armagnac et les exposait à se voir réclamer des deux côtés leur quote-part d'impôt, sans compter qu'il ne leur était pas toujours facile de se faire décharger d'un côté ou de l'autre. A cela il fallait ajouter les contributions en argent ou en nature impo-

¹ La carterée valait en Bruillois 80 ares 26 centiares. D'après le cadastre de 1599 la carterée comprenait 8 cartonnats, chaque cartonnats 8 picotins, chaque picotins 8 escats, l'escat équivalait à une latte carrée et la latte avait 12 pieds de long, valant 18 paulmx. (CC. 1).

sées par les chefs militaires, les frais de guerre et tout ce qui constitue le budget d'une ville.

Les consuls étaient personnellement responsables du paiement des tailles et contributions et sujets à la contrainte par corps. De là une situation pleine d'ennuis et même de dangers lorsque au lieu du receveur ils avaient à faire à des capitaines qui avaient des délégations sur les tailles et qui employaient des procédés tout militaires de recouvrement. Tous les inconvénients de ce système ressortiront de la lecture des records relatifs aux impositions, que j'ai autant que possible fait suivre des notes explicatives indispensables.

Le plus ancien compte qui soit aux archives est de 1558-59. L'absence de contrôle dans l'administration financière des consuls avait amené des abus qui devinrent assez graves, pour que vers le milieu du xvi^e siècle le roi nommât des commissaires chargés de contrôler leur gestion et de faire restituer les sommes indûment perçues, ou imputés sur des dépenses non justifiées. A Agen, ces commissaires ne purent obtenir communication des comptes et durent se retirer devant le refus obstiné des consuls, mais ceux de Laplume pour les raisons que nous avons déjà indiquées, n'étaient pas en état de résister et durent à la fin s'exécuter et qui plus est payer les gages du commissaire.

Voici le record qui se rapporte à cette affaire.

Le 8 décembre 1558, Lagarda, premier consul a remontré coment M^r Jean Malcomp, général et auditeur des comptes des deniers communs de la ville patrimoniaux et octroy, et dit pour les gages dudit général, la ville de Laplume a esté cothisée pour trois années prochaines dernières escheues qu'il en prend les gatges, qui est pour année cinq livres, et a raison des dictes trois années ja passées, monte quinze livres tournoyses, pour laquelle payer ils avaient esté constraincts par détension et emprisonnement de leurs personnes. Et annoncent estre assignés les consuls des trois années à la reddition des comptes comuns patrimoniaux et de l'octroy de ladite ville. La quelle somme de quinze livres il falloit payer et soy présenter à l'assignation qui avoit esté donnée de quinzaine à Agen, où falloit soy presenter. Lesquels jurés après avoir veu la commission du roy de M^r le général Malcomp et la cothization des trois années passées sur la ville de la Plume, pour chacun an cinq livres, ils sont d'avis payer la dicte somme et aller au dict Agen comparoir pour s'entendre sur la reddition des comptes requis, et y aller cependant ung consul

pour esvyter plus grands despends. Ainsy arreste, présents lesdicts jurés et moy.

G. OUZANNET.

1576. — 12 novembre. — Dans la maison commune de la ville de Laplume, ce jourd'huy douzième du mois de novembre de l'an mil cinq cens septante six, regnànt Henry roy de France et Pologne, se sont présentés sires Pierre Lagarde, Etienne Saugentis, marchand, M^{re} Estienne Damblat et Antoine Pélacier, consuls de l'année présente de ladite ville, ont dict et remonstré par devant Monsieur M^{re} Géraud Burguye, licencié es lois, bailli de Bruilhois pour le roy de Navarre, en présence de M^{re} Guillaume Dunoyer, procureur d'office du dict sieur roy de Navarre, présens et assistans les jurés de la dicte ville soubz nommés, qu'ils avaient reçu les assiettes des tailhe et tailhon imposés par le roy pour le quartier de Janvyer prochain mil cinq cens cinquante sept, qu'ils ont illec remonstré et exhibé. Et pour payer et satisfaire aux sommes imposées et aultres charges pour les affaires communes utiles et nécessaires estant besoing tailher le dit quartier de Janvier prochain, comme ils ont monsté par un rolle qu'ils ont illec exhibé et leu pardevant et en présence des assistans qui ont comparu et assisté. N. N... les tous jurés ordinaires de la dicte ville, après avoir veu la commission des impositions faites pour le roy des deniers des tailhe et tailhon du cartier de Janvyer prochain mil cinq cens soixante dix sept et aultres deniers couchés au dict rolle que ont bailhé et exhibé compte et calcul par le menu, ont esté d'avis de lever huict cartiers pour payer et satisfaire aux sommes contenues au dict rolle sur tous tailhables et bien tenans dans la présente ville et juridiction suyvant le livre de la taille de la dicte ville, à la charge de en rendre compte. Montan les sommes contenues au dict rolle 4 ^{cc} 4 ^{xx} IIII 1 s 6 d ¹.

1577. — 12 Février. — Le roy de Navarre ayant mis une imposition de quatre cent vingt cinq livres tournoises sur la ville, laquelle somme est insupportable vu les grandes charges, et que sera presque impossible de la payer, ou ira voir le chancelier du dit sieur à Agen pour tacher d'obtenir exemption ou rebais de la somme et lui offrir six paires de chapons et deux paires de perdrix. Le tout aux frais de la ville.

¹ 484 livres, 1 sou, 6 deniers.

14. — Le sieur de Lézignan¹ commandant dans Agen pour le roy de Navarre, lieutenant général, a envoyé commission aux consuls pour lever quatre cent cinquante livres dans la vicomté, payables aux mois de mars et avril prochain, sans montrer aucune commission du roy de Navarre ; et sans commission aucune somme ne se peut lever. D'autant que la vicomté n'est nullement comprise avec ceux d'Agen et que la sénéchaussée d'Armagnac pourrait la contraindre de son côté² ce qui serait payer deux fois, on réunira les consulats pour leur exposer la chose et faire requête au roi de Navarre pour éviter cette charge, et on verra ce qu'on pourra faire selon qu'il aura répondu.

24 Mars. — Pour payer les tailles et les charges du passage du roi de Navarre qui vint et entra dans la ville avec nombre de gens et chevaux et laissa cent cinquante chevaux à son département, pour payer les foings et avoynes on decide de lever quinze quartiers.

Tout incontinent on enjoint aux consuls de l'année passée de rendre leurs comptes à quinzaine sous peine de cinquante écus ; ils protestent, disant que leur collecteur ne leur a pas rendu ses comptes et celui-ci dit qu'il ne peut le faire, n'ayant pu faire rentrer les impôts des taillables.

10 Avril. — Le capitaine Saumont ayant fait dispenser la ville de payer la contribution imposée par le sieur de Lézignan, pour reconnaître ce service et celui qu'il rendit à la ville en la débarrassant des gens et chevaux que le roy de Navarre y avait laissé au mois de février dernier³, on lui donnera cent écus sol qu'on empruntera à quelqu'un.

17. — Quand il s'est agi de cotiser la vicomté pour faire un magasin à Agen on avait décidé de donner deux cent écus au capitaine Saumont pour en avoir exemption, comme il n'a pu l'obtenir que pour la ville, les consulats n'en veulent rien payer, et comme il est juste la ville paiera seule, et pour ce faire on empruntera à quelque personnage que la ville paiera plus tard.

4 Mai. — Le capitaine Saumon demande à la ville de lui donner

¹ Le marquis de Lusignan.

² J'ai déjà dit que la vicomté de Bruilloy était comprise dans la recette d'Armagnac pour les impositions extraordinaires.

³ Le capitaine Saumont faisait sans doute partie de la troupe de M. de Campaigno et de M. de la Salle lorsqu'ils entrèrent la nuit dans la ville et en chassèrent les soldats du roi de Navarre. Voir aux affaires militaires.

vingt écus qu'il avait promis à M. de Nazaris, maître des requêtes du roy de Navarre, quand il fit décharger la ville des impositions et magasin d'Agen, promettant de faire décharger la ville de trente livres tournoises. On donnera les vingt écus au sieur de Nazaris en défalquant trente livres, dont le capitaine Saumon promet de faire décharger la ville.

On emprunte du sieur de Vignaux sept cent livres tournoises à douze pour cent, pour un an, pour payer tout ce qu'on a promis au capitaine Saumon.

7 Août. — M. l'amiral étant à Condom, a imposé sur la vicomté de Bruillois trois cent sacs de blé froment, cent sacs d'avoine, trente barriques de vin, pour les troupes qu'il conduit, outre certaines sommes d'argent, qui est charge insupportable pour la ville. On envera le sieur de la Salle, gouverneur de la ville, avec un consul, pour obtenir que les sommes qui lui sont dues et aux soldats qui sont sous sa charge dans la ville lui seront passées sur cet impôt ¹ Et les frais de voyage seront sur la vicomté.

1574. — 30 Novembre. — M. de Bergès, d'Agen, prétend tenir noble et quitte de tailles la salle de Brimont et ses appartenances, on ira le voir à Agen pour tâcher d'éviter les dépens d'un procès ².

¹ Les consuls préféraient avoir affaire à M. de la Salle leur concitoyen, qu'à l'amiral, et ils craignaient aussi, non sans raison peut-être, d'être obligés de payer la contribution de l'amiral et par dessus le marché la solde du gouverneur et de ses soldats.

² Les terres nobles étant exemptes d'impôt, la part qu'elles auraient dû payer venait en augmentation de celle des autres contribuables, aussi les communautés avaient tout intérêt à ne pas laisser passer pour nobles des terres qui ne l'étaient pas; cependant on était obligé souvent de subir la volonté de propriétaires influents qui auraient pu vexer la communauté de toutes façons et lui faire payer bien cher le maintien rigoureux de ses droits.

Aux siècles suivants lorsque le temps des violences était passé et que la justice pouvait suivre son cours régulier les communes eurent souvent raison des récalcitrants devant les parlements, et certaine se virent contraintes de payer la taille qui s'en étaient affranchis à la faveur des troubles. Il faut dire aussi que les consuls prenant alors leur revanche mirent souvent de l'animosité et de la mauvaise foi dans leurs revendications contre les nobles dont ils jalouaient les privilèges.

1580. — 6 Janvier — M. de Bergès est venu pour l'affaire de la salle de Brimont, on enverra dix ou douze des principaux de la ville discuter le différend, et d'abord on priera ledit sieur d'exhiber ses titres.

7. — Il demande qu'on lui ennoblisse cent carterées de sa terre de Brimont et il paiera la taille pour son domaine de Bonnot. Les consuls ne veulent d'abord accorder que cinquante carterées, puis à toute extrémité on accorde les soixante-treize carterées et demie joignant au corps de la maison.

1^{er} Février. — Le sieur de Bergès écrit que si on veut lui accorder quatre-vingt carterées il se tiendra pour content : on décide de s'en tenir à ce qui a été déjà décidé.

24. — On accorde encore audit Bergès sa maison dans la ville de Laplume et en outre une pièce dite : la grande vigne, moyennant quoi on passera instrument de compromis.

15 Mai. — Mlle de Bière se plaint qu'on lui a fait tort en faisant le cadastre ; elle fera réarpenter à ses frais si bon lui semble. Mlle de Bière a prouvé par titres anciens qu'elle tient sa chapelle noble, mais elle doit payer la taille du reste de son bien ¹.

1581. — 23 Février. — Le roi ayant mis un impôt de deux mille six cent cinq écus sur le comté d'Armagnac, on fait assembler les consulats de Bruillois pour envoyer un député à Monsieur, frère du roy, pour tâcher d'en être exemptés.

6 Mars. — Le sieur La Broa, receveur de Nérac ², avertit les consuls qu'ils ont à payer vingt sept et tant d'écus sol pour leur part de l'entretien de cinq mille hommes de pied que le roi prend sur la sénéchaussée d'Armagnac. On traite avec M. de Roquépine qui, pourvu qu'on lui paie quarante livres de poudre, prêtera deux cent livres aux intérêts, pour trois mois, afin de payer ladite contribution et acheter les ornements pour l'église.

1582. — 6 Février. — Les consuls ont reçu l'assiette d'une contribution pour l'entretien des garnisons des villes réservées, de vingt-et-un écus un quart, et quelques sous. Le commissaire est là pour

¹ Pour l'explication de ce qu'était cette chapelle, voir au chapitre de l'église.

² La recette d'Armagnac avait un bureau à Nérac, c'était là que le Bruillois payait les impositions extraordinaires. »

nous contraindre au paiement ; toutefois il faut voir si on pourrait s'en dispenser et aller à Agen pour s'informer et emprunter de l'argent pour payer s'il faut, pour éviter les frais.

25. — Les consuls sont menacés d'emprisonnement à défaut de paiement de ladite somme ; demain, 26, on enverra à Agen un consul pour s'entendre avec ceux d'Agen et savoir s'il convient payer. Le tout aux dépends de la ville.

27. — Un consul va à Agen et ceux de la ville lui disent qu'ils ont payé et qu'on ne peut faire autrement. Le receveur du taillon annonce que dans deux jours il fera des frais. On emprunte pour payer.

9 Mars. — On obtient une autorisation du Parlement de Toulouse pour imposer cent écus sol sur la ville et juridiction, qui seront employés à des réparations, et les consuls fourniront le rôle des emprunts faits par la ville, mais il faut envoyer sept ou huit écus pour obtenir l'arrêt. Toutefois les jurés préfèrent attendre, parce que M. de Saint-Orens qui est à la Cour a promis d'obtenir du roi la permission d'emprunter jusqu'à deux cent écus ¹.

16 Juillet. — On ira à Agen tâcher de se faire rendre le montant du taillon payé dernièrement, d'après un édit du roi qui en prescrit le remboursement.

21 Septembre. — Pour reconnaître les services du sieur de la Salle on paiera la taille qu'il doit pour son bien rural, pour cette année seulement ².

21 Octobre. — La demoiselle de N... de Baralis, veuve de Jehan Captan, avocat au Parlement de Toulouse, demande à bénéficier de l'édit du roi de l'an 1577, qui exempte des tailles les veuves de ceux qui ont été tués aux noces de Paris ³. Ayant des biens sujets à la taille en cette juridiction comme tutrice des enfants dudit Captan. Accordé.

26 Novembre. — Catherine de Coutures dame de Sarraziet et de

¹ On pensait que le roi serait moins rigoureux que le parlement pour accorder une imposition extraordinaire, et en effet les parlements qui refusaient quelquefois d'enregistrer les édits portant des impôts nouveaux étaient plus sévères que les rois en matière de finances.

² Les exemptions de tailles étaient parfois trop facilement accordées par les consuls qui n'étaient pas contrôlés, au point de devenir un abus ; cependant elles ne paraissent pas avoir été trop fréquentes à Laplume.

³ La Saint-Barthélemy.

Moncaup, mère et tutrice de Blaise de Laurières, assigne les consuls devant le sénéchal d'Armagnac prétendant qu'on lui réclame indûment la taille de deux pièces de terre non rurales qu'elle a dans la juridiction de Laplume, et les consuls lui ont fait saisir du bétail dans la juridiction de Moncaup. Les jurés acceptent le procès et font choix d'un procureur.

27. — Les consuls sont avisés de la répartition sur l'Armagnac d'un impôt de sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit écus dont la part pour le Bruillois est quatre cent quatre-vingt écus, vingt sous, six deniers. On réunira les consulats pour faire la répartition sur les communautés et en ce qui concerne la ville on imposera la somme sur le quartier de janvier prochain et non sur celui d'octobre présent comme le prétend le commissaire à l'encontre du contenu des lettres missives.

1583. — 4 Janvier. — Les consuls ont remontré que certaines terres de feu le maréchal de Monluc sont rurales et doivent payer la taille, ce qui n'a été fait depuis dix ou douze ans, et à cause de cela on pourrait plus tard les prétendre nobles. Comme les collecteurs précédents n'en ont jamais réclamé le paiement avec menaces, si les tenanciers ne veulent payer on usera de rigueur et on saisira le bétail.

23. — On est allé à Estillac pour saisir le bétail mais on n'a trouvé que le bétail aratoire, on en a pris une tête mais on le rendra pour n'empêcher le travail¹.

14 Mars. — Comme il y a quelques sommes de tailles arriérées parce qu'on n'a pu lever le quartier de janvier, le pauvre peuple mourant presque de faim à cause de la stérilité des vivres et n'ayant nul moyen de payer, on empruntera de l'argent aux intérêts pour payer les receveurs qui pressent les consuls.

Les consuls d'Auch rappellent que les états ont décidé que chaque collecte dresserait plainte et rôle des impositions faites depuis l'année 1575. On réunit les consulats pour envoyer un délégué suffisant et capable.

24 Avril. — On profite de la bonne volonté du sieur Nicolas des Saiges, docteur, de Condom qui s'en va en cour pour obtenir la per-

¹ Cette saisie était toute platonique et à l'effet de créer un précédent en faveur de la communauté.

mission d'imposer une somme pour la réparation des murailles, ou tout au moins l'exemption des tailles pour quelques années, et on lui fera quelque don pour reconnaître ses services.

5 Juin. — On n'a pu recouvrer la taille de feu le Maréchal de Monluc, disant que les pièces sont nobles, sans en montrer aucun titre ; on saisira les meubles et le bétail à moins qu'il ne montre des titres.

19 Septembre. — Le sieur du Faget, propriétaire des dîmes de Fontarrède¹, avait été cotisé à quatre écus pour les pauvres de Dieu, et ces quatre écus ont été levés par Jean Captan consul ; pour se revancher il a pris un bœuf audit Captan et proféré des menaces contre lui. Captan l'a cité devant le sénéchal de Lectoure pour excès, une enquête est ordonnée. Les jurés décident que comme il a agi par ordre de la ville les consuls prendront fait et cause pour lui, et en attendant on lui prêtera un bœuf pour faire les semences et tout cela sera recouvré sur qui il appartiendra.

3 Octobre. — Les Consuls qui ont rendu compte du quartier d'octobre se trouvent redevables de quatre-vingt écus envers la ville, qu'ils ne peuvent payer parce qu'ils n'ont pu achever de lever les impositions. La ville sera débitrice envers Pouzergues, consul de l'année présente, lequel est débiteur de Labroa, receveur de l'extraordinaire d'Armagnac, que Damblat, consul rendant compte, s'en oblige envers lui et la ville lui allouera la dite somme². Ce qu'il accepte.

7 Novembre. — Comencement de procès avec les agents du fisc à Agen qui ont fait emprisonner un consul pour une somme non due, et le consul a dû donner caution pour sortir de prison. On poursuivra le recouvrement.

13. — Un commis est venu de la part du receveur des tailles sommer les consuls de payer la moitié d'une imposition de neuf mille écus, et l'arriéré du présent quartier d'octobre. Comme cette somme n'a pas été imposée, les états ayant décidé de n'en rien faire, on

¹ La dîme de Fontarrède appartenait pour un quart à l'Evêque de Condom et pour les trois quarts au seigneur de Rogès : le sieur du Faget devait être le fermier du bénéfice.

² La ville se déchargeait ainsi de sa dette envers Pouzergues et de son côté Damblat ne devait plus rien à la ville, Par ces temps de rareté extrême du numéraire ces transmissions de créance étaient très employées pour régler les comptes de la ville et de cette façon on gagnait du temps.

ne paiera pas : les consuls sont sommés à défaut de paiement de se constituer prisonniers à Agen sous trois jours.

1584. — 3 Janvier. — Les états du pays doivent se tenir à Agen dimanche prochain, on y enverra un consul et le syndic Pellicier.

12. — Les consuls de Laplume sont allés aux états d'Agen avec ceux de Layrac et de Moncaup et on a lu une lettre du roi contenant le montant de la taille dudit pays qui est quarante huit mille huit cent ving-six écus, six deniers. On ne saurait lever cette somme vu la pauvreté du pays. On a accordé la taille et le taillon accru de trois sous, et le roi sera supplié de tenir quitte du reste ainsi que des sommes demandées l'année dernière par le receveur en vertu des commissions apportées par les sieurs de Pontac et Cursol, trésoriers de France, lesquelles n'ont été imposées ni levées à cause de la pauvreté du peuple. En attendant on convoquera les états de Bruil-lois pour répartir l'imposition votée, plus vingt écus pour les frais des sommations faites l'an dernier pour le paiement des neuf mille livres.

5 Février. — On rappelle que les états d'Agen ont arrêté de ne recevoir aucune assiette d'imposition avant le 15 février, or un commissaire est arrivé hier d'Agen, porteur d'une assiette avec contrainte d'imposer à peine de mille écus. On enverra un consul à Agen pour savoir comment ceux d'Agen se gouvernent.

18 Mars. — La demoiselle de Bière qui a toujours payé la taille ne la veut plus payer, disant son bien noble. On la contraindra par justice, mais auparavant pour éviter frais on lui dira de montrer des titres anciens.

15 Mai. — Des commissaires sont venus d'Agen réclamant tout l'arriéré des impositions, on s'arrangera avec eux en leur payant leur journée¹ et dépens et on leur dira de prier les receveurs d'attendre un peu. Cependant on s'efforcera de lever les deniers royaux; et autrement avec tout le respect et l'humilité dus à la majesté du roi on exposera qu'il est impossible de payer, vu la pauvreté et misère du peuple périssant de faim, qui est notoire au présent pays.

14 Juillet. — On exempte de la taille une pauvre veuve. Le con-

¹ C'était encore un moyen de gagner du temps et les commissaires s'y prêtaient volontiers, ils touchaient leurs frais, c'était pour eux le principal, et ils savaient bien que les consuls finiraient par payer et que peut-être il y aurait de nouveaux frais, ce qui était tout bénéfice pour eux.

sul chargé de recouvrer la taille représente qu'il ne peut se faire payer par M. de Monluc, le sieur de Sérilhac et la demoiselle de Bière, ni d'autres, qui disent leurs biens nobles et refusent de payer avec grands menaces. Décidé de les y contraindre.

16 Août. — Le Consul Dompt est allé à Agen porter partie de l'argent des tailles mais le receveur ne l'a voulu recevoir sinon toute la somme due et si n'est payée sous trois jours fera contraindre par emprisonnement lesdits consuls. Et ne recevra aucune pièce d'argent courte ou rognée, moins aucuns liards neufs. On décide s'il y a des frais de les faire supporter à ceux qui sont en retard pour le paiement desdits impôts.

23 Décembre. — On fera prendre des brebis à la borde du sieur de Monluc et vendre à l'encan jusqu'à concurrence de sa taille et des arrérages et frais¹. On est encore en désaccord avec le sieur de Brimont au sujet des tailles, il faut le laisser attaquer la ville qui répondra.

Ecrire aux consulats de Bruillois pour leur faire part de l'assiette de la taille pour l'année 1585, arrêtée aux états tenus à Agen.

1585. — 12 Juillet. — Les Consuls et jurés de l'année passée trouvent que les impositions du quartier de juillet et octobre de cette année sont grandement excessives, d'autant qu'aux quartiers de janvier et avril on n'avait imposé que ce qui avait été établi par les états d'Agen. Comme les receveurs ont menacé les consuls de leur faire des frais pour n'avoir voulu payer à la volonté du roi, le sieur Després a promis que si on voulait l'exempter de sa taille de cette année aucun dépens ne se ferait contre la ville. Comme ladite taille monte dix livres et que si un commissaire venait il en coûterait cinq ou six écus on acceptera la proposition mais sans que cela vienne en

¹ C'était une résolution énergique, mais il y avait loin de la délibération à l'exécution. Je ne sais comment l'affaire se passa cette fois, mais voici ce qui était arrivé en 1580. « N'avons peu recouvrer la tailhe du sieur de Monluc, pour ce que lors qu'estions prestz à icelle faire recouvrer, le sieur de Fontanilhes nous vouloyt envoyer sa compagnie en la terre de la présent ville, quy en y eust fait mille foys plus que ne monte sa tailhe. » (CC. 56). Et en 1585, rôle des non valeurs. « Voyant led. collecteur qu'il avait afaire avec main forte, il n'a ozé fere procéder par exécution sur les biens du dit sieur, craignant qu'il ne s'en rebanchat contre la ville, » (CC. 57).

conséquence. On allouera en conséquence aux consuls de l'année passée la taille dudit Després à la reddition de leurs comptes.

2 Octobre. — M. de Fontrailhe commandant général en Gascogne pour le roi de Navarre a envoyé aux consuls de Laplume une commission pour payer soixante livres, quatre sous, six deniers qui est leur part d'une imposition de dix sept cent écus levée par le roi de Navarre pour faire la guerre à la ligue.

20. — On s'entendra avec les consulats de Bruillois pour obtenir du roi de Navarre d'être quittes de l'imposition qu'il a mise sur le pays.

1586. — 7 Février. — M. Després d'Agen, écrit aux consuls pour le magasin d'Agen auquel ils sont contribuables : pour le payer on empruntera de l'argent à Agen. M. de Baratneau a envoyé l'ordre de contribuer à un magasin de vivres à Auvillars ; on convoquera les consulats parce que cela les regarde aussi, mais on enverra à Agen Captan et le sieur de Ninery pour débattre du dit magasin parce que nous sommes de l'extraordinaire d'Armagnac et non d'Agen et ne pouvons contribuer aux deux à la fois.

11. — Ceux qui sont allés à Agen n'ont pu obtenir d'être déchargés de l'un des deux magasins celui d'Agen ou celui d'Armagnac, il faut en écrire à M. de Baratneau.

20. — On ira remonter à M. de Monluc qui a fait un magasin à Moirax pour l'entretien de sa compagnie et a mis une contribution sur la paroisse de Plaissac que la dite paroisse est de la juridiction de Laplume et qu'il veuille l'exempter de la contribution ; sinon la ville paiera. On paiera dix livres de frais pour deux habitants prisonniers à Agen pour le fait du magasin ¹.

25. — Arrêté de cotiser les étrangers qui ont des maisons en ville.

24 Avril. — On ira à Agen montrer la requête appointée par le duc du Mayne qui exempte la ville du magasin d'Agen ou de celui d'Auvillars.

1587. — 26 Juillet. — On ira à Agen demander au maréchal de Matignon le rabais de l'imposition de cent soixante dix-huit écus sol,

¹ A défaut des consuls les receveurs des tailles ne se gênaient pas pour faire arrêter et emprisonner les habitants des villages venus à Agen pour leurs affaires, il fallait ensuite payer les frais de leur nourriture en prison et de la procédure,

quarante et un sous, deux deniers, part de la ville dans la contribution accordée au maréchal pour les frais de la guerre.

5 Août. — Les députés envoyés au maréchal ont obtenu exemption des tailles du quartier d'octobre, mais il leur a enjoint de payer l'arriéré des autres quartiers.

11 Août. — Le maréchal de Matignon passant par la ville l'avait déchargée sur le quartier de Juillet de cinq cent livres qui avaient servi à payer un mois de solde à cinquante soldats. Le collecteur d'Agen veut être payé quand même ; on ira à Condom où est le maréchal pour lui remontrer le cas. — Deux habitants de Laplume ont été détenus à Agen pour non paiement des tailles, si M. de Lespée ne leur veut rembourser leurs frais on lui fera payer sa taille de l'année et des années précédentes *per vim* ¹.

12. — Le maréchal mande les consuls à Condom par lettre ; un consul et le syndic iront lui soumettre l'affaire des cinq cent livres et le refus du sieur du Pré. Ils prendront des chevaux de louage à quatorze sous par jour, et des hommes à cheval ; s'ils sont pris des ennemis, la ville rachetara les hommes et paiera les chevaux.

15. — Les consuls sont allés payer la taille avec des liards pour la plus grande part, le receveur ne l'a voulu prendre qu'il n'y gagnât dix liards par écu, disant lui être défendu de prendre liards. Arrêté que la ville supportera la perte, non le collecteur.

23. — On a rendu les farines faites avec le blé pris pour le magasin d'Agen et comme certains se plaignent qu'il leur en manque on s'en prendra à ceux qui avaient la charge dudit magasin.

6 septembre. — Les députés de retour de Condom annoncent que le maréchal a rompu les appointements de leurs requêtes et les rapportent partagés par le milieu, néanmoins on leur paiera les frais de leur voyage. — On paie un cheval et son bât pris pour le service de la ville et qui se sont perdus, sept écus sols. — On fera payer leur taille au sieur de Réaup et au sieur de l'Espée. — On remboursera trois livres seize sous de frais à Bertrand Lamothe, cordonnier, qui a été emprisonné à Agen pour le paiement des tailles et autres contributions, ainsi qu'à certains autres qui ont eu le même sort.

¹ Ce M. de l'Espée, receveur des tailles, devait avoir des terres dans la juridiction de Laplume et les consuls ne lui en réclamaient pas la taille pour le disposer en leur faveur. Mais du moment qu'ils n'en avaient rien de plus, il n'y avait pas de raison pour qu'il ne payât pas comme les autres.

9. — On est arrivé au terme du prêt de deux cents écus de M. de Réaup, et les consuls ont l'argent, mais il est en liards, et comme il a donné de belles pièces d'argent il veut être remboursé de même. On les changera donc en bonnes pièces de vingt sous et on paiera jusqu'à deux et trois sous par écu ; le tout aux dépends de la ville.

21. — On décide de payer cent écus que l'on doit à Mlle du Saumont ; on les paiera avec l'argent que le capitaine Pauqua redoit par les comptes de son consulat ; ledit Pauqua déclare que s'il y a des frais du fait de ces deux cent écus il les prendra à son compte. En même temps pour récompenser les soldats de la ville on les exempte de la taille du quartier de Juillet.

23 Octobre. — Pour payer cent écus d'intérêts à Mlle du Saumont on convertira les liards en beau argent, si s'en trouve.

1588. — 9 Janvier. — On sursoira au recouvrement des tailles de Mlle de Bière jusqu'à ce qu'on ait fait arpenter son bien rural.

22 Février. — Le livre nouveau de la taille de l'année 1588 revient à vingt-trois écus sol deux tiers¹ pour laquelle somme Jehan de Bernard, consul, l'a pris.

23. — Le même jour on taille le quartier de janvier qui monte à quatre cent soixante-treize écus sol et un tiers. On lèvera pour ce vingt quartiers se montant à vingt-trois écus sol, deux tiers par quartier, au livre de la taille.

1589. — 4 Janvier. — De pauvres gens n'ayant rien sont portés au livre de la taille pour six deniers² par quartier, ils demandent à être mis au rang de ceux qui paient dix sous par année. — Accordé.

26. — Le livre de la taille l'an présent s'est trouvé monter à vingt-trois écus sol par quartier.

4 Mars. — Un sieur de Ganet, d'Agen, menace la ville de lui faire des frais si on ne paie promptement les tailles du présent quartier destinées à l'entretien de sa compagnie. On décide d'user de rigueur pour le recouvrement des tailles car les consuls ne peuvent lever un denier à cause de la pauvreté du peuple.

¹ C'est-à-dire que c'était le montant d'un quartier pour l'année 1588 ; chaque année on procédait à la révision du livre de la taille sur lequel était porté ce que chacun devait payer.

² Dans les cas où on levait 20 quartiers, comme au 23 janvier 1558, cela faisait 10 sous par trimestre, soit 40 sous par an. Ceux qui ne possédaient rien devaient payer 10 sous par an, c'était une sorte de cote personnelle.

16 Mars. — Le capitaine Ganet a récrit pour avoir son argent qui lui a été assigné par le maréchal de Matignon et à défaut de paiement il use de menaces suivant la rigueur de la guerre. On lui envoie une députation pour le prier d'attendre, et s'il fait des frais ils seront pour ceux qui n'auront pas encore payé.

8 Avril. — Délibération pour faire rentrer les sommes dues par divers consuls depuis 1581 et années suivantes, du reste de leurs comptes. — (Record signé de tous les assistants au nombre de treize.)

5 Août. — Un certain Solm, de Layrac, se disant receveur des tailles, enjoint de lui envoyer l'argent des tailles audit Layrac ; on lui répond que le maréchal en a ordonné autrement¹. — On envoie aussi à Layrac pour savoir si on a versé trente sacs de blé au magasin pour l'armée pour en avoir décharge.

15. — On fait vendre trois barriques de vin qui sont restées du magasin du passage.

20. — On décide de payer la taille à Agen.

1590. — 16 Avril. — On emprunte de l'argent et du blé pour payer la taille tant à M. le Maréchal qu'à M. de Montluc. (La taille du Maréchal se payait à Layrac).

30. — On emprunte deux cents écus à douze pour cent à M. de la Tuque pour payer la taille à M. le Maréchal.

22 Mai. — M. de Mérenx déclare qu'il acceptera du blé à quatre livres seize sous le sac, pour payer le reste des tailles, pourvu qu'on le lui rende à la Tuque. — Accepté.

26. — Le receveur de Layrac réclame cent dix-neuf écus d'arriéré des tailles bien que le maréchal ait promis d'en tenir quitte la ville à condition qu'on paierait le présent quartier. — On députe vers le maréchal pour lui exposer le fait.

1^{er} Décembre. — Les consuls ont obtenu décharge de M. de Mon-

¹ Dès l'avènement d'Henri de Navarre au trône de France il y eut deux partis qui prétendirent administrer et surtout percevoir les impôts. Agen tenait pour la Ligue, qui avait aussi la préférence des bourgeois de La-plume, mais le parti du roi avait la force, et le gouverneur de Layrac, qui tenait pour le roi, ne reculait devant aucun moyen pour se faire obéir. Aussi nous voyons qu'après avoir payé la taille à Agen, à M. de Montluc, il fallut se résigner à la payer à Layrac, à M. de Mérenx,

luc de la moitié des tailles, pourvu qu'ils paient l'autre moitié dans la huitaine ⁴.

1591. — 27 Janvier. — Arrêté qu'en faisant le livre de la taille pour cette année on otera à chaque habitant de la ville et juridiction les six deniers de fouage, et chaque taillable paiera dix sous par an outre ce qu'il possède. Ceux qui n'ont rien paieront aussi les dix sous par an. — On assemblera les gens des paroisses pour savoir s'ils y veulent entendre.

11 Mars. — M. de Mérenx et le receveur Nicolas demandent sept vingt écus pour ce quartier et cent pour celui d'avril, pour l'entretien des troupes de M. le Maréchal. On ira vers M. de Roquépine pour obtenir quelque rabais.

21. — On reçoit une lettre de M. de Roquépine pour surseoir au paiement des tailles, une autre de M. de Mérenx pour imposer le présent quartier. Le marquis de Villars a aussi envoyé l'assiette de la taille. On imposera de part et d'autre.

23. — M. de Roquépine écrit de Poy que M. le Maréchal lui a assigné les tailles de Laplume en paiement de ses états, et comme ci-devant la ville en a répondu avec M. de la Tuque à M. de Mérenx on envoie M. de Réaup conférer avec M. de Roquépine pour y remédier.

En même temps on avertit d'Agen que la ville a été colisée à trente sacs de blé et deux pipes de vin pour l'armée de M. le Marquis. — On ira voir à Agen si on ne pourrait avoir du rabais.

21 Avril. — M. de Roquépine a répondu qu'il s'entendrait avec M. de Mérenx pour les tailles de la ville.

25. — Remercier M. de Réaup qui a fait dispenser la ville du magasin d'Agen.

9 Mai. — On demande à M. de Monluc de faire retrancher des tailles la dépense des consuls à Agen étant prisonniers de son fait; et pour ce obtenir on fera quelque étrenne à son procureur.

12. — On emprunte trois cent écus pour le paiement des tailles; pour quatre mois; les consuls s'en obligeront et la ville les en relèvera indemnes, le pauvre poble n'ayant nuls moyens de paier et leurs mubles ont été pris en défaut de paiement.

⁴ Les deux partis étaient à court d'argent et faisaient comme les marchands avec leurs débiteurs peu solvables, sacrifiant une partie de la créance pour être payés du reste.

17. — La ville n'a pas encore trouvé d'argent à emprunter, elle est réduite à en prendre à Donnein, d'Agen, qu'on avait d'abord refusé parce qu'il demandait un intérêt excessif.

24. — On était allé payer cent écus à M. de Roquépine qui n'a voulu prendre les pistoles d'or que pour six livres, dix sous, et de plus a réclamé soixante et tant d'écus des tailles, alors les consuls s'en sont retournés les cent écus. — On retournera vers lui pour le prier de les prendre et qu'on lui paiera les soixante écus des tailles à la saint Jean.

31. — On essaiera d'avoir un rebais sur les impôts qui ne sont pareils à ceux de l'année passée.

9 Juin. — M. de Monluc sera prié de prendre la pistole d'or pour six livres, dix sous, et le double ducat pour neuf livres, sinon pour le prix qu'il offrira les prendre.

28. — M. de Mérenx menace de faire courir la terre si on ne lui paie les tailles, on prie M. de Roquépine d'intercéder auprès de lui pour le faire attendre.

22 Septembre. — On remontrera à M. de Mérenx qu'on lui a payé les tailles de l'année dernière pour lesquelles Captan est retenu à Nérac¹, ou à M. de Roquépine, comme il appert par reçu, et s'il n'y veut entendre on en écrira à M. de Roquépine.

12 Décembre. — On paiera le taillon à M. du Pré pour obtenir la délivrance de la charge de marchandise prise à Ramond Descrymis, estaigner.

1592. — 14 Janvier. — On a reçu une assiette des tailles de M. le Maréchal, on attendra pour imposer d'avoir reçu celle de M. le Marquis suivant les états d'Agen.

On rembourse vingt-deux écus sol à Damblat retenu prisonnier à Layrac pour le paiement du taillon, savoir : dix écus pour les dépens et corvées de ses preneurs, et le reste qu'il a payé pour la ville. La somme sera assignée sur les boucheries.

19. — Le maréchal a envoyé une assiette d'une imposition de

¹ La recette des tailles du parti royaliste était à Nérac et peut-être M. de Mérenx n'y avait-il pas fait passer intégralement les sommes versées par les consuls de Laplume. Nous verrons plus tard qu'une imposition pour la réparation de la tour de Cordouan était ainsi restée en chemin.

deux cent écus sur les riches et aisés de la juridiction par manière d'emprunt ¹.

9 Février. — On nommera un receveur des tailles pour faire les recouvrements et rendre les comptes, qui soit juré, on lui donnera cent cinquante livres par an.

13 Mars. — Le collecteur prendra des soldats pour aller recouvrer les tailles de ceux de Plaissac.

3 Mai. — M. de Las, d'Agen, demande si l'on veut maintenir l'accord fait avec M. de Vergez au sujet de Brimont². M. de Godailh et M. de Gamet, du Port-Sainte-Marie, réclament le montant de la colisation faite sur les aisés. On leur répond en faisant un mémoire des pilleries et meurtres de ceux du Nomdieu et on l'enverra à M. le Maréchal à Bordeaux.

25. — M. de Gamet a pris du bétail pour se payer de l'impôt sur les riches, on lui donnera cent écus pour le ravoir et on le priera d'attendre pour le reste. M. de Roquépine est prié de s'entremettre auprès de M. de Gamet et du capitaine du Bédât, du Port, pour le faire rendre.

6 Juin. — Descuraing ira avec un homme à M. de Roquépine pour porter les cent écus, et s'il est retenu la ville le relèvera indemne. M. le bailli et Damblat feront la répartition.

10, — M. du Sendat³ a reçu une assignation de cent écus sur les tailles de la ville, il veut être payé de suite, on le priera d'attendre la fin du mois.

20, — Certains de ceux qui ont été colisés comme riches et aisés ne veulent payer et veulent faire procès à ceux qui ont fait le département. On les contraindra. Délibéré d'emprunter pour payer les tailles. — M. Descaudamac⁴, de Condom, réclame la même partie

¹ C'est l'emprunt forcé dont surent si bien se servir les gouvernants pendant la Révolution.

² Caprais de Las avait épousé en 1564 Claude de Vergès, fille de Jean de Vergès, médecin, bourgeois d'Agen. Il devint ainsi seigneur de Brimont.

³ Ce capitaine du Sendat était de la maison de Monlezun, c'était un descendant de Gaillard de Monlezun, cadet des seigneurs du Baratsnau et de Montastruc, marié à Catherine de Lupiac, fille de Jean seigneur du Sendat et de Montcassin.

⁴ Ce M. d'Escaudamac, d'après Samazeuil, était gouverneur de Condom pour la ligue, cependant Favas y commandait pour le roi. Peut-être

des tailles que M. de Soulas de Layrac, on lui remontrera qu'on ne peut payer en deux lieux ; en attendant il a pris du bétail.

23. — Comme M. Descaudamac, de Condom, pour les tailles qu'il réclame, n'avait droit de prendre du bétail, fut arrêté d'en prendre autant sur lui qu'il en a pris.

16 Août. — On ira demander au receveur d'Agen d'attendre encore un mois pour le paiement des tailles parce qu'on n'a pas encore fini les métives¹. et s'il ne veut attendre on lui offrira de lui payer l'intérêt. — Le mande étant grièvement blessé ne peut aider le collecteur au recouvrement des tailles ; on lui donnera un sergent pour contraindre les refusants.

29 Décembre. — M. de Réaup, qui a une délégation sur les tailles de la ville sera prié d'attendre son paiement au prochain mois, et quand on le paiera on lui rabattra sa taille, et pour les peines qu'il a prises la ville le récompensera comme pour lors sera avisé.

1593. — 14 Février. — Arrêté de faire payer les vingt sous par pipe de vin à l'entrée en ville, et maintenir les coutumes anciennes. Ledit droit a produit treize livres, dix-huit sous, l'an dernier.

3 Mars. — L'impôt de vingt sous par pipe de vin à l'entrée en ville est adjugé à vingt écus. Le vin recueilli par les habitants dans leurs vignes ne paiera pas.

Arrêté de faire payer tous ceux qui sont redevables à la ville de reste de leurs charges consulaires et les contraindre au paiement, et pour ce rechercher les livres de comptes des reliquataires et en faire un arrêt année par année depuis la faction du présent livre de records² jusqu'à présent, et rédiger les clotures des arrêts de leurs comptes au livre des arrêts de la ville. On donnera un écu au secrétaire de la ville pour ses peines et vacations.

M. d'Escaudamac était-il un gouverneur *in partibus* et résidait-il dans quelque château des environs.

¹ Le pays étant essentiellement agricole, tout l'argent provenait des récoltes ; principalement du blé, qui n'est guère prêt à porter au marché qu'au mois de septembre. C'est alors seulement que les paysans pouvaient faire un peu d'argent pour payer les impôts. Cela était tellement vrai qu'on avait toujours de la peine à faire rentrer les quartiers d'avril et juillet, parce qu'à cette saison il ne restait plus rien de l'argent de la récolte, et qu'on dut à cause de cela faire un nouveau règlement pour le collecteur.

² Commencé le 31 décembre 1579.

23 Avril. — La garnison de Layrac a pris prisonniers plusieurs habitants de la ville, faute de paiement des tailles, et comme cela ferait beaucoup de frais de les y laisser on prie M. de la Tuque d'aller à Layrac demander qu'on les élargisse, en assurant qu'on serait bientôt payé.

25. — On envoie un consul et un juré à Layrac pour obtenir la recouvrance des prisonniers pour éviter plus grands dépends ; et s'ils ne les veulent laisser aller, qu'ils y demeurent en leur lieu ¹.

5 Juin. — On n'a encore rien payé des tailles et on empruntera pour payer M. de Mérenx et on priera les autres d'attendre. M. de la Broue menace de faire courir la terre de cette ville, le collecteur Dompt en répondra comme il a promis.

20. — La Broue a fait prendre du bétail par ceux du Nomdieu à raison d'un reste de tailles, le collecteur en répondra des dommages et intérêts.

29. — Las Corrèges, du Nomdieu, demande cent livres de corvée pour la prise du bétail.

20 Décembre. — Ceux de Layrac ont couru la terre de la ville et pris du bétail pour paiement des tailles. M. Dompt, receveur, sera invité à faire rentrer l'argent par contrainte et on ira trouver M. de Mérenx pour tâcher de ravoit ledit bétail et lui dire qu'on se met en devoir de le satisfaire.

1594. — 3 Janvier. — On supprime le droit d'entrée de vingt sous par pipe de vin.

25. — Avant de payer les tailles d'Agenais on ira voir ce qui a été arrêté aux états de Moissac et comment on se doit gouverner.

12 Février. — Les députés de Lavit ² ont rapporté qu'il y avait modération et rebais des tailles tant d'un côté que d'autre. On ira trouver M. de Monluc pour avoir nouvelles.

18 Mars. — On fait droit à une requête de Jean Saugentis qui veut faire arpenter son bien de Bousquet-Ardon à ses frais. L'arpentement

¹ On ne saurait pousser plus loin l'accomplissement des devoirs de sa charge. Je ne crois pas qu'on trouvât aujourd'hui tant de candidats pour les conseils municipaux s'ils devaient aller en prison pour leurs électeurs.

² C'est-à-dire les députés envoyés à Lavit de Lomagne où se tenaient les états de Gascogne.

sera fait en présence d'un consul et d'un juré, après serment de l'arpenteur, pour être ensuite procédé à la charge ou décharge dudit bien selon l'arpentement. La même permission est donnée à La Grange et aux autres qui voudront le faire.

7 Août. — Arrêté que le collecteur Dompt prendra en paiement les sous et dixains qui ont cours dans cette ville, et il s'informerà aux villes voisines s'il les peut prendre sans danger.

21 Octobre. — M. du Pré, d'Agen, écrit pour réclamer un reste du taillon de 1589, sur ordre exprès du maréchal qui est à Agen, et a ordonné d'employer la contrainte. On lui répond d'attendre la venue de M. de Roquépine qui sait que la ville a été déclarée quitte de ce taillon.

15 Novembre. — Pour le reste du taillon et le supplément des garnisons on ira demander à M. de Monluc si cette somme se doit payer : joint l'édit du roy par lequel il quitte tous les arrérages du passé ; et s'il n'y a d'autre remède on paiera.

25. — Des commissaires sont venus pour contraindre la ville au paiement des taille et taillon, on s'en débarrasse en leur donnant deux écus et deux sous pour leur frais et on écrit à M. de Monluc pour le prier de s'interposer.

1595. — 1^{er} Février. — Du Pré, de Layrac, receveur du taillon, a arrêté Jean Pouzergues jurat de la ville pour un reste qu'avait promis de faire quitter M. de Roquépine. On s'adressera à M. de Monluc en attendant que M. le Maréchal passe par ici.

5. — Les mêmes députés ont pris copie collationnée par deux notaires royaux de l'édit du roi portant remise du taillon jusqu'en 1593 à MM. d'Agen et leurs aides dont est le Bruilhois. On le fera tenir au collecteur Du Pré, de Layrac afin qu'il ait à s'y conformer. Les consuls d'Agen leur ont remis une lettre ad hoc pour Du Pré.

7. — On s'adresse au Maréchal pour obtenir de ne pas payer le reste du taillon : le Maréchal renvoie les consuls aux généraux des aides de Bordeaux.

22. — Le receveur du taillon menace de vendre le bétail qu'il a saisi pour se payer. On va trouver M. de Roquépine à Agen pour qu'il obtienne du Maréchal une décharge ou au moins un sursis.

23. — Tout ce qu'on a pu avoir c'est un sursis de quinze jours pendant lequel il faudra s'occuper de trouver argent ou blé.

16 Mars. — Arrêté d'imposer les deux quartiers de janvier et avril

et si les Consuls ne trouvent pas de collecteur ils feront eux-même la levée à huit vingt livres ¹ sans toutefois tirer à conséquence.

19. — Le sieur de Birac qui a des titres qui prouvent que la ville était autrefois comprise pour la taille et le taillon et pour l'ordinaire et l'extraordinaire dans l'Armagnac, sera prié les vouloir bailler à la ville. Arrêté d'emprunter à Agen deux cents écus pour payer les tailles pour soulager le peuple qui n'a nul moyen.

9 Avril. — On ira à Nérac consulter M. Labroue pour trouver moyen de se distraire des aides de l'Agenais et être remis en Armagnac, suivant la lettre des consuls de Miradoux ².

21 Décembre. — La ville a reçu avis d'une cotisation de quarante écus, vingt sols, en Agenais, pour l'entretien de l'armée de Toulouse : on proteste, étant imposé en Armagnac pour le même fait, et pour être distrait de l'un ou de l'autre. Néanmoins on réunira la vicomté pour en délibérer.

1596. — 1^{er} Janvier. — On envoie des députés aux états d'Auch avec mission d'obtenir contrainte contre les consulats qui n'ont pas voulu contribuer aux frais de l'envoi des députés, et tâcher d'être distraits de l'Agenais pour être remis en Armagnac.

29. — Permis aux consuls de l'année présente d'avoir un collecteur des tailles, mais ils devront rendre compte personnellement ; les gages accoutumés du collecteur sont huit vingt livres.

19 Février. — On alloue à Dompt, consul de l'année passée, trente livres pour les frais faits à lui pour défaut de paiement du blé pris à Mademoiselle de Bière.

5 Avril. — Le receveur Lavernya réclame un reste de tailles de sept ou huit ans, qu'est quelques trois écus. On paiera plutôt que d'avoir un procès.

28. — On réclame un reste de l'imposition pour la tour de Cordouan (1590) on cherchera les quittances du paiement fait alors.

¹ C'est-à-dire que les consuls prendront les 160 livres de gages qu'ils donnaient au collecteur et feront eux-mêmes cette corvée, puisque personne ne veut s'en charger à ce prix.

² Il est probable que la quotité des tailles à payer par chaque communauté était moins élevée dans la recette d'Armagnac que dans celle d'Agenais, pour que les consulats de Bruilhois tinssent tant à y être rattachés ; en outre ils auraient évité les tiraillement et les frais occasionnés par les impositions extraordinaires qu'on leur réclamait des deux côtés.

6 Juillet. — Le collecteur Dompst est chargé de payer quatre vingt dix écus que doit la ville pour divers intérêts, car il est reliquataire pour les comptes qu'il a rendus à la ville comme consul et collecteur.

6 Octobre. — M. de Mérenx a retenu les deniers versés pour la tour de Cordouan, on ira les lui réclamer et prendre acte de son refus, s'il ne les rend, pour le faire assigner à Lectoure.

7 Novembre. — Délibéré d'emprunter mille livres au sieur de Brymont pour rembourser Mlle du Saumont, pour après imposer la somme l'année prochaine, quartier par quartier.

23 Décembre. — Faire convenir M. de Mérenx pour avoir remboursement de l'argent qu'il a pris en 1590, qui était la cotisation pour la tour de Cordouan.

1597. — 21 Janvier. — Le juge mage d'Agen, Dorty, a averti les consuls de se trouver aux états le 25 de ce mois pour voir l'impôt que le roi prétend lever cette année. On envoie deux consuls avec mission de retenir acte si on n'admet pas les consuls de la ville dans la commission de répartition.

3 Juin. — Le marquis de Villars fait assigner la ville et la vicomté au parlement de Bordeaux¹, comme aides du pays d'Agenais, leur réclamant leur quote part des garnisons mises par lui à Grenade et Muret en 1595. On réunit les consulats pour aviser.

1598. — 24 Février. — Articles concernant le receveur des tailles pour être proposés en jurade. Suit un règlement complet pour la perception des impôts et la situation du receveur vis-à-vis des consuls. Rapporté à la suite du chapitre.

12 Mai — Le receveur de Godailh² a fait des frais à la ville pour

¹ Il est probable qu'en faisant sa paix avec le roi le marquis de Villars dût obtenir, comme bien d'autres, des lettres d'aveu, c'est à dire par lesquelles le roi avouait tous les actes accomplis pendant sa rébellion, déclarant que c'était pour le bien de son service.

Grâce à cette fiction non seulement le coupable ne pouvait plus être inquiété personnellement, mais encore ses actes étaient pour ainsi dire légalisés et entre autres conséquences qu'entraînait une amnistie accordée dans ces conditions, voici une ville poursuivie et contrainte au paiement d'une contribution frappée sur elle pour faire la guerre au souverain légitime dont elle avait dès cette époque embrassé la cause.

² Jehan de Godailh, sieur d'Arrasse, receveur des tailles d'Agenais.

non paiement des tailles et menace de faire taxer les frais qu'il a souffert de la part de MM. les généraux. On ira le trouver pour tâcher de le faire attendre, et comme on n'a nul moyen de payer on lui offrira de l'avoine et on composera avec lui pour les dépens.

28 Juin. — Si M. de Godailh ne veut donner temps pour le paiement des tailles on fera exécuter les consuls de l'année passée pour ce qu'ils doivent de leurs comptes, pour de cet argent payer les quartiers de Juillet et d'Octobre.

9 Août. — Imposer l'assiette du nouveau subside de sou pour livre voté aux états de Rouen, dont la part pour la vicomté s'élève à quatre-vingt-deux écus quarante sous.

23. — Le trésorier de la ville réclamera la taille aux hoirs de M. de Monluc, mais il ne passera plus outre jusqu'à ce que Mme de Monluc ait fait savoir sa volonté pour après y délibérer.

1599. — 10 Janvier. — Mme de Monluc a écrit au sujet des tailles de Mariès que la ville remettait jadis à son mari. On enverra un consul lui faire la révérence et répondre que la ville ne peut continuer à lui faire cette grâce, les autres contribuables ne voulant consentir à payer pour autrui.

28 Février. — Le receveur des tailles réclame les quartiers échus; on ne peut rien imposer vu l'extrême pauvreté du peuple. On offrira au dit receveur deux pipes d'avoine pour le faire attendre jusqu'à l'été sans faire de frais.

16 Avril. — Pour obtenir paiement de la taille de M. de Monluc, emprunter cent écus à Mme Vesve du dit sieur et les intérêts d'icelle somme tiendront lieu chesque année pour le paiement de la dite taille, de tant que l'on ne peut d'autre fession estre payés de la dite taille; et pour conserver l'amitié de la maison, en user d'este fession¹.

15 Mai. — Imposition pour reconstruire le pont de St-Subran à

¹ Les propriétaires de terres nobles n'en devaient pas l'impôt, mais les nobles qui possédaient des terres rurales en devaient payer la taille comme tout le monde, seulement ils se faisaient un point d'amour propre de ne payer d'impôt pour aucune de leurs terres; et c'était tellement vrai que la transaction proposée ici par les consuls de Laplume n'a pas d'autre but que de ménager l'amour propre de Mme de Monluc en ayant l'air de ne pas lui faire payer la taille de sa métairie de Mariès, tout en recevant le montant d'un autre côté. Cette transaction fut du reste acceptée.

Toulouse, mise sur les pays d'Armagnac, Rivière-Verdun. Cominges, Comté de l'Isle, Auvillars, Lomagne, et pays de Bruilhois. On envoie des députés à Mauvezin où a lieu une réunion de ces pays pour aviser à se faire décharger de telle imposition.

Montant des impositions payées par la commune de Laplame en

1558	1,305 l.	1580	1,779 l.
1563	924 l.	1581	2,071 l.
1577 Janv. 8 quartiers,	484 l.	1582	1,946 l.
— Avril 15 quartiers.		1583	1,957 l.
— Juil. 17 quartiers ¹ .		1584	1,707 l.
— Oct. 13 quartiers,	905 l.		

Lacune dans le livre de records, du 23 décembre 1584 au 12 juillet 1585. — Du 12 juin 1586 au mois de juillet 1587, il n'est fait aucune mention d'imposition, la ville a dû vivre d'emprunts.

1587	Pour les quartiers	1593	5,895 l.
	de Juil. et Octob. 3.858 l. ¹	1594	3,540 l.
1588	4,971 l.	1595	2,964 l.
1589	3,048 l.	1596	3,222 l.
1590	5,400 l.	1597	3,084 l.
1591	5,181 l. ²	1598	4,170 l.
1592	5,331 l.	1599	4,455 l.

Articles concernant le receveur des tailles pour être proposés en jurade le 24 Février 1598. Page 130 du livre de records BB. 5.

§ 1. — Et premièrement comme celui qui prendra lad. charge l'exercera pour le moins l'espace de trois années pourvu qu'il n'aye répréhension et pourvu aussi qu'il ne feust du tout à sa grand perte et ruyne.

§ 2. — Lequel prenant la dicte charge sera dict et appelé recep-

¹ D'après l'imposition de janvier un quartier se monterait à 60 l. 5 et d'après celle d'octobre à 69 l. 6. Aussi je n'ai pu déterminer le montant des sommes payées en avril et juillet, ne connaissant pas la valeur de ces quartiers.

² Ce doit être la taille de toute l'année.

³ C'est cette année qu'on dût payer la taille au roi et à la Ligue jusqu'en 1594.

veur, trésorier ou collecteur de la ville, non particulièrement dict recepveur des sieurs consuls.

§ 3. — Sera arrêté par délibération commune que les dicts sieurs consuls luy tiendront main forte contre tous refusans les paiements des dictes impositions sur les contribuables, desquelles il aura mesme et semblable pouvoir de contraincte que les commissions ou mandes donnent aux dicts sieurs consuls.

§ 4. — Et en cas de résistance ou de refus quy par auctorité ou prétendue noblesse luy pourroit estre faict, ne sera tenu ledict recepveur ou trésorier y faire autre poursuite que de demander la part que en pourroit eschoir à telle nature de contribuables, la poursuite desquels en sera faicte par un syndic des dicts sieurs consuls à ce député, aux dépends de la ville.

§ 5. — Et pour le solagement du pouvre puble, les dicts sieurs consuls et toute la communauté du corps de la ville seront tenus faire au premier quartier de chesque année l'imposition pour toute icelle année, et faire sursoir la lebee d'icelle imposition jusques à l'esté et cuillette d'icelle année.

§ 6. — Pour et au paiement de laquelle imposition subvenir pour les trois premiers quartiers, les dicts sieurs consuls, à l'assistance du dict corps de ville, seront tenus emprunter toutes les sommes que pendant les dicts trois premiers quartiers faudroit payer, tant pour les paiements du roy que pour les autres affaires ordinaires ou extraordinaires. Sur lequel emprunt led. recepveur ou trésorier sera tenu faire son effort de faire tenir quitte de collecte la ville, s'il luy est possible, en adviser avec les sieurs recepveurs s'y eux-mème en voudroient faire quelque bonne composition.

§ 7. — Lequel recepveur ou collecteur sera tenu une fois l'année seulement, randre compte de sa charge pardevant lesdits sieurs consuls et corps de ville. Comme est de coustume à telle charge que en cas de reliqua il jouyra des termes accoustumés de donner aux comptables quy est de trois mois après la reddition dudict compte.

§ 8 — Auquel compte les dicts sieurs consul et jurés sont tenus luy passer et allouer tous non valeurs et tailles de terres incultes où il n'y a moyen de rien prendre, deues diligences au préalable faictes.

§ 9. — Iceluy trésorier ou recepveur sera tenu faire tous paiements royaulx deus par la ville à ses dépens, ensemble tous les ordinaires accoustumés de payer en lad. ville, et faire la despance accoustumée au serviteur et mande que les sieurs consuls luy bailleront pour faire les exécutions de la lebee des impositions.

§ 10. — Et pour les autres affaires, procès ou réparations, ne sera tenu s'en mesler ny bailher argent sy ne luy est imposé, ni de iceluy sans tradatis des dits sieurs consuls, sur lequel avec acquit des paiements luy sera alloué à son compte.

§ 11. — Ne sera tenu iceluy trésorier ou recepveur de prendre autre charge publique que celle là, pendant laquelle sera exempt de toutes contributions, gardes, et lousis de gens d'armes, temps de guerre advenant; et autrement pendant laquelle guerre sy le cas estoit qu'il coureust hazard de la vie ou de rançon, ne sera tenu de faire ce que à cause de tel hazard il ne pourroit lever.

§ 12. — Sur lesquelles conditions, sous le bon plaisir des sieurs consuls et corps de ville de adviser à de meilleures s'il y en a, se truvera quy prendra lad. charge, que la ville donnera de gages annuels à iceluy trésorier la somme de 200 livrés tournoises.

Le 24 Février. — L'assemblée des jurés nomme Antoine de Narp, juré de la ville, receveur des tailles, aux conditions ci-dessus, pour un an, en attendant qu'il y soit pourvu par la majesté du roi. — Le 26, de Narp prend l'engagement vis-à-vis des consuls d'exercer sa charge loyalement selon les articles dessus dicts, il jure avec les consuls en présence de témoins spécialement appelés. Le record est dressé en forme d'acte notarié et signé des parties, des témoins et du notaire.

Note sur le Cadastre

La juridiction de Laplume¹ comprenait 6498 carterées, (soit, de nos jours 5683 h, la carterée valant 87 a 46 c) sur lesquelles le cadastre de 1599 n'en reconnaissait que 89 de nobles, appartenant à M. de Sérillac, d'Augé, les autres terres nobles étant contestées. Il y eut au xvii^e siècle avec les sieurs de Brimont et de Villeneuve des procès que la commune gagna en partie, et en 1786 la contenance totale des biens nobles était fixée à 206 carterées : (cadastre CC. 7) mais d'après ce qu'on a pu voir au chapitre qu'on vient de lire, il y en avait beaucoup plus pendant la période des troubles qui ne payaient pas l'impôt.

Les terres d'église en 1599 se montaient à 77 carterées encadas-

¹ L'ancienne juridiction de Laplume a servi à former les communes de Laplume, Marmont-Pachas, St-Vincent et l'ancienne commune de Fontarrède, aujourd'hui section de celle de Moncaut.

trées comme terres rurales, mais en 1786 quelques unes étaient portées comme nobles.

Il est assez difficile de savoir s'il y avait une certaine quantité de francs alleux dans ces tenements. Il est probable que dans le Bruillois où régnait anciennement la maxime « nul seigneur sans titre », les terres de franc alleu furent d'abord les plus nombreuses et que la situation se modifia peu à peu à la faveur des troubles du moyen-âge.

Toujours est-il qu'en 1686, le vicomte de Bruillois percevait dans la juridiction de Laplume des censives qui, à raison de 4 deniers par carterée se montaient annuellement à 50 livres. Or en 1774 le comte de Narbonne engagiste du domaine de Bruillois rendait hommage pour les paroisses de Caubiet, Fontarrède, Paissas, St-Germain, St-Lary, St-Vincent et St-Martin d'Aguzan, qui représentent plus de la moitié de la juridiction ; il fallait donc qu'il y eût dans son domaine des terres de franc alleu car à raison de 50 livres par an à 4 deniers par carterée, les censives n'auraient porté que sur trois mille carterées, en admettant qu'il n'y en eût que dans les paroisses sus-nommées. Les autres seigneurs de la juridiction étaient M. de Las pour Brimont, l'abbé de Bouillas pour Marmont et l'abbé de Sauvelade pour Plaichac.

Je me suis également servi du cadastre pour suivre les changements qu'a pu subir la division de la propriété depuis 1599 jusqu'à nos jours, et je les ai résumés dans le tableau suivant ¹.

	1599	1786	1893
Possessions de moins d'une carterée	589	309	443
De une à cinq.....	332	264	321
De cinq à dix.....	66	63	130
De dix à vingt.....	68	41	71
De vingt à cinquante.....	33	39	37
De cinquante à quatre-vingt.....	11	19	14
De quatre-vingt à cent.....	6	8	0
De cent jusqu'à cent-quatre-vingt..	8	5	11
Au-dessus de cent.....	2	2	1
Total des propriétaires.	1.115	693	1.028

¹ Je dois prévenir que pour les chiffres de l'année 1893, il manque l'ancienne paroisse de Fontarrède, aujourd'hui section de la commune de Moncaut, mais cette section qui ne compte qu'une quarantaine de propriétaires est trop peu importante pour que le résultat général en soit sensiblement changé. Quant aux maisons le chiffre en est exact car il m'a été facile de les compter sur le plan cadastral.

		1599	1786	1893
		—	—	—
Maisons {	Ville.....	205	132	209
	Campagne.....	898	456	603
Total :		1.103	588	812

Presque toutes les petites propriétés de moins d'une carterée, en 1599, se composaient d'une maison avec un jardin ou un petit champ, ces maisons n'étaient que des bicoques si l'on veut, mais chacune d'elles abritait une famille. Il est bon de remarquer aussi qu'en 1786 le nombre de ces petits propriétaires avait diminué de moitié ainsi que celui des maisons, tant à la ville qu'à la campagne. Je pense qu'il faut attribuer cette dépopulation à la misère engendrée par l'administration déplorable des derniers règnes. C'est à peine si les années de paix de 1815 à 1870 ont réparé le mal, encore, si l'on compare l'état actuel avec ce qui existait il y a une quarantaine d'années, on verrait qu'il s'est produit un abaissement très sensible dans le chiffre de la population et le nombre des habitations, surtout dans la campagne.

Si on établit une proportion entre le chiffre des habitants du dernier recensement, dans les communes de Laplume, Marmont-Pachas et Saint-Vincent, et celui des maisons, on trouve en moyenne pour Laplume 2,47 habitants par maison, pour Marmont-Pachas, 2,89, et pour Saint-Vincent 2,88 ¹. Cette faible moyenne ne répond pas évidemment à la réalité, mais elle s'explique par le grand nombre de maisons abandonnées à la campagne ².

La population de l'ancienne juridiction, d'après le dernier recensement, et en appliquant une moyenne un peu plus élevée aux 38 maisons de l'ancienne commune de Fontarrède est de 2,169 habitants.

Si maintenant je considère qu'en 1599 les 1,103 maisons de la juridiction où les 1,115 tenanciers représentent chacun une famille composée en moyenne du père, de la mère et de trois enfants, ce qui n'est pas exagéré pour l'époque, j'aurai un chiffre de 5,600 habitants

¹ La moyenne plus faible de la commune de Laplume s'explique par le plus grand nombre de maisons inhabitées dans la ville.

² Et aussi par l'extinction des familles, les survivants recueillant les successions de diverses branches se trouvent posséder plusieurs immeubles qui demeurent déserts.

— mettons 5,000 — auxquels il faut ajouter environ 700 pauvres ne figurant pas au cadastre parce qu'ils ne possédaient rien, mais inscrits pour le fouage sur le livre du collecteur ¹, et je pourrai conclure qu'en 1599 la population de la juridiction de Laplume était une fois et demie plus nombreuse qu'elle n'est aujourd'hui.

E. D'ANTIN.

(A suivre.)

¹ En 1591. Ceux qui ne possèdent rien et paient 8 sous de capitation ou fouage sont au nombre de 800 ; ils sont 688 en 1594 et 796 en 1693.

JOURNAL AGENAIS DES MALEBAYSSE

(SUITE)

Election de Messieurs les consuls en l'année 1651 :

1. M. Defaure, advocat.
2. M. Verduc, advocat.
3. M. Chambon, procureur.
4. M. Delas de Brimont, jadis conseiller aux Eydes.
5. M. Codoin, conseiller esleu.
6. M. Gardes, marchand.

Appres la presente nomination il y heust opposition. M. Gardes fust suprimé et M. Boyer jeune fust mis à sa plasse. Appres M. Delas fust suprimé pour quelques oppositions qu'il y heust contre luy. Il fust mis à son lieu et plasse M. Delas Demazères, son frère.

Les adventz de Noël 1650 et le caresme 1651 prescha à Saint-Estienne M. Doppil, chanoyne et grand archidiaacre de Saint-Estienne.

A la fin du mois de febvrier 1651, Messeigneurs les princes feurent delivres de prison, scavoir M. le prince de Condé et M. le prince de Conti, son frère, et M. de Longueville leur beau-frère. On fist à Bourdeaux de grandes réjouyssances de leur delivrance et aussi en la present ville d'Agen.

Le mardi 2^e may 1651, Monseigneur de Saint-Luc ariva Agen. Les habitans des quatre paroysses de la present-ville estoit en armes à la porte Saint-Anthoine, et le 20^e dud. mois il ala prester le serment a la maison de ville.

Le 23^e may 1651, il ariva nouvelles asseurees en la present ville que le Roy et la Reyne régente sa mère avoint nommé Monseigneur le prince de Condé pour gouverneur de Guyenne, Appres ces nou-

velles reçues le pœuble fust grandement joyeux de cesdictes nouvelles ; chascun mist de galons au chapeau, scavoir de trois couleurs : du bluf, du blanc et d'izabelle ; et le jeudi 25^e dudict mois seur le soir les procureurs de la court presidiale et autres pratitiens dansarent par la ville en signe de réjouissance, et le vendredi, samedi et dimenche les habitans de la ville en firent de mesmes. Il y a lonc temps qu'il ne s'est veu une telle rejouyssance dans Agen.

Le 29^e may 1651, quy estoit la seconde feste de la Pentecoste, Messieurs de la court présidiale firent dire une grand messe à Saint-Estienne pour rendre grasses à Dieu de ce que le Roy avoit nommé Monseigneur le prince pour gouverneur de Guyenne.

Le 30^e May 1651 quy estoit la dernière feste de la Pentecoste, Messieurs les consulz firent fere un feu de joye en la present ville pour l'heureuse nomination que le Roy et la Reyne regente sa mere avoint nommé Monseigneur le prince de Conde au gouvernement de Guyenne. On chanta le *Te Deum laudamus* à Saint-Estienne ; apres M. de St-Luc alluma les feux, apres luy MM. les consulz. Les habitans des quatre paroysses y estoient en armes.

Le premier jour de juin 1651 furent faites les rejouyssances publiques à la place de Montrebel par Messieurs de la Court presidiale pour la nominassion que leurs Majestés firent de M. le prince de Condé au gouvernement de Guyenne.

Le vendredi 6^e Octobre 1651 ariva Agen tres hault et tres puissant prince messire Louys de Bourbon, prince de Condé, premier prince du sang royal, premier pair et grand maistre de France, duc d'Anguyen, Chasteauroux, Montmorancy, Albret et Fronsac, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Guyenne et au duché de Berry et generalissime des armées du Roy.

Le mesme jour qu'il fust arivé il fist assembler à la maison de ville les trois hordres de la ville savoir Messieurs du clergé et Messieurs du présidial, et Messieurs de la jurade, et la estans il leur fist jeurer l'union et apres il en fist de mesme aux autres villes de son gouvernement et de la vint este grande guerre quy est arrivée en ce pays de Guyenne.

Le 29 Décembre 1651, messire Harmand de Bourbon, prince de Conti, frère germain de M. le prince de Condé, ariva Agen et y demeura douze jours et puis s'en alla à Bourdeaux et le 26 janvier 1652 il ariva de Bourdeaux à Agen pour la seconde fois.

Election de Messieurs les consuls d'Agen en l'année 1652 :

1. M. de Boissonnade, recepveur.
2. M. Méjà, contorolleur au siège presidial d'Agen.
3. M. Boyer vieux, procureur.
4. M. Despalais, accesseur criminel au siège présidial d'Agen.
5. M. Ducros, avocat.
6. M. Sabouroux, docteur en médecine.

Les adventz de Noël 1651 et le caresme de 1652 prêcha à Saint-Estienne, pour la seconde fois, le Reverand Père Nicot, jacobin.

Le 26^e Janvier 1652, M. le prince de Conty ariva de Bourdeaux Agen pour la seconde fois et le dimanche 28^e dudit mois de janvier dudit an il s'en alla d'Agen assieger la ville de Caudecoste et la fist batre avec trois piesses de coulevrines et le second de febvrier, qui estoit la feste Nostre-Dame la Chandeleuse ceux dudict Caudecoste se rendirent a l'obéyssance dudict seigneur prince de Conty.

Le 10^e febvrier 1652, Monseigneur le marquis de Saint-Luc, lieutenant du Roy en Guyenne soubz M. le prince de Condé, vint de Montauban en Gascoigne avec son armée, M. le prince de Conty estant adverty de sa venue. Il partit d'Agen le 16^e dudict mois et an pour aller a Estafort pour resister à l'armée de mondit sieur de Saint-Luc.

Le 16^e febvrier 1652, Monseigneur le prince de Conty partit d'Agen pour s'en aller à Estafort pour resister à l'armée de M. de Saint-Luc.

Le mercredi 21^e febvrier 1652, Monseigneur le prince de Condé revenant de Bergerac pour s'en aller a Estafort, passa devant Agen et ne vouleut pas entrer dedans ladite ville d'Agen. Il s'en alla audict Estafort parce que Monseigneur le prince de Conty, son frère, y estoit. Là estant Monseigneur le prince de Condé mist en deroutte l'armée de M. le marquis de Saint-Luc, gouverneur pour le Roy en Guyenne soubz Monseigneur le prince. Ledit sieur de Saint-Luc ce refugia à Lextore. L'eslitle de ses gens de guerre se refugiarent en la ville de Miradoux. Monseigneur le prince les y ala assiéger et le vendredi 23^e de febvrier dudict mois et an il manda quérir un gros canon qu'y estoit a la maison de ville d'Agen et fust ledict canon conduit par les habitans d'Agen. M. Berduc, avocat, heut la charge de le conduire. Monseigneur le prince tint le siège devant Miradoux quinze jours. En attendant le Roy envoya en ce pais Monseigneur Henri de Lorene, conte d'Arcourt, capdet de Monseigneur d'Elboeuf, dict le

capdet Laperle, avec une puissante armée et fist lever le siège à Monseigneur le prince de devant Miradoux. De Miradoux Monseigneur le prince sen alla a Estafort ou il reposa deux jours. Appres Monseigneur le prince vint d'Estafort Agen et le 10^e mars 1652, il fist passer le gros de son armée au passage de Boé et l'autre partie passa au passage d'Agen. Une troupe de cavalies de Monseigneur d'Arcourt debalisarent les gens de Monseigneur le prince au passage de la presant ville. Ilz firent butin de beaucoup dardes et de soixante piesses de chevaux. Appres cela il y heust des habitans de la presant ville qui criaient aux armes, que l'ennemi estoit au passage. C'estoit seur les sept heures du matin. Des aussitost on ferma toutes les boutiques de la ville et on fist des bariquades par toutes les rues de la ville.

Appres Monseigneur le prince entra Agen et s'en alla loger au prieuré de Saint-Crapasi. Il demeura Agen doutze jours. Durant son séjour, il fist abatre toutes les barricades par toutes les rues. Appres il fist tenir jeurades à la maison de ville et dict a l'assemblee qu'ils fusent bons serviteurs du Roy et que son grand ennemi Mazarin estoit retorne en France. Appres tout cela faict, Monseigneur le prince voyant que ces affaires ne réussissoient pas bien, il demenda à la jeurade que il vouloit mettre trois centz hommes en garnison de gentz de pied dedans la ville pour garder Monseigneur le prince de de Conty, son frère, et qu'il les vouloit nourrir à ses despens et les vouloit loger aux écueries. Cela luy fust refusé et luy fust repondeu que cy Monseigneur son frère demeuroit en la presant ville que les habitans de la ville le garderoient à leurs despens. Cela faict, il congédia de la ville M. Defaure, advocat, tout le premier. Apprés il congédia M. Daurée jeune, advocat. Apprés il congédia M. de Boyssonade, presidant, et Messieurs ses filz ; puis il congédia M. d'Oppil, grand archidiacre de Saint-Estienne, et autres gens, il ne me souvient pas du nom. Durant ces entrefaictes, Monseigneur le conte d'Arcourt, général des armées du Roy en Guyenne, manda un trompette somer la ville d'Agen pour rendre obeyssance au Roy.

On respondit audict trompette que l'on parleroit à mondict seigneur le conte d'Arcourt. En attendant, Monseigneur le prince vouloit fere entrer la garnison dedans la ville. C'estoit le 21^e jour de mars audict an. Il y avoit une partie des soldatz qui estoient entrés par la porte Saint-Anthoine. Des aussitost on cria aux armes ; incontinent on ferma toutes les boutiques de la ville ; on dressa grande quantité de barricades par toutes les rues de la ville. Les boutiques demeura-

rent trois jours fermées. C'estoit le jeudi devant le dimanche des Rameaux, et puis la semene sainte quy devoit estre employée en prières, elle estoit employée en tribulations et en tristesse et surtout la velhe de Pasques. Seur l'après dinée M. le conte de Laugnac, M. de Galapian, frère de M. de Lesignan, et M. de Moncault et M. Despalais, chanoine de Saint-Estienne avec une troupe dabitans de la ville sen allarent par la ville crier : Vive le Roy et M. le prince ! Le soir du jour de Pasques, ces messieurs feurent appellés à la maison de ville et leur fust représenté par les messieurs de la jurade la concequance de ce qu'ils crioint par la ville : Vive le Roy et M. le prince ! et furent priés de ne crier pas davantage. Cesditz sieurs s'en allarent d'Agen et puis appres le lundi de Pasques, Messieurs les députés d'Agen alarent trouver M. le conte d'Arcourt quy estoit à Breax, en Gascoigne à deux lieues d'Agen, et là il fust accordé que ledit sieur conte d'Arcourt seroit receu dans Agen avec son trein. Il y ariva le jeudi quatriesme d'avril 1652 de la semaine de Pasques. Il y demeura huict jours. Pendant son séjour, M. le présidant Boysonnade et Messieurs ses enfants s'en retournarent Agen et M. Defaure et M. Dorée non le sieur d'Oppil. Appres que mondict seigneur d'Arcourt fust entré Agen, il fist congédier M. Soldadié, grand chanoine Saint-Estienne, et M. de Grimard, aussy chanoine Saint-Estienne et M. d'Espalais, aussy chanoine Saint-Estienne, M. d'Ancelin, conseiller, M. de Lausse, chanoine Saint-Crapasi, et M. Verduc, advocat d'Agen. J'avois obmis qu'il fist aussi congédier M. de Nargasier, lieutenant criminel au siège de la présent ville, et aussi M. Philletin, chanoine Saint-Crapasi. Voilà comme ces deux princes congédièrent les Messieurs d'Agen chacun à son tour.

Le grand déluge de la rivière de Garone le 25^e et 26^e juillet 1652.

Le grand delegee et debordement de la rivière de Garone le jeudi 25^e juillet et le vendredi 26^e dudit mois quy estoit le jour et feste de saint Jacques et saint Chrest. Il estoit cy grand qu'il entra dedans Agen ; l'eau alla jusques au puitz du Saumon et par toute la rue M. Bienasis et jusques aux Jesuistes : aussy toute leglisse des Augustins en estoit plene et y estoit de la hauteur d'une canne. Elle renversa les autels, les confessionnalz et les cofres des confreries quy estoit dans ladite eglise. Il fist un grand ravage et despava toute l'église et le cloistre et fist de grandz damages dedans ce couvent dans les caves quy sont devers la porte Saint-Anthoine jusques à la rue de Garonne. Les barriques nagoint dedans ycelles. L'eau

de la rivière avoist cy grand estendue qu'elle aloit du costé du Passage jusques à Ganet et du costé de desa elle s'estendoit jusques à la porte du Pin. Pour lors la porte nufve estoit murée à l'occasion de la guerre. On fist abatre la murailhe et la procession générale sortit par ladite porte pour prier Dieu hors la ville pour appaiser son yre contre son pœuble. Il est aussy à noter que despuis Tholose jeuques à Bourdeaux, ce deluge emporta grande cantité de vilages et maisons sur le bord de Garonne et grande cantité de gerbieres et aracha grande cantité d'arbres le lonc de ladite rivière. Le nombre du bled quy c'est perdu est inestimable et ceux quy viendront apres nous a pene pourront y croire cecy. Je prie Dieu s'en tenir pour contant.

Le 8^e Aoust 1652, monseigneur le conte d'Arcourt leva le siège de devan Villeneuve après l'avoir teneu l'espace de sept semaines.

La nuit du dimenche 22 septembre 1652 veneu au lundi 23^e dudict mois le feu a print seur les dix heures du soir à la rue de Garonne premièrement a la maison du sieur Desculhes advocat au siege présidial de la présent ville, que Gobio marchand grossier tenoit à louage. Toute la dicte maison ce brusla ; joignant ycelle ce brusla la petite maison du sieur Serres marchand drappier ou demouroit un marchand espagnol. Joignant ycelle ce brusla la maison de monsieur Douzon conseiller aux esleus. Au joignant la maison dudict sieur Douzon ce brusla la maison du feu sieur Coignet marchand ferratier ; puis le feu sauta de l'autre coste de rue ou ce brusla la maison des hoirs mademoiselle de Latour ou demouroit le sieur Merle, appotiquère. Au joignant la maison de mademoiselle ce brusla la maison du sieur Caysac, orphèbre. Au joignant la maison dudit Caysac ce brusla la maison des hoirs du feu sieur Duffau marchand grossier. Au joignant la maison de madamoiselle ce brusla la maison du sieur Cayssac orphebre. Au joignant la maison dudict Duffau ce brusla la grand maison dudict sieur de Serres ou il demouroit. Au joignant la maison du sieur Serres ce brusla la maison du sieur Olivier orphebre. Au joignant la maison dudict sieur Olivier ce brusla la maison des hoirs feu Chaubart en son vivant marchand de la present ville ou demouroit le sieur Dumolin jeune marchand drapier. Este maison faisoit le bout à la rue de Garonne et visoit seur la dicte rue et avoit veue sur la plasse publique de la present ville. Au joignant d'icelle ce brusla la maison du sieur Daubas marchand de la presant ville laquelle maison estoit soubz les cornières, où demouroit le sieur Conte, mar-

chant grossier. Au joignant la maison dudit Daubas ce brusla la maison du sieur Lafon, marchant. Au joignant de la maison dudit Lafon, ce gasta la maison du sieur Rivière, appotiquere. Quand Messieurs du Chapitre Saint-Etienne virent ce feu cy embrassé, ils y alarent en procession generale et portarent le Saint Sacrement de l'autel. Monseigneur d'Agen y acista aussy encore qu'il estoit arrivé ce jour de Paris, tres tous pour prier Dieu vouloir appaiser son ire. Je prie Dieu s'en tenir pour content.

Election de Messieurs les consuls d'Agen, en l'année 1653 :

1. M. Delas de Brimont, sieur du Busquon.
2. M. Ratier, advocat.
3. M. Baratet, marchant. Ledit sieur passa de vie a trespas au mois de juillet dudit an.
4. M. Labolbene, homme d'armes. Ledit sieur passa de vie a trespas de mois de may dudit an.
5. M. Daunefort, advocat.
6. M. Bernard Gardès, marchant.

Au mois de juillet 1653, la maladie contagieuse s'eschaufa Agen. M. Delas de Brimont en qualité de premier consul s'en alla à Paris pour les affaires de la maison de ville. Tant procéda que M. Daumes fust atteint de la maladie contagieuse et apres luy fust atteint M. Gardes. Tant procéda qu'il ce rencontra qu'il n'y avoit Agen qu'un consul quy estoit M. Ratier, quy avoit beaucoup de pennes. On procéda à la nomination d'un autre consul et y fust nommé le sieur Audet Leduc, jadis marchant manganier de la présent ville.

J'ay mis est article cy dessus escrit apres l'election pour la nomination de M. Leduc a la plasse consulere.

Les adventz de Noël 1652 et caresme 1653 prescha à Saint-Etienne le Reverand Pere Grabiél de Tarbe, capucin.

Au mois de Juillet 1653, le duc de Candalle arriva Agen en qualité de commandant les armées du Roy en Guyenne et y séjourna cinq mois. Grande quantité de noblesse le venoint voir Agen.

Au mois de Mars 1653, nosseigneurs du Parlement de Bourdeaux heurent commandement du Roy de venir fere leur seeance Agen et le lundi 3^e jour de mars dudit an, ilz firent leur ouverture du palais au palais présidial de la present ville. Monseigneur de Candale et monseigneur d'Agen acistarent a la dicte ouverture et estoit premier présidant monseigneur de Pontac et pour advocat général du Roy

monsieur de La Vie quy fist la harangue en présence de toute l'assemblée ou il fust fort estimé. Nosseigneurs du parlement tenoient le hault du palais présidial et messieurs de la cour présidiale firent faire un barreau à la salle basse du palais de la court presidiale.

Le 19^e juin 1653, quy estoit la feste saint Gervais, la maladie contagieuse ce print Agen et les premiers quy en moururent fust à la maison de M. Ladebat marchand. Sa femme moureut la premiere et puis la mère dudict Ladebat et puis amprès quatre enfans qu'il avoit. Davantage moureut ledict sieur Ladebat et un sien frère quy estoit prébandier a Saint-Estienne. Davantage moureut un sien serviteur et aussy moureut leur servante. Tous les susdicts moureurent dans huit jours. Monte qu'il moureut deste maison dix personnes quilz estoient. Este maladie s'eschaufa cy fort dans Agen que dans trois mois quy sont juillet et aoust et septembre, il fust estimé qu'il estoit mort dans la ville ou de ceux quy sestoint retirés de la dicte ville aux champs la moytié des habitans d'Agen. Este maladie fust cy eschauffée qu'on portoit les morts a charetées à la loge de Renauld. Je prie Dieu s'en tenir pour contant.

Mémoire de la rigur du temps et grande cherté des vivres durand trois années complètes et revolues quy estoient les années 1651, 1652, 1653 jusques à l'este 1654.

En l'année 1651 le bled valoit en temps d'este 10 livres le sac. Le sixiesme octobre 1651, que M. le Frinçe de Condé arriva Agen alors que ledict sieur Prince fust arive Agen le bled vaut 14 livres le sac et à la Noel vaut 18 livres le sac et dura jusqua l'este de l'année 1652. A l'este de la dicte année 1652 le bled valent 15 livres le sac et puis au mois de novembre et décembre le bled vaut 18 livres le sac. En janvier et février 1653 le bled valent 22 livres le sac ; en esté 1653 le bled vaut 15 livres le sac aux chams. On n'en apporta pas Agen à l'ocasion de la maladie contagieuse et au mois de janvier et febvrier 1654 le bled vaut 18 livres le sac. Appres a la fin du mois de mars 1654 on apporta du bled de Bourdeaux Agen. Le bled vint à rebal et fust à onze livres le sac.

Election de messieurs les consuls d'Agen en l'année 1654.

1. M. de Mussi, recepveur du tailhon.
2. M. Saint-Gillis, advocat.
3. M. Defaure, marchand.
4. M. de Sevin jeune, sieur de Ganel.

5. M. Baile, advocat.

6. M. Serres, marchand.

Les adventz de Noel 1653 et le caresme 1654, il ni heust point de predication a Saint-Estienne a l'occasion de la maladie contagieuse et fust remarqué quil demeura huict mois sans y avoir sermon à Saint-Estienne et demeura jusques au troisiemes dimanche de mars 1654 quil y heust sermon et apres le sermon on fist procession par léglise avec le Saint-Sacrement de l'autel.

Le 20^e juin 1654, Monseigneur d'Estrades ariva Agen en qualité de commandant les armées du Roy en Guyenne. A son arivée messieurs les consuls d'Agen firent sortir les coulouvres de la ville pour saluer ledict seigneur. Aussy messieurs les consuls firent sortir quatre companies des habitans en armes, scavoir des quatre paroysses Saint-Estienne, Saint-Crapasy, Sainte-Foy et Saint-Hilere.

Le mardi 18^e aoust 1654, messieurs du chapitre Saint-Estienne firent faire procession générale en la present ville pour prier Dieu nous vouloir donner de la pluye à l'ocassion de la grand seycheresse qu'il fist tout le mois d'aoust de ladite année 1654. La procession partit de Saint-Estienne et s'en alarent dire la grand messe aux Jacopins. De la grand chaleur qu'il fist a ce dit mois il ce gasta grande quantité de vins par les cabes et chays et le vin devint grandement cher.

Le mardi 15^e jour de septembre 1654, Messieurs les consuls firent fere feu de joye à la plasse publique de la présent ville et messieurs du chapitre Saint-Estienne firent chanter le *Té Deum laudamus* à Saint-Estienne à l'occasion que le Roy obtint victoire contre l'armée d'Espagne conduite par le prince de Condé, quy avoit assiégé la ville d'Arras, capitale ville du pais d'Artois en la conte de Flandres dont ledict prince perdit son armée et le Roy quy y estoit en personne luy fist lever le siege à sa confusion. Il perdit son artilherie, ses munitions de bouche et de guerre et tout son bagage. Il est vray qu'il y heust grand carnage dun coste et dautre ; mais il y en heust plus du costé d'Espagne que du coste de France. Je prie Dieu vouloir donner victoire à nostre bon Roy contre ses ennemis et de sa couronne.

Election de Messieurs les Consuls d'Agen en l'année 1655 :

1. M. Maurès vieulx, advocat.

2. M. Concisat, bourgeois.

3. M. Leygue, bourgeois.
4. M. Poussou, sieur de Pech Joly.
5. M. Raignac, advocat.
6. M. Duluc, advocat ¹.

Les advents de Noël 1654 et le caresme 1655 prescha a Saint-Estienne pour la seconde fois le Reverand Père Sevin, jésuiste, natif de la presente ville.

Le lundi septiesme juin 1655 il ariva un cas mémorable en la present ville scavoir est que Messieurs de la Court présidiale avoint condamné par sentence souverene un prisonier à la mort, nommé Jehan Nyel de la juridiction de Tornon, en Agennois, pour estre atteint et convenu des crimes de sacrilège et guetapan. Il fist esmende honorer devant l'esglise Saint-Estienne et de là il fust conduit à la place publique de la présent ville, et là estant, estre pendeu et estranglé pour son maléfice. Estant au pied de la potence, il y heust une fille quy le demanda pour se marier avec elle. Dès aussitost, les expectateurs se prindrent a batre des mains et criaient : grace! grace! Il y avoit à la place des gens appostes pour fere ladicte délivrance, sans que M. Jayan biseneschal d'Agennois avec archers y peult mettre ordre. Apprés Messieurs de la Court presidiale voyant que cela les choquoit, ils firent fere d'excommunications aux quatre parroisses de la présent ville, sans qu'ilz en puissent savoir aucune nouvelle.

Le mercredi quatriesme aoust 1655, Messieurs les consulz firent faire feu de joye à la place publique de la present [ville] et Messieurs du Chapitre de Saint-Estienne firent chanter le *Te Deum laudamus* à Saint-Estienne pour ce que l'armée du Roy print la ville de Landrecy sur les Espaignolz.

Election de Messieurs les consuls d'Agen de l'année 1656.

M. de Nargassier, jadis conseiller présidial.

M. Champier, receveur des décimes.

¹ Le troisiemes jour de febvrier 1655, la susditte election ne fust pas faite au gre de toute la jurade. Il y heust opposition et par arrest du prive conseil, messieurs de Pech-Joly et de Raignac furent supprimés et furent mis à leur place :

M. Grimard, advocat.

M. Vaqué, advocat,

M. de Solac, bourgeois.

M. Philippes, conseiller au présidial..

M. Laboulbène, docteur en médecine.

M. Delerm, procureur.

M. Nargassier mourut et la cloche fut faite la même année.

Les advents de Noël 1655 et le caresme 1656 prescha à Saint-Estienne le Révérend Père Courtade, religieux augustin, natif de la ville de Tholoze.

En la susdite année 1656 feust célébré le grand jubillé universel concédé par nostre Saint-Père le pape Alexandre VII pour nous prier de prier Dieu de voulloir donner la paix entre les princes chrestiens et feust célébré les trois premiers vendredis de caresme.

En la susdite présente année 1656, Monsieur M^e Anthoine de Boyssonnade, president et juge-mage d'Agen, resigna ses offices à M. M^e Gérard de Boyssonnade, sieur de Bellerive, son fils aysné, et le unziesme jour de septembre, audit an, deux de Messieurs les consuls l'alarent quérir en sa maison, pourtant les chaperons consulaires sur leurs espauls et le conduisirent dans la maison de ville, où estans, il presta le serment à Messieurs les consulz en présence de toute la jurade et, puis après, Messieurs les consulz luy prestarent a luy et puis après, les dits deux sieurs consuls l'allarent conduire à sa maison avec le chaperon, comme dit est. Le lendemain il présida au palais présidial de la present ville. Dieu luy fasse la grace de regner aussy heureusement comme a faict ledict feu sieur son père qui a exerce ladicte charge cinquante ans.

Eslection de Messieurs les consulz d'Agen en l'année 1657.

M. Delas, sieur de Mazères.

M. de Singlande, médecin.

M. Boyssonnade, procureur.

M. Ducros, conseiller présidial.

M. de Ratier jeune, avocat.

M. Touton, bourgeois.

Les adventz de Noël 1656 et le caresme 1657 prescha à Saint-Estienne le Reverend père Juillien, religieux carme, natif du pays d'Anjou.

Le mercredy vingt cinquiesme d'apvril mil six cens cinquante sept passa de vie a trespas M. M^e Anthoine de Boyssonnade jadis na-

gueres président et juge maige au siège présidial d'Agen et feust enteré le 27 dudit mois dans l'esglize de Saint-Estienne. Messieurs ses fils luy firent de si belles honneurs funébres qu'il en heust este faict longtemps a ; et entre autres y avoit chappelle ardante. Enterré au devant la chapelle Nostre Dame dudit Saint-Estienne. Je prie Dieu qu'en repos soit son ame.

J'ay obmis que en la presente année 1657 il y a heu ung autre grand jubillé universel concédé par nostre Saint Père le pape Alexandre septiesme pour prier Dieu donner la paix entre les princes chrétiens et aussi pour la maladie contagieuse [qui fait] ravaige au pays d'Italie.

UNE LETTRE INÉDITE

DE CLAUDE GÉLAS, ÉVÊQUE D'AGEN

Claude Gélas, successeur de son oncle Nicolas de Villars, a eu, comme évêque d'Agen (25 octobre 1609-26 décembre 1630), un rôle assez effacé. On ne sait presque rien de son paisible épiscopat. C'est une raison de plus pour publier la lettre qu'il adressa, le 28 octobre 1612, au secrétaire d'Etat Paul Phélypeaux, seigneur de Pontchartain¹. Ce document nous fournit quelques indications sur deux points peu connus — pour ne pas dire inconnus — de la biographie du prélat : Sa visite à la ville de Clairac, et ses démarches pour obtenir décharge de la pension de six mille livres prélevée sur les revenus de son évêché au profit de « Monsieur de Bajamont », lequel devait être un fils du sénéchal d'Agenais (1572-1585), François de Durfort, baron de Bajamont². Le récit de la visite à Clairac présente cela de piquant, que le nouvel évêque déclare avoir été reçu des habitants du lieu, presque tous huguenots, « avec beaucoup d'honneur et d'amitié », et que ces brebis égarées poussèrent la politesse jusqu'à venir assez loin à sa rencontre et jusqu'à l'escorter, à son départ, jusqu'à une lieue de la ville. Ce sont là sans doute de bien

¹ Autographe conservé au département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale, Mélanges de Clairambault, registre 362, p. 863.

² Je ne puis m'empêcher de dire, à cette occasion, quelle reconnaissance nous devons tous à M. Jules Andrieu pour le soin qu'il a mis à dresser une liste chronologique exacte et complète des sénéchaux d'Agenais, de 1207 à 1789 (*Histoire de l'Agenais*, t. II, p. 289-292). Cette liste épargnera bien des recherches et des faux pas aux jeunes travailleurs et même aux autres. J'insisterais sur le mérite d'un travail aussi net que nouveau, si déjà un excellent juge n'en avait dit ici même tout le bien imaginable,

petits faits, mais la disette des renseignements relatifs à Mgr Claude Gélas leur donne un certain prix, de même que la rareté des raisins, à l'époque où le phylloxera dévastait le plus nos beaux vignobles, nous faisait apprécier tout particulièrement les moindres grappes épargnées par le terrible fléau.

PH. TAMIZEY DE LARROQUE.

MONSIEUR,

Depuis mon arrivée en ce pays, je vous ay escript deux lettres, et avec la permission qu'il vous pleust m'en donner, prenant congé de vous ¹, je vous fais encor ceste troisieme, au retour d'ung petit voyage que je viens de faire en quelques villes de mon diocèse pour le deub de ma charge. J'ay esté à Clairac, ville assez cogneue, et occupée des premières en ce pays par ceulx de la religion pretendue reformée. Mais je vous diray, Monsieur, que j'y ay traicté avec eulx avec beaucoup d'honneur et d'amitié, les principaulx de la ville m'estants venus au devant et m'ayants reconduict jusques à une lieue loing. Et ne pouvant encor rien faire pour ce qui est de nostre sainte religion catholique, apostolique et romaine, du moins ay-je parlé bien avant pour ce qui est du service du Roy, à quoy je les ay fort exhortez, et de continuer en l'affection que j'ay recogneu qu'ils y avoient, les ayant asseuré de celle de Leurs Majestés à les maintenir tousjours comme leurs bons subjects. Quelques uns d'entre eulx me dirent qu'on avoit eu advis de quelques navires de guerre qui avoient paru auprès de La Rochelle. Je leur respondis qu'ils ne devoient rien craindre de ce costé, la Royne estant toute resolute de les conserver tousjours comme ses bons subjects et bons François, mais que ce pourroient estre des vaisseaux anglois, le bruit estant que le prince de Gales en avoit armé quelques ungs.

Monsieur, je lairaiy ce discours pour vous supplier très humble-

¹ Claude Gélas n'avait pris possession personnelle du siège d'Agen que trois ans, presque jour par jour, après avoir été sacré. On voit par cette première phrase qu'il venait de quitter Paris depuis bien peu de temps,

ment de me vouloir obliger pour toute ma vie de l'honneur de votre amitié en ung affaire duquel peult estre vous entendrez parler. Sur le bruit qui est arrivé icy depuis peu de jours du decès de Monsieur de Bajaumont, quelques uns sont allez à la Cour pour obtenir de la Royne Marguerite la continuation d'une pension de six mil livres, qui fust accordée à un ecclesiastique en faveur dudict sieur de Bajaumont, et mise sur mon evesché, laquelle d'ailleurs feust aussi chargée d'autre pension de trois mil livres. Cest affaire est de très grande importance et encor de plus perilleuse consequence et ne pouvant reussir à l'adventure de ceulx qui le poursuyvent qu'au dommage irreparable de l'eglise catholique et de noz libertés, j'ay pensé que vous recepvriés en bonne part la très humble requeste que je vous fais, à ce qu'il vous plaise d'empescher que, auprès dela Royne et de sa part, il ne s'y face rien à mon prejudice, de quoy je vous auray une eternelle obligation, oultre la generale que le clergé de ce royaume vous en aura et en demeureray à jamais,

Monsieur,

Vostre plus humble serviteur,

CLAUDE, *E. d'Agen.*

D'Agen, ce 28 octobre 1612.

SOUSCRIPTION

POUR L'ÉRECTION AU MUSÉE D'AGEN D'UN BUSTE

A ADOLPHE MAGEN

La Société académique d'Agen ouvre une souscription en vue d'honorer la mémoire de M. Adolphe Magen, un des Agenais qui ont su le mieux servir la petite patrie.

Par la circulaire suivante, qui ne saurait être trop répandue, elle fait appel aux nombreux admirateurs et amis de l'érudit si justement regretté, de l'homme de bien dont la longue carrière fut toute de labeur et de devoir.

Le 3 octobre 1893 s'éteignait à Agen un homme de haute valeur et de grand caractère dont la perte a été un deuil, non seulement pour la Société académique de cette ville dont il fut le secrétaire perpétuel pendant de longues années, mais aussi pour son pays, auquel, jusqu'à la fin, il ne cessa de prodiguer son dévouement.

M. *Adolphe Magen* fournit, en effet, une des carrières les mieux remplies. Erudit consommé, historien consciencieux, archéologue, critique, paléographe, il fut encore un savant autorisé, selon la véritable acception de ce mot, et rendit, dans ces voies multiples, d'innombrables services.

Non moins zélé pour le bien que pour la science, ne marchandant jamais ni soins, ni fatigue, son concours actif et désintéressé fut toujours acquis à toute œuvre utile et sérieuse ; et s'il est doux de pouvoir dire combien sa vie privée sut résumer les plus nobles vertus patriarcales, ses amis sont fiers de constater que nul plus que lui ne fit bénéficier son pays d'une intelligence supérieure et d'une activité sans rivale.

Déjà de sincères témoignages d'admiration sont venus honorer sa

mémoire. Après la touchante manifestation qui signala ses funérailles, de très remarquables notices biographiques ont condensé les titres et les mérites de l'homme de bien que l'estime universelle, que toutes les sympathies ont accompagné dans la tombe. — A la ville d'Agen, elles ont rappelé de nobles et fructueuses initiatives patriotiques, entre autres la création de ce Musée dont elle a désormais le droit d'être fière ; au département, elles ont exposé les services rendus à la chose publique par une participation constante et infatigable à toutes les œuvres d'intérêt général. Elles ont redit enfin les droits acquis à la gratitude des travailleurs par une bienveillance sans bornes, et au souvenir de tous par une vie exemplaire consacrée aux plus nobles sentiments, à la science et aux lettres.

On ne saurait rendre à un tel homme un trop éclatant hommage. Ses biographes ont demandé pour lui un buste au Musée de sa ville natale. La Société académique d'Agen, s'associant spontanément à ce vœu, a résolu d'en poursuivre la réalisation.

Elle fait donc appel, l'appel le plus chaleureux et le plus pressant, à quiconque a souci d'honorer le mérite humain, et réclame le concours de tous ceux qui savent apprécier le dévouement généreux, le labeur persévérant et fécond.

Les souscriptions sont reçues au siège de la Société, Boulevard de la République, 9, à Agen, et par tous les journaux de la région, qui publieront les listes des souscripteurs.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

L'ÉGLISE D'AGEN SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — *POUILLÉ HISTORIQUE DU DIOCÈSE D'AGEN POUR L'ANNEE 1789*, par l'abbé DURENGUES, *Membre de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen*. Agen, FERRAN frères, 1894. In-8°, de XVI-750 pp. Prix, 10 francs.

L'Histoire du Diocèse d'Agen publiée, il y a quarante ans, par M. l'abbé Barrère ne contient presque aucun renseignement sur la constitution du diocèse, ses limites sujettes à quelques variations, ses divisions anciennes et modernes, l'état de ses paroisses, la quotité et la répartition de ses revenus. Il manque en somme à cet ouvrage en deux tomes un troisième volume pareil à celui que vient de composer et d'éditer M. l'abbé Durengues.

L'auteur du *Pouillé Historique du Diocèse d'Agen*, adoptant une date précise, la dernière année de l'ancien régime. s'est proposé de faire « une description en quelque sorte instantanée » de tout ce qui touchait alors aux choses ecclésiastiques : personnel, églises, propriétés, revenus et droits divers.

Ainsi, depuis l'Evêque et les Chapitres jusques au dernier recteur des églises rurales — on disait autrefois « les églises champêtres » —, depuis la grande abbaye jusques au moindre prieuré déchu chacun a sa page ou sa ligne dans ce livre dont le fonds est puisé aux bonnes sources.

Les verbaux des visites pastorales conservés dans les archives de l'Evêché donnent des croquis des églises et des chapelles d'autant plus précieux que la physionomie de ces édifices a bien souvent changé depuis un siècle, un certain nombre ayant disparu, d'autres ayant été rebâti ou transformés par des restaurations. M. l'abbé Durengues n'a pas manqué de recueillir ces notes. en y ajoutant, quand il l'a pu, l'indication ou précise ou probable des dates de fondation. Quant à remonter à l'origine des paroisses, il n'y fallait pas songer : à l'exception de quelques anciens textes mentionnant tout au plus vingt ou trente églises. nous n'avons pas de nomenclature de pa-

roisses antérieure à la seconde moitié du ^{xiii}e siècle. **A ce moment**, la plupart des paroisses furent l'objet de donations ou plutôt de restitutions de dîmes déguisées sous le nom de donations. Ces actes (1237-1303) furent colligés sous le pontificat de Clément V dans une série de bulles, du plus grand format, aujourd'hui perdues, à l'exception de quatre retrouvées par hasard. Du moins il en existe un inventaire rédigé, environ vers 1520, par Jean de Valier, administrateur du diocèse d'Agen pour l'Evêque Antoine de La Rovere. Cet inventaire même ne fait plus partie des dépôts publics, mais libéralement communiqué par son ancien possesseur, feu M. Jules de Bourrousse de Laffore, il doit être publié prochainement.

Je me suis quelque peu étendu au sujet de cette source historique parce que j'ai un regret à exprimer. Si l'inventaire de Jean de Valier eût été édité, c'est de là que M. l'abbé Durengues aurait pu tirer les plus anciennes mentions des églises agenaises avec quelques notes de plus sur leurs patrons, quelques variantes intéressantes pour leurs noms. Faute d'avoir eu ces textes à sa disposition, il a utilisé l'état du diocèse en 1520, tiré du même registre de Jean de Valier¹. Dans ce document, les archidiaconés sont indiqués ; les divisions par archiprêtres sont bien établies, la liste des prieurés est complète. L'important était d'identifier des paroisses aujourd'hui supprimées, d'autres aux noms multiples ou altérés. Obligé de passer une revue complète du territoire agenais, en étudiant toutes les cartes anciennes, M. l'abbé Durengues est venu à bout de ces difficultés si bien qu'il a pu dresser à son tour une carte du diocèse exclusivement composée des noms des cures, annexes, abbayes. Les nouvelles divisions en douze archiprêtres, adoptées depuis Nicolas de Villars, sont marquées sur cette carte, qui est assez complète et assez exacte pour avoir la valeur d'un document. Ainsi les données se rapportant à notre histoire ecclésiastique, sont aujourd'hui mieux établies que celles qui devraient faire le fondement de notre histoire civile. Aucun de nos historiens de l'Agenais n'a songé à dresser une carte des juridictions, qui serait cependant indispensable pour mettre en évidence la proportion de ces deux éléments si différents sous l'ancien régime : les terres royales et les domaines féodaux².

Les divisions modernes du département ont si complètement modifié la physionomie du pays que l'entreprise, inaugurée il ya trente ans, d'écrire son histoire par commune, manquait de logique ou pour mieux dire était irréalisable. Aux points de vue administratif, judiciaire, fiscal, les autonomies anciennes sont celles des juridictions, qui n'offrent souvent aucune concordance avec nos communes et nos cantons. Telles juridictions fort petites, comme celles de Lacène, de Miramont d'Aiguillon, n'ont pas formé une commune en-

¹ Publié par M. Jules de Bourrousse de Laffore. *Recueil*, 1^{re} série, t. vii.

² Cette carte peut être dressée d'après le registre d'arpentement de l'Agenais en 1604, conservé aux archives départementales (E. Suppl. 590).

Un registre pareil et de la même date se rapportant au Condomois existe aux archives départementales de la Gironde.

tière ; d'autres, très grandes, comme celles de Lauzun, de Duras, de Montpezat ont été démembrées, à tel point que, par exemple, le territoire de la juridiction de Lauzun a formé celui de plus de quinze communes, dont quatorze ne peuvent avoir d'histoire propre, car elles étaient dépourvues de municipalités et n'avaient d'autre seigneur que le seigneur de Lauzun, d'autre cadastre que celui de la seigneurie. Fatalement, elles n'ont pas d'archives.

Au contraire, au point de vue ecclésiastique, la paroisse a son autonomie généralement invariable et possède, comme archives, les registres tenus par les curés et par les fabriciens ou luminiers. C'est là tout ce que l'on trouve de documents dans la plupart des mairies. C'est peu. En puisant à d'autres sources, en consacrant en moyenne une page à chaque paroisse, M. l'abbé Durengues a fourni une large contribution à l'histoire de toutes les communes ou mieux de toutes les juridictions de l'Agenais réduit au territoire situé au nord de la Garonne.

A l'article du *siège* de l'évêché, un historique du diocèse a été donné à grands traits. J'ai dit que dans chaque monographie paroissiale se trouvent de courtes mentions, tirées notamment de la liste de 1520, se rapportant à la période antérieure à 1789. L'auteur jette aussi un rapide coup d'œil en deçà de cette date adoptée pour son étude : il a voulu savoir et nous dire ce qu'est devenu le personnel du clergé, à le prendre individuellement, depuis les épreuves du serment constitutionnel jusques à la restauration du culte sous le régime du Concordat.

G. T.

Considérations sur le Génie du Christianisme. Les Beaux-Arts. —

***Introduction aux Mélodies grégoriennes*, par Boyer d'Agen (Paris, H. Oudin, 1894, in-8°, avec un spécimen de notation neumatique).**

Notre compatriote, M. Augustin Boyer (Boyer d'Agen), a entrepris une très énergique campagne de presse en faveur de la restauration liturgique de ce plain-chant qui berça les premiers âges de l'Eglise, de cet Antiphonaire grégorien dont les mélodies mystiques ne sont plus guère qu'une tradition.

La musique neumatique, qui passionnait l'âme de Gounod dans la dernière période de sa vie et dont ce maître rêva la restitution séculaire, a été plus ou moins délaissée, malgré les constatations si précises des Bénédictins de France et bien que ses rythmes solennels et pénétrants aient gardé de nombreux admirateurs.

M. Augustin Boyer plaide aujourd'hui sa cause ; il la plaide même

éloquemment. Il argumente en savant possédant bien son sujet. Il croit retrouver et tend à sensibiliser, pour ainsi dire, l'origine grecque de cette notation neumatique pratiquée dès les premiers siècles de la genèse catholique ; de ces mélodies primitives centonisées au vi^e siècle par Grégoire le Grand et dont la désuétude actuelle le plonge en des regrets profonds.

Je ne le suivrai pas aussi loin. Mon seul but, ici, est de signaler aux lecteurs agenais l'œuvre d'un compatriote qui obtient un certain retentissement.

Le projet de l'auteur est, du reste, vaste et digne d'attention. Il rêve d'adjoindre aux variations littéraires de Chateaubriand sur l'esthétique religieuse des arguments plus solides ; de reprendre au point de vue documentaire la thèse du *Génie du Christianisme*.

Son début par un panégyrique vibrant et convaincu des *Mélodies grégoriennes* nous donne la mesure d'un talent fougueux qui se châtie, d'une exubérance qui s'atténue et se dirige vraiment vers une caractéristique intéressante.

Dans une synthèse prise aux âges apostoliques, conduite à travers les antiques Catacombes et menée jusqu'aux hésitations modernes, il apporte une somme d'érudition spéciale qui a infiniment de charme. On ne saurait dire que la cause soit désormais gagnée ; mais on peut affirmer qu'un tel plaidoyer ne s'écarte pas sans examen.

Le volume se complète par divers Appendices, où figurent huit très curieuses lettres écrites de Solesmes à Gounod, en 1893.

Sans prendre parti dans un débat pour lequel une sérieuse compétence s'impose, souhaitons à l'apôtre haleine et succès. Sous quelque forme que se présentent l'originalité et l'esprit, ils sont les bienvenus.

..

Un nouveau fascicule (le 24^e) des *Archives Historiques de la Gascogne* vient de paraître. Il forme la première partie d'une laborieuse et très importante étude documentée sur *Audijos. La Gabelle en Gascogne*, par A. Communay.

Nous reviendrons sur un curieux travail qui, dans cette première partie seulement, ne comprend pas moins de quatre-vingt-dix documents inédits et très savamment annotés relatifs à la période agitée de 1641 à 1665.

J. A.

LE PREMIER LIVRE IMPRIMÉ A AGEN

RECHERCHES SUR LA VIE ET LES TRAVAUX

DU

PREMIER IMPRIMEUR AGENAIS

Quel est le premier livre imprimé à Agen ? Telle est la question que plus d'un bibliophile et d'un historien du pays s'est posée sans pouvoir la résoudre. Nous allons la résumer brièvement.

Un recueil de poésies italiennes (*Canti XI de le Lodi de la S. Lucretia Gonzaga di Gazuolo e del vero amore*), composées par le futur évêque d'Agen, Matteo Bandello, et portant à la fin du volume l'indication de la ville d'Agen en Guienne (*Si stampavano in Guienna ne la Citta di Agen*) comme lieu d'impression, avec le nom d'Antoine Reboul (*Antonio Reboglio*) comme typographe en 1545, passait généralement pour être le premier livre imprimé à Agen. Cette opinion était accréditée depuis plus d'un siècle.

M. P. Deschamps, dans son *Dictionnaire de Géographie ancienne et moderne, à l'usage du libraire et de l'amateur de livres* (Paris, Didot, 1870, gr. in-8°), au mot *Agenno*, émit le premier des doutes sur la priorité de ce livre et signala, d'après le catalogue de Richard Heber, l'existence d'une édition des distiques de Vérin, à l'usage des écoliers (*Michaelis Verini disticha de moribus*), petit in-8°, impri-

mée à Agen (*Agennii*), en 1542. Dans le *Supplément au Manuel du Libraire* qu'il publia ensuite (en 1878), le même bibliographe dit (col. 868) que cette édition des distiques de Vérin serait « le plus ancien livre imprimé à Agen dont on ait recueilli le titre. »

M. Jules Andrieu, dans sa consciencieuse *Histoire de l'Imprimerie en Agenais*, publiée en 1886, établit (page 27) que l'on pouvait remonter plus haut, en prouvant que « l'imprimerie d'Antoine Reboul était en plein fonctionnement en 1540 », par le fait que ce dernier figure pour cinq livres de gages dans les comptes de la ville, en qualité d'imprimeur de la municipalité ¹.

Il ne s'agissait plus que de découvrir un imprimé correspondant à cette date. Poursuivant ses recherches dans ce but, M. Andrieu eut, cinq ans plus tard (en 1891), le bonheur de retrouver, sinon l'original lui-même, du moins la mention authentique d'une impression agenaise que l'on pouvait ramener aux environs de 1540.

Ce livre, aujourd'hui perdu, figure dans une liste d'ouvrages mis à l'index par Vidal de Bécenis, inquisiteur général, liste annexée à une lettre-circulaire imprimée et datée de Toulouse en 1540, dont une copie existe dans le vol. 35 (fol. 206, *recto*) du fonds du président Doat, à la Bibliothèque Nationale.

L'ouvrage en question figure sous le n° 71 de cet *index* et est ainsi désigné :

La Françoïse chrestienne imprimée à Agen ou ailleurs, avecq une chanson qui est à la fin sur la lecture des Saintes Lettres qui commence : « Vous perdez tems ».

Malgré cette découverte, M. J. Andrieu restait persuadé que ce n'était pas encore le premier produit de la presse agenaise et que l'on devait pouvoir l'avancer à une date qu'il fixait, vers 1532.

C'est encore plus haut qu'il faut remonter. Nous avons eu la bonne fortune de découvrir à la Bibliothèque de la ville de Toulouse un petit volume intitulé : « *Le directoire de la salut des ames tant pour les pasteurs d'icelle que aussi pour le commun peuple*, » imprimé à Agen par Antoine Rebol ou Reboulh, l'imprimeur du *Bandello*, et daté du 7 novembre 1526. Voici le fac-simile exact du titre :

¹ « A maître Antoine Reboulh, imprimeur de la ville, pour ses gages, 5 livres. » CC, 293. (*Livre des dépenses du trésorier de la Communauté*, 1540-1541 ; registre in-4° de 57 ff.)

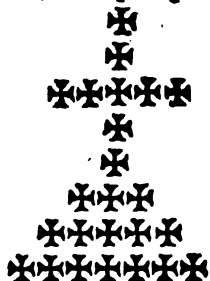
**Ce directoire de la salut
des Ames: tant pour les
pasteurs dicelles: que aus
si pour le commun peuple.**



¶ Nec est bñ: ambulate in ea: et non des-
clinetis ad dexteram / neq; ad sinistras.
elsa. rrr.ca. dirige in 2spectu tuo bñam me-
am p̃s. quinto. btinā dirigātur bñe mee
ad custodiēdas iustificaciones tuas / et
mandata tua p̃s. cxviii

L'achevé d'imprimer se lit au verso du dernier feuillet. On en trou-
vera le fac-simile ci-après :

Icy finist le Directoire
de la salut des Ames: tant pour
les Pasteurs de celles: que
aussi pour le coms
mun peuple.



Nouvellement Imprime a Gen
lan M. D. C. LXXVI. le sept de nouen
bre panthoine Reboul Imprimeur

En présence de ce document, c'est dix-neuf ans avant l'impression du *Bandello* que l'on peut maintenant fixer d'une manière authentique l'exercice de l'imprimerie à Agen.

Cette date coïncide avec l'achèvement du Bréviaire d'Agen que l'évêque Antoine de la Rovère avait fait imprimer à Limoges chez Claude Garnier ¹ dès 1525, selon les auteurs de la *Gallia Christiana*. Labrunie, dans son *Abrégé chronologique des antiquités d'Agen* (p. 93), nous révèle une particularité curieuse.

Le libraire Reboul, dit-il, « fit mettre deux frontispices à cette édition, un pour Condom, avec l'armorial de son évêque et l'autre pour Agen avec l'écusson d'Antoine de la Rovère qui avait succédé à Léonard ». Labrunie dit qu'il possédait l'exemplaire avec le frontispice de Condom et lui donne la date de 1526. Il en avait fait l'acquisition à la vente des livres de M. Pincemaille, grand-chantre de l'église

¹ Voir les *Livres liturgiques de l'Eglise d'Agen*, II^e dissertation de J. LABRUNIE, publiée et annotée par ADOLPHE MAGEN ; Agen, imprimerie de Prosper Noubel, 1861; in-8°, page 33, et notre mémoire intitulé : *L'imprimeur Claude Garnier et ses pérégrinations* ; Limoges, V^e H. Ducourtieux, 1894, in-8°, p. 11.

d'Agen ¹. Ces deux frontispices ont dû être imprimés en 1526 à Agen par Antoine Reboul, fils de Guillaume. Nous avons tout lieu de croire que son père, qui n'est autre que le libraire cité par Labrunie, l'avait envoyé à Limoges, tant pour surveiller l'impression du Bréviaire que pour s'initier dans les ateliers déjà renommés de cette ville à l'art typographique. Notre conjecture prendra une forme plus précise lorsque nous dirons que les caractères employés pour la première impression agenaïse que nous venons de découvrir sont d'origine limousine. Nous les avons examinés attentivement et après comparaison, nous les avons retrouvés dans diverses impressions de Claude Garnier exécutées à Limoges. La figure sur bois grossièrement gravée que l'on voit au milieu du titre du *Directoire de la Salut des âmes*, rappelle les gravures négligées que l'on trouve dans certaines impressions de Paul Berton, de Limoges. Les initiales ornées sur fond noir sont de même hauteur et de même style que la lettre M, insérée au 2^e feuillet *verso* de la *Grammatica Nicolai Perotti*, imprimée dans le format petit in-4^o, à Limoges, le 23 mai 1520, par le même Berton. La disposition du colophon avec des croix était particulière à Limoges et à l'atelier des Berton. Il est avéré pour nous que l'imprimeur agenaïse n'a pas tiré son matériel de Toulouse, comme on pourrait l'induire du fait que cinq ou six ans plus tard on fit imprimer dans la capitale du Languedoc le Missel d'Agen. Des rapports typographiques étaient établis auparavant avec Limoges et c'est là où, selon toute probabilité, Antoine Reboul fit son apprentissage.

Trois ans plus tard (en 1529), un autre libraire d'Agen, Jean de Certa, à l'exemple de Guillaume Reboul, son confrère, mettait son fils Pierre en apprentissage pour apprendre le même métier. Il ne l'envoya ni à Limoges, ni à Toulouse, mais le plaça à Bordeaux chez Jean Guyard, maître-imprimeur ².

Le matériel d'Antoine Reboul était très restreint au début. Il man-

¹ Cet exemplaire a disparu depuis. « MM. Mouchet, héritiers des manuscrits et des livres de Labrunie, leur grand-oncle, ne possèdent plus cet exemplaire et ignorent ce qu'il est devenu », à ce que rapporte M. Magen.

² Le fait est constaté par un contrat passé par devant notaire. « Le 18 décembre 1529, Pierre de Certa, âgé de 15 ans, fils de Jean de Certa, libraire d'Agen, entra comme apprenti pour trois ans et demi chez sire Jean Guyard, maître-imprimeur de Bordeaux.

Jean de Certa s'engageait à fournir les vêtements à son fils, excepté les souliers que Jean Guyard serait obligé de lui donner. Parmi les témoins de

quait de caractères grecs au point que, pour certaines citations, il était obligé d'écrire lui-même les mots grecs nécessaires, comme on en aura la preuve par le fac-simile ci-contre d'une page de texte.

 **C**um notandum est, quod secundum lignum latine scriptores/hec dictio Iesus habet penultimam productam, in eaque sunt tres syllabe Grece **Ἰησους**. Iisous: et propterea sunt etiam tres Latine Iesus pere longum, et est nomen Hebreum/quod apud nos Saluator, noster dicitur. Et si aliter pronuncietur: videtur tale significationem non habere. Et hec dictio Paracletus/que Grece, **Παρακλητος** paracletos penultima longa scribitur: deberet apud nos scribi et pronunciari paracletus, pere longum/id est advocatus vel consolator. Nam in translatione seu translatione dictionum grecarum in linguam latinam/hec littera greca, **Η**. que apud Grecos dicitur seu nominatur/ita et ponitur apud illos pro **ε**. longo/transit apud nos in **e**/longus. Si quis tamen velit grece/non latine pronunciare saltem quo ad penultimam syllabam: poterit dicere/paracletus: dum tamen pronunciet peri/longum.aliter mutatur

Donnons maintenant la description du livre et disons un mot de son auteur. Le *Directoire de la Salut des ames* est un petit in-8° carré de 4 feuilles composées chacune de 4 feuillets doubles donnant 16 pages d'impression, selon les règles du format in-8° (le cahier B manque dans l'exemplaire de Toulouse); les pages pleines ont 23 lignes. Le filigrane du papier, qui a été en partie coupé à la reliure, est le serpent à écailles, que l'on trouve souvent dans les papiers du Sud-

cet acte, figure un libraire de Bordeaux, nommé Hector de Lagrange. » (Voir JULES DELPIT. *Origines de l'imprimerie en Guyenne*; Bordeaux, imprimerie E. Forastier et fils, 1869; in-8°, page 62.)

Ouest et que l'on remarque dans les livres de la Réole (1517) et dans le premier livre avec date certaine (*Hieronyui Vallensis carmen de Passione Christi*) imprimé à Montauban en 1521. Pour être complet, le petit volume doit avoir 32 feuillets (64 pages), dont le dernier est entièrement blanc. Au verso du titre, on lit une épître dédicatoire en latin adressée à Jean Barton, évêque de Lectoure : « *Reverendo in Christo patri et domino domino Johanni Bartonis ecclesie Lactorensis perquam merito presuli Petrus de Mundavilla canonicorum in eadem ecclesia minimus salutem plurimam optat.* » Cette pièce liminaire, qui occupe six pages pleines de texte, finit au haut de la septième page et est datée de Lectoure, le 5 avril 1526. Immédiatement après et sur la même page, vient le véritable intitulé du livre en français, à la suite duquel sont énumérées les divisions de l'ouvrage, indiquant que c'est un catéchisme du diocèse de Lectoure.

Nous mettons sous les yeux de nos lecteurs cette page intéressante.

**tis incidunt. Vale p̄sul p̄p̄ reuerende.
Ex Lactora die q̄nto mēis Augusti an-
no a natali christiano bigesimo sexto sup̄
millesiū q̄ngētesimū. finis.**



Sensuyt bne b̄teuef / & bien pro-
fitable Doctrine Intitulee le
Directoire de la salut desames
pour ladmmistrer & publier p
les Recteurs / ouleut Vicaires en leur
Eglises chascun Dimēche cōtenāt deux
pties. ¶ La premiere cōtient: comment
bng chascun ayāt blaiige de raisō est tenu
cōgnoistre & sauoir certaines choses: por
urce q̄lles s̄t necessaires deles congnois-
tre & scauoir pour le salut des ames. Les
q̄lles serōt descriptes & mises p̄ ordre / en
sēble les raisōs pour quoy il les fault sca-
uoir deuant toute oeuvre. ¶ La secōde
partie contient / cōmēt nō tant seullemēt
bng chascun est tenu icelles choses cōg-
noistre / & scauoir: mais aussi ē tenu les gar-
der / & auoir / & faire Cest les mettre en effect

Le chanoine de Lectoure, auteur de ce catéchisme, s'appelait de son vrai nom Pierre de Mondeville. Grâce à l'extrême obligeance de M^r A. Plieux, de Lectoure, qui a bien voulu faire pour nous des recherches dans les archives de sa ville, nous avons pu retrouver ce personnage. Il est mentionné dès 1513 dans les comptes consulaires et y figure pour une taille afférente à une maison qu'il possédait à Lectoure dans le quartier de Corhaut ¹. On le retrouve encore dans les tailles des années 1522-1523 ². Il était mort en 1529, car ses héritiers payent sa taille ³.

Ceux de nos lecteurs qui sont étrangers à l'Agenais auront sans doute remarqué de quelle manière bizarre le lieu d'impression « *Imprimé à Gen* » est marqué à la fin du *Directoire*.

Cette façon de s'exprimer par l'élision d'un *a* était en usage au xvi^e siècle. On en a de nombreux exemples dans les actes publics ⁴.

¹ Voici le titre du registre de tailles qui contient ce renseignement :

1513

Libe de talha entiera autreyada per la universitat de Laytora als honorables senhors Betran de la Coma, Johan de Las dit Cane, Johan de Boquet, Pey de la Rua, Johan de Narigua, Nicolau de Castanet, consolz de la dita villa, ciutat et juridiction de Laytora, libeda et exigida... Folio 3, recto au chapitre intitulé : *Los qui an bians au quartier de Cornhaut :*

« *Messeigno PEY DE MONDAVILLA, canonge.* . . xviii sols, 4 ardits, 4 deniers,

² Le livre des tailles de 1522 porte au folio 4, verso au même quartier de Corhaut, la mention suivante :

« *Mossen PEY DE MONDEBILLA, canonge.* xix sols, 2 ardits.

³ Le passage suivant du « *Livre terrier du dedans de la ville de Lectoure* », quartier de Corhaut, folio xxxiv, contient ce passage :

« *Mosseigne PEY MONDABILHA canonge de Lactora jurac que tene hun ostaut en lo dict carton, que soc de Pey Renart sabaté et un aouté ostau de Arnaut de Fius, confronta dam ostau de Guillem de Labartu, sauré.* c et x flor.

Le nom de Mondeville est bâtonné et surchargé de celui de *Johan Castanet* qui paraît lui succéder dans ses droits de propriété.

Ce Jean Castanet, nous écrit M. Plieux, est l'auteur de la famille de Chastenet de Puységur dont l'origine est Lectouroise. Ce Castanet était un riche marchand qui acheta plusieurs seigneuries dont il dota ses enfants.

⁴ En voici quelques-uns dans lesquels *Agen* est écrit en un seul mot, mais toujours avec la suppression de la voyelle *a* qui se trouve devant pour éviter l'*hiatus* :

« L'an mil cinq cens et vingt et le xxiii^e jour de juillet, *Agen* établis en leurs personnes, saiges hommes Marc Toppie, bourgeois d'*Agen*... etc. »

Même acte :

Encore de nos jours, les paysans de l'Agenais, lorsqu'ils se rendent à la ville, disent « *Je vais à Gen* »¹. Il ne faut donc pas prendre comme on nous en a déjà fait l'objection, la mention « *Imprimé à Gen* » pour une abréviation du nom de la ville de Genève, en Suisse.

Le bon sens indique que ce n'est pas à Genève qu'on eût imprimé le catéchisme du diocèse de Lectoure, et le nom d'Antoine Rebol que l'on retrouve imprimant le volume de *Bandello* en 1545 « *in Guienna ne la Citta di Agen* » exclut toute ambiguïté ou erreur d'attribution.

C'est faute d'avoir connu cette particularité que Duplessis d'Argentié a inscrit par erreur dans sa *Collectio judiciorum* (II, 175) comme étant imprimé à Genève, un livre qu'il désigne ainsi :

« Sur l'épître Saint Paul à Philemon, petit commentaire auquel entre autres choses est déclaré comment nous devons traiter avec toute douceur et humanité les pécheurs qui se reconnaissent. A Genève, par Antoine Keboul (*sic*), 1546. »

L'erreur du copiste de l'article s'explique de cette manière. La suscription du titre rapporté ci-dessus portait *Imprimé à Gen*. Croyant que *Gen* était l'abréviatif de *Genève*, il a écrit ce mot tout au long. Quant au nom de l'imprimeur, *Keboul*, c'est le fait d'une *coquille* typographique ; il faut lire *Rebol* ou *Rebol*.

Le livre avait été condamné par la Sorbonne. Il est classé parmi les « *Libri Gallici ab incertis authoribus* » dans l'*Index* de 1551 intitulé : « *Catalogus librorum ab anno 1544 usque ad annum 1551 censura notatorum a Facultate Theologiæ Parisiensi et olim edictus anno 1551*. » D'Argentré s'est borné à réimprimer cet *index* de 1551 (comprenant les ouvrages censurés par la Sorbonne de 1544 à 1551). A Paris, on ne pouvait connaître cet usage local de désigner ainsi la ville d'Agen, tandis qu'à Toulouse, l'inquisiteur ne s'y est

« L'an mil cinq cens xxvii et le vii^e de mars, *Agen*, noble François de Mondenard, sieur de Moncaup, a recogneu et confessé avoir prins et receu..., etc. »

« L'an mil cinq cens xxix et le xxiii jour du mois de juing *Agen*, Pierre Ozilles arranteur des ventes et accaptés de la juridiction de Castel Culher en Agenoys a recogneu avoir euet reallement reçu... etc. » (Voir JULES BOURROUSSE DE LAFFORE. *Jules César de Lescale (Scaliger), étude biographique*; Agen, Prosper Noubel, 1860 ; in-8, pag. 13 et 23.)

¹ Dans le Nord de la France, en Picardie, les paysans des environs d'Abbeville suppriment également l'a. Ils disent : « *Je vais à Beville* », et non à Abbeville.

pas trompé et a bien mis, sans ambiguïté, dans sa liste d'ouvrages censurés le « *Livre de la Françoise Chrestienne* » comme étant « *imprimé à Agen et ailleurs.* »

Les idées nouvelles étaient vivaces et à l'ordre du jour dans Agen. Elles avaient été propagées par des maîtres d'école chargés de l'éducation de la jeunesse ¹. Un médecin bourguignon, Philibert Sarrazin, ancien professeur de philosophie à Perpignan, nommé en 1535 ² régent des écoles municipales d'Agen, « homme docte vertueux et craignant Dieu » dit Théodore de Bèze ³, avait semé le premier les doctrines de la Réforme. Il se lia avec Jules-César della Scala, plus connu sous le nom de Scaliger, qui lui confia l'éducation de l'un de ses fils et lui procura par ses relations quelques autres élèves, dans les meilleures familles de la cité.

Sarrazin qui comptait déjà dans la ville d'Agen un certain nombre de prosélytes, ne tarda pas à être inquiété. Dénoncé par un moine dominicain, il ne dut son salut qu'à la fuite. Les persécutions commencèrent. Un grand nombre de personnes furent arrêtées par ordre de l'inquisiteur de Toulouse et durent abjurer après avoir fait publiquement amende honorable, en chemise et la torche au poing.

Un autre maître d'école d'Agen, Jean Bernède, se trouvait parmi les religionnaires incarcérés. Il était accusé d'avoir enseigné « plusieurs propositions hérétiques, erronnées et scandaleuses. » Relâché une première fois, grâce à l'abjuration publique à la

¹ « Par l'entremise de ces régents firent couler leur dangereuse doctrine dans les écoles principalement de la Guienne. » (FLORIMOND DE ROEMOND. *Histoire de la naissance, progrès et décadence de l'hérésie.* Livre VIII).

² « L'an mil cinq cent trente cinq et le 21^e jour d'aoust dans Agen, maistre Philibert Sarrazin de Bourgoyne a prins a régir et exercer les écoles de la presente cité d'Agen savoir est.... a charge que ledit Sarrazin sera tenu et promis avoir deux regents ung artiste, l'autre grammatic et un autre pour enseigner les petits enfants des matieres bons et suffisans et sera tenu norme pourquoy faire lesdits. consuls susdits ont promis donner et payer audit Sarrazin la somme de cent livres tournois payables aux quatre collectes accoustumées.... » etc... (ARCHIVES MUNICIPALES D'AGEN. *Registre des Jurades*, BB, 24, fol. 19.)

³ *Histoire ecclésiastique des Eglises Réformées au royaume de France*, édition de 1580, pages 23-24.

quelle, pour sauver sa tête, il se soumit le 22 septembre 1538 ¹, il fut plus tard arrêté de nouveau par l'ordre de l'official d'Agen, déclaré « relaps et hérétique », et par arrêt du Parlement de Bordeaux du 21 octobre 1545 « condamné à demander pardon publiquement à Dieu, à la benoïste Vierge Marie, au Roy et à Justice », puis à être étranglé et brûlé après avoir été préalablement traîné par le bourreau dans les carrefours d'Agen ².

Un troisième instituteur avait été le premier martyr de la foi nouvelle, dans la ville d'Agen. Laissons parler M. Samazeuilh, un des historiens de l'Agenais. Le récit que nous lui empruntons, peindra, mieux que nous ne pourrions le faire, l'état des esprits :

« Jérôme Vindocin, religieux dominicain, avait quitté le froc pour visiter la Suisse et Genève. De retour en Agenais, sa patrie, il fut arrêté par les ordres de Lacombe, official de l'évêque d'Agen, qui le déclara hérétique et le livra bientôt au bras séculier. Vindocin condamné à être brûlé vif, supplice qu'il subit en 1559 sur le Gravier au bord de la Garonne, ne cessa d'invoquer le nom de Jésus et de prier pour ses ennemis jusqu'au moment où les flammes l'étouffèrent. Cette résignation, au milieu des plus atroces douleurs, produisit un effet dangereux, même dans l'esprit des catholiques sincères ³. La nouvelle doctrine vit accroître ses partisans, et si l'on s'en rapporte à Joseph Scaliger, plus de trois cents personnes subirent la mort dans Agen ⁴. »

Le docte Scaliger lui-même fut dénoncé et enquêté. Il était pré-

¹ ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA GIRONDE, Série B. Parlement. *Arrêts* ; registre 26.

² ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA GIRONDE. Série B. Parlement. *Arrêts* ; reg. 26.

³ « J'ay souvent oüy faire le récit à un bon père que j'avois, bon s'il en fut jamais et homme fort catholique et craignant Dieu, qui ayant veu brusler en sa jeunesse un Régent sur le bord de la rivière de la ville d'Agen nommé Vindocin et luy et plusieurs autres restèrent tous esperdus d'un tel spectacle non jamais veu en ceste ville-là, ne pouvant croire que celui qui mourant ne parloit que de Jésus-Christ, n'invoquoit que Jésus-Christ, ne feust condamné à tort. » (FLORIMOND DE ROEMOND. *Histoire de la naissance, progrès et decadence de l'hérésie de ce siècle* ; Rouen, P. de la Motte, 1629 ; in-4°, livre VII, p. 686.

⁴ *Histoire de l'Agenais, du Condomois et du Bazadais* par J. F. SAMAZEUILH, avocat ; Auch, J. Foix, 1846-47, 2 vol. in 8°. Tome II, pag. 86-87.

venu d'avoir en sa possession des livres réprouvés, d'être l'ami intime de Sarrazin et d'avoir dit « que le Carême et le dogme de la transsubstantiation étaient de création humaine »¹. Il se tira heureusement d'affaire, grâce à de puissantes protections au nombre desquelles on doit compter celle de Marguerite d'Angoulême, sœur de François I^{er}, veuve du duc d'Alençon, qui avait épousé en 1527 Henri de Navarre, duc d'Albret, gouverneur de Guienne.

Ces rigueurs avaient soulevé les esprits. La publication de l'*Épître de saint Paul à Philémon* doit être considérée comme un plaidoyer en faveur des persécutés. C'était une voix qui s'élevait, en se couvrant de la parole sacrée d'un apôtre pour déconseiller les cruautés inutiles.

Les Protestants de l'Agenais, comme ceux du duché voisin d'Albret, étaient alors des modérés. Jacques Le Fèvre d'Étaples, octogénaire, Gérard Roussel, confesseur de Marguerite, évêque d'Oloron et abbé de Clairac et leurs adhérents qui avaient trouvé asile auprès de la sœur de François I^{er}, à Nérac, dirigeaient le mouvement. C'étaient plutôt des mystiques qui se faisaient illusion en s'imaginant que la Réforme pouvait s'accomplir sans de pénibles déchirements. Ils croyaient fermement qu'on pouvait servir Dieu, selon sa conscience, tout en restant catholique² comme l'avaient déclaré en chaire deux prédicateurs, Pocquet et Quentin qui, venus en 1515 à la cour de la princesse, avaient été reçus avec une faveur marquée. Tous se sentaient portés par leurs goûts aux temporisations.

¹ THÉODORE DE BÈZE, *Histoire ecclésiastique des Eglises Réformées*, édit. de 1580. Tome 1^{er}, p. 23-24.

² Le jeune Calvin, le futur chef de la Réforme alors à peine âgé de 25 ans était venu à Nérac rendre visite au vénérable Jacques Le Fèvre d'Étaples, le savant traducteur des textes sacrés, auquel Marguerite de Navarre avait offert une retraite auprès d'elle.

« *Eodem tempore Neracum Aquitanicæ urbem venit Jacobum illum Fabrum Stapulensem senem salutaturus quem eadem illa regina Navarrenna..... in illa suæ ditionis urbe collocarat.* » (THEOD. BEZA, *Vita Calvini*). Il vit aussi Gérard Roussel, l'ancien ami de Briçonnet, l'évêque de Meaux.

« D'après Florimond de Rœmond, le confesseur de Marguerite fut effrayé des réformes radicales que le jeune théologien proposait d'introduire dans la constitution de l'Eglise. Il tenta même de le ramener à des sentiments plus conciliants. « Il est nécessaire, lui dit-il, de nettoyer la maison de

L'Épître de saint Paul à Philémon sur les persécutions était dans la note des esprits qui réclamaient respectueusement plus de ménsuetude de la part de l'autorité. Ce texte d'un apôtre que l'on mettait en avant pour émouvoir la pitié, n'était-il pas une invite secrète, un appel à la clémence fait au roi François I^{er} ? Deux ans avant de régner sur la Navarre, Marguerite avait envoyé à son frère, prisonnier de Charles Quint, à Madrid, un volume des *Épîtres de saint Paul*, le suppliant de les lire « par manière d'oraison tous les jours »¹. Rapprochement non moins curieux : un conseiller au Parlement de Bordeaux, Briand de Vallée, l'ami de Rabelais, l'un de ceux qui avaient été chargés de l'enquête contre Scaliger, fondait en 1539 au Collège de Guienne une chaire pour la lecture des *Épîtres de saint Paul*².

Revenons maintenant à l'imprimeur Antoine Reboul que nous avons, pendant ce temps, laissé en arrière. Il était nécessaire d'entrer dans les détails qui précèdent afin de pouvoir revendiquer pour la typographie agenaise l'impression du livre de 1546 dont Duplessis d'Argentré nous a conservé le titre et qui est aujourd'hui perdu comme *La Française chrestienne*.

Nous pouvons maintenant fixer les années de l'exercice du premier typographe d'Agen de 1526 à 1546. Il disparaît après cette date. L'année suivante, un typographe du nom d'*Antoine Villotte* imprime les *Statuta synodales et Constitutiones* d'Agen (1547, in-4°)³. Il apportait avec lui un vieux matériel qui nous paraît être venu de Toulouse. Quant à celui d'Antoine Reboul, il passa dans une ville voi-

Dieu, de l'appuyer, mais non de la détruire. » Calvin soutenait qu'il fallait « pour restablir l'Eglise en sa première pureté, tout raser, rez piès, rez terre, pour bâtir un nouvel édifice. » Ils ne purent donc s'entendre. L'un se contentait de redresser quelques abus, l'autre voulait mettre la cognée à la racine même de l'arbre. » (G. BOURGEON. *La Réforme à Nérac*; Toulouse, A. Chauvin, 1880, pag. 27-28).

¹ Lettre de Marguerite au Grand-Maitre Anne de Montmorency. (* Cf. *Lettres de Marguerite* publ. par GENIN et CROTTET ; *Petite chronique protestante* ; Appendice, N° 9.)

² Voir ERNEST GAULLIEUR, *Histoire de la Réformation à Bordeaux et dans le ressort du Parlement de Guienne* ; Bordeaux, Gounouilhau, 1884, gr. in-8°. Tome 1^{er}, seul publié, page 41.

³ Cf. *Bibliothèque historique de la France*, par le P. LELONG, N° 6311.

sine, à Nérac, et fut utilisé par G. Gobert, son premier imprimeur, en 1549¹.

On a cru pouvoir identifier Antoine Reboul d'Agen avec un autre imprimeur du même nom de *Reboul* ou *Rebul*, qui exerça à Genève et à Strasbourg de 1558 à 1561. En supposant que l'imprimeur d'Agen ne fût âgé que de 25 ou 30 ans en 1526, à ses débuts, il se serait rétabli en pays étranger après avoir passé la cinquantaine, à tout près de 60 ans. Mais où aurait-il passé les douze années qui nous séparent de 1546 à 1558 ? Nous avons déjà vu qu'en 1549, il n'était plus possesseur de son matériel typographique qui était passé entre les mains de Gobert, imprimeur à Nérac. En outre, nous savons de source certaine qu'il n'était pas à Genève à cette époque. Les registres de la bourgeoisie de Genève font mention d'un *Jean Reboul* qui fut admis à la bourgeoisie avec ses deux fils *Guillaume* et *Jean*, le 21 avril 1559 et payèrent pour leur réception 4 écus soleil. Ils étaient originaires de Languedoc. Leur profession n'est pas indiquée. Un autre « *Anthoine Reboul*, de la ville d'Anduse au diocèse de Nismes en Languedoc » avait été reçu habitant de Genève le 2 septembre 1555, mais le *Livre des habitants* est également muet sur la profession. « *Anthoine Rebul*, compagnon imprimeur de Givaudan, naguères demoura[n]t à Lion », ainsi qualifié dans le *Livre des habitants*, fut reçu habitant de Genève le 23 mars 1556. Dès 1557, on le trouve associé avec Jacques Poulain. Il ne figure pas dans les listes de décès de la ville de Genève, ce qui fait supposer qu'il profita de l'édit de janvier 1562, pour rentrer en France, imitant en cela de nombreux compatriotes, réfugiés comme lui à Genève. Le décès de son associé « Jacques Poulin, imprimeur de Chartres en Beausse, demeurant à la Porte de Rive » est inscrit à la date du 9 décembre 1559 (*Registre des décès*, vol. II, p. 92²).

¹ Cette impression de Nérac n'a été décrite que par M. Jules Andrieu. Nous en répétons le titre d'après notre exemplaire : INSTRV | CTION TRES v | TILE, DECLARANT | LES QUALITEZ DE FOR- | tune, quel profit on doit pren- | dre de l'Ennemy, & les | remedes contre ire | & Cour- | roux, | Composee par Imbert Alere, | Iuge d'Appeaulx pour le Roy | de Navarre à Nerac, & par luy | traduite de Latin en Fran[n]çois, | A NÉRAC, | PAR G. GOBERT, | ANN. M.D.XLIX. Très petit in-8° de 4 feuillets prélimin. non chiffrés, 156 pag. 156 chiff., et 3 pag. non chiff. de table à la fin. Le volume est presque entièrement imprimé avec les caractères italiques qui avaient servi à l'impression du *Bandello* d'Agen, 1545.

² Nous devons ces derniers renseignements à M. Théoph. Dufour, ancien

Comme on a pu le voir, rien ne nous autorise à identifier *Antoine Rebul* ou *Reboul*, l'imprimeur genevois, avec *Antoine Rebol* ou *Reboul*, le proto-typographe d'Agen. Ce dernier était *maître imprimeur* dès 1526, tandis que son homonyme, qui n'était pas originaire de Guienne, mais du Gévaudan, n'était encore que *compagnon imprimeur* lorsqu'il arriva de Lyon à Genève en 1555. Aucun individu portant le nom de *Reboul* ou *Rebul* n'était à Genève en 1546, comme nous en avons la preuve par les listes d'habitants, régulièrement tenues. Il en résulte comme conclusion logique que l'*Épître de saint Paul à Philémon* n'a pas pu être imprimé à Genève et qu'elle est l'œuvre d'Antoine Rebol ou Reboul, fils de Guillaume, libraire d'Agen, établi imprimeur dans cette dernière ville où il exerçait dès 1526.

Nous eussions voulu continuer ces recherches en faisant part aux lecteurs de la *Revue de l'Agenais* de ce que nous savons sur les autres imprimeurs d'Agen au xvi^e siècle, Arnauld Villotte, Claude Rousseau et Ant. Pomaret. Ce sera l'objet d'un autre article. Pour le présent, nous avons tenu à nous renfermer dans la question que nous nous sommes posée en tête de ce mémoire sur le premier livre imprimé à Agen et sur son imprimeur.

Le dernier mot n'est pas encore dit. D'autres découvertes surgiront. Un catalogue de librairie¹ annonçant, il y a tantôt quatre ans, un livre daté d'Agen, 1513, passait inaperçu. Lorsqu'il nous fut signalé, il était trop tard pour vérifier cette assertion et retrouver trace du volume.

Bien que cette indication nous paraisse erronée ou sujette à caution de l'aveu même du libraire, nous ne croyons pas devoir la rejeter absolument. Nous rapporterons donc l'annonce du catalogue telle qu'elle a été rédigée :

N^o 5484. INCUNABLE. — Mantuani (J. B.) Carmelite Partenice secunda quæ Catharina inscribitur, additis Laurentini argumentis et adnotationibus. Agenni, 1513. In-8°, demi-veau. 10 fr.

Imprimé en gothique et lettres rondes. — Le frontispice et les lettres ornées ont été coloriées.

archiviste de Genève, aujourd'hui directeur de la Bibliothèque publique, dont la bienveillance ne s'est jamais départie à notre égard. Nous tenons à l'en remercier.

¹ Catalogue de la librairie Foulard, 7, quai Malaquais, à Paris, année 1890.

Ce poème de la *Parthenice* de Spagnoli, dit le Mantouan, faisait partie de l'enseignement des écoles au xvi^e siècle comme les Distiques de Vérin qui furent imprimés à Agen en 1542¹. Cette impression en lettres gothiques et en caractères ronds nous fait supposer qu'on doit lire 1531. par suite de l'interversion d'un chiffre, et peut indiquer l'époque à laquelle l'imprimeur d'Agen a augmenté son matériel en ajoutant aux caractères gothiques qu'il possédait déjà en 1526, une fonte de caractères romains, pour se conformer davantage au goût du temps.

Peut-être faut-il aussi lire, au lieu du nom de *Laurentini*, celui de *Vaurentini*, qui désignerait André *Vaurentinus* (ou de Lavar ?), poète méridional² en l'honneur duquel Jean Maurus de Coutances, régent en l'Université de Toulouse, ancien imprimeur de la Réole, composa une églogue funèbre en 1533 qu'il plaça en tête d'une édition des *Disticha Fausti Andrelini*, publiée la même année ? Vaurentinus avait déjà commenté un ouvrage du Mantouan dont une édition fut imprimée à Lyon en 1529³.

Nous en serons réduit à des conjectures, tant que nous n'aurons pas vu le livre lui-même, le *corpus delicti*. Le libraire qui l'a pos-

¹ Il serait fort possible que la pièce suivante qui a passé dans le 83^e catalogue de la librairie Lefebvre, de Bordeaux (juin 1880, N^o 3325), *Joannis Mayni adolescentis nobilissimi Agennensis Exadelphia*, sans lieu ni date ; pet. in-4^o, de 19 ff. caractères gothiques et ronds, vign. sur le titre et au verso fût une impression agenaise. Mais comme nous ne l'avons pas vue, nous ne pouvons pas encore émettre d'opinion sur son lieu d'origine.

² Il est tantôt qualifié de Toulousain, tantôt d'Aquitain, comme on peut le voir sur les titres des livres qui suivent : *Baptistæ Mantuani adolescentia seu Bucolica ex uberrima et luculentissima Andreæ Vaurentini Tolosatis interpretatione* ; Tolosæ, J. Colomerius, 1531, pet. in-4^o. — *Disticha Fausti... accedit ægloga de obitu Andreæ Vaurentini ; poete Aquitani* ; Tolosæ, ex prælo Guidonis à Boudeville, 1542, pet. in-8^o.

³ *Uberrima Commentaria Andreæ Vaurentini in Bucolica fratris Baptiste Mantuoni Carmelite... Addita glossemata que culpa impressorum Lemovicorum, et que summopere utilia erant, necnon et Ioannis Coronei Carnutensis annotationes perquam utilia... cum annotationibus Remundi de Alta Ripa. Impressa Lugdoni, per Ant. du Ry, 1529. Pet. in-4^o, av. fig. s. bois.*

Notons en passant que l'édition de Limoges visée dans ce libellé est aujourd'hui perdue. Nous n'avons pu la retrouver à ce jour, malgré de minutieuses recherches.

sédé s'est prêté avec une grâce parfaite à notre enquête. Malheureusement il n'a pas gardé souvenir de la personne qui le lui a acheté et n'a pu encore en retrouver la trace. Il se propose de faire appel à sa clientèle d'amateurs dans un de ses prochains catalogues, afin de retrouver l'heureux possesseur de ce volume. Puisse cet appel être entendu et produire un résultat qui nous permette de dissiper les dernières obscurités qui planent encore sur les origines de la typographie agenaise !

A. CLAUDIN.

ÉTAPES ARCHÉOLOGIQUES

EN ITALIE

(SUITE)

UNE JOURNÉE A PADOUE.

Vendredi, 21 septembre.

Six heures du matin ; un léger vent d'ouest fait clapoter les petites vagues des canaux contre les murs des palais : de légères brumes blanches et irisées, comme de la poussière de perles, montent lentement de la lagune et cernent l'horizon ; une foule de congressistes joyeux se pressent sur le quai des Esclavons, puis s'installent sur deux bateaux à vapeur tout pavoisés ; nous partons en excursion pour Padoue. C'est la dernière fête que Venise offre à ses hôtes du congrès littéraire, et les archéologues Montalbanais ont été gracieusement conviés à y prendre part.

N'est-ce pas Casimir Delavigne qui a dit :

«..... ô mer, plus triste encore,
Qui frémissais d'amour, quand les flots empressés
S'entr'ouvraient pour l'anneau tombant du Bucentaure.
Des fêtes de Saint-Marc les beaux jours sont passés ! »

Hé bien ! ce que chantait l'auteur des *Messéniennes* est heureusement de l'histoire ancienne. Autour de nous, rien ne subsiste plus de la mélancolie que les poètes de 1830 sont venus boire à longs traits ici, si l'on en croit leurs vers désolés. La mer, l'ineffable enchanteresse, nous prodigue ses plus doux sourires, et se montre à nous telle que l'a décrite Auguste Barbier, ici même peut-être, en

ces vers merveilleux qui chantent comme malgré moi dans ma mémoire :

La mer, aux premiers feux du jour,
Chantant et souriant comme une jeune reine,
La mer blonde et pleine d'amour,
La mer baisant le sable et parfumant la rive
Du baume enivrant de ses flots,
Et berçant sur sa gorge ondoyante et lascive
Son peuple brun de matelots.....

Quant aux fêtes, elles revivent avec tout leur éclat, au moins pour nous, congressistes et archéologues. Depuis huit jours, elles remplissent en notre honneur les places et les canaux de leurs illuminations et de leurs sérénades ; elles nous ont entraînés à Murano, à Torcello, à Burano, dans toutes ces belles îles qui sont comme la ceinture, le cordon merveilleux de la Vénus de l'Adriatique ; aujourd'hui, comme épilogue, elles nous emportent aux bords de la Brenta, à Padoue la savante, à laquelle nous devons bien présenter nos hommages, et qui s'est mise en frais pour nous recevoir.

Plus de notes, de recherches et de dissertations aujourd'hui. Nous appartenons complètement à nos hôtes, et ceux-ci nous imposent de si bonne grâce le plaisir et la joie que nous serions mal venus à persévérer dans nos études nomades. Il faudrait être d'ailleurs bien moroses pour ne pas se soumettre gaiement à cette aimable consigne, car la nature elle-même semble conspirer avec la municipalité vénitienne pour nous faire fête : le ciel est admirable, la brise matinale s'ébat amoureusement sur les flots, et le bruit qui monte de la lagune n'est qu'un doux sursourire voluptueux.

Notre flotille défile à côté des grands vaisseaux du Lloyd qui appareilleront bientôt pour Trieste, Pola, les Bouches du Cataro et plus loin encore, pour les Echelles du Levant ; elle passe au large de la Douane de Mer, dont la Fortune de Bronze, virant lentement sur son globe d'or, semble nous promettre ses faveurs ; puis nous embouquons le large canal de la Giudecca. Nous saluons à notre droite la fastueuse façade des Gesuati ; à notre gauche, la coupole du Redentore. Les quais, les jardins, les maisons défilent rapidement devant nos yeux. La pointe Santa-Marta est bientôt dépassée, et nous entrons enfin dans la lagune vive, par le chenal qui doit nous conduire à Fusine, entre ses deux rangées de grands poteaux noirs, dont quelques-uns supportent de mignonnes chapelles où brûle une

lampe aux pieds de la Madone. Les édifices décroissent à vue d'œil; la ligne mouvante des flots semble s'élever et submerger Venise, qui n'est bientôt plus, dans les rougeurs de l'aurore, qu'une fantastique silhouette noire au-dessus de laquelle flamboie l'or des dômes et des croix.

Si la joie est dans la nature, elle bat son plein dans la flotille où la jeunesse abonde, et où les plus doctes eux-mêmes se sont déridés. Seule grave peut-être, dans cette universelle joie, m'apparaît la mélancolique figure du poète Louis Ratisbonne s'entretenant avec le syndic de Venise, le sympathique comte Tiépolo, qui a organisé ces fêtes auxquelles il préside avec une bonne grâce accomplie. Non loin d'eux, M. Guimet, appuyé au bordage, semble tout absorbé par la beauté du spectacle, bien loin de ses divinités orientales et de son musée des religions.

Plus près de moi, de frâches jeunes filles jâsent entre elles, quand soudain une brise maligne enlève le chapeau de l'une d'elles, et, comme en se jouant, le lance dans la lagune. Il flotte quelque temps, pareil à un léger panier de fleurs, mais bientôt saisi par le remous, il est entraîné dans le sillage qui le roule impitoyablement dans ses blanches volutes d'écume.

Deux passagers seuls n'ont pas remarqué ce petit incident qui nous a tous passionnés, ce sont M. Oppert et un de nos plus jeunes compagnons de voyage. Ils causent de droit assyrien, de droit romain, du sort légal de l'esclave dans la société antique. L'illustre Assyriologue répand des torrents d'érudition dont le jeune homme profite avidement, car le sujet traité est précisément celui de sa thèse de doctorat ; aussi la société entière peut s'esclâfer de rire, sans qu'ils l'entendent, car rien au monde ne semble exister pour eux en dehors du sujet de leur entretien, que le débarquement lui-même a de la peine à interrompre.

Le nom de Fusine raisonne promptement à l'oreille. Les touristes, les romanciers et les poètes l'ont tant répété et l'imagination a si bien travaillé autour de ses syllabes harmonieuses, qu'on se fait je ne sais quelle grande idée de l'endroit ; mais quelle déception, lorsque le vapeur vous y dépose ! Fusine n'est qu'une haute terre, aux falaises croulantes, sans arbres et sans maisons, pourvue seulement d'une douane semblable à un mauvais cabaret, et d'un branlant débarcadère en bois aux échelons disjoints, laissant voir les flots au-dessous d'eux, et dont l'aspect rustique et chenu fait songer aux passerelles

des habitations lacustres. Avec deux ou trois grosses barques amarées à des pieux, c'est tout ce que nous voyons de Fusine. Théophile Gautier, plus heureux, y découvrit des maisons, une église, de la verdure et des fleurs, mais nous n'avons pas le temps de rechercher ces agrestes beautés qui lui firent tant de plaisir, car nous transbordons en toute hâte dans le tramway à vapeur qui nous attend sous pression et nous entraîne rapidement par une route superbe cotoyant la Brenta.

Les bords tant vantés de cette rivière sont encore au-dessus de leur réputation, et, de quelque côté que nous regardions, notre œil est toujours séduit par les aspects divers de ce jardin de Venise. Ce ne sont partout que parcs, parterres, garennes, villas et palais. A peine si, de loin en loin, on découvre quelques modestes maisons de campagne et quelques fermes véritables. Presque aucune trace d'exploitation rurale sérieuse, d'agriculture pratique ; il semble qu'elles se cachent honteusement derrière un épais rideau de villas, de statues et d'arbres séculaires. En cet heureux coin de terre, tout a été disposé à grands frais, pour la parade et « le plaisir des yeux », comme dans l'île de Calypso. Les praticiens qui venaient s'y reposer des affaires ne voulaient pas sentir auprès d'eux le moindre rappel à la vie réelle, aux choses pratiques mais prosaïques de l'économie rurale, fût-ce même sous la forme futile des bergeries de Trianon.

Toutes les propriétés sont encloses de murs peu élevés reliant de riches groupes architecturaux de belvédères et de portes monumentales chargées de nombreuses statues. Chaque villa même sert de piédestal à un peuple de marbre ; et celles qui n'ont pas ce luxe sont couvertes de fresques éclatantes. Mais ce sont les statues qui dominent et nous en avons vu certainement défilé plus d'un millier devant la portière de notre wagon : dieux, déesses, héros, saints et madones, sans compter les bustes et les grotesques, avec la ménagerie classique des sculpteurs ornementistes, sphinx de toutes formes, chimères, satyres, lions, chevaux, lévriers, etc.

L'on va ainsi de longues heures à travers ces régions charmantes, mais dans un paysage artificiel, dans une campagne de Pérelle ou de Bibbièna. Entre les palais, les portiques et les belvédères, pas un coin intime, pas un bosquet naturel où des amants puissent se croire seuls, où un honnête rêveur puisse venir se coucher à l'ombre, en tête à tête avec la nature, pour lire, penser ou bayer aux corneilles.

Ce n'est pas d'ailleurs un blâme que j'inscris là, mais une simple constatation. On ne peut pas dire, en effet, que ce décor de marbres et

de fresques soit un vain luxe d'apparat, créé tout exprès pour étonner le voyageur et lui faire croire à des fortunes qui n'existent pas, comme c'est le cas pour les prétentieuses constructions en carton pâte qui infestent, en France, les abords des villes. Palais et villas, sur la Brenta, datent tous du temps où le patriciat n'était pas un vain mot. Ceux qui les avaient fait construire pour s'y reposer des fatigues du gouvernement n'entendaient pas, ne pouvaient pas entendre la villégiature comme un parvenu de nos jours. Elle n'allait pas sans une petite cour, sans réceptions et fêtes de gala. Pour la pompe dont ils ne se départaient jamais, il fallait un cadre approprié, en rapport avec le rang, la fortune et le goût du propriétaire. Les grandes simarres de brocard des sénateurs de Venise eussent juré dans les ronces et la boue d'une campagne naturelle ; la suite des courtisans se fut éparpillée, perdant ses distances, dans les allées étroites et sinueuses d'un jardin paysager. Et quant à la solitude et aux retraites ombreuses, la plus vulgaire prudence conseillait de les proscrire, car elles eussent été bien plus propres à favoriser les tentatives d'assassinat que les rêveries poétiques.

A d'assez longs intervalles, quelques petits villages s'intercalent dans cette suite de palais. Plusieurs sont coquets, quelques-uns pittoresques sous les verts peupliers de la Brenta. En tout cas, leur caractère ne rappelle en rien les villages agrestes et brûlés du soleil auxquels nous ont habitués les peintures des italianisants. Dans chacun nous trouvons une foule compacte, enthousiaste et bruyante, accourue pour nous acclamer au passage.

A Do'ò, le convoi s'arrête une demi-heure. Tous les habitants sont là, endimanchés pour la plupart. Deux formidables sbires moustachus et couverts de brandebourgs — des gardes-champêtres peut-être — nous présentent les armes ; le syndic s'avance suivi d'une fanfare qui nous rassasie de musique, puis un bon vieux petit monsieur qu'on nous dit s'appeler le commandeur, ou le sénateur Homère, nous invite à visiter son palais.

Malgré son extérieur assez modeste, cette maison de campagne est un précieux monument historique. Ancienne villa des Vrandramin, Henri III s'y arrêta dans son odyssée de Pologne, et de grandes fresques, sur les murs du vestibule, perpétuent le souvenir de la royale visite.

La peinture de droite représente l'entrée du roi dans la villa, celle de gauche montre les curieux qui assistaient à la solennité. Dis-

position ingénieuse et originale, malheureusement nous ne pouvons l'étudier comme nous le voudrions, car nous sommes là bien deux cents qui nous bousculons à l'entrée, à la sortie et devant les fresques.

Quand donc un archéologue dévoué consacrerait-il un volume sérieux à la publication des innombrables monuments italiens qui se rattachent intimement à notre histoire ?

Le séjour de Henri III à Venise fournirait seul la matière d'un splendide album qui ferait la joie des artistes et des hommes de goût autant que des érudits.

Tout en faisant cette réflexion, nous remontons dans le wagon pour ne plus nous arrêter qu'en gare de Padoue, c'est-à-dire encore assez loin de la ville. Je me fais déjà une joie d'y arriver à pied sous les grands arbres du canal de Piovégo, mais la municipalité de Padoue, non moins hospitalière que celle de Venise, en a décidé autrement. Une centaine de voitures ont été réquisitionnées à notre intention ; de sorte que c'est en calèche que nous faisons notre entrée dans la docte cité, où vivent encore les souvenirs de Vésale et de Galilée.

Nos cent voitures forment un fort beau cortège, et un vacarme plus bel encore, surtout quand nous nous engageons dans la longue rue pavée qui doit nous conduire au *municipio*. Là, comme on devait s'y attendre, force discours sont échangés entre les personnages officiels, puis on se rend en cortège au *Salone*, où un abondant *rin fresco*, lisez lunch, se trouve servi dans la curieuse salle *della Ragione*.

Le *Salone*, est une vaste et vénérable construction qui s'élève au milieu de la place des herbes. A quoi sert-elle présentement ? Nous l'ignorons ; quand on la construisit au XII^e siècle, elle était destinée à renfermer tous les services publics de la cité, dans laquelle, suivant la très juste comparaison de Selvatico, elle jouait le même rôle que les basiliques dans les villes romaines.

Peu de monuments ont une allure aussi franchement originale, aussi déconcertante pour des yeux habitués aux constructions municipales des pays gothiques. De vastes portiques flanquent trois de ses côtés et échafaudent jusqu'au tiers environ de la hauteur leurs deux étages d'arcades surbaissées. Contre l'autre flanc grimpent des escaliers droits à voûtes nombreuses, abrités par d'étroites toitures rampantes, avec de petits dômes sur les paliers. Les mêmes dispositions se rencontrent dans plusieurs villes de la Vénétie, où elles

semblent avoir été importées de l'extrême orient, car on ne saurait vraiment rien trouver de semblable en Europe, tandis qu'on songe involontairement en les voyant aux entassements vertigineux d'escaliers des palais de l'Inde centrale et du vieil empire des Kmers. Rencontre bien accidentelle, bien forfuite sans doute, mais qui fait rêver, qui inquiète et tracasse l'imagination, surtout quand on la rapproche de certains autres faits qui font se demander si les explorateurs vénitiens, du Cataï et du Zipangu, ne seraient pas pour quelque chose là dedans.

L'étonnement redouble quand, après avoir péniblement gravi les interminables marches de ces pittoresques escaliers, on pénètre au dernier étage de l'ancien palais municipal, dans la salle dite *della Ragione*.

En existe-t-il une pareille? On en peut douter. Ses dimensions sont démesurées : 81 mètre 52 centimètres de longueur sur 27 mètres 16 centimètres de largeur, d'après le scrupuleux Selvatico, qui ne ferait pas grâce d'un millimètre. Au-dessus, règne une colossale toiture, puissante voûte ogivale de bois retenue par de robustes membrures, véritable chef-d'œuvre de charpente, qui donne l'illusion d'être dans la carène d'un vaisseau renversé. Au-dessous, les murs sont couverts de curieuses fresques d'un style giottesque très accusé, malgré les nombreuses restaurations qu'elles ont subies, représentant des sujets religieux associés à un gigantesque calendrier figuré, tant civil qu'ecclésiastique et même astrologique, qu'il serait bien intéressant d'étudier à loisir. Ici, du reste, le calendrier se double d'un prestigieux cadran solaire, car les rayons du soleil entrant par diverses fenêtres viennent marquer successivement les heures, les jours et les mois, dans ce fouillis de raides symboles.

Cette curieuse salle est d'ailleurs une sorte de musée, ou mieux encore un panthéon incomplet des gloires padouanes. Au fond se dresse un grand cheval en bois qu'exécuta Donatello pour servir de cheval de Troie, dans je ne sais plus qu'elle fête. Non loin de là est la célèbre *Lapis vituperii* sur laquelle les débiteurs peu scrupuleux venaient invoquer la prescription. De chaque côté de la porte se dressent deux statues égyptiennes de déesses à tête de lionne, don de l'illustre Belzoni, le plus glorieux des archéologues padouans, dont le buste en médaillon nous offre une transition naturelle pour passer aux cénotaphes qui ne sont pas une des moins curieuses décorations de cette salle unique. Ce sont ceux de Sperone Speroni, de Lucrezia degli Obizzi, et celui de Tite-Live.... Oui, de Tite-Live.

Les esprits positifs ne manquent pas de se récrier à la lecture de ce nom glorieux, et les superficiels ne se font pas faute de sourire. Pour mon humble part, et quoique tout aussi sceptique au fond que les autres, je m'incline avec quelque respect devant ce cénotaphe, car je rends hommage au sentiment qui l'a fait élever, et parce qu'il n'est pas de plus grand honneur, ce me semble, pour les fils modernes d'une cité antique que de se rattacher par ces signes tangibles aux vrais ancêtres de notre civilisation. Aussi, pendant que les uns se moquent et que les autres passent sans remarquer, je note curieusement l'inscription antique qui y fut scellée en 1547 et qui malheureusement ne parle pas du grand historien, mais d'un certain Livius, affranchi de Livia Quarta.

Ma déférence pour les gloires antiques de Padoue est vite récompensée, car un de nos hôtes, homme à la fois très courtois et fort érudit, voyant l'attention que j'apporte à faire ces relevés, me demande obligeamment si, mis en goût par le tombeau de Tite-Live, je ne tiendrai pas à visiter celui d'Anténor, le fondateur mythique de Padoue.

L'offre est trop tentante pour être refusée.

Conduit par mon aimable guide, j'arrive près de la préfecture, devant un pan de mur de l'église ruinée de San Lorenzo. Contre ce mur est placé un assez grossier sarcophage du ^{xiii}^e siècle, sur lequel quelque vers, d'un latin moyenageux et patoisant, déclarent que sous ce marbre repose l'illustre Anténor, le fugitif de Troie, le fils de Priam, auquel le Dante a consacré un cercle entier de son Enfer, peut-être pour se venger de quelque padouan dont-il avait eu à se plaindre. Le monument, toujours d'après l'inscription, fut commencé en 1283 par le podestat Oliviero de Cerchi, et terminé « *potestate nobili viro D. Frontone de Rubets*, c'est-à-dire par le podestat Fantone de' Rossi.

Sans laisser le temps de lui adresser des questions, mon guide m'entraîne devant un autre sarcophage du même type, placé non loin de là, contre la préfecture. C'est un de ces monuments toujours intéressants où la tradition antique se manifeste dans le style médiéval. De forme assez pure, et supporté par quatre colonnettes il est orné de trois écus timbrés d'un loup; enfin, pour comble d'amphigouri, les sigles païens bien connus, D. M., et V. F., s'y mêlent dans l'inscription à des pensées profondément chrétiennes et à des jeux de mots sur les armes parlantes des écussons. Tout cela est étrange, et le personnage non moins étrange, Lovato ou Lupato, qui

s'éleva vivant ce tombeau, n'est autre que l'inventeur des dépouilles mortelles d'Anténor. L'histoire vaut la peine d'être rap-
pelée.

L'an 1274, des travaux exécutés près de l'hôpital *della casa di Dio* amenèrent la découverte d'un cercueil renfermant un squelette ayant auprès de lui plusieurs vases pleins de pièces d'or et une épée magnifique, d'une conservation telle qu'elle put servir plus tard à Albert Scaliger, le frère de Mastino. Le chevalier avocat et poète Lovato, que Pétrarque prisait fort et qui, de même que le grand poète, était un antiquaire déterminé, ayant vu ces objets, déclara que, sans aucun doute possible, c'était la sépulture d'Anténor, le fondateur de Padoue. Son enthousiasme, qui se traduisait en discours et en poèmes, gagna si bien ses concitoyens que les deux conseils des Anciens de la Cité décrétèrent au squelette, ainsi retrouvé, des funérailles solennelles et l'érection du monument que nous venons de voir.

N'est-ce pas un exemple bien intéressant du culte que l'on ne cessa jamais de professer pour les grands souvenirs de l'antiquité classique, même au temps les plus sombres du moyen âge, et qui suffit seul à expliquer les nombreuses survivances romaines dans les arts de ce temps.

Pour un archéologue convaincu, il est difficile de ne pas raisonner quelque peu sur le prétendu Anténor de Lovato. Quel pourrait être ce guerrier inhumé avec son épée entre des vases remplis d'or ? Très probablement un chef barbare, un Longobard de la suite d'Alulfe ou de Luitprand ; le large glaive et les trésors le disent assez. Ce n'est pas d'ailleurs le seul cadavre de guerrier german qui, au moyen âge, ait été pris pour celui d'un personnage de l'antiquité. A peu près à la même époque, sur les bords du Rhin, on découvrit une sépulture analogue que, d'après l'inscription d'une monnaie, l'on prit pour celle de l'empereur Valentinien. Auprès du squelette se trouvait, dit l'ancienne relation citée par Jules Quicherat, outre des armes et des bijoux, une *pierre de victoire* « lapis victoriæ », ce que l'éminent auteur de *l'Histoire du Costume en France* traduit par « camée antique représentant une victoire. » Les préhistoriens ne sont pas de cet avis et ne sauraient voir autre chose dans cet objet qu'une amulette, celt ou percuteur néolithique muni d'un anneau de suspension en bronze, comme celles qu'a fait connaître l'illustre Sven Nilsson. D'après les sagas, d'après celle de *Didrik de Bern* particulièrement, les guerriers goths emportaient avec eux

de ces amulettes au combat pour obtenir la victoire, et souvent ils reculaient au moment de l'action, s'ils venaient à s'apercevoir que la précieuse pierre leur manquait. A l'époque où fut découvert le tombeau dont nous parlons, ces superstitions n'étaient pas abandonnées, et il était aussi naturel qu'on donnât son nom véritable à cette amulette, qu'il l'eût été peu que l'on reconnût sur un camée antique une figure de victoire. Il y a de cette ignorance un exemple des plus probants : le contre-sceau de Nicolas, abbé de Saint-Etienne de Caen, était formé d'un camée analogue à ceux auxquels songeait Jules Quicherat ; or le bon prélat, loin d'y reconnaître une Victoire, n'y savait voir qu'un ange comme le prouve l'inscription naïve gravée tout autour : *ecce mitto angelum meum*.

Au retour de cette intéressante visite, nous trouvons tous les congressistes qui, le *rinresco* terminé, se répandent par la ville. Je rejoins mes amis et, sous la direction du commandeur Barozzy, nous courons vers les plus notables monuments de la cité d'Anténor et de Tite-Live.

C'est par l'Arena que nous commençons et nous ne devrions pas en bouger jusqu'au départ.

Cet insigne monument, où Dante put répéter à son ami Giotto les vers de Virgile, en les appliquant aux destinées de la peinture « *magnus ab integro sæclorum nascitur ordo* » ; ce monument, dis-je, est en tout point digne d'attirer les touristes intelligents, en dehors de tout autre et plus haut mérite, par l'aspect imprévu et vraiment étrange de son amphithéâtre romain aux murs couronnés de crénaux gibelins, entourant une admirable petite chapelle chrétienne qui se blotit dans un bosquet d'agavées, de myrtes et de rosiers.... Mais la plupart des étrangers passent sans s'arrêter. Padoue est d'ailleurs à peu près sacrifié par les badauds nomades. Ceux qui s'y arrêtent entre deux trains ont à peine le temps de courir à Saint-Antoine et à Sainte-Justine, de traverser le Prato della valle et d'aller déjeuner au célèbre café Pédrocchi. Aussi peu d'entre eux vont-ils visiter l'Arena, et s'ils y entraient que leur diraient les mâles peintures de Giotto ? Avec Musset, j'en suis sûr, ils préféreraient,

..... la polenta
Qu'on mange au bord de la Brenta
Sous une treille.

Eh bien, je m'y arrêterai et j'en parlerai le plus longuement pos-

sible, en regrettant de ne pouvoir le faire avec plus d'éloquence, car bien peu de monuments m'ont aussi vivement intéressé que ce premier et vivace bourgeon, avant coureur des sublimes floraisons de la Renaissance, qui a si vigoureusement poussé au flanc d'une ruine romaine, comme pour bien indiquer que le renouveau de l'art n'était qu'une récurrence de la sève antique.

Ce qu'on appelle elliptiquement l'*Arena*, c'est-à-dire l'*Anunziata Nell' Arena*, est une mignonne petite chapelle construite et ornée de 1303 à 1306 par Ambrogio di Bondone, c'est-à-dire le Giotto, le régénérateur de la peinture.

Le cirque romain où elle est enfermée fut donné en 1090 par Henri IV à l'évêque Milon, qui en démolit les gradins intérieurs. Plus tard, il passa aux Dalesmanini, qui le munirent de créneaux et le revendirent à Reginaldo Scrovegno dont Dante reconnut l'âme aux Enfers, à sa bourse blasonnée d'une truie d'azur sur champ d'argent. C'est le fils de cet usurier célèbre qui fit venir Giotto à Padoue, pour édifier la chapelle de l'*Anunziata*. L'antique arène et son oratoire passèrent, plus tard, aux mains des Foscari et furent enfin acquis par la ville, non pour les démolir, mais pour en assurer la conservation. Bel exemple à proposer aux trente-six mille communes françaises. Si l'*Arena* eut été à Toulouse, il se fut certainement trouvé quelque conseil municipal stupide, stylé par un disciple de Viollet-le-Duc, pour la démolir, comme on a fait pour tant de monuments de la plus haute valeur artistique et archéologique, par exemple la salle capitulaire de l'église de Saint-Etienne.

C'est une mauvaise préparation pour aborder les œuvres de Giotto, que d'arriver les yeux encore éblouis par les rutilantes merveilles de la peinture Vénitienne. Des splendeurs du coloris et de la chair, des violences du mouvement et de l'absence de pensée, de toute l'habileté technique d'une école si avancée, qu'il ne peut plus y avoir que décadence après elle, on passe à la sobriété de coloris et de geste, à la noble simplicité d'un esprit mâle et vigoureux qui veut moins parler aux sens qu'à la pensée, aux efforts vigoureux mais mal assurés encore de celui qui après des siècles d'épaisse barbarie rappelait l'art du ciel et le fixait sur la terre. L'on ne saurait guère imaginer de contraires plus absolus, et pourtant on s'accoutume vite à l'ascétisme du sobre grand maître, et ce n'est pas un mince honneur pour lui que de n'être pas écrasé par le souvenir des Tintoret, des Tintoret et des Véronèse.

D'où que l'on arrive d'ailleurs et quelle que soit la peinture dont

on vienne de saturer ses yeux, si l'on n'est pas fait de longue main au style de ce précurseur, on éprouve un moment de surprise et, pourquoi ne pas le dire, de désappointement. Beaucoup de préparation est nécessaire pour le comprendre; aussi vois-je un grand nombre de visiteurs, dont plusieurs portent un nom bien connu dans les lettres, regarder tout effarés et s'enfuir vite, croyant à quelque vaste mystification. Mieux que cela, de fervents adeptes de Rio et de Cartier restent bouche bée, ahuris et intérieurement révoltés, n'osant pas avouer qu'ils trouvent ces fresques affreuses, mais les jugeant telles, car elles ne leur rappellent en rien les fanfreluches et les airs de tête doucereux qu'ils sont habitués, sur la foi de mauvaises chromolithographies, à considérer comme le summum de l'art.

Au reste, ce n'est pas aujourd'hui seulement que les œuvres de l'illustre maître produisent cet effet. Quand Pétrarque, voulant prouver sa reconnaissance à je ne sais quel podestat de Padoue, lui envoya un tableau de Giotto, il lui écrivit ce qui suit : « Comme je n'ai rien autre chose qui soit digne de toi, je te lègue mon tableau de la Sainte Vierge, œuvre du célèbre Giotto, dont les ignorants ne comprennent pas la beauté, mais devant laquelle les maîtres de l'art restent muets d'étonnement ».

Tâchons, pour notre part, de comprendre, et pour cela rappelons-nous quelques uns des jugements qui ont été portés sur le génie du petit pâtre qui, à Verpignano, dessinait ses chèvres avec un caillou aigu, sur une pierre polie, comme un des sauvages artistes préhistoriques de Bruniquel ou des Eyzies.

Un autre merveilleux artiste, Ghiberti, a nettement caractérisé la révolution accomplie dans la peinture par Giotto. « Il changea complètement l'art, dit-il, et le fit latin de grec qu'il était avant ». Et ce jugement si sagace se complète par le vers mis par Ange Politien dans la bouche même du fils du laboureur Bondone :

« Ille ego sum per quem natura extincta revixit. »

Retour à la nature, retour à l'art latin : les deux efforts sont connexes. Il semble que l'esprit humain ne puisse parvenir à la beauté que par cette double voie depuis qu'il a été déséquilibré par l'invasion des barbares et par l'action plus néfaste encore de l'odieux mélange de mysticisme et de sensualisme qui est le fond de l'esprit byzantin. A toutes les époques de rénovation, c'est l'art des maîtres du monde dont l'étude a montré aux réformateurs la voie à suivre pour revenir à la nature, leur donnant le levier tout puissant qui renverse les

vielles formules barbares et fait jaillir les renaissances du tombeau où la routine avait précipité l'art. Cela se renouvelle comme périodiquement, à chaque grande époque, pour Nicolas de Pise comme pour Giotto, pour les maîtres de la première renaissance comme pour ceux de la seconde, pour Le Sueur et Poussin comme pour David et pour Ingres.

Pour Giotto, l'effort était plus terrible que pour tout autre, car il n'avait pour lui montrer la voie que les timides tentatives de son maître Cimabue et il avait contre lui les prescriptions de l'hyératisme byzantin, absolument passées à l'état de dogmes, non pas seulement artistiques mais religieux, car l'Italie, en ce moment, ne comprenait guère autrement la peinture que ne le font depuis des siècles les moines du mont Athos. Jamais la sculpture n'était tombée aussi bas, et pour juger la profondeur de la barbarie où les arts croupissaient, il faut se reporter à cette effroyable madone de Cimabue qui fut pourtant considérée comme une création de génie, comme un retour à la nature et une éclatante révolte contre la routine.

C'est du fond de cette barbarie que surgit Giotto, et pourtant, à voir ses œuvres, on dirait presque un moderne. D'un coup d'œil il a tout compris, tout exprimé, tout conquis. Les corps se sont animés, les gestes sont devenus naturels, l'expression est intense, l'émotion se fait jour, les personnages s'agitent, sentent, vivent, ils s'espacent et se groupent avec une science parfaite, toutes les grandes conquêtes de la peinture sont accomplies ; il ne reste plus aux successeurs du grand homme, qu'à perfectionner les détails. Et avec quelle ardeur et quelle conscience qu'ils le fassent, les plus grands de leurs successeurs, un siècle plus tard, rivaliseront à peine, d'expression, de sentiment, de naturel et de majesté avec ce glorieux précurseur, Ambroggiotto di Bondone :

Tout se tient et s'enchaîne dans les arts comme dans la vie ; dans le domaine de ceux-là comme dans le cours de celle-ci, il n'est pas de fait isolé, et souvent ceux dont l'importance est la plus grande ont une cause toute extérieure, étrangère même, comme si les lois de l'intelligence prenaient un malin plaisir à déranger les laborieuses classifications des philosophes. L'histoire de la peinture au temps de Giotto en présente un exemple éclatant. Pourquoi se développe-t-elle alors en Italie avec un si merveilleux élan, tandis qu'elle languit et se traîne dans les pays qui s'enorgueillissaient, à juste titre, du développement féérique de leur architecture et où, par conséquent, le niveau général de l'art eut dû être en progrès ?

La réponse est facile : c'est qu'alors l'art était déséquilibré, et que l'équilibre s'était tellement rompu au profit de l'architecture qu'il n'y avait plus de place pour les arts qui n'y convergeaient pas.

Oui l'architecture gothique a porté alors, partout où elle s'est développée, un coup mortel à la peinture, non pas peut-être en détournant vers elle-même les maîtres qui eussent pu lui assurer une glorieuse survie, mais en la rendant impossible par la suppression graduelle des surfaces propres à recevoir les grandes fresques et en la rapetissant à l'imitation du décor sculptural. Les peintres, qui avaient pu déployer à l'aise de vastes compositions sur les larges parois des églises latines et romanes, n'eurent plus à leur disposition, après le triomphe de l'art ogival, que d'étroits et incommodes compartiments bizarrement échancrés par la retombée des voûtes, la naissance des arcs doubleaux, l'évidement des chapelles et des fenêtres, la multiplication des moulures et des piliers. Ils n'avaient plus qu'un parti à prendre : se consacrer désormais à la décoration des verrières en se contentant d'étendre sur les murs des peintures purement ornementales servant d'encadrement à celles que le soleil faisait resplendir dans les vitraux. Mais il arriva qu'en passant du mur à la fenêtre, la peinture eut ses conditions essentielles entièrement changées ; elle dut se borner à remplir les capricieuses pétales des roses et les étroits compartiments des meneaux. Dans cette nécessité, elle demanda conseil à la sculpture, lui emprunta ses niches, ses pinacles, ses scènes réduites à un petit nombre de personnages, à un seul, le plus souvent. Elle perdit si complètement sa liberté que, là où elle lui était laissée, elle continua à suivre les mêmes errements, imitant toujours les thèmes courants de la sculpture, jusque dans les retables et les triptiques et, ce qui est un comble, dans les miniatures des manuscrits.

Il n'en fut pas de même en Italie. Le gothique ne s'y rencontrant que très exceptionnellement et comme importation foraine, l'architecture continua à favoriser l'expansion de la peinture, lui permettant ainsi d'évoluer et de se développer toujours indépendante et libre, pour atteindre enfin à l'étonnant degré de splendeur que l'on connaît.

L'étude de la chapelle de l'Arena est bien instructive à cet égard, car, que Giotto en ait dirigé lui-même la construction, comme on le prétend, ou que ce soit un autre, il est certain que l'architecte s'est efforcé de préparer au peintre le plus vaste champ possible, ou, pour mieux dire, qu'il n'a eu absolument en vue que la décoration peinte.

La chapelle est formée d'une simple nef terminée par un chœur étroit, sans transept ni bas côtés, éclairée par six fenêtres fort élevées. Ces fenêtres sont étroites, la porte est petite, l'arc triomphal très développé ; aucune moulure, aucune colonne, aucun pilier, aucune arcade ne viennent rompre la nudité des grands murs. Le peintre était donc entièrement libre pour disposer son ensemble décoratif, pour exprimer toutes ses pensées et remplir ce rôle de prédicateur muet que lui assignaient les statuts de la corporation des peintres siénois : « Nous sommes ceux qui manifestons aux hommes grossiers et illettrés les choses miraculeuses faites pour la vertu et en vertu de la foi... »

Or voici comment Giotto s'est acquitté de cette haute tâche. Sous l'arc triomphal, en face des fidèles, dominant la nef, l'autel et le chœur, il a peint un Christ en gloire, puis sur le mur opposé, c'est-à-dire au-dessus de la porte d'entrée, le jugement dernier, le paradis à droite, l'enfer à gauche, Dieu le père au milieu, entouré des apôtres, des prophètes et du chœur des milices célestes. Ainsi sont nettement exposées les doctrines futures de l'âme humaine selon qu'elle s'attachera à la parole du Christ où qu'elle la repoussera. Puis l'artiste a montré sur les soubassements des murs latéraux les deux voies ouvertes aux pécheurs : au côté droit, la voie étroite où ils seront guidés, vers le séjour de toute paix, par la *Prudence*, le *Courage*, la *Tempérance*, la *Justice*, la *Foi*, la *Charité*, l'*Espérance* ; puis, à gauche, le chemin spacieux sur lequel les entraîneront les vices pourvoyeurs de la perdition : la *Témérité*, l'*Inconstance*, la *Colère*, l'*Injustice*, l'*Impiété*, l'*Envie* et enfin le *Désespoir*.

C'est là le thème fondamental de ce sermon peint, celui que doivent méditer incessamment les fidèles ; mais Giotto ne s'est pas borné à cette troublante exposition dogmatique : après avoir fait tout ce qui dépendait de son pinceau pour la graver dans l'âme des spectateurs, il s'est permis d'utiles digressions qui concourent à l'effet désiré. Au-dessus du soubassement occupé par les vertus et les vices, il a peint la vie de Jésus-Christ, sa naissance, l'adoration des mages, la présentation au temple, la fuite en Egypte, le massacre des Innocents, la dispute avec les Docteurs, le baptême, les noces de Cana, la résurrection de Lazare, l'entrée à Jérusalem, les marchands chassés du temple, la Cène, le lavement des pieds, le baiser de Judas, la présentation à Caïphe, le couronnement d'épines, le portement de croix, la crucifixion, la déposition du corps, la résurrection et la descente du Saint-Esprit. Enfin, comme application locale au saint

dont la chapelle porte le vocable, l'artiste a représenté l'histoire de la Vierge avec non moins de détails que celle de son divin fils, et dans l'étage supérieur de la décoration, nous voyons successivement l'expulsion de Joachin hors du temple, son séjour parmi les bergers, l'apparition de l'ange à sainte Anne, le sacrifice de Joachin, sa vision, la rencontre à la Porte d'or, la naissance de la Vierge, sa présentation au temple, les prétendants, leur attente, le mariage de Marie, son retour, l'Annonciation, la Vierge en prière.

Enfin, si les profonds enseignements de cet admirable cycle s'appliquaient sans distinction à tous ceux qui devaient prier dans la chapelle, celui qui l'avait fait construire et en avait commandé la pieuse décoration, sentant son impuissance à en suivre les prescriptions sans broncher, avait voulu se recommander plus particulièrement à l'indulgente bonté du souverain juge ; aussi son peintre l'a-t-il représenté aux pieds de Dieu, faisant le vœu de construire la chapelle dont trois bienheureux lui présentent le modèle, entre le paradis, qu'il espérait ainsi mériter, et l'enfer, où le Dante devait rencontrer l'âme de l'usurier son père.

On nous pardonnera d'avoir si complaisamment énuméré les sujets peints sur les parois de l'Arena, car si la plume est impuissante à faire sentir tout ce que Giotto a déployé de charme et de génie dans ce merveilleux poème sacré, c'est bien le moins qu'on fasse connaître en détail la donnée même de ce poème. C'est un service rendu, d'ailleurs, aux archéologues, qui trouvent fort difficilement ces renseignements-là, quand ils ont à étudier les peintures murales que le hasard leur fait découvrir de temps en temps

Giotto, nous avons dit, révolutionna l'art par l'étude combinée de la nature et de l'antiquité ; ce double courant d'inspiration frappe les moins clairvoyants dans les fresques de l'*Anunziata*, et l'on aperçoit nettement la commune origine des deux principes artistiques : le respect de la nature et la fidélité à la tradition, qui, après une lutte ardente de tant de siècles, se disputent encore la prééminence. Giotto, comme quelques très rares grands maîtres, a su les unir et les concilier en une harmonieuse unité ; l'étude des artistes de l'antiquité lui a appris à voir la nature et lui a révélé cette noble simplicité qui a fait défaut à tous les réalistes purs ; la nature, d'autre part, lui a montré comment les graves formes traditionnelles s'assouplissaient, s'emplissaient de vie et de passion. Mais, malgré son génie, il n'a pu complètement éviter les écueils où conduisent l'abus de chacun des deux principes. L'étude de la réalité ne l'a pas assez mis

en garde contre la laideur, et le culte des bas reliefs romains l'a ramené à son insu vers les figures conventionnelles dont il a voulu débarrasser l'Art.

Il serait intéressant de noter, en dehors de cette idéalisation qui devait entraîner l'art sur une pente fatale, tout ce que le glorieux maître a pris à l'antiquité, mais ce serait bien long et plutôt du ressort d'un travail spécial que de celui de notre voyage. L'on peut pourtant signaler, outre le fameux cheval placé sur la façade du temple de Jérusalem et qui reproduit un de ceux du groupe fameux de Venise, outre un grand nombre de costumes drapés, directement copiés des marbres romains, on peut signaler, dis-je, le Lazare ressuscité entouré de bandelettes et placé debout à l'entrée du sépulcre, tel qu'il est si souvent représenté sur les sarcophages chrétiens du ^v^e siècle, les chapiteaux des édicules et surtout l'aspect des fabriques elles-mêmes, dont les sveltes colonnades, la complication des détails, la légèreté de l'ensemble font songer aux édifices fantaisistes qui abondent dans les fresques antiques. Certainement Giotto en avait vu des exemples et s'en était inspiré, car il était trop intelligent, lui, pour copier servilement comme firent tant de ses successeurs.

Après avoir étudié Giotto à l'*Arena*, il est bien tentant d'aller étudier Mantegna à l'église des *Erémitani*. Mais le temps nous presse et l'emploi des matériaux antiques fait par l'illustre padouan nous font quelque peu négliger le meilleur de son génie. Cela n'arrive que trop souvent aux archéologues, qui sont beaucoup trop portés à prendre des pièces curieuses pour des œuvres d'art, et à négliger celles-ci sous le faux prétexte qu'elles ne leur apprennent rien sur les mœurs d'autrefois. A ma grande honte, je tombe ici dans ce travers. A peine ai-je pu me rendre compte des qualités exceptionnelles que Mantegna a déployées dans les scènes des vies de saint Jacques et de saint Christophe, que mon œil s'arrête sur un détail bien curieux. C'est dans la scène de saint Jacques présenté au Tribunal du préfet, derrière l'admirable figure de guerrier aux jambes nues, qui est à côté du saint, la copie scrupuleuse d'une inscription antique encastrée dans le mur du prétoire. Mantegna, fou d'antiquité et jugeant qu'une inscription ferait bien en ce lieu, en a pris une au hasard, sans se soucier de sa signification, et l'a copiée avec l'exactitude d'un épigraphiste travaillant pour le *Corpus*. On y lit facilement les mots T. PULLIO T. L. LINO. IIIII. VI. AUG. Ce qui veut manifestement dire : TITO PULLIO. TITI. LIBERTO..... SEVIRO AUGUSTALI.

Décidément, si l'illustre maître vivait encore, nous devrions lui décerner le titre de membre correspondant de notre société, car il était au moins aussi archéologue que nous.

Il est dans cette église des Erémitani une chapelle qui nous intéresse fort au même titre, celle que Francesco Dotto fit construire vers la fin du ^{xiv}^e siècle pour y placer son tombeau. Ce dernier présente un cas particulier et nouveau pour nous de l'évolution du type des sarcophages romains, Violet-le-Duc nous les a montrés, survivant en plein moyen âge, sur les quatre colonnettes jumelles, puis abrités sous la voûte d'une chapelle extérieure, puis sous l'arche d'un enfeu, et enfin se confondant avec le soubassement de l'enfeu lui-même. Ici le sarcophage, conservant son aspect caractéristique, est posé contre le mur sur de robustes consoles et est abrité par une élégante arcade gothique peinte et sculptée, supportée par des sveltes colonnes posées sur des culs-de-lampe, et couronnée en guise de fleuron ou de croix par un heaume ayant pour cimier une tête de chien. Les fresques dont la chapelle est ornée ne sont pas moins intéressantes par le même mélange de réminiscences latines dans le gothique le plus absolu. Elles datent de la construction de la chapelle, ont pour auteur Garisento, l'un des derniers giottesques du pays padouan, et représentent les sept planètes. Rien n'est plus instructif et en même temps plus fécond en discussions pour les amateurs du symbolisme.

Saturne, assis sur un tronc d'arbre, a auprès de lui deux vieillards qui se chauffent. *Jupiter* est représenté en empereur, la couronne au front et le globe du monde dans la main. A ses côtés, un homme lit et une femme prie. Est-ce le fils de Saturne ou le fils de Marie que le peintre a voulu représenter ? Ceux qui ont étudié la figure penchent pour le dernier. Pourquoi pas ? Dante s'est bien permis d'appeler le Christ *Sommo Giove*, souverain Jupiter.

Mars est un chevalier armé de pied en cap et séant sur son dextrier ; à sa droite se trouve un homme tenant une bourse et un poignard ; pas de doute possible, c'est un pillard, compagnon obligé du Dieu de la guerre. A gauche, on voit une femme tenant la quenouille et le fuseau, symbole bien obscur et qu'on ne s'attendait guère à trouver là. Les uns y reconnaissent Ariane filant le fil de Thésée ; les autres veulent que ce soit la femme forte de la Bible, « *quæsiuit lanam et linum* . . . » Auquel croire ?

On n'a pas à hésiter, par contre, pour reconnaître le symbolisme de la figure de la *terre*. C'est un pape assis sur un trône et portant

dans ses mains un globe crucifère, pour marquer que la religion chrétienne doit régir notre pauvre planète.

Auprès de cette intéressante figure s'en place une autre d'un caractère bien différent, c'est Madame *Vénus*, qui tient un miroir d'une main et qui de l'autre relève impudiquement sa robe. Auprès d'elle, deux figures ultra-lascives, un sujet de médaille spinthrienne. Je voudrais bien voir, en présence de ces bons hommes effrontés, ceux qui nous parlent sans cesse de l'angélique pureté dont auraient été doués tous les peintres primitifs.

A ceux-là, la figure de *Mercur*e qui vient après conviendrait infiniment mieux, car Guariento, méprisant ou ignorant le classique patron des voleurs, n'a songé qu'au Dieu de l'éloquence, qu'il a représenté sous la figure d'un moine plongé dans la lecture, auprès duquel un petit garçon épelle dans un livre, tandis qu'une petite fille s'exerce à filer. Au-dessus de la chaire où est assis ce Dieu enfroqué, un buste à trois visages figure sans nul doute l'antique Trismégiste.

La changeante Célené, la *Lune*, vient après, et, si *Mercur*e personnifie ici la sagesse, le pauvre satellite de la terre symbolise la folie. A cet effet, elle est placée en équilibre fort instable sur l'essieu d'un char réduit à ses deux roues et auprès d'elle on voit un homme, *aquitare in arundine longa* comme le barbon d'Horace, et une vieille jouer avec des hochets.

Jupiter en Dieu le fils, Cybèle en pape, *Mercur*e en bénédictin, Diane en Folie, quel étrange épisode de l'exil des dieux oublié par Henri Heine ! Comme il y aurait matière à philosopher devant ces inconscientes caricatures, sur l'immortalité des abstractions, la pérennité des symboles et la transformation des mythes en entités philosophiques ! Mais ce n'est pas ici le lieu, et le temps nous fait défaut, car nous nous sommes si complètement oubliés à l'*Aréna* et aux *Erémítani* que c'est à peine si nous pourrions prendre une idée générale de Padoue avant notre départ.

Le musée ne nous retient guère ; à vrai dire, les chefs-d'œuvre n'y abondent pas, et puis, un musée, il faut l'étudier à fond ou se contenter d'une vue générale. Sommes-nous bien sûrs d'emporter même cette dernière de celui-ci ? Par contre, nous voudrions stationner longtemps parmi l'entassement de monuments de tous les styles et de toutes les époques, qui font du *Santo* un incomparable musée et un véritable panthéon. Mais il faut courir au plus vite et sans rien pouvoir observer ; trop heureux encore d'emporter le souvenir con-

fus mais grandiose du gigantesque vaisseau au-dessus duquel s'arrondissent sept immenses dômes, et où fourmillent les statues, les tombeaux, les marbres précieux, les bronzes plus précieux encore, les chasses d'or et d'argent, les cénotaphes pompadour et les fresques giottesques. A la porte, une bonne vieille, assise à l'ombre de la statue du condottiere Guattamelata, nous vend de curieuses statuettes représentant le patron vénéré du *Santo*, Saint Antoine de Padoue. Ce sont de petites plaques d'os barbouillées de couleur et sur lesquelles, au moyen de quatre ou cinq encoches, on a figuré une sorte de costume monacal ; cela rappelle vaguement certains bronzes étrusques, mais comme grossièreté de travail, c'est fort au-dessous des fétiches africains. L'église de Saint-Antoine, vue d'un point d'où l'on puisse découvrir l'ensemble, est d'un aspect saisissant. Avec ses sept dômes et ses deux clochers pareils à des minarets, elle fait songer à quelque merveilleux édifice de l'orient, à une église byzantine transformée en mosquée. C'est pourtant une collégiale gothique, sans aucune parenté avec le style byzantin, car ses coupoles sont de pur roman, fort proche parentes de celle du dôme de Pise, et plus encore peut-être de celles de Saint-Front de Périgueux.

On nous montre, non loin de là, la villa Cornaro, ou plutôt ses ruines ; puis, remontant en voiture, nous allons faire la visite obligatoire à l'Université. Ce n'est pas sans un certain orgueil qu'on nous en fait les honneurs, et cet orgueil est bien légitime, car quelle autre université peut se vanter d'avoir eu pour professeurs et pour élèves un si grand nombre de pères de l'esprit humain : Alde Manuce, Nicolo Perotli, le révélateur de Pline l'ancien et de Martial, Malerbi, le traducteur de la Bible, Ramnusio, le cardinal Aélandre, Marc Musurus, Le Tasse, l'antiquaire Sébastien Erizzo, Paolo Sarpi, Fallopio, André Vésale, Panciroli, Bessarion, Galilée, j'en passe et des meilleurs, comme Erasme et Bembo. De ces grands souvenirs, il ne reste que peu de traces ici, sauf le célèbre observatoire de Galilée, installé dans la tour d'Ezzelin le féroce ; mais, en revanche, le *cortile* de l'édifice a ses murs tout revêtus d'écussons dans les armoiries desquels, si nous étions un peu plus versés dans la science du blason, nous lirions, comme dans un livre, les noms de tous les professeurs et des élèves les plus illustres de la vénérable université.

Ces écussons simplement appendus aux murs nous frappent beaucoup ; nous en avons vu de semblablement disposés dans plusieurs autres parties de la ville, et particulièrement au palais de la *Ragione*.

C'est là un caractère propre à l'Italie et qui est à noter pour celui qui tentera d'écrire l'histoire du blason.

De l'université nous courons à l'autre bout de la ville, à Sainte-Justine, où nous sommes surtout frappés par l'aspect étrangement oriental des deux monstres romans placés devant l'entrée, et qui écrasent si implacablement des cavaliers sous leurs gigantesques serres de marbre.

Le Prato della Valle est à deux pas et l'on nous mène faire un rapide tour de calèche dans son île elliptique, bordée d'un double rang de statues et ombragée d'arbres superbes. C'était, paraît-il, un amphithéâtre romain, et il semble que la tradition des beaux spectacles, s'y soit fidèlement conservée comme à Sienne. A certaines époques de l'année, on y voit, non seulement des courses de chevaux ainsi que partout ailleurs, mais aussi des courses de *biges* comme au temps de Tite Live, et ce qui est fort répugnant pour nos idées françaises, des luttes de vieillards ou de hossus... Pour expliquer cette peu humaine bizarrerie, il n'est pas nécessaire d'invoquer le souvenir des inventions idiotement cruelles de certains Césars détraqués, car la tournure d'esprit particulière aux romains a été toujours fidèle au grotesque en l'assaisonnant trop souvent de cruauté.

Au retour, nous admirons force belles maisons anciennes d'un gothique efflorescent fort exquis, mais, toutefois, un peu plus lourd que celui qui fenestre si délicatement les galeries des beaux palais vénitiens sur le grand canal. Un de ces vieux hôtels, gothiques au premier étage, renaissance au rez-de-chaussée, nous rappelle la célèbre maison Lallemand à Bourges. Nous filons au grand trot devant ces intéressantes architectures, notre voiture prend bientôt rang derrière plusieurs autres, des retardataires viennent à notre suite, de sorte qu'à la sortie de la *Strada Maggiore*, et surtout à celle de la barrière *Codalunga*, notre important cortège de l'arrivée s'est reformé en entier pour la plus grande joie des écoliers qui, groupés sous les arbres du canal, acclament joyeusement notre étourdissant passage dans la poussière et le bruit.

Quoique la municipalité nous ait gracieusement fourni des voitures et offert un lunch copieux, je tombe, à demi mort de fatigue et de faim, sur les coussins du wagon, car les voitures ne m'ont été d'aucun secours pendant mes longues stations dans les églises, et pour le lunch, je n'y ai guère touché. L'espoir de pouvoir prendre un autre repas ailleurs et le désir de profiter le plus complètement

possible de cette trop rapide visite à Padoue m'ont empêché de songer en temps opportun à mon estomac. Cela me vaut les plaisanteries des uns, les conseils et, ce qui me touche infiniment plus, l'offre de quatre belles pêches par une aimable vénitienne assise en face de moi. Il y a de bonnes âmes partout, et si les voyages mettent trop souvent en relief le vieux fond d'égoïsme que chacun porte en soi, ils permettent aussi de découvrir que le nombre de ces âmes d'élite est plus grand qu'on n'est tenté de le croire. Celle qui compatit si affectueusement est une femme jeune encore, mais dont les cheveux sont absolument blancs, ce qui donne à sa beauté un caractère de grandeur étrange. C'est comme un portrait d'aïeule poudré, animé et sorti d'entre les baguettes dorées de son cadre.

Nous refaisons en sens inverse le voyage de ce matin, et bien que déjà le soir tombe, nous faisons une assez longue halte à Stra dont le commandeur Barozzi veut nous montrer le palais.

C'est une fort vaste et fort somptueuse construction d'un style classique réchauffé, très avantageusement, par le goût vénitien, et qu'on n'est pas étonné d'entendre appeler palais royal, bien qu'elle n'ait été construite en réalité, à la fin du siècle dernier, que pour servir de villa à la famille Pisani. Bien des souverains y ont résidé depuis Napoléon I^{er} et son vice roi Eugène Beauharnais, les membres de la maison d'Autriche, entre autres l'infortuné Maximilien, le roi de Naples et enfin Victor Emmanuel ; mais les souvenirs impersonnels de ces têtes couronnées s'effacent entièrement devant ceux qu'Almoro et Alvisé Pisani y ont si fortement empreints et pour lesquels ce palais était une simple maison de campagne. Rien ne fait mieux sentir l'inconcevable grandeur de ces praticiens de Venise, de ces hommes aptes à tout, au négoce et aux affaires publiques, à la guerre et aux arts, qui passaient indifféremment de la direction d'une escadre à celle d'une université et dont les maisons de campagne étaient des palais tels que les souverains d'aujourd'hui ne s'en font pas construire.

Notre caravane s'engouffre dans l'immense vestibule aux vingt colonnes de marbre, elle envahit la salle des fêtes où elle contient tout entière, sous l'admirable plafond de Tiépolo, entre des galeries de bois sculptées et des grilles de bronze dignes du Louvre. Elle s'égrène dans les cent quatre-vingt-dix-huit pièces du premier étage, admirant un peu à tort et à travers les trop rares œuvres d'art qu'on y a laissées, et se retrouve devant les gigantesques cariatides du

seuil, étonnée qu'il lui ait fallu plus de demi-heure pour parcourir, presque en courant, la villa d'un noble vénitien.

La nuit est tout à fait venue quand, des tramways, nous passons sur les bateaux à vapeur. Nos hôtes ont voulu que rien ne manquât à la fête : ce matin ils nous ont promenés sur la lagune frémissant d'allégresse, aux rayons du soleil levant ; ce soir ils nous la montrent sous l'aspect tragique que lui donne la nuit. Quelque temps nous voguons dans l'obscurité, en proie à une indéfinissable tristesse, bercés de souvenirs tragiques, comme si les flots noirs qui grondent sourdement autour de nous, dans les ténèbres, roulaient des cadavres tombés de la funèbre barque rouge des inquisiteurs d'Etat. Rien n'est poignant comme ce bruissement confus dans la nuit. Il évoque je ne sais quelle idée de cahos, de fantastiques pays, tels que cette brumeuse terre des Grées, sur les rives de laquelle bruissent éternellement les flots indomptés du fleuve Océan. Les étoiles brillent dans un ciel sans nuages et se reflètent, points de lumière dansants, insaisissables, au sommet des petites vagues. Au loin, bien loin encore, une buée lumineuse, s'élevant autour d'une terre basse, nous révèle Venise.

Bientôt pourtant le décor change ; il s'anime à nouveau, car la lumière, un instant bannie de la voûte céleste, ne tarde pas à y renaître : un point brillant éclate au fond de la lagune, s'allonge vers nous en s'élargissant, courant avec une rapidité féérique et laissant tomber sur son passage un éclatant réseau d'argent sur la crête mouvante des flots. Des points brillants se posent de toutes parts sur les eaux ; puis de vastes plaques se dessinent, mouvantes comme l'élément qu'elles illuminent, et s'agrandissent rapidement, envahissant la lagune. C'est la lune qui se lève là bas bien loin, au delà de Venise, derrière les Alpes Carniques, et son énorme disque rouge montant lentement au-dessus de l'horizon, se reflète admirablement dans la mer. La fête de la lumière recommence autre que ce matin, mais non moins belle et peut-être plus grandiose dans sa mélancolique diminution d'éclat.

Ah ! dans cet heureux coin du globe, les traces de l'homme peuvent disparaître, les monuments de Venise peuvent être défigurés par cette sorte de vandalisme qu'on appelle si improprement progrès, ils peuvent s'engouffrer au sein des flots avec le frêle banc de sable qui les supporte : toujours règnera ici, sans partage cette incomparable poésie de la nature dont nous nous enivrons ce soir, comme ont pu le faire, il y a deux mille ans, les antiques Vénètes,

comme pourront le faire nos descendants les plus reculés, si l'excès de la civilisation ne les a pas entièrement abrutis, s'il leur est resté un cœur pour s'émouvoir et une âme pour louer Dieu, en admirant l'œuvre de ses mains.

Cependant nous approchons de Venise dont les constructions s'élèvent lentement sur les flots, tranchant en noir de velours sur le vif argent de la lagune et sur la froide clarté du ciel ; les masses se dessinent, les détails se dégagent : voici le campanille, les dômes de Saint-Marc et de la *Salute*, le Palais ducal, la douane de mer. Des lanternes, brillant sur les pieux, bordent notre route nautique ; des lumières s'allument de toutes parts le long des quais. Sur la *Riva* des Esclavons, courent les lueurs vertes et pourprées de nombreux feux de Bengale, et nous prenons terre dans un embrasement, terminant cette belle journée par une apothéose de théâtre.

JULES MOMNÉJA.

(*A suivre.*)

POÉSIES

UNE VISITE A JASMIN

Dans le récit que je vais faire
Ne voyez rien de malveillant ;
Il vient démontrer, au contraire,
Que notre barde, au cœur vaillant,
Était tout élan, tout franchise,
Tout sincères naïvetés,
Sentiments rares, quoi qu'on dise,
Et méritant d'être vantés.
D'ailleurs ce récit est fidèle ;
Le dialogue l'est aussi,
Quoique à la forme un peu rebelle.
Maintenant, écoutez ceci :

C'était bien en quarante-quatre
(Voilà longtemps !), en floréal ;
J'étais, alors, jeune, idolâtre
De poésie et d'idéal.
Un jour dans la cité gasconne
Qui se mire dans la Garonne,
Me trouvant, je pris le chemin
De la demeure de Jasmin,
Ce coiffeur doublé d'un poète.
Je n'étais pas connu de lui,
Mais il avait fait ma conquête,
Tant, dans le pays, avait lui
La gloire qu'il s'était acquise.

Il faut d'abord qu'ici je dise,
Et l'on verra bientôt pourquoi,
Que j'étais bien vêtu, ma foi :
Petit habit à la française,
Où je me trouvais très à l'aise ;
Pantalon tombant à souhait,
En drap d'été, clair, pas mal fait.
C'était alors Paul de Marmande,
Coupeur plein de réels talents, •
Qui, bien entendu sur commande,
M'habillait depuis quelque temps.
Donc, vers le salon de coiffure
De Jasmin je m'acheminai ;
J'arrive et de la devanture
Je pousse le battant fermé.
Jasmin était seul, et sans cesse
Il repassait, avec prestesse,
Sur un cuir son tranchant rasoir.
(Il me semble encore le voir.)
Je salue, il tourne la tête
Et, sans me répondre autrement,
Appelle sa femme à tue-tête.
Je fus déconcerté vraiment.
Sa femme à venir point ne tarde :
— « Que veux-tu ? » dit-elle. — « Regarde,
Vois le pantalon, répond-il,
De ce Monsieur. Qu'il est gentil !
Comme il va bien ! Et sa nuance !... »
Cela disant, il s'approcha
De mon pantalon qu'il palpa ;
Puis : — « Mon tailleur est bon, je pense,
Ajouta-t-il ; c'est Capouleau ¹.
Jamais pourtant rien d'aussi beau,
D'aussi bien fait, de sa boutique
N'est sorti pour moi, sa pratique ! »
Alors, et s'adressant à moi
Qu'agitait un bizarre émoi :

(1) Tailleur d'Agen très renommé à l'époque.

— « Ah ! Monsieur, il n'est pas honnête
Qu'ainsi je vous aie accueilli ;
Mais ce pantalon si joli
M'a vraiment fait perdre la tête.
Excusez-moi ! » — « C'est déjà fait,
Dis-je. A présent, prenez la mienne :
Veuillez me raser, s'il vous plaît.
— « Vous raser ? Qu'à cela ne tienne. »
Je prends place dans le fauteuil.
Tout en causant, il me savonne ;
Il me parle, non sans orgueil,
Des vers que la muse gasconne
Lui souffle parfois au cerveau.
— « Oh ! je connais vos poésies,
Lui dis-je, du moins les choisies,
Et je trouve cela très beau. »
En attendant, sur ma figure
Je sentais le rasoir courir.
— « Vous avez pu, je me figure,
Dit-il, récemment parcourir
Mon nouveau, mon dernier poème,
Ma *Maltro l'Innoucento* ? » — « Non. »
— « Je vais vous le dire moi-même. »
Et laissant là barbe et savon,
Posant son rasoir au plus vite,
En grand artiste, il me débite
L'Innoucento de point en point.
Un côté rasé, l'autre point,
Moi j'écoutais, presque en extase,
Cette histoire dont mainte phrase,
Souvent poignante de douleur,
Vous saisit, vous arrive au cœur.
Et quand le dénouement suprême,
Si bien capable d'émouvoir,
Fut dit ; quand finit le poème,
Figaro reprit son rasoir.

GUSTAVE DUPIN.

LES PRÉBENDES

DE

L'ABBÉ DE BELLILE DE JAUBERT

[1752-1775]

(SUITE ET FIN)

III

Toujours retiré dans le vieux manoir de Cabirol, Bellisle de Jaubert attendait, pour se dédommager de son nouvel échec, qu'il se produisît une autre vacance parmi les chanoines de la cathédrale de Saint-Etienne ou dans la collégiale de Saint-Caprais. Il n'avait eu garde chaque année d'omettre, au temps du carême, dans l'un et l'autre Chapitre, le renouvellement des insinuations précédentes. Une occasion favorable s'offrit en 1767.

M. François de Bony, chanoine de la Collégiale, était mort le 28 juillet. L'abbé de Bellile, qui se trouvait dans ce moment à Agen, ne perdit pas de temps. En vertu de l'insinuation faite le 15 avril de cette même année, il revendiqua sa succession. Cette fois, personne ne lui disputa la stalle vacante ; et le lendemain, le prieur et tous les chanoines de Saint-Caprais, à qui revenait le droit de nomination, le désignèrent pour ce bénéfice et lui en délivrèrent le titre ; il est ainsi conçu :

« Le Prieur et les Chanoines de l'insigne Collégiale et église séculière de Saint-Caprais d'Agen, savoir : Nous, Jacques-Joseph de Couloussac, prieur, Etienne-Pierre Molimart ; Michel-François de Lamothe-Videl ; Marc-Antoine Douzon ; François de Laprade ; Pierre de Rangouse et Bernard Arbeau, chanoines capitulants et tenant un chapitre extraordinaire, tant en notre nom qu'au nom des autres chanoines absents ; à notre très cher en Jésus-Christ Jean Bellile de Jaubert, prêtre de ce diocèse, gradué nommé et qualifié, salut dans le Seigneur. Le canonical ou prébende canoniale que possédait et dont jouissait naguères dans notre église le vénérable M. François de Bony, étant devenu vacant par le décès de ce dernier et pacifique

possesseur ; comme l'élection, nomination, collation, provision et toute autre disposition, appartiennent conjointement à nous tous, vu l'élection et la nomination que nous avons déjà faite en votre personne et eu égard à vos mérites personnels, nous avons conféré et donné, conférons et donnons dans le Seigneur, par les présentes lettres, à vous Jean Bellile de Jaubert, reconnu capable et digne; le susdit canonicat ou prébende canoniale, vacant de la manière énoncée, avec tous les droits, honneurs, privilèges, fruits, émoluments le revenus quelconques; à la charge par vous d'accomplir le service divin obligé et accoutumé, de garder la résidence actuelle et personnelle, de conserver les biens, objets et propriétés, et de faire en général et en particulier tout ce qui convient à un bon chanoine, le droit du chapitre et celui d'autrui restant sauf en toutes choses. En conséquence, nous ordonnons qu'un notaire royal et apostolique vous mette et établisse, vous ou votre procureur, dans la vraie, réelle et corporelle possession de cette prébende. »

Ce titre est du 29 juillet. Le 31, l'abbé de Bellile vint à l'église collégiale, accompagné de M. Dudebert, notaire, et de quatre chanoines, MM. Antoine Ratier, prêtre, sous-maitre du Chapitre de Saint-Caprais, Jean Neuville et Jean-François Descuns, sacristains, et François Saumade, clerc de la sacristie. La cérémonie de prise de possession est décrite en ces termes dans le procès-verbal dressé par le notaire :

« Ledit sieur Bellile s'étant revêtu d'un surplis, ayant un bonnet carré sur la tête et une aumusse couleur gris de rat sur le bras, l'avons pris par la main et conduit au bénitier, où il a pris l'eau bénite ; ensuite au devant du grand autel qui est dans le chœur de ladite église, s'étant prosterné à genoux, a récité l'antienne et oraison de Saint-Caprais, patron de ladite église, s'est relevé et a baisé l'autel ; pareillement l'avons conduit dans le chœur de ladite église où il a pris rang et séance dans les hautes stalles du côté gauche en rentrant au chœur, même sur une banquette qui est au devant du lutrin qui est dans le chœur de ladite église ; a ouvert, lu et fermé un livre de chant qui était audit lutrin et sonné une petite cloche qui donne dans le chœur de ladite église. Le tout en signe de vraie, réelle, personnelle et effective prise de possession dudit canonicat ou prébende majeure vacant par le décès dudit sieur de Bony. Et après que ledit sieur Bellile de Jaubert a eu fait et observé tous les actes possessoires requis et nécessaires en pareil cas, avons déclaré à plu-

sieurs personnes présentes à ladite prise de possession que nous mettions et introduisions ledit sieur Bellile de Jaubert en possession dudit canonicat, fruits, profits, revenus, honneurs, prérogatives, appartenances et dépendances d'iceluy, à l'effet d'en jouir tout ainsi et de même que ledit feu sieur de Bony l'a joui ou était en droit d'en jouir. Ce qui a été fait au vu et su de tous ceux qui l'ont voulu voir et savoir, sans aucun trouble, opposition, ni empêchement de personne. Dont et de ce dessus ledit Bellile de Jaubert a requis acte octroyé. »

Le nouveau chanoine était à peine en possession de sa stalle, qu'on lui proposa de l'échanger contre un titre de chapelain. C'est le curé de Casseneuil, M. Joseph Illy, qui lui fit faire cette offre en faveur de son frère, Jean-Baptiste-Marie Illy, hebdomadier de la Collégiale de Saint-Caprais et chapelain des chapellenies de Boussiguet ¹ et de Foix ²; Jaubert reçut à cette occasion la lettre suivante, écrite au nom du prieur des bénédictins de Sainte-Livrade:

« Monsieur,

« Le cher prieur a une attaque d'asthme qui n'est pas des plus
» légères, mais je la crois sur la fin. Il me charge de vous faire
» tenir les deux pièces ci-jointes; non pour vous engager à céder le
» canonicat pour la chapelle, car nous trouvons que ce ne fait pas
» votre affaire, mais pour donner quelque satisfaction à M. le curé
» de Sainte-Livrade qui fait l'office d'ami commun. Celui qui a écrit
» la lettre est M. Illy, curé de Casseneuil. Son frère est le chape-
» lain; il se tient à Agen, si je ne me trompe. Dom Descures vous
» prie de lui faire une réponse ostensive dans laquelle il paraisse
» qu'il s'est acquitté de la commission et que vous ne voulez pas de
» la chapelle. Il vous embrasse.... Veuillez me croire, avec des
» sentiments bien distingués, Monsieur, votre très humble et très
» obéissant serviteur.

» Sainte-Livrade, 16 août 1767.

« FR. J. RIBET. »

¹ La chapellenie de Boussiguet avait été fondée dans l'église cathédrale d'Agen en 1396.

² Arnaud de Foix, marchand d'Agen, avait fondé cette chapellenie dans l'église de Saint-Arnaud en 1570, et voulut être inhumé dans la chapelle qui portait son nom.

La réponse ne pouvait être douteuse. Bellile de Jaubert garda le canonical qu'il avait si longtemps convoité et vint se fixer à Agen, afin de remplir fidèlement ses nouvelles obligations. Il occupa d'abord la maison d'un sieur Lagrange, qu'il avait louée pour la somme de 120 livres. Au terme de ce loyer, le 1^{er} mai 1769, il habita, dans la rue Molinier, une maison, bâtie entre cour et jardin, qui appartenait à Mme Bertrande Léonne de Mieussan, épouse de M. Etienne de Jacobet, président au présidial d'Agen. Cette maison était louée au prix de 180 livres par an. M. de Jaubert ne la quitta que lorsqu'il cessa de résider à Agen.

Nous trouvons dans ses papiers d'abondantes notes sur les usages et les règlements du Chapitre et de la Collégiale, ses charges, ses ressources et la manière dont les revenus étaient répartis entre tous ses membres. Nous ne sortirons pas de notre sujet en en reproduisant quelques fragments.

Le nouveau prébendé donne en entier la transaction intervenue le 24 décembre 1698 entre le prieur et les chanoines de Saint-Caprais pour mettre un terme aux différends qui se produisaient à la moindre occasion touchant leurs prérogatives, leurs droits et leurs devoirs respectifs. En voici la substance.

Le prieuré est la principale, ou plutôt la seule dignité du Chapitre. Le prieur porte une aumusse blanche; il préside et a toujours la préséance au chœur, au jubé lorsqu'il y a sermon, dans les assemblées capitulaires, aux processions et partout où le chapitre se trouve réuni en corps. C'est à lui de veiller à l'assistance et à la bonne tenue du chœur, de provoquer les réunions extraordinaires, de diriger les débats et de recueillir les suffrages; de signer les délibérations et tous les actes faits au nom du Chapitre.

Durant l'office, il se place au bas du chœur, du côté droit, dans une chaire qu'il peut orner d'une étoffe de soie blanche avec ses armes et le bâton prieurial, et sur le devant un carreau et un tapis de soie blanche. Au jubé il s'assoit sur un fauteuil entre les deux chœurs, ayant devant lui un carreau et un tapis de même étoffe et de même couleur. C'est toujours lui qui bénit le prédicateur, pourvu qu'il ait l'ordre de la prêtrise. Dans la salle capitulaire, il prend la première place à droite sur le banc, n'ayant ni fauteuil, ni tapis. Aux processions il marche en colonne le dernier du côté droit, ayant vis-à-vis de lui, à gauche, le plus ancien chanoine.

Le prieur possède à lui seul deux prébendes, et il lui revient deux parts dans toutes les distributions de revenus temporels; de là pour

lui l'obligation de célébrer l'office à l'autel et au chœur durant deux semaines consécutives. Il a le droit d'officier aux fêtes de Saint-Caprais, de la Toussaint, de Noël, de Pâques, de la Pentecôte et de la Fête-Dieu ou de son octave à son choix. Ces jours-là, soit qu'il officie ou n'officie pas, les chanoines vont en corps le recevoir et le reconduire au milieu du cloître, vis-à-vis la porte de la salle capitulaire, aux deux vêpres et à la messe. En tout autre temps, quand il officie, ils le rejoignent à la sacristie pour la messe et les vêpres et l'accompagnent jusque dans le chœur ; dans ce cas, il est toujours assisté par deux chanoines, qui le reconduisent, après la messe, jusqu'au milieu du cloître. Après les complies, c'est tout le chapitre que le reconduit jusque là.

Lorsque un nouveau prieur a été nommé, le lendemain de son installation le chapitre délègue deux de ses membres pour aller à son logis lui donner l'assurance qu'ils veulent vivre avec lui en union et paix parfaite et le traiter avec toute la considération et tous les égards dus à sa dignité. Le prieur doit rendre cette visite dans les vingt-quatre heures et protester aux délégués qu'à son tour, il vivra en parfait accord et en complète harmonie avec tous les chanoines.

C'est le Chapitre qui nomme par voie d'élection au prieuré et à toutes les prébendes canoniales. Il fait la collation de plein droit, sans que l'élu ait besoin d'être confirmé par un autre pouvoir. Quand il s'agit des bénéfices inférieurs qui dépendent du Chapitre, la nomination est faite par celui qui est de semaine, prieur ou chanoine, et la collation revient de droit au Chapitre si c'est un bénéfice simple sans charge d'âmes. Pour les bénéfices cures, l'institution est donnée par l'évêque.

En l'absence du prieur, tous les droits de juridiction, de direction et de présidence dans le Chapitre appartiennent au plus ancien chanoine, qui garde toujours sa place au chœur, dans les processions et dans les assemblées capitulaires.

Tous ces points étant bien établis, le prieur et les chanoines déclarent renoncer à se prévaloir désormais de tout autre règlement, notamment de la transaction du 9 septembre 1615. Le présent accord sera seul valable à l'avenir ; et pour lui donner plus de force, ils demandent à l'Evêque de le confirmer de son autorité et d'ordonner qu'il soit enregistré au greffe de son officialité, inséré au livre capitulaire et homologué en la cour du parlement de Guyenne, sous obligation de leurs biens et revenus, qu'ils soumettent à toutes les rigueurs de la justice.

La Collégiale de Saint-Caprais avait de grandes ressources. Le Chapitre était gros décimateur dans un certain nombre de paroisses, et possédait plusieurs terres, jardins et maisons, avec les moulins de Cajarc, de Saint-Caprais et de Saint-Georges ; il avait aussi le droit de pêche sur la Garonne à Agen et dans la juridiction de Port-Sainte-Marie, et le droit de quarantin qui se percevait sur le sel et le poisson salé remontant sur la Garonne au-dessus des piles de l'ancien pont. Il jouissait pareillement de rentes provenant des obits fondés dans l'église collégiale.

Bellile de Jaubert nous a laissé la liste de ces obits, avec un état des biens affermés à cette époque. Nous allons donner ces deux pièces telles que nous les trouvons dans ses papiers.

**Liste des grands et petits obits qui doivent s'acquitter dans l'insigne
église collégiale de Saint-Caprais d'Agen.**

JANVIER

Le 5, obit de M. Mazac, prébendé. 10 l. 2 s. 6 d.

FÉVRIER

Le 5, obit de Madame Crayssac. 7 l. 10 s.

Le 15, obit de M. Lombard, marchand. 12 l. 13 s. 8 d.

Le 16, obit de MM. Durefort et Borelly, march. 12 l. 13 s. 8 d.

Le 23, obit de M. Dunoyer, chanoine. 18 l. 2 s. 8 d.

Le 24, obit de M. Vincent Chabrié. 30 l.

MARS

Le 1, obit de M. Domain. 12 l. 13 s. 8 d.

AVRIL

Le 24, obit de M. Labenazie, prieur. 30 l.

Le 29, obit de Mlle Barbier. 15 l.

Le 30, obit de M. Talives, bourgeois. 10 l.

MAY

Le 1, obit de M. Domain, avocat. 12 l. 13 s. 8 d.

Le 26, obit de MM. Delas, Cauzac, Montpezat, ch. 12 l. 13 s. 8 d.

Le 20, obit de M. Mieussens. 10 l.

JUIN

Le 10, obit de M. Chabrié, prieur.	10 l. 1 s.
Le 20, obit de M. Sauveur, chanoine.	10 l. 2 s. 6 d.
Le 26, obit de MM. Billonis et Mazères, chanoines.	12 l. 13 s. 8 d.

JUILLET

Le 7, obit de M. Cabasse, chanoine.	12 l. 1 s. 1 d.
Le 10, obit de MM. Saint-Projet, Faur et Imbert chanoines.	12 l. 13 s. 8 d.
Le 12, obit de M. Feletin, chanoine.	
Le 27, obit de M. Barbier, avocat.	10 l. 2 s. 6 d.

AOUT

Le 7, obit de M. Barbier, avocat.	10 l. 2 s. 6 d.
Le 13, obit de M. Réau.	10 l.
Le 23, obit de M. Trèches, chanoine.	10 l.
Le 28, obit de M. Charrin, chanoine.	15 l. 9 s. 6 d.
Le 30, obit de M. Dufour, chanoine.	20 l. 9 s. 6 d.

SEPTEMBRE

Le 1, obit de M ^{lle} Conte.	10 l.
Le 2, obit de M. Lespès.	10 l.
Le 4, obit de M. Hansi, chanoine.	10 l. 1 s. 6 d.
Le 6, obit de M. Hugon.	
Le 7, obit de M. de Gourgues, évêque.	175 l.
Le 10, obit de M. Hansi, chanoine.	10 l. 1 s. 6 d.
Le 12, obit de MM. Goux et Geofrion, bénéf. . .	12 l. 13 s. 8 d.

OCTOBRE

Le 15, obit de M. Bourges, chanoine.	40 l. 2 s. 6 d.
--	-----------------

NOVEMBRE

Le 4, obit de M. Robert, prêtre.	12 l. 13 s. 8 d.
Le 10, obit de M. Chabrié, pr. et chanoine. . .	12 l. 13 s. 8 d.
Le 12, obit de M. Barbier, avocat.	10 l. 2 s. 6 d.
Le 13, obit de M. Depérier, chanoine.	12 l. 13 s. 8 d.
Le 28, obit de M. Torty, chanoine.	12 l. 13 s. 8 d.

DÉCEMBRE

Le 1, obit de M. Domain, avocat.	12 l. 13 s. 8 d.
Le 9, obit de M. David, hebdomadier.	6 l. 6 s. 3 d.
Le 19, obit de MM. Battut et Ricon, marchands.	12 l. 13 s. 3 d.
Le 20, obit de M. Sauveur, chanoine.	10 l. 2 s. 6 d.

ÉTAT DES BIENS AFFERMÉS

OBJETS AFFERMÉS	DATE DES CONTRATS	NOM DES FERMIERS
Brax et Mombusq	29 août 1768	Jean Lafargue.....
Saint-Pierre de Clairac.....	4 août 1769	Bernard Bru fils
Artigues.....	2 juin 1773	Bru fils.. ..
Foulayronnes.....	8 juin 1772	Jean Gaubil et autres
Boussorp et Melges.....	8 juin 1772	Jean Gaubil et autres
La Sauvetat et annexes	16 mai 1767	Bernard Bru fils.....
Mérans.....	31 mai 1766	Jean Cazabonne
Valence et Corneillas.....	4 août 1769	Bernard Bru fils.....
Saint-Julien et Pauilhac.....	1 juin 1774	Louis Allègre et autres.....
Sainte-Colombe de Pujols.. ..	22 mai 1771	Tarry cadet et Colombié.....
Quissac	5 juin 1771	Boissié.....
Saint-Julien du Port.....	16 août 1770	Tarry cadet
Puycalvary.....	4 juillet 1764	Pierre Baget.....
Arpens, Castillou et Prayssas.....	5 juin 1771	Jean Rouère.....
Saint-Julien de Boissaguel.....	19 septembre 1769	Pierre Lamothe
Floyrac, Saint-Médard et Saint-Jean..	4 juin 1771	Antoine Vidalot
Moncaut et Sainte-Colombe.....	4 juin 1770	Pierre Bonnet et Bouzeran ..
Massoulés.....	4 juin 1765	Jean Lagarde.....
Saint-Martin d'Aguizan.....	11 juin 1766	Pierre Descrimes.....
Monestièrs.....		Gaulin
Sainte-Colombe de Lasfargues.....	15 juin 1768	Bertrand Gaulin.....
Petit Cardonnet.....	9 juin 1771	Jean Lagarde
Saint-Laurent.....	11 juin 1769	Pierre Bouzeran
Maison du Port.....	15 juin 1763	Lacoste, huissier.....
Greffe du Port.....	11 Novembre 1767	Méric
La pêche du Port.....	10 février 1768	Tauzin.....
La pêche de Frégamol.....	18 février 1766	Labesque
Greffe de la Sauvetat	3 décembre 1768	Constant.....
La Plaine.....	1 juin 1770	Tarry et autres
Moulin de Cajarc.....	8 juillet 1768	Astié père et fils
Moulin de Saint-Caprais.....	26 septembre 1771	Raynal et Nougues
Moulin de Saint-Georges.....	1 juillet 1771	Guillaume Dufour.....
Quarantin, à la régie.....		
Rentes de la Sauvetat, à la régie.....		
Rentes du Port, à la régie.....		
Rentes d'Agén, à la régie.....		

ET PRODUIT DES FERMES

ARGENT	BLÉ	AVOINE	VIN	DURÉE DES FERMES	NOMBRE DES AUBES	ÉCHÉANCES DES FERMES
4380 l.		12 sacs	4 bar.	9 ans	2 aubes 24 l. 2 douz. serv. 45 l. 2 douz. toul. 10 l. Les 12 serv. et toul. pour les 6 pr. an.	1777
3950 l.		42 sacs	8 bar.	9 ans	2 aub. 30 l.	7 juin 1778
2540		12	6	9		9 juin 1772
2700		12	6	6	1 aub. 42 l.	8 juin 1777
2420		12	3	6	2 aub. 24 l.	8 juin 1777
3655		14	8	9	3 aub. 45 l.	1775
710		12	4	9	1 aub. 12 l.	1774
3400		12	6	9	2 aub. 30 l.	1778
3900		18	6	9	3 aub. 45 l.	1779
4600		15	2	9	2 aub. 30 l.	1779
120				6		1776
4000		12 sacs	4 bar.	6	2 aub. 30 l.	1776
260		6		9		4 juillet 1772
2800		18	8	6	3 aub. 45 l.	1776
2000		18	6	9	1 aub.	7 juin 1778
4850		14	6	6	3 aub. 45 l.	4 juin 1776
700	2 sacs	36	17	6	2 aub. 30 l.	4 juin 1775
418		24		9	1 aub. 12 l.	4 juin 1773
670		6	2 bar	9	4 aub. 12 l.	11 juin 1774
675						
. . . .	36 sacs	6 sacs		6 ans	1 aub. 45 l.	15 juin 1773
. . . .	36 sacs	8	2 bar.	6	4 aub. 15 l.	9 juin 1775
. . . .	39 sacs	8		9		41 juin 1777
63 l.				rente p.		
66				6 ans		1773
460				6		10 février 1773
210				6		
10				6		44 juillet 1774
. . . .	224 sacs	30 sacs		6	1 aub. 18 l.	
700 l.				6		8 juillet 1773
4200				5 a. 9 m.		24 juin 1777
à la régie				2 ans		24 juin 1773

Cet état des biens de la Collégiale est probablement incomplet. Quant aux charges, qui étaient considérables, elles ne sont pas indiquées par le chanoine de Jaubert¹. Mais il va nous apprendre comment, après l'acquit de toutes les obligations, ce qui restait des revenus était divisé entre tous les membres du Chapitre.

Selon les statuts et les usages observés de temps immémorial, l'année de service pour les prébendes canoniales commençait le 1^{er} mai et finissait le 30 avril de l'année suivante. Il fallait, avant d'être payé, avoir accompli une année toute entière depuis l'admission en seconde résidence². Après cela, le 1^{er} novembre ou le 1^{er} mai suivant, selon l'époque à laquelle avait commencé la seconde résidence, on touchait une partie du gros en argent³. Le gros en espèce ne pouvait être perçu qu'à la récolte qui suivait l'année entière de service. Cette première part était calculée dans la proportion du temps écoulé depuis l'entrée en seconde résidence jusqu'au 1^{er} mai suivant, afin de mettre le nouveau chanoine au niveau de ses confrères. Pour les années suivantes, d'après les règlements, son année courait depuis le 1^{er} mai. « Chaque 1^{er} mai commence une nouvelle année de service pour toutes les prébendes canoniales;

¹ Il y avait à payer, avec les hebdomadiers et les prébendés, tous les serviteurs de l'église; plus les portions congrues aux curés et vicaires d'un grand nombre de paroisses; les décimes annuels, les frais de psalette; l'entretien de l'église, de la sacristie et de tous les bâtiments qui dépendaient du Chapitre. En 1790, d'après un document officiel, ces charges montaient à près de 24,000 livres. Il est vrai qu'à la même date, il y avait 68,000 livres de revenu; d'où un excédent de recettes d'environ 44,000 livres à partager entre les douze prébendes canoniales.

² Chaque chanoine, après son installation, avait à faire ce qu'on appelait la *rigoureuse*. C'était comme une sorte d'épreuve, plus ou moins longue, selon le gré du Chapitre. Pour le chanoine Darche, en 1755, « par une faveur unique et singulière, contraire à l'ancienne règle et usage du chapitre », dit l'abbé de Jaubert, il n'y avait eu qu'un mois et dix jours de *rigoureuse*. Son épreuve, à lui, dura six mois, depuis le 2 septembre 1767 jusqu'au 1^{er} mars 1768. Après la *rigoureuse*, on était admis en *seconde résidence*. C'est alors seulement que le bénéficiaire avait la pleine et paisible possession de sa prébende et pouvait prétendre à sa part de revenu.

³ Le gros est la partie principale du revenu d'un bénéfice. Pour le chanoine, le gros consiste dans les fruits particuliers de sa prébende, ou dans les sommes qui lui sont payées par tables et par quartier, et non par distribution. (Durand de Maillane, *Diction. de Droit canon.*, v^o Gros).

et le même jour, chacun des chanoines se trouve avoir gagné une année entière du gros en espèce, qui se paie à la récolte suivante, et une année du gros en argent, qui se paie une moitié en novembre suivant et l'autre moitié en mars de l'année qui suit¹. »

Notre chanoine fait observer qu'il ne faut pas confondre l'année de service des prébendes canoniales avec l'année du revenu du Chapitre; elles sont entièrement distinctes. L'année du service commence toujours au 1^{er} mai. L'année du revenu du Chapitre n'a pas de commencement fixe et déterminé. Les fruits d'une année étant affermés, ne sont entièrement payés que l'année suivante; et ce n'est qu'après l'entière recette des revenus, le 21 ou le 22 octobre, qu'il en est rendu compte. Ce compte est toujours celui de la recette des revenus de l'année précédente.

« J'ai commencé ma rigoureuse le 2 septembre 1767, dit Bellile de Jaubert; je l'ai finie le 1^{er} mars 1768. Le 2 mars de ladite année, j'ai été admis en seconde résidence, et j'ai commencé de gagner les fruits de mon bénéfice. Le 2 mars 1769, où finit l'année de ma seconde résidence, j'ai gagné le revenu d'une année entière; et le dernier avril 1769, j'ai gagné encore la sixième partie du revenu d'une année. En conséquence, au mois d'avril de la même année 1769, il me fut donné 50 livres de la grosse de 50 écus qui fut distribuée à chaque chanoine, pour le service que j'avais fait depuis le 2 mars 1768 jusques au dernier avril de la même année. Me voilà donc payé, pour la grosse en argent, de l'appoint de service que j'avais fait, au delà de l'année de ma seconde résidence, jusques au 1^{er} mai 1769. Je suis maintenant de niveau avec les autres chanoines pour percevoir tous les fruits en argent et en espèce de l'année 1769, qui répondent au service que j'ai fait depuis le 1^{er} mai 1768 jusqu'au 1^{er} mai 1769... Il faudrait voir, dans les départements du gros en espèce qui furent faits à la récolte de 1769, la portion qui me fut assignée². »

Durant les quatre années qui suivirent, c'est-à-dire depuis le 1^{er} mai 1769 jusqu'au 1^{er} mai 1773, l'abbé de Jaubert reçut intégralement tous les fruits attribués à sa prébende. Il n'acheva pas la cinquième année. Nous verrons bientôt pour quelle cause il quitta sa

¹ Notes du chanoine de Bellile de Jaubert.

² Notes du chanoine de Bellile de Jaubert.

stalle avant le 1^{er} janvier 1774. Le calcul de ce qui lui était dû à cette date se retrouve dans ses notes. Nous le reproduisons tel qu'il l'a écrit de sa main.

« Depuis le 1^{er} 1773 jusques au 1^{er} janvier 1774, il y a huit mois, qui font les deux tiers de l'année. Par conséquent, audit 1^{er} janvier, on a gagné les deux tiers des gros revenus, c'est-à-dire du froment, de l'avoine, du vin et de l'argent.

« Les deux tiers de 300 livres de grosse en argent
montent. 200 l.

« Ladite grosse en argent gagnée en entier le dernier avril 1773 monte. 300 l.

« Une grosse gagnée en argent et les deux tiers
d'une autre montent. 500 l.

GROSSE EN ESPÈCE

« Les deux tiers de quatre sacs froment, à raison
de 15 livres le sac, montent. 40 l.

« Les deux tiers des 25 sacs avoine, à raison de
6 livres le sac, montent. 100 l.

« Les deux tiers de 4 barriques vin, à raison de
20 livres la barrique, montent. 52 l. 13 s. 8 d.

« Lesdits trois articles ensemble montent. 196 l. 13 s. 8 d.

« En argent et en espèce ensemble, monte. 692 l. 13 s. 8 d.

« A quoi il faut ajouter les deux tiers du douzième de l'excédent
du compte général¹. »

Cette note ne donne pas une idée exacte de ce qu'était le revenu des chanoines de Saint-Caprais; car, après que le gros en argent et en espèce était payé, il y avait encore à partager entre tous ce qu'on appelait le *reliquat*, c'est-à-dire ce qui restait d'excédent quand on

¹ L'abbé de Bellile parle des deux tiers du *douzième*, parce qu'il y avait dans la Collégiale de Saint-Caprais douze prébendes canoniales, dont deux étaient attribuées au prieur et les dix autres aux dix chanoines qui composaient le Chapitre. Dans la répartition du revenu, chacun, par conséquent, avait droit, pour le service de toute l'année, à un douzième et le prieur à deux douzièmes. Bellile de Jaubert n'ayant fait que les deux tiers de l'année, du 1^{er} mai 1773 au 1^{er} janvier 1774, ne pouvait donc prétendre qu'aux deux tiers du douzième.

avait payé le salaire des employés de la Collégiale, les frais du culte, l'entretien de l'église, de la sacristie et de tous les bâtiments qui dépendaient du Chapitre, avec les portions congrues, les décimes et autres dépenses obligatoires.

Nous terminerons cet article par une lettre que notre chanoine écrivait en 1770 à sa sœur, mademoiselle de Jaubert, à Cabirol¹. C'est une lettre d'affaires, de petites affaires domestiques, où le vénérable dignitaire de Saint-Caprais traite de quelques menus détails du ménage. Il y laisse voir ses préoccupations et ses soucis et se révèle à nous comme un homme très pratique.

« J'estime, chère sœur, que vous avés fait un bon marché avec
• Claude, pourvu que son ouvrage soit bien et solidement fait. Mais
• je crois qu'il n'est pas en état de faire avant l'hyver tout l'ouvrage
• qu'il s'est engagé de faire. Observés que de tels ouvrages ne se
• font jamais solidement dans le tems humide comme en hyver. Le
• planché, quelque meur qu'il soit, étant pénétré de l'humidité lors-
• qu'on l'emploie, travaille quand il est mis en ouvrage, comme s'il
• avoit été employé sans être meur. Il vaudra mieux pour vous atten-
• dre un peu plus votre ouvrage que de consentir qu'on vous le
• fasse en hyver. J'ay été dans le cas de faire faire une armoire de-
• puis que je suis dans cette ville. Le menuisier me conseilla d'at-
• tendre au printems par la raison que je viens de vous dire : elle
• me parut très bonne. La commode que vous vous proposés de me
• faire faire me sera fort utile ; je vous en remercie d'avance. Si
• vous pensés à m'envoyer du bois par le batelier de Casseneuil, il
• faudroit faire avec luy un autre marché que celui qu'il vous a pro-
• posé ; il faudroit sçavoir avec luy combien il vous feroit payer par
• canne de bois et par cent de fagot. Mme Jacobet m'a dit qu'elle
• payoit cinq livres par canne de buche, tout comme pour le cent de
• fagot et pour le tonneau de vin. De cette manière on sçait mieux
• son compte, et il ne peut pas y avoir de méprise. Je m'aperçois
• cependant que cela vous donneroit trop d'embarras, et que vous
• fairés mieux de ne pas y penser. Le sieur Gruelle, gendre de Ga-

¹ Puisque Mlle Héiène de Jaubert habitait Cabirol, il faut en conclure qu'elle avait quitté le couvent de Fongrave, où elle était entrée dans sa jeunesse. Sa tante, Marie de Coquet, lui avait légué, par son testament du 14 juin 1734, une rente annuelle de sept livres, à condition de dire tous les jours à son intention un *Gloria Patri*.

» zau, a fini de me payer les 500 livres ; et je me suis libéré de pa-
» reille somme, que j'avois emprunté dans l'affaire de mon cousin ;
» il me tarde plus que je ne puis vous le dire de me sortir de là ;
» félicités-moi donc dans l'intention. J'ai tiré le compte de la somme
» dont le sieur Gruelle m'est encore redevable. Si je ne me suis
» pas trompé, il me doit encore quatre cents livres. Je luy ay fait
» entendre que j'étois dans le besoin, que je ne pourrai pas l'atten-
» dre autant qu'il souhaiteroit ; il m'a promis de ne pas me négli-
» ger. M. le chevalier Fleurans arrive dans ce moment ; je ne puis
» pas vous écrire plus au long. J'ay pour vous toute l'estime et l'at-
» tachment possible. Bellisle, chanoine, à Agen, 13 juillet 1770.

» Je voulois vous envoyer une alauze ; m'a servante en a offert
» 40 s., on n'en vouloit pas moins de 50.

» Vous pouvés dire à Cabirol que M. Fonfrède prébendé, qui
» vient d'abdiquer son colet, a résigné sa prébende à M. Fumadère
» qui luy fait ses compliments. La résignation est en cour de
» Rome¹. »

¹ M. Jean-Baptiste Villemont de Fontfrède était un simple clerc qui possédait une prébende mineure dans la Collégiale de Saint-Caprais. Il la résigna en cour de Rome en faveur de M. Louis Fumadères, prêtre du diocèse d'Agen. La collation faite à ce dernier, en vertu de la Signature Apostolique, est du 1^{er} septembre 1770. *Evêché*, livre A, 40.

IV.

M. de Bellile de Jaubert ne devait pas finir ses jours dans sa stalle de Saint-Caprais. Après quelques années de la vie douce et paisible du canonicat, il échangea ce bénéfice contre un autre qui parut sans doute lui offrir plus d'avantages, le prieuré de Valprionde, dans la juridiction de Lauzerte, en Quercy.

Saint-Sulpice de Valprionde était un prieuré séculier et simple, c'est-à-dire sans charge d'âmes. Il avait deux annexes, Saint-Caprais de Soussis et Saint-Aignan, desservies l'une et l'autre par le curé de Valprionde. Le prieur avait donc à prélever des revenus sur Saint-Aignan et Soussis, aussi bien que sur Valprionde. Quelques actes de cette époque nous permettent d'établir d'une manière assez précise à combien montaient ces revenus.

Le 13 juin 1688, une transaction avait été faite entre le prieur décimateur, Jacques-François Sussol de Valois, docteur de Sorbonne¹, et M. Bertrand Montillet, aussi docteur en théologie, curé de Valprionde, pour mettre fin aux contestations qu'avait soulevées la déclaration du roi du 29 janvier 1686². Il était réglé qu'à l'avenir

¹ Le prieur, Sussol de Valois, était représenté dans cette transaction par M. de Chabrié, docteur en théologie, chanoine de Saint-Caprais d'Agen, qui traita en son nom.

² Par cette déclaration, les portions congrues que les gros décimateurs étaient obligés de payer aux curés ou vicaires perpétuels, étaient fixées pour chaque année, dans toute l'étendue du royaume, à la somme de 300 livres, et celles qui revenaient aux vicaires inamovibles à 150 livres. « Et ce outre les offrandes, les honoraires et droits casuels que l'on paie tant pour les fondations que pour d'autres causes; ensemble les dîmes noales sur les terres qui sont défrichées depuis que lesdits curés ou vicaires perpétuels auront fait l'option de la portion congrue, au lieu du revenu de leur cure ou vicairie. »

le curé jouirait de tout ce qui lui avait été attribué jusqu'à ce jour, et qu'en outre il aurait le tiers de tous les fruits et grains décimaux qui se percevaient dans les paroisses de Valprionde, de Saint-Aignan et de Saint-Caprais de Soussis, avec toute la dime du vin, carnelage, dime verte, rente, prés et terres, sans avoir à supporter aucune charge, imposition, ni décimes ordinaires ou extraordinaires ; les décimes du curé incombaient au prieur, mais le curé était tenu de pourvoir au service desdites paroisses et de payer les honoraires des vicaires et tous les autres frais¹.

Ces conventions furent exactement observées jusqu'en 1735. A cette époque, il s'éleva de nouvelles difficultés entre le prieur, qui était M. Adrien de Laborde, prêtre du diocèse de Paris, bachelier en droit, prieur et seigneur de Monsempron, et le curé M. Guillaume Neyrit, docteur en théologie. Celui-ci revendiquait le droit de réclamer les novales². Le prieur, au contraire, alléguait qu'elles lui

¹ Le 27 septembre 1683, Bertrand Montillet, qui avait le service des trois églises de Valprionde, de Saint-Aignan et de Saint-Caprais de Soussis, avait renvoyé son vicaire, Jean Albengue, et refusait d'en prendre un autre. Toutes les fonctions curiales ayant été supprimées dans l'église de Saint-Aignan, les paroissiens se plaignirent à l'évêque d'Agen, et constituèrent pour leur syndic Jean Demeaux, avec mission de présenter leur requête devant la Congrégation. Le curé fut sommé d'y comparaitre par ordonnance du 19 octobre ; et après avoir entendu les réquisitions du syndic et les conclusions du promoteur du diocèse, les vicaires généraux, Paul Robert de Saint-Amans et Pierre-Etienne Collier, réunis en Congrégation, enjoignirent à Montillet de reprendre dans la quinzaine, et de faire en personne ou de faire faire par un vicaire régulièrement approuvé, le service divin et toutes les fonctions curiales dans l'église paroissiale de Saint-Aignan ; faute de quoi, il y serait pourvu aux dépens dudit curé. Ordonnance du 5 novembre 1693. *Evêché*, H, 538.

² On entendait par novales les dîmes qui se percevaient sur les terres qui, après avoir été longtemps en friche, étaient depuis peu de temps livrées à la culture. Voici la définition qu'en a donnée Innocent III : « Nos igitur inquisitioni tuæ respondemus, quod eam credimus Prædecessorum nostrorum intentionem fuisse, cum piis locis indulgentiam de novalibus concesserunt, ut novale intellexerint agrum de novo ad cultum redactum, de quo non exstat memoria quod aliquando cultus fuisset. » Decret. cap. *quid per Novale, de verb. signif.* (V. Durand de Maillanne, V^e NOVALES).

étaient expressément refusées par l'accord de 1688. La querelle s'envenima, et on allait entrer en procès, lorsque de sages conseillers proposèrent de s'en remettre à la décision de noble Jean-Pierre de Laboudie de la Gebertie, docteur en théologie, official du métropolitain et curé de Pervillac et de Belvèze, au diocèse d'Agen. L'arbitre choisi d'un commun accord par les deux parties régla que désormais le prieur prélèverait d'abord à la pile commune, sur le sol de Valprionde, vingt sacs de froment, mesure de Montaignut, et que, pour la paille et le reste des grains recueillis dans la dépendance du prieuré, et dont la levée se ferait à frais communs, chacun en prendrait la moitié. Le blé devait se prendre sur le sol et les autres grains là où l'on avait coutume de les prendre. A ces conditions, le curé était tenu de payer les honoraires des vicaires, de pourvoir au service divin, à tous les frais du culte, à l'entretien et aux réparations jugées nécessaires dans les trois églises, et de supporter toutes les charges, dîmes et impositions présentes et à venir. De plus, le curé renonçait à toute sorte de novales ouvertes ou à ouvrir ; mais, outre la moitié des grains qui devait lui revenir, il continuait à jouir, comme il l'avait fait par le passé, de tout le vin, carnelage, dîme verte, rentes, prés et terres¹.

Les prieurs de Valprionde avaient coutume d'affermir à des tiers leur part de revenus. Nous trouvons dans les papiers de Bellile de Jaubert un bail consenti le 12 juin 1771 par un prieur dont le nom est bien connu dans l'histoire religieuse de l'Agenais, M. Henri Argenton, au sieur Pierre Mourgues de Saint-Pierre, habitant de la ville de Tournon. « Cette ferme, dit l'acte notarié, demeure faite pour six années, qui commenceront par la récolte de la présente année, et pour le prix de dix-neuf cents livres pour chacune desdites six années, payable annuellement dans cette ville (d'Agen) audit sieur Argenton, savoir la moitié de ladite somme aux fêtes de Noël prochain, et l'autre moitié aux fêtes de Pâques d'après ; et continuer semblables paiements à pareil jour de chaque année pendant le cours du bail, sans qu'un pacte attende l'autre. » On prévoit dans l'acte les quatre cas fortuits de grêle, feu du ciel, gelée dans le courant de mai et guerre actuelle sur les lieux. S'il survient un de ces cas, le fermier devra le dénoncer au prieur dans les dix jours ; ce délai expiré, il n'aura plus droit à aucun rabais. Si quelque habitant

¹ Cette transaction est du 8 juin 1735.

refusait de payer la dîme, le fermier ne pourrait l'assigner qu'en son propre nom, et jamais au nom du prieur, à moins d'avoir obtenu son consentement écrit.

Telle était la situation du prieuré de Valprionde, lorsque, en 1773, il y eut permutation de bénéfice entre Henri Argenton, qui le possédait depuis le 25 août 1756¹, et Bellile de Jaubert, chanoine de la Collégiale de Saint-Caprais. L'acte, passé devant notaire le 7 novembre 1773, porte que l'un et l'autre « ont déclaré que leur intention est de se démettre comme ils se démettent purement et simplement, entre les mains de Mgr l'Evêque d'Agen, savoir ledit sieur Bellile de Jaubert du canonat et prébende majeure dont il est pourvu dans ladite église Saint-Caprais en faveur dudit sieur Argenton ; et ce dernier dudit prieuré simple et séculier de Saint-Sulpice de Valprionde et de ses annexes Saint-Aignan et Saint-Caprais de Soussis, dont il est titulaire, en faveur dudit sieur Bellile de Jaubert, pour cause de permutation vraie et canonique entre eux faite de leurs dits bénéfices comme de bénéfice paisible à bénéfice paisible et n'étant chargés l'un ni l'autre d'aucune pension ; consentant réciproquement que toutes provisions nécessaires aux fins susdites leur soient accordées par mondit seigneur l'Evêque d'Agen ; lesdits sieurs Bellile de Jaubert et Argenton jurant et affirmant qu'en ce dessus il n'est intervenu ni n'interviendra aucun dol, fraude, simonie ni autre convention illicite et réprouvée par les saints canons ».

Au lendemain de cet acte de permutation, le 8 novembre, l'abbé de Bellile de Jaubert reçut de M. Passalaigue, vicaire général, le titre par lequel il était investi du prieuré de Valprionde ; et trois jours plus tard, le 11 novembre, il se présentait, accompagné des notaires de Valprionde et de Tournon, dans chacune des trois églises de Valprionde, de Saint-Aignan et de Saint-Caprais de Soussis, et y faisait tous les actes requis et nécessaires pour la prise de possession de ce bénéfice.

¹ M. Argenton était prébendé de l'église cathédrale de Saint-Etienne, lorsqu'il fut nommé au prieuré de Valprionde, vacant par le décès de M. Adrien Laurent de Laborde. L'un des témoins qui ont signé sa prise de possession est Pierre Vezins de Le Bezou, prêtre et curé de Valprionde. Cet ecclésiastique était probablement un membre de la noble et pieuse famille qui devait plus tard donner au diocèse d'Agen un saint évêque dans la personne de Mgr de Levezou de Vesins.

Le prieuré n'obligeant pas à la résidence, puisqu'il n'impliquait pas la charge des âmes, Bellile de Jaubert revint habiter auprès de sa famille, dans le domaine de Cabirol. C'est là qu'il recevait régulièrement deux fois l'année, de son fermier Mourgues de Carrère, négociant à Tournon, par l'entremise de MM. Marraud-Dupon frères, de Castelmoron, le prix convenu dans l'acte de ferme. C'est de là aussi que tous les ans il faisait parvenir à M. Pierre Passalaigue, receveur des décimes du diocèse d'Agen, la somme de 333 livres, 1 sou, 9 deniers pour sa part des impositions faites sur le clergé.

M. de Bellile de Jaubert ne jouit pas longtemps des avantages que lui procurait sa nouvelle prébende. Il mourut le 12 décembre 1775, à l'âge de soixante-quatre ans¹, et fut inhumé à Saint-Pastour, dans une chapelle de l'église paroissiale qui était la propriété de la famille et qu'on appelait pour cette raison la chapelle des Jaubert².

P. HÉBRARD, VICAIRE GÉNÉRAL.

¹ M. de Bellile de Jaubert eut pour successeur dans le prieuré de Valprionde M. Jean-François Caulet, prêtre du diocèse de Pamiers, licencié en théologie de la Faculté de Paris, chanoine de la Cathédrale d'Agen, archidiacre de Marmande et vicaire général de Mgr d'Usson de Bonnac. Celui-ci posséda ce bénéfice jusqu'en 1789.

² Les Jaubert avaient de temps immémorial leur sépulture dans cette chapelle, située au côté droit de l'église et adossée contre le maître-autel. Cette chapelle étant leur propriété, il y avait un banc à leur usage, et c'est à eux qu'incombait l'obligation de l'entretenir en bon état et de la pourvoir de tous les ornements nécessaires.

UNE COMMUNE GASCONNE

PENDANT

LES GUERRES DE RELIGION

D'APRÈS LES ARCHIVES DE LAPLUME

(SUITE)

POLICE. — VOIRIE. — ASSISTANCE PUBLIQUE.

L'édit de Moulins avait considérablement affaibli l'autorité des consuls en matière de police, en leur enlevant la connaissance des délits pour la donner aux magistrats, mais ce chapitre de l'édit fut le moins bien observé et les consuls continuaient à citer les délinquants devant eux et à prononcer des condamnations. Seulement il paraît pas qu'il y eût des formalités judiciaires, et les peines étaient assez légères : l'admonestation était assez fréquente avec promesse tirée du délinquant de ne pas recommencer. Il est de fait que si les consuls ne voulaient pas recourir aux magistrats, le mande ou valet de ville étant la seule force à leur disposition, leurs moyens d'action étaient assez restreints. Contre les étrangers on avait un moyen plus efficace ; ceux qui ne voulaient pas se soumettre aux statuts de la ville étaient expulsés.

Cependant il fallait assurer le maintien de l'ordre au milieu d'une population resserrée dans une étroite enceinte ; à cause même de cette agglomération, tenir la main à la propreté des rues, empêcher la propagation des épidémies qui étaient à cette époque fréquentes et meurtrières ; enfin pourvoir à la subsistance d'une foule de pauvres que la charité privée ne pouvait secourir efficacement à cause de leur nombre. Les livres des collecteurs des tailles évaluent en effet à sept ou huit cent individus le nombre de ceux qui n'ayant rien ne

payaient que dix sous par an, or il faut compter qu'ils étaient presque tous chefs de famille et avaient femmes et enfants qui vivaient exclusivement de leur travail et principalement des travaux agricoles. Passé les premiers mois d'hiver si l'année avait été mauvaise, ou si le printemps trop pluvieux empêchait les travaux des champs, ces pauvres gens se trouvaient sans moyens d'existence jusqu'aux métives. Pour subvenir à ces nécessités, il y avait à Laplume un hôpital qui avait ses revenus provenant de legs ou de donations placés en contrats de rente chez des particuliers et administrés par le procureur des pauvres. Mais quand les circonstances l'exigeaient on cotisait les riches et aisés de la juridiction et surtout les bénéfices ecclésiastiques. Dans toutes ces occasions les consuls soutenus par la jurade n'hésitaient pas à prendre des mesures énergiques et agissaient en gens qui se souvenaient de l'autorité presque sans limites exercés par leurs ancêtres.

1579. — 23 Novembre. — Mettre à la disposition des consuls beaucoup de gens ne possédant rien et qui vont voler partout et viennent vendre en ville ce qu'ils ont volé.

Le serrurier qui a refusé de faire la garde se soumettra à l'obéissance de la ville ou sera expulsé.

Décembre. — L'an dernier un maître serrurier de Fieux est venu s'établir dans la ville promettant d'y exercer son état moyennant que les consuls lui donnassent deux escuts sol pour louer une maison, mais il n'a pas tenu sa promesse. Depuis, un autre serrurier est venu de Ste-Colombe, on le recevra dans la ville s'il veut se contenter de deux escuts sol pour se louer une boutique, attendu que c'est une belle chose d'avoir de bons artisans en une ville¹.

13. — Le serrurier rebelle ne voulant se soumettre sera expulsé.

1580. — 3 Octobre. — Un hostelier s'étant révolté contre les consuls, refusant de loger un gendarme moyennant paiement, on décide de l'admonester, et s'il ne veut faire amende honorable le poursuivre en justice.

20 Juin. — Perrin Laclaverie qui a empiété sur le chemin qui passe

¹ On voit par là que les consuls d'alors ne s'occupaient pas seulement des questions d'ordre administratif, mais qu'ils avaient à cœur de procurer à la ville tout ce qui pouvait être utile aux habitants.

près de sa borde de Rougé, sera mis à l'amende et devra le réparer ; de même pour Jean des Crimis, dit Majoreau, qui a ôté les pierres du chemin qui va d'Aguzan à l'église de St-Martin, on ira voir les lieux pour aviser à réparer le damage.

13 Août. — Laclaverie est condamné à faire réparer la route qui va de Laplume à Cazaux, et Descrimis celle qui va à la font de Labat¹. — (Acte de la réparation est donné au bas de la page par le secrétaire de la ville).

1582. — 2 Janvier. — Comme il y a toujours des contestations au sujet des gages du mande à qui on donne chaque année une paire de soliers outre ses gages, il aura par an dix-sept livres et plus de solliers. Il aura son accoutrement de mande qu'il mettra les jours de marché et à la suite des consuls.

20 Mai. — On fait marché avec des paveurs de Villeneuve pour réparer les pavés des rues, à raison de cinq sous la canne carrée, s'il y a des malfaçons ils répareront à leurs frais ; les consuls fourniront les matériaux sur les lieux.

22 Août. — Défense de laisser courir les cochons dans les rues à à peine de trois sous d'amende².

21 Octobre. — Philip Descuraing demande a faire un passage et une porte entre le carrerot qui est à côté de la guérite derrière ses fours. On ira voir s'il n'y aurait pas de préjudice pour la ville.

1583. — 23 Janvier. — Raymond Descrimis, estaignier³, de la ville, a été condamné à Astaffort pour avoir vendu de l'étain impur ; on fera vérifier sa marchandise par un maître d'Agen, et si elle n'est bonne et marchande, la confisquer et lui défendre de vendre dans la juridiction aucune pièce d'étain qui ne soit bonne et marchande.

¹ Ce genre de condamnations était fort en usage ainsi qu'en font foi les registres de la justice consulaire d'Agen. On remplaçait l'amende par une réparation qui profitait au public, tandis que d'après les coutumes les amendes imposées par le Tribunal du bailli étaient au profit du seigneur.

² On croyait alors généralement que les cochons et les chiens contribuaient à la propagation des maladies contagieuses, sans compter que ces animaux étaient à demi sauvages et se jetaient volontiers sur tout ce qui tombait devant eux. Les histoires d'enfants mangés par les cochons ne sont pas rares.

³ Potier d'étain.

1^{er} Avril. — La juridiction est encombrée de pauvres et même d'hommes brassiers¹ qui périssent de faim, ne pouvant rien gagner à cause des pluies, et encore bien des gens qui ont des possessions sont en très grande nécessité parce que personne ne leur achète ce qu'ils ont. — On décide de prendre de l'argent de l'hôpital pour nourrir les pauvres de Dieu et ceux qui y viennent loger une nuit² ; ensemble cotiser les bénéficiers et leurs fermiers qui ont des revenus dans la juridiction, en argent ou en blé, pour prêter aux brassiers, et pour nourrir les petits pauvres de la juridiction cotiser sur les riches et aisés³ et prendre du blé de ceux qui auront le moyen d'en donner. On demandera au sieur du Pré qui a vendu Aguzan à Saugentis de permettre que celui-ci donne cet argent aux consuls pour nourrir les pauvres et payer la taille au roy, parce qu'on ne peut lever aucune imposition à cause de la pauvreté et nécessité du peuple. Les consuls ensemble et certains jurés s'en obligeront.

12 Mai. — Les fermiers des bénéfices qui ont été imposés chacun proportionnellement à leurs revenus font des difficultés pour payer, ce qui est pour engendrer procès, néanmoins, vu la grande multitude de gens journellement mendiants et criant de faim, pour remédier et donner ordre à ce qu'ils soient nourris on prendra cinquante sacs de blé offerts par M. du Pré et on le convertira en farine pour faire du pain ; et chaque jour à son tour, un juré présidera la cuisson et distribution.

10 Juin. — Saugentis réclame le paiement du blé qu'à fourni M. Du Pré, on le lui paiera à raison de cinq livres quatorze sous le sac, et comme il est presque tout distribué et que si on suspend les distributions les pauvres sont en danger de mourir de faim, on prendra le blé qu'offrent M. de Bergung et Peyrotet de Bernard au même prix.

¹ On appelait brassiers des gens qui louaient leurs services à la journée ou pour la saison des gros travaux. Ce nom est encore usité en Armagnac.

² Voici un article qui prouve que l'hospitalité de nuit qu'on croit d'invention récente, était pratiquée depuis bien longtemps ; mais la révolution en prenant les biens des hôpitaux supprima par le fait l'assistance publique qui existait presque partout dans les campagnes.

³ Il est bon de faire remarquer que lorsqu'ils imposaient les riches et aisés les jurats étaient les premiers sur lesquels tombait cette imposition. Lorsque nos modernes humanitaires parlent de semblables mesures, ils visent généralement la bourse de leurs voisins.

20 Juin. — Le portier de la ville étant malade et ne pouvant gagner sa vie, pour l'honneur de Dieu on lui donnera un sou par jour de maladie¹.

19 Septembre. — Un homme demande à bâtir une maison dans son jardin au bord des fossés. Comme ce serait nuisible à la défense on lui donnera un autre terrain qu'il reconnaîtra tenir de la ville et en paiera la rente au vicomte. En paiement de la dite permission il fera recouvrir la maison commune.

4 Décembre. — Passage d'un agent voyer, on lui paie ses frais de séjour².

1584. — 12 Janvier. — Le recteur et un habitant se sont querelés et colletés pour un tas de terre qui était destinée à la maison commune ; l'habitant voulait en prendre et le curé l'en empêcher. On les mande tous deux devant les consuls qui condamnent l'homme à une journée de travail pour la ville, et leur défendent à peine d'amende de recommencer.

20 Janvier. — On a trouvé un petit enfant abandonné près d'une borde de la juridiction, on le fera nourrir pour l'honneur de Dieu de l'argent de l'hôpital, en attendant d'informer pour user comme de droit.

5 Février. — On arrête un porcher à raison de six deniers par tête³.

25 Juin. — Jean de Pérès a empiété sur le chemin qui va de La-plume à Cazaux, près des maisons de Pérès. On l'appellera devant les consuls ou en justice pour réparer le dommage, de plus on lui fera récupérer le fossé de la font Monjau⁴ près des terres du sacristain de Cazaux dont il est faisandier.

Des habitants de la ville ont fait une confrérie sans avertir les

¹ Cette fois c'est l'assistance à domicile, autre invention moderne, qui fonctionne en 1583.

² C'était encore un empiètement du pouvoir royal sur les anciennes attributions des consuls, jusque-là seuls maîtres de la voirie. On leur envoie des inspecteurs pour s'assurer de l'état des chemins et obliger les communautés à les faire réparer.

³ Ce fonctionnaire qui existe encore dans certains pays était chargé de conduire aux champs, chaque matin, les porcs des habitants et de les ramener chaque soir.

⁴ En français correct, la fontaine des moines.

consuls, contrairement à l'édit du roi, et même arsoir ils ont fait un grand feu de joie outre la coutume avec procession et grande assemblée près la porte Amourouze, où était la chapelle. On leur fera des remontrances parceque c'est mépriser l'autorité de la ville et pourrait être le point de départ de désordres. Ils devront s'ils veulent continuer avertir les consuls de tout ce qu'ils voudront faire et rendre compte chaque année à la ville de l'argent dépensé.

16 Août. — Défense d'entrer dans les vignes à peine de cinquante sous. Défense de laisser courir les chiens sans un bâton attaché au cou¹. Ordre de donner les cochons au porcher commun à raison de six deniers par semaine, défense de les laisser courir la ville à peine de trois deniers au bénéfice du porcher. Défense de jeter des ordures ni de l'eau par les fenêtres du côté de la rue².

17. — A cause des bruits de guerre et de la contagion la foire de Saint-Barthelemy sera différée.

20. — Les Consuls ont reçu avis que la contagion est déclarée à Agen. On mettra des barrières à la porte du Marcadiou et on ne laissera entrer personne venant de ces quartiers qui ne porte certificat des consuls. Divers habitants se trouvant à Agen veulent se retirer ici ; ils resteront huit ou neuf jours aux champs avec leurs marchandises³. Défense de laisser errer les pourceaux dans la ville, et en nettoyer les rues et recoins à peine d'amende.

24. — On adjoint un homme au portier du Marcadiou qui ne peut suffire à sa besogne de nuit et de jour, à cause de la contagion.

Le sieur de Réaup demande à être reçu dans la ville, on le recevra lui et sa famille, pourvu qu'il prête le serment de fidélité requis en pareil cas.

14 Novembre. — La contagion étant à Agen on suspend les marchés.

13 Décembre. — Arrêté d'envoyer des vivres à des pestiférés qui sont aux mélairies des Anges, plus tard on les recouvrera sur leurs biens et moyens.

¹ Le bâton attaché au cou était destiné à gêner la course des chiens.

² Presque toutes les maisons étant adossées aux remparts avaient des fenêtres ouvrant sur les fossés qui servaient d'égout à la ville. Egout stagnant et à ciel ouvert.

³ Dans une petite ville close de murs les quarantaines de terre pouvaient facilement être rigoureuses, et partant efficaces, aujourd'hui c'est une pure illusion.

1585. — Rolle de ceux dont on n'a pu recouvrer la taille, *inter quos*: Manauld, François Nagoa et Jehanot Nagoa dit Minet, son frère, ne peuvent payer pource que leur habitation s'est perdue à cause de la grande contagion et danger de peste qui s'estoit mis dedans leurs maisons qu'estoient joignantes. Et pour ne porter domatge à personne, mesme à leurs boysins, les habitans de la paroisse de Pleissac mirent le feu dans les dictes habitations.

(CC. 57. *Comptes de 1585.*)

27 Novembre 1588. — Deux soldats de la ville qui ont eu intelligence avec ceux de la religion on fait prendre Guillaume de Majorean et son frère par ceux de Nérac ¹, on informera contre eux et on les livrera à la justice.

7 Décembre. — Le sergent des Esbats et M. de Caubiet ont été mis en prison pour avoir fait prendre Guillaume de Majoureau par ceux de Nérac; des Esbats a proféré des menaces contre la ville, on les remet en prison en attendant une enquête. De même, le fils de Coulhot, gendre de Frontet Maignan, qui s'était retiré avec sa femme à Montagnac et a porté les armes pour ceux de la religion, est revenu en ville et veult retourner catholic, il entretient des intelligences avec ceux de la religion et a fait rébellion et menaces contre la ville. On le met en prison jusqu'à plus ample informé.

20. — Des Esbats demande grâce, on la lui accorde à condition qu'il se mettra dans une compagnie au service du roy.

1589. — 26 Janvier. — M^e Guillaume Daude, apothicaire, étant constitué en maladie et sans moyen d'existence recevra un sou par jour de l'argent de l'hôpital.

19 Février. — On décide de faire nourrir une petite fille dont la mère est morte et dont le père n'a nul moyen de la faire allaiter.

18 Avril. — Les consuls ont fait emprisonner un homme qui avait battu le mande réclamant sa taille à un autre ². Deux jours après on le relâche après lui avoir fait promettre de ne pas recommencer.

25. — On fait difficulté de prendre les réaux d'Espagne, le collec-

¹ Probablement pour partager la rançon qu'on espérait en tirer : on a vu plus haut comment se passaient ces sortes d'affaires.

² Le collecteur rencontrait souvent des contribuables récalcitrants, et pour cause, et il devait employer des moyens de contrainte un peu excessifs ; il est probable que l'homme en question était venu au secours d'un voisin battu lui-même par le mande.

teur en a pour cinq ou six écus, s'il ne les peut employer la ville demeurera en deschet. Arrêté de contraindre le général à les prendre pour ce qu'ils ne sont descriés.

7 Mai. — Les consuls d'Agen ont ouï dire qu'un Laforcade, de cette ville, avait eu part dans l'entreprise dernière contre elle ¹, ils ont arrêté Pierre Forcade et son frère et demandent aux consuls ce qu'il en faut faire. On leur répond de l'élargir mais toutefois on ne le laissera entrer en ville de quelque temps.

19 Octobre. — On loue quinze livres par an une maison pour loger la veuve et les enfants du capitaine Busquet dont on a démoli la maison.

18 Novembre. — On reçoit pour habitant un soldat, Domenger Lagardère, après lui avoir fait prêter serment de fidélité à la ville, d'être bon catholic, et d'avertir s'il sait rien au préjudice d'icelle.

1591. — 16 Janvier. — On défend aux hostes forains de tenir hostelleries aux faux bourgs de la ville, occasion des présents troubles, sur la requête que Pierre Pouzergues a fait présenter à la ville, et le marché se tiendra au Marcadiou. Pendant ces troubles on aura un second mande et sans tirer à conséquence. — On donnera quatre écus pour cette année à la veuve du capitaine Busquet pour se louer une maison.

19 Février. — On reçoit au nombre des habitants un maître chapelier de Caudecoste, pourvu qu'il porte attestatoire de sa patrie et prète serment de fidélité à la ville.

9 Juin. — Arrêté d'aviser la fornaise de Pierre des Esbats pour lui permettre de rebâtir ailleurs pour éviter le danger du feu des maisons.

12 Juillet. — On ira voir le bâtiment de M^e Lagarde, chirurgien, derrière l'église, de peur qu'il ne soit nuisible à la ville.

22 Août. — La foire de Saint-Barthomieu se tiendra dehors et on mettra des arquebusiers aux portes. — Aussi feust arrêté d'aller prendre prisonniers une assemblée de paysans logés à la maison de Jehan de Majoreau, à cause qu'ils font des monopoles².

On reçoit pour habitant Arnaud du Poy, maréchal.

¹ J'ignore absolument qu'elle était cette entreprise et qui l'avait dirigée. Il n'en existe aucune autre mention que celle-ci dans les papiers de la ville.

² Ce mot était employé au xvi^e siècle avec la signification de complot.

1 Septembre. — On reçoit un chirurgien de Castelnau.

8. — On paiera le chirurgien qui a pansé Jean Graulet blessé à Majoreau.

11 Octobre. — On reçoit pour habitant Etienne Laforcade qui a demeuré quelque temps avec M. de Roquépine et à présent veut se retirer.

27 Janvier 1592. — On donne un drap de l'hôpital pour ensevelir un pauvre homme.

22 Mars. — Interdire l'entrée de la ville aux pauvres forains, ceux de la juridiction seront nourris sur les bénéfices ¹.

8 Août. — On fait la levée de la cotisation sur les bénéfices pour rembourser le blé pris aux particuliers; vingt-deux écus qui manquent seront pris sur le fond de l'hôpital et une partie dudit fond sera levée pour être mise entre les mains du procureur des pauvres pour les nourrir une autre année.

7 Février 1593. — On établit le rôle des pauvres de la ville et juridiction pour les assister pendant les deux mois prochains, et sera communiqué à la jurée.

17. — On achètera du blé et des fèves ² pour nourrir les pauvres, jusqu'à dix livres le sac.

8 Mars. — On prie Mlle de Bière de prêter cent sacs de blé pour les pauvres, on le lui paiera ce qu'elle voudra; et si elle dit vouloir être cotisée, lui déclarer qu'elle ne le prenne en mauvaise part si la ville en prend où elle en trouvera. — On lui prend cent sacs de blé à dix livres, et à Captan vingt-cinq sacs de fèves à huit livres.

22 Mai. — On décide de punir à la rigueur une femme impotente qui était à l'hôpital et qui a volé du linge et deux quartiers de lard dans la maison des hoirs de Frontet Saugentis.

11 Juin. — On dit que la contagion est dans Nérac. Il faut s'en informer.

29. — On interdit la circulation des pourceaux dans la ville, ils

¹ Cette cotisation des bénéfices ecclésiastiques n'était que justice, car toutes ces possessions des abbayes ne leur avaient été données qu'autant qu'établissements charitables pendant le haut moyen âge; mais, depuis, elles avaient bien changé de destination, et en prenant une partie de leurs revenus pour nourrir les pauvres on ne faisait que rendre ces biens à leur première destination.

² Fèves.

seront abattus sur place. — Tenir les rues propres à cause du danger qui s'en pourrait suivre.

25 Juillet 1594. — On demande au Parlement de Toulouse la permission d'imposer les bénéfices pour la nourriture des pauvres.

31. — On fait refaire les pavés des rues de la Font de Labat et de Cazaux à six sous la canne.

9 Octobre. — On met en arrentement le fianx des fossés de la ville, tant celui qui est tiré que celui qui est à tirer, et sera l'argent appliqué aux réparations de la ville. — Il est adjugé à Pierre du Puy, tailleur, moyennant trois écus, cinq sous.

19 Janvier 1595. — Faire refaire les lits de l'hôpital, coëttes et draps.

19 Février. — Défense de laisser vaguer les pourceaux par les rues de la ville et par les fossés, pour éviter l'accomblement d'iceux.

23. — Un commissaire se présente de la part du roi et de la princesse sa sœur comme maître des chemins, ponts et mauvais passages dans leur seigneuries. On l'aidera à remplir les devoirs de sa charge aux dépends des usurpateurs, et la visite sera faite sans exception de personne.

57. — On fait publier à son de trompe, de par le roy, que ceux qui refuseront les doubles¹ paieront un écu, plus la prison, néanmoins les receveurs des deniers publics ne seront tenus d'en prendre au paiement plus d'un tiers, et le reste en bonne monnaie courante.

3 Mars. — Les doubles estans descriés et personne n'en voulant prendre, il est de nouveau ordonné d'en accepter un tiers dans les paiements.

5. — Le maître des chemins demande taxe de ses peines ; on le renvoie à se pourvoir devant le sénéchal contre les propriétaires usurpateurs.

8. — Il a obtenu taxe du sénéchal à un écu par jour. Il faudra trouver moyen par emprunt ou autrement de le rendre content pour après en avoir remboursement contre les usurpateurs.

8 Avril. — Le maître des chemins réclame outre sa taxe un écu par jour pour la dépense qu'il a faite ici. Arrêté de le contenter à la meilleure condition.

¹ Pièces de deux deniers.

24. — Ordonnance pour obliger de recevoir les monnaies neuves (douzains)¹ de Toulouse.

Arrêté de nourrir les pauvres nécessiteux qui n'ont rien dans ce monde, on cotisera les bénéficiers, on départira les pauvres à chaque habitant suivant ses moyens, à la meilleure condition que faire se pourra, pour éviter la perte des pauvres selon la volonté de Dieu.

3 Mai. — On envoie à Lectoure pour faire dresser requête pour obtenir du parlement de Bézier l'autorisation d'imposer les bénéficiers pour l'entretien des pauvres. Après avoir fait de rechef la visite des blés on en prend cent sacs à Mlle de Bière et cent sacs à d'autres particuliers pour nourrir les pauvres pendant les mois de mai et juin.

On fait publier un arrêt de la cour des généraux des finances de Bordeaux, relativement à la réception des monnaies, au sujet des douzains neufs au coin du roi.

7. — On a fait un rôle du blé de la ville, duquel blé feust arrêté de prendre de chacun qui en aura une quatrième partie, distraictes leurs dépenses, et la dicte quatrième partie prinse sera employée à norrir les pauvres, et le dict blé leur sera payé. On dressera aussi au plus tôt un rôle de pauvres.

9. — Pour le blé qu'on a pris et qui sera payé à dix livres le sac, ce qui fait cinq cent écus, les consuls et quatre jurés s'en obligeront personnellement vis-à-vis des intéressés, et tout le corps de ville s'engagera envers eux et promet de les en relever indemnes.

4 Juin. — On ira à Château Sarrazin pour obtenir du parlement l'autorisation de cotiser les bénéficiers et autres pour la nourriture des pauvres.

24. — Le parlement a accordé la cotisation et l'a fixée au sixième du revenu.

15 Août. — On a pris quarante-deux sacs de blé des fermiers du sieur de Layrac, tant de la pension du recteur que de la prémisses du sieur de Layrac², et on leur en donne décharge.

22 Octobre. — La ville a obtenu un arrêt contre le sieur du Nomdieu³, le condamnant à payer vingt écus pour le sixième du revenu

¹ Pièces de douze sous.

² On trouvera l'explication de cet article au chapitre de l'église.

³ Jean Soubiran d'Arizat, grand prieur de Toulouse, commandeur du Nomdieu.

des bénéfices qu'il a dans la juridiction. — (La ville avait un procès avec lui à cause de sa cotisation et avait fait saisir du blé chez les sequestres du bénéfice. De plus elle tenait l'un d'eux en prison parce qu'il avait permis au procureur dudict sieur de prendre les fruits du bénéfice dont il avait la garde. De leur côté, les sequestres avaient fait donner assignation aux consuls).

On arrête un porcher auquel on devra bailler chaque lundi deux liards, et à la fin du mois un sou, par pourceau commis à sa garde.

E. D'ANTIN.

(A suivre.)

UN DOCUMENT INÉDIT

RELATIF A L'ABBAYE DE CLAIRAC

L'histoire de la ville et de l'abbaye de Clairac est encore à faire : j'ai l'espoir qu'elle se fera bientôt et sera digne de cet important sujet¹. Ce qui m'encourage à espérer qu'un intrépide ouvrier, encore jeune et plein de zèle, l'auteur de *Mauvezin* et de *Sainte-Bazeille* nous fera connaître la ville et le monastère qui ont eu tant de célébrité, c'est que, par une bonne fortune en quelque sorte providentielle, M. l'abbé Alis, en sa paisible paroisse de Sainte-Radegonde, est le voisin de Clairac, qu'il pourra le plus facilement du monde aller consulter les archives de la mairie de cette ville et les vieux papiers conservés dans les châteaux des environs. Cette situation favorable impose au travailleur des devoirs particuliers. C'est le cas de dire que *situation oblige*. En attendant que M. le curé de Sainte-Radegonde puisse exploiter la mine précieuse qui est à portée de sa main, je suis heureux de lui donner d'avance ma petite collaboration². La pierre que j'apporte à son futur édifice m'est gracieusement four-

¹ L'appel que, dans la lettre-préface de *Mauvezin*, de M. l'abbé Alis, j'eus l'honneur d'adresser au clergé du diocèse d'Agen, au sujet des monographies paroissiales à entreprendre un peu partout, semble avoir été entendu, car on annonce grand nombre d'entreprises de ce genre. Je me contenterai d'en signaler deux ou trois. L'historien de la baronnie de Pujols, M. l'abbé Gerbeau, s'occupe d'une histoire de la ville de Penne. M. l'abbé Dubos, curé de Saint-Avit, et M. l'abbé Dubois, vicaire à Monclar, préparent ensemble une notice sur les paroisses d'Escassefort et de Saint-Avit. Ce dernier, que j'ai eu le plaisir d'avoir pour hôte il y a trois jours, m'a parlé avec enthousiasme — l'enthousiasme qui fait les forts ! — de son projet d'écrire une monographie de Monclar. Puisse l'exemple de ce jeune prêtre être suivi par ses confrères dans le sacerdoce !

² Rappelons que, dans une livraison précédente, j'ai publié une lettre de l'évêque d'Agen, Claude Gélais, qui contient de curieux détails sur une visite faite aux habitants de Clairac par ce prélat, qui, enchanté de leur bon accueil, aurait pu leur dire :

« Il est avec *Calvin* des accommodements. »

nie par un aimable homme et un excellent travailleur qui malheureusement ne veut pas être connu. En remerciant ici mon bienfaiteur anonyme de sa généreuse communication, je le remercierai aussi d'en avoir si bien caractérisé l'intérêt en ces lignes que je reproduis soigneusement, car en vérité on ne saurait ni mieux juger, ni mieux dire : « L'enquête faite sur les exactions des Huguenots dans l'abbaye de Clairac est une des pièces que j'ai trouvées avec le plus de plaisir dans nos fouilles. Sans connaître bien les lieux, on voit s'agiter tout ce monde pendant et après ces événements qui devaient tant impressionner les divers témoins actifs ou passifs. La manière de déposer de chacun d'eux donne bien la note vraie : l'un veut pallier une semi-coopération, l'autre est tout plein de son sujet, n'atténuant rien, se vengeant de la terreur passée et voulant être bien noté par le chanoine Guarguanty¹, qui me paraît être le premier administrateur envoyé par le chapitre de Saint-Jean-de-Latran après que le roi Henri IV eut donné à ce chapitre l'abbaye de Clairac². »

PH. TAMIZEY DE LARROQUE.

Procès-verbal contenant inquisition de la prinse du revenu de l'abbaye de Clerac, montant environ huit mil livres (1615)³.

Aujourd'hui vingt neuvième du mois d'aoust mil six cent seize dans la maison abbatiale de Clayrac, pardevant nous Gerauld Grimoard, licentier

¹ M. l'abbé Durengues, dans son précieux *Pouillé*, si bien apprécié ici, donne (p. 626) divers renseignements sur « le chanoine Paul Garganti. » Il dit en note (Ibid.) : « Jean Baptiste Tébaldi, chanoine de St-Jean de Latran et bon poète italien, aurait été, d'après quelques-uns, le premier abbé et aurait ainsi précédé Paul Gauganti. »

² J'ai vu jadis chez ma bonne amie Madame la Comtesse Marie de Raymond un document sur parchemin relatif au don d'Henri IV aux chanoines de Saint-Jean-de-Latran. Je ne retrouve pas mention de ce document dans le *Catalogue du fonds de Raymond* si bien dressé par mon cher confrère G. Tholin (Agen, 1889). Il faut en conclure que la pièce a disparu avant la rédaction du *Catalogue*.

³ *Archives Nationales*, carton 6 — ⁸ Je ne donnerai aucune note, laissant ce soin au ³⁶ futur historien de l'abbaye. Je n'ai ni le temps, ni les livres nécessaires à un consciencieux annotateur. Ne vaut-il pas mieux chômer que mal moudre ?

ez droictz juge pour le Roy à Saint Sardos, escrivant soubz nous Pierre Cousin, commis et nostre greffier, c'est presenté M^e Anthoine de Laguchay praticien, en presence de M^e Jaques Daude, substitué du procureur du roy de la seneschaussée d'Agenois, au lieu de la Parade, pour et avec messire *Paul de Guarguanty*, chanoyne du chappitre Saint-Jean de Latran de Rome, seigneur et administrateur de l'abbaye dedit Clayrac, lequel a narré la requeste présentée par ledit sieur Deguarganty en la cour de Monsieur le seneschal d'Agenois, et respondre le vingt-troisiesme de juillet dernier, qu'il nous a monstrée, signée : Boyssonnade, juge mage, et Boudon, greffier, avec les lettres patentes, nostre commission de mesmes jour et an signée desdits juge-mage et greffier pour faire faire attestation et preuve sommaire sur les faictz contenuz en lad. requeste, commant au mois de septembre dernier, ceste province de Guienne feust en troubles, et y eust plusieurs mouvemens de gens de guerre qui firent plusieurs princes de villes et places et plusieurs autres actes d'hostilité qui durarent continuellement jusques au commencement du mois de may dernier, et comme au commencement du mois d'octobre le seigneur de Pujol, gouverneur dudit Clayrac, venant d'une assemblée tenue à Sainte-Foy, arriva audit Clayrac de nuict et s'enquiert si ledict seigneur Guarguanty estoit encores audit Clayrac ; et, ayant esmeu quelques soldats, ils seroient allés ez maisons de Jean Pigon, marchand, et de M^e Pierre de Labat, notere dans la present ville, cersant [*sic* pour cherchant] ledict sieur de Guarguanty, disans qu'il s'estoit retiré esdictes maisons à cause dudit mouvement. Et la mesme nuict le cappitaine Jean Meynié seroit venu par le commandement dudit sieur de Pujols en la present maison dire audit sieur de Guarguanty qu'il ne boigeat de ladicte maison à peyne d'encourir hazard de sa personne ; que, dès le lendemain, ledit sieur de Pujols demanda audit sieur de Guarguanty le prest de deux mil livres, lequel sieur Guarguanty, cuidant esviter les dangers qui estoient eminants, feust contrainct de luy faire prest de la somme de neuf cens livres ; et que le sieur de Rohan, commandant audit pays de Guyenne pour le party de Messieurs les princes fit don de la dicte somme de neuf cens au cappitaine Fau commandant à Pujols ; que ledit sieur de Rohan et ledit sieur de Pujols par leur mandement firent vindicer et arrester entre les mains des fermiers du revenu de l'abbaye de Clayrac toutes les sommes par eux deues audit sieur de Guarguanty audit nom à cause de leurs fermes. Davantage ledict seigneur de Rohan fit don sur ledit revenu de la dicte abbaye au sieur de Pujols de la somme de huict cens livres tournois et aux consuls dudit Clayrac de la somme de douze cens livres ; desquelles sommes ils se sont fait payer et ont contrainctz au payement les fermiers particulliers de ladicte abbaye. Que les consuls dudit Clayrac en consequence dudit don firent prendre au lieu et maison de la Muraille la quantité de environ trente pipes de bleds. Aussy a esté fait don sur ladicte abbaye par ledict sieur de Rohan aux sieurs de Mansac et de Sellier sur la

ption du sieur de Beylhac. Pour laquelle ilz ont fait saisir et délivrer à l'inquant (pour encan) les rentes, lotz et ventes de ladicte abbaye, qui furent delivrées à Jean Guichenet pour quinze cens livres. Et le reste jusques à la somme de huit mil livres ou environ, l'ont levé sur lesdictz fermiers par rentes, lotz et ventes. Que ledict sieur de Pujols a prins et fait prendre dans ladicte abbaye grand quantité de gros boys et fagots, vingt barriques de vin dans la cave : béu ou emporté ; et le reste jusques à dix huit thonneaux s'est treuvé en la cave de ladicte abbaye gasté et buffeté ; plus six charettes de foin ou plus. Et ledit sieur de Guarguany n'ayant peu retirer tout son ameublement, il luy a prins durant lesdictz mouvemens des meubles de boys, coittes, matelas, linseuls, couvertes, vaisselle d'estain et de cuivre, mesmes des meubles de l'église.

Qu'en consequence desdictz mouvemens de guerre, il a esté fait plusieurs ruynes ez ediffices dudict Clayrac, prins et emporté la grande giroette qui estoit sur la grande tour, rompu des toictz et aux ediffices de la Muraille rompu les eschelles et fait brusler des soliveaux. Que les consuls de Thonneinx dessus et le seigneur de Saint Légier¹ ont eu don dudict seigneur de Rohan de la somme de cinq cens livres sur ladicte abbaye, qu'ilz se sont fait payer au sieur de la Jaunie, fermier de Bugassac, membre de ladicte abbaye. Comme de mesme le sieur de Roquepique, gouverneur de la Parade, ayant eu don dudit seigneur de Rohan a contrainct les fermiers de Saint-Jean de Peyrières de luy payer la somme de troys cens cinq livres. Aussi durant lesdicts mouvemens tous actes de justice ont discontinué et les greffiers n'ont peu jouyr des esmolemens d'iceux, ny aussi les passages dudict Clayrac de Roussanes, à cause qu'il n'y avoit foires ny marsés, (*sic* pour marchés) et tout commerce cessoit. De tous lesquels faitz ledict seigneur de Guarguany audit nom voullant faire preuve sommaire et attestation, a fait assigner à comparoir ce jourdhuy pardevant nous tant ledit Daude que les consuls dudit Clayrac et autres personnes cy après nommées, les ungs pour voir faire ladite attestation et preuve, et les autres pour en dire et déposer ce qu'ils en savent ; dont aucuns ont comparu presentement, savoir : Maistres Pierre Martin, Pierre Planys, Pierre Meynié, Guillaume Feran, conseuls dudit Clayrac ; Maistre André Ferron, docteur en médecine, Maistre Pierre de Labat, notaire royal, Maistre Pierre Fort, notaire et lieutenant de la Parade, Guillem Begoulle, marchand, Jaques Lafeuille et Anthoine de Lamaletière, Massiot, Majualt, Jaques Huc, Pierre Vachain, Pierre Tissard et Pierre Depen, marchans, habitans de la Parade, et juridiction, assignés par Fourpeyre, sergent royal.

Ce referant en presence de tous lesquels ledict de Laguchay a narré ce

¹ Sur ce seigneur du château et de la terre de Saint-Léger (près Montastruc), lequel seigneur était un Lidon, voir : *Deux Livres de Raison de l'Agenais*, PASSIM.

que dessus et a requis qu'il soit par nous procedd au fait de ladite attestation et preuve sommaire suivant ladite commission. Et, après lecture par nous faicte de ladicte requeste et commission, avons procedé à faire ladicte attestation et preuve sommaire, et suivant icelle ouy et interrogé les tesmoings produits par ledit Laguchay ; auxquels avons faict lecture des faictz avancés et contenus en ladicte requeste et narration dudict Laguchay, et bien donné à entendre ; et leur avons faict lever la main et à chacun d'eux promettre déposer et dire verité ; ce qu'ilz ont promis faire au serement qu'ils ont à Dieu. Et après enquis sur lesdictz faictz, ont dict, attesté et tesmoigné que c'est chose notoire en tout ce pays de Guyenne qu'il y a eu troubles audict pays et plusieurs mouvemens de guerre, prinses de villes et places, et plusieurs actes d'hostilité notoires à tous ceux de la province au grand dommage, degast et ruine de plusieurs personnes tant pour leurs personnes que leurs biens ; et les reliques (pour restes) des maux paroissent encores à veue d'œil.

Et particulièrement lesdictz Labat et Pigon ont dict estre chose vraye que, ung jour sur la fin de septembre dernier sur les dix heures de nuict estant coussés en leurs maisons tout auprès de le present ville, y arrivèrent plusieurs soldats armés d'armes à feu et autres qui entrèrent en leurs maisons, cerchans et fouilhans dans icelles, et, à leur interrogatoire qu'est ce qu'ils demandaient, lesdictz soldatz respondirent qu'ils cerchaient ledict sieur Guarguanty, et nommèrent le sieur de Pujols, gouverneur de ladite ville, qui les avoit là envoyés ; et n'y ayant trouvé ledict seigneur Guarguanty, s'en retournèrent.

Et lesdictz Begoulle, Lamaletière, Lafeuille et Sellier ont dict que le mesme soir le cappitaine Jean Meynié feust à ladicte mayson abbatiale et, y ayant trouvé ledict seigneur de Guarguanty dans son lict, ledict Meynié, qui estoit accompagné de plusieurs soldatz, dit audict sieur de Guarguanty qu'il avoit commandement dudict sieur de Pujols de luy dire qu'il ne bougeat de ladicte maison, qu'estant dans icelle, il ne devoit avoir poeur, et, le faisant, qu'il encourroit du hazard en sa personne. Et le lendemain matin ledict sieur de Pujols en personne vint dire audict sieur de Guarguanty qu'il ne bougeat de ladicte maison, ce qu'il confirma encore la nuit en suivant dans ladicte maison abbatiale.

Et ledict Ferron, medecin, a dict et attesté au mesme serement que sur la fin dudit mois de septembre, il feust en ladicte maison abbatiale de la part dudict sieur de Pujols gouverneur et pria en son nom ledict sieur de Guarguanty de vouloir faire prest audict sieur de Pujols de certaine somme d'argent s'il en avoit, et ledict sieur de Pujols s'en obligerait et luy baille-rait cautions. Et depuis a sceu que ledict sieur de Guarguanty a faict prest audict sieur de Pujols de certaine somme qu'il n'a sceu specifier. Toutefois a ouy dire que ledict sieur Guarguanty luy avoit cédé sur certains fermiers de l'abbaye la somme de neuf cens livres.

Et ledict Begoulle a dict sçavoir aussi que ledict Ferron vint sur la fin

de septembre en ladictie maison abbatiale requérir ledict sieur de Guarguany de faire prest audict sieur de Pujols de la somme de deux mil livres, et, après que ledict sieur de Guarguany eust usé de plusieurs excuses, mesmes de n'avoir point d'argent, et l'ayant dict audict Ferron et icelluy esconduit par diverses fois, feust treuvé expediant pour esviter les dangers que luy estoient eminentz, de luy faire prest par forme de cession de la somme de neuf cens livres ; et de ce feust passé contract.

Dict plus ledict Begoulle, et lesdictz Anthoine Lamaletière, Jaques Lafeuilhe et Jean Sellier qu'ils feurent presens estans dans ladictie maison abbatiale, où ils demeuroient au service dudict sieur, qu'une nuit, sur la fin dudict mois de septembre, le cappitaine Jean Meynié entra dans icelle maison accompagné de plusieurs soldats armés d'armes à feu et autres ; et dict audict sieur qu'il avoit commandement dudict sieur gouverneur de luy dire ne bouger de ladictie maison, ce qu'il ne pourroit faire sans encourir le danger de sa personne. Et le lendemain mstin ils apprirent que ledict seigneur estoit retenu prisonnier de guerre.

Comme aussy lesdictz Begoulle, Lamalletière, Lafeuilhe, Sellier ont dit que, devant lesdictz mouvemens et à cause d'iceux, ledict sieur a perdu dans ladictie maison somme, coette, matelas, linseuls, vaisselle d'estain et de cuivre qui estoient demeurés dans ladictie maison, lorsque ledict sieur feust contrainct s'en aller et se retirer hors d'icelle. Et oultre ce feust aussy perdu plusieurs meubles de l'église. Comme aussy savoir que les gens de guerre durant ledict temps firent plusieurs insolences mesmes audict Clayrac fut prins et enlevé de dessus la grande tour la giroette qui y estoit affichée, rompu le toict et les edifices, le tout à cause de la guerre. Aussy ont dict les susdictz savoir que durant lesdictz mouvemens de guerre feust prins par les gens dudict sieur de Pujols grande quantité de gros boys et fagots à brusler, environ vingt barriques de vin qui feust beu et emporté. Et le reste dudict vin qu'estoict jusques au nombre de dix huit thonneaux a esté treuvé gasté et buffeté, et percé en plusieurs endroits toutes les barriques. Et lesdictz sieurs Martin, Planys, Meynié et Ferron, consuls de ladite ville de Clayrac ont dict avoir esté fait don par ledict seigneur duc de Rohan à ladictie ville de Clayrac de la somme de deux mil livres sur le revenu de ladictie abbaye de la dicte ville. Duquel don ils sont pretz de faire apparoir et en bailler coppie vidimée. En consequence duquel don et mandement dudict seigneur duc, ils ont esté contraincts comme conseuls par le conseil estably en ladictie ville et jurade rechercher les moyens de paiement du premier pacte. A chacun desquels ils ont baillé quittance des sommes qu'ils prenoient. Aussy ont fait vendre à cry public et au dernier encherisseur quelques grains qui estoient dans les greniers dudict sieur abbé au lieu apellé de la Muraille ou Factevielle. Ont dict aussy que oultre le don susdict de deux mil livres, il leur a esté fait don de trois cens livres sur la pension du sieur de Teilhac, duquel aussy offrent faire valablement apparoir.

Et lesdictz Mayaud, Huc, Vassan, Tissard et Depens ont dict sçavoir que le sieur de Rocquepique, gouverneur de la Parade, les a contraincts et à autres leurs consorts fermiers de Saint Jean de Peyrières, membre de ladicte abbaye, de luy payer la somme de troys cens cinq livres ; et audict payement de ce les a contraincts par emprisonnement de leurs personnes et ventes de leurs biens. Coppie vidimée de quoy ils ont baillée audict sieur.

Et ledict Mayaud a dict de plus que outre le payement par luy faict audict sieur de Rocquepique il a esté aussi contrainct payer aux consuls dudict Clayrac sur le prix dudict afferme la somme de cinquante sept livres, douze sols ; appert par quittance du cinquiesme febvrier dernier. Signée :
MERIC.

Aussy a dict ledict Huc que ledict sieur de Rocquepique a prins et levé en ladicte ville de la Parade sur quelques particuliers des lots et ventes appartenans audict sieur abbé comme seigneur dudit la Parade pour une moytié, et ce jusques à la somme de soixante livres. Dict de plus ledict Huc, ensemble M^e Pierre Fort, notaire royal dudit Laparade, ont dict que durant huict mois ou environ, que lesdicts mouvemens ont duré, il n'y a eu aucun exercice de justice tant audit Laparade que Clayrac et les greffiers n'ont pu retirer les esmolumans, comme de mesme, à cause des dicts mouvemens de guerre, tant le passage de Roussanes que Cleyrac ont cessé et discontinué, ny ayant esdicts lieux foires ny mersés, le commerce cessant et les gens de guerre ne payant. Ce que tous les susdicts ont dict sçavoir comme habitans dudict Clayrac ou Laparade, et pour les raisons cy dessus escrites. De laquelle attestation ledict Laguchay pour ledict seigneur de Guarguany a requis acte et procès verbal pour luy servir au temps et lieu, ainsi ce qu'il appartiendra ; que luy avons concedé les an et jour susdict. Et en foy de ce nous sommes soubz signés, et faict signer nostre greffier et les tesmoings sachant signer. — GRIMOARD, juge et commissaire. — COUSY.

Et peu après par devans nous, commissaire susdict a compareu derechef ledict de Laguchay en presence dudit Daude susdict pour ledict de Guarguany, pour le mesme faict que dessus a requis attestation et preuve sommaire luy estre faicte de la quantité de vingt neuf pipes, quatre sacs bled, mesture, segle ou febves, que ledict sieur avoit en la maison de la Muraille, lors qu'il feust contrainct s'en aller au commencement des mouvemens de guerre et se retirer en la ville de Bourdeaux, et qui luy ont esté prins durant lesdicts mouvemens. Et pour ce faire a produit lesdictz Guillem Begoulle, Jean Choppin et Sauxon Nicolan, tous d'eage compétant. Lesquels sur ce interrogés ont dict concordablement et d'une mesme voix sçavoir que ledit sieur avoit audit grenier de la Muraille la quantité de vingt neuf pipes, quatre sacs et ung carton misture, segle ou febves. Et ce ont dit sçavoir mesmes lesdicts Choppin et Nicolan pour avoir aidé à mettre et apporter ledict bled audict grenier, et ledict Begoulle pour y avoir esté près. Et depuis ont ouy dire que lesdictz bleds ont esté prins et des-

robés, ne savent à la vérité par qui. Et, après lesdicts mouvemens de guerre cessés, on y veu que aucuns meubles, qui estoinct en ladiete maison, et quelques solibeaux estoient bruslés, et que, en vandanges dernières et après le despart dudict sieur, ils laissoient vingt barriques vin au chay dudit lieu de la Muraille, qu'il avoient levé du mandement d'icelluy audict dixme de la Ficté. Ont ouy dire que lediet vin avoit esté desrobé et buffeté par gens de guerre qui s'estoient jettés dedans ¹. De laquelle attestation ledict de Laguchay a requis acte ; que luy avons accordé, les an et jour susdict. — GRIMOARD, juge et commissaire. — Cousy.

¹ On pourrait croire, d'après ce mot amphibologique, que les gens de guerre, au lieu de se jeter dans *La fite*, avaient pris le parti de se jeter dans les *barriques* mentionnées. Contentons-nous de dire qu'ils se jetèrent sur ces malheureuses barriques.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

LES FAIENCES ANCIENNES DU SUD-OUEST, D'APRÈS LE *Dictionnaire de la Céramique*, DE M. EDOUARD GARNIER.

Parler dignement d'un bon livre est chose assez malaisée, car on est contraint d'opter entre l'étude approfondie et la modeste notice bibliographique dont le moindre défaut est de trop sentir la réclame.

Faute de temps et d'espace j'avais pourtant choisi ce dernier mode pour présenter aux lecteurs de la *Revue de l'Agenais*, le très précieux *Dictionnaire de la Céramique* que vient d'éditer la Librairie de l'Art. Mais ayant lu la plupart des articles élogieux que les principaux journaux français et étrangers ont consacré à ce livre, il m'est arrivé une chose souverainement désagréable pour quiconque tient à la netteté de ses impressions et à la personnalité de ses jugements : dans ce fouillis d'appréciations j'avais perdu les miennes propres, celles que m'avait suggérées l'étude attentive de l'ouvrage. Force m'était donc de modifier mon projet sous peine de répéter inconsciemment ce que de plus experts ont beaucoup mieux exprimé déjà.

Heureusement que, en dehors des deux modes dont je parlais plus haut, il reste toujours une méthode sûre de prouver la valeur d'un livre, c'est de s'en servir, si je puis ainsi parler, avec les lecteurs pour l'étude d'un fait particulier capable de les intéresser. Procédé d'autant plus naturel que l'œuvre nouvelle de M. Edouard Garnier n'est pas faite spécialement pour la lecture mais pour l'usage, et constitue essentiellement un guide à l'usage des débutants en même temps qu'un aide mémoire pour ceux qui savent déjà.

Avant de se servir d'un livre, il faut en connaître le but et le plan. Le but de celui de M. Garnier est parfaitement défini, ce nous semble, dans notre avant dernière phrase ; il ne reste donc plus qu'à exposer son plan.

L'éminent conservateur du Musée de Sèvres, voulant être utile à la fois à ceux qui savent et à ceux qui veulent apprendre, a commencé par condenser dans une substantielle introduction tout ce qu'il est indispensable de savoir de l'histoire et de la technologie du sujet. Après avoir dit un mot des origines de la céramique, il a décrit ses grandes divisions, raconté l'évolution de chacune de celles-ci, et, ce qui est plus précieux et plus nouveau, séparé et défini les écoles, de sorte que cette introduction, si on prend la peine d'établir méthodiquement des renvois aux planches et aux articles du dictionnaire, constitue le meilleur livre sur la céramique qui ait été publié jusqu'ici.

Du *Dictionnaire* en lui même, nous ne dirons rien, on comprend assez ce qu'il doit être ; mais nous nous arrêterons aux planches qui sont peut-être le meilleur de l'ouvrage auquel elles donnent une physionomie toute particulière. Ces planches diffèrent en effet de tout ce qui a été fait jusqu'ici. Au lieu de représenter des pièces entières, elles sont seulement chargées de motifs caractéristiques, propres à une école, à un atelier, même à un seul artiste, et les font aussi sûrement reconnaître qu'une signature. En outre, ces motifs sont groupés par écoles, de sorte que chaque planche en montre immédiatement les caractères saillants et met en lumière des relations d'ateliers dont on ne se douterait pas sans cela. Nous allons en voir un exemple caractéristique. On connaît assez d'autre part le talent de M. Garnier, pour s'attendre à trouver dans ces vingt planches en couleur autant de petits chef-d'œuvre, faisant de ce manuel un livre du plus grand luxe et du meilleur goût.

Quel charmant cours d'histoire de la céramique ne peut-on pas faire avec ces magnifiques aquarelles, et comme on apprendrait vite en les étudiant la manière dont les styles se propagent d'atelier en atelier, se mêlant et s'enchevêtrant, se développant ou se corrompant, pour former des genres en apparence originaux dont les uns ont produit des merveilles et dont les autres se sont traitnés dans une triste médiocrité, ou n'ont eu qu'une existence éphémère. L'étude faite à ce point de vue des décors rouennais est particulièrement instructive. On les voit inspirant les céramistes de l'Europe entière, et plus près, se modifiant, à Moustier, de manière à former un style nouveau, lequel a donné naissance, à son tour, à des variantes plus ou moins heureuses dans les manufactures de second ordre.

Parmi ces dernières, il n'en est aucune qui nous intéresse plus que celles du Sud-Ouest, et nous avouons que notre premier soin

en recevant le *Dictionnaire de la Céramique* a été de vérifier si elles y étaient l'objet de l'attention dont elles sont dignes et que les auteurs spéciaux leur ont toujours refusé jusqu'ici. A notre grande joie, non seulement nous avons trouvé des notices très satisfaisantes sur les faïenceries d'Ardus, de Moulouban, de Négrepelisse et d'Auvillars, mais même une fort belle planche où les motifs familiers aux peintres de ces trois premières localités sont rapprochés de ceux de Bordeaux et de Montpellier, formant un tout très caractéristique qu'on peut appeler *l'école du Sud-Ouest*, bien que Montpellier nous rapproche un peu trop du Midi.

Quoique dans cette école se trouvent quelques imitations flagrantes du style rouennais, ce qui domine en elle, c'est l'action de Moustier, d'abord, et, en second lieu, de Marseille. Elle est d'ailleurs caractérisée par un émail moins blanc, une pâte un peu lourde, l'emploi d'un bleu au ton sali et légèrement ardoisé.

De toutes les usines que nous venons de nommer c'est celle de Montpellier qui nous touche le moins, et d'ailleurs son abus des fonds jaune laiteux n'est pas fait pour lui ramener nos sympathies. C'est du reste, celle dont on connaît le moins bien l'histoire, de sorte que, après avoir noté certaines parentés de décor avec les médiocres productions de Négrepelisse, nous irons vite à Bordeaux. Là, grâce aux travaux du docteur Azam, nous serons en terrain mieux exploré, et nous trouverons des produits de grandeur exceptionnelle, parfois, infiniment plus artistiques qu'en Languedoc, malgré leurs peintures un peu indécises, réussissant mal les rouges et abusant d'un bleu d'assez mauvaise qualité.

Si, d'après certains mémoriaux manquant de précision, Montpellier a eu des faïences au xvii^e siècle, Bordeaux en a très authentiquement possédé à partir de 1714; et, en 1750, Hustein, dont le père était venu de Lille, signait une pièce tout à fait monumentale : l'ancien cadran de l'horloge de la Bourse à Bordeaux, divisé en dix secteurs et ne mesurant pas moins de 4^m86 de circonférence.

Les faïences de Bordeaux n'ont pas de style bien tranché, et imitent tour à tour les décors de Rouen, de Nevers et surtout de Moustier. Les produits d'Ardus subissent les mêmes influences, mais possèdent un style plus marqué et plus personnel. Les peintres de cette usine s'enhardissaient jusqu'à traiter le portrait.

C'est en 1737 que la manufacture fut créée, et elle fut longtemps prospère. Ses premiers produits, dit M. Garnier, étaient décorés dans le style de Moustier dont ils se distinguaient par leur émail

moins blanc, leur pâte plus lourde et leur exécution moins soignée. Le style Berain, y fut à la mode en 1752; quelque temps avant, il en était sorti de grands vases de pharmacie en *façon de Rouen*, décorés en bleu de rinceaux et d'arabesques dans le goût de Nevers.

Trois peintres s'y sont surtout signalés : Molinié, qui, en 1739, timbraît ses œuvres d'un écusson portant comme armes parlantes un moulin à vent ; la veuve Pichon, et enfin Mathieu Rigal, qui a signé plusieurs faïences notamment des portraits peints en camaïeu bleu.

Montauban était bien voisin d'Ardus. Ce ne fut pourtant qu'en 1770 que Arnaud Lapierre, après avoir longtemps travaillé à Ardus, vint fonder à Montauban une manufacture qui semblait devoir prendre une assez grande importance, lorsqu'il mourut, en 1772, âgé seulement de 40 ans. Sa veuve et ses enfants continuèrent son œuvre tant bien que mal, jusqu'en 1780, époque à laquelle elle passa entre les mains du mari de la fille aînée de Lapierre, Jean Quinquiry. Celui-ci, associé avec ses deux beaux-frères, réussit à relever l'entreprise, qui prospéra jusqu'à l'époque où, comme la plupart des manufactures françaises, elle fut ruinée par la concurrence anglaise.

« On a fabriqué à Montauban un grand nombre de services armoriés portant au centre des écussons polychromes, tandis que les marlis étaient seulement en bleu ou en jaune. Beaucoup de pièces sont décorées de bordures dans le genre de Moustier, avec fleurs en bleu. On y a fait également des faïences à personnages, surtout des chinois grotesques, et à paysages, mais d'une exécution assez commune. Le dessin est en général moins artistique qu'à Ardus, mais les couleurs y sont mieux réussies. Dans les pièces peintes au feu de moufle, le vert est empâté et forme croûte sur l'émail ; le pourpre est très brillant et les autres teintes très franches. »

Infiniment moins artistiques sont les produits des faïences d'Auvillars, qui copient le Moustier, le Varages, parfois même le Rouen, et de Négrepelisse, où l'imitation de certains types de Montpellier est flagrante. Ces faïences-là ne seront jamais bien recherchées des amateurs qui prisent plus la valeur artistique des pièces que leur rareté.

Tout au contraire, les produits d'Ardus et de Montauban sont pour la plupart intéressants et présentent même quelques pièces hors ligne, dignes de figurer à côté de celles des ateliers les plus renommés.

Voici bien près de vingt ans que M. Edouard Forestié les faisait connaître. Depuis cette époque un grand nombre d'ouvrages ont été

publiés sur la céramique et aucun n'a parlé des faïenceries du Sud-Ouest, car c'est le propre des vulgarisateurs de répéter indéfiniment, et sans y rien ajouter, ce qu'on a dit avant eux. Seul M. Garnier a donné aux ateliers de notre région la place qu'ils méritent; nous lui en savons particulièrement gré, et ce soin est la meilleure preuve que son livre, au lieu d'être une simple compilation sans critique et sans intelligence, comme les productions auxquelles nous avons fait allusion, est une œuvre sérieuse, vraiment originale, tenant compte des découvertes les plus récentes, et qui par sa clarté, son érudition, la nouveauté de son plan et l'élégance de sa forme fera date dans la matière.

Nous ne pouvions pas moins attendre, il est vrai, de l'éminent conservateur du Musée de Sèvres; mais il nous semble que tous ceux qui jusqu'ici ont parlé de son *Dictionnaire* n'ont pas mis en lumière, autant qu'il le fallait, ce qui lui donne son principal attrait : le soin minutieux d'être toujours au courant des plus récentes découvertes de l'histoire de la céramique et le goût parfait avec lequel est apprécié le mérite relatif de chaque atelier.

JULES MOMMÉJA.

SOUSCRIPTION

Pour l'érection au musée d'Agen d'un buste à M. Adolphe Magen

L'appel de la Société académique d'Agen a été entendu. Les souscripteurs viennent en assez grand nombre pour permettre d'affirmer que le succès de l'entreprise est assuré.

La *Revue de l'Agenais* publiera dans son prochain numéro la liste générale des souscripteurs.

La Commission de direction et de gérance : G. THOLIN, J. ANDRIEU. PH. LAUZUN.



LES GASCONS

DANS

LES ARMÉES FRANÇAISES

NOTICES HISTORIQUES

SUR

LES RÉGIMENTS D'INFANTERIE LEVÉS EN FRANCE

De 1561 à la paix de Vervins

I

Tous les historiens sont unanimes à reconnaître que dès les temps les plus reculés de la monarchie, l'élément *gascon* entra pour une très large part dans la composition des armées françaises. Tous mentionnent ce fait et sous la vague appellation de *Gascons* les vieux chroniqueurs confondent volontiers *Armagnacs*, *Béarnois*, *Basques*, *Biscains*, *Languedos*, *Périgourdin*, *Auvergnacs*, voire même les *Provençaux*, « tous hommes bien légers de chair et de graisse, mais grellins, dispos, bien enjambez et qui voloient des pieds »¹.

Ce qui est moins admis, c'est l'appoint considérable que les contrées du Sud-Ouest ont apporté au grand mouvement militaire de la seconde moitié du xvi^e siècle. Durant ces longues guerres de religion qui désolèrent si profondément notre pays, le midi de la France fournit près des deux tiers de la masse militante, et ce fut de ces combattants, mis sur pied avec un entrain vraiment remarquable, que furent tirés les éléments réels de l'armée que, après la paix de Vervins, Henri IV maintint sur le pied de guerre. En dehors de quelques troupes étrangères, ce prince ne voulut, des innombrables corps levés sous le règne précédent, conserver qu'une dizaine de ré-

¹ Brantôme : *Discours de M. de Guise*.

giments dont il avait été à même d'apprécier l'excellente organisation et la parfaite discipline. Or, la plus grande partie de ces régiments avaient été créés et étaient encore, pour la plupart, commandés par des capitaines gascons. C'est avec ce faible effectif, sur lequel il savait pouvoir sûrement compter, qu'il s'appêtait en 1600 à la campagne de Savoie.

Avant de fournir la preuve de ces faits, il est utile de rappeler sommairement le concours prêté à la royauté par les populations du Midi, antérieurement à l'époque qui nous occupe.

Commines, Vincent Carloix, dans son *Histoire du maréchal de Vieilleville*, du Bellay, Monluc, Brantôme, La Popelinière, et après eux plusieurs autres écrivains nous apprennent que, durant les longues guerres d'Italie, des troupes fort nombreuses et des meilleures, uniquement composées de *gascons*, étaient venues se joindre à l'armée française.

C'est ainsi, par exemple, que, en 1450, plusieurs compagnies de gens de pied, de 400 hommes chacune, nommés *francs archers*, tous originaires de Gascogne, combattaient sous Louis XI.

En cette même année, le comte de Foix touchait une somme de 12,400 livres tournoises « pour luy ayder à mettre certain grand nombre de gens d'armes et de traict venant de ses pays, pour servir le Roy en son armée. »

Au comte d'Armagnac, autre grand feudataire de la couronne, il était accordé, pour les mêmes causes, une indemnité de 9,300 livres.

Le sire d'Albret touchait de son côté 5,600 livres; le seigneur de Lescun, 1,400 livres; François de Gramont, 100 livres par chaque levée de dix lances.

La même année encore, le comte de Foix et le capital de Buch étaient gratifiés de la somme de 20,625 livres, *en quinze cens escus d'or ayant cours*, « pour solution et paiement des dépenses faictes par eux dans la réduction de la ville de Bourdeaux et autres places fortes de Guyenne »¹.

Quelques années plus tard, six mille archers gascons précèdent l'armée que Charles VIII conduit en Italie.

Un autre corps de quatre mille hommes de même nationalité accompagne Louis XII lorsque ce prince franchit à son tour les Alpes en 1498.

A la bataille d'Agnadel, en 1509, l'infanterie française, au dire des

¹ Biblioth. de l'Arsenal, à Paris : ms. vol. 4522.

historiens, est presque entièrement composée d'arbalétriers et d'arquebusiers gascons et basques.

En 1512, le roi de Navarre marche à la tête d'une armée gasconne contre les Anglais et les Espagnols.

En 1515, Pierre de Navarre, autorisé par François I^{er}, lève et équipe, pour le compte de ce prince, un corps de six mille *hommes du pays*.

En 1519, le même François I^{er} envoie le baron de Gondrin, à la tête d'une petite armée gasconne, secourir Christian II, roi de Danemark. Martin du Bellay a tracé en termes émus l'historique de cette campagne, couronnée par une désastreuse défaite provoquée surtout par l'ingratitude du prince que la France assistait.

En 1536, durant l'invasion de Charles-Quint, un corps de mille gascons, sous les ordres du comte de Foix Carmain, gardaient les postes les plus difficiles de la Provence ¹.

En 1543, à l'assaut de San-Germano, un capitaine basque, le vicomte d'Echaux, qui avait le grand honneur de porter l'*enseigne colonelle* de Jean de Taix, colonel général des bandes de Piémont, recevait quatre arquebusades et était renversé dans le fossé.

En 1545, Monluc était choisi pour porter le titre de *mestre de camp général*, alors unique en France.

Au mois d'avril 1552, écrit La Popelinière, l'armée qui occupait Metz se composait de trois *bataillons quarrés de fanterie*. Le premier était composé de vieilles enseignes « soldoyées dès le tems du » feu roy ès guerres du Piedmont, de Champagne et de Boulogne » ; le second bataillon « estoit de Gascons, Armagnacs, Basques, Béarnois, Languedocs, Perigourdins, Provencaux et Auvergnacs, faisant » monstre de dix à douze mille hommes, duits et sitez à la guerre » tant marine que terrestre : desquelz huit a neuf mille portoient » long bois, armez de corsellets et hallecretz : et deux ou trois » mille harquebuziers avec mailles et morions... »

N'était-ce pas encore un gascon, ce capitaine Boisse que, à son entrée à Metz la même année, Henri II nomme *mestre de camp général de toutes les bandes françoises, tant à la campagne que dans les villes* ? ²

¹ Le capitaine Arzac, qui commandait l'une des compagnies composant cette petite troupe, se mutine : ses soldats sont chassés de bande en bande, après être passés devant elles *sans tambourin*, suprême déshonneur !

² Coïncidence singulière : les d'Astorg d'Aubarède ont porté pendant plus de deux

Le traité d'Amboise réduit à deux le nombre des mestres de camp, *devenus aussi nombreux que les capitaines de Gascogne*, affirme Brantôme : la première de ces deux charges est donnée à Sarlabous le jeune, un gascon.

L'un des premiers offices de la couronne, celui de colonel général de toute l'infanterie française et étrangère, créé en 1584, reste héréditaire chez les d'Épernon, un des plus grands noms de la Guienne.

Enfin les capitaines Lautrec, Monluc, Arné, Bahus, Sainte-Colombe, Moneins, Duras, Gondrin, Thermes, Caumont, Fontrailles, Montespau, Lago, Savaillan, Ossun, Montpezat, Bellegarde, Terride, Favars, Guttinières, Ribérac, Caussens, Sarriou, La Barthe, Gohas, Pauillac, Lussan, S'-Orens, Parabère, Giscaro, Fontenilles, Montlezun, S'-Megrin, dont les noms, parmi les plus connus du commencement du XVI^e siècle, se retrouvent à chaque page de notre histoire nationale n'étaient-ils pas tous de souche ou d'attache gasconne ?

Ce grand amour des combats, ce désir de gloire, cette fusion batailleuse du Midi avec le Nord paraît s'accroître davantage dans la seconde partie du siècle. Les grands barons commencent à s'effacer et laissent une place plus large aux soldats de fortune. Il n'est presque plus question de *bandes* ou de *légions*, non plus que de compagnies d'ordonnance. La cavalerie est remplacée par l'infanterie que Louis XII a pris tant de soin à relever dans l'esprit de la noblesse. Pour arriver à ce résultat, le prince a comblé de faveurs les gentils-hommes qui ont consenti à prendre de l'emploi dans les bandes. Pour eux, il a institué « en chaque compagnie douze lances-pessades à » trente livres par mois chacune et quatre payes royales à quarante » livres par mois aussi chacune, qui estoit ung assez honneste appointement pour entretenir et dresser beaucoup de braves gentils hommes »¹. Brantôme, de son côté, rapporte que « lorsque » les Génois se révoltèrent (1507), le roy Louis XII dressa une grosse » armée pour prendre leur ville, et d'autant qu'il avoit besoin d'infanterie plus que de gendarmerie, il bailla charge à plusieurs capitaines et braves gentils hommes françois de bonne maison, comme » aux seigneurs de Maugiron, de Vandenesse, d'Espic, de la Cropte, » de Bayard, de Normanville, de Montcavray, de Rossillon, de Tré-

siècles le titre, — quoique n'ayant plus de raison d'être, — de mestre de camp de la garnison de Metz.

¹ *Histoire du maréchal de Vieilleville.*

» vil, de Silly le cadet, de Duras, le capitaine Odet, le capitaine Im-
» baut, le chevalier Blanc et plusieurs autres, desquels ny les uns,
» ny les autres, n'avoient charge de colonnel, ny le nom de mestre
» de camp... »

On juge combien ce contact devait donner d'entraînement aux simples roturiers : « J'en ay vu, s'écrie Monluc, faire des actes si belliqueux » et se sont trouvés si capables, qu'il y en a eu prou qui estoient fils » de pauvres laboureurs, qui se sont avancés plus avant que beau- » coup de nobles, pour leur hardiesse et vertu. »

Les guerres de religion survenant, les vieilles bandes qui étaient composées de soldats d'élite ayant tour à tour combattu en Italie, en Allemagne, en Ecosse, à Malte, à Metz et à Calais furent presque entièrement démembrées et servirent à la composition de nouveaux corps, décorés du nom également nouveau de *régiment*, dont une faible partie resta à la solde du roi. Le reste fut prestement engagé par les protestants et versé dans un nombre relativement considérable de petits corps. Destinés à un audacieux coup de main, à une entreprise passagère, ou encore à la défense momentanée d'une place, tous ces petits corps eurent une existence des plus précaires et des plus agitées. Cassés, rétablis, licenciés de nouveau, ils naissaient aussi promptement qu'ils disparaissaient. Pour les distinguer des corps à la solde royale on les nommait *régiments de gentilshommes*. Ils portaient le nom particulier du mestre de camp qui les équipait. Leur longévité était en rapport direct avec la fortune de celui-ci. La campagne était-elle infructueuse, le régiment était immédiatement cassé. Parfois, au contraire, il continuait d'exister pendant quelques années.

Le document suivant, que son grand intérêt nous engage à reproduire in extenso, expose de la façon la plus précise la situation militaire de la France au moment exact de la transformation des *bandes* en *régiments* : il donne tout à la fois l'état des troupes, leur nombre, les éléments divers dont se composaient les bandes et la paye accordée soit à la gendarmerie, soit à l'infanterie :

ABRÉGÉ DE L'ESTAT MILITAIRE DE LA FRANCE

En l'Année 1562

SOUS LE ROY CHARLES IX^e

Ceste année là il y eust un retranchement de 36 l. par mois sur la solde des hommes d'armes et 18 l. sur celle des archers.

Les compagnies des gardes du Roy eurent un resglement nouveau. Les autres troupes estoient à peu près sur le mesme pied que en 1552.

On voit des *Reistres* à cheval, lesquels reçoivent une paye eslevée.

Il y eust quelques levées de troupes de cheval dans la Provence et l'Albigois : mais il paroist qu'elles estoient d'une petite considération eu esgard à leur solde.

Gens de guerre de l'ordonnance du Roy.

Solde pour une année :

Capitaine, 2,800 l., outre la paye d'homme d'armes.	
Lieutenant, 1,100 l.	—
Porte enseigne, 600 l.	—
Guidon, 600 l.	—
Maréchal des logis, 200 l.	—
Homme d'armes, 400 l.	Archer, 200 l.

Les officiers dont les compagnies n'estoient que de cinquantes lances ne recevoient que les appointemens ci-après :

Capitaine, 1,800 l., outre la paye d'homme d'armes.	
Lieutenant, 650 l.	—
Porte enseigne, 400 l.	—
Guidon, 400 l.	—
Maréchal des logis, 150 l.	—

Détail des compagnies de l'ordonnance du Roy.

Messires,	Lances	Hommes d'armes	Archers
De Montmorency, connestable.....	100	89	57
Prevost de la garde dudit et fait de la justice du connestable,.....			57

	Lances	Hommes d'armes	Archers
Duc de Savoie.....	100	99	160
Duc d'Aumale.....	80	97	120
Duc de Nevers.....	70	69	120
De Chatillon, amiral de France.....	60	28	41
Duc d'Orléans.....	30	27	43
Duc de Montpensier.....	30	50	45
Prince de la Roche-sur-Yon.....	30	30	38
Prince de Salerne.....	30	28	38
Marquis d'Elbeuf.....	30	30	45
Duc d'Estampes.....	30	30	45
Duc de Nemours.....	30	30	45
La Trémoille.....	30	30	47
De Villars.....	30	29	43
Comte de Charny.....	30	30	45
Comte du Lude.....	30	30	45
De Bourdillon.....	30	30	45
De Burie.....	30	30	45
De la Roche du Maine.....	30	30	43
De Senarpont.....	30	29	45
D'Ossun.....	30	30	45
De Tavannes.....	30	30	45
De Chaulnes.....	30	29	45
De la Motte Gondrin.....	30	26	41
De Terride.....	30	30	45
D'Annebault.....	30	30	43
Don François d'Este.....	30	29	41
De la Fayette.....	30	27	44
D'Estrées.....	30	29	45
<i>Le roy de Navarre</i>	100	98	150
<i>Le duc de Guise</i>	100	99	147
<i>Mareschal de Saint André</i>	80	76	116
Prevost dudit mareschal.....			20
<i>Mareschal de Brissac</i>	80	78	118
Prevost dudit mareschal.....			20
Duc de Lorraine.....	60	49	73
<i>Mareschal de Terme</i>	50	50	75
Prevost dudit Mareschal.....			20
<i>Mareschal de Montmorency</i>	40	40	60
Prevost dudit mareschal.....			20
<i>Le prince de Navarre</i>	40	40	60
<i>Le prince de Condé</i>	30	17	31
Duc de Longueville.....	30	29	44
Le prince de Mantoue.....	30	30	45

	Lances	Hommes d'armes	Archers
Duc de Bouillon.....	30	30	45
D'Amville.....	30	30	45
De la Vieuville.....	30	29	42
De Bouteville de Vilbon.....	30	30	45
Artus de Cossé.....	30	28	25
De Sansac.....	30	28	25
De Vaudemont de Lorraine.....	30	30	45
De la Vauguyon.....	30	30	44
De Randan.....	30	29	45
De Hangets de Genlis.....	30	18	30
De Crussol.....	30	30	45
De Montluc.....	30	29	44
Comte de Tende.....	30	29	45
De Cipierre.....	30	30	45
De la Brosse.....	30	30	43
De Beauvois.....	30	30	45
Comte de Roussillon.....	30	30	44
De Clermont.....	30	30	45
De la Meilleraye.....	30	30	45
Chevalier de Vassé.....	30	30	47
Comte de Beynes.....	20	20	30
Ensemble.....	2320	2314	3416

La dépense des dites lances monte à 1,642,639 l. 16 s. 10.

Garde du Roy. — 4 Compagnies.

Compagnie Ecossoise : de Mongonmery.....	100 hommes
Compagnie de la Ferté.....	100 —
Compagnie de Chavigny.....	100 —
Compagnie de Raffin-Poton.....	100 —

Solde de la compagnie Ecossoise, par année :

Capitaine.....	2,262 l.	25 archers du corps, chaque	326 l. 10 s.
2 hom. d'armes ou officiers,	464 l. 10 s.	75 archers de la garde, chaque	326 l. 10 s.

Solde des trois autres compagnies :

Capitaine.....	1,464 l. 2 s. 6 d.	Porte enseigne.....	326 l. 10 s.
Lieutenant.....	326 l. 10 s.	Archers.....	326 l. 10 s.

La dépense des Gardes du Roy s'élève à 192.000 l. ¹.

¹ Indépendamment de ces quatre compagnies, vulgairement appelées *gardes du corps*, la maison particulière du prince comprenait encore :

Les deux compagnies des *Cent gentils hommes du roi*, dits *au bec de corbin*, dont

Garnison de Calais.

12 compagnies de gens de guerre a pied, françois et gascons, sous le commandement du sieur d'Andelot, colonel-général de l'infanterie françoise, et conduits par le capitaine Gorde, son lieutenant, — chaque compagnie touchant pour un mois 5,470 l., scavoir :

Capitaine, pour son estat et simple paye, 100 l.

Lieutenant.....	56 l.	80 hommes portant corselets, chacun	9 l.
Porte enseigne.....	36 l.	25 hommes, chacun	7 l.
2 sergents de bande, chacun.	20 l.	3 caporaux d'arquebusiers morionnés ² .	18 l.
1 fourrier.....	11 l.	4 anspessades.....	— 12 l.
2 tambourins, 1 fifre, chacun.....	12 l.	4 autres.....	— 11 l.
3 caporaux armés de corsetets '...	18 l.	4 autres.....	— 10 l.
4 anspessades — ...	12 l.	70 arquebusiers morionnés..	9 l.
4 autres — ...	11 l.	40 autres.....	— 8 l.
4 autres — ...	10 l.	26 portant chapeaux.....	7 l.

A François de Coligny, sieur d'Andelot, colonel-général desd. bandes ³ , pour son dit estat par mois	300 l.
A Jean de Boisset, mestre de camp desd. bandes... ..	200 l.
A Antoine de La Vallée, sergent-major.....	50 l.
Au sieur de Gourdan, gouverneur de Calais.....	200 l.
Au lieutenant du gouverneur.....	30 l.
Au capitaine des portes de la dite ville.....	30 l.
Au juge général.....	50 l.

étaient capitaines, pour la première, Claude Gouffier, duc de Rouannois; pour la seconde, Louis de Bueil, comte de Sancerre.

La compagnie des *Cent gardes suisses ordinaires*, capitaine Charles-Robert de la Marck, duc de Bouillon.

La compagnie des *Gardes de la porte* ;

Et celle des *Gardes de la Prévoté de l'hôtel*, toutes cinq composées de gentilshommes dont l'unique devoir était « d'entourer et de protéger le roy les jours de bataille, de faire le guet la nuit, quand le roi estoit au camp, et en tous tems de faire la garde le jour auprès de sa personne ».

¹ Le corselet, que portaient les arquebusiers, avait pour effet d'atténuer le recul de l'arquebuse : lorsque cette arme fut devenue plus légère, le corselet fut remplacé par le buffle.

² Le morion, ou petit casque sans ornement, était la coiffure habituelle de l'arquebusier.

³ Il existait alors deux charges de colonel général de l'infanterie françoise. L'une, dite de *deça les monts*, était tenue par le sieur d'Andelot ; la seconde, appelée *au delà des monts*, avait pour titulaire Timoléon de Cossé, comte de Brissac. — Tous deux jouissaient des mêmes appointements,

Légionnaires.

A six bandes de Normandie, de 300 hommes chacune, sous le commandement du sieur Dosboc, leur colonel et capitaine, sous lui conduites par le capitaine vicomte de Lyons, son lieutenant.

Mesme composition et mesme paye que ci-dessus.

Suisses.

2,600 hommes sous la conduite du capitaine Frolicq.

Les doubles payes recevoient six escus soleil chascun, l'escu valant 46 sols pièce.

Les simples payes, 3 escus chascun.

Les arquebuziers recevoient en plus 15 sols par mois.

Lansquenets.

Il y avoit 10,300 hommes appelés *lansquenets*¹, divisés en deux régimens de 20 enseignes de 250 hommes chascune.

Régiment du comte Ringraff.

100 hommes armés de corselets, chascun.....	12 l.
80 arquebuziers, chascun.....	8 l.
70 autres lansquenets, chascun.....	6 l.

Au capitaine, pour le droict de *premier jeuillet* (?), 21 payes de 6 l. chascune ; pour le supplément des lieutenans, enseigne et sergens, 14 payes, et pour son propre estat 140 l.

Au colonel, par mois..... 1,800 l.

A lui encore pour apointer les plus aparens de son régiment et de la cornette de *pistoliers* à cheval qui est de 101 hommes, 900 l.

Au lieutenant par mois.....	400 l.	Au juge pour lui et les autres officiers de justice, par mois.	280 l.
Au maître du guet.. ..	106 l.	Au prévot, pour lui et sa bande..	576 l.
Au boucher.....	40 l.	Au commissaire.....	40 l.
Au mareschal des logis....	106 l.	Aux conseillers.....	40 l.
Au maistre de la munition..	60 l.		

Italiens.

Deux mille hommes, dont 1,200 sous la charge de M. de Strozzi et 800 sous Gerome de Turin.

Même traitement que les bandes françoises.

Audit Strozzi, pour son estat de colonel.....	300 l.
Pour l'entretienement de ses hanspessades et gentilhommes....	250 l.

¹ Ce fut Charles VIII qui le premier usa des lansquenets, aventuriers allemands sans patrie bien déterminée, ayant à peu près la même organisation que les Suisses.

Cavalerie. — Cheval-légers.

Il y avoit quelques compagnies particulières, sous les ordres du sieur de Chaumont.

Solde pour un mois :

Capitaine.....	106 l. 13 s. 4 d.	Porte enseigne...	66 l. 13 s. 4 d.
Lieutenant.	91 l. 13 s. 4 d.	90 cheval-légers chaque.	16 l. 13 s. 4 d.

Arquebusiers à cheval¹.

Il y avoit 6 compagnies de cent hommes chascune.

Solde pour un mois :

Capitaine.....	114 l.	94 arquebusiers, à.....	14 l.
Porte cornette..	44 l.		

Pistoliers à cheval². — Reistres.

1,200 hommes dont est colonel M. de Roquindolf.

Solde par compagnie de 350 hommes.

Au capitaine, outre sa place de pistolier. 450 l. ou 300 florins.

Lieutenant.....	112 l. 10 s.	1 secrétaire, 4 fourrier, 1 trompette,	
Porte cornette.....	112 l. 10 s.	1 maréchal et 1 ouvrier de pistoyer	
5 Rotemestres, chacun	37 l. 10 s.	chacun.....	22 l. 10 s.
26 pages, chacun....	21 l.	230 pistoliers, chacun.	21 l.

Plus pour 69 chevaux de charron, chascun, 9 l.

Au sieur de Roquindolf, pour son estat....	1.800 l.
A lui encore pour apointer les plus aparents.	900 l.
A son lieutenant particulier.....	450 l.
Pour ses officiers de justice.....	673 l. 10 s.

Gens de guerre à cheval.

A 30 hommes de gens de guerre à cheval, armés de morions, près la personne de M. le duc d'Estampes, lieutenant général en Bretagne :

Capitaine, par mois.....	120 l.
Lieutenant	60 l.
Archers.....	14 l.

¹ Les arquebusiers à cheval, appelés aussi parfois *mousquetaires*, étaient pourvus d'une arme à rouet et d'un équipement assez lesté, une dague, une poire à poudre et un sac à balles. Ils étaient montés sur des *bidets* et pouvaient se transporter rapidement d'un point à un autre.

² Ces cavaliers, de création alors toute récente, étaient déjà renommés pour leur dextérité à se servir d'une petite arme à feu, de nouvelle invention, appelée *pistoyer*.

Arguallats à cheval¹.

Levés dans la Provence

Capitaine, par mois.....	30 l.
30 arguallats, chascun.....	14 l.

Argolais à cheval.

Levés dans le pays d'Albigeois.

Comme ci-dessus.

Estats et appointemens d'officiers généraux et autres du camp devant Bourges.

A Antoine de Bourbon, roi de Navarre, duc de Vendôme, pair de France, gouverneur et lieutenant général pour le roy et représentant sa personne en son royaume, par mois..... 2.500 l.

Aux sieurs d'Ossun et de la Brosse, mareschaux de camp, chascun..... 300 l.

A Charles de la Rochefoucaud, sieur de Randan, colonel de l'infanterie française..... 300 l.

Au sieur Corbeiran de Cardeillac, sieur de Salabous, mestre de camp desd. bandes..... 200 l.

A François du Plessis de Richelieu, aussi mestre de camp.. 200 l.

A Pierre de Lepine, dit le capitaine Lafond, mareschal desd. bandes..... 50 l.

Au médecin..... 70 l.

A l'apoticaire.... 50 l.

Au chirurgien..... 30 l.

Observation.

Il y avoit, en ceste année 1562, aux environs de 28,000 hommes d'infanterie et de 6,400 hommes de cavalerie, non compris les troupes des ordonnances et les 400 gardes du Roy.

La despense du compte de l'extraordinaire des guerres montoit à.....	4.159.775 l.	5 s.	2 d.
Celle de l'ordinaire, ou de la gendarmerie, à.	1.642.639 l.	16 s.	10 d.
Et celle des gardes du roy.....	192.000 l.	»	»

Soit ensemble : 5.994.415 l. 1 s. 12 d.

¹ Les *Argoulets* étaient équipés et montés à la façon des *Albanais* : ils avaient pour coiffure un cabasset et pour arme une longue arquebuse, qu'ils portaient dans un fourreau de cuir. Ils avaient remplacé les *Albanais* du règne précédent et devaient bientôt faire place aux *Carabins*.

En 1570, sous le même roi Charles IX, le budget de la guerre monte à.....	7.746.714 liv. <i>tourn.</i>
En 1580, sous Henri III, il est de.....	6.969.380 »
En 1586, il atteint le chiffre formidable de....	6.083.859 ÉCUS.

(Dans cette somme se trouve comprise celle de 905,353 écus payés aux reistres pour arriéré de services).

Enfin sous l'année 1590, *Henri IV commençant à régner*, nous trouvons la mention suivante :

Il est observé qu'en ceste année et les suivantes jusques en 1596 les troubles estoient si considérables qu'il n'a pas esté possible de prendre aucun extrait des dits comptes par rapport à l'inégalité de la paye, qui estoit plus ou moins forte pour aucunes troupes, sans que pourtant cela fit une différence considérable des traitemens ordinaires ci-devant rapportés.

« Les troupes estoient divisées en deux partis : celui du Roy et celui de l'Union.

« Chaque parti faisoit des levées de son côté, tant au dedans du royaume qu'au dehors : neanmoins il apparoit qu'en 1590 celui du Roy estoit bien plus considérable, puisque la despense des troupes royales, non compris les compagnies d'ordonnances du roy et la conestablie, a monté à la somme de 5,417,928 écus.

« Celle des troupes de l'Union n'a monté qu'à celui de 785,191 écus.

II

On a dû remarquer dans l'*Etat militaire* publié ci-dessus qu'il était question de *Légions* paraissant marcher de pair avec les *bandes*, noyau principal de l'armée.

Ces *Légions*, au nombre de sept, avaient été instituées par une ordonnance royale rendue le 24 juillet 1534. Composées d'anciens *francs archers* et des *miliciens* des paroisses, ces légions devaient porter le nom des grandes provinces du royaume où elles étaient recrutées, et former un effectif d'environ 42,000 hommes.

François 1^{er} attachait une si grande importance à cette institution, il en espérait un si puissant secours, qu'il avait voulu se rendre compte par lui même de l'organisation de ces légions. Dans le courant de l'année 1534 il parcourut donc son royaume et fit faire la *monstre* ou revue à toutes ces nouvelles troupes.

Son espoir fut bien vite déçu. Sans discipline, sans esprit militaire, sans cohésion d'aucune sorte avec les bandes, et, soyons sincère, sans patriotisme, il fut bien vite reconnu que ces légions ne pouvaient être d'aucun secours dans les guerres à entreprendre. Enfin les ressources du trésor ne permettaient pas l'entretien fixe et continu d'un effectif aussi important.

On fut donc forcé de renoncer à ce genre de troupes. En conséquence, les légions disparurent et en 1547, à la mort de François 1^{er}, elles n'existaient plus.

Une dizaine d'années après, de nouvelles lettres royales les remettaient sur pied. Exterminées à Saint-Quentin (10 août 1557), les vieilles bandes n'offraient plus à la royauté qu'un appoint des plus minimes. Pour parer à une attaque qu'il pressentait plus ou moins prochaine, Henri II reprit le projet de son prédécesseur et le 22 mars

1558 il signait de nouvelles lettres rétablissant les *Légions* telles qu'elles avaient été organisées par François 1^{er} ¹.

Cette fois encore leur existence devait être de bien courte durée. Les guerres civiles, les troubles suscités par la différence de religion, la pénurie des finances, ne pouvaient qu'amener un nouveau licenciement. Pour certaines légions, il eut lieu d'une façon irrévocable ; d'autres vécurent encore quelques années mais d'une manière intermittente.

Néanmoins il convenait de mentionner l'existence de ces troupes et de rappeler les noms des capitaines qui les avaient commandées en totalité ou en partie.

LÉGION DE NORMANDIE

(1534-1539)

En 1534 étaient capitaines :

Les seigneurs de Bacqueville,
de la Salle,
de Saint-Aubin l'Hermite,
de Saint-Aubin Gobelet,
de Canteloup aux Deux Amants.
de Sallenelles.

(1) Le dispositif de ces lettres est ainsi conçu : « Le Roy, ayant cognu combien il luy est nécessaire pour la seureté, conservation et défense de son royaume, dresser et remettre sus une force de gens de pied, et par les provinces d'iceluy, en forme de *légions*, pour d'icelles forces se servir et ayder..... veut et entend dresser sept legions de pied, en chacune desquelles légions y aura 6000 hommes qui se leveront et mettront sus dès cette heure es pays et province de son royaume cy-dessous declarees, c'est à sçavoir : au pays et duché de *Normandie* se fera et dressera une légion ; au pays et duché de *Bretaigne*, une autre légion ; au pays de *Picardie* et *Isle de France*, une autre ; au pays et duché de *Bourgogne*, comtés de *Champaigne* et *Nivernois*, une autre ; es pays de *Dauphiné*, *Provence*, *Lyonnois* et *Auvergne*, une autre : au pays de *Languedoc*, une autre ; au pays et duché de *Guienne*, une autre, qui feront en tout 42,000 hommes ; et veut et entend le dit seigneur que tous les capitaines des dites légions, lieutenans, enseignes, caporaux, chefs de bandes, sergents de batailles et autres officiers d'icelles légions, soient tous des pays ou se lèvera la dite légion..... »

Depuis 1558 :

Esprit de Harville, seigneur de Palaiseu, de la Motte d'Iversy, du Fresnay, de Saint-Sauveur et de la Boulay, gentilhomme ordinaire de la maison du roi. Envoyé en otage en Angleterre avec les seigneurs de Moy, de Nantouillet et de la Ferté, à l'occasion du traité de Cateau-Cambrésis, il reçut en janvier 1567 une somme de 3400 l. pour l'indemniser des dépenses faites pendant son séjour en Angleterre. Reçu chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1568, il mourut l'année suivante.

Adrien, sire de Bréauté, vicomte de Menneval et de Hotot en Auge, baron de Bouffé, seigneur de la chatellenie de Neuville, de Port-Navarre, d'Heroudeville, de Calleville et autres places, chevalier de l'ordre du roi, gentilhomme ordinaire de sa chambre, conseiller en son conseil privé, capitaine de cinquante lances de ses ordonnances, lieutenant général au gouvernement de Normandie et bailli de Gisors.

Jean de Clère, sire et baron de Clère, de Beauvais, de la Croix Saint-Luffroy, de Goupillères, de Pamilleuse et de Mezières, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances et chevalier de l'ordre de Saint-Michel, mort en 1572. « Il eut l'honneur de recevoir le roi Charles IX avec toute sa cour dans son château de Clère, le 12 août 1563, lorsque ce monarque alla faire son entrée à Rouen. » (d'Hozier).

Georges de Grimonville, seigneur baron de Larchant, de la Lande-Patry, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, lieutenant de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, tué à la bataille de Moncontour en 1569.

LÉGION DE BRETAGNE

(1534-1574)

Capitaines-colonels :

Jean de Brosse, dit de Bretagne, duc d'Etampes et de Chevreuse, comte de Penthhièvre, vicomte de Limoges et de Bridiers, sire des Essars, seigneur et baron de Laigle, de Lamballe et de Bous-sac, gouverneur de Bourbonnais et de Bretagne, colonel général des



Suisses (1544), mort le 27 janvier en 1564. Il avait épousé Anne de Pisseleu, maîtresse de François I^{er}.

Sébastien de Luxembourg, duc de Penthievre et d'Etampes, marquis de Beaugé, vicomte de Martigues, baron de Berre, tué du siège de Saint-Jean d'Angely le 19 novembre 1569.

Jérôme, sire de Carné, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, conseiller d'Etat, gouverneur de Brest et Guérande, maître d'hôtel héréditaire et vice amiral de Bretagne.

René de Cambout, seigneur et baron de Cambout, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances, chevalier de l'ordre du roi, grand veneur et grand maître des eaux et forêts de Bretagne.

René, sire et vicomte de Sanzay et de Crissé, vicomte-héréditaire et paréageur de Poitou, chambellan, conseiller d'Etat, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances, gouverneur de Nantes, lieutenant de roi en Poitou et chevalier des ordres.

En mars 1574, plusieurs bandes de gens de pied et quelques compagnies de francs archers furent équipés pour servir en Normandie sous les ordres du comte Matignon. Le commandement en fut donné à Antoine de Vallois, sieur de Gallet, qui, à cette occasion, reçut le titre de maréchal de camp. (*Pinard*).

Après la campagne de Normandie, ces bandes retournèrent dans leurs provinces et furent aussitôt licenciées.

LÉGION DE PICARDIE

(1534-1568)

Le 20 juin 1534, François I^{er} venant de Rouen passait la revue de cette légion dans la plaine qui s'étendait « d'Amiens à Saint Fuscien ». Elle était alors commandée par les capitaines :

Jean de Mailly, seigneur d'Auchy et de Neufville le Roy,

N... de Sercu,

Jean de Brabançon, seigneur de Cany,

N... seigneur de Saisseval,

Jean de Pisseleu, seigneur de Heilly,

Et René de la Palletière.

Vagabonde et indisciplinée, cette Légion fut cassée en 1536 à cause des désordres et des violences qu'elle exerçait.

Rétablie l'année suivante, le commandement en fut donné à Oudard du Biez, seigneur du Biez, d'Escouelles, d'Araines, d'Argueil et autres places, chambellan du roi François I^{er}, capitaine de la ville de Boulogne, gouverneur du Boulonnois et maréchal de France en 1541.

En 1545, les Anglais vinrent mettre le siège devant Boulogne. Malgré les habitants qui voulaient se défendre et l'assurance formelle d'un prompt secours, le seigneur de Vervins qui tenait garnison dans cette place avec mille hommes de la Légion de Picardie, ouvrit les portes à l'ennemi. Déclaré coupable de haute trahison, Vervins fut décapité. Compris dans le même procès et condamné à subir le même sort, le maréchal du Biez obtint grâce de la vie. Il mourut à Paris en juin 1553. Sa mémoire fut réhabilitée en 1575 par lettres patentes de Henri III.

Depuis 1558, on trouve à la tête de cette Légion :

Florent d'Ardres, baron de Crezèques, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, capitaine d'une compagnie de cent chevaux légers, gouverneur du comté de Guines et des villes et châteaux d'Abbeville, d'Ardres et de Verdun, honoré de l'ordre de Saint-Michel en 1562.

Claude d'Estavayé, seigneur d'Estavayé, de Sorel, d'Herissaut, de Ricosne et de Beaumont, baron de Maulde, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi et chevalier de son ordre de Saint Michel ;

Et Jean de Mailly, dit *le boiteux*, seigneur de Rumenil, d'Aumarets et de Silly les Tillard, gouverneur de Dourlens et chevalier de Saint-Michel. Jean de Mailly est célèbre par le combat particulier que lui et Louis de Mailly, son fils aîné, soutinrent contre le gouverneur de Hesdin, assisté également de son fils, au sujet des limites de France et du comté d'Artois.

LÉGION DE BOURGOGNE, CHAMPAGNE, BRIE ET NIVERNOIS (1534-1568)

En 1534, elle était commandée par :

Les seigneurs de Jours,
de Quincy,
de Haraucourt,
de la Rivière,
de Roussy,
de Ghistelles.

Le comte de Brienne ayant été chargé en 1543 d'assurer la conquête du Luxembourg, on lui donna à cet effet 10,000 hommes tirés des Légions de Normandie et de Bourgogne-Champagne. Mais ces légionnaires « furent de si mauvaise volonté que de 10,000 il n'en resta pas 300 qu'ils ne retournassent en France : les capitaines demeurèrent, mais sous chaque enseigne il n'y avoit pas 30 hommes. »

En 1552, cette légion avait pour colonel ;

Claude d'Anglure, baron de Jours, seigneur de Recey, de Coulmier le Sec, de Bussy le Repos et de Chatillon-sur-Seine, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi en 1554 et chargé de diverses missions près les cours étrangères, notamment à Rome en 1556. En décembre 1558, le roi lui accorda une gratification de 2,400 livres en considération des services qu'il lui avait rendu à la tête de sa légion dans la ville de Calais. Nommé chevalier de l'ordre de Saint-Michel au chapitre de cet ordre tenu en 1561, Charles IX lui faisait délivrer à cette occasion « une image de Saint-Michel, garnie de son rocher, pendant à deux petites chainettes d'or, émaillées de blanc, rouge et vert », pour remplacer celle qu'il avait perdue à Reims le jour du sacre. Quoique très attaché à son roi, le baron de Jours montra une grande ferveur pour la cause protestante. Ce fut une des causes pour lesquelles Charles IX refusa d'employer ses services¹.

¹ Brantôme trace un charmant portrait de ce vieux colonel qui mourut à 80 ans aussi gaillard et dispos qu'à l'âge de 40 ans.

Colonels depuis 1558 :

Claude, palatin de Dyo, baron de Montpeyroux, seigneur de Bury, de la Roche de Courcelles, de Lizet, de Boyes, de Riotier et de Vestre, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, gouverneur d'Auxerre et lieutenant-général au gouvernement de Bourgogne, mort en avril 1589.

Antoine de Boves, seigneur de Rance, de Courcelles, d'Yevre et de Corbeil ; reçu chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1568, il se trouva l'année suivante à Moncontour et obtint en 1577 une gratification de 4,000 l. « pour services rendus à la couronne dans toutes les guerres passées. »

LÉGION DE DAUPHINÉ, PROVENCE, LYONNAIS & AUVERGNE (1534-1585)

A sa naissance, cette légion eut pour capitaines :

Les seigneurs de Brisieux ;
de Forges ;
de Mas ;
de Villeneuve ;
de Carces ;
et de Cormis.

Cassée « pour graves désordres » en 1536, elle était reconstituée peu après.

Capitaines colonels :

Claude de Savoye, comte de Tende, de Sommerive, de Villars et de Beaufort, baron de Cipières, capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances du roi, amiral des mers du Levant, grand sénéchal et gouverneur de Provence, né le 27 mars 1507, mort le 23 avril 1566.

« Je l'ay vu, ajoute-t-il, à l'age de 80 ans, s'habiller proprement et aussi gentilmente » qu'on eut vu gentilhomme à la cour, et toujours son chapeau ou bonnet couvert de plumes belles et neuves et disoit ce bonhomme que cela sentoit encore sa vieille » gnerre et le vieux tems, qu'il estoit aventurier de delà les monts,.... »

Honorat de Savoye, comte de Tende et de Sommerive, marquis de Villars, appelé le comte de Sommerive, né à Marseille en 1538, successivement capitaine de cinquante hommes des ordonnances du roi, conseiller au Conseil privé, sénéchal et gouverneur de Provence, mort en 1572.

Après 1558, cette légion eut pour chefs :

François de Beaumont, baron des Adrets.

(On trouvera plus loin une notice détaillée sur ce capitaine.)

Annet de Maugiron, seigneur de Leyssin, de Beauvoir, de Meyrieu, de Bysonnes, baron de Faverges, d'abord lieutenant de la compagnie de cent hommes d'armes du duc de Nivernais, puis et successivement gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, l'un de ses chambellans, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, conseiller d'état et bailli du Vendomois et du Valentinois.

François de Grolée, comte de Viriville, seigneur de Chateavillain, de Chapeaucornu, de Chatonnay et de Gerboules, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, tué à la bataille de Moncontour en 1569.

François de Boniface, seigneur de la Molle, gouverneur de Busque et de Serignan, en Piemont (1563), employé sous le roi Henri II « dans plusieurs commissions de confiance en Italie ». — Il est souvent question de ce capitaine dans les *Additions sur l'Histoire des troubles de Provence*, par Louvet (Aix 1680.)

Antoine de Bénéaud de Lubières, seigneur de Villeneuve, du Breuil, de la Motte et de Valbourgès, gentilhomme ordinaire de la chambre, gouverneur de Tarascon, servit avec distinction sous Charles IX et reçut de ce prince, le 3 mars 1575, une gratification de 6,000 livres « pour frais de guerre ». Il est qualifié chevalier de l'ordre de Saint-Michel dans un brevet de 1576.

Pierre Ismard de Glandevès, seigneur de Cuers, de Canet et de Baudimont, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, fut pourvu le 21 octobre 1573 de la charge de colonel des légionnaires de Provence. C'est probablement lui qui commandait ce petit corps en 1585 au siège de Montélimart.

LÉGION DE LANGUEDOC

(1534-1566)

Capitaines :

Jacques d'Amboise, seigneur et baron d'Aubijoux et de Castelnau, mort en 1536 des blessures reçues au siège de Marseille.

Antoine de Rochechouart, baron de Fandoas et de Montégut, seigneur de Saint-Amand, sénéchal de Toulouse et d'Albigeois, gouverneur de Lomagne et de Rivière-Verdun.

Charles de Rochechouart de Barbazan, baron de Saint-Amand, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances, fils aîné du précédent.

François de Voisins, baron d'Ambres, qui plus tard se signala par son zèle pour la cause catholique.

Raymond de Bécarie de Pavie de Rouër de Fourquevaux, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, gouverneur de Narbonne en 1558.

Et Pierre de la Fare, baron de Monvilat et de la Fare, seigneur de Fontenilles, gouverneur de la ville de Mende, « qui servit utilement la cause du roy de 1534 à 1563 », et mourut l'année suivante.

Cassée en 1539 et rétablie en 1558, cette légion fut commandée depuis par :

Louis d'Amboise, comte d'Aubijoux, baron de Chateauneuf, de Bonnefont, de Cazaubon et de Sauveterre, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1583, conseiller d'état, capitaine de cinquante hommes d'armes, gouverneur de Castres, de Lavaur, d'Alby et de Pézenas.

Et Germain de Saint-Félix, baron de Mauremont et de Clapiers, chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1573, chargé en 1579 par le duc de Montmorency de faire exécuter l'édit de paix dans son gouvernement de Languedoc. Il assista la même année à la conférence de Belpech et mourut en 1586.

LÉGION DE GUYENNE

(1534-1570)

Cette *Légion* ne semble avoir été organisée que partiellement : ses débuts ont laissé peu de traces.

En 1532, on trouve le baron d'Astarac Fontrailles commandant un corps de mille légionnaires gascons.

L'année suivante, Louis de Foix Carmain, comte de Nègreplisse, capitaine de mille autres légionnaires, est chargé de défendre contre Charles-Quint les passages les plus difficiles de la Provence.

Reconstituée sur un nouveau pied en Mars 1558, le commandement de la nouvelle Légion est donné à Symphorien de Durfort, baron de Duras. Celui-ci prend d'abord part, avec Monluc et Burie, à la campagne de Navarre, organisée par le roi Antoine de Bourbon. Mais au premier appel de Condé, il se déclare pour lui, appelle sous ses ordres les réformés de Guyenne et marche à leur tête au secours d'Orléans. Rentré en Guyenne, il s'empare de Saint-Macaire et essaie de se saisir de Bordeaux. Battu par Monluc à Targon, il est entièrement défait à la bataille de Vergt¹, il se réfugie alors en Saintonge auprès du comte de La Rochefoucault, son correligionnaire. Tous deux rejoignent le prince de Condé à Orléans et prennent part à la défense de cette ville. Le 12 mars 1563, Duras était tué d'un éclat de pierre pendant qu'il inspectait l'état des fortifications de la place. Son décès entraînait la dispersion complète de la Légion.

Rétablie une seconde fois par commission royale signée à Bayonne le 14 juin 1565 au profit de François de Cassagnet-Tilladet, sieur de Saint-Orens, sénéchal de Bazadois, — la nouvelle légion reçut mission de surveiller les mouvements de l'armée dite des vicomtes dans le Languedoc et de s'opposer à sa jonction avec les protestants de Guyenne. Appelé à d'autres fonctions par le duc d'Anjou, Saint-Orens remit, en 1567, le commandement de la Légion à

Blaise de Lasseran-Massencôme, chevalier de Monluc.

¹ En cette journée il perdit 1.400 hommes et toute son artillerie. « Quelques gens de » pied, ajoute d'Aubigné, se voulurent sauver vers Montauban : les communes en assom- » mèrent plusieurs à Agen, qui furent pendus à un gibet construit par Monluc pour les » autres premières penderies et par lui nommé *La Consistoire*. »

Le premier soin de celui ci fut d'établir la Légion sur un pied considérable. Il en forma trois corps distincts, dont il donna le commandement particulier à Fabien de Monluc, son fils, à Antoine de Gelas de Leberon, son beau-frère, et à du Sendat, « cet aventurier catholique, assassin, pillard, voleur et faussaire », dont l'auteur des *Commentaires* trace un si curieux portrait.

En 1568, la Légion passe sous les ordres de Jean de Bourdeilles, seigneur d'Ardelay. Elle était alors forte de dix compagnies et sous l'impulsion de son nouveau chef parut tout d'abord soutenir la cause des réformés. Mais d'Ardelay étant revenu au catholicisme, il arbora la *cornette blanche*, insigne d'un commandement supérieur et s'achemine vers Chartres, menacé par les huguenots. « Il fut tué en » défendant très vaillamment cette place et avec telle réputation que » le clergé et la ville lui donnèrent sepulture au cœur de l'église, » près du grand hôtel¹. »

A la mort de d'Ardelay, Fabian de Monluc reprend le commandement de la Légion.

Après une glorieuse campagne sous les murs de Mussidan il double ce petit corps devenu presque une armée (Juin 1569). Des vingt compagnies qui composaient la Légion, il en abandonne huit à Leberon et à Salignac, et à la tête des douze autres il se dirige vers le Poitou, combat à Moncontour et à Saint-Jean-d'Angély.

Pendant ce temps, Leberon et Salignac avaient gagné le Midi et prenaient part aux affaires de Mont-de-Mursan et de Rabastens².

Par ordre du 8 Août 1570, les deux fractions de la Légion étaient définitivement licenciées.

¹ Brantôme ajoute : « Le comte de Brissac qui avoit aymé mon frère d'Ardelay autant » qu'amy qu'il eust, avoit résolu, s'il fust sorti du siège de Chartres, de se battre contre » lui ou qu'il quictast l'enseigne blanche du regiment des Gascons dont il estoit couro- » nel..... Certes si mon frère ne fust pas mort en ce siège, il ne faut point douter qu'ilz » ne se fussent battuz, car il n'eust point quitté ce qu'il tenoit de son roy. » (Tome vi.)

² On trouve parfois ce petit corps désigné sous le nom de ses mestres de camp.

III

Ce fut au lendemain des Etats tenus à Orléans, c'est-à-dire en 1561, que François de Lorraine, duc de Guise, songea à organiser les premiers régiments permanents. C'est donc à ce moment que se rapporte la création des plus vieux corps de l'armée connus sous les noms de *Gardes françaises*, de *Picardie*, de *Piémont*, de *Navarre* et de *Champagne*.

Les guerres civiles en firent naître quantité d'autres : mais créés à la hâte, pour les besoins d'un parti, ces régiments n'eurent le plus souvent, — nous l'avons déjà dit, — que quelques mois d'existence. Ainsi, après le massacre de Vassy, la noblesse protestante voulant se garder contre les catholiques, se mit toute entière sous les armes et leva des troupes de tous côtés. La chose était d'autant plus facile que les vieux soldats de l'armée d'Italie, licenciés depuis peu, erraient à l'aventure dans la campagne. Pendant ce temps le roi signait de son côté des commissions *par milliaire*, ainsi que nous l'apprend Brantôme, et tout seigneur un peu qualifié obtenait sans difficulté la permission de lever quelques compagnies. Aussitôt unifiées, elles prenaient le titre de régiment et le nom de leurs mestres de camp. Lorsque le hasard mettait ces nouvelles troupes en contact avec les vieux corps, elles n'étaient généralement employées qu'aux opérations secondaires, telles que la garde des places ou des bagages ; en revanche elles se distinguaient d'une façon toute particulière les jours de pillage. Pour beaucoup d'entre elles c'était la seule façon d'être payé de leurs services.

L'armement de ces différents corps était à peu près le même pour tous : il se composait généralement d'une épée et d'une dague, d'une pique ou d'une hallebarde, de l'arquebuse et de la fourchette indispensable au tir de cette lourde arme à feu. En 1565, à l'entrevue de

Bayonne, Charles IX ayant remarqué des compagnies espagnoles dont les hommes avaient chacun un valet qui portait leur mousquet dans les marches, eut envie d'avoir une pareille troupe. Il chargea Strozzi d'en armer une escouade de sa garde. Celui-ci qui se refusait à voir nos fantassins suivis de valets et qui cependant reconnaissait l'utilité de cette arme, s'adressa aux armuriers de Milan pour diminuer la longueur de l'arme et réduire l'épaisseur du canon, sans préjudice de la portée. On eut bientôt des mousquets d'un calibre raisonnable qui, sans écraser le soldat, lui permettait d'atteindre presque du double plus loin qu'avec l'arquebuse. « Je vis, raconte Brantôme, et plusieurs avec nous, ledit M. de Strozze, tuer un cheval de cinq cens pas avec son mousquet...¹ » Mais il ne se trouvait des *mousquetaires* que dans les régiments royaux : les autres se servaient toujours de la vieille arquebuse.

Quant à l'uniforme il était à l'unisson de la paye : c'est dire qu'il était totalement inconnu. Chaque soldat s'habillait à sa fantaisie, le plus souvent avec les défraîchies trouvées sur le champ de bataille. Néanmoins officiers et soldats portaient l'écharpe du parti auquel ils appartenaient.

Il y avait déjà en cela un progrès sensible d'uniformité, car les fameuses *bandes* si réputées de Louis XII et de François I^{er} jouissaient encore d'un plus grand laisser aller. « Elles estoient, nous dit Brantôme, plus habillées à la pendarde qu'à la propreté, portant des chemises à longues et grandes manches, comme Bohèmes de jadis ou Mores, qui leur duroient vestues plus de deux ou trois mois sans changer : montrant leurs poitrines velues, pelues et toutes descouvertes, leurs chausses bigarrées, découpées, déchiquetées et balafrees et la plus part monstroient la chair de leurs cuisses voire des fesses.... »

On voit qu'il y avait progrès.

Tous les régiments protestants, créés depuis la prise d'armes de 1562, adoptèrent comme signe de ralliement la casaque et l'écharpe *blanches*, cette dernière parfois brodée « de telle couleur que la de-

¹ L'usage du mousquet donna l'idée des charges en bandoulière. A cause de la grande quantité de poudre qu'il fallait brûler pour chaque coup, on imagina d'attacher au baudrier plusieurs capsules toutes remplies à la mesure de l'arme, outre ce que le soldat portait de son fourniment, pendu au bout du même baudrier. (Consultez l'*Histoire du costume en France*).

visé du chef demandoit ¹. » Après la mort du prince de Condé, les huguenots placèrent dans leur écharpe les couleurs du duc des Deux Ponts, *jaune et noir*. Mais lorsque le jeune roi de Navarre reprit la direction du parti protestant, l'écharpe *blanche* fut seule admise.

On attachait à cette époque une grande importance aux couleurs et à leur signification. D'après la Popelinière l'écharpe blanche adoptée par les protestants était « la marque d'une netteté de conscience aux desseins par eux faicts, pour maintenir l'honneur de Dieu et du public ². »

Les catholiques avaient choisi le *rouge* comme couleur dominante; mais leurs casaque aussi bien que leurs enseignes étaient coupées d'une croix blanche. Les réformés, au contraire, portaient ces dernières de couleur pleine.

Sous Henri III, les ligueurs arborèrent tour à tour les couleurs noire, puis verte, et enfin sous Henri IV l'écharpe noire et rouge.

Les *Notices historiques* qui vont suivre ne concernent que les régiments levés en France ³ : une seule exception a été faite en faveur du corps organisé par le maréchal d'Ornano et qui, composé tout d'abord de soldats corses, devint sous son fils entièrement français.

¹ La Popelinière.

² Quelques compagnies d'élite, levées par le prince de Condé, portaient outre l'écharpe une casaque entièrement blanche. D'Aubigné rapporte que Catherine de Médécis, voyant passer une bande de protestants ainsi vêtus, dit au prince de Condé : « Vos gens sont meuniers, mon cousin ? — Elle en eust ceste réponse : C'est pour toucher vos aines, Madame. »

³ Voici les principales sources où nous avons puisé les renseignements résumés dans notre *Abrégé*. MANUSCRITS : Bibliothèque nationale de Paris, vol. 831 à 842, 924 à 940, 1037 à 1049, 1098; Archives nationales, KK. 67 et 99, O¹ 715-732, 3696 et 3671, AD¹ 20, et G. 7, Extraordinaire des guerres; Bibliothèque Mazarine, vol. 1722, 2536, 2948 et 2949; Bibliothèque de l'Arsenal, vol. 4220, 4489, 4518, 4522, 4524, 4573, 4883 et 6031. IMPRIMÉS : Pinard, *Chronologie historique et militaire*, 1760-77, 8 vol. in-4°; Roussel, *Essais historiques sur les régiments d'infanterie*, 1755, 12 vol. in-12; Lamoral Le Pipre de Neuville, *Abrégé chronologique de la maison du roi*, 1734, in-4°; P. Daniel, *Histoire de la milice française*, 1724, 2 vol. in-4°; *Mémoires de Castelnau, avec additions par Le Laboureur*, édition publiée à Bruxelles; Guignard, *L'Ecole de Mars*, 1735. in-4°; *Etats militaires de la France*, 1744-1791; de Waroquier, *Etat général de la France*, 1789, 2 vol. in-8°; *Mémoires de Sully*, 1745, 8 vol. in-12; de Courcelles, *Dictionnaire historique des généraux français*, 1820-23, 9 vol. in-8°; Chateauneuf, *Cornelius Nepos français, etc....* 1807-1811, 22 vol. in-12; P. Christian, *Chronologie militaire de la France*, 1850, in 8°; P. Giguët, *Histoire militaire*

L'ordre chronologique adopté permettra de se rendre un compte exact du nombre des régiments levés dans chaque parti, ainsi que de l'importance et de la durée des diverses prises d'armes qui eurent lieu de 1561 à 1600.

A. COMMUNAY.

(A suivre.)

de la France, 1849, 2 vol. in-8° ; A. Pascal, *Histoire de l'armée et de tous les régiments depuis les premiers temps*, 1859-60, 5 vol. in-8° ; Chassignet, *Essai historique sur les institutions militaires de la France*, 1869, in-8° ; *La France protestante*, par les frères Haag, et les ouvrages suivants réédités par la Société de l'Histoire de France : *Commentaires et Lettres de Blaise de Montluc*, 5 vol. ; *Mémoires de la Huguerye*, 3 vol. ; *Œuvres de Brantôme*, 44 vol. ; et l'*Histoire universelle d'Agrippa d'Aubigné*, 7 vol.

ÉTAPES ARCHÉOLOGIQUES EN ITALIE

(SUITE)

LES MUSÉES DE VENISE

22 et 23 septembre.

Hier au soir, notre société s'est momentanément démembrée, pour la plus grande facilité des études de chacun. Le gros de la troupe, par Bologne, va vers l'Ombrie, à Pérouse et à Assises ; quelques-uns rentrent en France ; d'autres enfin, et je suis du nombre, se proposent de rester deux jours de plus à Venise, ne pouvant se résigner à quitter la belle cité sans l'avoir mieux étudiée. Nous nous retrouverons d'ailleurs à peu près tous, dans peu de jours, à Rome.

Levé dès l'aube, j'inaugure cette journée par une promenade au hasard dans la ville, en attendant l'ouverture des musées. Rien n'est plus charmant, à mon sens, que ces flâneries paisiblement pérégrinantes, où, sans se fatiguer et se surexciter, l'esprit est sans cesse occupé de cent objets divers, qu'il s'approprie ainsi bien mieux qu'en y appliquant toutes ses forces sous la conduite d'un guide, suivant la stricte logique d'un programme. On retrouve les monuments qu'on vous a montrés les jours passés et l'on en découvre d'autres non moins dignes d'intérêt ; des coins pittoresques vous frappent, devant lesquels vous êtes naguère passés indifférents ; les types humains, qu'on n'a guère vus qu'à la grosse dans la confusion des foules traversées en courant, les types humains, dis-je, s'offrent tout naturellement à l'observation. Vous apprenez à les connaître et à distinguer leurs variétés ; bref, en ces fécondes museries, se complète l'impression que l'on doit emporter : l'ébauche se précise, se termine et, bonne ou mauvaise, devient tableau.

Il y a trois jours que je suis à Venise, et pourtant c'est la première fois que j'ai nettement l'impression de l'absence de bruit dans les rues. Pour un campagnard, rien de plus naturel ; aussi, quoique prévenu, ne m'en étais-je pas douté ; mais je comprends combien cette absence doit impressionner étrangement les habitants des tumultueuses cités continentales. Ici, il ne passe ni chevaux, ni voitures ; aucun camion ne roule ses roues pesantes sur les pavés, aucun omnibus n'ébranle le sol, et les fanatiques du *farniente* peuvent s'étendre en toute sécurité en travers des rues pour y dormir, la tête à l'ombre et les pieds au soleil. Sauf le léger clapotage des petites vagues, le sourd grondement des eaux soulevées par les barques à vapeur, rien en dehors de la voix humaine ne vient troubler le silence et fatiguer l'oreille. Les pas des passants ne résonnent pas ici comme ailleurs ; ce n'est ni le choc bruyant des pieds sur le pavé, ni le heurt étouffé dans la poussière du macadam ; il semble que les exhalaisons salines de la mer doivent enduire perpétuellement les larges dalles polies d'une abondante couche de cristaux microscopiques invisible à l'œil mais suffisante pour paralyser le bruit.

N'ayant à compter ni avec les voitures, ni avec les chevaux, Venise s'est resserrée à l'excès sur ses îlots, et ses places et ses rues ont pris un aspect qu'on ne saurait trouver ailleurs ; les cartes elles-mêmes n'en donnent pas l'idée, et je ne sais pas trop si je parviendrai à en rendre compte. Dire que les rues de Venise sont étroites à l'excès, soigneusement pavées d'épaisses dalles de granit polies par les pieds des passants, qu'elles sont enchevêtrées et capricieuses au possible ne suffit pas à exprimer leur caractère particulier. C'est, aussi bien pour les places que pour les rues, un état confus, mixte, tenant à la fois des places et des cours. Le doute est souvent permis, et, pour ma part, je l'éprouve souvent ce matin.

Après une courte station à San-Zacharia, je veux me rendre au Campo San-Zanipolo où trône la statue du Colleone ; mais j'ai beau chercher des yeux, je suis contraint de reconnaître que je ne vois pas le moyen de sortir de la place, à moins de revenir sur mes pas. Aucune rue, aucun passage devant moi, et je me demande si ce *campo* n'est pas un *in pace*.

Des femmes sortent de l'église, nu-tête, drapées dans des châles noirs ou jaunes, et sans trop s'arrêter à causer, elles se dirigent vers une sorte de porte de jardin surmontée d'un petit fronton armorié et d'une croix : l'entrée de quelque couvent sans doute. A tout hasard, je les suis à distance et ne tarde pas à reconnaître que cette

prétendue, entrée de jardin est une rue véritable. Une heure plus tard, pareille mésaventure m'advient sur le Campo San-Mosé. Y arriver est aisé, poursuivre son chemin au-delà ne l'est guère. J'observe les passants pour me guider, et cela tout d'abord sans grand succès, car je les vois disparaître dans des maisons, sans pouvoir décider s'ils y sont réellement entrés ou si des passages peu apparents leur ont permis de poursuivre leur chemin.

Je me décide enfin à suivre plusieurs ouvriers, prêt à leur demander des indications, s'il en est besoin. Ils s'engouffrent dans un véritable couloir obscur se perdant sous une longue voûte. A leur suite je m'y engage et, vingt pas plus loin, le jour reparait, la voûte a disparu et me voici dans une autre rue, mais non pas au bout de mes embarras.

La rue où je me trouve a bien un mètre et demi de largeur et, en regardant les murs noirs des maisons avec leurs formidables grilles et leurs petites portes surbaissées, je me demande si ce n'est pas un coupe-gorge. La nuit, je ne serais certainement pas très rassuré. Marchant toujours dans cette venelle, j'arrive à un canal profondément encaissé entre de formidables maisons grises et mornes dont les portes s'ouvrent dans l'eau ou y aboutissent par des escaliers de deux ou trois marches noires, usées, fendillées et couvertes d'une végétation déteinte et comme morte, mousse au-dessus de l'eau, algue au-dessous. La rue, d'ailleurs, semble s'arrêter là. Avec un peu d'attention, je distingue pourtant quelques degrés aboutissant à un trajet ou embarcadère, d'où part un étroit passage amenant à un pont, après avoir contourné une maison d'un bon mètre en saillie sur l'alignement. D'autres marches conduisent au pont, qui est lui-même un double escalier, comme la plupart des ponts de Venise, ce qui n'est pas sans quelques inconvénients, si j'en crois d'anciennes gravures, entre autres celle de Marieschi représentant l'église des Mineurs conventuels de Saint François. L'artiste, en effet, parmi les nombreuses figures qui animent cette vue, a placé deux personnages grotesquement tombés sur les rampes d'un pont, l'un en montant, l'autre en descendant : symbole éloquent du double danger qui menace ici les distraits et les pressés.

Toute chose a d'ailleurs ses avantages à côté de ses inconvénients. Si les ponts de Venise sont incommodes, dangereux même pour les étrangers, ils leur offrent des points de vue charmants sur les canaux, les places et les rues qu'ils dominent de leurs dix ou douze marches. Au sommet de leur arche, on trouve un observatoire excep-

tionnellement favorable pour saisir à la fois le mouvement de la rue et celui du canal. En outre, rien n'est plus pittoresque, plus amusant pour l'œil que ces arcades hardies et de beau style, sobrement décorées de moulures savantes, flanquées de nombreux escaliers grimpant autour de leurs culées pour desservir à la fois les rues que le pont relie entre elles, les petits quais qui y aboutissent et le canal qui balance ses eaux noires au-dessous.

Ils ne sont plus tels que sur les anciennes estampes, car on les a tous munis, depuis le commencement du siècle, de balustrades et de parapets. Originaires ils en étaient dépourvus, ce qui leur donnait une légèreté et une sveltesse particulières. Rien n'étonnait plus profondément les étrangers ; et le président de Brosses, observant la facilité que l'absence de garde-fous offrait au crime, était surpris du petit nombre des accidents, dans une ville si peuplée et où les tribunaux mystérieux avec les sicaires d'Etat étaient sensés jouer un rôle incessant et terrible.

Dans les rues étranges où je viens de m'égarer un peu, il n'y a guère de passants à cette heure matinale, mais voici des artères plus larges où la foule se presse. Là, nombre de magasins de toute sorte, les uns très modernes et par conséquent très insignifiants, tels qu'on en peut voir à Paris comme à Carpentras, d'autres, au contraire, vraiment vénitiens et du plus grand caractère ; ceux-là me font ralentir le pas. Ce sont des ateliers de chaudronniers et de serruriers, des boulangeries, des fruiteries, des débits de vin, sombres intérieurs éclairés constamment par des lampes brûlant au pied d'une madone et enveloppant d'un clair-obscur rembranesque un mobilier sommaire mais pittoresque. Partout où l'on vend des comestibles s'étaient contre les murs d'opulentes rangées de grands plats de cuivre repoussé, chargés de sujets religieux, en tout pareils aux dinanderies flamandes du xvi^e siècle, dont on retrouve encore quelques spécimens dans nos églises du Quercy. J'ai passé devant plusieurs boutiques où l'on en fabriquait au grand jour, sans mystère, presque dans la rue, et je m'extaxie, non pas sur l'erreur des étrangers qui les achètent fort cher comme anciens, mais sur l'aveuglement inconcevable qui a fait passer ces acheteurs sans rien voir devant les officines où on les fabrique à la grosse. Ces plats sont superbes, d'ailleurs, et très décoratifs, de sorte qu'il est difficile de comprendre pourquoi on ne les achète plus dès qu'on les sait modernes.

Voici une pittoresque petite place où l'on vend des fruits magnifi-

ques, et j'avise qu'il est grand temps de déjeuner. Rentrer à l'hôtel serait bien long et chercher un restaurant, bien chanceux ; arrêtons-nous donc à la première boutique de friture en plein vent qui se présentera : ce sera un excellent moyen d'entrer plus avant dans les mœurs vénitiennes. Il n'y a que l'embarras du choix. Voici tout d'abord une marchande de citrouilles, avec son éventaire chargé d'énormes potirons cuits au four tout entiers et montrant une belle chair rouge sous leur peau carbonisée. Nul mets n'est plus prisé ici, et au siècle dernier, on en servait fréquemment, en guise de friandise, d'énormes quartiers sur de vastes plateaux de vermeil dans les soirées les plus aristocratiques. Je m'en fais donner une tranche et, malgré le sucre dont je la saupoudre, il m'est impossible de trouver la citrouille vénitienne meilleure que la citrouille française. Pourtant, comme je me suis imposé la règle de vivre partout où j'irai exactement comme les habitants du pays, j'avale ce très médiocre régal sans faire la grimace. Mais décidément cela ne peut passer pour un déjeuner : il faut quelque chose de plus solide à mon appétit gaulois. Je me dirige donc intrépidement vers l'officine foraine d'un friturier ; bien que les dictionnaires ne portent pas ce mot, on peut et on doit l'employer, depuis que Théophile Gautier a procédé à sa naturalisation. Cette cuisine est sommaire et peu compliquée, mais propre, odorante et pittoresque. Un grand réchaud de cuivre, reluisant et ornementé, en est le principal appareil ; une grande flamme pétille au-dessous, et dans le bassin la friture chante joyeusement. Le cuisinier, gros homme jovial et serviable, se démène tout autour, une large spatule à la main, puisant dans de vastes bennes pour jeter dans la graisse ou l'huile bouillante des poissons, des crevettes, des poulpes, qu'il retire quelques instants après, roussis à point. Moyennant la modique somme de cinq centimes, une belle assiettée de poissons craquants m'est servie et je les trouve exquis, infiniment mieux préparés que ceux de l'hôtel. Il ne me reste plus, pour terminer ce pittoresque et expéditif déjeuner, qu'à me faire servir un verre de *vino nostrano*, épais, noir et parfumé comme notre pauvre cahors d'avant les cépages américains. Enfin, pour clore en sybarite et en fanatique de couleur locale, je cours au café Florian prendre une tasse de moka brûlant.

La place Saint-Marc est encore à peu près déserte quand je m'y installe à l'ombre des Procuraties, et nul moment n'est préférable pour goûter dignement le tableau sans rival que j'ai devant les yeux.

Le soleil, encore bas sur l'horizon, frappe obliquement les dômes de Saint-Marc et éclaire à peine, au-dessous, les quatre chevaux de bronze détachés du quadrigé d'un César. Toute la façade de l'église est prolongée dans l'ombre, une ombre ambrée et lumineuse qui harmonise les objets sans les obscurcir et les déformer. Les mosaïques des tympans n'ont pas tout leur éclat, des rayons aveuglants ne jaillissent pas de leur or ; mais dans ce jour adouci elles ressemblent à des peintures véritables, aux cartons originaux que Titien, Tintoret et Salviati ont peint pour leur servir de modèles. Les portes moresques qui se creusent au-dessous des arcades romanes ont des flamboiements dans leurs ténèbres, reflet de quelque lampe brûlant devant une Panagia, ou lumière de quelque lustre réflétée par le revêtement de mosaïques. D'autres flamboiement vainqueurs éclatent au-dessus de l'édifice, sur les croix à six bras terminés par d'énormes pommeaux qui couronnent les dômes et dans lesquelles nous autres, Languedociens, nous retrouvons avec joie la belle croix « cléchée, vidée et pommetée » de Raymond de Saint-Giles, importée de l'Orient latin, de la Palestine des Croisées, comme tant d'autres choses ici.

En avant de Saint-Marc s'élance d'un seul jet le campanile, pareil à un obélisque démesuré. De l'autre côté se creuse la profondeur de la petite place des Lions et se dresse l'horloge avec ses automates de bronze brandissant leurs masses d'armes au-dessus de la grande cloche.

Dans l'atmosphère rosée qui le baigne, ce groupe de monuments compose un de ces tableaux inoubliables, dont on se souvient toujours avec délices comme d'une source vive dans le désert, avec le mélancolique regret de ne pouvoir revenir s'y désaltérer. Les deux ailes des Procuraties l'encadrent admirablement d'ailleurs et le font doublement valoir, d'abord par leur perspective fuyante qu'accentue un double étage d'arcades, ensuite et surtout par le contraste de leur style classique avec le paradoxal mélange de latin, de byzantin, de moresque et de gothique qui compose Saint-Marc.

Et pourtant ce merveilleux ensemble a eu ses détracteurs ; de prétendus gens de goût l'ont condamné avec une inconscience artistique qui serait leur seule excuse, s'il pouvait y avoir une excuse à cela.

Le vulgaire troupeau des sectateurs étroits des cinq ordres, les fanatiques de Vitruve et de Vignole, qu'ils ne comprenaient pas plus l'un que l'autre, ont flétri ces monuments de l'épithète de gothique,



et les plus libres esprits eux-mêmes, comme le président de Brosses, ont proféré à leur sujet des critiques idiotes. Cet esprit mesquinement dénigrateur n'a pas disparu avec la déroute des trois unités et de la rotule d'Ajax. Il s'est trouvé des hébraïsants surfaits, des exploiters de scandales religieux pour déclarer que c'était fort laid. Enfin les pontifes de l'architecture sont venus reprendre, corriger, élaguer dans ces merveilles pour y laisser seulement ce qu'ils étaient en état de comprendre, c'est-à-dire le médiocre. Et croyez bien que quelque destructeur patenté de monuments historiques a, en portefeuille, au moins un projet de restauration de Saint-Marc, qu'il ratisserait complètement, auquel il enlèverait ses marbres, ses bronzes, ses statues, ses mosaïques, pour le refaire tel qu'il devrait être pour cadrer avec des théories qui restent encore à prouver.

Ceux qui ont reconstruit à leur goût Saint-Front de Périgueux, l'église de Germigny-les-Prés et tant d'autres doivent tout naturellement rêver de traiter de la sorte les monuments célèbres du monde entier, afin de les contraindre à se ployer à leurs règles mesquines.

Heureusement ce n'est pas devant Saint-Marc que nous songeons à ces tristes billevesées, aussi nous oublions-nous longtemps dans notre contemplation, à côté de la petite table où fume une tasse de café exquis, le meilleur, disent les connaisseurs, que l'on boive au monde. Et nous resterions plus longtemps encore là, avide de graver indélébilement dans notre mémoire les moindres détails du spectacle, s'il était possible de rester seul une demi-heure, si des bandes de touristes n'apparaissaient de tous les côtés, si des déjeuneurs ne se ruaient pas à toutes les tables, bientôt suivis par la tourbe des parasites divers qui prétendent vivre aux dépens des étrangers et qui y réussissent mieux encore qu'on ne pense, grâce à la naïveté et à l'ignorance de ces derniers, badauds pour la plupart, incapables de voir par eux-mêmes, et auxquels le voyage d'Italie ne procure pas autant de plaisir réel qu'une saison aux Pyrénées, parce qu'on y rencontre moins de casinos, de salles de jeu et de figures parisiennes. Je suis de ceux qui ne jouissent d'un beau spectacle qu'à condition d'être seul, aussi me suis-je empressé de fuir et de reprendre mes études pérégrinantes par la ville. Qui sait d'ailleurs si, une fois engagé sur la terrible pente de la rêverie, le mélancolique souvenir des chers absents ne serait pas venu troubler la calme beauté de cette délicieuse matinée et paralyser pour des heures la faculté de voir et de noter? Au plus vite donc je me renfonce dans l'écheveau embrouillé des rues rayonnant autour de la place Saint-Marc, et sans trop m'éga-

rer, cette fois-ci, je trouve le hideux pont de fer qu'une stupide municipalité a jeté en travers du canal, puis l'église de la Salute qui ne me retient guère, et enfin l'Académie des Beaux-Arts.

On a fort mérité de sa façade classique que surmonte une grosse Minerve chevauchant sur un placide lion ailé, de la race de ceux qui foisonnent dans les allégories de Canova. Rien de plus morne, de plus froid, pourtant ce serait un crime de la refaire, et je la vois avec infiniment plus de plaisir qu'un de ces prétendus chefs-d'œuvre faits de morceaux volés à tous les styles, comme on en construit depuis que le romantisme a chassé la raison et le naturel de toutes les têtes.

On est en droit de trouver le classique de l'empire affreux, et nous sommes loin d'en raffoler ; mais détruire, sans un besoin absolu, tout ce qui porte sa marque, c'est mutiler et falsifier le grand livre de l'Art ; c'est prouver qu'on ne comprend rien aux mœurs, aux goûts, aux idées, aux convictions de nos grands-pères. Remplacer par un ridicule pastiche gothique la blafarde façade de la galerie du comte Cicognara, comme le demandent certains, c'est démontrer brutalement qu'on ne se rend plus compte du but poursuivi par le fondateur, et j'espère que, malgré le cupide vandalisme des manieurs de moëllons et les tendances déplorables dont l'école de Viollet-le-Duc a infecté l'Italie presque autant que la France, les Vénitiens ne se laisseront pas convaincre et trouveront que c'est assez du pont de fer pour représenter, sur le Grand-Canal, le génie négatif des architectes fin de siècle.

Longue, très longue visite à l'*Académie des Beaux-Arts*, ce superbe musée qui, à l'inverse de tant d'autres où l'on trouve de tout, est exclusivement consacré à l'école vénitienne. Cela frappe dès l'entrée, après un simple coup d'œil sur l'ensemble, tant rayonne, chatoyant et doux, le coloris de ces merveilleux cadres où les pinceaux de Titien, de Tintoret, de Véronèse, de leurs disciples et de leurs émules ont condensé toutes les splendeurs du ciel vénitien. Les musées ont une physionomie particulière qui fait reconnaître d'emblée, au plus novice, l'école qui y prédomine. Aux premiers pas que l'on fait ici, on se sent transporté dans le glorieux royaume de la couleur.

De longues heures durant, j'erre dans ces salles, transportant mon admiration d'un tableau à un autre ; de Capaccio aux Belin, de Crevelli à Giorgion, de Titien à Tintoret et à Véronèse, jamais blasé,

jamais fatigué, subjugué par ces enchanteurs aux accents sublimes, éniivrants et doux comme la nature qui leur a donné le jour. Mais un grave souci m'arrête en rédigeant ces notes. Pauvre archéologue pérégrinant dans le pays des merveilles, dois-je sortir de mon rôle d'ardent explorateur du passé, d'anxieux chercheur obstinément penché sur la poussière des siècles pour y découvrir quelque parcelle vivante des générations qui ne sont plus ; dois-je m'engager sur le terrain brûlant de l'art et parler de ces chefs-d'œuvre dont mes yeux se sont saturés, comme je le ferai des objets d'une galerie archéologique ? Ce serait de la plus insigne témérité. Tant d'autres et des plus illustres l'ont fait, et avec une telle éloquence, qu'il faut, lorsqu'on n'est pas de leur race, savoir admirer pour soi et se taire, trop heureux d'avoir vu pour compromettre son admiration par des appréciations incomplètes ou banales.

Et pourtant c'est à regret que je réfrène ma plume, car même le plus spécialiste des archéologues trouverait matière, dans ces chefs-d'œuvre, à de longues et profitables études sur les mœurs, les costumes, l'ameublement, les armes et les colifichets des siècles écoulés, non seulement dans les toiles naïves de ces primitifs vénitiens : Mansueti, Basaiti Marco Roncone, Crivelli, Carpaccio, dont les noms étranges plaisaient si fort à Théophile Gautier qu'il en avait la bouche pleine, comme La Fontaine de celui de Baruch, mais même parmi les peintures les plus renommées de Giorgion, de Titien et de Véronèse.

C'est que, en dehors de son esthétique particulière et du sentiment qui fait vibrer son âme, l'artiste est le plus fidèle miroir de son temps, alors même qu'il s'adonne complètement aux abstractions de l'idéal ou qu'il tombe dans les fadeurs de la convention académique ; alors même que, méprisant, en apparence, les contemporains pour lesquels il travaille, son pinceau ne célèbre que des héros, des nymphes et des dieux.

L'imagerie populaire et les planches de mode, même à un rang plus élevé, les œuvres de Dubucourt, Duplessis Bertaux, Carle Vernet, Boilly, peignent beaucoup mieux l'allure et le costume des Français de leur temps que les toiles épiques de David, et pourtant, si documentaires qu'elles puissent être, nous en apprennent-elles autant sur les pensées, les croyances, les aspirations, l'état d'âme enfin des contemporains de Robespierre et de Bonaparte que le *Brutus*, les *Sabines*, la *Mort de Socrate* et le *Léonidas* ?

Au reste, il n'est pas d'artistes plus documentaires que les Véni-

flens, à part les Hollandais ; ils le sont même plus que ces derniers, car, tout en peignant aussi fidèlement leurs contemporains, il nous ouvrent de bien plus larges horizons sur leur âme et sur leur esprit. Les scènes religieuses, chez les peintres des Pays-Bas, sont l'expression personnelle de la foi de leur auteur ; Rembraudt peint pour lui seul, on peut l'affirmer ; ses scènes bibliques et évangéliques sont l'expression de sa croyance particulière, des élans à la fois ascétiques et sensuels de son âme faite de contrastes et toute pénétrée d'un mysticisme étrange comme le clair-obscur qu'il a créé. N'y cherchez pas autre chose. Ni sa *Présentation au Temple*, ni sa *Résurrection de Lazare*, ni sa *Crucifixion*, ni son Christ rayonnant de la *Pièce aux cent florins* ne nous apprendront rien sur ses concitoyens, gros marchands, armateurs, marins, politiques et théologiens, tous ballotés entre l'érudition et le commerce, l'héroïsme civique et le lucre brutal, fluctuant des Supralapsaires aux Arminiens, des Gomaristes aux Remontrants, des Anabaptistes aux Sociniens. La sève protestante s'affirme avec une ampleur magistrale chez Albert Durer, Lucas Cranach et Holbein, mais elle n'est guère reconnaissable chez les peintres d'Amsterdam, de Delft et de Haarlem.

Véronèse, Titien et Tintoret, par contre, comme avant eux Carpaccio, Crivelli, Gentile et Giovanni Bellini, peignent pour les églises des tableaux spécialement commandés par les dévots, et les théologiens interviennent même parfois — Paul Véronèse l'apprit à ses dépens — pour donner à leurs symboles la forme la plus canonique. Leurs peintures religieuses reflètent fidèlement les croyances de leur temps et de leur pays ; de sorte que ces enchanteurs divins nous ouvrent toutes grandes les deux portes qui nous permettent de voir le vénitien du xvi^e siècle, celle du monde réel et celle de la vie religieuse. Les personnages qui se meuvent dans le magique théâtre de leurs toiles ont l'allure, les costumes, les occupations de leurs modèles, et, à côté, leurs saints, leurs madones et leurs légendes nous associent à leurs aspirations idéales et à leur foi.

Quelques exemples pour préciser cette vue particulière sur l'art vénitien :

Peintres de la réalité, mais non pas du trivial et de l'ignoble, comme trop de leurs confrères du Nord, qu'ils soient nés au bord de l'Adriatique ou dans les montagnes du Frioul, les Vénitiens le sont dès les plus lointains débuts de leur école. A peine celle-ci a-t-elle une vie propre qu'ils s'affirment comme de consciencieux observateurs de la nature, aussi peu disposés à l'enlaidir qu'à l'idéaliser. Les

gens à parti pris auront beau dire, ils ne pourront opposer, comme exactitude de détails et sincérité de rendu, aucune peinture flamande à l'*Histoire de Sainte Ursule* de Carpaccio, à la *Procession sur la place Saint-Marc* ou au *Miracle de la Croix tombée du Pont Saint-Léon*, par Gentile Bellini. Ces prééurseurs attardés au seuil de la Renaissance vont même si loin, que Gentile Bellini, dans sa *Prédication de Saint Marc sur la place d'Alexandrie d'Egypte* — que nous avons vu ces jours passés au musée Bréa de Milan — a devancé tous les modernes dans l'exagération de la couleur locale biblique.

Supposez le sujet traité par un flamand, un français ou un allemand du xv^e siècle, même par un ombrien ou un florentin d'avant Léonard de Vinci et Raphaël, ils placeront ingénument l'évangéliste dans une ville de leur pays, au milieu d'auditeurs vêtus de chausses mi-parties, de surcots ou de hoquetons, et coiffés de chaperons ou de bicoquets. Supposez, d'autre part, le même thème confié à un disciple de Michel-Ange, de Poussin ou de Rubens; s'inspirant des antiques et de Raphaël, il peuplera sa toile de romains en toges et laticlaves, de légionnaires et de sacrificateurs groupés dans un forum, devant des temples, aux ordres desquels le scrupuleux Vignole lui-même ne trouverait rien à reprendre.

Gentile Bellini, lui, s'est dit que, puisque la scène se passait à Alexandrie, elle avait pour acteurs des Egyptiens. Alors, fouillant dans ses souvenirs et dans les riches portefeuilles de dessins qu'il avait rapportés de son séjour à la cour de Mahomet II, il a peint une ville du Levant avec ses moucharabis et ses terrasses, dont la grande place est peuplée de pachas et d'effendis au turban globulaire surmontant de riches caftans, de janissaires le yatagan au côté, de Persans au grand bonnet fourré, de derviches et de femmes voilées. Au fond de la place, il fait défiler des âniers du Caire, des chameliers conduisant un dromadaire, même un bateleur conduisant une girafe par le licou. Enfin, pour bien préciser le lieu de la scène, il a fait surgir, entre des minarets, la célèbre colonne de Pompée. Il ne s'est départi de ce système que pour le temple fantaisiste — vague réminiscence de Saint-Marc de Venise — et pour l'apôtre lui-même et ses compagnons, qu'il a revêtus de costumes italiens.

En fait, c'est là justement le système des artistes modernes contre lesquels Fromentin s'est élevé avec quelque raison, celui que Rembrandt devait reprendre en une certaine mesure et que Eugène Delacroix, Horace Vernet, Bida et bien d'autres ont poussé jusqu'à ses plus extrêmes conséquences, sans se douter que le vieux peintre de

Mahomet II les avait depuis bien longtemps devancés en cette voie hasardeuse.

En pleine Renaissance, les tendances sont identiques. On ne reprend plus les essais étrangement prématurés de Gentile Bellini, même quand on est résolu à faire de la couleur locale ; on aborde, avec assez de succès, les toges, les cuirasses, les patères et les faisceaux dont la résurrection de l'antiquité a enseigné la convenance, mais, la plupart du temps, on traite les scènes évangéliques comme des scènes modernes, on traduit la Bible en dialecte vénitien, et même, lorsqu'on ne vise guère que le côté décoratif, on s'astreint à ne figurer que des contemporains. Aussi de vastes machines comme les *Noces de Cana*, le *Repas chez Simon le pharisien*, etc., nous en apprennent plus long sur les costumes, les usages, la vie privée du temps que la plupart des livres que nous possédons.

Mais les antiquaires et les érudits s'en doutent à peine encore, sauf de très honorables exceptions. Il semble que, pour eux, un document n'a de valeur que s'il est rudimentaire, affreux, sans rapport avec le beau. Une statue bien modelée, un tableau bien peint semblent leur être suspect par cela même. Quicherat, ce grand et libre esprit, n'a pas su lui-même se dégager entièrement de cette routine, conséquence évidente de l'étude trop exclusive des hideux magots de l'art enfantin du moyen âge, et, encore aujourd'hui, tel écrivain que les éditeurs considèrent bien gratuitement comme un parangon d'érudition, pour ressusciter les Français du commencement du siècle, semble n'avoir consulté que de grossières planches de modes, de grotesques faïences dites patriotiques, d'ineptes images d'Epinal, comme si nos plus grands artistes n'avaient pas laissé des documents plus nombreux, infiniment plus exacts, vivants et parlants, on peut le dire : des chefs-d'œuvre, en un mot. C'est procéder, en somme, comme l'historien qui négligerait Monluc, Brantôme, Agrippa d'Aubigné, Fléchier, Madame de Sévigné, Saint-Simon pour les gazettes, les livres de raison, les plaintes et les recueils satiriques.

Au reste, cette érudition dont nous sommes si fiers est, en bien des cas, de beaucoup inférieure à ses prétentions, et souvent l'observateur impartial constate, non sans une certaine stupéfaction, qu'elle découvre ou ignore des choses élémentaires, des notions courantes qu'un simple lettré eût rougi d'ignorer, il y a trente ans. Ainsi, pour la Vénitienne de la Renaissance, tous vont répétant qu'on ne sait rien sur elle, et cependant, sans rappeler des faits historiques qu'on

est sensé avoir appris sur les bancs du collège, il n'est presque pas de peinture dans ce musée qui ne nous instruisse sur ses toilettes, ses relations, ses devoirs publics et privés, sa place dans la famille et dans la société. Il n'y a qu'à regarder et qu'à réfléchir... Mais ce n'est pas le lieu d'en parler ici ; il faut auparavant faire quelques stations dans les bibliothèques et surtout au musée Correr.

En quelques minutes, une gondole me transporte à ce dernier, coupant délicieusement mes recherches par une agréable flânerie dans le plus féérique décor architectural du monde. Je songe à mes courses dans les musées de Paris, du Louvre à Cluny, à travers la cohue braillarde, la poussière ou la boue, dans l'inférieur cahotement des omnibus, et ce souvenir rend plus doux encore le bercement voluptueux du frêle esquif qui m'emporte.

Je fais prendre le large à mon barcarol pour étudier à l'aise la belle et curieuse construction qui, après bien des tribulations, a donné asile aux collections de Téodoro Correr.

Ce qui frappe le plus, tout d'abord, c'est un aspect trop neuf. La restauration paraît si complète, qu'on ne distingue pas les parties anciennes d'avec les nouvelles, et qu'un doute pénible envahit le cœur de tout archéologue. N'est-ce pas là encore une de ces reconstructions fantaisistes comme on n'en voit que trop ? la création désastreusement fautive de quelqu'un de ces architectes de malheur qui sont en train de refaire à la mesure de leur étroite cervelle tous les chefs-d'œuvre de l'art monumental ? Une photographie représentant l'édifice avant sa restauration me délivre de ce doute affreux. Sans trop de peine, je reconnais les parties anciennes, les amorces et les modèles qui ont déterminé la structure et la décoration des parties refaites, et, tout en regrettant qu'au lieu de vieillir artificiellement les reprises on ait préféré rajeunir les parties anciennes, je me déclare absolument satisfait de l'ensemble.

Ce palais est un des plus anciens de Venise. Mes confrères d'ici en font remonter la construction au dixième siècle. C'est peut-être excessif, mais ce n'est pas aussi improbable que le pensent certains écrivains français. Au quatorzième siècle, la République en fit don à la maison d'Este. En 1574, Alphonse II de Ferrare y reçut Henri III. Le Tasse y résida longtemps et y composa quelques chants de sa *Jérusalem délivrée*. Plus tard, le vénérable palais appartint aux Priuli, puis aux Pesaro et enfin à la République, qui l'affecta à l'habitation des négociants turcs, ce qui lui fit donner le nom de *Fondaco*.

de Turchi, qu'il porte encore aujourd'hui, conjointement à son titre officiel de *Musco civico e raccolta Correr*. Les Asiatiques partis, le *Fondaco*, de décadence en décadence, mutilé, profané, tomba au rang de simple entrepôt de tabac, et sa ruine était imminente quand une municipalité intelligente décida de le restaurer et d'en faire un musée vénitien.

Tel qu'il est après sa restauration, et, nous le répétons après une étude attentive et documents en main, cette restauration est, à peu de chose près, parfaite, le palais des princes d'Este présente en façade deux grosses tours carrées, à deux étages au-dessus du rez-de-chaussée, reliées entre elles par un large vestibule ouvert et une belle galerie sous arcades en plein cintre surélevé, supportées par des colonnes aux chapiteaux richement sculptés. Le couronnement est formé de larges merlons triangulaires, et l'ensemble est parsemé de plaques de marbre sculpté, tantôt rondes, tantôt barlongues au sommet vaguement ogival, ou plutôt moresque, jouant le même rôle décoratif que les *baccini* sur les églises pisanes, et que les plats arabes que le vicomte Archambaud du Cuzoul avait fait incruster sur la façade de la célèbre construction connue sous le nom d'Hôtel de Ville de Saint-Antonin.

Ces marbres sont fort intéressants par eux-mêmes. Les motifs décoratifs dont ils sont chargés : oiseaux fantastiques buvant dans un vase au long pied, paons affrontés, colombes adossées, léopards, cerfs, lions, etc., présentent au plus haut point ce caractère mixte entre le byzantin et le moresque qui est l'essence même du style vénitien à toutes les époques ; l'influence romane est à peu près nulle et le style byzantin s'y marie parfois au classique de la décadence qui prédomine fortement sur l'ensemble. Plusieurs chapiteaux sont identiques à ceux de l'église souterraine de Jouarre ; d'autres rappellent ceux de Saint-Germain d'Auxerre ; d'autres encore ne diffèrent pas, sauf l'excellence du faire, de quelques-uns de ceux de la chapelle Saint-Laurent à Grenoble.

Ces caractères croisés, comme disent les naturalistes, déroutent l'observateur français peu habitué aux rares monuments des hautes époques et imbu de règles qui ne s'appliquent avec quelque certitude qu'à sa propre région. Il faut pourtant savoir se dire que ce qui est exact pour un pays ne l'est pas le moins du monde pour l'autre. Désormais, il est hors de doute que les classifications excellentes pour les provinces d'outre-Loire, où elles ont pris naissance, ne le sont pas pour la Guienne, le Languedoc et la Provence, ni, à plus

forte raison, pour la Haute-Italie. C'est pourquoi il ne nous en coûte pas d'admettre l'opinion de nos confrères vénitiens et de rapporter à la fin du x^e siècle la construction du *Fondaco dé Turchi*, quitte à douter que toutes les incrustations de marbre dont elle est chargée remontent aussi loin.

A Venise, le goût des collections d'objets rares et précieux semble avoir germé en même temps que s'élevait sur les pilotis de l'îlot de Rialto les premières maisons des colons padouans en fuite devant Attila. Saint-Marc en est la preuve irrécusable. Il semble que, pendant des siècles, les hardis navigateurs des lagunes avaient écumé tout ce que les Echelles du Levant possédaient d'antiques précieux pour en décorer leur basilique, qui est devenue ainsi une sorte de vaste collection monumentale et patriotique. C'était là un phénomène assez naturel, une passion pour ainsi dire inévitable chez des armateurs intelligents, chez des magistrats fiers de leur cité, chez des négociants jaloux d'avoir de bons modèles pour leurs ouvriers. Aussi, de bonne heure, voyons-nous cette intelligente passion se développer chez des hommes supérieurs et en faire des amateurs passionnés autant qu'érudits, respectueux des merveilles de leurs cabinets et n'en trafiquant pas comme nos collectionneurs-brocanteurs du dix-neuvième siècle, indignes successeurs des Denon, des du Sommerard et des Sauvageot.

Au quinzième siècle, Pierre Barbo, qui devint le pape Paul II, réunit, un des premiers, une série importante de camées, de médailles, de marbres et de tableaux qui, vendue par son peu intelligent successeur Sixte IV, forma le noyau de l'incomparable collection des Médicis. En 1430, Ambroise le Camaldule louait les cabinets du médecin Pierre et de Benoit Dandolo. En pleine Renaissance, l'Italie tout entière s'enorgueillissait de la galerie du cardinal Bembo, dont les richesses artistiques dépassaient celles de Pierre de Médicis lui-même. Avec moins d'intelligence et de goût, un autre cardinal, Domenico Grimani, avait formé une riche collection de tableaux flamands et allemands, de manuscrits au premier rang desquels brillait le célèbre *Bréviaire Grimani*, de médailles, de bronzes et enfin de marbres grecs et romains qui, réunis aujourd'hui au palais des Doges, en sont un des plus précieux ornements. Il faudrait plusieurs pages rien que pour conduire cette énumération jusqu'à celui dont les collections emplissent le curieux palais où nous allons entrer.

Téodoro Correr, s'inspirant peut-être du cardinal Grimani, a poussé jusqu'au sublime la passion des collections et ne peut être

mis en parallèle pour l'ardeur, la générosité et la science, qu'avec deux hommes : du Somerard et Sauvageot. Venu au monde au moment où le vaisseau de sa chère République fluctuait désarmé, prêt à sombrer au premier coup de canon du César corse, il semble s'être entièrement consacré à recueillir tous les témoins précieux des temps où Venise était reine, pour les faire servir d'exemple et de leçon à ses concitoyens oublieux de leur gloire. Ce soin pieux remplit entièrement la vie de l'homme excellent et modeste dont je me fais un devoir d'évoquer ici la mémoire. Que d'autres se préoccupent des généraux et des politiques, des héros incomplets que Dante a placés dans son *Enfer* ; pour moi, au cours de ce voyage, je ne négligerai jamais de rendre mes plus respectueux hommages à tous les érudits vénérables qui sont les plus pures gloires de l'Italie.

Nul n'en est plus digne que le bon Tédoro Correr. Dernier représentant d'une famille illustre pleine de généraux, de sénateurs, d'ambassadeurs, de cardinaux et de papes, l'éminent érudit fut lui-même sénateur, membre du Grand-Conseil et enfin membre du Conseil des Dix. Ces titres surprennent un peu chez un homme mort vers 1830 et que beaucoup de mes amis ont connu, tant il semble qu'est profond l'abîme creusé entre l'ancien régime et nous par la Révolution. Arrivé à ce point de sa carrière politique et sentant bien que, pour aller plus avant, il faudrait renoncer à ses chères études, il prit un parti héroïque, celui d'entrer dans les ordres, abandonnant ainsi la chose publique désormais impossible à sauver, et se vouant tout entier au soin d'arracher au naufrage quelque chose de ce qui fut jadis l'honneur et la fortune de sa malheureuse patrie.

Sa collection, déjà fort riche, s'augmenta dès lors rapidement de toutes celles que la ruine ou la mort de leurs propriétaires menaçait de disperser, car on respectait encore assez les chefs-d'œuvre de l'art et de l'esprit humain pour ne pas en faire un objet de lucre et spéculer sur eux comme sur un cheval de course ou une mine de guano. Il acheta ainsi les tableaux de Molin, d'Arsetti et de Pellegrini, les dessins et les estampes de Marco Poscarini et du couvent de Saint-Mathias de Murano, de Cortinovis et de Dal Ponté, les manuscrits de Giacomo Soranzo, les pierres gravées de Zanetti, le médailler du couvent de la Miséricorde de Padoue, bien d'autres encore, et les réunit à ses propres séries de bronzes, d'ivoires, d'armes, de faïences, de statues, etc., formant un tout complet disposé pour l'étude et non pour la vanité, et où l'on peut étudier à fond, non

seulement les arts et les industries de luxe de l'ancienne Venise, mais encore ses mœurs, ses coutumes, tous les mille détails que l'histoire néglige et qui parlent si éloquemment à l'intelligence parce qu'ils nous font véritablement revivre dans le passé.

Or, à Venise, ce passé ne va pas plus loin que l'aube du moyen âge. Tous les bibelots antiques que possédait Correr étaient venus du dehors, de la Vénétie de terre ferme. Ses collections se composaient donc presque exclusivement d'objets du moyen âge et de la Renaissance, et c'est une preuve irréfragable de la hauteur de vue et du goût exercé dont été doué l'excellent patricien, qui avait résolument commencé à récolter — pour employer l'expression italienne naturalisée en France par M. Gabriel de Mortillet — ces productions qu'on flétrissait du nom de gothiques, quarante ans avant que les amateurs parisiens les plus éclairés y eussent songé. On trouverait difficilement ailleurs, croyons-nous, des exemples d'un patriotisme artistique aussi remarquable, car les curieux en étaient exclusivement encore, en dehors des peintures et des dessins, aux médailles, aux camées et aux bronzes romains ; le gothique n'était admis dans un cabinet que pour sa bizarrerie, au même titre que les objets exotiques, à moins que ce ne fût par erreur, comme ces épées du moyen âge et ces casques de la Renaissance que Montfaucon et Mougés prenaient pour des antiques. Nous tous qui aimons la reine de l'Adriatique, ses arts, son industrie, ses monuments et son histoire, nous devons prononcer avec reconnaissance le nom de Tédoro Correr, et vénérer en lui un précurseur inspiré, dont toutes les forces se sont dépensées pour assurer la conservation des trésors d'art qui se fussent bien vite dispersés aux quatre vents de la curiosité cosmopolite.

Non content de léguer sa collection à sa chère cité natale, Correr prit soin d'en assurer l'entretien et l'augmentation indéfinie par le don de grosses rentes. De pareils traits de générosité restent bien rarement isolés : il suscitent les vocations et excitent à la générosité ; aussi la « récolte Correr » est elle devenue aujourd'hui un vaste et somptueux musée dans lequel il n'y a rien d'insignifiant, sauf quelques malencontreuses peintures. Comme l'Académie des Beaux-Arts, son principal mérite est d'être essentiellement vénitienne. On y trouve bien, çà et là, des pièces françaises et allemandes, des objets sans style propre et dont la banalité, caractéristique d'un temps, ne porte pas la moindre empreinte locale, mais ce sont là des exceptions. L'ensemble est nettement vénitien, et son originalité est d'au-

tant plus grande que, en bien des parties, Venise a constitué à elle seule un petit monde tout à fait à part.

Au rez-de-chaussée, dans le *Cortile*, sont classées les grosses pièces, détails d'architecture, sarcophages, statues, et c'est là qu'on peut étudier le plus commodément les monuments les plus caractéristiques peut-être de la République des lagunes, je veux dire les margelles de puits.

Le *puteal*, ce modeste mur d'appui circulaire qui entoure l'orifice du puits qu'il prolonge en quelque sorte hors de terre, dans ses proportions modestes, exiguës même, était dans l'antiquité une œuvre d'art véritable, élégante et pure, entrant pour une grande part dans la décoration des jardins et de ces charmantes cours intérieures, entourées de portiques et ombragées de treilles, qui portaient le nom harmonieux d'*impluvium*. Il en existe d'admirables, comme celui du Vatican, sur lequel est sculptée l'histoire d'Achille. Dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, on en fit de très décoratifs, et les couvents de Rome en possèdent plusieurs d'un goût parfait. Le moyen âge, avec cette logique paradoxale que Ruskin oppose avec tant de raison à la logique mathématique que les Français voient seule, le moyen âge, dis-je, dédaignant le principal pour l'accessoire et s'efforçant toujours de simplifier les parties inférieures des édifices pour accumuler les ornements dans les hautes œuvres, négligea la margelle elle-même pour l'édicule de pierre, de bois ou de fer dont il l'a surmontée. La Renaissance s'intéressa rarement au modeste puits qu'avaient tant aimé les anciens ; quand elle ne se contenta pas de parer de son style les conceptions de l'âge précédent, elle se plut à créer des fontaines monumentales, aux vasques étagées couronnées de statues, conséquence naturelle d'une tendance trop enracinée à appliquer à tout les règles de l'architecture et à traiter un meuble, un encrier, un écrin, voire un bijou comme un temple ou un palais.

A Venise, par contre, depuis les origines jusqu'au dix-huitième siècle, la margelle, le puteal classique a conservé, avec ses dimensions réduites, toute son importance décorative, ce qui est une conséquence des conditions hydrologiques et des besoins spéciaux d'une cité construite en pleine mer, sur des îlots de vase consolidée par des millions de pilotis.

Dans l'immense plaine liquide des lagunes, Venise est comme une fantastique oasis ; mais, à l'inverse des jardins du désert qui ne dressent leurs groupes de palmiers qu'autour des sources vives, une

oasis sans eau. Jadis des felouques spéciales allaient la prendre à la Brenta et la déversaient dans les vastes et fraîches citernes où les classiques porteuses d'eau du Fioul allaient la chercher avec leurs seaux élégants suspendus à un joug, curieusement travaillés et chargés de clous de cuivre, de franges et de colifichets. Toutes les places, tous les carrefours, ainsi que la plupart des cours intérieures contiennent de ces citernes, sur lesquelles le gouvernement veillait avec un soin jaloux, car la vie même de la République en dépendait.

Cette légitime préoccupation, dans une ville où tout était motif à décoration, devait vite amener les sculpteurs à faire des margelles de ces précieux réservoirs de véritables œuvres d'art, au caractère nettement accentué et éminemment approprié à leur destination. Tous les lieux où elles s'élevaient, cours, rues ou cortile, étaient trop étroits pour que la vasque pût prendre une allure trop monumentale et se couronner des édicules à pinacles ou à fronton que l'on trouve partout ailleurs. La margelle dut forcément rester basse et petite comme le *puteal* antique, car sans cela elle eût gêné la circulation et masqué la vue ; mais avec quel art infini, quelle intelligence décorative les sculpteurs vénitiens ne surent-ils pas développer et approprier à leur civilisation particulière le type rapporté de Padoue la romaine !

A l'origine, ce fut un simple cippe rond, le tambour évidé d'une colonne recueillie dans les ruines de quelque temple, puis un vulgaire cube dépourvu de toute moulure saillante. Il y en a, au musée Correr, un spécimen de cette forme, tout à fait curieux, avec ses dessins rudimentaires au simple trait pareils à un grossier travail de vannier, et qui a la plus frappante ressemblance avec les curieuses tombes mérovingiennes en grès des cimetières du Poitou. Auprès de cette margelle — j'ai négligé de dire qu'on appelle cela des *sponde* ou *vere da pazzo* — s'en trouve une autre dans laquelle l'art a fait un progrès manifeste, sans s'être dégagé pourtant de la barbarie. La forme cubique est encore employée, mais ce lourd daïs de marbre a été évidé, comme certains autels chrétiens d'une grande antiquité, et on a taillé dans sa masse une margelle cylindrique flanquée de colonnettes. L'ornementation a progressé aussi et s'est visiblement inspirée des sarcophages chrétiens des basses époques.

Après ce type fort curieux et qui paraît remonter au ix^e siècle, la forme cylindrique domine exclusivement. Il en est un entre autre, à peu près contemporain du dernier mais sculpté par un ouvrier d'une rare maladresse, où se voit l'origine d'un décor à arcades sur colon-

nettes, qui, souvent repris et développé par de véritables artistes, produira des œuvres fort belles quoique toutes fortement empreintes d'influences byzantines et romanes ; plusieurs, d'allure étrangement orientale, sont des sortes de chef-d'œuvre ; un pas de plus et le type définitif sera créé.

Ce type, tout le monde le connaît. Sauf de rares exceptions, c'est un vaste chapiteau, d'allure vaguement corinthienne, même dans les spécimens franchement gothiques, et portant comme les chapiteaux des Bon, au palais ducal, une ornementation riche autant que variée. Un splendide exemplaire figure au musée Correr. A ses quatre angles, à la place des volutes, surgissent de puissantes têtes de lions largement modelées ; sur la corbeille, entre de larges feuilles recroquevillées, sont sculptées, d'un côté, les armes des Contarini, et, de l'autre, une superbe figure de la Force, une reine assise caressant une licorne. Les têtes de lions reparaissent souvent dans les innombrables *sponde* de Venise ; mais combien est varié le reste de l'ornementation ! Là, ce sont des écussons ; ici, des grappes de fleurs et de fruits, des banderoles, des figures symboliques, des rondes de génies, etc.

L'art gothique passe ce type élégant à l'art de la Renaissance qui en assouplit l'ornementation sans la modifier, jusqu'au jour où Nicolo de Conti, au milieu du xvi^e siècle, ayant été chargé d'exécuter en bronze une des margelles monumentales du palais ducal, rompit avec la forme en chapiteau pour adopter une vasque octogone, cantonnée d'élégantes figures en ronde bosse et chargée de cartouches allégoriques d'une incroyable richesse de travail. Cette œuvre capitale est signée : DEVS. FORTVNA. LABOR INGENIVM. NICOLAVS DE COMITIBVS. MARCI FILIVS CONFLATOR TORMENTORVM ILLVSTRISSIMÆ REIPVBLCÆ. 1556.

Trois ans plus tard, Alfonso Alberghetti fondit la seconde margelle de la cour du même palais et, par la multiplicité des ornements, l'absence des grandes figures en ronde bosse accusant nettement la forme et le caractère par trop fantaisiste de ses cariatides, gâta la donnée de Nicolo de Conti. Je sais bien que ce n'est pas l'opinion générale et que tel qui loue partout ailleurs l'accentuation du style et l'étude consciencieuse de la nature déprécie l'œuvre de Nicolo au profit de la création décadente d'Alberghetti ; mais, peu m'importe, je ne travestirai point le témoignage de ma raison et de mes yeux.

Cette transposition dans l'ordre des maîtrises ne m'empêche pas, d'ailleurs, de reconnaître que la vasque d'Alberghetti est une de

ces œuvres absolument remarquables, dont notre siècle, pasticheur sans conscience de tous les styles, ne saurait retrouver le secret et dont j'ai étudié avec admiration tous les détails, ces prestigieux détails qui, à mon sens, mangent l'ensemble, mais sont tout à fait hors de pair. D'ailleurs, de même que j'ai recueilli la signature inscrite sur la *sponda* de Nicolo de Conti, je me suis fait un devoir de copier celle d'Alberghetti : ALPHONSVS ALBERGETI FECIT ANNO DOMINI 1559. C'est là une de mes manies d'archéologue. Je ne saurais lire une inscription portant un nom illustre sans la transcrire avec tout le soin dont je suis capable, surtout s'il s'agit d'un artiste. Et je me demande pourquoi on négligerait ces inscriptions diverses gravées sur la pierre d'une tombe ou peintes dans le coin d'un tableau. Elles présentent souvent des dates importantes pour l'histoire de l'art, et elles nous révèlent, par leur allure souple ou cavalière, par leur style simple ou redondant, le caractère des hommes d'élite dont elles émanent ou en l'honneur de qui on les a composées. Cela n'est-il pas pour le moins aussi intéressant que les mentions banales des inscriptions romaines et que les plates répétitions des « épithaphiers » modernes, et n'y aurait-il pas un intérêt de premier ordre à former le *corpus* des inscriptions artistiques ?

L'on quitte avec regret la belle collection de margelles vénitiennes et les gros monuments de sculpture, fontaines, statues, sarcophages, chapiteaux, lions ailés divers, qui font si bonne figure dans le frais cortile du palais des princes d'Este. L'art est partout le même et la science de l'érudit ne s'amointrit pas pour s'appliquer à de petits objets ; pourtant, il semble qu'après ces frustes sculptures ce soit un peu déchoir que de passer aux infinis bibelots de vitrine qui remplissent les salles du premier étage. C'est un préjugé dont il faut se débarrasser, ce qui est d'autant plus facile ici qu'on ne saurait désirer une plus somptueuse réunion de souvenirs historiques et de bibelots, de ces charmants bibelots dont on s'inquiétait peu jadis et qui tendent maintenant à prendre trop complètement la place des œuvres d'art véritables.

Et que parlai-je d'art véritable ? N'y en a-t-il pas, non du plus grand, mais du plus exquis, dans la plupart de ces bois sculptés, de ces bronzes, de ces ivoires, de ces majoliques, de ces armes étincelantes que Théodoro Correr et ses imitateurs ont sauvés de l'oubli, de la destruction et de la main rapace des brocanteurs, boulevardiers et agioteurs de notre fin de siècle ?

A vrai dire, le caractère hautement vénitien qui se montre sur les

plus infimes sculptures du musée lapidaire est généralement plus effacé ici. Pour la plupart des objets, il réside surtout dans les détails de la décoration, dans le parti pris de richesse et de coloris que l'on ne retrouve nulle part à un aussi haut degré. Venise n'était pas, d'ailleurs, une terre fermée, comme le Japon, et se suffisant entièrement à elle-même. Son goût exempt d'étroitesse la faisait s'approvisionner partout, rechercher dans toute l'Europe et même bien plus loin tout objet digne de parer ses églises et les palais de ses patriciens. Le musée Correr est riche en belles œuvres des meilleurs ateliers continentaux. Les dinanderies flamandes y font bonne figure à côté des majoliques d'Urbino et de Casteldurante ; les émaux français s'y rencontrent avec les ivoires allemands ; même parmi les verreries qui s'y trouvent, toutes ne proviennent pas de Murano. Par contre, il est certaines catégories d'objets qui sentent éminemment le terroir : ce sont les miniatures, les plaquettes et les armes.

La première salle où l'on pénètre est presque entièrement consacrée aux manuscrits et aux miniatures. Peu d'évangélistes, de livres d'heures et d'antiphonaires comme on en trouve partout, mais des *mariegole* ou statuts de corporations, des commissions et des lettres ducales, des *portulaus* et des cartes. Au frontispice des registres de corporations figure invariablement une grande miniature représentant le patron du corps de métier ou une scène de sa vie. Il y en a de très anciens, comme le registre de la Scuola di San-Teodoro — 1258, qui semblent avoir été peints par un artiste byzantin ; comme le frontispice des statuts de la Scuola di San-Leonardo (xv^e siècle), représentant de véritables scènes de mœurs, sous prétexte de peindre le mariage de la Sainte Vierge ou l'invention du corps de saint Marc. Cette dernière est, dans son genre, un véritable petit chef-d'œuvre de dessin, de composition, de naturel et d'intelligente observation ; je cherche vainement dans mon souvenir, parmi les miniatures françaises célèbres, quelque chose d'équivalent comme science de composition et de perspective.

Dans la plupart des lettres ducales, le frontispice montre le titulaire recevant la lettre elle-même ou la bannière de la République des mains de saint Marc, constituant ainsi une riche série de portraits authentiques exactement datés et d'une valeur exceptionnelle. Ces gens mettaient du grand art jusque dans leurs paperasses officielles. En somme, je me demande pourquoi les faiseurs d'ouvrages de vulgarisation s'obstinent à répéter que la miniature est un art exclusi-

ment français et flamand, n'ayant porté aucun fruit en Italie. C'est possible au treizième et au quatorzième siècle, mais rien n'est plus faux au quinzième.

De cette curieuse salle, on passe dans celle des bronzes, où, parmi de beaux objets divers, condolabres et lutrins, vases, statues, bustes, j'avise une admirable série de médaillons et de plaquettes. Rien de charmant comme ces mignons bas-reliefs de bronze, œuvre de Riccio, de *Moderno*, de *Vittore Gambello*, de *Boldu*, de *Spinelli*. On en décorait de petits meubles, des cassettes, des encriers, etc., ou bien on les encadrait et les accrochait aux murs, comme, chez nous, les albâtres de Lagny. Rien n'a autant contribué à propager la Renaissance au-delà des Alpes, et ces petits chefs-d'œuvre d'art sont devenus de véritables œuvres de propagande, partout accueillies avec bonheur et copiées sans vergogne. Longue serait la liste des monuments français où les petits bas-reliefs de *Moderno* ont été reproduits servilement, mais je n'en retiendrai que les constructions élevées à Assiè pour *Galiot de Genouillac*. Dans le grand escalier du château et dans la frise extérieure de l'église, les sujets sacrés ou profanes ne sont que l'agrandissement des plaquettes que je retrouve là, dans les vitrines du *Museo Civico* de Venise. Au reste, ces petits bronzes ne sont pas rares en Quercy, et j'en possède un qui est peut être un des modèles dont s'étaient pourvus les sculpteurs de *Galiot*. Ces copies flagrantes, hautement affichées et reconnues, n'empêcheront pas d'ailleurs les adeptes d'une certaine école de proclamer l'invention, l'originalité sans égale des sculpteurs qui ont ainsi reproduit, d'un bout de la France à l'autre, les délicates inventions de *Moderno*. D'autres n'insinuent-ils pas que c'est de France, grâce à *Claux Sluter*, que la Renaissance est passée en Italie ?...

Il n'y a pas que des bronzes dans les vitrines du musée *Correr*. Objets d'art et d'ameublement, ustensiles et bijoux, en bois, en ivoire, en cuir, en métaux précieux y tiennent une place beaucoup trop considérable pour le pauvre touriste qui voudrait tout voir, tout noter et qui ne réussit qu'à créer un cahos de souvenirs indistincts qui fatiguent sans profit sa mémoire. Il faudrait des mois entiers, des années peut-être pour étudier tout cela ; mais alors comme on connaîtrait à fond cette prestigieuse civilisation vénitienne, si mystérieuse encore en dépit des innombrables publications dont elle a fourni le sujet !

Si, devant ces petits objets, on peut hésiter sur les questions d'origine et de goût, il n'en est pas de même pour la collection d'ar-

mes superbement installée dans la belle loggia du premier étage. Dès l'entrée, on se sent en pleine civilisation vénitienne, dans un milieu nettement caractérisé et sans analogie avec les autres pays d'Europe, dans un milieu dont, j'ose le dire, on n'a jamais bien exprimé l'artistique originalité.

Contre le mur du fond, en face de la claire voie aux vitres lenticulaires, se dresse un grand ratelier d'armes d'hast, luisantes et menaçantes, où tout est nouveau pour l'amateur qui sait voir et comparer. Parmi ces bâtons de guerre, plusieurs rentrent dans certaines catégories bien connues : la pique, le vouge, le fauchard, la hallebarde, la pertuisane. La pique et la lance sont partout identiques, leur forme étant trop élémentaire pour prêter beaucoup aux transformations ; mais quant au reste, ce sont des créations absolument nouvelles. Prenons le type de la pertuisane, cette pique agrémentée d'un fer de hache, courbe au dix-septième siècle, droit en Allemagne, oblique en Suisse, greffé au tranchant de la pique en Russie, en Ecosse et dans tout les pays du Nord. Les Vénitiens lui ont conservé son allure générale ; mais, au lieu de la hache, ils ont imaginé une plaque de fer aux formes fantaisistes, dont le profil et les découpures figurent des groupes de personnages ou de monstres marins dont les principaux traits sont sobrement modelés par de larges ciselures et des incrustations d'argent.

Pour le classique fauchard, cette serpe à long manche et boutoir triangulaire comme un épieu dont les Suisses se servirent si terriblement à Granson et à Morat, il est devenu le *roncone*, c'est-à-dire l'arme la plus décorative et la mieux appropriée à la guerre maritime.

On la dirait venue ou tout au moins inspirée de l'Extrême-Orient, et plus particulièrement de la région chinoise. Comme les armes d'hast de l'Empire du milieu, elle est pourvue d'une lame démesurée, relativement au manche, et semblable à un gigantesque rasoir terminé par le haut en volute et au bas duquel se redressent des lions et des chevaux marins dont les découpures bizarres sont autant de crocs menaçants. On en avait grand peur jadis. Albert Durer écrivait à son ami Pirkeymer que le nombre de ces crocs était infini, que tous étaient empoisonnés, de sorte que la moindre atteinte du *roncone* était mortelle. C'était une exagération manifeste, peut-être tout simplement une charge d'artiste, mais on comprend l'étonnement que devaient éprouver devant ces armes si peu chrétiennes ceux qui étaient accoutumés aux piques et aux hallebardes des lans-

quenets et des reîtres, surtout aux grandes lances, aux *bourdonnasses* des gens d'armes.

C'est que si, dans les pays de chevalerie, c'est-à-dire dans toute l'Europe, une bataille se réduisait au choc de cavaliers bardés de fer, manœuvrant comme des béliers des lances pareilles à des poutres, à Venise la guerre était essentiellement maritime et se réduisait à des abordages et à des sièges. Donc plus de chevaux, plus de cavaliers à demi-paralysés par de trop lourdes armures, plus de *bourdonnasses* démesurées, plus de gigantesques bâtons de guerre que les mercenaires n'eussent pu croiser à bord d'une galiote ni même d'une galère. Les chefs de mer pourvurent donc leurs combattants d'armes spéciales, bonnes pour les abordages comme pour les sièges, munies de crocs pour déchirer les voiles ennemies, pour s'accrocher aux pierres d'un bastion ou au bordage d'un navire comme des grapins véritables. Le roncone put devenir, plus tard, une simple arme de parade, il conserva toujours ses caractères particuliers d'arme d'abordage.

Bien d'autres pièces de la panoplie vénitienne portent la trace manifeste des mêmes préoccupations. Le casque, par exemple, ne ressemble en rien aux pots de fer immenses et fermés dont les chevaliers de France, d'Angleterre ou d'Allemagne se couvraient la tête pour résister au choc épouvantable de la lance.

Les soldats vénitiens, dans la défense de leurs lagunes et dans leurs courses maritimes, ne rencontraient guère ces redoutables gens d'armes, aussi n'adoptèrent-ils pas les lourdes armures de tête à visières fortes et compliquées. Ils se couvrirent d'un casque spécial assez généralement connu sous le nom de *barbute* et dont la forme semble dériver du casque béotien. C'est une sorte d'élégante salade, sans visière et sans bavière, au couvre-nuque cambré et descendant sur les épaules, percé par devant d'une ouverture, tantôt assez large, tantôt, comme dans le casque grec, réduite de manière à ne laisser entre ses bords et le nasal qui en couvre le milieu que des jours pour les yeux et la bouche, réunis par d'étroites rainures.

C'est l'armure de tête la plus efficace et la plus élégante qui ait été jamais inventée. Sa décoration est généralement des plus luxueuses et se compose de riches rinceaux en bronze doré appliqués sur un fond de velours rouge.

Sans doute, à Venise, les gentilshommes portaient la rapière, la longue épée effilée bonne pour le duel et pour la parade, mais ces lames démesurées et fines n'eussent été guerre commodes pour les

batailles navales où l'on s'abordait corps à corps, aussi étaient-elles laissées à la ville et remplacées par une série de lames plus courtes, toujours démesurément larges, cimetères à lames recourbées, langues de bœuf ou *sandedei* (ou encore *cingue dea*) triangulaires et aiguës comme le parazonium antique, *schiaivones* dont la garde en berceau enveloppait toute la main et qui était bonne surtout pour la taille. La garde esclavone du doge était uniformément armée de cette sorte de sabre singulier qui, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, est devenu d'un usage si général en Ecosse qu'il a fini par usurper entièrement le nom de claymore, réservé au ^{xv}^e siècle à une grande épée à deux mains d'un poids énorme, dont Walter Scott, dans le roman de *L'Abbé*, montre lord Lindesay toujours armé.

Nous sommes loin, on le voit, de la chevaleresque panoplie classique. Tout, dans les armes vénitiennes, est calculé en vue des batailles navales, et rien ne rappelle les combats de cavalerie auxquels les héros de Froissart nous ont accoutumés. C'est déjà une différence énorme ; que serait-ce si nous pouvions bien clairement montrer l'imprévu, le fantastique des formes et des ornements dont se parent ces armes, les sources exotiques dont elles semblent venues !

J'ai dit l'aspect étrange des *ronconi*. Si ce redoutable instrument de mort est calculé dans tous ces détails pour servir le plus utilement au soldat matelot, si ses crocs acérés sont disposés pour déchirer les voiles et s'accrocher aux cordages, si sa large masse est toute disposée pour écarter les obstacles autour de celui qui, mettant le pied sur un navire ennemi, le brandissait en un moulinet impétueux, pourquoi n'a-t-il pas adopté l'une des formes européennes comme couteau de brèches, fauchard, guisarme ou vouge, qui toutes, avec de légères modifications, lui eussent donné ses attributs d'armes d'abordage ? Cette adaptation était d'autant plus naturelle que Venise n'a jamais cessé d'être en relation avec l'Allemagne et lui a emprunté beaucoup plus qu'à toute autre nation chrétienne. Et pour tant le roncone semble être venu de l'Extrême-Orient, Tartarie, Mongolie, Chine, à un détail près : la rondelle soudée au bas de la lame.

L'allure étrange de certains détails du palais de la *Ragione*, à Padoue, m'avait fait songer à quelque mystérieuse immixtion des arts propres aux pays bouddhistes, aux régions qui, par-delà le Gange, dans le capricieux lacs du Brama Poutra, du Mékong, du Jang-Tsé-Kiang, s'enfoncent dans les fantasmagories de l'Empire du milieu, et je me demande maintenant s'il ne faut pas faire une place aux arts des races jaunes dans la civilisation vénitienne.

Et pourquoi pas, après tout ?

Les relations des négociants vénitiens avec les hordes tartares et mongoles de Gengis-Kan et de Barka sont bien connues. C'est en allant faire la traite avec elles que Nicolo et Matteo Polo conçurent la première idée d'aller en Chine, à la cour du grand Cublai, dont ils revinrent tellement émerveillés qu'ils y retournèrent bientôt avec leur illustre neveu Marco Polo. Ils y restèrent assez longtemps, assiégeant des villes, administrant des provinces, favorisés et probablement alliés de l'empereur, pour devenir presque tartares eux-mêmes ; et la République de Saint-Marc ne tarda pas à mettre à profit leurs conseils et leurs indications pour étendre ses relations commerciales jusqu'à ce mystérieux Catai, le pays de l'or, des gemmes et des épices, que l'on considérait à bon droit comme une source de fabuleuses richesses. Ce fut là, bientôt, un des principaux monopoles de Venise, et ceux qui n'ont pas l'air de s'en douter ont oublié que c'est pour détruire ce monopole que les grands navigateurs de la Renaissance entreprirent leurs explorations épiques ; que Vasco de Gama doubla le cap des Tempêtes, et que Christophe Colomb, faisant voile pour contourner la terre, découvrit le nouveau monde.

Cette question est grosse de conséquences inattendues. Que les érudits reprennent les connaissances historiques familières à tous, il y a cinquante ans, qu'ils les rapprochent des données positives récemment acquises sur l'Extrême-Orient et des acquisitions nouvelles de l'archéologie italienne, et sûrement ils obtiendront des résultats précieux.

Plus connue en apparence, quoique en cela, comme en beaucoup d'autres choses, on se soit borné à des affirmations de pur sentiment, est l'action de l'art moresque sur l'ornementation vénitienne. Sans parler des lampes, des flambeaux, des tapis, etc., il est un grand nombre d'armes ouvrées par les fourbisseurs de la rue de la *Spaderia* dont les formes, absolument franques, se parent d'un riche lacs d'arabesques, de compartiments et de rinceaux venus en droite ligne des pays des Mille et une Nuits. D'autres ont des formes absolument turques, comme les cimetières dont étaient uniformément armés les membres de la Maîtrise de l'arsenal, et surtout comme ces fortes dagues à oreillettes qu'on a surnommées levantines, parce qu'on les croyait originaires de Cordoue ou de Damas. Elles faisaient pendant à de grandes et larges épées droites, à poignée en croix, dont le pommeau, au lieu d'avoir la forme d'un solide géométrique

plus ou moins régulier, se relève latéralement en deux larges allettes discoïdes, comme la poignée d'un kandjiar ottoman.

Pourtant, si l'on sent l'influence mongole, si les importations morosques sont indéniables, l'art vénitien n'abdique pas un seul instant, sans s'il travaille pour des clients levantins. Vous vous êtes cru un instant au cœur de l'Asie ; tournez les yeux d'autre part, et vous vous convaincrez de la distance énorme qui vous en sépare, en remarquant l'allure éminemment classique des barbutes, et en constatant que, seuls peut-être, les armuriers vénitiens ont continué la tradition antique des poignées de glaives faites de deux plaques de bois, d'os ou d'ivoire, rivées sur les deux faces d'une large soie aplatie dont elles épousent le profil. Et ceci n'est encore qu'un accident, car, non loin de ces armes presque semblables à celles d'un hoplite grec, vous trouvez les larges *schiaivones* à la garde en berceau curieusement ajourée de découpures et de fénestrages capricieux, manifestement imités des sabres d'abordage usités dans la plupart des pays maritimes de l'Europe septentrionale. J'ajoute qu'en architecture, en orfèvrerie et dans la plupart des industries décoratives, l'on trouve les mêmes éléments importés, de sorte que ce mélange même est une des principales caractéristiques de l'art vénitien tout entier.

Et cet art, où tant de styles divers ont apporté quelques-uns de leurs plus délicieux caprices, reste, malgré cela, profondément original et unique dans l'histoire, tel qu'il pourrait seulement éclore chez un peuple essentiellement artiste en même temps que pratique et dont les relations commerciales rayonnaient dans tout l'ancien monde. A première vue, on pourrait être tenté de rapprocher cet art de l'art bric-à-brac qui fleurit aujourd'hui ; mais ce serait faire injure à l'esprit vénitien, qui s'appropriait toute chose exotique pouvant lui convenir, la faisait sienne, la marquait de son cachet particulier, mais qui se maintenait tout entière, sans s'abaisser, comme nous, à de plates copies, à des pastiches japonais, gothique, Pompadour et Louis XVI, rapprochés sans goût et aussi défectueux à l'usage que déplaisants à la vue.

Au moment de sortir pour la dernière fois du musée Correr, j'en parcours rapidement toutes les salles pour emporter un souvenir de cet ensemble remarquable dont je viens d'étudier quelques détails.

Les musées ont leur physionomie particulière qu'il faut reconnaître et retenir. En quelques minutes et pendant que les gardiens

ferment à grand bruit les portes que je viens de franchir, je passe une revue sommaire de ce vaste reliquaire d'une civilisation morte, de la galerie des armes à la collection lapidaire, devant les tableaux et les tentures, les statues et les boiseries, parmi les vitrines regorgeant d'objets de toutes les époques : émaux byzantins et miniatures du ^{xviii}^e siècle, faïences de la Renaissance et bronzes gothiques, livres, manuscrits, bijoux, verreries et costumes. De ces milliers d'objets, évoqués par une pensée surgissant, surgissent les fantômes de ceux pour qui toutes ces richesses furent créées et qui y ont laissé, avec la marque de leurs besoins et de leurs goûts, la trace de leurs mains et l'usure de leurs doigts : rustiques tribuns de Rialto, marins des guerres de Chiojia, héros de Lépante, sages, sénateurs, conseillers des Dix, mêlés au gracieux essaim des matrones descendues, en leur costume byzantin, des tympans de Saint-Marc, des patriciennes de Titien, des courtisanes de Palma et de Véronèse, des dogaresse de Jean Bellini, des belles dames de Tiépolo et des folles contesinas de Longhi... Du milieu de cette diversité d'objets, de figures et de caractères, une impression unique se dégage, je veux dire l'invariabilité, l'unité d'une civilisation qui a si fortement empreint sa marque sur toutes choses. Pas de disparates : tout se tient et s'enchaîne par un lien mystérieux ; une consanguinité puissante fond dans une note unique les apports de tous les temps et de tous les pays pour former un tout purement vénitien.

Cela donne à penser, car, dans la longue et glorieuse carrière de l'ancienne reine des mers, tout a été aussi intimement lié, tout a montré la même unité, mœurs, politique et commerce, que les arts et que le goût. Cette République ouverte à tout et à tous a su rester toujours elle-même en se faisant une loi de s'approprier sans cesse des choses nouvelles, qu'elle qu'en fût la provenance. L'Angleterre seule, quoique dans une bien moindre mesure, présente un phénomène pareil.

Comment ne pas faire un retour sur notre civilisation moderne, au caractère si fluctuant et si indécis ; à notre civilisation qui semble avoir honte ou horreur d'elle-même et se fuir pour des civilisations anciennes ou étrangères, la seule qui se soit parée sans honte de l'épithète de décadente, la seule où la vie civile se rencontre avec la peinture et la poésie dans l'extravagant souci d'être tout ou quoi que ce soit, sauf ce qu'il serait bon et raisonnable d'être ?

Copistes ou plagiaires, ne nous attachons-nous pas à n'être en tout

que des sortes d'échos ou de reflets ? L'art veut s'abaisser jusqu'à ressembler à la photographie, et les lettres, après avoir été tour à tour espagnoles, anglaises, allemandes, orientales, ne semblent plus avoir d'autre but que l'obscène et le trivial ! Sont-ce des signes du temps avant-coureur de catastrophes, ou bien sont-ce les troubles inhérents à la gestation d'un avenir meilleur ? Comme l'écrivait Victor Hugo, en ses beaux jours :

N'y voit-on déjà plus ? n'y voit-on pas encore ?
Est-ce la fin, Seigneur, ou le commencement ?

Questions redoutables qu'on ne peut sonder sans se sentir envahi d'une indéfinissable mélancolie, alors surtout qu'on songe aux petites têtes blondes qui se pressent autour du foyer...

C'est avec ces tristes pensées que nous sortons de l'ancien palais des princes d'Este, et ce n'est pas le seul musée dont la visite ait chargé notre esprit de lourds nuages n'ayant rien de commun avec l'archéologie et l'érudition. Dans une galerie de peinture ou d'antiques, au Louvre, aux Uffizi, au Vatican, surtout dans les sanctuaires où la cohue des maîtres de second ordre n'a pas accès, on ressent une sérénité absolue : le beau ensoleille l'âme ; l'on se sent en contact avec les dieux. Dans les archives et les collections archéologiques, par contre, on est entièrement chez les hommes. Du ciel, on est redescendu sur la terre ; et, à moins d'être un de ces spécialistes systématiques dont la vie se consume à ressusciter des noms dont nul ne se soucie et des dates qui ne disent rien à personne, il faudrait avoir bien de la sécheresse au cœur et bien du vide au cerveau, si les menus problèmes d'histoire et d'archéologie ne ramenaient invinciblement la pensée vers les problèmes autrement graves que soulève la destinée de ce dieu tombé, qui, quoi qu'en dise Lamartine, ne se souvient pas assez des cieux.

Infirmité de notre nature s'efforçant de vivre sereine dans la paix botteuse et mal assise du cœur et de l'esprit, du cœur qui est fait à l'image de Dieu, de l'esprit qui tient à l'homme animal par des liens si indissolubles ! L'esprit cherche à s'assurer une indolente et douce quiétude, loin des agitations du présent et des appréhensions de l'avenir ; il cherche dans l'étude désintéressée du passé un aliment d'activité exempt de troubles et de fièvres. Plus coupable que l'épicurien de Lucrèce se réjouissant de sa propre sécurité en voyant du rivage les navires en péril sur la mer courroucée, c'est la vue même du

naufnage dans laquelle il se complait, c'est le grand combat de la vie qu'il observe et juge sans s'y mêler, pareil aux spectateurs des combats du cirque. Mais comme son âme n'est pas assez bronzée pour assister à un véritable naufrage ou pour voir le sang des gladiateurs couler réellement sur l'arène, il se fait de l'érudition, ainsi que d'autres du septicisme, un bon oreiller où s'accouder, comme aux banquettes d'un théâtre, pour voir des drames qui ne l'émeuvent qu'intellectuellement.

Sur cette pente on roule bien bas : de degré en degré, la résurrection de noms de monétaires, de céramistes, d'armuriers, de peintres justement oubliés devient la seule passion ; une querelle de dates, le seul souci ; une discussion de textes, la seule chose susceptible de donner une douce émotion.

Mais le cœur, ce compagnon incorruptible et fidèle, est toujours là, quoi qu'on ait fait pour étouffer sa voix et réprimer ses protestations. Au moment où on y songe le moins, au cours des recherches les plus puérilement abstruses et pointilleuses, il se dresse, tantôt ému, tantôt indigné, non pas pour répéter que tout est poudre et y retournera, mais pour rappeler au fouilleur d'archives et de nécropoles que toute la poussière des siècles qu'il secoue est une poussière humaine où des âmes sœurs se sont plu, où elles ont laissé leur trace, et d'où s'échappe, parmi les sourds échos des vies antérieures, le grand cri désolé que la terre lance toujours vers le ciel.

JULES MOMMÉJA.

(A suivre.)

POÉSIES

LA GARONNE

O fleuve sans rival ! sur tes rives chéries,
Les merveilleux jardins, les riantes prairies,
De leurs fleurs, au printemps, viennent tout embaumer ;
Le ciel, qui de ses dons est pourtant bien avare,
A voulu t'accorder sa faveur la plus rare :
Le pouvoir de charmer !

De ton cours gracieux, qui, rapide, serpente
Vers l'horizon fuyant que ton écume argente,
Rien n'égale, à mes yeux, la suprême beauté ;
D'un soleil radieux gardant comme une empreinte,
Tu puises, chaque fois, dans sa nouvelle étreinte
Plus de sérénité.

Qui ne te vit jamais aux heures de colère,
Quand, semant devant toi le deuil et la misère,
Terrible, tu deviens torrent impétueux,
Ne soupçonnerait pas la navrante détresse
Où tu plonges parfois la plaine que caresse
Ton flot majestueux !

O fleuve ravissant ! Séduisante Garonne !
C'est dans tes pures eaux que la Muse gasconne
Vient, au déclin du jour, s'ébattre en tapinois ;
Et quiconque t'emprunte un bienfaisant breuvage,
Quiconque sait aimer un point de ton rivage
Entend sa douce voix !

LE VENT

« Je chante le héros... » Ainsi débiterait,
Sur du vélin perdu, le poète lyrique,
Et d'éclairs fulgurants il s'envelopperait
Pour exciter au mieux son éréthisme épique.
De moins d'ambition me trouvant inspiré,
Je ne veux, pour ceci, demander à ma plume
Qu'un mouvement très doux : le calme respiré
Dans un milieu serein produit un bon volume.
N'allez pas, toutefois, supposer un instant
Que j'entasse des vers en quantité bouffonne,
Que je nourrisse en moi l'espoir débilitant
De conquérir par eux une place en Sorbonne.
Foin de cette pensée ! et quelque singulier
Que du présent discours vous paraisse l'exorde
N'ayez nulle frayeur. En style familier,
Je n'entends exposer, loin de toute discorde,
Que ma façon de voir sur quelque point précis,
En maîtrisant l'élan que doit à la nature
Un esprit vagabond, plus ou moins indécis,
Que n'a pu réformer une longue culture.
Mais par quoi commencer et quel sujet choisir ?
Combien cet embarras donne d'impatience !
J'étudierai cela quelque jour, à loisir.
Pour cette fois, je vais faire un peu de science.
Ecartant sans merci tout thème décevant,
Sans viser d'autre but que celui de distraire,
Si vous le voulez bien, je parlerai... du *Vent* !
Ecoutez, fussiez-vous d'opinion contraire :

Les Anciens, en ceci comme en tant d'autres cas,
Furent des précurseurs et de grands philosophes.
Jamais impunément on n'assourdit leurs pas,
Quoi qu'en dise l'émoi des grandes apostrophes.
Dans le lointain passé qui nous fait ses aveux,
Quand la Grèce étoilée et de sève puissante
Adopta le credo qui résumait ses vœux ;
Quand l'âme des humains, à cette aube pensante,
S'épanouit, fervente, aux rayons de sa foi ;

Quand les cœurs, vigoureux, environnés d'aurore,
Puisèrent dans l'azur leurs dogmes et leur loi :
Comme d'un vaste écho jaillit un bruit sonore,
La formule suprême aussitôt resplendit.
Cet horizon, perdu près du berceau des âges,
Apparaît fantastique à notre œil interdit :
Les hommes de ces temps furent vraiment des sages !
Leur doctrine affecta, dictée ou souvenir,
L'allure, le reflet d'une existence heureuse ;
Dans sa grandeur immense, elle sut retenir
D'un long rêve vécu la forme savoureuse.
Ce que nos sens obtus perçoivent vaguement,
Ce que laisse indécié l'ombre de la pensée
Se détachait alors, en un relief charmant,
Sur l'orbe d'une foi que rien n'avait blessée.
Eléments et vertus, êtres et qualités,
Problèmes incertains, énigmes émouvantes,
Secrets impénétrés sont des divinités :
Les mythes, inondés de lueurs enivrantes,
Peuplent profusément et la terre et les cieux...
Dans l'Olympe sacré, savourant l'ambroisie,
S'abreuvant de nectar, tous, déesses et dieux,
S'entretiennent d'amour, d'art et de poésie.
Uranus est le ciel, et Saturne, le temps ;
La beauté par Vénus est personnifiée ;
Neptune, c'est la mer ; Flore, c'est le printemps ;
Psyché tient l'idéal, l'âme déifiée ;
Pluton régit l'enfer ; Vesta, le feu vivant ;
Apollon, du soleil règle la course ;
Minerve est la sagesse ; Eole est dieu du *Vent*...
Mais n'est-ce pas assez puiser à cette source ?
Et puisque j'ai nommé le dieu de mes souhaits,
J'écarterai d'ici la foule d'hémithées
Qui de Jupin tonnant recherchaient les bienfaits :
Grâces, nymphes, sylvains, faunes, durs antithées.

Notre époque effarée et pleine de rancœur
Ne prend plus d'intérêt qu'aux notions pratiques ;
Elle réprouve tout ce qui berce le cœur :
Les doux entraînements, les rêves poétiques.
L'élément que le Grec donna pour attribut
Au roi que Jupiter plaça dans l'Eolie
N'est plus, pour nous, que l'air agité, dont le but,
Les causes et les lois, par leur anomalie,

Echappent aux efforts du chercheur impuissant !
Que nous a-t-il donné, le savant incrédule,
Pour nous dédommager du symbole agissant ?
En quoi l'a-t-il changé, dans son plaisant scrupule,
Et pourquoi nous ravir un mythe harmonieux ?
Dans les champs du savoir, où la bonne semence
Donne si rarement des épis glorieux,
Pourquoi donc déverser autant de malveillance ?...
Eole, j'en conviens, fut un type de cour ;
Aux fureurs de Junon il se montra docile
Pour gagner son entrée au céleste séjour :
Voyez, à ce sujet, ce qu'en a dit Virgile ;
Mais cela suffit-il pour l'écarter ainsi ?
Biffe-t-on d'un seul trait une légende auguste ?...
Sans doute, il faut tout dire, et je conviens aussi
Que, pour servir le vrai, pour n'être pas injuste,
Le progrès ne saurait de faits mystérieux,
De contes séduisants alourdir son bagage,
Quelque léger, badin, aimable et gracieux
Qu'émaillé de ces fleurs se rendit son langage...
— Il faut donc lui laisser son aspect empesé,
Se résoudre à subir son hargneux scepticisme,
Et conserver en nous, dans un coin irisé,
L'écho frais et riant de l'ancien symbolisme.

Z.

UNE NOUVELLE LETTRE INÉDITE

DE CLAUDE GÉLAS, ÉVÊQUE D'AGEN

Nous sommes heureux de donner un pendant à la très intéressante lettre publiée par M. Tamizey de Larroque dans l'avant-dernier numéro de la *Revue*. Nous devons cette bonne fortune au successeur actuel de Claude Gélas en la délicieuse « meson » de Cambes qui fut, comme on sait, la résidence favorite de ce prélat. Que M. Gustave Labat veuille bien agréer l'expression de notre reconnaissance.

Si le neveu de Nicolas de Villars, comme le constate M. Tamizey de Larroque, « a eu un rôle assez effacé », il n'en faut accuser que les temps incertains qu'il traversa. Il fut un évêque de transition. Tout prouve qu'il s'est occupé, aussi activement que le permettaient les circonstances, de la reconstitution du diocèse. Les nombreux verbaux¹ de ses

¹ Parmi ces verbaux se trouve celui d'une seconde visite que Claude Gélas fit à Clairac en 1619. Il est ainsi conçu : « L'abbé de Clairac (Paul Garganti) vint jusqu'à Tonneins à la rencontre de Monseigneur, accompagné de huit gentilshommes et de huit bourgeois de Clairac et le conduisit jusqu'à l'entrée de l'abbaye de lad. ville. L'abbé avoit fait préparer un dais de damas rouge porté par quatre prêtres vestus chacun d'une dalmatique de pareille couleur et étoffe... lorsque la procession se faisoit où l'on chantoit *Sacerdos*, Monseigneur refusa de se mettre sous led. dais et se contenta de le faire porter devant lui. La procession faite autour de l'enclos du jardin, l'abbé conduisit l'Evêque au trosne qui lui avoit été préparé dans l'église. Led. abbé fit jouer les orgues et chanter en musique *Tantum ergo Sacramentum*... Le soir, le prélat fut visité par les plus qualifiés et les plus apparents de la ville, et encore que tous les habitans soient huguenots ne laissèrent-ils pas de saluer sans cesse Monseigneur allant à Clairac ».

visites pastorales que l'on trouve encore aux *Archives de l'Evêché* en font foi. Cette seconde lettre inédite que nous publions aujourd'hui démontre qu'il avait un vrai cœur d'évêque, soucieux au plus haut point du salut des âmes et de la gloire de l'Eglise.

Abbé DURENGUES.

*Monseigneur, Monseigneur l'Illustrissime cardinal de Sourdis,
Archevesque de Bourdeaux et Primat d'Aquitaine.*

Monseigneur,

Je receus samedi dernier la lettre qu'il vous a plu m'escrire du 6^e de ce mois, ne pouvant assés remercier de la souvenance que vous avés de moy en me faisant part des bonnes nouvelles que vous avés eues de Monsieur de Guise ¹, par la copie de sa lettre et du mandement vostre, pour en faire rendre grâces à Dieu, nous en avons de grandes occasions, afin qu'il plaise à la divine bonté continuer ses faveurs et bénédictions à nostre Roy tant en guerre qu'en paix. Je fis part de cette nouvelle à Monsieur le Maréchal de Témynes ² qui arriva yci une heure après la réception de vostre lettre. Et m'obligerés infiniment, Monseigneur, de me continuer l'honneur de pareils advertissemens aux occasions qui se présenteront et mériteront d'estre sceuës. J'auray un soing très particulier de les distribuer ou il faudra et à vostre contentement ³. Au reste, en ce mois

¹ Charles de Lorraine, duc de Guise, fils de Henri de Guise, venait de battre les Rochelois.

² Pons de Lauzières, marquis de Thémines et maréchal de France venait d'être nommé lieutenant général en Guyenne.

³ Les protestants venaient d'être écrasés en Agenais, mais ils étaient loin d'être définitivement soumis. De telles nouvelles habilement répandues dans le pays devaient les jeter dans le découragement et leur enlever tout espoir de revanche.

d'octobre dernier, je pourvus à la cure de S^{te}-Foy la Grande ¹ d'un fort bon ecclésiastique fort prudent et capable particulièrement pour la conversation avec ceulx de la relig. prêt. reformée ayant jusques yci demeuré parmi eulx dans Puymirol ou il a faict du fruit ². J'espère qu'il n'en fera pas moins audit lieu de Sainte Foy ou je l'ay envoyé résider, mais je me crains qu'il y soit troublé par un clerc tonsuré de Rouergue qui s'est venu présenter à moy avec une nomination d'un chanoine du Chapitre de Conches qui prétend avoir ce droit y prenant la grosse des fruits ³. Jay faict réponse que m'en faisant deuëment apparoir par bons titres et actes possessoires dudit droit prétendu, dont il ne me monstroït rien, je ferois ce qu'il appartiendroit par raison ⁴. Il repliqua qu'il en monstreroit quand il en seroit besoing, ce neantmoins il a prins madite repponse pour refus (ce qui n'est pas). Je vous en ay bien voulu donner cest advis afin qu'il vous plaise s'il se presentoit à vous de me le renvoyer car je suis fondé en droit commun de pourvoir pleinement à toutes les cures de mon Diocèse, si l'on ne me monstre de quelque privilège au contraire, que je ne suis pas tenu de sçavoir ⁵. Le Roy ⁷ me com-

¹ Cette ville faisait alors partie du diocèse d'Agen et avait donné son nom à un archiprêtre.

² Lorsqu'en 1600, Nicolas de Villars rétablit le culte catholique à Puymirol « il y avoit 22 ans que messe ne s'y estoit dite. » Il faut que le curé dont il est ici question ait eu de dignes successeurs, car depuis longtemps s'est réalisée dans cette paroisse la parole évangélique : *Fiet unum ovile et unus pastor.*

³ On ne sait rien de positif sur l'origine de ce droit. Il est probable que cette église comme tant d'autres à l'époque de la restitution des dîmes, vers le XII^e ou XIII^e siècle, fut donnée au chapitre abbatial de Conques par le seigneur qui l'avait usurpée.

⁴ Claude Gélas était fort excusable d'ignorer les titres du chapitre de Conques, car, dès avant 1561, époque où le culte catholique avait été interdit à Sainte-Foy par acte de jurade, il n'y avait pas eu de nomination de curé.

⁵ Quand l'Evêque refusait l'institution canonique à un clerc nommé et présenté par le patron d'un bénéfice, ce clerc pouvait l'obtenir du métropolitain et soutenir ensuite ses droits devant le Parlement. Claude Gélas raisonne ici en parfait canoniste. Je n'ai pas refusé, dit-il, je veux seulement agir en connaissance de cause. Dans l'espèce, le cardinal de Sourdis n'avait pas à intervenir.

⁷ Louis XIII était passé à Agen le 1^{er} juin 1622.

manda et recommanda particulièrement d'avoir soing de ceste ville là pour le besoing tres grand d'y restablir le service de Dieu et y travailler à la conversion des âmes ¹. Je suis résolu dy aller demeurer quelques mois de l'année et cependant nous y avons ordinairement deux jésuites et deux recolets ² qui n'en bougent. J'espère que Dieu bénira leurs travaux et que vous, Monseigneur, me voudrés bien aussi assister pour y maintenir le Curé que j'y ay mis ³.

Je le supplie aussi particulièrement qu'il lui plaise, Monseigneur, vous conserver longuement et en parfaite santé pour le bien de son Eglise.

D'Agen ce 11 novembre 1622.

Vostre tres humble serviteur,

CLAUDE, E. d'Agen.

¹ Ce prince avait refusé d'entrer dans la ville de Ste-Foy avant qu'il n'y eût une église. « Le jour de son entrée, dit Labénazie, Sa Majesté après avoir ouï la messe et avoir communié, assista à la procession du Saint-Sacrement qui fut autant solennelle que le temps et le lieu le pouvoient permettre. Le roy jaloux de la gloire de son Dieu le fit porter en triomphe dans le lieu d'où il avoit été chassé. »

² Les recolets n'en bougèrent plus. Ils obtinrent des lettres patentes en date du mois d'août 1622, pour la fondation d'un couvent. Ces lettres furent enregistrées au Parlement de Bordeaux le 21 février 1623 et Claude Gélas donna son approbation deux jours après.

³ Quelle qu'ait été l'issue de cette petite affaire, le chapitre de Conques est resté jusqu'en 1789 le collateur du bénéfice cure : Saint-Martin de Pineuil et son annexe Sainte-Foy-la-Grande.

PETITES NOTES AGENAISES

I

UN PETIT ROMAN AGENAIS EN 1777

J'entendais, un jour, un jeune homme s'écrier avec un comique désespoir : J'ai en moi tout ce qu'il faut pour composer un roman qui ferait sensation : il ne me manque qu'un sujet ! — Ce sujet, je viens le fournir à lui ou à tout autre, en reproduisant cette émouvante analyse en dix lignes d'un document conservé aux Archives départementales de la Gironde (C. 3471) et mentionné dans le tome II de l'*Inventaire sommaire* desdites Archives rédigé par MM. Alexandre Gouget et Jean Auguste Brutails (Bordeaux, imprimerie Gounouilhoul, 1893, p. 65) : « Lettres de grâce (1777) accordées à un mari et à sa femme, contre lesquels il n'a pas été possible de prouver lequel des deux avait tiré un coup de fusil sur l'amant surpris au rendez-vous, chacun se chargeant personnellement du crime afin de sauver l'autre, et l'opinion du subdélégué d'Agen : *Mais de quoi les femmes ne sont elles pas capables quand une fois elles ont manqué à leur devoir ? Et celle-ci pour prouver à son mari qu'elle n'avait point eu de faiblesse pour le mort, a pu faire un trait de générosité qui serait admirable dans toute autre circonstance.* »

II

LES CENTENAIRES DE TOURTRÈS

Tourtrès, dont j'aperçois d'ici le clocher qui a quatre baies et n'a qu'une seule cloche, est une petite commune de l'arrondissement de Villeneuve, canton de Monclar, à 15 kilomètres de cette ville. C'était jadis une localité des plus salubres et où fleurissaient les centenaires, comme nous l'apprend une correspondance de l'intendant de Guienne (1774) conservée aux Archives départementales de la Gironde (C. 3670) et résumée en la page 115 de l'*Inventaire sommaire*, où nous lisons : « Mention de deux centenaires, J.

Honty et Jeanne Marsalet, morts l'un à cent quatre ans, l'autre à cent deux, dans la subdélégation de Marmande, et dans la paroisse de Tourtrès (Lot-et-Garonne). » Je souhaite à tous les lecteurs de la *Revue de l'Agenais* d'atteindre l'âge de J. Honty et à toutes les aimables lectrices de noter recueil d'atteindre l'âge de Jeanne Marsalet.

III

UN PASTEUR PROTESTANT D'AGEN RETROUVÉ

Le fascicule II des *Archives Historiques de l'Albigeois* contient *Les Mémoires de Batailler sur les guerres civiles à Castres et dans le Languedoc 1534-1586*, publiés pour la première fois par Charles Pradel (Albi, 1894, gr. in-8°). Je reproduis un passage où Batailler nous révèle le nom d'un pasteur d'Agen qui manque à toutes nos histoires locales, qui manque même à la nouvelle édition de la *France protestante* : « La reine de Navarre faisant sa résidence en la ville d'Agen où elle faisoit grosse assemblée de gens de guerre en faveur de la ligue du duc de Guise qu'elle avoit signée contre son propre mary, sous la conduite du sieur de Duras faisoit un amas de troupes. Par son commandement, l'on cessa de prêcher la parole de Dieu, et furent prins les livres de M. Barthélemy, ministre de la parole de Dieu, et tous les autres livres de la religion brûlés publiquement. Il y avoit grande inimitié entre elle et le roi de Navarre, son mary... » (p. 64).

IV

D'UNE INDEMNITÉ ACCORDÉE A UN AGENAIS DU XIV. SIÈCLE

Feu le docteur L. Barthélemy, de Marseille, a publié dans cette ville, en 1882, un *Inventaire chronologique et analytique des Chartes de la maison de Baux*, (vol. grand in-8° de xxx-680 pages). J'extraits de cet ouvrage, tout rempli de précieux renseignements, quelques lignes relatives à un de nos compatriotes : « 1343, 31 octobre. Lettre d'Agout de Baux d'Avellin, sénéchal et gouverneur de Toulouse, capitaine général en Occident du roi de France, ordonnant au trésorier de l'Agenais de payer 120 livres tournois d'indemnité à Pierre Costa d'Agen, servant d'armes du Roi, dont la maison de campagne, située au delà de la Garonne, près d'Agen, a été dévastée et brûlée par les ennemis, lors de la prorogation de la dernière trêve entre les rois de France et d'Angleterre. » Suit la lettre de l'évêque d'Agen, Jean Belvatet (*sic*)¹, et de Louis, comte de Valence, qui accorde cette somme,

¹ Est-ce bien Belvatet ? Ne serait-ce pas plutôt *Belveti* ? Mais on prétend que le prélat portant ce dernier nom occupa le siège d'Agen de 1375 à 1378. Nous voilà bien loin

datée d'Agen, le 14 janvier 1342 (Bibliothèque Nationale, pièces originales, registre 231).

V

L'INVENTAIRE DES ARCHIVES DE LA VILLE D'AGEN EN 1738

Le département des manuscrits de la Bibliothèque nationale possède un Inventaire des privilèges, livres, titres et papiers des Archives de la maison de ville d'Agen, fait par messire HERMAND DE SEVIN, écuyer, seigneur de Segougnac, jurat et commissaire (n° 8562 du fonds français, autrefois n° 2716 du supplément français). Voici quelques-uns des articles de cet inventaire :

1196. Accord passé entre les consuls et les habitants d'Agen et autres prud'hommes par lequel ils promettent de maintenir les droits de ladite ville.

1208. Transaction par laquelle les consuls d'Agen donnent le droit de passage pour deux ans à celui qui aurait bâti le pont de Garonne.

1221. Privilège du comte Raimond suivant lequel les habitants de la ville d'Agen ne doivent payer que quatre deniers par tonneau de vin et un demi par sac de blé pour droit de péage en passant à Marmande.

1223. Accord entre les consuls d'Agen et ceux du Mas par lequel ils se promettent un secours mutuel.

1221. Accord passé entre les villes d'Agen, Condom, Le Mas, Marmande et le Port-Sainte-Marie, par lequel elles se promettent de se porter secours en cas qu'on veuille leur faire la guerre.

1232. Lettre des députés de chaque ville de l'Agenais suivant l'ordre du roi pour lui rendre compte de l'état des affaires dudit pays.

1239. Conventions faites entre les consuls d'Agen, Condom, Mézin, Le Mas, Marmande, Penne et autres pour se prêter secours en cas de besoin.

1324. Convention entre les habitants d'Agen, La Réole et Saint-Macaire de laquelle il résulte que les bateliers pourront prendre pour leur usage une pleine poche de sel chacun en venant de Saint-Macaire à Agen.

1343. Lettre de Philippe VI, roi de France, portant union de la ville de Monclar au domaine de la couronne.

— Lettre du même portant union de la ville de Marmande au domaine du roi.

1348. Lettre d'Amanieu, évêque d'Agen, portant permission de construire une chapelle dans la maison commune.

de 1343 ! J'appelle sur ces difficultés onomastiques et chronologiques l'attention d'un vénérable érudit dont la sûre critique a déjà apporté beaucoup de lumière dans l'histoire des évêques d'Agen.

1370. Lettre de Charles V, dit le Sage, portant union de la ville d'Agen à la couronne et domaine de France sans qu'elle puisse en être séparée.

— Coutume d'Agen:

1565. Arrêt du conseil portant que les chanoines de Saint-Etienne et de Saint-Caprais donneront annuellement le revenu d'une prébende pour l'entretien et nourriture d'un précepteur chargé de l'éducation des enfants de la ville d'Agen.

1567. Arrêt du parlement de Bordeaux sur la requête présentée par M. d'Apremont (*sic* pour d'*Aspremont*), lieutenant en la sénéchaussée et présidial d'Agen¹.

1585. Lettres patentes d'Henri III, roi de France et de Pologne, portant confirmation de tout ce qui aurait été fait par les consuls d'Agen aux fins de chasser les gens de guerre qui se trouvaient dans la dite ville sans ordre ni permission du roi, en faveur de quoi il les décharge de toutes les recherches que l'on pourrait faire contre eux avec deux arrêts du parlement de Bordeaux ce concernant.

1593. Lettres patentes de Charles de Lorraine, duc de Mayenne, portant défense au sieur de Monluc et à la garnison de Sauveterre de troubler les habitants d'Agen dans leurs libertés et privilèges ni d'exiger d'eux aucun péage de leurs denrées et marchandises passant au devant le fort de Sauveterre sous peine de restitution des deniers à quoi M. le marquis de Villars, gouverneur de la province de Guienne, est prié de tenir la main.

1622. Lettres de Louis XIII aux consuls d'Agen dans lesquelles il leur mande de faire démolir les fortifications de la ville de Sauveterre.

— Lettres patentes du même portant don en faveur des consuls d'Agen des démolitions des fortifications de la ville de Layrac en considération des frais que ces mêmes fortifications avaient causé auxdits-consuls.

1638. Procès-verbal fait à l'occasion du trouble causé au feu de joie par M^r l'Evêque².

Reproduisons les formules finales de l'inventaire : « Nous eschevins et commissaires députés soussignés avons aujourd'hui 1^{er} juillet 1768 procédé à la vérification et recollement des titres et papiers compris au present in-

¹ D'Aspremont avait eu une querelle avec les consuls qui l'avaient emprisonné pour excès. L'arrêt met les parties hors de cause et de procès sans dépens, dommages et intérêts.

² Indiquons deux ou trois articles où malheureusement toute date manque :

Deux registres couverts en parchemin, l'un contenant un avis de MM. les médecins pour la conservation des habitants au tems de la contagion, et l'autre contenant un compte des deniers de la santé au tems de la dite contagion.

Une liasse concernant un différent entre les consuls et M. de Bastard, grand maître des eaux et forêts, pour la coupe des allées du Gravier.

Un arrêt du parlement concernant le droit du chapitre de Saint-Caprais sur le saumon.

ventaire et trouvé conforme, à l'exception de ceux marqués et notés en marge *deficit* ». Signatures de MM. Delas de Brimont, échevin, Ratier, échevin, Coquet, échevin, Barbier de Lasserre, échevin, etc. ».

« Je soussigné secrétaire greffier de la communauté d'Agen chargé de la garde des archives de la dite ville en exécution de l'édit du mois de décembre dernier, reconnais m'être chargé ce jourd'huy des pièces et titres énoncés au présent inventaire conformément à l'arrêté ci-dessus.

Agen, dans l'hôtel de ville le 1^{er} juillet 1768.

DERNE, secrétaire greffier.

VI.

UNE NOTICE TOUTE RÉCENTE SUR LE GÉNÉRAL FERRAND DE LA CAUSSADE.

M. Arthur Chuquet, le savant historien des guerres de la Révolution, vient d'ajouter (juillet 1894) à la quatrième série de son beau recueil un volume consacré au siège de *Valenciennes* en 1793. J'en tire deux pages sur un de nos compatriotes qui fit beaucoup parler de lui, il y a cent ans, et dont nous entendrons reparler avec intérêt à l'occasion du centenaire d'un des sièges les plus fameux de notre histoire :

« Le 23 mai, à quatre heures de l'après midi, lorsqu'il avait vu les redoutes de Famars emportées dès la première attaque, Lamarche était rentré dans Valenciennes et avait fait appeler le général Ferrand qui commandait la place. Valenciennes, disait-il en présence des commissaires de la Convention, serait sans doute bloqué pendant la nuit ; Ferrand resterait chargé de la défense de la forteresse et devait prendre sans retard toutes les mesures nécessaires pour soutenir un siège¹.

» Ferrand était né le 16 septembre 1736 à La Causcade, près de Mon-

¹ M. Chuquet (note 2 de la page 239) énumère toutes les sources allemandes et françaises où il a puisé pour raconter le siège de Valenciennes. Parmi ces dernières il mentionne l'opuscule de Ferrand : *Précis de la défense de Valenciennes* en 1793 ; 1^{re} édition, 1805 et 2^{me} édition sur papier jaune, 1834 ; mais, ajoute-t-il, cette relation est très inexacte et, pour ainsi dire, sans valeur ; Ferrand estime à 30,000 (au lieu de 6,000), le nombre de projectiles ennemis qu'il fit ramasser, assure qu'il fut assiégé par 130,000 combattants, que 25 à 30,000 ennemis se jetèrent sur le chemin couvert dans la nuit du 25 juillet, etc. Il est vrai que, lorsque Ferrand composa son récit, il n'avait plus ses papiers saisis par le Comité de sûreté générale. Ces papiers que nous avons consultés (Archives nationales) renferment le *Journal* du siège.

flanquin⁴ dans l'Agenais. Lieutenant au régiment de Normandie en 1746, et capitaine en 1755, il avait eu part aux campagnes de la guerre de succession d'Autriche et de la guerre de Sept ans. Blessé grièvement au combat de Clostercamp, il obtint la croix de Saint-Louis. Il était major commandant de Valenciennes depuis 1773, lorsqu'un décret de la Constituante supprima les états-majors des places. Mais les habitants de la ville lui défirent le commandement de leur garde nationale, et le 20 août 1792, il fut nommé provisoirement par Dumouriez maréchal-de-camp à l'armée du Nord. Il menait l'aile gauche à Jemmapes, et bien qu'il reçût une contusion à la jambe et que son cheval fut tué sous lui, il resta sur le champ de bataille et combattit à pied durant toute l'action. Toutefois, s'il avait fait preuve de bravoure militaire, il n'avait montré ni décision, ni énergie. Il n'eût pas enlevé Quaregnon, si Dumouriez n'avait dirigé le mouvement des troupes, et lorsqu'il dut attaquer l'extrémité droite de Jemmapes, il s'engagea maladroitement sous le feu des redoutes autrichiennes dans des prairies marécageuses, pleines de fossés, et il fallut que Thouvenot vint enflammer les bataillons et les lancer à l'assaut du village. Dumouriez, jugeant que le zèle et le courage de Ferrand dépassaient ses forces, lui confia le commandement de Mons. Là, Ferrand organisa l'annexion ; le 11 février 1793, il présidait l'assemblée électorale de Sainte-Waudru où cent cinquante Jacobins votèrent l'incorporation de Mons à la France, et il assurait que ce jour qui voyait la réunion de deux peuples libres était le plus beau jour de sa vie. Aussi fut-il promu définitivement général de brigade le 8 mars suivant. Le 26, il quittait Mons et allait de nouveau commander Valenciennes. Il hésita quelques instants lorsque le grand prévôt Lescuyer voulut, au nom de Dumouriez, arrêter les commissaires et se saisir de Valenciennes ; sitôt qu'il sut que la population et la garnison prendraient parti contre le vaincu de Neerwinden, il fit acte de soumission aux représentants qui vantèrent son civisme. Le 15 mai, il devenait général de division. Mais il était trop faible et trop usé pour gouverner une ville forte de premier rang. Defrenne disait justement qu'il ne semblait pas avoir beaucoup de *nerf* et qu'on devrait le mettre à la retraite ou l'envoyer dans une place reculée. Vétilleux, méfiant, Ferrand désirait tout faire et tout voir par lui-même, entrait dans les plus petits détails, donnait des ordres à de simples subalternes, posait en personne des gardes sur les remparts. Parce qu'il habitait Valenciennes depuis vingt ans, il se croyait capable de diriger seul le service des fortifications et considérait les officiers du génie et de l'artillerie comme des agents passifs qui devaient accepter sa volonté. Il n'était que major de place, et n'était pas autre chose ».

⁴ M. Jules Andrieu (*Bibliographie générale de l'Agenais*, t, 293) fait naître le général Monflanquin même.

M. Chuquet, après avoir résumé en une phrase frappante les défauts de ce caractère méticuleux et timoré : « Nul n'était moins propre à tenir dans sa main tous les ressorts de la défense », retrace ainsi la biographie de l'insuffisant défenseur de Valenciennes¹ : « Jean-Henri Becays, dit Ferrand ou Ferrand de la Caussade, lieutenant au régiment de Normandie, à l'âge de dix ans (18 novembre 1746), réformé (21 mars 1749), replacé lieutenant (13 octobre 1750), capitaine (1^{er} septembre 1755), major à Valenciennes (28 juillet 1773), général de brigade (8 mars 1793), arrêté sur une déclaration faite par Lescuyer, mis en liberté le 18 thermidor an II par le Comité du Salut public et autorisé à demander sa retraite, préfet de la Meuse-Inférieure de 1802 à 1804, sous le Consulat, mort à la Planchette, près de Clichy-la-Garenne, le 28 novembre 1805. Il s'était marié à Valenciennes avec Anne-Michelle Mauroy, fille d'un ancien receveur général et particulier des domaines du roi pour la province de Hainaut. » (p. 239-242).

PH. TAMIZEY DE LARROQUE.

¹ M. Chuquet cite (p. 249-251) divers fragments du *Journal* du siège rédigé par Ferrand. Voir encore pp. 264, 265, 268, etc. On trouve (p. 317) le discours prononcé par le général, le 28 juillet, dans la salle tumultueuse où le Conseil délibérait au sujet de la capitulation. L'historien fait précéder le discours de cet éloge de l'orateur : « Ferrand, outré, monta sur une chaise et d'une voix émue et entrecoupée, mais avec une éloquence poignante, il harangua les séditeux ». Enfin (p. 340) nous lisons : « Lorsqu'il traça les dernières lignes de son *Journal*, non sans incorrections ni fautes d'orthographe, il s'écriait de la plus naïve et touchante façon : C'est ici où mon journal de siège se termine; en le closant, je le baigne de mes larmes, et chaque fois que je le lirai ou que je m'en (sic) rappellerai, mes anciennes paupières s'humecteront ». Ces *anciennes paupières humectées* seraient bien comiques, si elles n'étaient encore plus émouvantes.

BIBLIOGRAPHIE

RECUEIL DES LOIS SUR LA CHASSE EN EUROPE ET DANS LES PRINCIPAUX PAYS D'AMÉRIQUE, D'AFRIQUE ET D'ASIE, par Ernest Demay, ancien avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation. — Paris, Firmin-Didot, 1894, in-8° de vi-946 pp.

C'est plaisir pour le chasseur, quand il a brûlé ses premières cartouches sur le gibier du pays bien vite décimé, d'avoir les aubaines irrégulières des passages. Voici d'abord les cailles, les râles, les tourterelles qui descendent vers le midi, tantôt dévorant l'espace à grandes étapes, tantôt paresseux, s'attardant aux franches lippées pour la grande satisfaction de ceux qui les guettent. A l'époque des vendanges, les grives, par grands vols, s'abattent en picoreuses dans les vignes. Dès les premiers froids, palombes, bécasses, sauvagine viendront s'offrir aux coups de fusil et souvent succomber loin du pays natal. En chasse surtout on récolte ce qu'on n'a pas semé : la même carnassière peut associer, le même jour, un canard de Hollande à une bécasse de Norvège, à une grive de Pologne. Il est des cailles nées à l'ombre de nos blés qui verront les sources du Nil.

Pour les deux tiers des oiseaux, depuis le rouge-gorge et le roitelet jusques au cygne et à l'outarde, les nations les plus éloignées sont tributaires les unes des autres. Il fut un temps où, soit dans les pays de reproduction, soit dans les pays de parcours, le gibier migrateur jouissait de quelques trêves et réparait ses défaites ; ce temps n'est plus. Les bonnes armes sont partout répandues et les pièges, plus dangereux que les armes, employés en grand, car

aujourd'hui le commerce exploite le gibier vivant ou mort depuis le Sahara jusques au Spitzberg. En vain dans un pays comme la France les lois protégeraient ces tribus errantes ; si l'Italie et l'Espagne laissent toute liberté de les détruire, le contre-coup est inévitable : la source aux deux tiers coupée et absorbée ne donnera plus en aval qu'un filet d'eau.

L'égoïsme, en ceci comme en bien d'autres choses, a des manifestations nationales ; le « tant mieux pour nous et tant pis pour les autres » est trop souvent libellé sans vergogne. Par exemple l'Angleterre, protectrice à outrance pour le gibier indigène, engloutit sans façon des millions de cailles capturées vivantes en Egypte au moment où elles se préparent à regagner l'Europe pour y faire leurs couvées. L'Italie prend au passage, le plus qu'elle peut, par tous les moyens, en tous temps, les petits oiseaux si utiles à l'agriculture.

Il est naturel qu'au nom des intérêts agricoles et pour assurer l'avenir de la chasse, on songe un peu partout à obtenir des lois internationales protectrices du gibier. Mais, hélas ! quand les peuples, si peu d'accord sur leurs droits et sur leurs frontières, fabriquent cent fois plus de poudre pour exterminer les hommes que pour abattre oiseaux et quadrupèdes, l'entente sur ce point est-elle possible ? D'aucuns l'espèrent ; sur les petits détails on passe condamnation. Les difficultés restent grandes toutefois : qui prendra l'initiative ? Il y avait aussi une impossibilité. Pour assurer une entente internationale, pour discuter en connaissance de cause, il fallait d'abord bien connaître et rapprocher les lois et règlements nationaux si divers. On pouvait en composer un dossier, partie fait de brochures et partie de traductions manuscrites. La publication d'un livre aurait tout simplifié. Ce livre a paru ; il vient à son heure.

Nous avons plusieurs raisons pour le signaler à l'attention. Ces questions de chasse intéressent, dans notre pays même, beaucoup de monde : naguères, en période électorale, la question du permis à dix francs n'a-t-elle pas été posée, ou mieux imposée comme une question d'Etat ? Plus récemment, nous avons vu la fondation à Agen d'une Société de répression du braconnage soulever les plus vives contestations, de bonne et même de mauvaise foi, car les intentions de la Société ont été généralement mal interprétées ou dénaturées. Autre motif de parler du livre : notre compatriote, M. Etienne Bladé, consul de France, a été un des principaux collaborateurs de M. Ernest Demay, auquel le rattache un lien étroit qu'un grand deuil n'a pas brisé.



Même pour les profanes — je veux dire pour ceux qui ne sont pas chasseurs — la lecture de cette collection de lois et de ces commentaires est intéressante. Il est des pays, comme la Perse, où la religion intervient dans les règlements sur la chasse et notamment à propos de la destination du gibier, qu'il est permis ou défendu de manger suivant les cas. Elle est bien ancienne cette classification des animaux en purs et impurs, selon leurs espèces ou même suivant la façon dont ils ont été tués. On trouve de ces préceptes dans la Bible et dans le Coran. Essayez plutôt de faire goûter de la hure de sanglier à nos Arabes d'Algérie.

Dans un tiers de l'Europe, la législation sur la chasse est sévère, compliquée et efficace en raison de la rigueur des répressions : ainsi en Angleterre, en Allemagne, en Suisse. La France ne vient qu'après et de bien loin. Il est d'autres pays, comme l'Espagne, l'Italie, la Turquie, où, quels que soient les textes, la chasse n'est guère entravée. La liberté est plus grande encore si l'on franchit les mers et que l'on veuille faire parler la poudre ou tendre des filets au Maroc ou en Asie Mineure.

Si jamais — ce sera peut-être bientôt — un congrès international traite des questions de chasse, la discussion sera complexe et peut-être très vive, en raison des intérêts divers ; du moins elle sera facile, car l'enquête est faite ; l'ouvrage de M. Demay sera entre les mains des diplomates érigés en conservateurs de la gent à poil ou à plume. Le temps presse pour accomplir cette œuvre utile ; ainsi que le dit fort bien notre auteur : « Du fait même que la chasse » s'est démocratisée et que chacun peut s'y adonner, l'intérêt général exige qu'elle soit protégée. »

G. T.

L'ART. Revue bi-mensuelle illustrée. Paris, 8, boulevard des Capucines. Un an, 60 francs. — Livraison du 1^{er} septembre 1894, article de M. Jules Momméja : *Les Tableaux du château d'Aiguillon et le Musée d'Agen*.

Pour peu que l'on ait le goût des arts, le séjour immuable en province entraîne de grandes privations. On garde le souvenir de

voyages en France ou à l'étranger au cours desquels la visite des Musées était un des premiers articles du programme. Heureux ceux qui, franchissant les Alpes et les Pyrénées, ont pris leur part des trésors de l'Italie et de l'Espagne : voir une galerie de tableaux n'est-ce pas la posséder, tant que les chefs-d'œuvre sont conquis par le regard, tant que leur vive empreinte reste gravée dans la mémoire ?

Mais la mémoire a de promptes défaillances ; souvent on aimerait à revoir, à renouveler l'impression, si c'était plus facile, si ce n'était pas si loin.

Les Parisiens, eux, ont toutes les bonnes fortunes. Dans l'ensemble des Musées qu'il leur est si facile d'étudier à loisir, il n'est pas d'école ancienne, pas de grand artiste parmi les morts les plus illustres qui ne soient représenté. Des visites aux salons annuels leur permettent aussi de juger jusques dans ses caprices changeants l'art moderne, d'apprécier le talent de ceux qui le représentent sous les formes les plus variées et les plus originales.

En province, pour se tenir quelque peu au courant, on n'a pas d'autre ressource que les journaux illustrés. Des procédés de reproduction jadis inconnus, fort multiples et relativement peu coûteux, fixent par le blanc et le noir le relief des sculptures et les lignes des tableaux. Nombre de ces procédés, dérivés de la photographie, se recommandent par une parfaite exactitude. Avant peu la couleur même sera peut-être obtenue. En attendant, les camaïeux, les dessins au bistre revivent avec une vérité qui les ferait confondre avec l'original ¹.

Le discernement dans le choix des sujets à reproduire, la parfaite exécution des planches recommandent particulièrement la revue *L'Art*, toute spéciale et qui ne forme pas moins de quatre volumes in-4° par an. Là seulement se trouvent des articles d'ensemble sur l'œuvre entière d'un sculpteur, d'un peintre, d'un graveur. Ce n'est point l'organe d'une coterie ; la critique s'y exerce dans le sens le plus large : les anciens, les immortels, les classiques ne font pas sacrifier les jeunes, les combattants à la vie ardente, à l'esprit chercheur. Les jugements devancent souvent l'opinion ; les nouveautés parfois étranges que notre siècle, cherchant sa voie, fait éclore ne sont point rebutées de parti pris : tout au contraire, l'effort, la re-

¹ Pour preuve, les deux études à la sanguine par Antoine Watteau reproduites dans la livraison du 1^{er} août 1894. Les originaux ont été payés récemment l'un 30,000 fr., l'autre 24,000.

théorie sincère sont discernés, appréciés avec toute l'indulgence possible. Dans le fumier d'Ennius on sait voir briller des perles.

La rédaction de la revue a des attaches suffisantes avec les administrations pour recevoir un appui souvent utile. Ainsi, sous le haut patronage du ministre et sous la direction active de M. Paul Leroy, se publie une admirable série, *Les Artistes célèbres*, composée de biographies, de notices critiques et de catalogues. Cette collection comprend déjà 52 volumes superbement illustrés, d'un prix abordable (2 fr. 50 à 8 fr. le volume) ; 65 volumes sont en préparation. Cette bibliothèque unique, qui doit s'enrichir encore, comprendra toutes les manifestations de l'art dans tous les temps, dans tous les pays, à condition que les auteurs soient connus et que leur œuvre forme un ensemble. Je suis persuadé qu'elle sera complétée par une autre série sur les œuvres rares ou anonymes ; on ne saurait tout faire à la fois.

Encouragée par l'État, la revue n'a pas abdiqué son indépendance ; une grande liberté d'appréciation caractérise la chronique de *L'Art*. Tout acte de vandalisme — il en est qui se commettent sous le couvert des administrations — est sous le coup de sa férule. En ce qui touche les Musées de province, si souvent mal installés, mal gérés, mal classés, dépourvus de catalogues, les observations parfois dures ou tout au moins les conseils ne sont pas ménagés. Par contre, toute tentative généreuse est encouragée et l'éloge, quand il y a lieu, donné avec plus de plaisir, dans une plus large mesure que le blâme.

Le Musée d'Agen s'est trouvé récemment en cause par devant les lecteurs de *L'Art*, de façon à frapper l'attention publique et à nous faire réfléchir. On a bien peu parlé de notre Musée depuis que la Société qui l'a fondé s'est retirée discrètement, il y aura bientôt douze ans. C'est une raison de signaler et de commenter l'article de M. Momméja, délégué de *L'Art* dans le Tarn-et-Garonne et qui est aussi un des plus sympathiques collaborateurs de la *Revue de l'Agenais*.

L'article a été publié à propos de la souscription au Musée de M. Ad. Magen, qui fut constamment président de la Société du Musée. On n'a pas écrit, parmi de nombreuses biographies, de pages plus émues et plus chaudes sur notre ami si regretté : il est représenté militant pour l'œuvre patriotique, passionné pour l'art, pour la science, tel que nous l'avons connu d'ailleurs. C'était justice que son nom fut prononcé au-delà de l'Agenais, dans ce milieu si artis-

tique de Paris, du haut de cette tribune où sont agitées toutes les questions de l'art.

Les effets ne se sont point fait attendre. Quelques souscriptions venues de loin se sont ajoutées aux témoignages rendus à M. Magen par ses compatriotes. Plus encore, M. le baron Alphonse de Rothschild, qui aime à encourager toute tentative pour le développement des arts, toute fondation sérieuse, a fait un don princier à notre Musée, en souvenir de celui dont le nom lui était signalé pour la première fois. La ville d'Agen a reçu de lui, à titre inaliénable, une série (18 sujets) de bas-reliefs en bronze de Victor Péter.

Une note de *la Rédaction de l'Art*, qui est une leçon pour nous, est jointe à l'article de notre confrère : « La Société du Musée, est-il dit, avait rendu de trop signalés services à Agen pour ne pas comprendre à quel point elle était une force féconde; elle n'eût dû se disperser sous aucun prétexte; on eût d'autant plus admiré son œuvre passée qu'il lui eût été très facile de continuer à lui être largement utile, tout en ne la dirigeant plus officiellement. L'initiative privée ne doit jamais abdiquer ».

Rien de plus juste; mais, hélas ! les Sociétés, comme les individus, ont leur amour propre. Après si longtemps, il serait fort inutile de chercher à justifier la décision prise par les principaux membres de la Société. Aucun, parmi des centaines d'adhérents, n'ayant demandé que les réunions fussent reprises, ce silence unanime a bien suffisamment prouvé que le bureau avait été l'interprète de l'opinion publique.

Les conséquences au point de vue de l'avenir du Musée n'en ont pas moins été des plus fâcheuses. Non seulement cette belle rente annuelle que donnaient les cotisations a été éteinte, mais encore on a perdu l'occasion de faire un bon catalogue : la Commission du Musée, composée de spécialistes, pouvait réaliser ce *desideratum* dans les conditions les plus favorables.

La dissolution de la Société n'a pas eu cependant pour effet de refroidir le zèle de tous les collaborateurs de M. Magen; la plupart d'entre eux n'ont pas cessé de s'intéresser à l'œuvre. S'il est délicat de citer ceux qui vivent, du moins on peut faire librement l'éloge de ceux qui déjà sont morts. Au premier rang, tout le monde placera M. Félix Aunac, qui fut constamment vice-président de la Société. Jusques à la fin de sa vie, ses visites au Musée furent quotidiennes et ses dons en objets ou en argent presque aussi nombreux que ses

visites. Le public sait qu'une note, trouvée parmi ses papiers, exprime un désir que son fils, M. Louis Aunac, a interprété comme il l'eût fait d'un legs en forme authentique : 15,000 francs sont mis à la disposition de la municipalité pour la création de la salle Félix Aunac. On discute encore les projets, mais l'exécution ne saurait subir de longs retards. Ne semble-t-il pas que la ville d'Agen ait une dette à payer à cette occasion et que l'on doive au vice-président de la Société du Musée, si dévoué, si regretté, le même hommage qui est rendu à M. Magen par ses compatriotes ?

Simple question d'initiative, car le succès pour l'érection du buste de M. F. Aunac n'est pas douteux. Si les survivants de l'ancienne Commission du Musée voulaient bien se grouper une fois, après douze ans, et faire un appel au public, ils pourraient accomplir, en donnant un dernier signe de vie, cet acte de juste reconnaissance.

G. T.

*
* *

LES RELIQUES NOTABLES DE SAINT LOUIS, ROI, A LA MONTJOIE DE SAINT-LOUIS, DIOCÈSE D'AGEN . . . , par Jean-Baptiste Durey de Longa, curé de La Montjoie Saint-Louis — Br. in-8°, 53 p., imp. St-Joseph, à St-Amans (Cher), Roche, libr., à Agen. Prix, 1 fr. 50.

De même que celle de Castillonnès, la bastide de Lamontjoie fut fondée au xiii^e siècle pour la répression du brigandage.

L'auteur de la présente monographie présume que cette ville peuve a emprunté son nom au cri de guerre national *Montjoie Saint-Denis* ! En fait d'hypothèses, il en est peut-être de plus vraisemblables.

Mons Gaudii, en français *Monjoie* ou Lamontjoie, a aussi la signification de « petite montagne, colline, monceau de pierre ». On désigne encore sous ce nom des édicules à destination religieuse mal étudiés dans les ouvrages d'archéologie parce qu'ils sont de forme très simple. Une monjoie se compose d'un cube de maçonnerie, généralement amorti en bâtière ; une petite niche logeant une sta-

Ducange, *Gloss. lat.* v *Mons. Gaudii*, *Gloss. fr.* v *Monjoie*.

nette protégée par un grillage de fer, est ménagée sur le côté de l'édicule qui fait face à une route. Les monjoies se rencontrent isolément aux carrefours des vieux chemins et rappellent, en réduction, les piles massives des *quadrvium* de voies romaines sur la destination desquelles on a tant discuté ; on en trouve aussi des séries jalonnant les sentiers qui conduisent aux lieux de pèlerinages. Leurs dimensions sont variables et, comme elles sont généralement dépourvues d'ornementation, les plus anciennes sont difficiles à dater. Communes dans certains pays, elles sont rares dans d'autres régions. Je n'en ai pas remarqué dans le Lot-et-Garonne, ce qui n'est pas une raison pour affirmer qu'il n'y en ait jamais eu. Les croix de carrefour antérieures au milieu du xvi^e siècle ont aussi complètement disparu, détruites pendant les guerres de religion. N'est-il pas vraisemblable que les deux localités de Lamontjoie et Montjoï (ancien Agenais, aujourd'hui Tarn-et-Garonne) doivent leurs noms à des monjoies ou à des lieux dits « colline, monceau de pierre ? » Je n'insiste nullement. Les étymologies induisent facilement en erreur ; elles sont loin, fussent-elles justes, d'avoir l'importance qu'une curiosité trop commune leur attribue.

Les renseignements fournis par M. l'abbé Durey de Longa sur l'histoire de Lamontjoie n'étant pas complets, je signalerai quelques particularités qui ont leur importance.

A la fin du xiii^e siècle, Laplagne, où l'on a découvert les ruines d'un établissement gallo-romain, était un fief possédé par Jean de Vianne. Laplagne s'appelait aussi Lamerlenque¹.

Daubèze, sur le territoire de Lamontjoie, était une seigneurie plus importante. Elle reçut des coutumes, dont l'original existe dans les archives du château de Nescus, près de Foix, aux mains d'un représentant de la famille de Narbonne, qui eut autrefois des possessions considérables dans le Bruilhois. Ce texte important doit être prochainement publié.

A la fin du xiv^e siècle, Lamontjoie était devenu un chef-lieu de bailliage, ce qui prouve l'importance acquise en un siècle par la villeneuve².

¹ Arch. hist. de la Gironde, 1, 379.

² Balliva de La Momeya, citée après Balliva de Francesstams (Francescas) dans les comptes de Filongleye publiés par Jules Delpit : *Collection générale des documents français qui se trouvent en Angleterre*, p. 163.

Au commencement du **xii^e** siècle, Lamontoie appartenait à la maison d'Albret ¹.

En 1480, le comte de Foix, anglais, s'empara de Lamontoie (Darnat).

En 1469, Lamontoie était possédé par de nombreux co-seigneurs, entre autres les sieurs de Fimarena, d'Essalup, de Mancut ².

L'auteur de la monographie sur Lamontoie était donc insuffisamment renseigné en écrivant qu'il n'existe aucun document historique sur cette localité, de 1398 à 1622.

D'ailleurs son but principal a été d'établir l'authenticité des reliques de saint Louis, qui constituent le trésor de son église. Les preuves ne lui manquent point et sont bien exposées : Lamontoie a porté dès sa fondation le nom de saint Louis ; les reliques sont conservées dans une chasque émaillée d'un grand prix qui date sans conteste du **xiii^e** siècle ; ces reliques furent l'objet d'un contrat passé en 1622 entre les consuls de Lamontoie, d'une part, et, d'autre part, les Pères de l'Observance, qui en furent dès lors dépositaires. Une tradition se référant seulement à trois siècles et demi (1370-1622) en pleine période historique, a sa valeur.

G. T.

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE, COMPRENANT LA LISTE ET LA BIOGRAPHIE DES NOTABILITÉS DANS LES LETTRES, LES SCIENCES ET LES ARTS, DANS LA POLITIQUE, LA MAGISTRATURE, L'ENSEIGNEMENT, ETC., DU DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE ; AVEC PHOTOGRAPHIES DES NOTABILITÉS DE CE DÉPARTEMENT. — Paris, Henri Jouve, 1894, in-8° de 7 pp. et 167 ff. non chiffrés, annonces comprises ; avec 20 portraits hors texte.

Le titre de cet ouvrage impose sa présentation aux lecteurs de la *Revue de l'Agenais* ; mais peu de mots suffiront.

Il s'agit ici, en effet, d'une simple entreprise de librairie, n'ayant à peu près rien de commun avec une œuvre de portée sérieuse. C'est

¹ Arch. hist. de la Gironde, vi, 219.

² Id. v, 345.

comme une sorte de *Bottin* mal compris du département de Lot-et-Garonne.

Sans ombre de critique, sans proportions raisonnées, sans unité quelconque, cet étrange recueil est une vraie macédoine littéraire. Les biographiés ont presque tous rédigé eux-mêmes leurs notices personnelles, qu'ils ont naturellement traitées, selon les tempéraments et les prétentions, avec plus ou moins d'ampleur et de complaisance. Il n'était même pas indispensable d'appuyer son propre article d'une souscription à l'ouvrage, dont le prix (10 fr.) est d'ailleurs très largement rémunérateur.

Il est résulté de cette singulière méthode une œuvre étourdissante, mais par cela même fort curieuse.

A côté de très sobres mentions d'hommes de valeur, on est stupéfait et réjoui de rencontrer parfois des articles de dimensions extraordinaires sur des inconnus.

Les portraits dont le volume est orné sont ceux des souscripteurs qui, prenant l'affaire tout à fait au sérieux, ont bien voulu adresser 20 francs à l'éditeur avec une photographie, conformément à l'invitation du prospectus.

Une telle publication, sans valeur littéraire, n'a donc pas à être sérieusement examinée.

Je n'ajouterai qu'une seule remarque :

Dans un *Dictionnaire Biographique de Lot-et-Garonne*, on ne devrait trouver, semble-t-il, que des biographies de *Lot-et-Garonnais*. Or l'éditeur, pour élargir sans doute le champ de production, a englobé dans son répertoire une foule de noms qui ne touchent à ce département que par des circonstances fortuites ou des fonctions accidentelles. Evidemment ces noms-là, ou la plupart d'entre eux, devront venir encore, et sans doute à meilleur escient, dans les répertoires d'autres régions, puisque l'entreprise vise la France entière. — Les lacunes, du reste, ne sont guère moins nombreuses.

Le *Dictionnaire Biographique de Lot-et-Garonne* n'est exactement, je le répète, qu'une sorte de *Bottin* spécial, mais un *Bottin* fantaisiste et incomplet, où manquent précisément les adresses.

Ces réserves faites, je dois constater que l'exécution matérielle du volume est très convenable. — Ce n'est ni un instrument de travail, ni un livre qu'on puisse consulter avec sécurité, mais tout simplement une piquante curiosité bibliographique.

J. A.

MANUEL ÉLÉMENTAIRE DE LINGUISTIQUE POUR L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS PAR LES IDIOMES LOCAUX. APPLICATION AU SOUS-DIALECTE AGENAIS, par M. P.-Emile Boudon, instituteur public. — Paris, H. Welter; Agen, A. Boucheron, 1894, grand in-8° de 50 pages.

A ne pas demander à l'auteur plus qu'il n'a eu l'intention de donner, on doit convenir que le livret de M. Boudon est intéressant et peut être utile dans une certaine mesure, quelque avancée que soit la débacle des idiomes populaires.

Pour la jeunesse des villes, ce travail n'a évidemment que peu de portée pratique ; mais il en est sans doute autrement pour celle des campagnes, où surnagent encore plus ou moins les dernières épaves du vieux parler d'autrefois.

Les tableaux comparatifs des vocables agenais et français peuvent rendre des services. Je ne chicanerai pas l'auteur sur l'orthographe qu'il a cru devoir adopter ; mais je crois bien que la substitution de *u* à la diphtongue *ou* après une voyelle est un peu faite pour dérouter bien des lecteurs visés par lui. Sans contester à cette réforme son caractère archaïque, je supposerais volontiers que, dans un *Manuel*, cette érudition aurait pu être écartée sans inconvénient, ou tout au moins que le *u* diphtongue se fût accommodé d'un signe phonétique quelconque.

Ceci n'est, du reste, qu'une opinion peut-être isolée. Je me défends mal d'une impression étrange à voir rêver du *xiii^e* siècle en matière de langages populaires agonisants. Il est heureux qu'on ne songe pas encore, pour le français, à une restitution de l'orthographe de Rutebœuf.

La multiplicité des sous-dialectes pratiqués en Agenais rendait bien difficile le choix des formes à adopter, et M. Boudon n'a sans doute pas eu la prétention de satisfaire tout le monde à cet égard. Je me demande seulement si quelques-uns de ses vocables seraient compris, sans traduction, d'une zone considérable autour de la capitale de l'Agenais ?

Il écrit :	Nous disons ici :
<i>Lauzo</i> (Laouzo). Alouette.	<i>Laouzeto</i> .
<i>Lamproyo</i> . Lamproie.	<i>Lamprèsso</i> .
<i>Troguen</i> . Goujon.	<i>Tregan</i> .
<i>Cerejo</i> . Cerise.	<i>Cirèjo</i> .
<i>Lautugo</i> (Laoutugo). Laitue.	<i>Latchugo</i> .

Les terminaisons sont mixtes. La plupart d'entre elles rappellent la région du chef-lieu, mais d'autres lui sont étrangères. C'était là, sans contredit, une difficulté à peu près insurmontable dont l'auteur me paraît cependant s'être tiré avec un certain bonheur.

Je n'hésite donc pas à féliciter M. Boudon de son *Manuel pour l'Enseignement du français par les idiomes locaux*. Procédant d'une idée pratique dont la réalisation eût été infiniment opportune il y a un demi-siècle, son travail offre un très réel intérêt et mérite un sympathique accueil.

G. A.

SOUSCRIPTION ADOLPHE MAGEN

La souscription pour l'érection au Musée d'Agén d'un buste à M. Adolphe Magen est en excellente voie. Deux listes de souscripteurs ont été déjà publiées par la presse locale; une troisième et dernière liste viendra prochainement, et la *Revue de l'Agennais* produira le résultat total dans sa dernière livraison de 1894.

Dés maintenant, répétons-le, le succès du projet est assuré. — C'est le statuaire agennais, M. Daniel Campagne, l'auteur de *Phryné*, qui s'est chargé du buste, dont le modelage, aujourd'hui terminé, promet une belle œuvre, capable d'accroître encore la réputation si légitimement acquise par le sympathique artiste.

La Commission de direction et de gérance : G. THOLIN, J. ANDRIEU. PH. LAUZON.

EXCENTRIQUES

ET

GROTESQUES LITTÉRAIRES

DE L'AGENAIS

On s'est plusieurs fois occupé de littérature et de bibliographie excentriques.

Après Nodier, qui écrivit deux piquantes notices sur ce sujet dans le *Bulletin du Bibliophile* ; après Octave Delepierre et son *Histoire littéraire des Fous* (Londres, 1860, in-8°), un maître en bibliographie, Gustave Brunet (*Philomneste Junior*), de Bordeaux, a publié un curieux ouvrage : *Les Fous littéraires. Essai bibliographique sur la littérature excentrique, les illuminés, visionnaires, etc.* (Bruxelles, 1880, in-8°). Plus récemment encore, un bibliophile de Cahors, M. Louis Greil, a présenté quelques joyeuses silhouettes d'aliénés dans ses intéressantes études sur les *Fous littéraires du Quercy* (2^e édition : Cahors, 1886, pet. in-8°), et c'est en grand nombre, d'ailleurs, que pourraient être cueillies çà et là d'autres notices isolées.

Je me garderais bien d'oublier les brillantes pages que Théophile Gautier a réunies sous ce titre : *Les Grotesques* (Paris, 1884, in-8°), et qui ont eu de si nombreuses éditions. On ne saurait être plus spirituel assurément que ne s'est

montré Gautier dans cette galerie grimaçante devenue célèbre. Il a même certainement outré la note et dépassé la mesure en y faisant coudoyer, pour une simple pécadille de mauvais goût, Scalion de Virbluneau, sieur d'Ofayel, par Théophile de Viau, un poète savoureux, dont la valeur, quoi qu'en ait dit Boileau, ne peut pas être contestée¹.

Une histoire documentée de la littérature excentrique est encore à faire. Elle mériterait de tenter une bonne plume de chercheur et d'humoriste et serait accueillie sans doute avec empressement par une foule de curieux.

L'extravagance littéraire a multiplié les surprises de toutes sortes. Fous, toqués, grotesques, abstrauteurs et détraqués nous ont désormais fourni des échantillons les plus variés, les plus inouïs de toutes les aberrations, de toutes les incohérences possibles.

Mais dans une monographie des divagations de l'esprit, deux catégories s'imposeraient, deux sections distinctes seraient de rigueur : d'une part, les déments, les hallucinés, les visionnaires, tous ceux enfin qui relèvent d'un cas pathologique, tous ceux dont les facultés mentales sont plus ou moins troublées et dont la liberté morale est plus ou moins atteinte ; d'autre part, les sots prétentieux, les ignorants ridicules, les simples *Grotesques*.

Ces derniers, les plus nombreux, sont aussi les moins excusables. Les autres peuvent inspirer quelque pitié, voire parfois quelque sympathie ; mais ceux-ci ne sont justiciables que de la risée publique.

¹ Gautier a donné pour compagnons à Théophile : Colletet, Villon, etc. L'étude est sérieuse, en dépit de sa forme paradoxale. L'auteur des *Grotesques* est même revenu plus tard sur le poète agenais, dans un chapitre remarquable de ses *Poètes français* (t. II, 1861).

V. Jules Andrieu, *Théophile de Viau. Etude bio-bibliographique, avec une Pièce inédite du poète et un tableau généalogique* (Agen et Bordeaux, 1887, in-8°).

Grotesques, ces pseudo-poètes ignares, rimailant sottement sans notions prosodiques, sans inspiration, sans aptitudes ; grotesques, ces écrivailleurs étrangers à la syntaxe, qui, dépourvus de toutes connaissances spéciales, sans études préalables ni soupçon de science, s'érigent en réformateurs et en apôtres.

En aucun temps, ce travers étonnant ne prit des proportions plus considérables. Les *Grotesques littéraires*, en effet, nous envahissent par légions. La presse en regorge ; le livre aussi. C'est une crise étrange qui menace, hélas ! de se prolonger indéfiniment.

En Agenais, comme ailleurs, l'excentricité littéraire a cruellement sévi, et dans la *Bibliographie générale de l'Agenais*¹ j'ai été conduit à en signaler brièvement au passage de nombreux cas bien caractérisés.

En y revenant aujourd'hui, je n'entends certes pas épuiser le sujet, et moins encore troubler la présomptueuse quiétude des *Grotesques* contemporains. Mon projet vise uniquement l'ébauche de quelques types disparus. Ce n'est donc qu'une simple contribution à l'histoire générale de cette littérature bizarre dont les tristes ou plaisants chapitres seront sans doute écrits un jour.

*
* *

Parlons d'abord des poètes, naturellement les plus nombreux en bibliographie grotesque : le langage rimé, la cadence des vers ont des charmes que goûte même l'inconscience.

¹ Paris et Agen, 1886-1891, 3 vol. gr. in-8°.

I

DARODES DE LILLEBONNE

(DE MÉZIN)

L'épopée à majestueuse allure, aux grandes envolées d'âme a toujours tenté la verve titubante des excentriques.

Celui-ci s'appelait exactement : D'Arodes de Lillebonne (Jean-Maric-Gabriel) et était né près de Mézin en 1781. Il publia un poème colossal :

La Clovisiade, ou le Triomphe du Christianisme en France. — Poème héroïque dédié à la France catholique et guerrière, sous les auspices de la Reine des Anges. — Paris, 1827, in-8° de 233 pp. pour les sept premiers chants ; 1828, in-8° de 110 pp. pour les 8°, 9° et 10° chants ; 1829, in-8° de 74 pp. pour les 11° et 12° chants.

C'est bien, je crois, tout ce qui parut de ce poème, dont la dernière partie, de 1829, est chiffrée par erreur 331 à 404, au lieu de 349 à 422.

Voici le début de cette machine formidable :

« Je chante ce bienfait que l'univers atteste,
Les combats d'un héros, son changement céleste,
Ce pouvoir dont l'éclat, chéri de nos aïeux,
Dissipa le prestige et l'éclat des faux dieux,
Et qui, de Lucifer éclipsant la puissance,
Unit la France au ciel et le ciel à la France. »

L'entreprise, hélas ! fut désastreuse pour l'auteur.

J'ai dit de lui dans la *Bibliographie de l'Agenais*¹ :

« Propriétaire de l'important domaine du Tourouna, près Mézin, il aurait doucement vécu dans l'aisance si la fureur

¹ Tome I, p. 213.

de rimer ne l'avait aussi complètement possédé. Abandonnant la gestion de ses biens à des étrangers insoucians ou peu fidèles, il devait aboutir fatalement à la ruine.

Pendant bien des années, Darodes de Lillebonne fit, chaque matin, deux kilomètres pour aller entendre la messe à Mézin et donner au public le spectacle d'une attitude extatique. Le reste de ses journées était invariablement consacré à la poésie.

La publication de son immense poème de la *Clovisiade* acheva de perdre une situation déjà fort compromise ; les souscripteurs devinrent de plus en plus rares, et le malheureux poète, forcé de vendre ses biens, s'achemina vers Paris, où l'attendait la misère et où la mort vint le frapper dans une pauvre mansarde. »

Darodes de Lillebonne, victime de la folie des vers, mourut en 1838.

C'est la seule des grandes extravagances poétiques faites pour inspirer la terreur dont je veuille parler, délaissant les grosses machines d'autrefois justement oubliées, telles que *Le Decex ou Fin du Monde, divisé en trois Visions*, de Guillaume de Chevalier¹ (Paris, 1583, in-4°) ; *La Mariade, ... sur les louanges de la très sainte et très sacrée Vierge Marie...*, d'Antoine de La Poujade (Bordeaux, 1604, in-12), etc. — Je m'abstiens même de citer les autres débauches épiques modernes, comme *Louis le Bienfaisant, poème en xiv chants*, de l'abbé Contenson, d'Auvillars (Toulouse, 1819, in-8°) ; *Saint François Xavier, ou Conquête de l'Inde et du Japon, poème en douze chants*, de l'abbé Malateste, de Villeneuve (Paris et Agen, 1875, in-12), etc.

¹ Je regrette d'avoir omis le nom de ce poète apocalyptique dans le memento littéraire du xvi^e siècle de mon *Histoire de l'Agenais* (Paris et Agen, 1893, 2 vol. gr. in-8°).

V. la *Bibliographie générale de l'Agenais*, t. 1.

II

UNE ODE MISE A MAL

Il est une ode superbe et presque célèbre de Méry : *Bonaparte et Murat*¹, qui a le don d'exciter l'envie des pseudo-lyriques. Les uns l'imitent (?), d'autres l'adaptent (!) et les plus osés la reproduisent effrontément, avec quelques variantes étourdissantes.

Plusieurs cas de cette toquade étrange pourraient être signalés. Je n'en mentionnerai qu'un seul :

En 1872, la petite ville de Mézin (Lot-et-Garonne) inaugura une statue érigée au général de Tartas, un Mézinois très populaire, né le 1^{er} avril 1796, mort le 29 février 1860².

La cérémonie, qui eut lieu le 8 septembre, était à peu près terminée, lorsqu'on vit un grave personnage, correctement vêtu, gravir solennellement les marches de l'estrade

¹ Dédiée à la comtesse de Lipona, sœur de Napoléon et veuve de Murat, cette ode, improvisée à Florence par le prodigieux poète, se trouve notamment au chapitre *Italie* du recueil : *Les Nuits italiennes*, dont la première édition est de 1853 (Paris, in-8°).

² Le général Emile de Tartas, dont la bravoure était devenue proverbiale, avait fourni en Afrique une carrière militaire des plus brillantes et s'était distingué dans une foule de combats, notamment à Maoussa, en 1841, et à Isly, en 1844. — Commandant du département de Lot-et-Garonne en 1847, député à l'Assemblée nationale en 1848, il avait été mis à la tête de la 14^e division militaire en 1853.

V. sur le général de Tartas : *Biographie de l'Arrondissement de Nérac*, par Samazeuilh (Nérac, 1857-1861, in-18) ; *Le Général de Tartas, et Récit de ses exploits militaires en Afrique d'après sa correspondance, et d'après le témoignage des documents officiels et de plusieurs de ses Compagnons d'armes*, par l'abbé Barrère (Paris et Bordeaux, 1860, in-12), etc.

d'honneur, saluer l'assistance et dérouler un imprimé qu'il se mit à lire d'une voix vibrante :

ODE AU GÉNÉRAL DE TARTAS.

Dès la première strophe de cette pièce renversante, l'étonnement du public devint de la stupéfaction. On murmura d'abord, puis on rit ; et la lecture s'acheva plus ou moins dans un bruyant succès de folle hilarité.

On ne saurait imaginer, en effet, entreprise plus bouffonne. Il s'agissait, tout simplement, d'une adaptation, que dis-je ? d'un burlesque travestissement de l'ode de Méry. Le malheureux plagiaire avait défiguré de la façon la plus excentrique les beaux vers de *Bonaparte et Murat*, dont l'altération dépassait les bornes les plus lointaines de la sottise.

Cette pièce extravagante a pour titre exact :

Ode au général de Tartas pour l'inauguration du Monument érigé à sa mémoire par la reconnaissance de ses compatriotes (Nérac, impr. L. Durey, s. d. [1872], in-8° de 5 pp.)

Cela n'est pas signé. On affirme que l'auteur, anonyme et modeste, était alors instituteur à Mézin.

Je n'insiste pas à cet égard, mais j'estime qu'il serait regrettable pour l'histoire des aberrations littéraires qu'une telle œuvre se perdît. L'imprimé, devenu très rare, disparaîtra peut-être bientôt. Je n'hésite donc pas à reproduire les parties copiées, en distinguant les variantes et avec les vers de Méry en regard :

La comparaison des deux textes donnera sans doute aux curieux quelques instants de douce gaité :

ODE AU GÉNÉRAL DE TARTAS

I

TARTAS, MÉZIN : deux noms, étoiles fraternelles !
*L'un grand, tout rayonnant de lueurs éternelles,
Baptisé mille fois sous le feu du canon,
S'est éteint dans la paix ; mais de Tartas qui tombe
Gardant le souvenir, l'autre franchit la tombe
Pour hériter de ce grand nom.*

II

*Mézin ? ce nom Tartas quand la main le crayonne
Sur le grossier vélin comme un astre rayonne.
Jamais nom Mézinais n'eut des destins si beaux ;
Si la France perdait l'éclat qui la décore,
Ce nom étincelant l'embraserait encore
Comme un soleil sur des tombeaux.*

.

VIII

*Qu'on aille à Tombouctou, la ville fabuleuse,
Où le Niger étend son onde nébuleuse,
Prononcer de grands noms, des noms Grecs et Romains ?
Aucun ne touchera le stupide sauvage ;
Criez : France, Tartas, à l'écho du rivage,
Le rivage battra des mains.*

IX

*Les Africains errants avec un culte étrange
Sur les pics décharnés du fleuve de l'Orange,
A peine un nom français leur est-il parvenu ;
Ils n'ont jamais prié le Créateur suprême,
Ils ignorent le monde, ils ignorent Dieu même,
France, Tartas leur est connu.*

X

*Tartas connu partout : à la céleste voûte
Le saint avec respect le prononce et l'écoute ;
Notre globe le sait d'un bout à l'autre bout.
Les peuples périront ainsi que leurs histoires,
Les temples, les cités, le bronze des victoires,
Ce nom seul restera debout.*

BONAPARTE ET MURAT

XVI

Bonaparte et Murat ! étoiles fraternelles !
Deux grands noms rayonnant de lueurs éternelles,
Baptisés mille fois sous le feu du canon :
Tout Français aujourd'hui qui sent brûler son âme
Doit incliner son front aux genoux de la femme
Héritière de ces deux noms.

I

Bonaparte ! ce nom quand la main le crayonne
Sur le grossier vélin, comme un astre rayonne :
Jamais nom de mortel n'eut des destins si beaux.
Si la France perdait l'éclat qui la décore,
Ce nom étincelant l'embraserait encore
Comme un soleil sur des tombeaux.

.

IV

Allez à Tombouctou, la ville fabuleuse,
Où le Niger étend son onde nébuleuse ;
Prononcez de grands noms, des noms grecs ou romains :
Aucun ne touchera le stupide sauvage ;
Demandez Bonaparte à l'écho du rivage :
Le rivage battra des mains.

V

Les Africains errants avec un culte étrange
Sur les pics décharnés du fleuve de l'Orange,
Chez eux le nom français n'est point encor venu.
Ils n'ont jamais prié le Créateur suprême ;
Ils ignorent le monde, ils ignorent Dieu même :
Bonaparte leur est connu.

VII

Partout il est connu : cherchez bien sur la carte
Un seul peuple oublieux du nom de Bonaparte :
Notre globe le sait de l'un à l'autre bout.
Les peuples périront ainsi que leurs histoires,
Les temples, les cités, le bronze des victoires,
Ce nom seul restera debout,

XI

*C'est un de ces grands noms qui luisent sur la France,
Qui luira sur Mézin, ah ! j'en ai l'espérance,
Tant qu'un feu militaire animera nos fronts ;
Tant que la gloire sainte aura pour nous des charmes,
Tant qu'une main française élèvera les armes
Pour nous venger de nos affronts.*

XII

*Tartas ! ah ! tout est dit ! Il suffit qu'on le nomme !
C'est la gloire incarnée et la valeur faite homme.
Qu'on lui trouve un rival dans les Âges anciens !
Dans les rangs hérissés de flèches et de piques !
Récitez les exploits des poèmes épiques :
Ils pâlissent devant les siens.*

XIII

*Quand le canon sonnait l'heure de la bataille,
Il montait à cheval, grand de toute sa taille,
Le premier réveillé dans le camp endormi,
Et courant, radieux, hors la ligne des tentes,
Avec son beau *panache* et ses plumes flottantes,
Il se montrait à l'ennemi.*

XIV

*Roi des camps ! un cheval alors était son trône ;
Sa large épée, un sceptre ; un *képi*, sa couronne ;
Les boulets des combats étaient ses courtisans ;
La mort avait pour lui des regards de clémence ;
Il livra sans blessure une bataille immense,
Une bataille de *vingt* ans.*

XV

*Tu t'en souviens, *Isly* ! sur la *brûlante* plage,
Tu le vis autrefois à l'aurore de l'Âge.
Un pacha *du Maroc* lui barrait le chemin :
Tartas s'élance et prend du Dey l'armée entière ;
Il entr'ouvre les flots, ainsi qu'un cimetière,
Et l'ensevelit de sa main.*

XVI

Mézin, Tartas : deux noms, étoiles fraternelles !

.....

(Reproduction de la première strophe)

VIII

Il en est encore un qui luira sur la France,
Et qui nous sera cher, ah ! j'en ai l'espérance,
Tant qu'un feu miliaire animera nos fronts,
Tant que la gloire sainte aura pour nous des charmes,
Tant qu'une main française élèvera les armes
Pour nous venger de nos affronts.

IX

Murat ! ah ! tout est dit ! il suffit qu'on le nomme !
C'est la gloire incarnée et la valeur faite homme.
Qu'on lui trouve un rival dans les âges anciens !
Dans les rangs hérissés de flèches et de piques !
Récitez les exploits des poèmes épiques :
Ils pâlissent devant les siens.

X

Quand le canon sonnait l'heure de la bataille,
Il montait à cheval, grand de toute sa taille,
Le premier réveillé dans le camp endormi,
Et courant, radieux, hors la ligne des tentes,
Avec son beau dolman et ses plumes flottantes
Il se montrait à l'ennemi.

XI

Roi des camps ! un cheval alors était son trône,
Sa large épée, un sceptre, un casque, sa couronne ;
Les boulets du combat étaient ses courtisans.
La mort eut pour lui seul des regards de clémence,
Il livra sans blessure une bataille immense,
Une bataille de quinze ans.

XIII

Tu t'en souviens encore, Aboukir ! sur ta plage,
Tu le vis autrefois à l'aurore de l'âge.
Un pacha de Stamboul lui barrait le chemin :
Murat échevelé prit une armée entière ;
Il entr'ouvrit les flots, ainsi qu'un cimetière,
Et l'ensevelit de sa main.

XVI

Bonaparte et Murat ! étoiles fraternelles !
.....

(Voir ci-dessus)

XVII

Epouse du héros, *rejetons* du grand homme,
De quelque titre saint que ma bouche vous nomme,
Une larme toujours viendra mouiller mes yeux.
Soyez *heureux tous trois* ! Que ce chant vous console !
Car vous brillez encor de la *belle auréole*
De ce grand nom qui luit aux Cieux !

L'entreprise est-elle assez plaisante ?

Les strophes III à VII de l'*Ode au général de Tartas*, étrangères à l'ode de Méry, procèdent naturellement du même système dépourvu de scrupules.

Ici, du moins, la prosodie est sauve et le grotesque dérive d'une absence totale de goût, d'une exagération comique et ridicule ; mais je pourrais citer, de la même ode, un travestissement plus récent, où l'ignorance des règles élémentaires touche à l'invraisemblance. Cela fut imprimé en 1888, sous ce titre : *Ode patriotique dédiée à Monsieur Carnot, Président de la République française* (Agen, impr. Cassan et Cazautet, in-f°, en longueur) ¹.

¹ V. la *Bibliographie générale de l'Agenais*, t. III, p. 173.

Faut-il donner un spécimen de cette orgie lyrique inimaginable, qui se produisit à l'occasion de la visite, à Agen, du président Carnot, en avril 1888 ? — En voici les deux premières strophes, correspondant aux XVI^e et XVII^e de l'ode de Méry :

« Salut à vous, Carnot !... enfant de l'Histoire,
Descendant du soldat invoquant la victoire,
Président des Français au suprême blason.
L'Agenais, aujourd'hui, qui sent brûler son âme
S'incline pieusement et déploie l'oriflamme
Devant l'héritier du grand nom.

« Petit-fils du héros, digne cœur du grand homme,
De quelque titre saint que ma bouche vous nomme,
Tant de grands souvenirs humecteront mes yeux.
Soyez heureux, vous ! que ce chant vous console,
Vous brillez parmi nous sous la belle auréole
De ce grand nom qui luit aux cieux. »

Cela suffit sans doute amplement, et tout commentaire quelconque serait oiseux.

XVII

Epouse du héros, digne sœur du grand homme,
De quelque titre saint que ma bouche vous nomme,
Une larme toujours viendra mouiller mes yeux.
Soyez heureuse, vous ! Que ce chant vous console,
Car vous brillez encor de la double auréole
Des deux noms qui luisent aux cieux.

Ces cruelles atteintes à l'honnêteté littéraire touchent, pour ainsi dire, à l'inconscience et ne peuvent même pas être exactement qualifiées du nom de *plagiat*. Celui-ci, en effet, moins excusable encore et plus triste, ne possède pas la note extravagante capable d'étouffer toute réprobation dans l'irrésistible sourire qui désarme.

La vraie piraterie littéraire, en effet, n'a pas la moindre excuse. Quiconque, sciemment et sans vergogne, met en coupe réglée les travaux d'autrui et dissimule sa propre impuissance sous les dépouilles volées n'est qu'un larron vulgaire et vaniteux, dont le procédé méprisables échappe à toute velléité d'indulgence.



III

NASSE-LAMOTHE

(DE VIANNE)

Jean Nasse, dit *Nasse-Lamothe*, né à Vianne le 3 novembre 1758, était curé de Damazan en 1789. Il accueillit d'enthousiasme les théories nouvelles ; puis, après la tourmente, il se retira sur sa terre de Lamothe, dont il s'était adjoint le nom, et se donna tout entier aux travaux littéraires.

On raconte que l'ex-abbé Nasse avait conçu pour Vianne une haine profonde et juré de ne plus jamais pénétrer dans ses murs. Il tint parole. On le voyait, en effet, errer fréquemment autour des remparts si bien conservés de cette remarquable bastide, s'arrêter parfois et longuement devant les portes, mais sans jamais les franchir. Ceci nous donne déjà un avant-goût de son originalité.

Nasse ne fut qu'un poète inférieur, auquel on n'aurait sans doute pas pris garde et dont je ne m'occuperais pas moi-même à cette place, s'il n'avait poussé la sottise et la vanité jusqu'à se considérer comme infiniment supérieur à Boileau, dont il entreprit de réformer l'*Art poétique* :

Boileau Despréaux corrigé dans son Art Poétique, ou ce Poème classique reproduit avec des changements essentiels et raisonnés, par J. N.-L., de V...ne (Lot-et-Garonne.) — Agen et Paris, an XIII [1806], in-18 de 120 pp.

Nouvelle édition, soigneusement revue et complétée par nombre d'articles échappés dans la première (Bordeaux, 1808, in-12 de 115 pp.).

Je reprends ici, en le complétant, ce que j'ai écrit à ce sujet en 1887 ¹ :

Cette publication excentrique souleva naturellement un *tolle* général ; elle valut à l'auteur les sarcasmes de Paris et de la province, et les épigrammes fondirent sur lui de tout côté. Son imprimeur même, Raymond Noubel, homme d'esprit et rimeur agréable, lui décocha plusieurs traits satiriques ². L'*Indicateur* des 15 et 31 janvier 1809, le *Journal de l'Empire*, la *Revue philosophique*, etc., se réjouirent à qui mieux mieux aux dépens du malencontreux réformateur, dont on ne parvint pas cependant à troubler l'imperturbable sérénité.

L'œuvre est simplement prodigieuse.

Dans sa préface, l'auteur dénonce l'*Art poétique*, « réputé ordinairement pour le chef-d'œuvre de Boileau », comme celle de ses productions la plus négligée, et s'élève contre « les inexactitudes et les fautes majeures qui s'y trouvent, ... qui ne peuvent qu'égarer l'ingénuité de l'âge... et nuire essentiellement au progrès des lettres et du goût. »

Les variantes adoptées par le singulier critique sont indiquées, commentées et référées par des lettrines en marge.

Et quels commentaires ! Partout sont découverts les plus affreux crimes littéraires : incorrections, impropriété de termes, non-sens, solécismes, erreurs prosodiques, absurdités, chevilles, transpositions vicieuses, hérésies grammaticales. L'énumération serait interminable.

Le pauvre homme !

Son système de corrections mérite, du reste, d'être signalé.

¹ *Bibliographie générale de l'Agenais*, t. II, p. 157.

² *Journal de Lot-et-Garonne* des 4 et 7 avril 1807.

Boileau débute ainsi :

« C'est en vain qu'au Parnasse un téméraire auteur
Pense de l'art des vers atteindre la hauteur. »

Nasse rectifie :

« Fier d'un heureux essor, un novice rimeur
Croit en vain du Parnasse atteindre la hauteur. »

Je néglige le commentaire.

Le dixième vers :

« Ni prendre pour génie un amour de rimer »,

le scandalise et l'irrite. Il substitue *attrait à amour* et écrit,
sans sourciller :

« Ni prendre pour génie un attrait de rimer. »

Tout le reste est à l'avenant.

Les avanies amenées par cette burlesque tentative conduisirent si peu notre poète à résipiscence, qu'après avoir voulu réformer Boileau, il daigna s'apitoyer sur les défauts de Delille et n'hésita pas à se proclamer l'heureux rival de Virgile dans le poème suivant :

Le Séjour des Champs. Poème descriptif, avec des Notes de l'auteur (J. N^e-L^{he}, de Lot-et-Garonne); suivi de la Description et Topographie de son lieu natal, autre petit Poème. — Agen et Paris, 1817, in-18 de 129 pp.

Le petit poème à la suite (p. 119 à 125) a pour titre spécial : *Description et Topographie de V...ne d'Albret (Lot-et-Garonne)*, et le volume est complété par un *Épilogue ou Appendice* de cinq pages sur la propriété de Lamothe.

Pour bien établir la valeur réelle de Nasse-Lamothe comme poète, je citerai quelques passages du *Séjour des Champs*.

En voici l'exorde :

« Tourbillon des cités, je vous ai dit adieu !
Ce que veulent mes chants, aujourd'hui, c'est un lieu,
Non tout à fait désert, mais riant, mais fertile,
Et tenant du hameau plutôt que de la ville ;
Qui présente à l'entour des jardins, des bosquets,
Des pampres verdoyants, des moissons, des guérets :
Où la terre, en un mot, sous des mains fortunées,
De ses fleurs, de ses fruits partage les années. »

Ceci, d'après l'argument, représente la *Distribution du territoire*. — Passons.

Le deuxième chant commence par les *Avantages et fruits de la vie active* :

« Père de la santé comme il l'est du bonheur,
Le travail de nos corps redouble la vigueur.
Le membre qu'on occupe est de là plus robuste.
Ainsi de nos destins l'arbitre toujours juste
Le régla-t-il d'abord en ses divins décrets,
A ce qu'on crut un mal attachant mille attraits.
Pour les besoins communs, aiguillon salutaire,
Le travail du travail est le premier salaire. »

Le troisième chant : *Fêtes et Jeux champêtres*, décrit ainsi, au départ, les *Premiers indices d'une fête* :

« La paix que j'invoquais, trop longtemps attendue,
Cette fille du ciel, nous est enfin rendue :
Et, lorsque mon sujet veut des fêtes, des jeux,
Ma muse est disposée à prendre un ton joyeux.
Jusqu'au fond des vallons, sur la nature entière,
Déjà l'astre du jour déployait sa lumière ;
Tout était calme aux champs ; seul l'habitant des airs
Faisait, le long d'un bois, entendre ses concerts.
Les troupeaux étonnés, au sein de leur clôture,
Sans vaguer au dehors, trouvaient leur nourriture.
Si matineux toujours, le pâtre, le berger
Dans les pavots encore aimaient à se plonger,
Comme aussi des pavots, pour réparer ses forces,
Le robuste bouvier savourait les amorces. »

Enfin le quatrième et dernier chant : *Mœurs de l'homme*

des champs, débute par ce *Regret sur la perte des mœurs antiques* :

« O mœurs de l'âge d'or ! O règne des vertus !
Temps qu'on chérit toujours, pourquoi n'êtes-vous plus !
Pourquoi, quand je voudrais vous rendre à la mémoire,
Ne puis-je, parmi nous, en retrouver l'histoire ?
On dit que, s'exilant de ces terrestres lieux
Par le crime souillés, et rappelée aux cieux,
Pour son dernier séjour, dans les hameaux, Astrée
Choisit du laboureur la retraite ignorée.
Mais à peine aujourd'hui, de ces vestiges saints,
Quelques traits, même aux champs se montrent-ils empreints !
Ma muse, déplorant ces ruines funestes,
Trempera ses pinceaux dans leurs précieux restes. »

Tout cela est incontestablement filandreux et cotoie le burlesque involontaire ; mais le génie ne court pas les rues. Les poètes médiocres encombrant par légions les abords du Parnasse ne relèvent que de l'indifférence. Le cas de Nasse-Lamothe est donc tout entier pour nous dans sa prodigieuse outrecuidance.

L'in vraisemblable entreprise sur l'*Art poétique* de Boileau a sauvé son nom d'un juste oubli ; elle lui a valu pour jamais le titre de *Grotesque* et les honneurs d'une moquerie universelle.



IV

GENIÈS DE LANGLE

(DE SAINT-MAURIN)

Un Grotesque presque sympathique.

Né à Saint-Pierre-Delpech (ou del Pech), près de Saint-Maurin, le 9 septembre 1827, Geniès de Langle (Jean-Gratien) fut d'abord employé, j'ignore à quel titre, dans l'Administration des Domaines ; puis il s'établit comme commissionnaire en marchandises à Agen, où il est mort le 27 octobre 1892.

Il parvint à faire imprimer dans cette ville jusqu'à six brochures poétiques de bien étrange facture, dont voici l'indication bibliographique :

Impressions d'un Infortuné, ou son Ame écrite. Poésies. — Agen, impr. E. Maury, 1872, in-8°, de 56 pp.

Les Confidences de Joseph, le Futur de Lucette. Poème. — Agen, ibid., 1872, in-8° de 30 pp.

Le Submergé. Paroles d'un jeune Epoux devant l'Inondation du midi de la France, en 1875. Poésies. — Agen, impr. V. Lenthéric, 1875, in-8°, de 7 pp.

Paroles d'un Infortuné sur l'existence de l'Etre suprême, et Quelques mots sur les divers attraits de la nature. — Agen, ibid., 1876, in-8°, de 38 pp.

Le Repentir de Jeanne, jeune Pécheresse mourante et délaissée; ses dernières paroles sur la terre étrangère. — Agen, ibid., 1878, in-8° de 18 pp.

Enigmes, Proverbes et plusieurs autres Sujets divers. — Agen, impr. S. Demeaux, 1878, in-8° de 42 pp.

Ces productions plus ou moins singulières, que l'auteur famélique colportait lui-même dans le placement de diverses marchandises, ne lui apportèrent pas le bien-être, mais elles sont curieuses à divers titres. Elles accusent même une certaine intuition poétique s'égarant fréquemment dans le vague, et aussi quelque sentiment précis des règles de la prosodie française et de la science du rythme.

L'excentricité, ici, est donc plutôt dans le fond que dans la forme. La pensée, fruste, un peu confuse et que la traduction exténue, s'éparpille en un flot de réminiscences de lectures.

La note des six brochures est, du reste, absolument uniforme. Je puis donc prendre mes citations à l'aventure, sans aucune crainte d'erreur.

Voici, par exemple, comment débute l'espèce de poème ayant pour titre : *Le Repentir de Jeanne, jeune Pécheresse mourante et délaissée*, etc. :

« Ah ! qu'est-ce qui m'opresse ! Ah ! qu'est-ce que j'éprouve
En ce moment néfaste ! et que vois-je, Seigneur !
.....
Délaissée, avilie et mourante au lointain !
Je meurs en fille impure et non en noble épouse !...
C'est mon tort, c'est mon crime ! Hélas ! oui, car en vain
Une prostituée implore qu'on l'épouse... »

Ce monologue dolent, qui remplit dix-huit pages, se termine ainsi :

« Et maintenant, ô toi, céleste bienfaiteur,
Qui dois avoir déjà, d'une voix paternelle,
Imploré mon pardon auprès du Créateur
Et désarmé son bras vengeur,
Ah ! vole avec amour et zèle,
Oui, vole vers ma mère ! et d'un trait de ton aile,
A mon gré porte-lui ce cher baiser d'adieu
Que je voudrais lui faire en le recevant d'elle ?
.....
Contre moi le destin triple encore ses fureurs.
Pour moi, va-t-en là-bas... car je tombe... et je meurs, »

*Les Paroles d'un Infortuné sur l'existence de l'Etre
suprême* sont plus extraordinaires encore :

« Quand parfois le Destin, dans ses desseins funèbres,
Au sein de ces ténèbres
Où librement sans cesse il semble se cacher !
Dirige contre moi ses plus cruelles armes,
Comme pour arracher
Mes plus amers soupirs, mes plus amères larmes,
Laisant courber mon front, mais comprimant mes pleurs,
Hélas ! j'invoque enfin, par mon humble prière,
Celui qui fit surgir, pour nos yeux, la lumière !
Et la foi pour nos cœurs... »

Et l'imagination effarée de l'*Infortuné* se trouble devant
les mystérieux problèmes. Il a la foi ; mais il s'épuise en
efforts plaisants pour en dégager la formule :

« Fouillant les vieux dossiers, le sol, le sein des mers !
Où retrouverons-nous cette souche suprême
Qui jadis la première embellit l'univers,
En lui donnant ainsi, par sa puissance extrême,
L'orateur, le poète et des savants divers,
Dont chacun ici-bas honore la mémoire,
Si ce n'est celle enfin qu'on nomme dans l'histoire
L'Etre suprême ou Dieu ! ce Roi de tous les rois
Qui conserve à son gré sa puissance et sa gloire,
Sa vigueur et ses sens, son trône d'autrefois...
.....
Oui, tout, même au-delà de notre axe polaire,
Vient montrer à notre œil la main du Tout-Puissant,
Mais rien peut-être autant
Que cet éclat solaire
Où, d'un désir constant,
La terre prend sa vie ! Où l'univers s'éclaire ! »

Puis la terre, attristée par les frimas, appelle le soleil à
son aide :

« Victime d'un mortel désastre
Où tout s'est flétri sur mon sein !
O toi soleil ! ô toi bel astre !
A mes revers viens mettre un frein... »

Et le soleil attendri, mais prisonnier de la brume, rime
ainsi ses encouragements :

.....
« Oui prends courage, car toi seule, chère amie,
Au-delà de ce voile où tous deux gémissons,
Es l'objet de mon cœur, es l'objet de ma vie !
A toi donc, au plus tôt, tous mes plus purs rayons,
.....
Oui bientôt nous verrons de riantes prairies
Ecloses de l'amour dont battent nos deux cœurs !
Et même la jonquille et des roses fleuries
Exhalant leurs parfums pour adoucir nos pleurs... »

C'est au sortir de cette idylle imprévue que le rêveur
pose sa première conclusion :

« Hélas ! oui, lorsque j'ouvre en cette conjecture
Le grand bilan de la nature !
Et que j'y trouve inscrits l'arbre et ses fruits dorés !
Les fleurs et leurs parfums ! les bosquets, leur verdure !
Lorsque surtout encor, j'y vois, enregistrés
Comme en lettres ineffaçables,
Tant de grands hommes ! puis des ouvrages sacrés
Qui semblent être impérissables,
Tels que la terre et l'astre en qui certes l'ardeur
Reste toujours vivace, ainsi toujours entière,
Oui, je dis qu'il existe un divin Créateur,
Dont la vie et les droits sont vierges de frontière... »

Il faudrait tout citer, car tout est étonnant.

Les démonstrations triomphantes de l'*Infortuné* se complètent, comme l'annonce le titre, par *Quelques mots sur les attraits de la nature* (p. 23 à 38), où bien des surprises sont semées.

Le prélude est épique :

« Quand parfois les rayons d'une aube printanière
Viennent à mon chevet clore un léger sommeil,
Et qu'à travers la brise matinière
L'œuvre de Dieu vient charmer mon réveil,

Oh ! combien tour à tour je contemple et j'explore
D'abord un ciel d'azur souriant à l'aurore !
Puis l'horizon en feu dont le reflet vermeil
Annonce à l'univers un superbe soleil
Dont le sommet des monts presque aussitôt se dore !
Et tandis que j'admire un éclat sans pareil,
Une brise joyeuse où tout semble revivre
Berce à mes pieds des fleurs dont le parfum m'enivre. »

Et le poète ému chante les bosquets « aux grands panaches verts », les oiseaux, les papillons, le chêne, l'ormeau, le peuplier ; il se plaint de la rose, « cette fleur offensive », à laquelle il préfère le lis et la jonquille. Puis, c'est le tour du ruisseau, du fleuve et enfin de la mer :

« Parfois j'admire encor l'immensité des mers !...
Ces autres capitales
Ici-bas sans rivales,
Recevant dans leur sein tous les fleuves divers !
Oui, mon œil aime à voir
Ce gigantesque et riche réservoir
Où le ciel même emprunte son nuage
Pour donner à la terre un bienfaiteur breuvage !
Où, d'un lointain séjour,
Se mirent tour à tour
Chaque jour l'astre-roi, chaque nuit les étoiles !
Où mille grands vaisseaux
De leur poitrine aiguë ouvrent les flancs des eaux,
Tandis que de leurs voiles
Sans cessent ils battent l'air !
Où même errent encor des bâtiments de fer. »

Viennent ensuite les étoiles, le rossignol, le tonnerre, l'ouragan, l'hirondelle, la perdrix, le pigeon, que sais-je encore ?

Parmi les *attraits de la nature*, le lyrique discoureur n'hésite pas à classer :

.....
« Celui de se trouver à table ayant
Pour compagne un ami, puis telle créature
Que la broche a pour vous roussie avec mesure. »

Ceci, convenons-en, détonne un peu dans le tableau.

Enfin les dernières pages nous parlent de l'agneau, de la dinde truffée, du cheval, du chien, des temples et de... la femme ! Et cette macédoine finit ainsi :

« C'est ainsi que d'un cœur et d'un œil souriant,
Maintes fois je contemple et le ciel et la terre !...
Et quand parfois je songe aux merveilles des cieux,
Que ne peuvent atteindre un seul instant mes yeux
Dont le regard se trouble à travers l'atmosphère,
Aussitôt mon esprit que guide un même vœu
Cherche enfin à franchir la céleste frontière,
Avide de sonder jusqu'au trône de Dieu...
Mais, hélas ! concernant le fond de ce mystère,
Mes yeux et mon esprit impuissants tour à tour
Dans les efforts qu'ici chacun d'eux réitère,
Oui, mon œil qu'éblouit le simple éclat du jour
S'incline vers la terre !
Confus, mon esprit garde une attitude austère !
Et dès lors, à son tour,
Ma langue doit se taire... »

On ne comprend peut-être pas toujours très bien le narrateur entraîné ; il serait, je crois, imprudent d'affirmer que lui-même se possède sans cesse ; mais l'excellence de l'intention ne saurait inspirer l'ombre d'un doute, et on pourrait, ma foi, comme Virgile dans le fumier d'Ennius, recueillir ici quelques perles.

Je n'emprunterai plus au bagage poétique de Geniès de Langle que deux spécimens de ses *Enigmes*, *Proverbes* et *Sujets divers*.

Les *Enigmes*, au nombre de quarante-deux, sont tantôt puériles et tantôt saugrenues. Les explications en sont données à la fin de la brochure.

Faut-il admirer, dites-moi, cette traduction amphigourique de la *vérité* :

« Pour prix de ma naissance ayant dû consentir
A ne jamais mentir,
Oui, certes, qu'on y songe,
Partout où moi je règne est banni le mensonge. »

Et cette définition du *volcan* :

« Redoutable habitant
D'une région souterraine
Que n'ose affronter nul vivant,
Quand ma panse est trop pleine,
De mon brûlant trop-plein dont je suis vomissant.
J'infecte l'air ! J'en couvre autour de moi la plaine. »

Je résiste à la tentation de citer une allégorie de l'horloge et une description du siège qui sont vraiment extraordinaires.

Les *Proverbes* émergent peu d'une banalité que leur forme ne rachète guère ; et cependant je découvre dans la série une gemme inespérée que je m'empresse d'extraire :

« Comme l'astre du ciel qui féconde la terre
Et donne le parfum aux fleurs,
La foi, ce sublime mystère,
Donne la force à l'âme et la noblesse aux cœurs. »

Est-ce bien-là un quatrain personnel ?

Cette citation sera la dernière. Je ne saurais sûrement trouver rien de comparable dans le fatras des *Sujets divers* qui complètent la brochure, et où se distingue, en dehors de romances lamentablement lugubres, une pièce vraiment surprenante sur la *Création du monde*.

Ceci n'ajouterait absolument rien, d'ailleurs, à la note connue, et ne caractériserait même pas mieux que les extraits abondants qui précèdent l'esprit veule et nébuleux, la facture incertaine et oscillante du pauvre poète.

Je me suis exceptionnellement étendu sur le cas de Geniès de Langle et n'en éprouve aucun regret. Celui-là mérite

assurément une compatissante attention. Il avait quelque aptitude, quelques dons. Le fonds et la culture lui manqueraient un peu sans doute ; mais, qui sait ?... Un meilleur traitement du sort, moins d'âpreté imposée dans la lutte pour la vie en eussent fait peut-être un sujet remarquable.

Grotesque, il le fut, sans contredit, et son droit de figurer en bonne place dans ce musée drôlatique ne saurait être contesté. Toutefois, il convient de tenir compte de sa minuscule valeur, de ne point confondre sa chétiveté d'esprit, son insuffisance littéraire avec la pure extravagance et l'atrophie morale de bien d'autres.

JULES ANDRIEU.

(*A suivre.*)

LES GASCONS

DANS

LES ARMÉES FRANÇAISES

(SUITE)

ANNÉE 1561

1. RICHELIEU

MESTRE DE CAMP :

François du Plessis, seigneur de Richelieu, surnommé Le Sage, en raison de sa prudence et de sa modération, lieutenant de la Compagnie des gendarmes du seigneur de Bonnivet en 1547, obtint la même année une gratification de 450 livres, en considération de ses services en *faits de guerre*. Nommé en décembre 1553 gouverneur de Courtiville, en Piémont, il se distingua en de si nombreuses occasions que le roi Charles IX lui accordait le cordon de Saint-Michel à son avènement à la couronne.

Le régiment de Richelieu, formé à Orléans en 1561, fut composé en grande partie de soldats tirés des vieilles bandes de Picardie. A peine organisé, son mestre de camp le conduisit au siège de Rouen, où il fit preuve d'une très grande bravoure et d'une discipline parfaite. Il assista la même année à la bataille de Dreux, et en 1563 aux sièges d'Orléans et du Havre. Richelieu ayant succombé à la blessure reçue sous les murs de cette ville, le régiment fut cassé au mois d'août 1563. Quatre des plus vieilles compagnies furent seules conservées : on les incorpora dans les *Gardes du Roi* (depuis *Gardes françaises*),

2. SARLABOUS

MESTRE DE CAMP :

Corbeyran de Cardaillac, baron de Sarlabous, seigneur de la Houblonnière, se distingua au siège de Théroouanne et dans la guerre d'Ecosse, où il fut fait capitaine gouverneur du château de Dunbar. Echanson du roi Henri II le 18 juin 1558, il fut nommé par Charles IX gouverneur du Havre de Grace après la prise de cette ville, à laquelle il avait largement contribué (août 1563) ; gentilhomme ordinaire de la Chambre le 17 décembre suivant, chevalier de l'ordre de Saint-Michel en février 1568, conseiller d'Etat le 30 septembre 1581 et chambellan du duc d'Anjou le 11 octobre 1583 Brantome reconnaît qu'il fut un grand homme pour les gens de pied et qu'il gagna ses charges par sa valeur.

Corbeyran, se signala encore en 1569 à la défense du Havre dont les Huguenots voulaient s'emparer et mourut en 1586 au siège d'Oléron.

Formé également à Orléans en 1561, et des mêmes éléments que le précédent, le régiment de Sarlabous assista avec *Richelieu* au siège de Rouen, où son mestre de camp reçut une arquebusade au bras, à la bataille de Dreux et aux sièges d'Orléans et du Havre. A la signature de la paix, il fut réduit à six enseignes qui eurent le Havre pour garnison.

3. RÉMOLLES. — PROVENCE. — HÉMERY

MESTRE DE CAMP :

Jacques de la Tour, sieur de Rémolles, capitaine de cinquante hommes d'armes et gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi Henri II.

Mis sur pied à Orléans en 1561, c'est-à-dire à la même époque que les deux corps précédents, ce régiment fut spécialement composé de soldats ayant longtemps servi dans les bandes de Provence et presque tous nés dans cette région. Aussi les historiens lui donnent ils le nom de *Provence* de préférence à celui de son Mestre de Camp.

Après avoir pris une part très brillante au siège de Rouen et à la bataille de Dreux, ce régiment fut envoyé en Provence, où il soutint dignement le parti du roi. Le sieur de Rémolles, nous apprend Pi-

nard, étant mort le 14 mars 1565. le roi donna, par commission du 25 du même mois, ce régiment au sieur :

D'Hémery de Villers (Voyez-ci après, n° 9).

Mais celui-ci conserva peu de temps ce commandement : le régiment de *Provence*, ou d'Hémery, fut en effet licencié en 1566, « après le voyage du roi dans son royaume. »

ANNÉE 1562

4. GRAMONT, Protestant

MESTRE DE CAMP :

Antoine d'Aure, vicomte d'Aster, seigneur de Gramont, comte de Guiche, souverain de Bidache, gentilhomme ordinaire de la Chambre des rois Henri II, François II et Charles IX. se signala en 1558 à la prise de Calais et à la conquête du Boulonnais. à la tête d'une compagnie de gens de pied équipée à ses frais. et fut nommé chevalier de l'ordre de Saint-Michel le 7 décembre 1561.

En très grande faveur à la cour du prince de Condé, auquel il était allié par sa femme, Antoine de Gramont devint l'un des principaux chefs des religionnaires dans le Midi, et fut nommé gouverneur et lieutenant général pour la reine de Navarre en son royaume et pays de Béarn.

Sauvé du massacre de la Saint-Barthélemy par le roi Charles IX, qui déclara formellement le prendre sous sa protection. Antoine de Gramont renonça au protestantisme et resta jusqu'à sa mort fidèle à la promesse faite au roi de France.

Etabli sur le pied de 6,000 hommes, « tous vieux soldats de Gasconne et bons s'il en fut oncques » (Brantome), ce régiment prend le titre de *régiment colonel* des troupes réformées de Guyenne. Divisé en trois corps de deux mille hommes chaque, ayant pour mestres de camp particuliers les sieurs de *Montamat*, de *La Lande* et de *Bahus*, il prend part successivement au pillage de Poitiers et d'Angoulême, à la prise d'Orléans et de Bourges, au blocus de Paris, à la bataille de Dreux et à la défense d'Orléans.

Le 19 mars 1563, conformément aux déclarations contenues dans l'édit d'Amboise, ce régiment était licencié et les hommes qui le composaient retournaient en Gascogne.

5. FRONTENAY, Protestant

MESTRE DE CAMP :

Jean de Rohan, seigneur de Pontivy, baron de Frontenay, gentil-homme ordinaire de la Chambre du roi. Fils aîné de René de Rohan et d'Isabelle d'Albret, il était, par conséquent, cousin-germain du roi de Navarre. Frontenay, qui décéda sans postérité, avait pour frère cadet René de Rohan, chef des Calvinistes, mort en 1586 à la Rochelle.

Ce régiment, levé en 1562, formait avec celui de *Gramont* le principal noyau de l'armée protestante. Presque entièrement composé de soldats venus du Dauphiné, son effectif atteignait quatre mille hommes, plus « huit cens vieux arquebuziers. »

Avec *Gramont*, il concourut à la prise d'Orléans et de Bourges, au blocus de Paris, se battit à Dreux et à Orléans, et fut licencié pour les mêmes causes et en même temps que le précédent, le 19 mars 1563.

6. YVOY, Protestant

MESTRE DE CAMP :

Jean de Hangest, sieur d'Yvoy.

Levé spécialement pour la défense de Bourges, où d'Yvoy avait remplacé le comte de Mongonmery comme gouverneur, ce régiment prit position dans la ville au mois de juillet 1562. Quelques jours après, l'avant-garde de l'armée royale arrivait sous les murs de Bourges. Le 21 août, le feu était ouvert, et presque aussitôt les faubourgs de la ville emportés d'assaut. Parmi les assiégeants se trouvait François de Hangest de Genlis, frère du sieur d'Yvoy. Après une légère résistance, et malgré une digression tentée par le roi de Navarre, d'Yvoy signait le 31 août l'acte de capitulation qui donnait la ville au roi : cette convention a été publiée dans les *Mémoires de Condé*, tome II, p. 634.

Accusé de trahison par les huguenots et mal reçu à Orléans où

il s'était retiré, d'Yvoy passa au service des catholiques, et n'y fut pas plus considéré.

Son régiment fut licencié dès les premiers jours de mars 1563.

7. GRILLE, Protestant

MESTRE DE CAMP :

Honoré des Martins, dit le capitaine Grille, né en 1523, commença à servir de fort bonne heure, et se rendit célèbre par le secours qu'il apporta à la ville de Thérrouanne, assiégée en 1554 par l'empereur Charles-Quint, et dans laquelle il réussit à s'introduire avec cent arquebusiers. Peu après, il embrassa la religion protestante et servit avec zèle son parti. Mais ayant abjuré, Charles IX le nomma le 2 avril 1566 capitaine des châteaux de Nîmes et de Gaillargues, et peu après sénéchal de la première de ces villes. Gentilhomme ordinaire de la chambre, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances, seigneur de la baronnie des Baux de Vacquières, le capitaine Grille mourut à Paris le 13 Novembre 1581 et fut enterré dans l'Eglise Saint-Eustache. « Son épitaphe le qualifie de vaillant » et vertueux chevalier et très-fidèle serviteur de son prince. Il y » est encore dit qu'il avoit très loyalement servi les feux roys François I^{er}, Henri II, François II, Charles IX et Henri III en plusieurs » grands et dignes effets, tant en paix qu'en guerre ; qu'il étoit » aimé et bénéficié des dits roys par sa nonpareille valeur, et après » sa mort regretté de tous ceux qui l'avoient connu autant que » homme le sauroit estre » (d'Hozier).

Sous son mestre de camp, qui alors défendait la cause des réformés, ce régiment, levé en juillet 1562 et composé de deux cents hommes à cheval et de six cents fantassins, se porte au secours de la ville de Saint-Gilles, attaquée par les comtes de Suze et de Sommerive. Aidé de Bouillargues, Grille enveloppe les ennemis, tue près de deux mille hommes et s'empare d'un très riche bagage. Mais, à son tour surpris par Joyeuse, il est défait et obligé de se réfugier à Pézenas.

Son régiment reconstitué, Grille reprend la campagne et se joint à Bouillargues et à Marchastel pour tenter une attaque sur Frontignan. Mais la ville ayant été secourue, Grille est obligé de renoncer à son projet.

Ce régiment fut dissous par ordre daté du 19 Mars 1563.

8. CHARRY

MESTRE DE CAMP :

Jacques Prévost, sieur de Charry.

Il avait fait ses premières armes en Piémont et y avait eu querelle avec un gentilhomme du Poitou, nommé Chastellier Portaut, qu'il tua loyalement en duel. Nommé longtemps après mestre de camp du régiment des *gardes*, Charry dont le caractère était très altier, refusa de prendre l'attache de d'Andelot, colonel général de l'infanterie française.

On lui dressa à ce propos une *querelle d'Allemagne*, et le frère de son ancien adversaire « estant pour lors à la suite d'Andelot, » releva l'ancienne dispute. Ainsi que Charry, le 30 décembre 1563, » sortoit de son logis des Trois-Chandeliers, en la rue de la Huchette, » accompagné du capitaine La Gorette, *basque*, et d'un autre, et » passant par le pont Saint-Michel, Chastellier sortant de chez un » armurier, accompagné de ce brave Mouvant et autres, assaillit » furieusement le dit Charry, et lui donna un grand coup d'espée » dans le corps, et la luy tortilla deux fois dedans, et par ainsy » tomba mort par terre avec La Gorette, que Mouvant et Constantin » tuèrent, et puis tous se retirèrent froidement et résolument par le » quay des Augustins..... » (BRANTÔME).

Par ordre signé le 2 Mai 1562, Monluc obtenait du roi l'autorisation de lever en Guyenne un corps d'armée de trois mille hommes. Dix enseignes de vieux soldats gascons furent promptement mises sur pied ; quelques semaines après, quatre autres enseignes étaient jointes à ce premier noyau, et Monluc instituait mestre de camp de ce régiment Charry, son ancien lieutenant. Employé d'abord en Guyenne, puis au secours de Bordeaux, ce régiment, après le combat de Vergt, prenait part aux sièges d'Orléans et du Havre. Comme il n'était composé que de vieux soldats, presque tous originaires du Midi, d'un courage éprouvé en de nombreux combats et d'une fidélité absolue, Catherine de Médicis résolut de se l'attacher et d'en constituer une garde particulière. Y joignant le régiment de Richelieu, dont le mestre de camp avait été mortellement blessé devant le Havre, cette princesse forma du tout un corps de dix compagnies et lui accorda le titre de *Enseignes de la garde du Roy*. Le commandement en fut continué à Charry.

Telle est l'origine du régiment des GARDES FRANÇAISES. — Voir ci-après sous le n° 15.

9. HÉMERY

MESTRE DE CAMP :

Jean d'Hémery, sieur de Villers, servait depuis plusieurs années lorsqu'il eut ordre, le 14 août 1562, de lever un régiment d'infanterie. Les hommes destinés à former ce nouveau corps furent presque tous tirés des anciennes bandes de Champagne.

Ainsi composé d'anciens soldats très aguerris, au fait de toutes les fatigues et de toutes les ruses de guerre, ce régiment ne pouvait que se faire remarquer. A peine était-il arrivé sous les murs de Rouen, que le mestre de camp propose au duc de Guise de tenter l'escalade de cette place. A midi sonnant, d'Hémery fait appliquer les échelles, et, malgré une double blessure, il mène si vigoureusement ses soldats que le jour même l'étendard royal flottait sur le donjon du fort : la citadelle était emportée quelques jours après, et le régiment d'Hémery entra l'un des premiers dans la ville.

De Rouen, le régiment marchait sur le Havre où sa conduite était aussi brillante.

La paix ayant été signée, il était licencié le 19 Mars 1563. Le lecteur ne doit pas le confondre avec celui dont nous avons parlé ci-dessus, n° 3.

Ce dernier ayant été, à son tour, licencié en 1565, Jean d'Hémery fut employé depuis en qualité de maréchal de camp. Nommé successivement gouverneur de Caen et de Poissy, il quittait définitivement le service vers 1592 (Voy. PINARD).

10. RIEUX

MESTRE DE CAMP :

François de la Jugie, baron de Rieux ¹, commandait déjà à plusieurs bandes de gens à pied, lorsque, le 14 août 1562, il reçut ordre de réunir ces compagnies et d'en former un régiment. « Il conduisit » ce corps la même année au siège de Rouen, et le commanda à la

¹ C'est à tort que certains historiens le qualifient comte de Rieux. La baronnie de ce nom ne fut érigée en comté qu'en 1610.

» bataille de Dreux, le 19 décembre suivant, et au siège du Havre » en 1563. On le licencia le 1^{er} août, après le siège » (PINARD).

Nommé gouverneur de Narbonne et chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1567, le baron de Rieux fut attaché tout particulièrement à l'armée du Languedoc. Le 18 mai 1574, au lendemain de la mort de Charles IX, le maréchal de Damville l'expédiait de Montpellier à la reine-mère pour prier cette princesse « qu'on ne le fit point criminel des misères de son frère (Thoré), de l'innocence duquel il » se fust rendu pleige autres fois : que s'il se trouvoit coupable, » qu'on se souvint que tous crimes sont personnels ». Ces lettres sont imprimées dans les *Mémoires de l'Etat de France*, tome III, p. 165.

Chevalier du Saint-Esprit en 1585, François de la Jugie était en 1589 déclaré maréchal des camps et armées.

11. SARLABOUS, Jeune.

MESTRE DE CAMP :

Raymond de Cardaillac, dit Sarlabous-le-Jeune, baron du Luc et seigneur de Vize, était, au dire de Brantôme, un fort vaillant et fort gentil capitaine, qui se distingua en maintes occasions et, notamment au siège de Rouen, où il perdit un bras. Gentilhomme de la chambre du roi, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, gouverneur d'Aygues-Mortes et sénéchal de Bigorre, il reçut mission en 1568 du parlement de Toulouse de mettre cette province en défense et à l'abri des tentatives des huguenots. Il mourut à Bagnères en 1591.

Levé en Guyenne, Périgord et Quercy, le régiment de *Sarlabous jeune*, après avoir servi au siège de Rouen et à la bataille de Dreux, fut dirigé sur le Languedoc, et réduit en août 1563, en exécution des clauses contenues dans le traité d'Amboise, à une simple compagnie de garnison.

Réconstitué en 1567, il prend part la même année à la bataille de Moncontour et au siège de Saint-Jean-d'Angely. C'était alors le régiment « le plus beau qu'on eust seu voir et le mieux armé, et le » mieux en point et aussi complet. » Son mestre de camp ayant arboré la cornette blanche, insigne supérieur du commandement, eut « querelle à ce sujet avec le comte de Brissac, colonel-général de

- » l'Infanterie françoise, qui prétendoit estre seul à porter cet insigne.
- » Mais tout s'apaisa par la volonté du Roy, en faisant esvanouir cet
- » arbre blanc » (Brantôme).

Ce nouveau corps fut licencié par ordre particulier du 8 août 1568.

12. BRISSAC. — PIÉMONT.

MESTRE DE CAMP :

Thimoléon de Cossé, comte de Brissac, grand pannetier et grand fauconnier de France, colonel de l'Infanterie française, chevalier de l'ordre du roi, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, gentilhomme ordinaire de sa chambre, gouverneur des ville et château d'Angers, tué au siège de Mussidan le 28 avril 1569.

L'origine des *bandes de Piémont* parait remonter au commencement du xvi^e siècle. Commandées tour à tour par Trivulce, Bonnivet, Lautrec, Tavannes et Jean de Taix, elles passèrent sous les ordres du comte de Brissac, nommé le 3 octobre 1561 colonel-général de l'Infanterie au-delà-les-monts. Ces bandes portèrent indistinctement le titre de *Piémont* et de *Brissac* : le premier de ces noms devait définitivement leur rester. L'extraordinaire des guerres certifie qu'en l'année 1562, époque où ces bandes furent définitivement organisées en régiment, il fut donné au comte de Brissac, colonel-général des bandes de Piémont, trois mestres de camp pour commander les anciennes et les nouvelles bandes de son régiment.

Ces trois mestres de camp étaient :

Antoine de Saint-Jean d'Honnoux,

Claude Stuart, sieur de Mus,

Et Gabriel de La Barthe (*ou mieux de la Berthe*).

La biographie du comte de Brissac, premier mestre de camp du régiment de Piémont, est connue ; nous n'en dirons que peu de mots tirés d'une histoire encore manuscrite de ce corps. « Le siège » de Mussidan termina sa belle et glorieuse vie ; en montant à l'assaut, il reçut un coup d'arquebuse à la tête, près des deux yeux, » qui le mit au tombeau à l'âge de 23 ans, comblé de gloire et d'une » grande réputation. On ne peut accuser cet illustre colonel que de » trop d'ardeur pour combattre et pour aller au feu. Il y voloit avec » autant de plaisir et un visage aussi serain qu'aux plus agréables » spectacles. »

Ses successeurs à la tête de *Piémont* furent :

1569. — Antoine de Saint-Jean, seigneur d'Honnoux, de la Serre et de Moussoulens, « digne homme certes de cette charge, écrit Brantôme, et le montra bien lorsqu'il partit de Saint-Maixent et s'alla » jeter dans Poitiers, qui vint bien à propos, et y entra en dépit de » l'ennemi qui le tenoit tout environné. »

1570. — Edme d'HAUTEFORT, seigneur de Thenon, chevalier de l'ordre, gentilhomme ordinaire de la chambre, capitaine de cinquante hommes d'armes, gouverneur et sénéchal du Limousin, lieutenant général en Auvergne, tué au siège de Pontoise en juillet 1589.

1576. — François d'EPINAY SAINT-LUC, qui, en 1577, passa au commandement de *Picardie*.

1578. — Joseph d'ESPARBÈS, seigneur de LUSSAN, gentilhomme ordinaire de la chambre, capitaine de cinquante hommes d'armes, gouverneur de Nantes le 22 août 1589, mort peu après.

1580. — François de LISLE, seigneur de Tresnel et de Marivaux, depuis lieutenant de la compagnie des cheveau-légers de la reine Marie de Médicis, gouverneur de Corbeil et chevalier de l'ordre.

1592. — Guy de la TOUR, sieur de Lioux, etc...

Piémont formait, avec *Picardie*, *Navarre* et *Champagne*, ce qu'on appelait les quatre vieux corps.

Ses drapeaux étaient noirs, avec la croix blanche.

13. TENDE

MESTRE DE CAMP :

Claude de Savoie, comte de Tende, de Sommerive, de Villars et de Beaufort, baron de Cypierre, né en mars 1507, chambellan et gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, capitaine de cent hommes d'armes de ses ordonnances, amiral des mers du Levant, grand sénéchal et gouverneur de Provence. Brantôme fait les plus grands éloges de ce capitaine, « qui avoit esté colonel des suisses au royaume » de Naples et avoit combattu sous Lautrec. » D'Aubigné se contente d'écrire que c'était un homme « pacifique, non ennemi des » réformes. » La vérité nous oblige à dire que le comte de Tende, trahissant le mandat qu'il tenait du roi, protégeait ouvertement les calvinistes, alors que son fils aîné, le comte de Sommerive, s'était déclaré leur ennemi.

Commencée en septembre 1562, la guerre entre le père et le fils se poursuivait avec des phases diverses. Tous deux avaient levé des régiments et armé leurs partisans ; tous deux, au nom du roi, pillaient consciencieusement la Provence. Le comte de Tende avait pour lieutenants dévoués le baron de Sénas dont il sera parlé ci-après, et le comte de Cypierre, son fils cadet, qui fut assassiné à Fréjus en 1568.

L'édit d'Amboise mit fin à cette lutte, et obligea les deux partis à déposer leurs armes. Le comte de Tende ne devait plus les reprendre, sa mort étant survenue en 1566.

14. SOMMERIVE

MESTRE DE CAMP :

Honorat de Savoie, comte de Tende et de Sommerive, marquis de Villars, né à Marseille en 1538, porta jusqu'à la mort du comte de Tende, son père, le titre de comte de Sommerive. Sénéchal et gouverneur de Provence, membre du conseil privé, chevalier de Saint-Michel, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances, le comte de Sommerive a laissé la réputation d'un capitaine plein de valeur et de générosité.

A l'instigation du comte de Carces, « lequel, affirme d'Aubigné, lui » promet, de la part du duc de Guise, la place de son père, » Sommerive leva, en septembre 1562, un régiment de 1200 hommes de pied, et marcha contre les partisans du comte de Tende. Le récit de cette lutte entre le père et le fils a été longuement rapporté par d'Aubigné, tome II, page 57 et suivantes, et par le marquis d'Aubais, dans ses *Pièces fugitives*, tome I^{er}, page 15 et suivantes.

Ce régiment ayant été licencié au moment de la promulgation de l'édit d'Amboise, le comte de Sommerive le rétablit en 1569 sur un pied considérable, et vint, à la tête de 3000 hommes, rejoindre l'armée royale sous les murs de Chatellerault.

Ce nouveau corps fut cassé le 8 août 1570.

15. GARDES FRANÇAISES

1^{er} août 1563.

« Le Havre pris et les Anglois chassés encore un coup hors de la France, » le Roy et la Reyne, sa mère, qui pouvoit tout alors, à cause de la mino-

» rité du fils, constituèrent un régiment de gens de pied françois pour la
» garde de S. M., et ce fut lors la première institution composées de dix
» Enseignes de la Garde du Roy, desquelles M. de Charry en, fut lors le
» mestre de camp ». (Brantôme, et ci-dessus n° 8.)

Tel fut le point de départ de ce régiment qui, pendant plus de deux cents ans, porta le nom glorieux de *Gardes Françaises*, et dont nous donnerons prochainement une histoire abrégée.

ANNÉE 1567

16. DES ADRETS.

MESTRE DE CAMP

François de Beaumont, baron des Adrets, né au château de la Frette, en 1513.

Il nous a paru intéressant de reconstituer les *états de services* de celui qui fut surnommé le *Montluc des Huguenots* : les voici très sommairement rapportés.

1528. Des Adrets entre dans la compagnie des cent gentilshommes de la maison du roi et accompagne Lautrec en Italie ; il est blessé la même année au siège de Naples d'une arquebusade à la main ; 1530-31, fait partie de la compagnie des gens d'armes de Maugiron ; 1532, devient guidon de celle du sieur du Puy Saint-Martin ; le roi François I^{er} le nomme l'un des sept gentilshommes extraordinaires et sans gages du duc d'Orléans, son fils ; 1555, étant capitaine d'une compagnie de gens de pied en Piémont, il reçoit trois blessures au siège de Vulpian, et obtient pour cette raison une gratification de 460 livres ; le chevalier de Boutières, ayant été fait général de l'armée de Piémont, retient des Adrets pour servir auprès de sa personne ; 1558, est nommé colonel général des *Légionnaires du haut-phiné, Provence et Lyonnais*. Sert sous le maréchal de Brissac, qui, connaissant son tempérament aventureux, l'emploie dans des actions de la plus grande hardiesse ; il se signale à la retraite de Vercell, à la prise de Valence, d'Ostie et en plusieurs autres *occasions mémorables*. La même année, il est fait prisonnier à Montcalve, et adresse un cartel

au sieur de Péquigny, qu'il accuse de négligence dans la défense de cette place. Le duc de Guise s'oppose à ce duel. Ce déni de justice le jette dans les bras des réformés. Avril 1562, organise un corps de 8,000 hommes et s'empare de Valence, où Blaise de Pardailhan, sieur de la Motte Gondrin est assassiné par le sieur de Montjoux. Peu de jours après, Des Adrets est nommé chef du parti réformé et revêtu de toute l'autorité nécessaire pour le *maniement des affaires et la conservation de ceux de la religion*. Le prince de Condé le déclare son lieutenant, et en cette qualité le baron dispose à sa guise des emplois militaires, délivre et signe en son nom les commissions et les patentes. Il s'empare de Lyon et fait défenses, sous peine de vie, d'obéir à Maugiron qui y commandait. La même année, il se saisit de Pierre Latte, de Montélimar de Montbrisson, de Valence, de Romans, et châte Grenoble. Repoussé d'Avignon, il se venge sur Saint-Laurent des Ardres, dont les habitants sont passés au fil de l'épée. Partout il sème l'effroi et la terreur. Epouvanté par ses cruautés, le prince de Condé le relève de son commandement, et nomme à sa place Jean de Parthenay, sieur de Soubise. 1563, le duc de Nemours profite du mécontentement de Des Adrets pour lui proposer un accommodement avec le roi. La trahison de Saint-Auban le décide à accepter ces propositions. Prévenus, les protestants, qui redoutaient la vengeance de leur ancien chef, le font arrêter à Romans. Conduit à Nîmes, puis à Montpellier, il n'est remis en liberté qu'à la paix. 1567, un instant, Des Adrets paraît vouloir s'attacher au parti catholique. Mais à la reprise des hostilités, il lève un corps considérable de gens de pied, s'empare de Mâcon et du Pont Saint-Esprit, dont il ruine l'église et le monastère. 1568, l'édit de pacification le fait rentrer définitivement dans le parti du roi. A la tête de son régiment, il accompagne le duc de Nemours au siège de Sancerre, puis passe en Lorraine auprès du duc d'Alençon, occupé à repousser les Allemands. 1570, soupçonné de trahison, le sieur de Gordes reçoit l'ordre de l'arrêter : il se livre lui-même en protestant de son innocence. Il est conduit au château de Pierre Ancize : certaines lettres du roi de Navarre au prince de Condé servent de base à l'accusation portée contre lui. L'édit de pacification lui ouvre les portes de sa prison : il accourt près du roi et présente sa justification. Reconnu innocent, Des Adrets retourne en Dauphiné, se confie au château de la Frette, et y meurt le 2 février 1587, après avoir refusé d'entrer dans la Ligue.

Son régiment levé en septembre 1567, avait été licencié dès le 8 août 1570.

17. MAUGIRON

MESTRE DE CAMP :

Laurent de Maugiron, seigneur de Maugiron, marquis d'Ozon, comte de Montlaur, baron d'Ampuis et autres lieux, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances, conseiller du roi en son conseil privé, sénéchal du Valentinois et chevalier des ordres de Saint-Michel et du Saint-Esprit.

Nommé lieutenant-général en Dauphiné en remplacement de La Mothe Gondrin, mort assassiné au mois d'avril 1562, Maugiron eut, dès son arrivée, à lutter contre le baron Des Adrets, qui, au nom du prince de Condé, chef des réformés, jouissait dans la même province d'un pouvoir presque sans limites. Pour faire respecter l'autorité royale, Maugiron dut s'entourer de troupes nombreuses, et le 28 septembre 1567, il était autorisé par commission royale à lever un régiment d'infanterie de son nom. En 1569, il vint, à la tête de ce corps, grossir l'armée des ducs d'Aumale et de Nemours, qui avaient charge du roi d'empêcher à tout prix la marche en avant du duc de Deux-Ponts, lequel avait franchi le Rhin le 20 février 1569. En dépit de ces efforts, les Allemands passèrent le 25 mars à Beaune, et le 26 avril sous les murs de Dijon.

Après avoir reçu « *ainsi sur les doigts* » (d'Aubigné), Maugiron retourna dans son gouvernement de Dauphiné.

Son régiment était licencié en mars 1570.

18. MASBRUN

MESTRE DE CAMP :

Le capitaine Masbrun, gouverneur de Blaye en 1559, et chef d'une compagnie de cent hommes de pied si indisciplinés que Burie, lieutenant du roi en Guyenne, fut obligé de licencier, était, suivant Olhagaray, le frère d'un conseiller au Parlement de Bordeaux. D'après les *Mémoires d'Etat du règne de Charles IX* (t. 1, p. 536), il aurait eu pour père « un notaire de village, mal famé et renommé insigne voleur ». Quelle que soit son origine, le capitaine « Mabrun », nommé

gouverneur de Libourne en 1573, avait été admis dès l'année précédente dans l'ordre de Saint-Michel, et durant tout le règne de Charles IX « il se rendit redoutable au parti huguenot ».

En 1567, aussitôt après les troubles de Meaux, « tous les capitaines catholiques de la province de Guyenne reçurent nouvelles commissions pour remettre sur pied leurs anciennes compagnies » (*d'Aubigné*, t. II). L'ordre délivré au capitaine Masbrun porte la date du 28 septembre. Son régiment, composé de quatre compagnies commandées par les capitaines Banchereau, Thodias, Jussas et Saujon, se joignit à la petite armée de Monluc et pénétra en Saintonge. Masbrun fit partie de l'expédition de l'île de Rhé, et, en 1569, après la prise de La Roche-Chalais, il eut ordre de ramener l'artillerie qui garnissait cette place.

L'édit de pacification du 8 août 1570 l'obligea à licencier son régiment.

Il en reconstitua un second, toujours sous son nom, en mars 1574, et à sa tête prit part au siège de Monflanquin.

Ce nouveau corps fut à son tour cassé en 1576.

19. GONDRIN.

MESTRE DE CAMP :

Antoine de Pardaillan, baron de Gondrin et de Montespan, seigneur de Bruch, mort en 1572. En 1519, il avait été chargé de mener une petite armée au secours du roi de Danemark, Christian II. Plus tard, il servit en Italie, fut fait prisonnier à Pavie, et se distingua au siège de Naples et à la conquête d'Urbino. Sénéchal et gouverneur d'Albret, lieutenant de la compagnie des gens d'armes du prince de Navarre, gentilhomme ordinaire de la chambre des rois Henri II, François II et Charles IX, il avait été gratifié par ce dernier d'une pension de 1,200 livres, en récompense de ses nombreux services.

Levé par commission délivrée le 28 septembre 1567, ce régiment fit, sous son mestre de camp, les campagnes de Guyenne et de Béarn. Monluc ayant été blessé sous les murs de Rabastens, Pardaillan fut désigné pour commander à sa place.

Gondrin infanterie fut licencié le 8 août 1570,

20. DU LUDE

MESTRE DE CAMP :

Guy de Daillon, comte du Lude et de Pontgibault, baron d'Illiers et du Chesne-Doré, chambellan ordinaire du roi, conseiller en son conseil privé, capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances, sénéchal d'Anjou, gouverneur de Poitou, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, mort à Briançon, le 15 juillet 1585. Il s'était signalé en 1552 à la défense de Metz, en 1554 à la bataille de Renty, où il portait la cornette blanche, et aux sièges de Calais et de Guines. On rapporte qu'en l'année 1571, « le roy estant à pêcher sur la Sarthe » avec le jeune comte de Suze, le bateau dans lequel il estoit se » remplit d'eau au point qu'il estoit prêt de couler à fond. Le comte » de Lude ayant aperçu le danger que le roi couroit, se jeta précipitamment à cheval dans cette rivière, très profonde et dont le » courant estoit excessivement rapide, se saisit de lui, trouva le » moyen de le mettre en croupe et de le ramener à terre. La reine-mère lui en témoigna, par les expressions les plus fortes, combien elle estoit sensible à son courage et à son zèle, et le roy lui dit : — Mon bon ami, si jamais vous avez querelle contre qui que ce soit, je vous jure que je vous servirai de second. »

Le comte du Lude ayant obtenu, le 28 septembre 1567, commission pour lever un régiment de gens de pied, le forma d'hommes tirés de l'Anjou, province dont il était sénéchal. A sa tête, il défendit en 1569 la ville de Poitiers, repoussa les réformés de Talmont après les avoir délogé de Mareuil, s'empara du château de Magné et mit le siège devant Niort (30 juin 1569).

Le secours apporté dans cette ville par Pluviaud le mit dans la nécessité de renoncer à la prise de cette place. Soutenu à son tour par les sieurs de Monsoreau et de Landreau, du Lude s'empara de Marans le 20 novembre 1569.

Au mois d'août 1570, il licencia son régiment.

En 1572, il le rétablit sur un pied plus considérable et le conduisit au siège de La Rochelle. Dans cette campagne, le duc d'Anjou le choisit pour un de ses lieutenants généraux.

Ce second régiment fut cassé en 1576.

21. DU BREIL

MESTRE DE CAMP :

François du Breil, seigneur du Breil, de La Marre, de Hédé, et baron des Houmeaux, capitaine de cinquante hommes des ordonnances du roi, conseiller en son conseil privé, gentilhomme ordinaire de sa chambre, gouverneur de Mariembourg, d'Abbeville, de Saint-Quentin, de Moncontour et de Granville, fut nommé chevalier de l'ordre de Saint-Michel le 18 février 1568.

C'était « l'un des plus hardis et valeureux capitaines et expérimentés chefs de guerre de son époque », et le 20 mars 1576, le roi Henri III lui accordait une gratification de 6.900 livres « *en raison de ses services depuis 55 ans dans toutes les guerres précédentes* ».

Du Paz, dans son *Histoire des maisons illustres de Bretagne* (Paris, 1619), nous apprend que le sieur du Breil « *tenoit un grand estat en sa maison, ayant gentilshommes servants et officiers, comme appartenoit à grand seigneur célèbre et relevé comme de faict il estoit* ».

Levé en septembre 1567, ce régiment, après avoir été employé pendant quelques mois dans l'armée du duc de Montpensier, passa depuis sous les ordres du duc d'Anjou.

En 1568, il assista au combat de Jazeneuil, et en 1569 figura avec honneur à Jarnac, à Moncontour, et au siège de Saint-Jean-d'Angely.

Licencié le 8 août 1570.

22. MONTSALÈS

MESTRE DE CAMP :

Jacques Balaguiier, baron de Montsalès, assista en qualité de volontaire au siège de Metz en 1552, et à la bataille de Saint-Quentin, où il fut fait prisonnier, en 1557. On le trouve qualifié l'année suivante de guidon de la compagnie du maréchal Saint-André, et en 1562 il remplissait à la bataille de Dreux, où il fut blessé, les fonctions d'enseigne. Désireux de récompenser ses services, le roi lui accordait la compagnie d'hommes d'armes du sire d'Annebaut tué dans cette même journée, et en même temps il le confirmait dans ses fonctions de gentilhomme ordinaire de la chambre.

Le 28 septembre 1567, Montsalès obtenait licence pour lever un régiment de gens de pied. Dès que ce corps fut en état de tenir la campagne, le mestre de camp le dirigeait sur Jazeneuil, où il se battait courageusement le 17 novembre 1568. Appuyé par Terride et Tilladet, il se portait ensuite au-devant de Pontcenat, « qui faisoit trembler tout le Bourbonnais », et lui infligeait une défaite complète. Rejoignant ensuite l'armée royale, Montsalès prenait part à la bataille de Jarnac, où il était tué d'un coup de pistolet, tiré, dit-on, par d'Andelot. Le régiment se débandait aussitôt.

Brantome parle de Montsalès comme d'un brave et vaillant capitaine.

23. PILES, Protestant.

MESTRE DE CAMP :

Armand de Clermont, sieur de Piles, l'un des chefs les plus estimés du parti protestant. En 1572, ayant accompagné l'amiral de Coligny à Paris, il fut tué pendant le massacre de la Saint-Barthélemy à la porte du Louvre. D'Aubigné rapporte que Piles, voyant tous ses compagnons morts, s'écria : « Est-ce la paix et la foi royale ? Venge, ô Dieu, cette perfidie. » — « Ce disant, il despoille son manteau et mourut à coups d'hallebarde ».

Ce fut au mois d'octobre 1567 que Piles, qui, dès 1563, avait pris la direction du parti protestant en Guyenne, constitua son régiment d'hommes tirés de Gascogne, du Périgord et du Quercy. A sa tête, il rejoint le prince de Condé au lendemain de la bataille de Saint-Denis, et sous ses ordres achève la campagne.

En août 1568, Piles augmente l'effectif de son régiment et le porte à vingt-trois compagnies. Assisté de Saint-Mégrin et de Montamat, il fait escorte à Jeanne d'Albret gagnant la Rochelle avec son fils, le jeune prince de Navarre. L'année suivante, il rejoint le gros de l'armée commandée par le prince de Condé et prend part à la bataille de Jarnac. Au mois d'avril suivant, il essaie de s'emparer de Bourg, en Bordelais ; mais repoussé par Monluc, il gagne le Poitou et assiste successivement au combat de La Roche-Abeille, au siège de Poitiers et à la bataille de Moncontour. Après cette affaire, il réunit ce qui reste de ses hommes et se jette dans Saint-Jean-d'Angély. Pendant 40 jours (26 octobre-10 décembre), il résiste aux efforts de l'armée royale commandée par le duc d'Anjou, et ne capitule qu'à la

dernière extrémité. Cette belle défense a fait l'objet d'un récit ayant pour titre : « *Discours au vray de ce qui s'est passé au siège de Saint-Jean d'Angely* », composé par les ministres de la ville, dédié aux héros de la défense et imprimé dans l'*Histoire de nostre temps*, 1571, page 626.

Après la reddition de cette place, Piles regagne l'armée des princes, fait de nombreuses courses dans le Roussillon et le Languedoc et enfin prend une part importante au combat d'Arnay-le-Duc (26 juin 1570).

De même que tous les autres corps protestants, le régiment de Piles fut licencié le 8 août 1570.

24. ACIER, Protestant.

MESTRE DE CAMP :

Jacques de Crussol, seigneur d'Acier, puis duc d'Uzès, pair de France, baron de Lévis, seigneur d'Acier, de Florensac, de Beaudiné, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, membre de son conseil privé, capitaine de cent hommes d'armes, chevalier des deux ordres, mort en 1587.

« Né vers 1540, il se rendit célèbre sous le nom de d'Acier, dans le parti huguenot et causa dans le Languedoc de grands ravages » (D'Hozier).

Le 27 septembre 1567, d'Acier arrivait à Nîmes avec mandat du prince de Condé de faire prendre les armes aux protestants du Languedoc, de la Provence et du Dauphiné. Aidé de la jeunesse de Nîmes, il s'emparait trois jours après de cette ville, et le 16 novembre suivant, il entra *en triomphe avec tout l'appareil d'un vainqueur* dans le fort de Saint-Pierre de Montpellier. Levant à la hâte un régiment de 14 enseignes, d'Acier faisait appel en même temps *aux vicomtes*, et groupait autour de lui toutes les forces provençales et dauphinoises. Il avait pris pour enseigne *une cornette de taffetas vert sur laquelle on voyoit une hydre dont toutes les têtes estoient diversement coiffées, en cardinaux, en évêques, en moines qu'il exterminoit sous la figure d'un hercule* (D'Hozier).

Le 1^{er} novembre 1568, il faisait sa jonction avec les princes, continuait la campagne sous leurs ordres, avec le titre de *Colonel général de l'infanterie protestante*, combattait le 13 mars à Jarnac, et était fait prisonnier à la journée de Moncontour. Antoine duc d'Uzès,

son frère aîné, auquel il devait succéder peu après, payait 10,000 écus pour sa rançon au comte de Santaflöre (P. Anselme).

Le régiment de d'Acier était licencié le 8 août 1570.

Devenu duc d'Uzès et premier pair de France, Jacques de Crussol abjurait le protestantisme et recevait mandat en 1574 de la Reine Régente pour commander dans les diocèses de Béziers, Agde, Montpellier, Nîmes et Uzès. A son tour, le roi Henri III le comblait de dons et de pensions et le créait chevalier du Saint-Esprit ; enfin, le 11 mai 1586, il le commettait pour tenir les états de Languedoc.

25. BEAUDINÉ, Protestant.

MESTRE DE CAMP :

Galiot de Crussol, sieur de Beaudiné et de la Côte Saint-André, le plus jeune des frères du sieur d'Acier, depuis duc d'Uzès. Il se distingua pendant les guerres de religion et fut tué à Paris, dans la fameuse nuit de la Saint-Barthélemy. « Son corps, ainsi que ceux de Pluviaux, de Berni et de Soubize, fut trainé et arrangé devant le Louvre, et exposé à la vue des dames. » (d'Aubigné.)

Levé en même temps que celui de d'Acier, ce régiment assista, sous son mestre de camp, aux affaires de Saint-Astier et de Mensignac (octobre 1568), au combat de La Roche Abeille (25 juin 1569), et à la bataille de Moncontour, où, avec ceux de Montbrun, Blancs, Mirabel et Virieu, il formait la tête de l'armée protestante.

En février 1570, Beaudiné, qui avait quitté La Rochelle avec son régiment, vint rejoindre à Cazouls l'armée confédérée, et avec elle prit part au siège de Lunel et à l'entreprise de Marguerittes, près Nîmes (16 avril).

Licencié le 8 août 1570.

A. COMMUNAY.

(A suivre.)

POÉSIES

LA MALICE DES CHOSES

On a beau se raidir, mépriser l'infortune,
Opposer au méchant un visage serein,
Repousser prudemment toute avance importune,
Répondre au malveillant par un profond dédain ;
Pour conjurer du sort les tendances moroses,
Il faudrait un pouvoir qu'on n'a pas ici-bas.
Et, d'ailleurs, n'est-ce pas la *Malice des choses*
Qui vient nous infliger les plus durs embarras ?
Certes, à cet égard, les preuves sont acquises.
S'il vous plaît seulement, dans votre souvenir,
De puiser quelques faits, de trier des surprises
Parmi les cas nombreux qu'il a pu retenir,
Vous direz avec moi qu'en toute circonstance
Le despotisme affreux des mille petits riens
S'acharne contre nous jusqu'à l'in vraisemblance :
Combien nous aurions là de sujets d'entretiens !

Voulez-vous préciser ? — Quand l'heure vient d'écrire,
Ne remarquez-vous pas que, le plus fréquemment,
Votre plume aussitôt se propose de rire
Et de vous ménager un agaçant tourment ?
Elle crache, se tord ; du papier qu'elle entame
Les flocons salissants maculent chaque mot.
Crispé, vous l'essuyez ; mais bientôt cette dame,
Au sournois encrier empruntant un caillot,
Résidu dégoûtant ou cadavre de mouche,
Sur votre blanc feuillet, comme illustration,
Exhibe d'un pâté la finesse de touche...

Mais donnons plus de champ à l'observation :
Faut-il vous habiller pour une affaire urgente ?
Êtes-vous, de partir, extrêmement pressé ?
C'est alors que, de tout, la malice fermente !
Qu'à vous contrecarrer tout se montre empressé !

Le crochet est rebelle et le bouton hostile ;
La boucle s'ankylose, et l'épingle, un vrai dard,
Affecte en ce moment une allure indocile :
Donc, quoi que vous fassiez, vous serez en retard !
Pleut-il ? Vous saisissez, agissant au plus vite,
Votre parapluie et jugez aussitôt,
En remarquant son galbe et sa forme insolite,
Que la dernière fois, un horrible tantôt,
Quand vous avez usé de ses vagues services,
Sans vous en avertir, bravement, il a dû
Consentir pour vous plaire à de durs sacrifices !...
Bref, vous voilà dehors, mais que de temps perdu !
Voulant en rattraper tout au moins quelque bribe,
D'une vaillante ardeur vous brûlez le chemin...
L'eau sale des ruisseaux où votre pied s'imbibe
Mouchette vos habits, et, de leur air bénin,
Des bottes sans pudeur, à l'ignoble liquide,
Par plusieurs hiatus, ouvrent un libre accès...
Avouons que, dès lors, il faut être intrépide !
Est-ce tout ? — Non, ma foi : redoutez les excès
Des esprits malfaisants agitant leur férule !
Le grain avait cessé ; mais voici que son jeu
Redevient très actif. — Trouver un véhicule ?
Il n'y faut point songer. — Pour vous garer un peu,
Vous ouvrez l'instrument privé d'une baleine...
C'est le moment choisi, le suprême tableau :
Un vent épouvantable, à vous priver d'haleine,
Se déchaîne soudain : alors votre chapeau
Suit le parapluie en folâtre escapade...
Et vous restez ainsi, noyé, sans nul secours,
Pataugeant en plein lac, sous forme de cascade !

Bien des fois, il est vrai, d'aussi nombreux concours
La guigne sans pitié n'obtient pas la ressource
Et doit se contenter de bien moindres ennuis ;
Mais ne craignez jamais d'en voir tarir la source :
Pour ses méchants assauts, elle a tous les appuis.
Que d'exemples navrants on pourrait mettre en cause !
En faut-il quelques-uns ? — Si vous êtes dehors
Et que, voulant rentrer, votre porte soit close,
Votre clef court les champs, sans le moindre remords ;
Ou, plus maligne encore en ladite aventure,
Elle refusera, d'un air indifférent,

Malgré tous vos efforts, d'entrer dans la serrure,
Surtout si l'eau du ciel se déverse en torrent !
Avez-vous tout à coup besoin de savoir l'heure ?
Votre montre est absente ou vient de s'arrêter ;
Voulez-vous éviter un char qui vous effleure ?
Dans un vaste bournier vous allez barboter.
D'une forte chaleur redoutant la querelle,
Vous croyez devoir prendre un vêtement léger :
Sitôt, le temps fraichit et le rhume s'en mêle,
Tandis que le mouchoir est allé voyager.
Prenez-vous un crayon ? Il est mis hors d'usage.
Avez-vous du couteau le plus pressant besoin ?
Il faudra vous fouiller longtemps, avec courage,
Avant de le saisir, égaré dans un coin.
Puis, pour le faire agir, c'est une grosse affaire :
La lame à vos essais répond par un refus.
Vous insistez ? Alors son humeur arbitraire
Se ravise, et vos doigts s'en ressentent bien plus !

En visite, au moment où l'auditoire admire
Un poète, un artiste, un brillant orateur,
Par vos éternuements vous vous faites maudire :
On chuchote, on se plaint du sot interrupteur.
Que faire ? Où donc s'enfuir ? Vous regardez la porte ;
Mais une folle toux cherche à vous achever,
Et les mots obligeants vous serviront d'escorte
Quand vous pourrez enfin, honteux, vous esquiver.
Une autre fois, charmé, dans un lunch tout aimable,
Vous avez du succès et, sur un mot heureux,
Vous lampez votre thé d'un arôme agréable,
Quand vous êtes saisi d'engouement désastreux !...
C'est alors un tumulte, une affreuse déroute !
Lançant de tous côtés de liquides éclats,
Vous éclaboussez tout, du plancher à la voûte !...
Peut-on imaginer de plus cruels états ?

A quoi bon insister en pareille matière ?
Le sujet, quoi qu'on fit, ne saurait s'épuiser,
Et je ne prétends pas donner libre carrière
A des ressentiments trop enclins à gloser,
Je ne trouverais rien, d'ailleurs, que l'on ne sache
Et qui ne soit venu souvent vous ennuyer :
Le clou qu'on a planté qui brusquement s'arrache,
La sueur que parfois on ne peut essuyer,

Le bruit assourdissant quand le sommeil s'impose,
L'allumette inutile au moment opportun,
Le temps mal employé dans l'énervante pose
Que vient nous infliger un fâcheux importun,
Le train qu'on désirait manqué d'une minute,
Le potage bouillant versé sur les genoux,
Le mouvement risqué d'où résulte une chute,
Le séjour en wagon, viscères en courroux,
La canne dans la main quand survient une averse,
Le plomb, dans un rôti, qui vous brise une dent,
Le soulier flambant neuf qu'une pointe traverse,
L'accroc qui, d'un seul coup, vous orne d'un trident...

Mais je dois en finir. — En dehors des névroses
Que notre siècle étrange arbore à son départ,
Dans nos fades ennuis, la *Malloë des choses*
Compte, vous le voyez, pour une large part.

Z...

LE RIRE

L'animal ne rit pas. L'homme, dans la nature,
Fut seul doté par Dieu de cette faculté
Qui traduit vaguement, en sa diversité,
De l'esprit un éclair ou du cœur un murmure.

Pour l'un, il est un art ; pour l'autre, une parure.
Parfois vif et léger, débordant de gaité ;
Souvent sec et vibrant d'une dure âpreté :
Tantôt c'est Diogène et tantôt Epicure.

Il est franc ou sournois, sardonique ou mauvais,
Caustique dans Voltaire, exquis dans Rabelais,
Incisif chez Boileau, brusque chez La Bruyère...

On ne voit pas très bien comment riait Pascal ;
Mais, du rire français, nul autre que Molière
N'a su rendre le charme et saisir l'idéal.

X.

ECHOS DE SAGESSE

Pour pouvoir, plus tard, conjurer l'orage,
Age
Qui ne vois partout que charme et douceurs
Sœurs,

Souviens-toi toujours qu'ici-bas le monde,
L'onde
Furent très pervers, et prend du trompeur
Peur.

Sache bien que tout veut une prudence
Dense,
Et qu'il faut aussi, pour vraiment savoir,
Voir.

Chasse loin de toi le rêve impossible,
Cible
Des naïfs, des sots et des écrivains
Vains.

De la foi, l'excès plus que la faiblesse
Blesse,
Et le mauvais cœur à tout sentiment
Ment.

Puis, comme jamais rien ne s'improvise,
Vise
La douce amitié, dont l'inepte esprit
Rit ;

Car tout ce qui brille et qui la surpasse
Passe,
Et même l'amour, quand l'aube s'enfuit,
Fuit !

X.

ÉTAPES ARCHÉOLOGIQUES

EN ITALIE

VENISE (SUITE)

Il est heureux que les musées ne soient pas toujours ouverts, autrement je n'en sortirais peut-être pas et l'étude de ce qu'ils contiennent me ferait tout à fait oublier la première des règles pour quiconque s'adonne à ces études, celle de placer chaque objet dans son cadre naturel. C'est assez étudier les bibelots vénitiens ; tâchons de voir et de comprendre Venise elle-même.

Du péristyle du Fondaco de Turchi, je regarde l'eau clapoter contre les marches de l'escalier, et la bizarrerie d'un perron aboutissant à un canal me suggère l'envie de naviguer un peu dans Venise, après avoir longuement cheminé dans ses rues dallées. Je hèle donc un barcarol et lui expose mon programme, qui se compose uniquement d'une promenade ne menant à aucun point précis, évitant les curiosités et les itinéraires recommandés par les guides imprimés, n'ayant d'autre but que de me montrer tous les quartiers où les touristes se gardent bien de passer. Le barcarol me croit fou, ou juge qu'il a affaire à un anglais maniaque ; mais il semble m'avoir compris, car, pendant deux bonnes heures, sa gondole m'emporte doucement à travers une infinité de canaux, sur lesquels se penchent des maisons mornes comme des prisons et des palais moussus dont le salpêtre ronge les sculptures, sans que j'aie reconnu quelqu'un de ces points de vue classiques dont Canaletto, Marieschi, Guardi, Belloto, et, après eux, Bonington, Roberts, Joyant et Zien m'ont gravé dans la mémoire l'inoubliable décor.

On ne saurait trop recommander ce genre de flânerie, praticable seulement à Venise, à ceux qui désirent emporter une idée complète

de l'incomparable cité. Tous les voyageurs, plus ou moins, se sont volontairement égarés dans le confus réseau de rues étranges comme leurs noms : Salisadas, Listas, Sotoportici, Fundamenta, qui circulent et se tordent sur la terre relativement ferme des flots, et sont revenus enchantés des découvertes pittoresques qu'ils ont faites ainsi. Que ne doit-on donc pas attendre d'expéditions pareilles dans les canaux qui sont les rues véritables de la capitale des mers, les seules même que beaucoup s'attendent à y trouver ? Il tombe sous les sens qu'on doit flâner et s'égarer à plaisir, ici, dans les rues aquatiques plutôt que dans les rues dallées, passer sous les ponts plutôt que dessus, ou tout au moins faire une part égale aux deux exercices, comme ils l'ont dans la vie des Vénitiens, comme l'indique assez l'existence de deux portes à la plupart des maisons, l'une s'ouvrant sur la rue, l'autre baignant son seuil dans le canal.

Même l'idéal serait de diriger soi-même son esquif, comme certains anglais, vieux joueurs des régates solennelles d'Oxford et de Cambridge ; mais, outre que cet exercice serait peu favorable pour l'observation, il ne conviendrait guère à un honnête archéologue, moins rompu aux exercices gymnastiques si en vogue aujourd'hui qu'aux paisibles travaux de cabinet.

Pour un promeneur de cette sorte, la gondole, dirigée par un barcarol intelligent, est le plus merveilleux des véhicules. Nul ne convient aussi bien à la légère paresse physique dont il est plus ou moins atteint. C'est comme un excellent lit de repos s'en allant, avec un léger bercement de hamac, aussi vite et aussi lentement qu'on peut le désirer. Pour Théophile Gautier, Venise est un madrépore dont la gondole est le mollusque. Eh bien ! j'en suis fâché, mais le grand poète s'est trompé : aucune comparaison ne pouvait être plus fausse. Le mollusque — c'est le zoophyte qu'il aurait fallu dire — le mollusque, véritable fleur de chair, épanouit ses pétales vivantes sur les rameaux lithophytes du polypier ; mais il n'y circule pas. La comparaison eût été à la fois plus juste et plus colorée, si le sultan des métaphores, comme on a surnommé Gautier, eût dépeint un de ces poissons au rostre étrange, tels qu'il en existe dans les grands fonds sous-marins, se jouant dans les méandres d'une rose forêt de corail. Pour moi, quand je vois les gondoles nager capricieusement, le soir, entre les hautes maisons des canaux étroits sur lesquels les rayons du couchant frisent obliquement et s'éparpillent en poussière d'or pourpré, je songe à de folâtres dauphins s'ébattant entre des récifs. Non pas des récifs vulgaires, comme on en trouve sur les côtes de

France, mais de ceux que les artistes japonais dressent si pittoresquement sur leurs mers fantastiques, et qui semblent moins façonnés par les forces plutioniennes que par le souffle impétueux des typhons.

Pendant qu'un train de chemin de fer, roulant à grand bruit sur le viaduc des lagunes, faisait surgir devant nos yeux étonnés la noire silhouette de Venise, je songeais aux fantastiques cités pélasgiennes, ports d'attache des vaisseaux fantômes, dont il est parlé dans les contes des pêcheurs. J'y reviens malgré moi, et la course de ce soir me grave encore plus profondément cette image. Elle seule, pour moi, rend bien l'incomparable originalité de cette ville étrange, joyau unique, dont les plus merveilleux écrivains, Taine et Gautier eux-mêmes, n'ont pu donner qu'une image incomplète et décolorée, eux dont la plume, pourtant, manie toutes les magies du clair-obscur et de la couleur mieux que ne pourraient le faire les plus coloristes d'entre les peintres.

Du Canareggio, dont l'entrée si largement ouverte entre des architectures coquettes jure avec un nom cher aux dramaturges de l'école de Bouchardy, nous nous engageons, après quelques détours, dans un canal étroit au point que deux gondoles s'y pourraient à peine croiser, et tellement encaissé qu'il y fait déjà presque nuit. L'eau en est noire comme celle d'un affluent de l'Averne. Des deux côtés s'élèvent de grands murs bruns, visqueux, aux pierres écaillées, et rongées, plus mornes que ceux d'un couvent cloîtré. Quelques rares fenêtres étroites y creusent leur profondeur sombre derrière des barreaux de fer hérissés de pointes menaçantes comme celles d'une corsesque. Tout cela semble désert, inhabité, délaissé par tous les habitants. De loin en loin, des passages pleins d'eau, pareils à des entrées de grottes sous-marines, s'entr'ouvrent, bas, suintants, pleins de ténèbres épaisses qui inquiètent le regard. D'abord je me figurais naviguer dans les couloirs d'une prison inondée ; mais ces couloirs aquatiques, béants de toutes parts, me font songer à quelque'un de ces fiords désolés de la Norvège, où le soleil ne descend jamais et que hantent tous les monstres des mythologies boréales. Dans ces cavités inquiétantes, on s'attend à voir surgir des fantômes hideux. Sous cette arcade surbaissée, à l'entrée de laquelle des poux de mer pendent à des algues décolorées, la sirène peigne peut-être les goémons de sa chevelure avec un démêloir d'or, ses deux queues glauques et squammeuses repliées sur des cadavres à demi rongés,

Peut-être la Walkirie y pleure-t-elle le trépas des rois des mers, dont les orques au sein des flots se disputent les corps blancs criblés de blessures roses. Peut-être la pieuvre de Giliat y est-elle aux aguets, déroulant ses tentacules énormes hérissées de suçoirs visqueux; en tout cas, de petits crabes hideux grouillent sur les moindres anfractuosités des murs, au ras de la ligne des flots, comme des couvées d'araignées géantes...

Mais, de ce canal sinistre et obscur, nous débouchons subitement dans une rue d'eau où la lumière se joue à souhait, où l'on entend des rires d'enfants et des chansons de jeunes filles s'envoler de petites terrasses verdoyantes. La vie s'y épanouit de mille manières, en jeux de lumière, en rumeurs de famille, en bruits de métiers. L'œil perçoit au passage, ici un atelier de serrurier où se façonnent à grand coups de marteaux ces délicates lanternes dont l'armature de fer semble un travail d'orfèvrerie; là une officine de boulanger où l'on entrevoit de robustes corps demi-nus, peinant dans des reflets de fournaise; plus loin, l'intérieur bruyant d'une *tratoria*, à la fenêtre de laquelle un campagnard du Frioul, expédiant son sobre souper, nous hèle au passage et lève son verre à notre santé; un peu partout, de pittoresques cours dallées, le putéal au milieu, un escalier au fond, des arcades tout autour, avec des jeunes femmes qui travaillent à l'aiguille auprès de lauriers roses, sous d'épaisses tonnelles d'où pendent des raisins énormes. C'est un véritable charme que la vue de ces belles cours intérieures; et je les guette au passage, avide de la saine poésie familiale qui s'en dégage, car c'est un baume exquis pour le voyageur isolé, trop souvent tenté de redire l'antienne désolée de Lamenais : « L'exilé est toujours seul!... »

Quelques coups de rame me conduisent devant une autre petite place tout ensoleillée des rayons du couchant; place à laquelle je ne saurais donner de nom, mais qui est certainement le bout du monde à Venise. Une petite coupole s'élève au-dessus d'échoppes misérables et de pauvres demeures où s'échafaudent délicieusement des escaliers aux marches disjointes, des terrasses superposées, avec des chapiteaux superbes et des cheminées coiffées bizarrement de larges entonnoirs évasés comme le haut bonnet d'un arménien de Constantinople. Le long des escaliers et des piliers grimpent des treilles aux feuilles délicatement découpées; sur les terrasses, des courges et des coloquintes suspendent leur fruit bizarres et plantureux, des pots de fleurs et de résédas sont posés sur les perrons moussus. Toute cette verdure familière fait plaisir à rencontrer, après tant de tableaux,

de bijoux, de marbres et de sculptures. Cette humble poésie fait un aimable contraste aux spectacles tantôt admirables, tantôt dramatiques de ces derniers jours, comme une idylle après un drame, comme une églogue de Théocrite après un chant d'Homère, comme un Paul Potter après un Michel-Ange.

Les eaux-fortes de Canaletto nous ont montré des cités analogues que, bonnement, nous prenions pour de simples fantaisies, pour des réminiscences de Rome, de Padoue, du Frioul, artificiellement placées dans un milieu vénitien. Je ne veux pas dire que l'admirable artiste ait simplement copié un coin des quartiers pauvres de sa ville natale, avec le même soin, la même précision que le Grand-Canal, les Piazzetta et la Salute, mais il s'en est tellement inspiré que l'on croit plus d'une fois reconnaître les modèles de ces vues idéales. S'il inventait, c'était généralement dans le vrai ; grand secret du talent et du succès dont de plus célèbres que lui n'ont pas eu l'air de se douter.

Le barcarol m'affirme que jamais les touristes ne passent ici, et c'est fort possible. Que viendraient y faire ceux qui ne font pas un pas en dehors d'un itinéraire arrêté d'avance, ceux qui ne savent rien voir sans un guide, la plus détestable engeance qui soit, ceux qui veulent concilier le désir de voir tous les objets célèbres avec les séjours restreints auxquels condamnent les billets circulaires ? C'est bon pour les peintres, les poètes et les archéologues, pour les archéologues plus encore que pour les autres, car ces quartiers dédaignés d'où il semble que la vie se soit retirée leur en apprennent beaucoup plus sur ce qui les intéresse que les monuments renommés et les points de vue célèbres.

Derrière la Venise connue, celle dont les édifices sont disposés comme le plus féerique décor d'opéra ; derrière ces éblouissants canaux où le flot balance votre gondole entre les plus luxueuses architectures du monde, il y a une Venise qui semble se cacher, honteuse d'être vue, et qui n'en est que plus passionnante. C'est le revers de la médaille, c'est vrai ; mais un revers combien beau et touchant dans son misérable abandon, sous les souillures qui le cachent et le vert de gris qui le ronge !

Les monuments bien entretenus sont superbes ; on doit, par tous les moyens possibles, assurer leur conservation, les préserver du temps rongeur et de l'homme destructeur. Mais, précisément à cause de ces soins, on sent en eux quelque chose d'artificiel, d'emprunté, de peu sincère. Des pierres si souvent remplacées ont peu conservé

la trace de ceux pour qui les premières d'entre elles furent taillées. Si exactement que le restaurateur ait opéré, elles ont gardé bien peu de chose de la vie qui circula jadis au sein des murs qu'elles décorent ; elles n'ont pas vu méditer les ancêtres et rêver les jeunes filles ; elles n'ont pas entendu la douce cadence des berceaux ; elles n'ont pas, empreinte sur elles, cette usure à peine sensible que produit une robe qui passe, un bras qui s'accoude, une main qui caresse ou qui s'appuie.

Si les logis ont une âme, c'est dans les ruines seulement qu'on peut la sentir, entre les lambris défraîchis, sous les plafonds crevasés, devant les pierres où se lisent clairement les insultes du temps, et non dans les palais convertis en hôtelleries, en manufactures ou en bureaux administratifs, comme le sont, hélas ! aujourd'hui la plupart des palais du Grand-Canal.

Dans ma course de ce soir, j'en ai vu deux ou trois, dont j'ignore les anciens propriétaires, dont je serais même incapable de dire la situation exacte, mais qui m'ont plus intéressé et frappé que le beau palais Corner della cà Grande, qui est la préfecture où j'ai passé ma première soirée ici, que les palais Farsetti et Loredan où, parmi les services du *municipio*, je suis allé, tantôt, remercier le syndic de Venise, le sympathique comte de Trepolo, du cordial accueil qu'il a fait aux touristes quercynois. Leur façade est pourtant magnifique, presque intacte ; mais ce n'est plus qu'une façade sans liaison rationnelle avec les services administratifs qui se groupent derrière.

Perdus dans des quartiers éloignés, ceux devant lesquels mon barcarol me conduit sont presque des ruines. L'un d'eux, le plus intéressant peut-être, n'a pas un quart de sa toiture et a, depuis longtemps, vu disparaître la dernière de ses portes, utilisées sans nul doute pour cuire la polenta des familles misérables qui vivent par là. Mais ses dispositions intérieures n'ont pas été modifiées ; mais aucune adaptation postérieure n'est venue le défigurer, de sorte que, en refaisant par la pensée tout ce qui lui manque et dont il y a les amorces, les témoins partout — misérables vestiges d'un luxe sauvagement détruit, — on peut se sentir un instant en contact avec les patriciens inconnus qui y abritèrent jadis leurs profonds calculs, leurs gloires et sans doute aussi leurs succès et leurs revers.

C'est une des impressions les plus fortes que j'aie éprouvées à Venise, et en mesurant son intensité, je me prenais à dédaigner ces ravissants paravents architecturaux qui sont les palais du Grand-Canal, et ces herbiers poudreux qui sont, en définitive, les musées.

Je n'aurais certainement pas eu la pareille si un architecte habile, gagé par un millionnaire, avait entrepris la réparation bien facile de cette masure délabrée, relevé la colonnade de cette cour, rendu enfin leur parure et leurs meubles d'autrefois à toutes ces salles dont les murs se lèzardent et dont les planchers vont s'effondrer. Cela me rappelle le château de Pierrefond. Sa restauration est un véritable chef-d'œuvre qui fait le plus grand honneur à la science, au talent et au goût de Viollet-le-Duc. L'habile architecte y a fait des prodiges; son évocation du passé est saisissante, complète, absolue; et pourtant qui ne préférerait errer dans la majestueuse ruine que les harpes éoliennes placées dans les arbres emplissaient de leur chant mélancolique, plutôt que dans cette somptueuse restauration, où le génie de Viollet-le-Duc est tout, et où le souvenir des hommes de jadis n'est rien.

La science ne peut pas conserver aux choses la vie, l'âme, ces riens indéfinissables qui sont les sources de l'émotion et de la poésie. Certes, je ne prétends pas l'attaquer : elle fait son devoir et je lui en suis reconnaissant; mais il est bien permis de constater qu'elle a la main trop lourde pour saisir ces légers papillons; ils lui échappent, ou bien elle les écrase impitoyablement, sans qu'il reste au bout de ses doigts grossiers un peu de cette poussière chatoyante qui revêt leurs ailes diaprées.

Assis sur un grand chapiteau de marbre dont les frêles volutes sont mutilées, je m'efforce de grouper dans ce milieu désolé tout ce que j'ai appris jadis sur la vie des Vénitiens d'avant la décadence, vrais rois des mers, plus grands que ceux de la Scandinavie, car ils comptent parmi les agents les plus actifs de la civilisation moderne.

L'histoire, qui rapporte avec tant de détails leurs exploits commerciaux et guerriers, diplomatiques et industriels — les uns valaient les autres, — nous apprend fort peu de choses de ce qu'ils furent dans leur intérieur. Provisoirement, il faut presque tout deviner de leur caractère, de leurs mœurs, de leur vie privée, car on n'a publié, jusqu'ici, aucun de leurs papiers de famille, de leurs lettres particulières, de leurs livres de raison; la diplomatie et l'histoire politique ont absorbé toute l'attention aux dépens de ces mille riens qu'on est encore à dédaigner ici, pendant qu'ils font la joie des érudits du monde entier. Pourtant, même en se contentant du peu que l'on possède, cette enquête n'est pas impossible à faire, au moins dans ses grandes lignes, car l'homme naturel se manifeste

beaucoup plus qu'il ne le croit lui-même, si raffiné politique, si fourbement machiavélique qu'il soit, dans ses paroles et ses actes publics. Il peut déguiser sa pensée, il ne donne pas le change sur son être. En vain Daru, Yriarte et les autres nous parlent de l'impénétrabilité de ces cœurs de fer ; il suffit de se rappeler la créance de la vie sur François Foscari, inscrite dans le livre de commerce de Lorédan, l'insulte à la jeune femme de Marino Faliéro jetant le vieux doge, le vieux guerrier dans l'impasse des conjurations ; Zaccharia Barbaro mourant de douleur en apprenant la disgrâce de son fils Hermolaü ; il suffit, dis-je, de se rappeler ces faits et quelques autres que la sécheresse des historiens a négligé d'élaguer, pour savoir que le cœur qui battait sous ces poitrines de bronze était de la même nature que celui des autres Italiens, même peut-être plus vulnérable et moins dépravé que ceux de leurs rivaux en astuce et en perfidie, de Ferrare, de Rome, de Florence ou de Milan. Entre les dalles disjointes du cortile dévasté où je m'efforce d'évoquer les grandes ombres des vieux patriciens ont germé les graines d'une plante grimpante dont j'aperçois çà et là les souches mortes enroulées autour des colonnes restées debout. De nouvelles pousses se pressent au pied du vieux tronc desséché, accrochant leurs vrilles aux moindres anfractuosités des murs, ardentes à s'emparer de ces ruines, pour jeter leur opulent manteau sur leur triste nudité.

Plus heureuse que l'homme, la plante ligneuse jouit d'une faculté de renouvellement équivalant presque à l'immortalité ; toujours des surgeons nouveaux sortent de ses flancs, remplaçant ses racines épuisées par d'autres racines avides des sucres nourriciers que lui prodigue la terre. Si elle se multiplie par ses graines, si elle confie aux caprices du vent les germes qui doivent propager au loin sa race, elle puise toujours dans sa sève, dans l'étrange énergie de sa vitalité confuse des forces nouvelles pour fuir son tronc caduc et élever auprès des pousses nouvelles. Elle se renouvelle sans cesse, tout en restant toujours elle-même.

Quelle main a planté celle dont j'admire les rameaux doucement balancés par la brise du soir ? Le palais est de la fin du x^v^e siècle ; il a été probablement habité durant tout le xvi^e, mais guère plus tard. Son abandon date bien de cette époque, puisque le xviii^e siècle, qui gâtait tout pour le réduire à sa coquette petite taille, n'y a laissé la marque d'aucune chicorée ni de la plus humble des rocaïlles. Cette plante, dont je m'en veux de ne pas savoir le nom, date donc de deux siècles au moins ; elle a vu la décadence de la République ; elle a

va le fier lion de Saint-Marc se coucher piteusement devant la botte de Bonaparte, depuis que son premier bourgeon a dressé sa frêle petite tête au pied des colonnes dont elle devait plus tard enlacer le tronc de ses longs bras sarmenteux. De joyeux décamérons se sont abrités sous son ombre ; elle a laissé tomber ses feuilles mortes sur de vieux sénateurs rassasiés d'ans et d'honneur ; elle a livré ses grapes de fleurs blanches et roses aux jeunes filles pour parer leur sein et leurs cheveux.

C'est sans doute quelque blonde enfant qui l'a plantée, peut-être la jeune épouse de quelque capitaine parti pour de lointaines expéditions ou pour une longue ambassade, et qui s'efforçait de deviner son sort — innocente superstition aussi vieille que le monde — d'après l'état du frêle arbrisseau.

Cela me fait songer aux filles, aux amantes, aux compagnes et aux mères de ces grands Vénitiens qui, à Lépante, en Morée et dans le Péloponèse, surent montrer qu'ils n'étaient pas moins taillés pour les rôles épiques que pour les sourdes menées de la diplomatie.

Que sait-on d'elles ? Moins que rien, répondent les hommes qui connaissent le mieux Venise. On ne sait rien sur elles, disent-ils, jusqu'au moment où le président de Brosses, sans parler de l'infâme Casanova, nous ouvrent toutes grandes les alcôves où s'offrent à peu près à tout venant les contésinas de Longhi. S'il s'agit de rechercher leur rôle avant le xviii^e siècle, leur vie publique et privée, la mesure dans laquelle elles se sont associées à l'existence de leurs époux, on se trouve en présence d'une absence de documents qui n'a guère d'exemple ailleurs.

Cela est exagéré et eût pour sûr fait sourire le brave Daru lui-même. Si on lui eût dit tout cela, bien qu'il ne descendit guère aux petits côtés de l'histoire qui nous passionnent si fort aujourd'hui, il eût immédiatement nommé un certain nombre de patriciens et même des doges tracassés, soupçonnés presque pour être trop ouvertement les dévoués serviteurs de leurs épouses. Avec M. de Mas Latrie, il ne serait pas loin d'affirmer que peu de femmes ont aussi brillamment abordé la politique que Catherine Cornaro, la belle reine de Chypre, qui fut, à tous les points de vue, une des femmes les plus remarquables de son temps. D'autres historiens soutiendraient, avec de grandes apparences de raison, que Bianca Capello n'était pas aussi méprisante qu'il est de mode de l'affirmer aujourd'hui, et que, pour devenir grande duchesse de Toscane, il lui avait fallu quelque

chose de plus que ce que possèdent les courtisanes, et que, en tout cas, ses aventures romanesques ouvrent un jour bien curieux sur l'histoire des patriciennes ses compagnes.

Si des modernes nous passions aux anciens, leurs réponses seraient bien plus catégoriques, bien plus explicites encore : nous y sentirions vibrer le cœur d'époux, de fils et de frère, n'ayant rien de commun avec les espèces de turcs que l'on veut voir en eux.

Il est des lettres de Bembo qui, sur ce sujet, sont des chefs-d'œuvre sortis des fibres les plus profondes de l'être. Dans une, il parle de la mort de sa mère et l'on sent que la douleur a fait tressaillir sa plume cicéronienne quand il nomme cette mère si bonne et qu'il aimait tant. A son deuil profond se joint la pitié pour le deuil de son père, privé, après quarante-huit années d'une union sans nuages — *cum qua duodequingenta annos sine ulla querela concordissime vixisses*, — de la compagne d'élite — *prudentissima* — qui avait toujours été son conseil et son appui. Dans une autre lettre non moins admirable, l'illustre cardinal trace un tableau bien différent du ménage de sa sœur, femme en tout digne de leur mère, mariée à un libertin qui, non content de vivre publiquement avec des courtisanes, la maltraitait horriblement, sans se laisser attendrir par la patience, la douceur et les nobles paroles par lesquelles elle s'efforçait, avec une constance admirable, de le ramener vers elle et de l'arracher à son ignominie.

Antonia Bembo n'était pas la seule Vénitienne mal mariée : dans tous les temps et dans tous les pays, les mauvais ménages n'ont été que trop nombreux, et Venise ne pouvait pas faire exception à la règle. La fille de l'Arétin, malgré sa candeur, sa timidité, sa vertu, avait été trop prématurément unie à un bandit de la même espèce qui la trompait, la battait, lui vendait ses parures et ses bijoux, la contrariait dans tous ses goûts et dans ses droits, jusqu'au point de lui enlever l'administration du ménage et les clefs du logis, ces clefs symboliques, emblèmes du pouvoir domestique que les Vénitiennes, comme toutes les femmes de la Chrétienté, ont toujours portées à leur ceinture, avec le nécessaire à ouvrage, depuis l'ère carolingienne, jusqu'à la fin du xvii^e siècle, c'est-à-dire jusqu'au moment où les salons et la société leur ont fait abandonner les soins du ménage.

Il y a toujours eu des époux indignes, Venise n'en avait pas le monopole ; mais il faut, du moins, reconnaître que, dans le récit de

leurs désordres, il y a fort à apprendre sur le sort de la Vénitienne au xvi^e siècle.

En regard de ces ménages malheureux, il y en avait beaucoup d'autres où résidait le bonheur fondé sur l'amour conjugal et les joies de la famille. Les testaments sont particulièrement intéressants par ce qu'ils nous révèlent sur le respect et l'amour de la femme.

Le peintre Jacobello del Fiore dicta ses dernières volontés le 2 octobre 1439. N'ayant pas eu d'enfants de sa femme Lucie, il avait adopté un jeune homme nommé Hercule. Il leur lègue en commun tous ses biens et la *totalité de ses livres de quelque nature qu'ils soient*, recommandant au second de tenir et considérer Lucie comme sa mère, de l'honorer, de lui obéir et d'être toujours soumis à sa volonté ; s'il agissait autrement, s'il se conduisait mal et ne persévérerait pas dans la vertu, il serait privé de la succession.

Dans un grand nombre de documents du même genre, la femme est toujours la légataire universelle et l'exécutrice testamentaire. Le testament du Tintoret en ordonne ainsi pour sa « bien-aimée femme Faustine Episcopi. » Il l'institue, en outre, seule tutrice de ses enfants durant toute sa vie. Il veut qu'elle ait aussi la faculté de prélever sur les biens restants de la succession les sommes qui lui paraîtront nécessaires pour doter ses filles Laure et Octavie ou pour les faire entrer en religion, aussi bien de son vivant que par disposition testamentaire. Ceux de ses fils ou de ses filles qui s'écarteront de l'obéissance due à leur mère seront et demeureront privés de tous droits à l'héritage.

Jamais épouse française n'a été nantie de pouvoirs aussi pleinement discrétionnaires que celle du grand artiste. Il veut que sa Faustine puisse assigner par testament à chacun de leurs enfants, fils ou filles, la part qui lui semblera convenable, car il connaît toute sa sagesse et tout son mérite. Tant qu'elle vivra, aucun des enfants ne pourra, sous quelque motif que ce soit, demander ni attribution, ni partage, ni portion séparée des biens paternels ; mais elle sera libre de faire à ce sujet ce qui lui paraîtra bon, tant de son vivant que dans son testament. Il veut même, ce qui prouve que les femmes n'étaient pas impropres, à Venise, à exercer des emplois civils, que lorsque viendra le moment d'entrer en jouissance de la place de courtier à l'Entrepôt des Allemands, concédé à Robusti par l'illustrissime Seigneurie, Faustine y puisse faire nommer un de ses fils ou de ses neveux, *une de ses filles ou de ses nièces*, à sa volonté. Questionné à la fin de l'acte par le notaire sur ses intentions à l'égard

des hôpitaux, des pauvres honteux et des établissements pieux, Giacomo Robusti répond qu'il laisse à son épouse le soin de s'en occuper.

Certes ce n'était pas des créatures indolentes et passives, esclaves de harems chrétiens, sortes de brutes charmantes n'ayant que l'amour physique à offrir à l'homme, ainsi qu'on les a dépeintes, que les femmes auxquelles leurs époux déléguaient de pareils pouvoirs. Et ce n'était pas une exception : aucune loi n'a jamais autorisé une exception, surtout quand elle émancipait trop la femme. D'ailleurs, des filles et des sœurs étaient l'objet d'une confiance aussi complète. Le miniaturiste Bordono (1529) lègue à son fils Fabrice un habillement pris dans sa garde robe, à son autre fils Jules ses livres de philosophie et d'astronomie ; puis, après avoir indiqué d'autres menus legs, il désigne pour son unique exécutrice testamentaire Camille, sa fille bien-aimée, à laquelle il lègue tout le reste de ses biens, « en masse et en détail, meubles et immeubles, présents et futurs, caducs, incertains, non désignés et revenant ou devant revenir d'une manière générale à la succession. » Et cela, dit-il, parce qu'elle m'a toujours aidé dans les différentes infortunes, détresses et maladies que j'ai eu à supporter, comme une véritable et excellente fille, entièrement soumise à mes volontés... »

Le fils du Tintoret, Dominique Robusti, en agit à peu près de même envers sa sœur Octavie, à laquelle il lègue l'ensemble des œuvres de son père, sauf quelques esquisses, et il est même à remarquer qu'en lui substituant successivement ses frères et ses sœurs, celles-ci ont manifestement la préférence, et qu'il les désigne plutôt que les frères.

Le rôle de la mère de famille était prépondérant, comme il est naturel, dans une ville maritime où les pères et les époux étaient contraints de s'absenter souvent pour des expéditions dangereuses, pour de ces voyages dont il y a tant de chances de ne pas revenir. Qui veillerait sur les biens de tous, qui élèverait les enfants, si ce n'était la mère, la douce conservatrice du foyer ? C'est une nécessité inéluctable, et, que nous ayons plus ou moins de renseignements sur la manière dont les Vénitiennes ont accompli ce devoir, nous sommes certains qu'elles l'ont accompli jusqu'au bout ; leur paisible action d'éducatrice s'est accompli assez obscurément, semble-t-il, mais avec tant de succès que leurs fils ont pu fonder cette grandeur de Venise qui nous enthousiasme et nous surprend encore, malgré tout ce que l'on a fait pour nous l'expliquer. Et la preuve de cette action, c'est que, dès la fin du ^{xvii}^e siècle, alors que la femme aban-

donne son intérieur et n'est plus l'éducatrice dévouée de ses fils, le niveau de ceux-ci s'abaisse jusqu'à la fange qu'ont constatée tous les historiens et tous les voyageurs, fange où la noble cité s'abîma enfin quand elle entendit, pardessus les lagunes, les sommations impérieuses du jeune vainqueur de Rivoli.

C'est précisément à la même époque, au commencement de la décadence des mœurs, que la Vénitienne cesse de figurer sur le tombeau de son époux. Depuis le moyen âge, cette pieuse coutume était assez suivie; ceux que l'amour avait unis et dont les vies s'étaient comme confondues en une seule, voulaient s'étendre pour leur dernier sommeil dans le même lit funéraire, et leurs deux statues agenouillées sur le mausolée témoignaient éloquemment que l'amour est plus fort que la mort.

A San-Giuseppo, le doge Grimani repose à côté de sa femme, dans le tombeau que leur a taillé le Scamozzi. A San-Salvatore sont les statues funéraires d'Andrea Dolfin et de Benedetta Pisani.

Aux Frari reposent Generosa Orsini et Maffeo Zen.

J'en pourrais citer bien d'autres, sans compter les peintures et les bas-reliefs où deux époux patriciens sont représentés côte à côte aux genoux de la Vierge et des saints, tels Francesco Dandolo et sa femme, sur une bien vieille toile de la Salute; tels encore Giacomo et Eugenia Zen, à San-Stéfano.

Dans le monde mahométan, dont on est trop tenté de rapprocher le monde vénitien d'après quelques rapports tout à fait extérieurs, l'institution de la polygamie empêche cette fusion de deux existences, s'affirmant même dans le cercueil; d'ailleurs, la femme est jugée à peine digne d'avoir une pierre sur sa tombe, tandis qu'à Venise on n'a que l'embarras du choix pour rappeler des sépultures précieuses élevées à des femmes, telles celles d'Agnese et d'Orsala Venier, de Loredana Marcello et d'Elisabetta Valier, à San-Zanipolo; de Benedetta Pisani, à San-Salvatore, etc.

Mais, demandera-t-on, n'étaient-elles qu'épouses et mères? ne sortaient-elles jamais de ce rôle noble mais bien obscur, bien terre à terre? Ce serait une exagération de le croire. Quoique, en dehors du carnaval, les mœurs vénitiennes n'admissent pas les habitudes mondaines qui avaient pris naissance autour des cours d'Europe, elles savaient assez s'employer pour que la trace de leurs œuvres et de leurs fondations subsistent encore.

▲ San-Francesco de la Vigua, la chapelle des Giustiniani, qui passe

pour la plus riche de Venise en sculptures de la Renaissance, fut exécutée par les Lombardi pour Agnese Badoer, veuve de Jérôme Giustiniani.

Hélène Foscari et Marina Donato firent don à l'église de Santa-Maria Formosa d'une peinture de Vivarini.

Morosina Morosini Grimani et la dogaresse Dandolo Malipierro protégèrent les dentelières de Burano et donnèrent à cette gracieuse industrie toute son activité et tout son éclat. J'allais oublier la reine Cornaro, qui avait fait de son palais d'Assolo l'asile des lettres et des arts, selon l'expression de M. Müntz.

M. Charles Yriarte ne leur connaît d'autres distractions que la toilette, les bijoux, les fleurs, les étoffes, les artifices de la parure, la musique et la danse. Nous pouvons affirmer qu'elles lisaient, puisque tout au moins l'Arétin écrivait des livres de dévotion à leur intention, qu'il leur faisait payer très cher. Nous pouvons même prouver que plusieurs, comme Catarina Cornaro, écrivaient fort correctement, et que certaines, poussant plus loin, étaient des sortes de bas-bleus. Dans son voyage en Italie, Montaigne note qu'étant à Venise, un lundi après souper, Veronica Franca, « janti fame venetiane envoïa » vers lui pour lui présenter un petit livre de lettres qu'elle avait composé. Vers le milieu du xv^e siècle, Carrandra Fedeli, après avoir fait de brillantes études à l'Université de Padoue, soutient des thèses publiques, prend souvent la parole dans les cérémonies au nom de l'Université, et s'acquiert un tel renom par ses talents en éloquence, en poésie et en musique que le pape, le roi d'Espagne et le roi de France se la disputent et lui font les propositions les plus honorables pour l'attirer à leur cour.

Un peu plus tard, une autre vénitienne, Lucrezia Marinelli, après avoir écrit un ouvrage mystique, *La Colomba sacra* et les vies de la sainte Vierge et de saint François, publia en 1601, sous le titre de *l'Eccellenza delle Donne, con Diffeti e Mancamenti degli Huomini*, une fort ingénieuse apologie de la femme, qu'elle tient non seulement pour égale, mais même pour supérieure à l'homme, ce que ne pouvait s'empêcher de blâmer, tout en la couvrant d'éloges, la docte mademoiselle Schurman. Cette apologie n'était pas chose absolument nouvelle à Venise, puisque ce sont les presses renommées de Gioioto qui, en 1548, mirent au jour le recueil des *Lettres di molte valorose donne*, dans lequel Hortensius Lando s'efforce de prouver que les femmes ne sont inférieures aux hommes ni en éloquence, ni

en raison. N'oublions pas que c'est à Ferrare, en 1497, que Bergomensis publia son livre *De claris mulieribus*, où se trouve précisément le portrait de Cassandra Fedeli, fort parée, un livre ouvert sur un pupitre devant elle. A Venise même avait paru un incunable précieux d'une portée analogue, la *Gloria mulierum* de Nicolas Jenson, etc.,

Plusieurs Vénitiennes cultivèrent les arts, et l'une d'elles eut assez de talent pour prendre rang parmi les femmes peintres les plus célèbres : on a deviné la Tintoretta, la douce et charmante fille du fougueux Tintoret, qui, sous sa rudesse et sa violente ardeur, abritait le cœur le plus aimant, le plus tendrement ouvert aux douces affections de la famille qu'un grand peintre ait jamais possédé.

Admirable artiste elle même, Marietta Robusti fut un modèle d'amante, d'épouse et de fille; nous nous plaisons à voir en elle le type de ces matrones vénitiennes que tant d'œuvres d'art, depuis les plus anciennes mosaïques de Saint-Marc jusqu'aux tableaux de Véronèse, nous montrent presque toujours avec leurs enfants, soit dans l'invention des reliques du patron de la cité, soit dans la légende de Saint-Marc, soit dans la scène des pèlerins d'Emmaüs.

Il existe beaucoup de portraits de femme du xvi^e siècle, mais, dans le nombre, on en compte bien peu où le modèle ait voulu poser en mère véritable, avec ses enfants auprès d'elle. Eh bien! j'ai noté, hier, au musée de Padoue, celui d'une très belle matrone exactement costumée comme la Vénitienne des albums de Giacomo Franco, chevelure massée en deux cornes au-dessus du front, sein à peu près nu, large colerette remontant par derrière jusqu'aux oreilles, taille démesurément longue, vêtement plus étrange que beau, complété régulièrement par deux massifs patins pareils à des pieds de bœufs, élevant la chaussure d'une trentaine de centimètres. Or, cette gentildonne ainsi accoutrée presse ses deux enfants contre son giron avec une tendresse qui se manifeste nettement malgré l'insuffisance notoire de l'artiste et malgré la raideur inhérente à un costume aussi singulier. Certes, la peinture n'est pas merveilleuse, mais, par son sujet, elle a une valeur documentaire de premier ordre, car il faut arriver jusqu'au xviii^e siècle pour trouver des portraits où des femmes fassent ainsi naïvement parade de leur amour maternel.

Cela me ramène au rôle principal de la Vénitienne, qui fut, avant la décadence, celui d'épouse et de mère, ce qui explique pourquoi

on ne la voyait guère hors de chez elle, au grand étonnement des Français habitués à la fréquentation des dames dans le monde, conséquence naturelle des principes en vigueur dans une nation régie par les lois de la chevalerie.

Cette institution, qui ne s'était jamais régulièrement implantée en Italie, n'avait pas sa raison d'être dans une ville de marchands, de matelots et de magistrats, dans une république où ceux qui ne travaillaient pas avaient tout leurs temps absorbé par le soin des affaires publiques. Donc, pas de tournois, de joutes, de cours d'amour, de chasses, de grandes réunions comme en France ; le noble Vénitien qui n'était pas sur mer ou en mission vivait isolé dans son palais, tout à ses affaires et à sa famille, comme un lord anglais dans son manoir solitaire au milieu des champs et des forêts héréditaires. Ce plat Saint-Didier le constate et s'en moque, en écervelé qui trouve mauvais et ridicule tout ce qui ne se fait pas comme à la cour de France.

Si nous ajoutons à cela que, de l'aven de tous, les Françaises au *xvi^e* et au *xvii^e* siècle étaient les seules à jouir de cette liberté presque illimitée, sur les résultats de laquelle Brantôme, d'Aubigné et L'Estoile nous ont édifiés ; si nous ajoutons enfin que les dames de Venise aiment encore à sortir le moins possible de chez elles ; nous comprendrons aisément que les étrangers fussent étonnés de l'espèce de réclusion dans laquelle vivaient les compagnes des héros de Lépante et la missent sur le compte de la jalousie des patriciens. De là à comparer le foyer vénitien au sérail turc, il n'y a qu'un pas : il n'est pas étonnant qu'on ait pu prendre le change.

Saint-Didier est, en définitive, l'auteur responsable de cette fausse appréciation. Observateur dénué de toute critique, vrai chauvin scandalisé par tout ce qui n'est pas à la française, très porté, en outre, à voir les choses par leur mauvais côté et à généraliser des observations restreintes, il a déclaré que les patriciens étaient fort jaloux et gardaient leurs femmes plus strictement enfermées que le Grand Turc lui-même. On l'a cru sur parole, comme il paraît lui-même avoir cru ce qu'il disait, sans remarquer qu'il ne parle que de quelques-uns et que ce qu'il dit plus tard démolit de fond en comble son assertion. Il raconte, en effet, que ceux-là sont bien rares qui laissent sortir leurs femmes seulement pour aller à la messe ; mais, comme on y allait alors chaque jour, nous sommes bien loin de l'inexorable claustration à laquelle nous avons tout d'abord songé. Ensuite, comme pour achever de détruire sa propre légende, il nous

dit comme quoi on rencontre des gentildonnes dans les rues en temps de carnaval, avec leurs enfants masqués sur les bras ; comment même ces tristes recluses courent les bals, les ridotti, trompent leurs maris, jouent fiévreusement à la bassette, se gorgent de glaces et de liqueurs... On ne saurait démentir ses affirmations avec plus de désinvolture.

Un des hommes qui connaissent le mieux les arts vénitiens, M. Emile Molinier, soutient avec juste raison qu'il n'est pas de sujet si intime sur lequel les peintres vénitiens ne renseignent abondamment. Prenons Véronèse pour exemple. A côté de ses grands plafonds où se meuvent majestueusement tous les dieux de l'Olympe, dans les étincelantes magies d'un empyrée de coloriste, à côté de ses mythologies et de ses allégories qui vous transportent hors du monde réel, apparaissent des scènes du monde tangible, telles qu'eussent pu les peindre des Hollandais capables de comprendre autre chose que l'odieuse trivialité et l'infâme laideur. Même ses grandes compositions, où, sous prétexte de peinture religieuse, il vise la décoration seulement : les *Noces de Cana*, le *Repas chez Simon le Pharisien*, etc., ne sont que la représentation un peu théâtrale des fêtes vénitiennes. Ces tableaux, comme le dit M. Molinier, nous en apprennent plus long sur les usages, les costumes, les mille riens de la vie de tous les jours qu'un gros volume de mémoires, et l'on ne saurait trouver de réfutation plus éclatante et plus complète des cancans du sieur de Saint-Didier et des calomnies payées qu'a entassées le soporifique Amelot de la Houssaye, contre lesquelles le président de Brosses lui-même mettait en garde les naïfs.

Il y a d'autres artistes d'un rang bien inférieur, tels que Giacomo Franco, dont nous parlions tout à l'heure, et Cesare Vecellio, dont les œuvres, non moins documentaires, en disent plus long à qui veut les analyser soigneusement que les écrits des érudits qui, dans ce siècle-ci, se sont occupés des Vénitiennes de la Renaissance. Attachons-nous à Vecellio un moment. Il nous les montre dans leur costume d'intérieur, « s'occupant avec une extrême diligence des affaires du ménage, soignant leurs enfants, leurs maris et se montrant à l'envie ennemies de l'oisiveté ». Même elles ont adopté certains vêtements dans ce but, par exemple les fourures longues à la romaine, « qui sont très commodes, dit Vecellio, et laissent à la personne toute liberté pour les occupations du ménage ». Franco, complétant le tableau, les peindra matrones véritables, « dans la plé-

mitude de leur autorité, assises sur de riches fauteuils, dans l'action de donner des ordres pour les affaires domestiques ».

L'un et l'autre nous initient aux secrets de leur toilette, aux arcanes de l'*arte biondeggiate* qui faisait passer leurs cheveux du brun ou du châtain au blond doré et flavescent, à l'ingénieuse combinaison des deux miroirs pour l'édification de la coiffure, en un temps où il n'y avait pas de coiffeurs pour dames.

Continuons à les prendre pour guides, sans oublier de questionner Goltzius, Crispin de Pass et quelques-autres. Nous pourrons, après la toilette, suivre ces belles dames dans leurs visites aux églises, particulièrement pendant le carême, où elles se rendent de préférence à Saint-Pierre de Castello, vêtues modestement, mais non point cependant sans quelques belles perles, des bracelets, des boutons d'or qui brillent à travers leur grand voile noir, car, malgré les édits somptuaires, Venise est encore le lieu de la chrétienté où se déploie le plus de luxe, et où seule la pureté des pierreries employées permette aux plus attentifs de distinguer la gentildonne de la bourgeoise, laquelle est elle-même si peut différente de la marchande et de l'artisanne que plus d'un Français, entiché de distinctions sociales, s'y trompe à sa grande confusion. Le veuvage met quelque sourdine à ce luxe, mais le deuil y suit les mêmes gradations que Tallemant des Réaux note en France ; austèrement porté, si la veuve est inconsolable ; dans le cas contraire, il s'éclaire de discrets ornements, les cheveux se montrent modestement, « car, dit Vecellio, tout cela fait connaître leur intention à quiconque les voit. »

Tous les peintres les mêlent avec les hommes dans les cérémonies religieuses et les réjouissances privées. La deuxième nouvelle de la quatrième journée de Boccace nous les montre, bien que fières, orgueilleuses et généralement sérieuses, coquetant avec leurs voisines, s'assemblant aux noces, s'y instruisant des plus récents scandales, et, comme les commères de La Fontaine, en régaland le soir leurs époux.

Rien ne nous empêche de compléter le tableau en entrant dans le détail de leurs menues occupations journalières. Une gravure de Giacomo Franco représente une de ses compatriotes pinçant du luth, et la légende qui suit nous apprend que les Vénitiennes « s'y exercent avec tant de transport que plusieurs d'entre elles atteignent la plus grande perfection, de manière qu'en se procurant un amusement très agréable, elles remplissent d'admiration ceux qui écoutent les douces mélodies qu'elles savent si bien tirer de cet instrument. »

Une scène de musique de chambre, dessinée par Crispin de Pass, représente une autre Vénitienne touchant de l'épinette pendant que ses compagnes chantent. Elles ne reculaient devant aucune dépense pour rendre ces instruments dignes de leurs somptueux palais, dont le luxe, au **xv^e** siècle, avait si fort étonné Commynes, habitué pourtant à la cour de Charles le Téméraire, la plus fastueuse qui existât. Le marquis de Seignelay vit chez un noble Vénitien un clavecin dont le couvercle, peint par le Titien, représentait le Parnasse avec les Muses.

JULES MOMMÉJA.

(A suivre.)

UNE COMMUNE GASCONNE

PENDANT

LES GUERRES DE RELIGION

D'APRÈS LES ARCHIVES DE LAPLUME

(Suite)

1596. — 1^{er} Janvier. — Arrêté de s'enquérir de ceux qui doivent loger maître Etienne Richer, serrurier, et s'il n'y a remède le loger à l'hôpital, attendu sa pauvreté et vieillesse ¹.

19 Février. — On reçoit pour habitant un cordonnier qui produit une attestation de bonne vie et mœurs du juge du Saumont, et il prête le serment accoutumé. En même temps, on fait déguerpir un cordonnier de Nérac et un serrurier, d'autant qu'il sont gens de mauvaise vie.

6 Mars. — Guillaume de Narp, tailleur, demande l'autorisation de bâtir un four dans sa maison : on ira voir où il veut le mettre et que la sortie dudict four ne soit préjudiciable au public.

18 — Faire réparer les pavés ; chaque habitant fournira devant sa maison la pierre et la manœuvre, la ville paiera le maître.

1597. — 14 Février. — Bernard Lebière, cordonnier, faisant édifier sa maison a défait la guérite qui était sur le mur, sans demander permission à la ville ; il devra la remettre dans l'état où elle était, d'ici quinze jours.

12 Avril. — Faire réparer les ponts qui sont entre la juridiction de Laplume et celle du Nomdieu et de Lamonjoie.

8 Décembre. — On donne les pourceaux en garde à un porcher moyennant deux liards par semaine et par cochon, défense à peine

¹ L'hôpital, comme il l'est encore aujourd'hui dans les petites villes, était en même temps un hospice.

de cinquante sous d'amende de les laisser aller dans la ville ou les fossés. Guillaume Descrimis, estaigner, de Majoureau, demande à être reçu en ville, on ne le recevra, et pour cause. On admet une vieille femme à l'hôpital et on lui donnera une robe à condition qu'elle laissera sa maison à l'hôpital quand elle décèdera.

1598. — 8 Janvier. — On ira voir MM. de Condom et de Layrac¹ pour les prier de vouloir contribuer à la nourriture des pauvres, en attendant on fera une liste de ceux qui ont moyen de faire la charité afin d'éviter que lesdits pauvres ne périssent, pour faire l'aumône au jour que sera avisé.

26. — Les consuls ont rendu leurs comptes, ce jour, dans la maison de Berthomieu Fort : Des restes du diner on fait l'aumône aux pauvres de quatre livres de pain.

27. — Arrêté de faire la liste des personnes de la ville qui peuvent être cotisées tant pour la nourriture des pauvres hommes brasseurs que des autres petits pauvres enfants. On distribuera aux pauvres manœuvres du pain que l'on paiera avec l'argent de l'hôpital.

8 Février. — On emprunte douze sacs de blé pour la nourriture des pauvres.

18. — M. de Condom enverra son vicaire-général en cette ville pour aviser à la cotisation de ses bénéfices pour les pauvres. De son côté M. de Lectoure² a offert de lui-même soixante écus de son revenu et avertira ses fermiers de les payer.

6 Mars. — On a dressé le rôle des gens susceptibles d'être cotisés

¹ Jean Duchemin, évêque de Condom et Légier ou Léger de Plas, prieur de Layrac.

² L'évêque de Lectoure était ce même Léger de Plas ou Desplats, prieur de Layrac, neveu d'Annet de Plas qui était lui-même prieur de Layrac en 1543. Il dut être élu prieur en 1590 et l'était encore en 1606, époque où il passa chez un notaire de Lectoure un accord avec les consuls de Layrac au sujet de la perception des Dîmes. Il succéda sur le siège de Lectoure à Charles de Bourbon, promu à l'archevêché de Rouen en 1594. Léger ne fit son entrée à Lectoure qu'en 1600. « Il feust obligé, dit un ms des archives du département du Gers, de quitter le prieuré de Lérac sur Gers voisin de Garonne pour jouir entièrement de l'évêché, duquel prieuré disposa le sieur de Roquelaure. » Je me suis un peu étendu sur ce prélat parce qu'il n'est pas mentionné dans le Gallia Christiana ni dans l'ouvrage de M. de Mas Latrie. Je dois la première partie de cette note à M. Ch. Bouet, de Layrac, et la seconde partie à M. Camoreyt, de Lectoure.

pour la nourriture des pauvres, un des consuls sera chargé du recouvrement immédiat, aux gages qu'on avisera.

13. — Les consuls mettent en recouvrement le rôle de la cotisation des pauvres en faisant payer de suite ceux qui ont moyen, et les autres à la fin de l'été. En attendant on empruntera du blé qui sera rendu avec les cotisations payées à l'été.

29. — On continuera à nourrir les pauvres qui ne peuvent pas travailler et on en distraira ceux qui sont pour travailler.

3 Avril. — M. de Condom a offert de donner cinquante livres sur son bénéfice pour cette année. Accepté. Le sieur de Sérillac a offert de prêter à la ville cinquante sacs de blé à trois écus quatre sous le sac. On accepte, et pour le remercier d'avoir donné le blé à meilleur compte que d'autres on lui passera sa part de cotisation des pauvres à quinze écus sol.

26. — On continuera à nourrir les pauvres pendant le mois de Mai, et pour ce faire on empruntera du blé de ceux qui en ont et on paiera à l'été. On enverra un juré à la cour du parlement de Toulouse pour obtenir la permission de faire la dite imposition et l'arpentement de la terre.

30. — Le collecteur de la cotisation aura cent livres, et autrement un sou par livre ¹.

Les panquossiers ² de la ville seront chargés de cuire le pain pour les pauvres à raison de six sous la fournée, ou autrement à la meilleure condition.

24 Mai. — La ville aidera la veuve de Pierre Lagarde à rebâtir la muraille du fossé de sa maison jusqu'à la hauteur du premier plancher.

4 Juin. — On nourrira encore les pauvres sept ou huit jours. Pour ce faire, acheter dix ou douze sacs de blé, de l'argent de la cotisation de M. de Réaup et de la cotisation de Mlle de Bière, laquelle est de vingt écus.

16. — Il y a des gens dans la ville qui refusent les deniers, au grand dommage du puble qui périssent de faim, et pour ce qu'il n'appert aucunement qu'il y aye aucun descrey de aucune espèce de mo-

¹ Ce qui permet de fixer approximativement le chiffre de la cotisation à 2,000 livres soit la moitié du montant des impôts payés par la communauté.

² Boulangers, gens qui font cuire le pain, des deux mots gasçons : pan et cosé, ou latins : panis, coquere,

noye fent arresté de faire proclamer à cry public à toutes manyères de gens de la présente ville et juridiction d'icelle, injonction et défense doit être faicte de ne refuser aucune monoye ayant cours au présent pays, mesmes deniers et autres monoyes, à peine de cent écus, et de confiscation de la marchandise.

Prendre des blés dans la ville là où s'en trouvera et faire tenir pain aux panquossiers.

19. — On recevra un maitre serrurier de la Sauvetat recommandé par M. de Sérillac, et on lui donnera un logis aux frais de la ville.

1599. — En Février et Mars, on recommence la série des mesures pour la nourriture des pauvres. On cotise les bénéficiers.

19 Avril. — La ville accorde une indemnité de quatre écus sol par canne de muraille à réédifier, à trois habitants : en même temps on décide de faire la visite des maisons pour vérifier l'état des murs de ville et voir si les habitants ne risquent pas de gâter les murailles par leurs jets d'eau et autres infections.

30 Juillet. — Arrêté de faire vuidier la ville au maitre sellier Bernard Vincens, pour avoir délinqué contre elle. Et ne recevoir aucun artisan qui ne soit catholique, d'autant qu'un marchand de Nérac qui est de la religion avait présenté requête pour soi retirer dans la présente ville ; on le congédiera.

1^{er} Août. — La cotisation pour les pauvres de M. de Roquépine à raison de son bénéfice de Roussère se monte à vingt-cinq livres.

22. — Défense d'entrer aux vignes d'autrui pour desrober, aux peynes de cinquante sous le jour et cent sous la nuit. Et le père payera pour le fils, et le maistre pour son serviteur, et le solvable pour le non solvable ; et enjoindre de faire mettre le baston aux chiens pour esviter qu'ils n'entrent aux vignes à peyne de ung escu.

26 Septembre. — Défense d'enlever les échalas des vignes à peine de cent sous et les échalas confisqués, et ceux qui les déroberont condamnés au collier pour la première fois, et s'ils y retournent, au fouet¹.

12 Octobre. — Attendu que le bruit court que la contagion est à Bordeaux, Marmande, Aiguillon et lieux circonvoisins, on prendra garde aux portes qu'il n'entre aucun forain qui ne porte déclaration du lieu d'où il vient, s'il y a bonne santé.

¹ On voulait à la fois obliger les propriétaires à soigner leurs vignes et les garantir des conséquences fâcheuses que pouvait avoir pour eux l'abandon de leurs échalas dehors.

MARCHÉ. — BOUCHERIES. — PRIX DES CHOSSES.

Le présent chapitre aurait pu sans inconvénient être confondu avec le précédent, si je n'avais pas eu en vue autant de faire connaître la condition des personnes que le fonctionnement des institutions, chacun sait en effet la place que tient dans la vie des familles la question des subsistances. J'ai donc réuni à part tout ce qui avait trait au marché, et, de plus, j'ai donné à la suite une série de prix des objets de consommation usuelle et quelques tarifs de salaires que j'ai pu relever dans les pièces de comptabilité qui subsistent aux archives.

Je ferai remarquer, à ce propos, l'écart qui existe entre les prix de 1558 et ceux de la fin du siècle. Cet écart rapide doit être attribué à l'affluence de l'or du Mexique et du Pérou, qui, en augmentant subitement les quantités en circulation, en diminua beaucoup la valeur. Cette abondance subite d'argent n'a pas échappé aux historiens contemporains, qui ne l'ont pas attribuée uniquement à cette cause; Mézerey en donne une raison à laquelle je n'aurais pas songé, mais qui dut avoir cours en ce temps là; c'est à la date de 1562, à propos des guerres de religion: « Là où ils (les protestants) furent les plus forts, ils fondirent toutes les châsses et vases sacrés qui étaient d'or et d'argent, dont le prince (Condé) fit battre monnaie aux armes et à l'effigie du roi, ce qui rendit l'argent beaucoup plus commun en France qu'il n'était avant cette guerre. » Cette explication put avoir cours auprès de la masse de la population, qui saisit rarement la portée des événements, mais son adoption fait voir quel dut être à cette époque le pillage des églises et des abbayes et l'idée qu'on se faisait de leurs richesses.

Quoi qu'il en soit, l'incroyable rareté de numéraire dans ce pays dont nous avons trouvé de fréquentes preuves au cours de cette étude démontre surabondamment que cette élévation du prix des choses n'était pas le signe d'une augmentation de la richesse publique. Si en effet, d'une part, l'argent perdit de sa valeur, d'un autre côté il ne devint pas plus abondant dans notre région, car, faute de voies de communication et partant de commerce, les productions locales, uniquement agricoles, ne se vendirent pas beaucoup plus, tandis que les objets manufacturés qu'on était obligé d'acheter au loin se payèrent plus cher, ce qui fit que, finalement, on se trouva

plus pauvre qu'avant. Il ne faut pas non plus oublier les misères de la guerre, dont nous avons pu déjà prendre un bon aperçu.

1564. 15 Octobre. — Sur la remonstration des consuls, les jurés décident qu'on interdira l'entrée en ville des vins étrangers à la juridiction et qu'on le fera proclamer à son de trompe, pour maintenir les anciennes coutumes, et parce que les habitants qui ont cueilli assez de vin pourront en vendre pour faire argent et payer les tailles et remédier à leurs affaires et que dans le cas contraire ils n'auraient nul moyen d'y subvenir. Et sera remontré aux officiers de la présente ville pour avoir la dite proclamation ¹.

1571. Mai. — Lettres patentes du roi Charles IX accordant à la ville de Laplume un marché le vendredi de chaque semaine : octroyées à la prière de la reine de Navarre sa tante. Données à Gaillon. (Copie à la fin du livre de records B. B. 5).

1579. Novembre. — Maintenir la coutume ancienne de ne laisser entrer en ville aucun vin forain passé la St-Martin d'hiver ², sauf celui qui a été cueilli dans la juridiction.

13 Décembre. — Un habitant a fait entrer du vin forain contrairement à l'arrêté. Il sera poursuivi et le vin donné à l'hôpital. A l'occasion de la foire de Ste-Luce, on percevra les droits de plaçage comme les consuls jugeront à propos ³.

1588. 23 Mai. — La foire de la Pentecôte se tiendra hors ville à raison des troubles.

1581. 7 Janvier. — Les bouchers représentent qu'ils ne veulent plus tuer de mouton à quatre sous la livre, parce qu'ils perdent. On leur accorde de vendre cinq sous le mouton de haute grasse, se réservant d'abaisser la taxe si la viande n'est pas de bonne qualité,

¹ Le marché local était partout alors rigoureusement réservé aux producteurs du pays, la raison en est donnée ci-dessus : il ne fallait guère, en effet, compter sur l'exportation pour écouler les vins du pays.

² Le 11 Novembre.

³ La perte des coutumes de Laplume nous empêche de savoir quels étaient ces droits et quelle part pouvait en revenir aux consuls. Dans aucun compte nous n'avons vu figurer une somme en provenant,

et même de la hausser, suivant les articles des mazeaux de la présente ville.

1582. 16 Juillet. — Réforme des poids et mesures ; on fait saisir tous ceux qu'il y a en ville, les uns poids d'Agen, les autres poids de Condom, ordonné qu'ils seront mis uniformément poids de Bruillhois. La ville fera faire des étalons des poids et mesures à ses armes, qui seront enfermés à l'hôtel de ville. Une demie canne en fer restera attachée à un pilier de la halle.

1583. 6 Mars. — On met en adjudication les boucheries de la ville selon la coutume, le deuxième dimanche de carême. Les enchères s'ouvriront pour le premier banc à vingt-cinq livres, pour le deuxième banc à vingt livres et la boucherie trente livres ¹, et l'adjudicataire devra donner caution.

1^{er} Avril. — Défense de vendre des grains aux grainiers étrangers sans venir les mesurer à la pierre qui est sous la halle à peine de confiscation ². Défense de vendre des grains les jours de marché ou autres aux trafiqueurs, pour aller les vendre ailleurs, avant que la provision de la ville soit faite, et ce aux mêmes peines.

24 Avril. -- Le boucher qui avait affermé le second banc n'ayant pas trouvé de caution s'en est allé sans avertir les consuls. Le fermier du premier banc offre de prendre l'autre aux mêmes conditions et d'y mettre un homme qu'il cautionnera. On accepte, à condition qu'il tienne de bonne chair et se conforme aux conditions qui ont été lues lors de l'arrentement.

16 Juin. — François Dabos, notaire, prend la ferme du poids de la ville, de ce jour au premier janvier, moyennant quarante-cinq sous qu'il s'engage à payer jour par jour.

1584. 12 Janvier. — On achètera un poids d'un marc ³ pour le poids public et on fera un rôle du pain vendu au marché.

¹ Le premier et le second banc ou mazeaux étaient ceux où se vendait la viande de qualité supérieure, à la boucherie on vendait les basses viandes, boucs, chèvres, brebis, etc.

² L'obligation de se servir des poids et mesures municipaux subsiste encore aujourd'hui dans bien des villes.

³ Le marc était l'unité type de poids, il faisait la moitié de la livre. Il y avait quatre espèces de marcs en usage en France, ceux de Troies, de Tours, de Laroche et de Limoges. En Bruillois on se servait du marc de Limoges.

De Narp étant à Agen prend à la maison commune une copie du poids du pain et donne commission à Descuraing de porter un marc de Limoges pour peser le pain. Coût un écu, dix sous. (CC. 57. Comptes.)

Les consuls ont payé vingt-sept sous, six deniers à M. le baillif pour la permission de arranter les mazeaux et boucheries (id.).

Payé à un serrurier pour accoustrer les poids des mazeaux et boucherie qui estoient trop petits et en avoir fait un neuf.

20. — Les mardi et vendredi, jours de marché, on mettra le penonceau de la ville au canton de la salle, jusqu'à midi, et ces jours là Bertrand Castaing, mande, portera son manteau de couleur pour marcher à la suite des consuls quand sera besoing, et tous les jours apportera ses bas de chausse l'ung rouge, l'autre bleu, que la ville lui donne ; ce qu'il a promis faire¹.

1585. 14 Novembre. — Vu la faible récolte de vin de la juridiction, on laissera entrer cette année les vins étrangers jusqu'à la Noël sans pour cela déroger aux coutumes.

24 Décembre. — A cause du manque de vin, on décide que ceux qui en vendent au détail n'en pourront donner le jour où la barrique sera mise en perce que dix ou douze pots à chacun², et le lendemain ils vendront comme ils pourront.

1587. 24 Juillet. — On permet à un boucher de vendre la viande à trois sous la livre parce que le bétail est trop cher.

9 Octobre. — Défense aux marchands revendeurs d'acheter des grains au marché que le penonceau ne soit levé. — On proclame le cours forcé des liards.

1588. 27 Mars. — Personne n'a mis d'enchère à l'arrentement des boucheries, mais les bouchers de la ville les garderont pourvu qu'on leur laisse vendre l'agneau cinq sous et le mouton six sous et les autres viandes suivant le prix porté au cahier des charges. — On taxe l'agneau à quatre sous huit deniers, le mouton, cinq sous huit deniers, le bœuf et le porc quatre sous la livre.

¹ C'était une mode du temps du roi Charles V. Le haut de chausse s'arrêtait à mi-cuisse et les bas de chausse, une jambe rouge l'autre bleue, descendaient jusqu'aux brodequins ; on appelait cela un habit mi-partie.

² Afin que les riches ne pussent acheter tout, au détriment de ceux qui n'avaient pas de quoi acheter une barrique entière.

26 Avril. — Un homme de la juridiction avait vendu des agneaux à un boucher de la ville, puis, en trouvant un prix supérieur, il les a vendus à un homme de Fontarrède. Les consuls l'obligent à tenir le premier marché pour l'approvisionnement de la ville.

1589. 19 Mars. — Les mazeaux des paroisses ne seront point arrentés cette année à cause de la défaillance du bétail, pourvu que les bouchers de la ville paient la moitié de l'arrentement des dits mazeaux ¹.

15 Juillet. — Arrêté de ne plus laisser sortir vin de la ville pour le vendre en gros, attendu qu'il n'y en a que pour la provision.

1591. 24 Mars. — Les mazeaux sont arrentés : le premier banc à Jean Petit Descoutures pour trente-deux livres, et le second à Raymond et Pierre Darmagnac père et fils, de Moyrax, comme aussi la boucherie pour vingt écus sol, et donneront cautions suffisantes dans la huitaine, autrement seront mis à la folle enchère ².

16 Avril. — Le prix de l'agneau est fixé à quatre sous, huit deniers jusqu'à la fête de la Magdeleine. — Ceux qui auront des agneaux à vendre devront d'abord les présenter aux bouchers de la ville et s'ils ne sont d'accord, les vendront à d'autres. — Les bouchers de l'année passée n'achèteront bétail de cette terre pour le vendre ailleurs que ceux de la présente année n'en soient les premiers refusants. Ils auront l'entrée et sortie et habitation avec leurs familles, pourvu qu'ils prêtent le serment d'être bons habitants.

1592. — 29 Avril. — Les habitants de la juridiction pourront faire entrer et sortir toute espèce de vins attendu la stérilité du vin, et ils paieront vingt sous par pipe si le vin est cueilli hors de la juridiction.

3 Mai. — On emprunte soixante sacs de blé à deux écus le sac, prix du précédent marché, pour nourrir les pauvres. On fait aussi moudre des fèves pour du tout faire du pain.

5 Juin. — Le prix du blé est fixé à huit livres le sac pour le pré-

¹ Il y avait des boucheries affermées comme celles de la ville, à Brimont, à Marmont ou plutôt l'Epiasse, à St-Vincent, Fontarrède et Plai-chac. Il n'y a pas assez de données dans les comptes pour qu'on puisse savoir ce qu'elles rapportaient, même approximativement.

² En 1584, Jean Petit Descoutures donnait, pour le premier banc 32 livres, Guillem de Burs, pour le second banc 17 livres 13 sous, Jean Rigau, pour la boucherie, 40 livres (CC. 57).

sent marché, pour après s'enquérir de ce qu'il vaudra aux autres marchés et faire entretenir la police. Arrêté aussi que ceux qui ont du blé en feront apporter au marché suivant la visite qui a été faite par la ville pour le vendre au même prix ¹. — Suit un état des quantités de blé, variant de trente à cent vingt sacs, trouvées chez divers habitants.

1594. — 21 Avril. — On fait prêter serment à un homme pour marquer de la marque de la ville tous les quartiers qu'il fera et autres qui lui seront présentés, pourvu qu'ils soient justes à la pierre de la ville (Dont acte).

1595. — 1^{er} Janvier. — Remontré que les bouchers ont tué une vache maigre sans aucune graisse ². Doit-on la laisser couper au premier banc au prix accoutumé ou à la boucherie? — Sur ce, il est enjoint aux bouchers de ne tuer aucune bête bovine ou autre que ne soit visitée par les sieurs consuls ou l'un d'iceux suivant le contenu des articles de l'affirme des boucheries, et leur faire entretenir les dits articles. Et cependant fut arrêté que les dicts bouchers vendront la dicte viande aux mazeaux au prix de trois sous la livre. — Par la même occasion, on vérifiera les poids et mesures. — Faire surveiller certaines gens qui achètent des grains au marché de la ville pour les vendre au dehors, ce qui est cause du renchérissement des grains. Faire observer les statuts et ordonnances et punir les délinquants suivant l'exigence du cas.

19 Janvier. — On fait vendre un panier d'œufs qui avait été acheté au marché par un forain avant que le penonceau de la ville fut levé ³. L'argent sera appliqué aux pauvres de l'hôpital.

3 Mars. — Pey Labadie a vendu du blé hors du marché et de la halle, il a été emprisonné ; le blé sera donné aux boulangers de la

¹ C'était l'établissement du maximum et presque la réquisition, que, du reste, nous verrons employer plus tard.

² Si on rapproche ce fait d'une délibération du conseil de Condom, où il est dit, le 22 avril 1593, que l'on fera les travaux de défense « quand le bétail aratoire aura pris vigueur par la pousse de l'herbe qui vient, pour faire les charrois à ce requis », on pourra se faire une idée de ce qu'était l'élevage en ces temps reculés.

³ Dans les villes où il n'y a pas de marché de première main, il est encore défendu aux revendeurs d'acheter avant une certaine heure, pour les empêcher d'écumer le marché avant la venue des ménagères.

ville au prix qu'il l'avait vendu aux autres et il paiera d'amende un carton de blé applicable à la nourriture de son père ¹.

Arrêté de ne laisser sortir de la ville le blé que les forains y achètent avant qu'on se soit assuré en faisant la visite qu'il y a en ville plus que la provision suffisante : et en donner aux panquossières ² pour tenir pain à vendre ordinairement au marché.

13 Avril. — Arrêté de ne laisser sortir les blés que les forains ont acheté en ville, s'ils ne sont de la terre, et pour leur provision.

16. — On a fait la visite des blés, et parce qu'il n'y a suffisance, défense d'en laisser sortir nul grain.

18. — Quelques-uns ont transgressé l'ordonnance des blés ; les injonctions seront faites et fortifiées, et les contrevenants seront mis à l'amende et les grains confisqués.

24. — Obliger les gens de la ville et juridiction qui ont du blé à le porter au marché, à la pierre et mesure de la ville, pour le vendre aux habitants.

8 Mai. — Défense aux habitants de vendre leurs grains dans leurs maisons pour en arrêter le prix secrètement, mais obligation de le porter au marché, afin que les panquossiers de cette ville en soient pourvus et non les autres hors de la terre. Le tout à peine d'amende et de confiscation. On fera murer la fenêtre d'Arnaud de Marias et Perrot, d'autant qu'ils ont par là fait sortir du blé pour vendre aux panquossiers du Saumont. — Le blé est taxé à dix livres le sac pour éviter la plus grande cherté.

9. — Permis à Bernard Descuraing, marchand d'Agen, de sortir de la ville quatre ou cinq sacs de blé pour sa provision, et, du reste, la quart part sera distribuée aux pauvres et le surplus aux panquossiers de la ville, en payant.

Arnaud des Esbats a vendu sept sacs de blé aux panquossiers de Francescas, à douze livres : On lui prendra ce qu'il a reçu en plus de la taxe, qui se monte à cinq écus sol, au bénéfice des pauvres, et le cas échéant, on y ajoutera quelque autre amende. — Même condamnation contre sire Jehan Captan pour un fait semblable.

29. — Bertrand Ficatel a contrevenu au même arrêté, il a vendu deux sacs de blé à douze livres aux panquossiers de Moncaut, quatre

¹ Le père de cet individu était sans doute assisté par l'hôpital. Je ne vois guère d'autre explication de ce genre d'amende.

² Femmes qui faisaient et vendaient le pain au marché. Leur nom formé de deux mots gascons : pan et cosé signifie cuiseuses de pain.

sacs lui restent, on lui en prendra un pour les pauvres et les trois autres seront donnés aux panquossiers de la ville à dix livre le sac, et l'argent rendu à Ficatel. Un qui l'a aidé à faire sortir le blé vendu aura un écu sol d'amende¹.

22 Octobre. — Arrêté d'interdire la vente sous la halle d'aucune espèce de viande salée, sauf lard et graisse, pour ne porter dommage à la vente des bouchers de la ville².

1597. — 2 Mars. — On met en ferme les boucheries avec rabais, le premier banc à vingt-cinq livres et le second à vingt livres. Et la livre de mouton à quatre sous huit deniers, l'agneau à quatre sous, et la viande de boucherie à deux sous huit deniers.

1598. — 27 Janvier. — Anthoyne Colom a prêté du blé à certains débiteurs et leur a fait faire obligation pour plus que ne vaut le dit blé au marché de la ville, l'ayant mis à quatre écus le sac, au lieu que le prix est fixé à trois écus quatre sous. Les consuls ont ordonné au dit Colom de remettre en leurs mains les dites obligations, lequel a obéi, s'en remettant à la bénignité de la ville.

30 Avril. — Défense de vendre du blé à des étrangers, que la ville n'en soit d'abord pourvue.

14 Juin. — Tenir la main à ce que les bouchers vendent des chairs grasses, et s'ils les vendent maigres, les remettre à quatre sous.

16 Juin. — Prendre des blés dans la ville là où il s'en trouvera, en payant, pour faire tenir pain aux panquossiers.

28 Juin. — Défense de laisser sortir vin de la ville, pour la nécessité qu'il y en a.

9 Août. — On fera la visite du vin qui est dans la ville pour savoir la quantité qu'on en peut laisser sortir, certains particuliers demandant à vendre leur vin en gros.

¹ On vient de voir toute la série des mesures que pouvaient amener les idées protectionnistes poussées à leurs dernières limites. Dans un milieu restreint comme l'enceinte de Laplume, on pouvait obtenir quelque chose de leur application ; mais lorsque les intendants voulurent les appliquer à des provinces entières ils ne parvinrent qu'à provoquer des famines artificielles.

² Cet arrêté allait à l'encontre du règlement de la boucherie, mais il favorisait les bouchers et pouvait les engager à affermer les boucheries plus cher et ainsi augmenter les revenus de la ville.

1599. — 5 Décembre. — Les bouchers demandent une remise sur le prix du fermage, parce qu'il ne leur a pas été permis de tuer de bêtes bovines, pour cause de la contagion sur le bétail aratoire.

RÈGLEMENT DE LA BOUCHERIE

Le règlement de la boucherie trouve ici tout naturellement sa place ; il mérite d'être reproduit à titre de document sur les conditions matérielles de l'existence de nos aïeux. Il en existe trois exemplaires aux archives, dans la liasse DD. 1. Un de 1645, qui est tiré d'un autre plus complet de 1589. Ce dernier est en double exemplaire et en assez mauvais état, mais il nous a permis de compléter celui de 1645. Nous indiquerons ces additions dans le texte que nous allons donner.

§ 1. — Le fermier devra tenir de bonne chair grasse et marchande ; tenir et couper chair de mouton tous les jours, sauf le jour prohibé¹ ; s'il n'a pas de chair au temps requis, les consuls pourront en faire couper à ses frais et dépends.

§ 2. — Le fermier jurera devant les consuls de ne faire faux poids, et de n'y mettre aucun serviteur qui ne soit capable pour couper chairs et pour ce agréé par les consuls. Se réservant lesdits consuls le droit que le roi de Navarre prend sur lesdites boucheries², consistant en deux longs de chaque pourceau, la jambe droite, et de toute beste bovine le plan picié tout carré.

§ 3. — Il ne pourra hausser le prix de la chair sans la permission des consuls, qui se réservent le droit de hausser ou diminuer le prix.

¹ Le vendredi — Il était défendu aux bouchers de vendre de la viande les jours défendus par l'église ; et pendant le carême, dans les villes, c'étaient les hôpitaux qui vendaient la viande aux malades, sur le certificat du médecin et la permission du curé. — Le reste du temps, il était naturel que les bouchers, ayant seuls la permission de vendre de la viande, fussent tenus d'en avoir, et de bonne qualité.

² Les boucheries appartenaient au viconte qui les avait inféodées aux consuls moyennant la redevance d'un petit écu, soit à cette époque 27 sous 6 deniers, qu'ils payaient annuellement au bailli, plus la redevance en nature ci-dessus spécifiée, qui était à la charge du fermier de la boucherie. Le plan picié était la poitrine, on en prenait un demi pied carré,

Si les chairs ne sont de qualité requise on les mettra à la petite boucherie ¹. Le fermier des mazeaux n'aura aucune intelligence ni société avec celui de la petite boucherie à peine d'amende.

§ 4. — Ne pourra vendre aucun bœuf ni pourceau qui n'ait été visité par les consuls et jamais de vache au premier et second banc.

§ 5. — Défendu audit fermier de couper aucune chair affolée ², ni brebis pour mouton, ni mouton marrou ³.

§ 6. — Défendu audit fermier de vendre cœur de bœuf, vache, ni teste de mouton au poids, ni souffler chair qui n'ait été vérifiée par les consuls.

§ 7. — Défense de souffler chair d'aucune condition que ce soit, avec la bouche, que ne soit d'hommes connus et receus par les consuls ⁴ (1589).

§ 7. — Défense de tuer aucune bête bovine dessous la halle, sauf où il y aurait légitime excuse, que au préalable ne soit visitée et que ne soit du consentement des consuls, que audit cas seront tenus leur en demander permission, ains au contraire, tueront et écorcheront lesdites bêtes bovines au dehors de ladite ville, après que seront visitées (1589).

§ 8. — La chair de cheveau se vendra le même prix que les arrenteurs l'acheteront, et s'en purgeront par serment ⁵ (1589).

¹ On appelait mazel ou grande boucherie les étaux où se vendait la viande de qualité supérieure ; à la petite boucherie se vendaient les chèvres, boucs, brebis et en général les animaux maigres. Je n'ai pas besoin de faire ressortir les inconvénients qui auraient résulté d'une entente entre les deux fermiers.

² Je pense qu'il faut entendre par là ce qu'on appelle vulgairement de la viande passée.

³ Le mouton marrou était un mouton mal châtré et qui tenait par conséquent plus du bélier que du mouton. Le bélier est appelé en gascon marré.

⁴ Ceci me paraît une mesure prophylactique contre la syphilis. Cette maladie, qui fit son apparition en 1491 dans les armées françaises à la conquête du royaume de Naples, dut se propager particulièrement dans nos pays, car les gascons étaient très nombreux dans ces armées. De plus, les mœurs licencieuses de la cour de Navarre ne durent pas peu contribuer à sa propagation, car je relève à sa charge, dans une synonymie d'une trentaine de noms destinés à désigner la vérole, celui de Plan de Nérae.

⁵ Cette prescription ne serait pas pour gêner les bouchers de nos jours, car il n'y en a pas un qui ne soit prêt à jurer qu'il vend à perte. Je sup-

§ 9. — Toute chair qui se vendra au banc de la petite boucherie sera vendue 2 sous 8 deniers la livre, pourvu qu'elle ne soit pas affolée ni gâtée, et sera tenu le fermier dudit banc tenir chair en icelluy pendant trois mois acoustumés ¹, que sont au temps que l'on fauche les prés, vendanges, et pour le Mardi gras.

§ 10. — Tous les foies du banc de la petite boucherie se vendront à 1 sou la pièce, sauf de bouq et chèvre, à 6 liards, et la sanquette² d'icelles bestes se vendront au même banc.

§ 11. — Est inhibé et défendu à toutes sortes de gens de vendre aucune sorte de bœuf, mouton, aigneau ni pourceau qui n'aye sallé quarante jours ³.

E. D'ANTIN.

(A suivre.)

pose qu'elle avait pour but de limiter le bénéfice du boucher à la peau de l'animal. C'est ainsi que l'on calcule encore aujourd'hui dans ce cas spécial.

¹ Voilà un renseignement sur l'alimentation de la classe pauvre. On ne pouvait obliger les bouchers qui avaient plus spécialement cette clientèle à avoir de la viande toute l'année car ils ne l'auraient pas vendue. Le peuple d'alors comme encore aujourd'hui dans bien des pays ne mangeant pas de viande, sauf dans des circonstances exceptionnelles.

² Aujourd'hui on ne mange plus le sang des animaux de boucherie; du moins dans ce pays.

³ Les fermiers des boucheries ayant payé pour avoir le droit de vendre de la viande fraîche il était naturel qu'on les protégeât contre la concurrence de ceux qui n'auraient pas eu les mêmes droits à payer.

LES MADAILLAN

Après le plaisir d'une découverte, il n'est pas de plus vive satisfaction pour l'historien que de pouvoir rectifier une erreur quelconque. Or, cette occasion se présentant pour moi, je m'empresse de la saisir et... d'en abuser.

Le nom de *Madaillan* ayant été porté par plusieurs familles distinctes de l'Agenais, une certaine confusion devait nécessairement en résulter et ceux qu'a découragés la complexité d'une généalogie aussi diffuse sont nombreux.

Pourquoi donc ne me reconnaitrais-je pas de ce nombre ? Les laborieuses recherches que m'a imposées l'étude des Madaillan m'ont peut-être permis de faire avancer la question d'un faible pas ; mais combien nous sommes loin encore d'une élucidation complète !

Il y eut Madaillan, près d'Agen ; Madaillan-Vieux, près La Sauvetat-du-Drot ; Madaillan du Bazadais.

Le Madaillan près d'Agen appartint successivement aux Du Fossat, aux Montpezat, aux Villars, et se fondit dans le duché d'Aiguillon au ^{xviii}^e siècle.

Madaillan-Vieux, près La Sauvetat-du-Drot, eut d'abord une grande importance. Ses possesseurs comptèrent jusqu'au ^{xiii}^e siècle au nombre des premiers barons de l'Agenais. Il appartint, sauf intermittences, aux vrais Madaillan jusqu'au ^{xvii}^e siècle. En 1471, il était aux Grossolles, marquis de Flamarens.

La branche aînée des Madaillan, qui forma la maison de Lesparre, disparaît en 1565 avec Louis de Madaillan, dont l'aînée des deux filles uniques apporta la seigneurie d'Estissac aux La Rochefoucauld.

La branche collatérale resta en Agenais. En 1345, un Amanieu de Madaillan, baron de Cancon, fils d'Amaury, seigneur de Madaillan en Bazadais et neveu d'Amanieu II, reçut du duc de Normandie la seigneurie de Montviel pour sa belle conduite contre les Anglais. Un de ses descendants,

Arnaulton de Madaillan, seigneur de Cancon et de Montviel, gouverneur de Creil en 1466, acheta le fief de Montataire¹, en Normandie, s'y fixa et y mourut à un âge très avancé. Il partagea ses domaines entre ses cinq fils. A l'aîné, Guichard, fut attribué Montataire, et le plus jeune, Etienne, eut les seigneuries de l'Agenais.

La postérité d'Etienne posséda-t-elle Madaillan de La Sauvetat jusqu'au xvii^e siècle ? Cela me paraît presque probable. Le Louis de Madaillan de Montataire lieutenant de Monluc, mort en 1576, était fils de Guillaume de Madaillan de Lesparre, descendant d'Arnaulton et père du Jean de Madaillan qui mourut en 1626, après avoir si fidèlement servi Henri IV.

Arnaulton, l'acquéreur de Montataire, avait laissé en Agenais un frère puîné, Gilberton de Madaillan, qui mourut également très vieux et dont les généalogistes citent de nombreux enfants. — Est-ce de ce Gilberton ou de son neveu Etienne que dérive la branche des Madaillan du xix^e siècle ? Le baron de Condé dit bien que le dernier des descendants d'Etienne aurait été tué en duel par le maréchal de Thémynes ; mais cette assertion n'est pas assez référée pour être admise absolument, et la question reste douteuse.

Il paraît presque avéré que les anciens Madaillan comptaient parmi leurs domaines agenais la baronnie de La Sauvetat et le château du Cauze, paroisse d'Agnac. La famille a conservé dans ce dernier, jusqu'à la Révolution qui en détruisit les archives, un escabeau, dit *escabeau de Monluc*, sur lequel le célèbre capitaine se serait assis lors d'un de ses passages, et aussi un beau plat de Palissy que la tradition faisait provenir de Montataire.

Quoi qu'il en soit, j'ai dit ailleurs² que Madaillan de La Sauvetat passa aux d'Albert de Laval au xvi^e siècle, par Charles d'Albert de Laval, qui habitait Monflanquin dès 1553 et se qualifia aussitôt baron de Madaillan³.

Le château du Cauze, dans les mêmes mains, revint en 1673, par voie de rachat, aux représentants de ses anciens possesseurs, les Madaillan de Cancon et de Montviel.

J'ai supposé qu'un Montataire tué en duel en 1828 pouvait bien être le

¹ V. *Histoire d'un vieux Château de France. Monographie du château de Montataire*, par le baron de Condé (Paris, 1883, in-8°).

² *Histoire de l'Agenais*, t. II, p. 133, et *Madaillan (de La Sauvetat) et les ducs d'Epéron* (Agen, 1894, in-8°), p. 13.

³ Charles d'Albert de Laval de Madaillan fut capitaine de la compagnie de Monluc en 1570, et un autre, Léon d'Albert de Laval, baron de Madaillan, gentilhomme peu recommandable, chef des croquants en 1637, fut battu par d'Epéron près de son château et plus tard (1644) décapité pour de nombreux méfaits (V. la brochure précitée).

dernier de cette famille . Or c'est là une erreur que je vais rectifier, en utilisant surtout les notes qu'a bien voulu me fournir un des descendants actuel ¹.

Et d'abord, il convient de remarquer que ce nom de *Montataire* ne fut donné aux derniers Madaillan de l'Agenais que comme un simple prénom attribué par l'usage à l'aîné de chaque génération, après la perte définitive du fief de Normandie ².

Le Montataire tué en duel en 1828 par un sieur Jacquier, François-Eléonor de Madaillan, dit *Montataire*, était fils de Simon de Madaillan et de Jeanne de Brianson et avait deux frères : Louis et autre François-Eléonor de Madaillan, dit le chevalier, et une sœur, Madeleine-Victoire, mariée au sieur de Gorsse des Egrons.

Louis de Madaillan, qui avait épousé une demoiselle de Cornier et habitait le manoir de Lamouthe, près Légnac de Seyches, n'eut que des filles, les dames de Vivie-Régie et de Léglise, cette dernière grand'mère du statuaire Daniel Campagne, de Gontaud.

Le chevalier François-Eléonor de Madaillan vendit le château du Cauze, dont il avait hérité, et se fixa en 1829 au château de Perrou, en Périgord. Il eut une nombreuse postérité, représentée encore par Paul et François de Madaillan, à Gaure, près Bergerac, et leur descendance.

Celui des fils du chevalier prénommé *Montataire* mourut jeune.

JULES ANDRIEU.

¹ *Madaillan et les d'Epéron*, p. 15.

² H. de Brianson, juge au tribunal de Nérac, à qui je renouvelle ici tous mes remerciements.

³ Le célèbre marquis de Lassay (Louis de Madaillan de Lesparre), mort en 1709, avait vendu Montataire à un avocat de Paris, Germain Billard, de qui il passa en 1700 à un conseiller du nom de Roland, dont les fils le vendirent, en 1719, au conseiller Geoffrin. Un autre conseiller, Moreau, l'acheta en 1720 et le céda en 1725 à un neveu du marquis de Lassay, Louis-Joseph, comte de Madaillan, qui, alors, reprit le nom de Montataire. Ce dernier étant mort sans descendance, sa veuve, d'accord avec Esther-Marie-Louise de Madaillan, comtesse de Perthus, sœur et héritière du défunt, céda le fief en 1756 au conseiller Jean-Baptiste de Lorbehaye, dont le fils aîné se fit appeler Montataire (V. *Monographie du château de Montataire*, par le baron de Condé).

SOUSCRIPTION

Pour l'Erection au Musée d'Agen d'un buste à M. Adolphe Magen

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

MM. Amblard (Paul).....	10f. »
Amblard (Joseph).....	20 »
Andrieu (Jules).....	10 »
Benoit (pasteur), à Montauban	5 »
Berluc-Perussis (L. de).....	20 »
Bladé (J.-F.).....	25 »
Bosredon (de Lac de), chef d'escadron.....	5 »
Bouic, ancien magistrat, à Montauban.....	5 »
Brassier, à Saint-Pastour.....	5 »
Brianson (H. de), à Nérac.....	5 »
Bruguière (Louis).....	20 »
Calmon-Bridenne.....	10 »
Cazeneuve, à Port-Sainte-Marie.....	10 »
Chamerois.....	5 »
Chaumié (E.), agent de change	10 »
Chaumié (J.), avocat	10 »
Cieutat (Léon), conseiller.....	10 »
Clément-Simon (G.), à Bach (Corrèze)	20 »
Mme Combes (veuve L.).....	20 »
Comice Agricole d'Agen.....	25 »
MM. Communay (A.), à Paris.....	5 »
Conseil Général de Lot-et-Garonne.....	100 »
Conseil Municipal d'Agen.....	100 »
Couture (Léonce), à Toulouse.....	5 »
Cusson, à Aiguillon.....	10 »
Delbreil.....	10 »
A reporter.....	480 »

	Report.....	430 f. »
Mme	Dépau (veuve).....	5 »
MM.	Despeyroux, conseiller honoraire.....	5 »
	Destrac (abbé), à Asquets	10 »
	Delzollès, à Castelmoron	10 »
	Drème, premier président honoraire.....	15 »
	<i>Droguerie Centrale du Sud-Ouest</i> : Georges Thomas, 25 fr. ; C. Thibaut, 10 fr. ; Charles Thomas, 5 fr. ; Eugène Stutz, 10 fr. ; Georges Thibaut, 5 fr. ; Louis Pommiers, 5 fr. ; G. Gaubert, 5 fr. ; de Blessebois, 3 fr. ; Ribé- mont, 2 fr. ; Taillefer, 2 fr. ; Capuron, 2 fr. ; Lacroix, 1 fr. ; Loudet, 1 fr. ; Figuet, 1 fr. ; Henri Dugarcin, 1 fr. ; Artouet, 1 fr. ; Marc, 1 fr. ; Tible, 1 fr. ; Gar- sau, 1 fr. ; Guérin, 1 fr. ; Cuénin, 1 fr. ; Jean Cabarro- roque, 1 fr. ; Celsais, 2 fr. ; Arnould, 1 fr. ; Larrat, 2 fr. ; Saint-Pé, 1 fr. ; Beaussein, 1 fr. ; Bélus, 1 fr. ; Boudet, 5 fr. ; Jules Lagarrigue, 1 fr. ; Henry Ernest, 1 fr. ; Henri Sanche, 1 fr. ; Babolène, 2 fr. ; Augustin, 2 fr. ; Albenque, 3 fr. ; Bèze, 1 fr. ; Lajoinie, 3 fr. ; Barthès, 5 fr. ; Robineau, 5 fr. ; Lemessier, 5 fr. ; Daniel Dupuy, 1 fr. ; Marty, 0 fr. 50 ; Merle, 1 fr. ; Ragon, 0 fr. 50...	130 »
MM.	Durengues (abbé).....	5 »
	Dupuy.....	10 »
	Durand, sénateur.....	20 »
	Duteils (X.), à Villeneuve.....	20 »
	Fabre, Mérens et de Bigouse (Familles).....	20 »
	Fallières (M.-O.), avocat.....	20 »
	Faraguet (Ch.), inspect. génér. hon. des Ponts-et-Chaussées	5 »
	Fourestié (Docteur).....	10 »
	Fourestié Père, pharmacien honoraire.....	10 »
	Fournet, à La Montjoie.....	100 »
	Gerbeau (abbé), à Pujols.....	5 »
Mlle	Gonin (Claudine), à Gontaud.....	2 »
MM.	Goux (Léon).....	10 »
	Goux (docteur).....	10 »
	Goux (Daniel).....	5 »
	Grimard, ancien agent-voyer chef, à Lapepède.....	10 »
	Habasque (F.), conseiller à Bordeaux.....	20 »
	Hébrard (P.), vicaire général.....	10 »
	Jean, instituteur au Passage-d'Agen.....	5 »
	Labat (G.), ancien conseiller.....	10 »
	A reporter	972 »

	Report.....	972 f. »
MM.	Labat-Martinelli	10 »
	Laclaverie, ancien avoué.....	20 »
	Lafargue, conseiller de Préfecture, à Albi.....	10 »
	Lafitte (Gustave de), ancien député.....	25 »
	Lafitte (Prosper de).....	50 »
	Larroumet (G.), de l'Institut, à Paris.....	5 »
	Lassalle (X. de), directeur du <i>Journal de Lot-et-Garonne</i> ..	10 »
	Latour-Marliac (B.), au Temple-sur-Lot.....	10 »
	Laurent (Marc).....	10 »
	Lauzun (Philippe).....	30 »
	Lebbé, juge à Agen.....	5 »
	L'Ecluse (de), professeur d'Agriculture.....	10 »
	Leyrisson, à Tridon (Tonneins).....	7 »
	Liénard, conseiller de Préfecture.....	20 »
	Lussagnet (H).....	5 »
	Marraud (Georges), conseiller....	10 »
	Massip (Léon), à Cancon.....	10 »
	Mazet.....	10 »
	Messines, pasteur à Saint-Cyr.....	5 »
	Mistral (Frédéric), à Maillane (Bouches-du-Rhône).....	10 »
	Momméja (Jules), à Monteils (Tarn-et-Garonne).....	10 »
	Montels (Abel), avocat.....	20 »
	Monties, directeur de l'Ecole Normale.....	5 »
	Pichon (A.), conseiller.....	20 »
	Port (Célestin), de l'Institut, à Angers.....	10 »
	Pottier (abbé), président de la Soc. Archéol. de Tarn-et-Gar.	5 »
	Pucheran (docteur), à Port-Sainte-Marie	50 »
	Rébouis (E.-H), de la Bibliothèque de la Sorbonne	5 »
	Ratier (Charles).....	5 »
Mlle	Reig (Ernestine), à Port-Vendre.....	20 »
MM.	Rocher, à Duras.....	20 »
	Rumeau (J.), vicaire général.....	10 »
	Sayous.....	10 »
	Samson, à Bouglon.....	5 »
	Sarramiac (Joseph), à Layrac.....	5 »
	Serret (Jules)	20 »
	<i>Société Académique d'Agen</i>	100 »
	<i>Société Archéologique de Tarn-et-Garonne</i>	10 »
	Soubies (A.), critique musical du <i>Soir</i> , à Paris	20 »
	<i>Syndicat Agricole de Puy-l'Evêque (Lot)</i>	5 »
	A reporter.....	1589 »

	Report.....	1589 f. »
MM. Tamizey de Larroque (Ph.), à Gontaud ...	80	»
Tholin (Georges).....	50	»
Thomas (Georges).....	50	»
Tréverret (A. de), à Bordeaux.....	10	»
Vayssières (Marcelin).....	5	»
Deux anonymes.....	55	»
Total.....	1.789	»

La Souscription reste ouverte.

TABLE MÉTHODIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XXI^e.

ARCHÉOLOGIE

Archéologie civile.

Les Enceintes successives de la ville d'Agen, par Philippe Lauzun. 5, 115, 210.

BEAUX-ARTS

Généralités.

Les Faïences anciennes du Sud-Ouest, d'après le *Dictionnaire de la Céramique*, de M. E. Garnier, par Jules Momméja. 372.

HISTOIRE CIVILE ET POLITIQUE

Histoire municipale.

Une Commune gasconne pendant les guerres de religion, d'après les Archives de Laplume, par E. d'Antin. 52, 152, 230, 352, 535.
Journal agenais des Malebaysse. 268.

Histoire militaire.

Les Gascons dans les armées françaises, par A. Communay. 399, 412.
Mémoires et Pièces diverses pour servir à l'histoire des Volontaires de Lot-et-Garonne, engagés de l'an II, par Georges Tholin. 73.

Généalogies et Notices nobiliaires.

Les Madaillan, par Jules Andrieu. 550.

HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

Histoire provinciale et paroissiale.

- Les Prébendes de l'abbé de Belille de Jaubert (1752-1775), par P. Hébrard. 97, 193, 333.
Une Lettre inédite de Claude Gélas, évêque d'Agen, par Ph. Tamizey de Larroque. 280.
Une nouvelle Lettre inédite de Claude Gélas, évêque d'Agen, par l'abbé Durengues. 442.

Histoire monastique.

- Un Document inédit relatif à l'Abbaye de Clairac, par Tamizey de Larroque. 364.

Bibliographie régionale.

- Notes sur quelques planches consacrées à des monuments agenais, par Georges Tholin. 86.
Les Tableaux du château d'Aiguillon et le Musée d'Agen, par Jules Momméja (G. Tholin). 455.
Pouillé historique du diocèse d'Agen pour 1789, par l'abbé Durengues (G. Tholin). 285.
Vie de saint François d'Assises, par Paul Sabatier (G. Tholin). 89.
Les Reliques notables de saint Louis, roi, à La Montjoie de Saint-Louis, diocèse d'Agen, par J.-B. Durey de Longa (G. Tholin). 459.
Introduction aux Mélodies grégoriennes, par Boyer d'Agen (J. Andrieu). 287.
Audijos. La Gabelle en Gascogne, par A. Communay (J. A.). 288.

VOYAGES

- Etapes archéologiques en Italie, par Jules Momméja. 330, 407, 516.

LITTÉRATURE

Poésies françaises.

- Une Visite à Jasmin, par G. Dupin. 330.
La Garonne. — Le Vent, par Z***. 438.
La Malice des choses, par Z***. — Le Rire. — Echos de Sagesse, par X***. 511.

Etudes et Critique littéraires.

Excentriques et Grotesques littéraires de l'Agenais, par Jules Andrieu. 465.

Bibliographie.

Manuel élémentaire de Linguistique pour l'enseignement du français par le patois, par E. Boudon (J. A.). 463.

Généralités bibliographiques.

Le premier Livre imprimé à Agen. Recherches sur la vie et les travaux du premier imprimeur agenais, par A. Claudin. 289.

BIOGRAPHIE

Pierre de Chiniac, par G. Clément-Simon. 33, 138.

Bibliographie.

Dictionnaire biographique du département de Lot-et-Garonne (Jules Andrieu). 461.

NÉCROLOGIE

Anastase Capot. — Emile-Adrien Gaussens, — Albert Lebègue, par Jules Andrieu. 191.

MÉLANGES

Petites Notes agenaises, par Ph. Tamizey de Larroque. 446.

Lettres de Prosper Mérimée. 184.

Recueil des lois sur la Chasse en Europe, etc., par E. Demay (G. Tholin). 463.

NOTES DE LA RÉDACTION

Souscription pour l'érection au Musée d'Agen d'un buste à Adolphe Magen. 283, 464. — Liste des Souscripteurs, 553.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06847 1963

